HAL open science

Le Réseau de l'Économie Alternative et Solidaire (REAS) : pratique militante, forme d'engagement et projet politique dans le mouvement de l'économie solidaire en France (1990-2000)

Elodie Ros

To cite this version:

Elodie Ros. Le Réseau de l'Économie Alternative et Solidaire (REAS) : pratique militante, forme d'engagement et projet politique dans le mouvement de l'économie solidaire en France (1990-2000). Sciences de l'Homme et Société. Université Paris 8 Vincennes - Saint Denis; Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris; CSU (Cultures et sociétés urbaines), 2017. Français. NNT : 2017PA080037 . tel-03897733

HAL Id: tel-03897733

https://hal.science/tel-03897733

Submitted on 14 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution| 4.0 International License

Université Paris VIII Vincennes – Saint-Denis

École doctorale de sciences sociales (ED 401)

Cresppa - CSU (Cultures et sociétés urbaines)

Thèse de doctorat de science politique

Élodie ROS

Le Réseau de l'Économie Alternative et Solidaire (REAS)

Pratique militante, forme d'engagement et projet politique dans le mouvement de l'économie solidaire en France (1990-2000)

Directeur de thèse : Yves SINTOMER

Date de soutenance : 27 juin 2017

JURY : Madame Sylvie Ollitrault, Directrice de recherche au CNRS, Sciences Po Rennes ; Monsieur Jacques Archimbaud, Vice-président de la commission nationale du débat public ; Madame Marie-Hélène Bacqué, Professeure en études urbaines, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense; Monsieur Jean-Marie Donégani, Professeur des Universités, Sciences Po ; Madame Hélène Hatzfeld, intellectuelle, ENSAPVS

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord remercier mon directeur de thèse. Sans la direction d'Yves Sintomer et sa bienveillance, ce travail n'aurait pu aboutir. Ses critiques toujours constructives ont été essentielles pour avancer dans la rédaction. La qualité de mon travail n'aurait pas été le même sans lui. Un merci à Abou Ndiaye qui m'a judicieusement orienté vers lui lorsque je cherchais un directeur.

Je souhaite ensuite remercier mon compagnon, William. Il a toujours cru à l'achèvement de cette thèse y compris aux moments où je n'y croyais plus. Ce projet est aussi largement le sien.

Je pense également à Madeleine et Claude qui ne verrons malheureusement pas l'aboutissement de nos nombreuses discussions. Je pense à Béatrice qui a pris le relais en s'occupant de moi et en m'offrant un espace de travail salutaire. Je tiens également à remercier Frédérique qui m'a accompagnée dans la formalisation de cette thèse. Nos échanges ont nourri mes réflexions tout au long de l'écriture. Je remercie Maryvonne Prévot de m'avoir intégré à son programme de recherche sur les militants d'origine chrétienne véritable point de départ de cette réflexion.

Je remercie Zoulikha, Zoé, Gwenola pour leur relecture que j'espère n'avoir pas été trop fastidieuse et Léa pour sa traduction. Merci aussi à l'équipe pédagogique de la crèche parentale Jolis Mômes et plus particulièrement à Sylvie, Élise et Mariam qui en prenant soin de mes enfants m'ont permis de travailler l'esprit serein.

Je remercie ma famille et ma belle famille pour leur soutien quotidien et mes enfants qui m'ont donné l'énergie pour aller au bout de ce travail. Je remercie enfin tous les militants du REAS qui m'ont ouvert leur porte, qui ont accepté de m'accorder un peu de leur temps. Sans eux cette recherche n'aurait pu exister. Et je remercie tous mes amis dont je n'ose citer les noms de peur d'en oublier.

RÉSUMÉ

Ce travail est le produit d'une recherche empirique sur le réseau pour une économie alternative (REAS) et ses militants. Il interroge les origines de son projet à partir des parcours antérieurs de ses militants. De 1990 à 1998, Le REAS a tenté de fédérer les initiatives d'économie solidaire afin de faire émerger son projet politique dans le débat public.

Il s'est agit de savoir si ce projet et son militantisme étaient le fruit d'une simple reconversion d'un *habitus* militant d'origine chrétienne ou bien celui d'une interaction entre différentes traditions militantes.

L'enquête a permis la reconstitution des parcours antérieurs des militants du REAS à partir de l'analyse d'archives et de la revue éditée par le réseau mais surtout d'une soixantaine d'entretiens avec les acteurs du REAS. Elle a montré que chacune des trois classes d'âge de militants (les moins de 35 ans, les 35-45 ans et les plus de 45 ans) a incarné une dynamique de parcours militantes distinctes. Les plus âgés apportent la dimension chrétienne de gauche, le groupe intermédiaire apporte la politisation de cette première dimension et le groupe des jeunes apporte la préoccupation quotidienne et l'ancrage local. Le projet politique du REAS et son militantisme peuvent alors se définir comme une affinité élective entre trois éléments distincts au départ. Si l'on peut y retrouver les grandes de lignes de l'influence chacune des trois dynamiques militantes, le projet du REAS ne se définit ainsi que dans leur combinaison. Cependant, l'affinité élective ne se produit en théorie entre deux éléments. La démonstration d'une affinité élective à trois éléments semble inédite et mériterait d'être spécifiquement interrogée.

SUMMARY

This work is the result of empirical research conducted on a French network for an alternative economy named REAS and its defenders. The aim is to study the origins of its program using the history and backgrounds of its campaigners as a starting point. From 1990 to 1998, the REAS has tried to bring together various initiatives of solidarity-based economic systems in order to push its political program to the forefront of the public debate.

We have wondered whether this program and the militancy which characterizes it were but the translation of a propensity for activism truly Christian in origin or whether it rather stemmed from the coming together of various traditions of militancy.

A reconstruction of the individual backgrounds of activists from the REAS was possible thanks to field research, based on a close study of the archives and the periodical which the network published but most importantly on about sixty interviews held with members of the REAS. The research has proven that each age group (under 35, aged 35 to 45 and over 45 years old) was characterized by its own specific dynamics and form of militancy.

The older members bring with them a leftwing Christian dimension which the intermediate age group politicizes while the younger members contribute to daily awareness and local integration. The political program of REAS and its members' militancy can therefore be defined as an elective affinity bringing together three originally distinct groups. Therefore, if the influence and dynamics of each group may be felt, the program for REAS can only be defined through their combination. Nevertheless, elective affinity theoretically only happens between two elements. The possibility of elective affinity happening between three elements seems unprecedented and would deserve closer inspection.

À mon amie Claude

Table des matières

Table des matières **6**

Introduction **10**

Chapitre I. Le REAS, un absent de la littérature **14**
Introduction **14**
1.1. L'économie solidaire, un champ controversé **15**
1.1.1. La théorisation de l'économie solidaire 16
1.1.2. Les critiques d'hier et d'aujourd'hui 20
1.1.3. Actualité de la recherche autour du projet politique de l'économie solidaire 31
1.2. Quelle sociologie des militants? **34**
1.2.1. De la sociologie du militantisme à la sociologie des mouvements sociaux 35
1.2.2. Les militants des mouvements sociaux des décennies 1990-2000, miroir du REAS 41
1.2.3. Le poids des militants d'origine chrétienne 45
1.2.4. La place particulière du PSU dans les parcours militants 48
Conclusion **52**

Chapitre II. Outils conceptuels **55**
Introduction **55**
2.1. Les ressorts de la socialisation politique **55**
2.1.1. L'hypothèse des carrières militantes 56
2.1.2. Les notions de trajectoire militante et de socialisation politique 58
2.1.3. L'*habitus* militant 59
2.1.4. Un problème conceptuel lié à l'utilisation de l'*habitus* 62
2.2. Les moteurs de l'engagement **63**
2.2.1. Le courant des choix rationnels 63
2.2.2. La lutte pour la reconnaissance 65
2.2.3. La dimension conjoncturelle 67
2.3. L'hypothèse de la reconversion militante et ses limites **70**
2.3.1. L'hypothèse de la reconversion militante 70
2.3.2. L'approche en termes de sociabilité 73
2.4. La notion d'affinité élective **75**
Conclusion **80**

Chapitre III. Le REAS, un projet politique **82**
Introduction **82**
3.1. Petite histoire de l'économie solidaire **87**
3.1.1. Les racines : le socialisme libertaire et associationniste du xixè siècle 88
3.1.2. 1960-1980. Résurgence sous la forme de l'économie alternative 90
3.1.3. 1980-2000. De l'économie alternative à l'économie alternative et solidaire 91
3.1.4. L'institutionnalisation de l'économie solidaire à partir des années 2000 93
3.2. Émergence et épuisement du REAS **96**
3.2.1. 1981-1989. L'ALDEA : le réseau pionnier de l'économie alternative 97
3.2.2. À partir de 1985. Solidarité Emploi 99
3.2.3. 1989-1992. Naissance du REAS 102
3.2.4. 1992-1998. Développement et fin du REAS 104
3.3. Quelle réalité quantitative du réseau ? **106**
3.3.1. De la difficulté de l'accès aux archives 107
3.3.2. Un effectif minimum pour un essaimage maximum 109
3.3.3. Un réseau de réseaux 111
3.4. Le positionnement : investir le champ politique **113**

3.4.1. Un modèle d'émancipation à diffuser....114
3.4.2. L'inscription dans la construction d'une nouvelle offre politique....115
3.4.3. Un projet héritier de la deuxième gauche....118
3.4.4. La participation à la construction de l'écologie politique naissante....120
3.4.5. Quelle stratégie ?....127
3.5. « Poteaux d'angle », l'unique manifeste du REAS....130
3.5.1. Réinscrire l'économie dans la société....135
3.5.2. Agir, un impératif....138
3.5.3. Émanciper par l'action collective....142
3.5.4. Être un lieu de débat, d'émulation d'idées....144
Conclusion....147

Chapitre IV. REAS, la fabrique militante ?....152
Introduction....152
4.1. Présentation de la population d'enquête....158
4.1.1. Composition du corpus....159
4.1.2. Des militants issus des catégories sociales supérieures et fortement diplômés....161
4.1.3. Des militants aux engagements multiples, mais assez homogènes....167
4.1.4. Trois cohortes contrastées....169
4.2. Une participation organisationnelle à géométrie variable....176
4.2.1. Analyse de la structure organisationnelle du REAS....177
4.2.2. Une critique de l'exercice du pouvoir diversement investie selon l'âge des militants....179
4.2.3. Une participation collective à la définition du mouvement....182
4.2.4. À chaque groupe d'âge son lieu d'investissement....186
4.3. Génération Banlieue, une expérience exemplaire....188
4.3.1. Genèse du projet Génération Banlieue....189
4.3.2. Par le terrain, pour le terrain....192
4.3.3. Les jeunes des quartiers au cœur de la définition du développement local....194
4.3.4. Mise à l'épreuve d'une méthodologie....197
4.4. Militer au REAS : quelles logiques de l'engagement ?....199
4.4.1. « *Créer la contestation par des faits* »....201
4.4.2. « *Partager les responsabilités dans une organisation qui est la leur* »....204
4.4.3. « *Pour fonctionner, il faut du lien social, du partage* »....206
4.4.4. « *Créer un mouvement fort et parler ensemble* »....208
4.4.5. Des ressorts chrétiens ?....210
4.5. La fabrique militante, produit de l'*habitus* militant de la JOC ?....211
4.5.1. Petit historique des organisations proches de l'Action catholique spécialisée....212
4.5.2. L'*habitus* militant de la JOC : formés à être militants....216
4.5.3. Du militant au « mutant »....220
4.5.4. Le « entre eux, pour eux, par eux » et le « Voir-Juger-Agir » comme méthodes....222
Conclusion....224

Chapitre V. Les 35-45 ans : les dirigeants du REAS, des militants politiques formés dans la nébuleuse de l'action catholique spécialisée....229
Introduction....229
5.1. Aline et Jacques Archimbaud : le REAS corps et âme....230
5.1.1. Deux modalités d'engagements....231
5.1.2. Sources et formes de militantisme....245
5.1.3. Deux formes d'incarnations du REAS....253
5.2. Des carrières professionnelles au service d'une vie militante....261
5.2.1. Des militants diplômés du supérieur en ascension sociale....262
5.2.2. Des carrières professionnelles au service de l'engagement militant....267
5.3. De la JOC à l'économie alternative et solidaire....271
5.3.1. L'engagement au REAS comme prolongement de l'engagement politique....271
5.3.2. Une grande diversité d'adhésion partisane pour une unicité des luttes....273
5.4. Dispositions militantes et engagements religieux....280

Conclusion.....286

Chapitre VI. Les plus de 45 ans : la spiritualité comme moteur de l'engagement militant.....291

Introduction.....291

6.1. Portrait de Claude Bouju, un « intervenant volontaire ».....292

6.1.1. Un parcours marqué par les ruptures.....293

6.1.2. Une retraite solidaire.....298

6.1.3. L'« intervention volontaire », un bénévolat contractualisé.....301

6.1.4. Des profils issus des classes dominantes.....306

6.2. Des chrétiens du porche.....308

6.2.1. Des chrétiens de gauche.....315

6.2.2. Une mise en cohérence personnelle.....321

Conclusion.....325

Chapitre VII. Les moins de 35 ans : entre professionnalisation des engagements militants et politisation des engagements associatifs.....328

Introduction.....328

7.1. Une ascension sociale réelle, mais limitée.....329

7.1.1. Le militantisme comme porte d'entrée dans la vie professionnelle.....331

7.1.2. Un militantisme qualifiant.....334

7.1.3. « L'esprit de service public ».....337

7.1.4. Un emploi militant, à quel prix ?.....340

7.2. Les moteurs de l'engagement partisan.....350

7.2.1. Un engagement « par la force des choses ».....350

7.2.2. Des enfants de militants de gauche.....354

7.2.3. Un lieu de formation politique.....357

7.3. Des affinités diverses avec le projet du REAS.....360

7.3.1. Un rapport distant à la culture chrétienne.....361

7.3.2. Les jeunes militants verts.....364

7.3.3. Le mouvement de la non-violence et des objecteurs de conscience.....365

7.3.4. La marche pour l'égalité des droits comme matrice des pratiques militantes.....368

7.3.5. De l'éducation populaire au développement local.....385

Conclusion.....391

Conclusion générale.....394

Une réelle porosité entre carrière professionnelle et militante.....394

L'économie alternative et solidaire et le projet politique du parti Les Verts.....398

Pourquoi la dynamique du REAS s'est arrêtée ?.....402

Le REAS, quelle actualité ?.....405

Le REAS, produit d'une affinité élective entre trois éléments.....409

Bibliographie.....414

Annexes.....439

Liste des entretiens.....440

Grille d'entretien.....441

Les Sigles.....443

Description des partis politiques.....444

Les associations de la nébuleuse du REAS.....445

Résumé bibliographique de Jacques Archimbaud.....446

Résumé bibliographique d'Aline Archimbaud.....448

Résumé bibliographique de Claude Bouju.....450

Synthèse des caractéristiques sociologiques des militants âgés entre 35 et 45 ans.....452

Synthèse des engagements des militants âgés entre 35 et 45 ans.....453

Synthèse des caractéristiques sociologiques des militants de plus de 45 ans.....454

Synthèse des engagements des militants de plus de 45 ans.....455

Synthèse des caractéristiques sociologiques des militants de moins de 35 ans.....456
Synthèse des engagements des militants de moins de 35 ans.....457
Poteaux d'angle - Manifeste du REAS (1992).....458
Statut UES REAS (1992).....463
Charte ALDEA, « Manifeste pour une autre économie ».....465
Rôle des correspondants locaux.....466
Charte Génération Banlieue.....467
Lettre COB à la création de Génération Banlieue et réactions.....470
Manifeste de l'économie solidaire (2006).....473

Index.....480
Index des tableaux et encadrés.....480
Index des illustrations et graphiques.....481
Index des dessins.....482
Index des photos.....483

Introduction

Depuis une trentaine d'années, l'économie solidaire tente de transformer les rapports à l'économie. Les initiatives qu'elle englobe sont caractérisées par une certaine démocratie interne, par l'utilité sociale de leurs productions et par leur volonté de réinscrire l'économie dans la sphère sociale. Fortement exposée dans les années 2000, l'économie solidaire avait un peu disparu de l'actualité. A l'occasion de la Conférence sur le climat de Rio en 1992 et plus récemment de la crise financière de 2008, des initiatives se revendiquant d'une économie plus solidaire ont fait leur retour sur la scène médiatique. Les états généraux de l'économie solidaire organisés en juin 2011 au Palais Brongniart sont significatifs à la fois de la volonté des acteurs de réinvestir une certaine dimension politique de leur projet mais aussi des ambiguïtés de ce secteur par le choix hautement symbolique du lieu de cet événement. La création d'un ministère délégué à l'Economie sociale et solidaire et à la Consommation dans le premier gouvernement de la présidence de François Hollande de mai 2012 à mars 2014, témoigne également de l'institutionnalisation de ce secteur.

À l'image des nouveaux « nouveaux ruraux » qui prennent les chemins déjà suivis par leurs aînés dans les années 1970, les initiatives solidaires ont elles aussi connu un premier développement important à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Elles étaient alors incarnées en particulier par le Réseau d'économie alternative et solidaire (REAS). Créé à l'initiative de l'Agence pour le développement de l'économie alternative (Aldea) et Solidarité Emploi, il est le premier réseau à souhaiter fédérer l'ensemble des initiatives d'économie solidaire. Si le REAS a contribué à une plus grande visibilité nationale de l'économie solidaire, il a surtout permis sa mise à l'agenda des politiques locales. De 1990 à 1998, il a été le carrefour des initiatives se reconnaissant dans la nébuleuse de « l'autre économie ». Pour cela, le REAS a été à l'origine d'une première tentative de conceptualisation du projet de l'économie solidaire. En le positionnant sur le terrain du débat d'idée, le REAS a pensé le projet de l'économie solidaire comme fer de lance du renouvellement du militantisme politique. L'inscription du projet politique du REAS dans la perspective de l'écologie politique naissante manifeste de ce positionnement. L'originalité de ce

mouvement est de se positionner sur le terrain du renouvellement de l'offre politique et cela à un double niveau. D'abord par le renouvellement du projet politique de la gauche avec le souhait de créer une troisième voie - en ce sens, le REAS peut être perçu comme l'héritier du projet porté en son temps par la deuxième gauche. Par le renouvellement des formes politiques ensuite, puisque dans son projet initial, le REAS a été pensé comme une « coopérative politique » entendant dépassée la forme « parti politique » jugée obsolète. Fortement lié à l'évolution du parti Les Verts, il a contribué à sa sortie du positionnement « ni gauche ni droite ». Il a également été un lieu de mise en pratique de forme militante originale dont l'histoire reste absente de la littérature scientifique et qui mérite à mes yeux d'être racontée et questionnée aujourd'hui. Lors de mes premières réflexions sur l'économie solidaire, je cherchais à comprendre comment le projet politique de l'économie solidaire s'était construit en France et quels avaient été les traditions militantes qui avaient pu le nourrir. Pour répondre à ces questions, il m'a semblé important d'aller interroger le mouvement qui avait fait émerger politiquement ce secteur. Ce sont donc les sources de ce projet politique que j'ai choisi d'interroger dans cette recherche. Ce choix a été renforcé par le constat de l'absence de recherche spécifiquement consacrée à l'étude de ce premier réseau national. Pourtant, le REAS est toujours une référence d'une partie des acteurs de l'économie solidaire en France. Référence qui peut parfois être l'objet d'enjeux conflictuels entre les acteurs autour de la définition de l'économie solidaire et de son histoire contemporaine « officielle ».

Sur les deux volets de la recherche (économie solidaire et militantisme), une histoire spécifique reste donc à écrire. Pour répondre à ces manques, le travail présenté ici a donc pris la forme d'une enquête de terrain approfondie. Complémentaire aux travaux de Bruno Frère qui, depuis une dizaine d'années, s'interroge sur les origines théoriques du concept d'économie solidaire, ce travail s'est attaché à entrer dans le détail des parcours des militants du Réseau d'économie alternative et solidaire. Le parti pris empirique de la thèse s'est donc imposé de lui-même. Pour ce faire, j'ai privilégié une approche méthodologique par entretien semi-directif afin de reconstituer les parcours des individus mais également d'analyser leur discours sur le REAS et son projet politique. L'accent volontairement mis sur les parcours individuels articulés à l'analyse des écrits produits par les acteurs (analyse des revues des réseaux, des

comptes rendus d'assemblées générales et de conseils d'administration, des manifestes et des tribunes publiés), engendre une restitution des résultats de cette recherche qui se rapproche plus de « petits portraits » de militants que d'un traité sur l'économie solidaire ou le militantisme. Le postulat est que c'est à travers les trajectoires d'engagements des militants du REAS que se situent les origines de son projet politique et du militantisme qui lui est lié. Par ailleurs, la deuxième hypothèse est qu'au-delà des éléments fournis par les trajectoires militantes antérieures, ce qui construit le projet du REAS et le militantisme qui y est affilié c'est également la rencontre de ces histoires militantes au sein du REAS et les interactions qu'elle a produites. De plus, ma participation au programme de recherche CHRISTIANA, intitulé « De l'urbanisme au développement : des militants d'origine chrétienne dans la fabrique de la Ville, des années 1960 à nos jours (France/Belgique) » – programme conçu et coordonné par Maryvonne Prévot - a mis en lumière un implicite dans les parcours présent dès les entretiens exploratoires. Ainsi, un nombre important de militants du REAS a été formé au sein des organisations de jeunesse proche de l'action catholique (JOC, JAC, JEC). Ce constat associé à l'existence d'une réelle proximité entre les pratiques militantes de ces organisations et celles promues au sein du REAS a conduit à une évolution de l'objet de la recherche.

La question centrale de ce travail est donc de se demander si le projet du REAS et les pratiques militantes y afférentes sont la simple reconversion d'un *habitus* militant d'origine chrétienne forgé au sein des organisations proches de l'action catholique ou bien s'il est le produit singulier de la combinaison de l'influence de plusieurs traditions militantes.

Si la littérature sur l'économie solidaire est abondante, peu de travaux, à l'exception de ceux de Bruno Frère, se sont attachés à interroger les origines politiques et philosophiques de l'économie solidaire. De plus, comme déjà souligné, s'il existe de très nombreuses monographies de structure aucune ne porte sur le REAS. Par ailleurs, de nombreux travaux sur les mouvements sociaux contemporains du REAS (comme le DAL, Attac, etc.) relèvent également l'importance de militants formés initialement dans des mouvements militants chrétiens. Cependant, ce résultat est presque toujours abordé sous un angle spirituel et confessionnel et jamais sous l'angle de pratiques militantes politiques particulières. De leur côté, les travaux sur la nébuleuse des

chrétiens de gauche, dont l'action catholique a été le creuset, s'attachent à décrire le projet politique spécifique qu'ils ont porté. Mais s'ils concluent souvent sur l'importance de l'engagement dans les nouveaux mouvements sociaux de ces militants chrétiens, leur apport spécifique à ces mêmes mouvements n'est pas étudié, ces travaux s'arrêtant aux portes des associations.

Le premier chapitre revient en détail sur les apports des travaux scientifiques pour cette recherche. Travaux sur l'économie solidaire mais également comme nous venons de le voir sur le militantisme en général et au sein de mouvements proches du REAS en particulier. Le deuxième chapitre présente les outils conceptuels mobilisés pour l'analyse des résultats de l'enquête de terrain. Le troisième chapitre vise à présenter le REAS dans son environnement historique et politique. Il décrit ainsi son projet politique. Le quatrième chapitre se consacre à l'exposition générale des données de l'enquête. Cet exposé met en lumière l'existence de trois groupes d'âge distincts parmi les militants du REAS : les militants âgés entre 35 et 45 ans, puis les militants de plus de 45 ans et enfin les militants de moins de 35 ans. Il présente ensuite deux interactions entre les militants autour des modalités d'investissements de chaque groupe d'âge de militants et à travers l'expérience Génération Banlieue. Suite à la description des logiques d'engagements qui prévalent au sein du REAS, le lien entre l'*habitus* militant de la JOC et le projet du REAS est interrogé. Les trois derniers chapitres sont consacrés à l'exploration de chacun des trois groupes d'âge. Le cinquième chapitre s'attache aux militants d'âges intermédiaires (entre 35 et 45 ans). Le sixième chapitre aux militants les plus âgés. Enfin, le septième et dernier chapitre est consacré aux militants les plus jeunes.

Chapitre I. Le REAS, un absent de la littérature

Introduction

L'enquête porte sur les militants de l'économie alternative et solidaire du REAS. La littérature sur l'économie solidaire comme celle sur le militantisme représente donc des sources incontournables. Pour traiter de la question des dispositions – au sens d'inclination plus que de déterminant – des militants du REAS comme celles de la constitution des pratiques militantes expérimentées en son sein, il faut explorer plusieurs domaines de la sociologie ou de la science politique : économie solidaire, militantisme, militants chrétiens, deuxième gauche. Il s'agit de s'interroger sur leurs apports pour traiter de ce sujet.

Nous explorerons d'abord la littérature s'intéressant à l'économie solidaire. Comment cette littérature s'est-elle constituée et comment elle tente de trouver sa place dans le champ académique? Quelles sont les grandes questions qui traversent cette littérature? Quelle est son actualité? Comment cette enquête sur le REAS s'y inscrit?

Mais au-delà de l'économie solidaire, c'est dans la perspective du renouvellement de l'offre politique et de ses pratiques militantes que se situe le REAS. L'exploration des mouvements militants auxquels le projet du REAS se réfère est donc également incontournable. Après un tour rapide de l'évolution de la sociologie du militantisme, nous interrogerons les travaux sur les mouvements sociaux contemporains du REAS. Nous nous demanderons ensuite ce que peuvent apporter à l'enquête les travaux sur les militants d'origine chrétienne. Enfin, la place particulière du Parti Socialiste Unifié (PSU) dont un nombre important de militants du REAS ont été membres ou sympathisants, sera également questionnée.

1.1. L'économie solidaire, un champ controversé

Depuis la fin des années 1980, la sociologie s'intéresse à l'économie solidaire. D'abord dans l'optique de questionner les pratiques démocratiques au sein des entreprises puis des associations, elle s'est ensuite élargie autour de l'introduction de la question de l'économie plurielle ou d'une économie du don. Avec l'émergence de structures et de réseaux d'économie solidaire, des enquêtes se sont consacrées à la mise en pratique de cette économie à travers de nombreuses monographies, notamment à l'international avec un foisonnement de recherches sur l'Amérique Latine et sur l'Afrique. Elles sont complétées par une série de travaux confrontant l'économie solidaire à différentes thématiques : l'émancipation des femmes, l'innovation économique et/ou sociale, l'altermondialisme, le développement local, etc. De plus, une partie des recherches sur l'économie solidaire vient alimenter l'actualisation du domaine de la sociologie économique.

Née au XIXe siècle, la sociologie économique entend dépasser la définition de l'économie forgée par les économistes. « *Elle propose une définition plus large de l'économie, soit comme représentations sociales dans la tradition durkheimienne : activités sociales relevant d'une rationalité élargie dans la tradition wébérienne ; rapports sociaux de production, de distribution et de consommation selon la tradition marxiste ; activités reposant sur des principes économiques pluriels tels que le marché, la redistribution, la réciprocité et le don (Polanyi)*[1] ». Cette première définition de la discipline va s'actualiser à la suite de l'émergence de nouvelles aspirations à la suite notamment des foisonnements de mai 1968 (autogestion, cadre de vie…) et face aux attaques menées dans les années 1980 contre l'État par les tenants d'une économie néolibérale alors toute puissante. Ainsi, « *la nouvelle sociologie économique répond, quant à elle, à une double demande, celle d'une critique du néolibéralisme et celle d'une recherche d'alternatives concrètes*[2] ». Un des terrains privilégiés pour les promoteurs de la sociologie économique a été l'exploration de

[1]LÉVESQUE Benoît, « La *sociologie* économique : genèse, actualité et évaluation », *Interventions économiques* [revue en ligne], 33 | 2006, mis en ligne le 1er avril 2006, http://interventionseconomiques.revues.org/737

[2]*Ibid.*

l'économie solidaire comme objet d'observation des alternatives à la fois à un marché tout puissant et à un État comblant toutes les aspirations sociales[3]. Jean-Louis Laville en donne la définition suivante : « *Finalement, la cohérence de la sociologie économique tiendrait à des choix fondamentaux comme celui de ne pas autonomiser l'économie et de l'étudier dans ses relations avec les aspects culturels et politiques de l'organisation sociale ; autrement dit de penser ensemble économie et société*[4] ».

Depuis une dizaine d'années, à travers le travail de Mathieu Hély, et plus récemment celui de Fanny Darbus, sont apparus des travaux sur les praticiens de l'économie solidaire et les pratiques salariales au sein de ses organisations. D'autre part la question de la « repolitisation » des enjeux de l'économie solidaire émerge également à partir de 2010 (Laville, Frère, Corcuff). Philippe Chanial et Jean-Louis Laville mettent ainsi en avant que « *dans un contexte où l'utopie libérale de société de marché a resurgi, il est vital que la réalité plurielle de l'économie soit politiquement assumée. De la façon la plus extensive, l'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens*[5] ».

Ces travaux sociologiques participent à la formalisation de l'économie solidaire et alimentent la réflexion et les nombreux débats des acteurs lecteurs férus de ces ouvrages.

1.1.1. La théorisation de l'économie solidaire

Bernard Eme et Jean-Louis Laville sont sans conteste à l'origine de la promotion du concept d'économie solidaire comme objet de recherche sociologique. Dès leur première collaboration en 1987, ils élaborent une esquisse de ce qui prendra par la suite le nom d'économie solidaire. Ils se positionnent alors d'emblée sur le terrain de l'intervention directe. Ainsi, dans la conclusion de leur ouvrage, *Les petits boulots en question,* ils préconisent « *une société qui choisit d'impulser et de favoriser de l'expérimentation sociale au quotidien pour créer des solutions innovantes,*

[3] *Ibid.*

[4] LAVILLE Jean-Louis, « Histoire et actualité de la sociologie économique : une mise en perspective d'apports francophones », Laboratoire de sociologie du changement des institutions, 2002.

[5] CHANIAL Philippe, LAVILLE Jean-Louis, « L'économie solidaire : une question politique », *Mouvements* 2002/1 (n° 19), p. 11-20.

complémentaires de celle de petits boulots[6] ». Ces chercheurs ont la particularité d'avoir été eux-mêmes des acteurs de ce secteur. Ils sont ainsi membres de l'ALDEA (ancêtre avec Solidarité Emploi du REAS), puis plus furtivement du REAS dont ils s'éloignent rapidement. Par l'intermédiaire du CRIDA (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie), ils participent à la création de l'Agence pour le développement des services de proximité (ADSP) dans une perspective d'expérimentation socio-économique. Dans les thèses qu'ils présentent pour réussir ce « défi », pour reprendre leur propre mot, ils définissent un modèle « d'entrepreneuriat social » fondé sur « *une économie solidaire et mixte : solidaire, en s'appuyant sur des réseaux d'entraide et de bénévolat, sur l'implication des usagers à travers la sociabilité de voisinage et des mouvements associatifs, sur des contrats d'échanges gratuits avec des institutions et des organismes locaux ; mixte, par la conjugaison d'un certain autofinancement assuré par les usagers qui paieraient, au prorata de leurs revenus, une partie du coût des prestations de service et de contributions publiques pour les services d'intérêt collectif ou général*[7] ». Une des théories majeures de ces chercheurs est que l'émergence d'une économie solidaire passe par le développement des services de proximité – sorte de « services publics » pour et par les citoyens. Jean-Louis Laville explique dès 1992 que « *situés dans [la] perspective de l'économie solidaire, les services de proximité contribuent à renouveler et déplacer les débats sur l'emploi et l'intégration sociale en dépassant l'opposition stérile entre projet alternatif et réalisme gestionnaire*[8] ». Dès cette première esquisse de ce qui deviendra leur définition de l'économie solidaire, ils mettent en avant ses spécificités et plus particulièrement l'hybridation de ses ressources (à la fois privées et publiques). La question de la démocratie n'est pas encore mise en avant. En dehors de la formalisation des spécificités de l'économie solidaire, Jean-Louis Laville, plus particulièrement, s'attache dès ses premiers travaux à distinguer économie solidaire et économie alternative. Ainsi, dans *Les services de proximité en Europe*[9], il appuie même sa conception de l'économie solidaire sur la dénonciation de l'économie alternative. Pour lui, *« la voie de l'économie solidaire*

[6]EME Bernard et LAVILLE Jean-Louis, *Les petits boulots en question,* Syros, 1988.

[7]EME Bernard et LAVILLE Jean-Louis (dir.), *Cohésion sociale et emploi,* Desclée de Brouwer, 1994.

[8]LAVILLE Jean-Louis, DUHM Rainer, EME Bernard, GHERARDI Silvia [et al], *Les services de proximité en Europe. Pour une économie solidaire,* Syros, 1992.

[9]C'est la première fois que le terme « économie solidaire » apparaît dans le titre d'un ouvrage.

consiste à institutionnaliser les rapports sociaux de services de proximité en considérant conjointement leurs possibles contributions à la démocratisation de la société (par l'expression des usagers, la mise en débat de problèmes sociétaux vécus individuellement) et leur apport à la création d'emplois (tant quantitative que qualitative). [...] Cet horizon de l'économie solidaire qui se profile derrière les services de proximité peut être appréhendé comme un enracinement dans la vie quotidienne d'une économie mixte, restée jusque-là abstraite. Cet enracinement dans la vie quotidienne tient à ce que l'économie solidaire intègre des échanges non monétaires relevant de la réciprocité qui s'ajoutent aux combinaisons entre ressources marchandes et non marchandes constitutives de l'économie mixte[10] ». Aux travaux de ces premiers chercheurs, s'adjoint le travail de Guy Roustang, également membre de l'ALDEA, qui fait la promotion d'une économie réinscrite dans sa dimension sociale et consciente de son impact sur la société. L'économie solidaire est l'exemple abouti de cette manière d'envisager le rôle de l'économie dans la société[11]. De plus, les promoteurs de l'économie solidaire fondent sa définition sur la démocratie interne « statutaire » des organisations d'économie solidaire (inspirées des statuts de l'économie sociale) et l'hybridation des ressources (bénévolat, public et privé). Dès son apparition dans le champ scientifique, l'économie solidaire est porteuse de débats sur sa délimitation, notamment entre les adjectifs « alternative » ou « solidaire » qui la caractérisent. L'économie alternative fait la promotion des initiatives d'économie solidaire comme preuve concrète de la possibilité de faire de l'économie autrement. L'économie solidaire de Laville et Eme fait, elle, la promotion des initiatives d'économie solidaires comme des formes nouvelles, mais non substitutives, d'organisation économique à côté des entreprises classiques et des services publics qui ouvrent le champ des possibles.

Plusieurs chercheurs spécialistes de l'économie solidaire se sont ensuite inscrits dans le sillage de l'approche développée par Eme et Laville. Certains comme Éric Dacheux[12], également militant du REAS, se sont attachés à approfondir le rôle

[10]LAVILLE Jean-Louis, DUHM Rainer, Bernard Eme, GHERARDI Silvia [et al], *Les services de proximité en Europe. Pour une économie solidaire,* Syros, 1992.

[11]ROUSTANG Guy et PERRET Bernard, *L'économie contre la société*, Seuil 1993, réédition en poche, avril 2001.

[12]Voir notamment DACHEUX Éric, « Un nouveau regard sur l'espace public et la crise démocratique », *Hermès*, n° 36, 2003.

« d'espace public » – au sens de lieu d'accès à la citoyenneté et à la démocratie – de l'économie solidaire. D'autres comme Laurent Gardin se sont concentrés sur la question du don et ont approfondi la question de la réciprocité (au sens de Polanyi). Il montre ainsi que les initiatives d'économie solidaire reposent pour la plupart sur une « réciprocité multilatérale » qui reconnaît la différence entre les acteurs (du don), mais en recherchant une symétrie des positions. Cette réciprocité multilatérale se distingue du « don hiérarchique sans retour » (un don de charité sans réciprocité possible de la part de ceux qui reçoivent) et d'une « réciprocité entre pairs » (issus d'un même groupe comprenant des acteurs placés dans des situations égalitaires[13]). Par ailleurs, d'autres chercheurs s'intéressent eux à la question de la reconnaissance de l'économie solidaire dans les politiques publiques et la manière dont ces dernières peuvent favoriser son développement. C'est par exemple la proposition de Laurent Fraisse autour de la notion d'utilité sociale. Pour lui, « *dans le cadre d'une économie plurielle, il faut définitivement dépasser une appréciation de l'utilité sociale réduite à la création d'emplois, de nouvelles activités et de l'insertion et de personnes en difficulté. Il faut sortir d'une logique où preuve de l'utilité sociale est la capacité d'une activité à s'autofinancer sur le marché ou de pérenniser des emplois aidés. Ensuite, il convient d'articuler hiérarchiquement deux approches, l'une déontologique qui donne la valeur en soi (intrinsèque) aux démarches d'économie solidaire parce qu'elles ont une finalité sociale, favorise des processus démocratiques et participatifs, valorise des ressources non monétaires et les mutualise avec d'autres ressources (hybridation), l'autre de second niveau qui valorise voire mesure les effets d'utilité sociale produits par l'économie solidaire. […] Enfin, il convient d'inscrire l'utilité sociale dans le cadre d'une régulation négociée de l'économie plurielle de manière à éviter qu'elle ne se réduise à un outil externe de contrôle administratif ou à prétexte pour étendre le principe de concurrence à de nouveaux secteurs*[14] ». À ces trois axes s'ajoutent nombre de discussions et d'actualisations de la recherche sur l'économie solidaire.

[13]GARDIN Laurent, Les initiatives solidaires. La réciprocité face au marché et à l'État, Toulouse, Eres, 2006, p. 152.

[14]FRAISSE Laurent, « Utilité sociale et économie solidaire : un rapport ambivalent au cœur de la reconfiguration des régulations publiques » in ENGELS Xavier, HÉLY Mathieu, PEYRIN Aurélie et TROUVÉ Hélène (dir.), *De l'intérêt général à l'utilité sociale. La reconfiguration de l'action publique entre État, associations et participation citoyenne,* Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2006, p. 108-109.

1.1.2. Les critiques d'hier et d'aujourd'hui

Face à ces auteurs, deux grands types de critiques sont faites à l'économie solidaire. Le premier groupe de critiques, à la fois classiques et plutôt bienveillantes, se situe dans un dialogue avec l'économie solidaire. Elles peuvent être incarnées par Dominique Méda et André Gorz. Il faut noter à ce propos que si Dominique Méda n'a pas été adhérente du REAS, une partie de son équipe au Centre de recherche sur l'emploi y a participé et a parfois occupé des postes importants, à l'instar de Bernard Gomel qui a été un des principaux animateurs du REAS. André Gorz, pour sa part, a été un compagnon de route du REAS sans y adhérer formellement. Les critiques de ces deux auteurs se sont focalisées en partie sur le développement cher à Laville et Eme des « services de proximité ». Les mises en garde d'André Gorz peuvent se résumer ainsi : « *Le développement des services personnels n'est […] possible que dans un contexte d'inégalité sociale croissante, où une partie de la population accapare les activités bien rémunérées et contraint une autre partie au rôle de serviteur. […] La professionnalisation des tâches domestiques est donc le contraire d'une libération. Elle décharge une minorité privilégiée de tout ou partie du travail pour soi et en fait le gagne-pain exclusif d'une classe de serviteurs sous-payés, contraints d'assumer les tâches domestiques des autres en plus des leurs propres*[15] ». À l'inverse de cette stratégie, il préconise que « *seule la persévérance obstinée dans l'idéologie du travail empêche les partisans de ce modèle de voir que si tout le monde travaillait moins, tout le monde pourrait assumer ses propres tâches domestiques ET gagner sa vie en travaillant*[16] ». La description du « serviteur » de Gorz fait écho à la promotion des associations intermédiaires faite par Eme et Laville en 1988 alors qu'ils élaborent le concept d'économie solidaire. Ils sont d'ailleurs conscients des écueils possibles : « *À la fin du mois d'octobre 1987, quelque 240 associations intermédiaires avaient reçu leur agrément. [...] Tout mouvement de cette ampleur comporte inévitablement des travers et des dérives, des abus et des excès. [...] L'emploi occasionnel – ou les petits boulots – a investi un champ en émergence, celui des services de proximité, qui est au croisement de deux enjeux fondamentaux : la réponse à des demandes sociales légitimes et insatisfaites de différents groupes sociaux*

[15]GORZ André, Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique, Folio, 2004.

[16]*Ibid.*

concernant l'aménagement de leur cadre de vie et leur intégration sociale, économique, culturelle dans le tissu local ; la création d'emplois et/ou d'itinéraires d'insertion pour les chômeurs[17] ». Jean-Louis Laville rejette dans le même temps les propositions d'André Gorz, propositions qu'il assimile à l'économie alternative : « *Cette option (alternative) a particulièrement été développée sur le plan théorique par Gorz. […] Gorz, en exposant l'option alternative, présente un nouveau paradigme économique dans lequel la hiérarchisation entre économies héritée de la période d'expansion est remise en cause : il insiste sur la réduction des sphères du marché et de la redistribution qui fraierait le chemin à de nouveaux rapports de réciprocité, [...] l'hypothèse de nouvelles combinaisons entre rééquilibrer les rôles respectifs de ces économies en atténuant la domination de la logique marchande, mais elle continue à opposer les logiques sous-tendant les relations monétaires d'une part et les relations non monétaires d'autre part*[18] ». Il oppose à cette économie alternative, l'option solidaire : *« situés dans une perspective de l'économie solidaire, les services de proximité contribuent à renouveler et déplacer les débats sur l'emploi et l'intégration sociale en dépassant l'opposition stérile entre projet alternatif et réalisme gestionnaire* ». Cette opposition de conception sur les services de proximité conduit Laville à lutter contre l'économie alternative jusqu'à la faire disparaître du paysage des initiatives et à recréer une filiation autour de l'économie plurielle. Cette bataille de définition ne finit pas de cristalliser, encore aujourd'hui, les divisions des acteurs du mouvement de l'économie solidaire au lieu de leur ouvrir les perspectives de ce qui les rassemble. D'ailleurs, l'option des services de proximité sur lesquels cette première critique est fixée ne fait pas l'unanimité au sein des différents acteurs de l'économie solidaire et est très loin de l'englober. Dominique Méda, pour sa part, met en garde les partisans de l'économie solidaire sur plusieurs autres points. Elle souligne d'abord le risque de créer un « sous-marché de l'emploi » : « *Reconnaître l'utilité sociale d'un certain nombre d'activités ne devrait pas aller jusqu'à dissocier utilité économique et utilité sociale. L'idée d'un secteur productif d'utilité sociale porte en elle le risque de figer, à côté d'un secteur productif d'utilité économique, un secteur producteur d'utilité sociale, auquel risqueraient d'être peu à peu affectés les perdants du premier*

[17]EME Bernard et LAVILLE Jean-Louis, *Les petits boulots en question,* Syros, 1988.

[18]LAVILLE Jean-Louis, Les services de proximité en Europe. Pour une économie solidaire, Syros, 1992.

marché, dont les conditions réelles de travail ne pourraient être que moins bonnes[19] ». Elle reconnaît cependant l'honnêteté du projet d'économie solidaire bien qu'elle pointe ses limites à imposer notamment au marché ses propres règles du jeu. « *Le risque pointé par certains auteurs de voir ce "tiers-secteur" instrumenté par les politiques d'emploi et dès lors utilisé pour renforcer la segmentation entre les possesseurs d'un vrai emploi, bien protégé et normalement rémunéré, et les employés d'un secteur ghetto, est bien pris en compte par les tenants de cette approche, qui présente le considérable avantage de remettre le travail au cœur des débats politiques. Comme toutes les propositions qui en appellent à d'autres critères de réussite et d'évaluation que les seuls critères quantitatifs et financiers, elle court néanmoins le risque d'être insuffisamment armée face au développement exponentiel des logiques marchandes*[20] ». Elle expose également l'intérêt stimulant de ce secteur tout en soulignant là encore ses limites : « *Il faut donc certainement se servir de ces idées comme d'un aiguillon pour réformer en profondeur nos conceptions du marché et de l'État ainsi que leur fonctionnement, mais il ne semble pas que l'on puisse aller beaucoup plus loin et il est assez étonnant de voir aujourd'hui les partisans de la centralité du travail se rallier massivement à l'économie sociale, comme si celle-ci était vraiment le seul moyen de continuer à défendre une certaine idée du travail. Or, les partisans de l'économie sociale ne sont pas toujours suffisamment clairs sur les normes juridiques qui devront encadrer l'emploi dans l'économie sociale, ni sur la manière dont les associations, qui en sont le fer de lance, pourront s'opposer de l'intérieur au développement sans frein de la logique de rentabilité, dans la mesure où ils ne sortent pas de la domination de l'économique, mais souhaitent seulement voir son action adoucie*[21] ». La montée en puissance actuelle de l'« entrepreneuriat social » tend à confirmer les craintes émises par Dominique Méda dans cet ouvrage. De plus, l'expansion des politiques publiques locales de l'économie solidaire et la place de plus en plus importante de la notion d'utilité sociale comme contrepartie des subventions publiques au secteur, tendent parfois à limiter l'économie solidaire à la création d'activité pour des chômeurs. Ces dérives possibles de l'économie solidaire sont pointées, dans le même sillage, par des auteurs comme l'économiste Philippe

[19]MÉDA Dominique, *Qu'est-ce que la richesse,* Champs essais, 2000.

[20]MÉDA Dominique, *Le travail*, 4e édition, PUF, collection Que sais-je ?, 2010, p. 55.

[21]MÉDA Dominique, *Qu'est-ce que la richesse ?,* Flammarion, Champs essais, 2000.

Frémeaux, rédacteur de la revue *Alternatives économiques,* autres anciens partenaires du REAS : « *Reste à ne pas trop attendre de l'économie sociale et solidaire : ses organisations, pour être une partie de la solution, peuvent aussi être une partie du problème. Elles tirent vertu du fait qu'elles ne recherchent pas le profit, à la différence des sociétés de capitaux. Mais la quête de la puissance comme fin en soi, la pratique autoritaire du pouvoir, la recherche de l'enrichissement personnel, l'indifférence aux conséquences écologiques de l'activité qu'on y rencontre parfois constituent des dérives tout aussi inquiétantes pour qui se fixe l'objectif de transformer l'économie dans ses modes de gouvernance comme dans ses finalités*[22]». Cependant, il souligne lui aussi le rôle positif bien que limité de l'économie solidaire : « *L'économie sociale et solidaire comprend des organisations parfois peu spécifiques dans leur offre et dont la gouvernance n'est pas toujours un modèle, mais aussi des organisations qui ont une fonction majeure d'innovation et de réparation ou qui s'efforcent tout simplement d'offrir le meilleur service au meilleur prix à leurs adhérents, sociétaires ou coopérateurs, ce qui n'est déjà pas si mal ! En dépit de ses limites et de ses contradictions, l'économie sociale et solidaire démontre en actes qu'il y a une place pour d'autres logiques économiques et sociales que la seule recherche du profit. Quand elle se révèle réformiste et radicale, elle devient une utopie en marche, une utopie dont les fins sont dans les moyens qu'elle met en œuvre, dans les services qu'elle rend, et dans la manière de les rendre, ici et maintenant.*[23] »

À ces critiques traditionnelles de l'économie solidaire, parfois sévères mais toujours bienveillantes et de la part d'auteurs finalement proches du secteur, des critiques plus distantes, mais aussi plus virulentes et caricaturales connaissent un certain écho autour notamment des travaux de Matthieu Hély et Fanny Darbus. Dans leurs travaux, l'économie solidaire est alors toujours entendue au sens le plus large qui est également le plus administratif d'économie sociale et solidaire. Y sont alors inclus l'économie sociale (associations, fondations, mutuelles, coopératives) et le secteur de l'insertion par l'activité économique. Fanny Darbus s'est intéressée aux praticiens de l'économie solidaire. Elle a concentré ses critiques notamment sur les conditions réelles d'exercices au sein des structures se revendiquant de l'économie solidaire. Cette

[22]FRÉMEAUX Philippe, *La nouvelle alternative ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire* (nouvelle édition augmentée), Les Petits matins, 2011.

[23]*Ibid.*

question sera d'ailleurs abordée dans le chapitre VII de cette recherche. À travers son enquête, elle constate : « *l'existence de rapports problématiques aux normes économiques et juridiques qui fonde le particularisme des activités et produits solidaires étudiés ici comme dans les autres terrains d'enquête réalisés valorisés par la suite en se déployant sur le registre de l'alternative. […] Aussi, les positions occupées par les organismes solidaires dans le champ économique, appréhendées à travers leur rapport à l'État et au financement privé, témoignent-elles d'une assez forte dépendance à l'égard de ces derniers. […] Hormis quelques grands établissements établis de longue date dans le secteur de l'économie sociale, la plupart des organismes solidaires semblent économiquement fragiles, eu égard à la faiblesse de leur budget et à leur dépendance vis-à-vis de financeurs extérieurs de plus en plus difficiles à convaincre*[24] ». Pour elle, l'investissement d'un discours autour de l'économie solidaire tient donc plus à une technique de masquage du « stigmate » de la fragilité économique au sens où il s'agit de : « *faire passer les signes d'une déficience stigmatisée pour ceux d'un autre attribut dont le caractère stigmatique est moins grave*[25] ». Fanny Darbus met à cette occasion en lumière une sorte d'*ethic washing* de l'économie sociale installée. « *La croyance en l'alternative constitue un outil de renforcement et de repolitisation pour les anciens établissements de l'économie sociale, qui réactivent à travers le référent et l'espace de l'ESS un patrimoine tout à la fois historique et symbolique*[26] ». L'économie sociale et solidaire serait alors une sorte de faux-nez pour masquer des échecs économiques des plus petits et pour redorer d'un supplément d'âme les plus gros acteurs du secteur : « *Dans une logique quelque peu similaire, l'ESS semble bien correspondre à une ressource d'anoblissement symbolique pour les organismes d'insertion par l'économique qui voient à travers elle une façon de tenir à distance le travail social et la dévaluation des modes d'intervention (c'est-à-dire d'assistance) que ce dernier désigne traditionnellement. […] Ainsi, participer de l'espace solidaire s'inscrit dans une stratégie de survie plus large pour les plus fragiles économiquement, tandis qu'il s'agit pour une majorité d'affirmer peu ou prou un attachement à des principes*

[24]DARBUS Fanny, « Loin de la subversion et de la transformation sociale : les pratiques de l'économie sociale et solidaire », *Agora débats/jeunesses* 2015/1 (n° 69), p. 7-22.

[25]GOFFMAN Erving, *Stigmate, les usages sociaux des handicaps,* Minuit, 2001, traduit de l'anglais par Alain Kihm.

[26]DARBUS Fanny, « Loin de la subversion et de la transformation sociale : les pratiques de l'économie sociale et solidaire », *Agora débats/jeunesses* 2015/1 (n° 69), p. 7-22.

moraux susceptibles de donner du crédit à certains aspects de leur activité ou de masquer le caractère fragile ou déviant de celles-ci. Ces usages et investissements différenciés permettent de comprendre que l'ESS ne sert pas tant à subvertir les règles de fonctionnement de l'économie dominante qu'à valoriser, faire admettre, bref normaliser leur existence dans le champ économique[27] ». Fanny Darbus s'est particulièrement intéressée à la question des conditions de travail dans les structures d'économie sociale et solidaire. Elle y constate qu'« *à quelques exceptions près, les conditions de travail et d'emploi dans l'ESS n'ont rien d'exemplaire. Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, le salaire d'un travailleur du secteur est inférieur à ceux du privé. C'est particulièrement vrai dans le milieu associatif, principal employeur de l'ESS avec 78 % de ses salariés, soit un million huit cent mille personnes : le salaire y est inférieur de 17 % à celui observé dans le secteur marchand. Les contrats précaires et les temps partiels subis y sont également deux fois plus importants*[28] ». Elle dénonce ainsi le « *gouffre [qui] sépare les principes des usages. Ainsi, la participation effective des salariés dans le système de décision dépend souvent de leur poids numérique et/ou symbolique*[29] ». Ces critiques sévères des conditions de travail et des pratiques réelles de l'économie sociale et solidaire font également l'objet de fortes oppositions au sein des acteurs du secteur. Ils ne sont pas dupes des dérives qu'il peut exister dans certaines structures, une partie du chapitre VII s'en préoccupe. Mais un autre auteur s'illustre par la virulence de ses critiques vis-à-vis de l'économie solidaire, il s'agit de Matthieu Hély. Il dénonce, par exemple : « *Ce qu'il convient de retenir, au-delà de la diversité des engagements et des formes, c'est le lien qui va s'établir dès l'origine des diverses organisations entre développement des activités et élaboration d'outils politico-théoriques de légitimation des pratiques. La plupart des initiateurs et des premiers dirigeants de structures associatives, coopératives et mutualistes vont participer à produire un « discours sur », visant dans un premier temps à asseoir des visions principalement politiques ou religieuses du monde, et progressivement à produire un cadre moral à l'exercice d'une économie pensée comme autre*[30] ». Le dessin suivant enrichissant un des

[27] *Ibid.*

[28] DARBUS Fanny et HÉLY Matthieu, « Justes causes et bas salaires », *Le Monde diplomatique* 4/2014 (n° 721), p. 22-23.

[29] *Ibid.*

articles[31] de Matthieu Hély[32] illustre assez bien la férocité souvent caricaturale de ce dernier :

Dessin 1: Caricature qui illustre l'article « « Économie sociale et solidaire » : quand les sciences sociales enchantent le travail »

Ainsi, Matthieu Hély va bien au-delà de la critique d'une économie sociale et solidaire utile à des pratiques loin des valeurs annoncées. Pour lui, l'usage de « l'illusion » de l'économie solidaire sert à « *justifier un désajustement entre des aspirations initialement contrariées par rapport aux chances objectives d'occuper une position que la structure de leurs ressources ne leur permettait pas ou plus d'espérer. […] Si le travail associatif poursuit son développement sous la bannière consensuelle de l'économie sociale et solidaire en se contentant d'invoquer l'hybridation des sphères économiques, il va diluer sa spécificité pour accroître sa docilité à l'égard de ses partenaires institutionnels. Il sera ainsi l'instrument idéal pour apporter une caution morale à un capitalisme décomplexé, dans le cadre des politiques de « responsabilité sociale » développées par les entreprises, et d'armée de réserve à une fonction publique en déclin, en palliant les carences croissantes de l'intervention étatique. Une telle situation comporte également la menace d'une occultation des rapports de*

[30]HÉLY Matthieu, MOULÉVRIER Pascale, « Économie sociale et solidaire : quand les sciences sociales enchantent le travail », *Idées économiques et sociales* 2009/4 (n° 158), p. 30-41.

[31]Cet auteur est en effet particulièrement prolixe sur le sujet : HÉLY Matthieu, RÉTIF Sophie et SIMONET Maud, « Figures de l'employeur et formes du « dialogue social » dans les entreprises de l'ESS », *Mouvements,* n° 81, printemps 2015 ; HÉLY Matthieu, « Le travail salarié associatif est-il une variable d'ajustement des politiques publiques ? », *Informations sociales* 4/2012 (n° 172), p. 34-42, HÉLY Matthieu, « Le travail « d'utilité sociale » dans le monde associatif », *Management & Avenir* 10/2010 (n° 40), p. 206-217 ; HÉLY Matthieu, « À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire »., *Sociétés contemporaines* 1/2008 (n° 69), p. 125-147 BERNARDEAU-MOREAU Denis, HÉLY Matthieu, « Transformations et inerties du bénévolat associatif sur la période 1982-2002 », *Sociologies pratiques* 2/2007 (n° 15), p. 9-23.

[32]HÉLY Matthieu, MOULÉVRIER Pascale « « Économie sociale et solidaire : quand les sciences sociales enchantent le travail », *Idées économiques et sociales* 2009/4 (n° 158), p. 30-41.

production qui sont pourtant devenus une dimension indéniable de ce secteur bien que les salariés associatifs restent, dans leur grande majorité, des travailleurs invisibles. Or, la thèse que je défends consiste à prendre acte que le salariat associatif représente une forme subversive d'activité productive puisqu'il s'agit d'un travail non marchand pour lequel la valeur produite n'est pas mesurée strictement sur la base de ce qu'elle a coûté à la collectivité pour être produite (contrairement au travail des agents des administrations publiques). Elle est subversive parce que, si l'on en croit la convention capitaliste : seuls sont socialement reconnus comme porteurs d'une valeur économique les produits définis par un prix de marché[33] ». De plus, pour lui, la concomitance de l'émergence de l'économie sociale et solidaire et du développement du capitalisme à la fin du XIXe siècle est le signe qu'il fallait « conjurer le spectre de la lutte de classes par le mythe d'une utopique et incantatoire « *réconciliation de l'économique et du social*[34] ». Mais Matthieu Hély ne limite pas sa critique à cantonner l'économie sociale et solidaire à un rôle d'agent « docile » d'un capitalisme le plus corrosif, visant à contenir les velléités subversives du travail associatif. Ainsi, pour lui, il existe une « *dualité profonde de l'économie sociale comme idéologie, à la fois critique de l'ordre économique capitaliste, mais ouverte au compromis et à la réforme sociale. À tel point qu'elle peut se révéler complice d'entreprises politiques réactionnaires comme ce fut le cas notamment sous le régime de Vichy. […] Au mieux, celle-ci ne parvient qu'à en euphémiser le caractère radicalement antagoniste, et le passé mythifié, invoqué comme signe d'appartenance au mouvement ouvrier, apparaît surtout comme une révérence convenue à la fraction dominante des croyants*[35] ». La violence de l'extrait est assez significative de l'entreprise de démolition du secteur et de ses acteurs dont procède la multiplication des articles de Matthieu Hély pour des raisons qui m'échappent. Mais la critique la plus violente de Matthieu Hély est sans doute celle qui s'adresse aux différents chercheurs qui ont tenté de théoriser ce secteur : « *Ensemble, dans une correspondance floue entre les positions et les individus, acteurs et savants, "acteurs-savants", "savants-acteurs" définissent les contours d'une société nouvelle où l'économie solidaire peut prendre toute son ampleur dans un mouvement unitaire et autonome. […] Si l'on peut*

[33]HÉLY Matthieu, « L'économie sociale et solidaire n'existe pas » in *laviedesidées.fr,* février 2008.

[34]HÉLY Matthieu, MOULÉVRIER Pascale, « Économie sociale et solidaire : quand les sciences sociales enchantent le travail », *Idées économiques et sociales* 2009/4 (n° 158), p. 30-41.

[35]*Ibid.*

parfaitement comprendre l'enjeu d'une reconnaissance d'un espace spécifique pour les praticiens, la position des chercheurs en sciences sociales qui apportent à la catégorie un vernis de scientificité et de respectabilité intellectuelle en contrepartie de l'adhésion d'un public de "fidèles" (ré)interroge la tension entre le "savant" et le "politique"[36] ». Ainsi, tous les chercheurs s'intéressant à l'économie solidaire ne feraient pas de véritable travail scientifique. Heureusement, Matthieu Hély est, lui, loin de la « *sociologie de la mauvaise foi* » et offre un travail scientifiquement sérieux : « *Les analyses proposées ici, au contraire d'une "sociologie de la mauvaise foi", ont pour ambition de reconstruire les systèmes de croyance qui sous-tendent les actions et les sacralisent. Il convient donc de mettre à distance les prophéties auto-réalisatrices et les rhétoriques performatives sous peine de réifier un secteur que l'on présente régulièrement comme porteur d'avenir alors qu'il signe surtout "l'avenir d'une illusion". Illusion de la subversion de l'économie capitaliste, constamment invoquée comme un rituel d'appartenance à la famille "sociale et solidaire". Illusion de la proximité avec le service public, puisqu'en contribuant à substituer le travail d'intérêt général par du travail "d'utilité sociale", elle subvertit les fondements du statut de la fonction publique. Attendre l'avènement de l'« économie sociale et solidaire », comme Vladimir et Estragon attendent Godot dans la pièce de Beckett, relève donc bien de la croyance. En entretenant l'espoir d'une « autre économie », on est donc fondé à interpeller les chercheurs en sciences sociales, et plus particulièrement les sociologues : jouent-ils réellement leur rôle de "chasseurs de mythes", comme le préconisait Norbert Elias ?*[37] ». Pourtant, lorsque l'on va sur le terrain, on peut se rendre rapidement compte que les acteurs de l'économie solidaire ne sont pas si aveugles à leurs contradictions. Madeleine Hersent, ancienne présidente du Mouvement pour une économie solidaire (MES) explique : « *les acteurs de l'ES [économie solidaire] sont dans un positionnement particulier face aux pouvoirs publics. Ils souhaitent construire, en concertation avec ceux-ci, des réponses adaptées aux crises actuelles. Mais les pouvoirs publics, notamment des élus des collectivités territoriales, ont leurs propres enjeux et sont souvent pris dans des logiques d'urgence. Ils voient dans l'ES un outil efficace de cohésion sociale et de*

[36]HÉLY Matthieu, MOULÉVRIER Pascale, « Économie sociale et solidaire : quand les sciences sociales enchantent le travail », *Idées économiques et sociales* 2009/4 (n° 158), p. 30-41.

[37]*Ibid.*

développement territorial, et mettent en place, un peu partout, des plans territoriaux de développement de l'économie "sociale et solidaire", dont ils attendent des résultats rapides, particulièrement en termes de lutte contre le chômage. Un autre discours sur l'ES apparaît, plus instrumental, consensuel et utilitariste, mixant lutte contre la pauvreté, action sociale, cohésion sociale, insertion sociale et professionnelle, création d'emplois, initiatives collectives, responsabilités sociales des entreprises. D'autre part, les jeux d'alliance ne facilitent pas toujours une lecture claire des enjeux, en particulier le rapprochement avec l'économie sociale, qui inclut en son sein les coopératives, y compris les banques coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations. Aujourd'hui, un autre acteur apparaît dans le panorama : le social business. *Cette situation ne contribue pas à clarifier l'action des acteurs de l'ES auprès des autres acteurs de la société civile*[38] ». Elle relève, par ailleurs, les raisons d'une alliance entre économie sociale et économie solidaire : « *Quant à la réunion de ces deux conceptions dans le terme d'économie sociale et solidaire, l'ESS, elle englobe des pratiques très diverses. Le regroupement s'est fait pour des raisons stratégiques d'alliance, mais la greffe n'a jamais véritablement pris car les conceptions et les pratiques demeurent très différentes. Malgré les discours sur les nécessités d'alliance, c'est un concept qui demeure confus. […] Les habitudes hégémoniques persistent, d'autant qu'en poste de responsabilité, on retrouve les mêmes personnes. Elles évoluent au gré des événements et des rapports de force et on les retrouve dans les différentes composantes. Ceci ne facilite pas les évolutions, mais au contraire contribue à une calcification des pratiques et des modes de représentation ou bien à des alliances curieuses. L'économie sociale et solidaire est un secteur où la mixité sexuelle et interculturelle est peu de mise. Il demeure managé par d'anciens hauts fonctionnaires qui considèrent savoir ce qui est bien pour les acteurs et ne s'interrogent guère sur les changements et le manque de renouvellement des responsables alors que l'enjeu actuel est de revivifier ce champ pour qu'il réponde réellement aux défis de la société actuelle*[39] ». Les critiques de Matthieu Hély et consorts sont identiques à celles qui reprochent les dérives de l'agriculture biologique productiviste mise en place par Carrefour aux petits paysans militants d'une

[38]HERSENT Madeleine, PALMA TORRES Arturo, « Introduction », in HERSENT Madeleine [et al.], *L'économie solidaire en pratiques*, Eres, « Sociologie économique », 2014, p. 7-14.

[39]*Ibid.*

agriculture respectueuse des hommes et de la nature. Oui, les discours sont les mêmes, mais le petit paysan est le premier à être pénalisé par le second. De plus, le rapprochement entre économie sociale et économie solidaire est avant tout l'objet d'une stratégie ratée des acteurs de l'économie solidaire comme le souligne Madeleine Hersent ci-dessous. L'économie sociale installée est surtout préoccupée à sauvegarder sa place particulière entre marché et État. Dans le couple formé avec l'économie solidaire, elle est avant tout attentive à contenir le développent de cette dernière. L'introduction de l'insertion par l'activité économique fait également débat dans le secteur et sa présence est essentiellement le fait d'une vision imposée par les politiques publiques soucieuses de mettre en avant la création d'emploi ou la lutte contre le chômage dans leur politique d'économie solidaire. Ainsi, la plupart du temps, les services d'économie solidaire dans les collectivités sont situés au sein des services d'actions sociales et plus rarement au sein des services de politique de la ville et occasionnellement au sein des services économiques (voir notamment le mémoire de maîtrise réalisé en 2003 sous la direction de Monique Hirschornn). Le vocable « économie sociale et solidaire » est avant tout un usage par défaut pour les acteurs qui se définissent plus volontiers comme économie solidaire. La confusion autour des contours de l'économie solidaire est avant tout le fait des décideurs publics qui lui ont d'abord imposé de s'allier à l'économie sociale et qui lui demandent aujourd'hui de composer avec l'entrepreneuriat social dont la visée capitaliste est assumée. Enfin, comme le démontre Bruno Frère dans son travail de thèse, « *l'économie solidaire n'est pas une pure invention de quelques théoriciens en mal de critiques à l'égard de l'insuffisance ou de l'inadaptation de l'action publique. Elle est un mouvement de fond qui a traversé la société française en toute discrétion depuis la crise de la première modernité*.[40] »

Depuis le début des années 2010, dans une orientation assez opposée à celle que nous venons de voir sans doute trop longuement, un certain nombre d'auteurs, comme Philippe Corcuff et Bruno Frère, travaillent pour que l'économie solidaire soit dans la perspective de « *reconquérir intellectuellement une partie de son histoire* » notamment dans le champ politique et de la lutte contre le capitalisme.

[40]FRÈRE Bruno, « L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires », thèse de doctorat de sociologie, sous la co-direction de Marc Jacquemain, Liège, Université de Liège et Luc Boltanski, Paris, EHESS, 2006, 616 p.

1.1.3. Actualité de la recherche autour du projet politique de l'économie solidaire

Ce tour d'horizon rapide de la littérature scientifique sur l'économie solidaire me pousse à inscrire mon travail dans une démarche complémentaire à celle décrite ci-dessus. Alors que la question posée par cette thèse conduit à décrire et reconstruire les parcours militants des acteurs du Réseau d'économie alternative et solidaire, la question de la vision politique est absente des recherches exposées. En effet, pour citer Jacqueline Lorthiois, animatrice et fondatrice du REAS : « *L'économie alternative n'est pas une théorie économique, c'est un mouvement de la société civile qui revendique une autre façon de faire de l'économie*[41] ».

Les préoccupations qui ont conduit mon enquête font l'objet d'un troisième type de recherche sur l'économie solidaire. À partir du début des années 2010, un certain nombre de chercheurs ont consacré leurs travaux sur le projet politique de l'économie solidaire. Ainsi, Jean-Louis Laville et Philippe Chanial avertissent que les initiatives solidaires « *ne sauraient avoir de légitimité, si l'on ne renoue pas avec un questionnement politique sur l'économie susceptible de substituer à la représentation dominante de la société de marché, celle d'une économie plurielle avec marché. Elles ne prennent sens que par rapport à une économie plurielle, c'est-à-dire une économie ne se réduisant pas à la société de capitaux et au marché, dans laquelle plusieurs logiques économiques peuvent se déployer. Dans un contexte où l'utopie libérale de société de marché a resurgi, il est vital que la réalité plurielle de l'économie soit politiquement assumée. […] En tout cas, si l'économie solidaire peut contribuer à "humaniser l'économie", c'est bien en affirmant son caractère fondamentalement politique*[42] ». Dans le sillage des propositions de Philippe Chanial et Jean-Louis Laville, Philippe Corcuff fait l'hypothèse de *« relancer la critique du capitalisme et l'émancipation au XXIe siècle : défis de/à l'économie solidaire* », pour reprendre le titre d'un des chapitres de son ouvrage *Où est passée la critique sociale ?* Pour lui, « *l'analyse de Castel nous incite à reformuler, sur le plan de la philosophie politique,*

[41]LORTHIOIS Jacqueline, « Économie alternative » in LAVILLE Jean-Louis et DAVID CATTANI Antonio, *Dictionnaire de l'autre économie*, Folio, 2006.

[42]CHANIAL Philippe, LAVILLE Jean-Louis, « L'économie solidaire : une question politique », *Mouvements* 2002/1 (n° 19), p. 11-20.

la pensée classique de l'émancipation : elle ne devrait plus se focaliser uniquement sur les détachements des contraintes, mais prendre également en compte les attachements sociaux, rendant possible l'autonomie individuelle au sein de relations de solidarité. Possibilités de détachement et de lestage par des attachements, mouvement d'autonomisation individuelle et de protection des solidarités : là aussi, l'ESS a, dans ses bagages, des expériences quotidiennes à valoriser.[43] » Dans la même lignée, Bruno Frère explique que « *l'ensemble des pratiques sociales de l'économie solidaire, marginales aujourd'hui, pourrait être emmené très vite à constituer, sous ce nom-là ou sous n'importe quel autre (tiers-secteur, économie sociale…), une véritable identité collective. Moins par choix que par nécessité*[44] ». De plus, il s'agit de prendre au sérieux le projet de transformation sociale revendiquée par les acteurs de l'économie solidaire. Philippe Corcuff et Bruno Frère ont investi la dimension politique de l'économie solidaire. Ainsi, comme le souligne Bruno Frère « *l'économie solidaire ne se définit pas par ses statuts juridiques, contrairement à l'économie sociale, mais par ce qui motive son action*[45] ». Il est donc alors essentiel d'interroger son projet politique pour appréhender ce secteur et le rôle qu'il souhaite jouer. Bruno Frère se concentre par exemple à reconstruire à partir d'entretiens et de lecture de revues éditées par les militants, la « grammaire » de l'économie solidaire définit comme une analyse en termes de « justification » : « *un corpus de règles qui est au principe de l'expérience des personnes et surtout du jugement qu'elles font de cette expérience*[46] ». Dans son ouvrage, *Le nouvel Esprit solidaire,* Bruno Frère identifie parmi les sources de *l'ethos* solidaire l'influence de la *praxis* chrétienne. Il distingue deux « *règles de grammaire* » qui sont combinées dans l'économie solidaire. D'abord, ce qu'il intitule R1 est la reconnaissance d'une universelle compétence : « *de par sa simple humanité, tout le monde possède un savoir et chacun est reconnu capable et compétent, y compris les personnes les plus démunies*[47] ». La deuxième règle (R2) est un impératif d'action morale décrite comme « *une même propension à reconnaître*

[43]CORCUFF Philippe, Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs, La Découverte, 2012.

[44]BRUNO Frère, « L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires », Thèse de doctorat de sociologie, sous la co-direction de Marc Jacquemain, Liège, Université de Liège et Luc Boltanski, Paris, EHESS, 2006, 616 p.

[45]*Ibid.*

[46]*Ibid.*

[47]BRUNO Frère, *Le nouvel esprit solidaire,* Desclée de Brouwer, 2009.

chez les personnes les plus démunies leur propre subjectivité. […] On n'est plus dans du bénévolat classique, mais dans la reconnaissance d'autrui et dans l'impératif catégorique d'aider autrui comme si en fin de compte on s'aidait soi-même[48] ». À ces deux règles, il ajoute quatre topiques entendus comme « *quatre états d'esprit* ». Le premier est nommé *Philia*, il correspond à la convivialité, le deuxième *situationniste* qui renvoie au localisme, le troisième *engagement* comme militantisme, le dernier est le topique *Technique* qui renvoie à l'autogestion. Chacun des quatre topiques permet de repousser ce que Bruno Frère nomme des « *fautes de grammaire* » et dont l'intérêt est de délimiter ce qui relève ou non de l'économie solidaire. Sont alors écartées les formes dévoyées de chaque topique : charité contre convivialité ; libéralisme économique contre situationnisme ; extrême gauche contre écologie politique ; institutionnalisation contre autogestion. Par ailleurs, à l'instar des résultats de l'enquête, Bruno Frère identifie un certain nombre de militants chrétiens dans les réseaux d'économie solidaire : « *C'est par cet engagement économique que certains catholiques sociaux (personnalistes, membre du MLP, lecteurs d'*Économie et Humanisme*) contribuent à poser les premières pierres de l'édifice toujours fragile de l'économie solidaire. [...] C'est à titre individuel que certains militants catholiques se sont engagés dans des actions susceptibles de faire droit au principe de commune compétence pour compléter leur morale de l'action* ». Le travail de Bruno Frère est particulièrement stimulant car il est un des seuls à étudier les sources récentes de l'économie solidaire et donc à prendre en compte l'ALDEA et le REAS. Par ailleurs, il repositionne le discours des acteurs de l'économie solidaire dans sa dimension politique en faisant le lien avec la pensée du socialisme associationniste de Proudhon. Ainsi, même s'il relève qu'« *il n'a jamais été question pour la praxis révolutionnaire solidaire de démontrer ou garantir une société qui pourrait résoudre tous les problèmes qui se posent à elle, y compris celui du renouveau de significations "capitalistes" qui risquent d'émerger de sa propre praxis sans que personne ne l'ait expressément voulu*[49] », Bruno Frère encourage ceux qu'il nomme les « Solidaires » à construire « *une démocratie libertaire au sein de l'économie solidaire [qui] devrait être une démocratie où ces héros des cités microscopiques trouvent les dispositifs qui*

[48] *Ibid.*

[49] FRÈRE Bruno, « L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires », Thèse de doctorat de sociologie, Sous la co-direction de Marc Jacquemain, Liège, Université de Liège et Luc Boltanski, Paris, EHESS, 2006, 616 p.

leur permettraient de s'exprimer avec la même force et la même tranquillité que dans les petits mondes qu'ils contribuent à inventer. Cette tâche-là est à n'en pas douter la plus difficile. Les altermondialistes et autres mouvements de chômeurs (Agir ensemble contre le chômage (AC !), No-Vox, etc.) peuvent en témoigner. Les derniers à y être parvenus ont organisé la modernité, il y a plus d'un siècle. Aujourd'hui, les Solidaires et leurs amis sont encore loin du compte.[50] »

Ces évolutions récentes des recherches sur l'économie solidaire sont une inspiration précieuse pour alimenter le travail présenté ici.

Bien que la littérature scientifique sur l'économie solidaire soit foisonnante, ces travaux se sont très peu intéressés aux acteurs, à leurs motivations, à leurs dispositions. Par ailleurs, en sociologie, le champ de l'économie solidaire est la plupart du temps entendu comme un terrain de sociologie économique ou de sociologie des associations alors que mon travail se situe dans une perspective qui relève plus d'une sociologie de l'engagement militant ou d'une sociologie de l'action collective. Ainsi si la littérature sur l'économie solidaire est assez dense, elle n'a pas, en dehors de l'exception notable des travaux de Bruno Frère, exploré la question de ce qu'elle pouvait produire sur le terrain de l'engagement. Elle s'est surtout attachée décrire ses pratiques organisationnelles spécifiques.

1.2. Quelle sociologie des militants?

Du côté de la sociologie du militantisme, après une rapide description des évolutions de cette discipline, il s'agira dans un deuxième temps de regarder ce que disent les chercheurs de militants proches de ceux du REAS : les militants des mouvements sociaux contemporains du REAS, les militants chrétiens et plus particulièrement ceux des organisations de jeunesse proches de l'action catholique spécialisée[51], les militants de la deuxième gauche et plus précisément ceux du PSU.

[50] *Ibid.*

[51] Spécialisée car pour chaque milieu il existe une organisation : la jeunesse ouvrière chrétienne, la jeunesse agricole catholique, la jeunesse étudiante chrétienne, la jeunesse la jeunesse indépendante chrétienne, etc.

1.2.1. De la sociologie du militantisme à la sociologie des mouvements sociaux

Étymologiquement le mot militant vient du latin *militare* « être soldat, faire son service militaire ». Issu du lexique guerrier, il peut être défini comme suit : « *Dans un parti, un syndicat ou une association, le terme désigne un membre actif (opposé à sympathisant et simple adhérent), mais son emploi n'implique par forcément l'exercice de responsabilité dans la hiérarchie du groupement (on parlera ainsi de militant de base)*[52] ». Portant sur les militants du REAS, il est indispensable de faire un détour par la sociologie du militantisme pour nourrir les réflexions qui soutiennent le travail présenté ici.

À ses débuts, la sociologie du militantisme se constitue autour du militant ouvrier en général et du militant communiste en particulier. « *De même que l'analyse du personnel politique était dominée par une perspective en termes de classes ou de groupes sociaux (Sawicki, 1999), la sociologie des militants, essentiellement quantitative, visait d'abord à caractériser les organisations ou les mouvements par rapport à la structure sociale. […] Les approches dominantes étaient donc tendanciellement holistes et privilégiaient les niveaux mésologique (les organisations) ou macrologique (les structures sociales). Elles s'intéressaient en effet aux organisations ou aux mouvements à titre principal et non au phénomène militant, aux logiques d'engagement en tant que tels.*[53] » Avec l'introduction du paradigme olsonien du choix rationnel et la sociologie de la rétribution développée par Daniel Gaxie, le militantisme descend de son piédestal. L'accent est mis sur les intérêts personnels des militants à l'engagement. De plus, comme Olivier Fillieule le souligne sur les premiers développements de la sociologie du militantisme, *« les deux premières phases sont centrées sur le mouvement ouvrier et animées par des chercheurs engagés plus ou moins continûment dans le mouvement ouvrier, même lorsqu'ils sont universitaires*[54] ».

[52]ION Jacques, « Militant, militantisme » in AKOUN André et ANSART Pierre (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Le Robert/Seuil, 1999.

[53]SAWICKI Frédéric et SIMEANT Johanna, « La sociologie de l'engagement militant : un champ de recherches à décloisonner ». Introduction du colloque international, Lille, juin 2006.

[54]FILLIEULE Olivier et PUDAL Bernard, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric et SOMMIER Isabelle (dir), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines,* Paris, La Découverte, « Recherches », 2010.

Mais à partir des années 1990, la sociologie du militantisme s'est fortement élargie notamment en s'intéressant aux mouvements sociaux. D'ailleurs, de nombreux travaux sur les « nouveaux militants » (revue *Mouvements,* 1999) mettent en avant la présence de trajectoires militantes similaires à celles observées au sein du REAS dans nombre d'associations contemporaines de celui-ci comme le DAL (Péchu), les organisations de chômeurs (Dreuille, Maurer, Pierru), les organisations altermondialistes (Agrikoliansky, Fillieule), les associations environnementales (Sawicki), les organisations humanitaires (Siméant) et soutien aux immigrés sans papier (Siméant, Mathieu, Lechien), etc. En parallèle de la montée en puissance de la sociologie des mouvements sociaux, la polémique autour du qualificatif « nouveau » va occuper la sociologie du militantisme : « *Élaboré pour rendre compte de la vague contestataire qui a marqué la plupart des pays occidentaux dans les années 1970, ce modèle s'est construit autour d'une idée simple, formulée par le sociologue américain Ronald Inglehart (The Silent Revolution), selon laquelle la période de croissance économique qui a suivi la fin de la Seconde guerre mondiale aurait transformé les attentes des populations. Dans les sociétés prospères où les besoins fondamentaux (se nourrir, se vêtir, se loger) seraient désormais satisfaits, les exigences portées par les mouvements sociaux ne seraient plus d'ordre quantitatif, mais qualitatif*[55] ». En France, cette idée est alimentée par les travaux d'Alain Touraine sur les « nouveaux mouvements sociaux » dans les années 1970 et par ceux de Jacques Ion autour de la thématique de la « fin des militants[56] ». Dans ouvrage le plus récent, ce dernier revient sur la distinction entre « anciens » et « nouveaux » militants qu'il a élaborée à la fin des années 1990[57] : « *Pour ma part, j'ai opposé, sous forme d'idéaux types, l'engagement affilié à l'engagement affranchi. D'une part, le qualificatif d'affilié renvoie à l'idée d'un engagement inscrit biographiquement dans des appartenances, notamment familiales et socioprofessionnelles ; d'autre part, il indique que cet engagement s'inscrit, aussi localisé soit-il, à la façon d'une poupée russe, dans une série d'appartenances idéo-politiques intégrant le sujet dans la sphère politique nationale. Le terme d'affranchi signifie au contraire, d'une part, la sortie de ces deux systèmes*

[55]MATHIEU Lilian, La démocratie protestataire, Mouvements sociaux et politiques en France aujourd'hui, coll. Nouveaux débats, Presses de Sciences Po, 2011.

[56]ION Jacques, *La Fin des militants ?,* L'Atelier, 1997, 124 p.

[57]Voir, par exemple, l'un des premiers numéros de la revue *Mouvements* : « Crise de la politique et nouveaux militants », *Mouvements* n° 3, mars/avril 1999.

d'appartenance, d'autre part (en renvoyant à l'usage populaire du terme "je sais bien, on me la fait pas !"), à la forte dimension de réflexivité qui tend à marquer l'engagement militant contemporain.[58] » Les propositions de Jacques Ion, si elles sont largement débattues dans le champ scientifique, connaissent un véritable succès auprès des acteurs qui se saisissent de ses concepts comme le met en avant Annie Collovald : « *On en a une indication dans le fait que les termes utilisés pour formaliser le "militantisme distancié" sont les mêmes que ceux qu'emploient les militants pour décrire leur engagement et que ceux que mobilisent certains dirigeants syndicaux ou politiques pour s'opposer à leurs concurrents les plus immédiats. Une telle évasion hors du cadre scientifique qui vient ratifier les catégories sollicitées par les acteurs impliqués laissait à penser, en retour, que ce militant n'avait de "distancié" non pas, comme on aurait pu sociologiquement s'y attendre, une "distance au rôle", mais la distance, arbitrairement créée, avec un passé montré comme contre-exemplaire*[59] ». Olivier Filleule résume pour sa part les critiques faites aux concepts de Jacques Ion : « *Au total, sans nier les mutations du militantisme que les recherches de Ion ont l'intérêt de souligner, l'engagement d'hier comme celui d'aujourd'hui sont redevables de semblables méthodologiques, sachant que les dispositions à l'engagement ne dépendent pas directement des appartenances sociales, mais sont aussi produites à la rencontre entre des dispositions et des positions, situées dans le cours d'une trajectoire sociale et prises dans des configurations déterminant autant d'opportunités ou de contraintes*[60] ». Un nombre important de travaux vont ensuite s'intéresser à l'articulation entre socialisation primaire (pendant l'enfance au sein de la famille, par l'éducation) et socialisation secondaire (à l'âge adulte, au travail notamment) au sein des parcours militants. Le militantisme est alors défini comme une « *activité sociale inscrite dans le temps, qui articule des phases d'enrôlement, de maintien de l'engagement et de défection, qui s'est développée. […] D'où l'expression de "carrière militante" qui renvoie directement à la tradition interactionniste de l'école*

[58]ION Jacques, S'engager dans une société d'individus, Armand Colin, 2012.

[59]COLLOVALD Annie, « 5. Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » in COLLOVALD Annie, LECHIEN Marie-Hélène, ROZIER Sabine et WILLEMEZ Laurent (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers-Monde,* Presses universitaires de Rennes, 2002.

[60]FILLIEULE Olivier et PUDAL Bernard, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric et SOMMIER Isabelle (dir), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines,* Paris, La Découverte, « Recherches », 2010.

de Chicago.[61] » Les vingt dernières années ont été consacrées pour l'essentiel à l'analyse des mouvements sociaux à travers l'étude des générations de militants dans diverses associations ou ONG, l'analyse de mouvements tels mai 1968, les grèves de 1995 contre le « plan Juppé » ou celles contre le CPE (contrat première embauche) en 2006, par exemple, ou l'observation de nouveaux partis politiques comme le Front national ou le parti Les Verts, etc. Ceci a conduit au fait que *« la sociologie des mouvements sociaux constitue aujourd'hui un sous-champ bien distinct des sciences sociales, à l'intersection des sciences politiques, de la sociologie, et de l'histoire moderne et contemporaine, avec ses grandes études classiques, ses manuels et ses recueils de textes, ses revues, ses sections spécialisées au sein des associations professionnelles de science politique et de sociologie*[62] ». Cependant, les débats restent importants sur les limites des travaux de ce sous-champ. Plusieurs auteurs mettent ainsi en garde les sociologues des mouvements sociaux : « *Tout domaine d'études spécialisées s'expose, après une période d'expansion marquée par l'inventivité méthodologique et conceptuelle, à connaître une phase de routinisation, voire d'essoufflement. Il faut y voir une conséquence directe de la spécialisation : l'autonomisation d'un domaine de recherche autour d'un ensemble de travaux fondateurs ou de démarches innovantes conduit progressivement à un enfermement dans un corpus de références et de débats obligés, qu'accompagne une certaine surdité à l'égard des discussions qui traversent les autres secteurs des sciences sociales. C'est là sans doute le principal péril qui guette à l'heure actuelle l'étude des mobilisations et du militantisme, à la recherche d'un second souffle après avoir connu un développement considérable au cours des vingt dernières années.*[63] » Pour Annie Collovald, le déplacement de l'intérêt des sociologues du militantisme vers les mouvements sociaux contemporains relève également d'une certaine disqualification des classes populaires au profit d'un militantisme propre aux classes moyennes éduquées : « *Dans le portrait contre-exemplaire qui est dressé du militantisme ancien, c'est bien une interprétation du monde populaire et de ses rapports au politique qui*

[61] *Ibid.*

[62] FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PÉCHU Cécile, « Pourquoi un dictionnaire des mouvements sociaux ? », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009.

[63] COMBES Hélène, HMED Choukri, MATHIEU Lilian, SIMÉANT Johanna, SOMMIER Isabelle, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix* 2011/1 (n° 93), p. 7-27.

est sous-jacente ; mais elle est rendue d'autant moins perceptible que celui-ci n'est jamais nommé comme tel, qu'elle fonctionne par évidences savantes tacitement admises et par omissions[64] ». Olivier Filleule, pour sa part, met en avant que « *la focalisation initiale sur les militants ouvriers puis celle sur les militants appartenant aux classes intermédiaires et intellectuelles, privilégie les militantismes évidemment associés aux mouvements sociaux (mouvement ouvrier, puis "nouveaux" mouvements sociaux). Elle tend par conséquent à laisser en friches les militantismes moins visibles, soit parce qu'ils relèvent de militantismes en actes qui ne revendiquent pas le "label" militant, soit parce qu'ils s'insinuent dans des pratiques sociales et professionnelles qui sont souvent autant de lieux de reconversion de capitaux militants*[65] ». Enfin, de leur côté, Johanna Siméant et Frédéric Sawicki alertent sur les limites de la focalisation autour des seuls individus : « *Cela montre qu'on ne peut séparer trajectoire individuelle et trajectoire collective, lesquelles se combinent et co-déterminent les carrières militantes ; qu'on ne peut scinder [...] l'étude des dispositions, des filières et réseaux d'adhésion et celles des institutions ou même simplement des groupes à l'origine de l'institutionnalisation. Autrement dit, l'attention soutenue accordée aux logiques individuelles de l'engagement ne doit jamais conduire à oublier que les logiques d'engagement s'inscrivent bien souvent dans des trajectoires collectives et qu'elles adviennent rarement sans un travail de sollicitation émanant de groupes ou d'organisations déjà là. L'insuffisante prise en compte de ce travail et des contraintes pesant sur les organisations, nous semble une des deux limites principales des travaux de ces dernières années qui ont focalisé l'attention sur les « dynamiques individuelles de l'engagement*[66] ». Enfin, Marc Jacquemain, Pascal Delwit et Bruno Frère expliquent que « *l'approche du militantisme ne peut être que plurielle aujourd'hui, pour rendre compte à la fois de ce qui subsiste des formes classiques de l'engagement public (en déclin, mais certainement encore numériquement dominante) et ce qui émerge réellement en*

[64]COLLOVALD Annie, « 5. Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » in COLLOVALD Annie, LECHIEN Marie-Hélène, ROZIER Sabine et WILLEMEZ Laurent (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde,* Presses universitaires de Rennes, 2002.

[65]FILLIEULE Olivier et PUDAL Bernard, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric, et SOMMIER Isabelle (dir), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines,* Paris, La Découverte, « Recherches », 2010.

[66]SAWICKI Frédéric et SIMÉANT Johanna, « La sociologie de l'engagement militant : un champ de recherches à décloisonner, » Introduction du colloque international, Lille, juin 2006.

termes de formes nouvelles (en devenir, peut-être, mais encore peu structurées et en constante évolution)[67] ». Par ailleurs, l'étude des mouvements sociaux a conduit à actualiser le « répertoire d'action » des militants et de leurs organisations. Le travail de Johanna Siméant sur les pratiques militantes de soutien aux sans-papiers[68] a ainsi permis d'élargir le répertoire d'actions inventoriées par Charles Tilly[69]. En parallèle de l'évolution du militantisme du champ partisan au champ militant, Colette Ysmal s'attache à souligner ses conséquences en termes d'attentes vis-à-vis des partis politiques : « *Si le parti politique a un sens et un intérêt dans le fonctionnement démocratique, ce n'est pas en effet comme simple réceptacle des opinions des électeurs, mais aussi comme producteur de l'opinion chez ceux-ci. […] C'est pourquoi, en fin de compte, les partis ne sont contestés que dans la mesure où ils fonctionnent mal, où ils ont cessé d'être pour leurs membres et pour les citoyens des agences de participation politique et où ils donnent de plus en plus l'impression d'être des syndicats d'élus veillant jalousement sur leurs avantages*.[70] » Cécile Péchu de son côté questionne les évolutions et concepts de la sociologie des mouvements sociaux notamment en termes de carrière et de rétribution : « *À reconsidérer ainsi le contexte politique et l'espace du militantisme de gauche du début des années 1980, l'engagement y apparaissait comme relevant d'une autre logique que ce qu'indiquaient les prénotions des idéologies constituées (organisations "maoïstes", "trotskistes", "socialistes", etc.). Il fallait examiner l'engagement à la lumière du double rejet de la représentation et de la délégation politique qu'indiquaient les discours et les carrières militantes de nos acteurs. […] Cela implique enfin de reconsidérer l'usage du concept de carrière dans l'analyse des engagements. Ce concept doit être utilisé non pas pour superposer une fine couche de justifications sur une large tranche de déterminations, mais bien pour éclairer pleinement la logique des acteurs, et leur sens du politique. […] On a vu que, pourtant stratégiques et politiquement orientés, les engagements ne pouvaient être analysés uniquement du point de vue de l'obtention de ressources, qu'elles soient matérielles ou symboliques.*

[67]JACQUEMAIN Marc, DELWIT Pascal, FRÈRE Bruno, « Engagements actuels, actualité des engagements » in JACQUEMAIN Marc et DELWIT Pascal (dir.), *Engagements actuels, actualité des engagements,* Louvain-la-Neuve, Academia-Bruytant, 2010.

[68]SIMÉANT Johanna, *La Cause des sans-papiers,* Presses de Sciences Po, 1998.

[69]TILLY Charles, La France conteste de 1600 à nos jours, Fayard, 1986.

[70]YSMAL Colette, « Transformations du militantisme et déclin des partis », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?,* Presses de Sciences Po, 1994.

En effet, les engagements expriment aussi un sens du politique, qui est une forme d'économie morale[71] ». Il semble donc que la question du sens politique des organisations qu'elles relèvent de l'économie solidaire ou des autres « mouvements sociaux » connaisse une certaine actualité dans la recherche.

1.2.2. Les militants des mouvements sociaux des décennies 1990-2000, miroir du REAS

Parmi les nombreuses recherches récentes de la sociologie des mouvements sociaux, plusieurs travaux paraissent particulièrement stimulants pour éclairer les trajectoires des militants du REAS ainsi que les formes de militantisme promues au sein de ce réseau. Sylvie Ollitrault utilise, par exemple, le discours des militants sur eux-mêmes comme méthode pour son enquête : *« La méthode a été de rendre la parole aux militants sur leur propre militantisme et de construire des classifications à partir de leurs discours. […] En outre, avoir laissé les militants parler de leur perception de l'écologie a permis d'appréhender les choix stratégiques de leurs groupes*.[72] » Elle met cependant en garde : « *Comme pour tout récit de vie, le sociologue n'est pas à l'abri de recompositions enchantées du passé par les militants. Néanmoins, ces discours apportent de précieux renseignements sur les éléments déclenchant l'adhésion à une cause, les raisons pour persister dans leurs engagements, leur participation active à décrire la logique de leur action*[73] ». Le REAS ayant disparu en 1998, la parole de ses anciens militants est un outil indispensable pour tenter de saisir comment cette expérience a pu nourrir leur parcours d'engagement. Par ailleurs, le déplacement de la sociologie du militantisme à la sociologie des mouvements sociaux peut parfois par un effet de similarité se traduire dans l'analyse par une distinction dans les parcours militants entre engagement politique et engagement au sein des associations ou des mouvements sociaux où l'un se substitue à l'autre. Sylvie Ollitrault dans son étude des trajectoires des militants écologistes a permis de mettre

[71]PÉCHU Cécile, « 3. « Laissez parler les objets ! ». De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », in FAVRE Pierre [et al.], *L'atelier du politiste*, La Découverte « Recherches/Territoires du politique », 2007, p. 59-78.

[72]OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique* 2001/1 (vol. 51), p. 105-130.

[73]OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique* 2001/1 (Vol. 51), p. 105-130.

en avant que « *l'engagement dans des organisations syndicales ou politiques, prédispose à un militantisme plus ouvert au champ du politique. Néanmoins, deux caractéristiques générales se dégagent de cette analyse : tous les acteurs ont une position de neutralité, de défiance, voire de contestation à l'égard des acteurs du champ politique et ils ont tous été atteints par une transformation des pratiques d'action collective (la montée de l'expertise), touchant également leur identité militante. Les écologistes incarnent cette mutation du militantisme associatif qui s'est opérée depuis une trentaine d'années. Issus directement des mouvements sociaux post-soixante-huitards, ces militants qui ont persévéré, ont dû s'adapter aux modifications de l'espace des contestations*[74] ». Cécile Péchu montre pour sa part le glissement d'un militantisme partisan à un militantisme associatif dans l'engagement d'une partie des militants du DAL : « *Plus globalement, cet engagement correspond à un rejet d'un engagement politique généraliste et en ce sens constitue un substitut au militantisme partisan.*[75] » Les travaux de Cécile Péchu sont d'autant plus vivifiants par rapport au sujet traité dans l'enquête présentée ici qu'elle montre que ce déplacement s'explique notamment par les dispositions des militants du DAL issus des « catholiques de gauche » ; militantisme d'origine chrétienne également fortement présent dans les parcours des militants du REAS. Cécile Péchu explique que l'« *on sait l'importance que prend la notion d'engagement, conçu comme une nécessité, une exigence chrétienne de réalisation à travers l'action historique, pour les militants des mouvements catholiques influencés par la pédagogie du "voir-juger-agir", en particulier à partir du début des années 1960. Et pour les chrétiens de gauche, comme le note Renaud Dulong à la suite de Jean-Marie Donegani, la référence ultime est "le Christ comme prophète par excellence, plutôt que comme fondateur de l'Église". L'implication politique à gauche des catholiques se ferait donc sur le terrain associatif plutôt qu'au sein des partis politiques, et leur attitude politique garderait la trace de la critique anti-institutionnelle à laquelle ils ont procédé dans leur critique de l'Église : ils s'engagent dans les partis de gauche les moins institutionnels, comme le PSU, et dans une moindre mesure le PS. […] L'engagement à DAL peut être défini comme le résultat d'une désaffection vis-à-vis des partis et d'une opposition à la*

[74]OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique* 2001/1 (vol. 51), p. 105-130.

[75]PÉCHU Cécile, « Les générations militantes à Droit au Logement », *Revue française de science politique*, 2001/1 vol. 51, p. 73-103.

professionnalisation politique. Il constitue alors, pour cette génération d'anciens militants CML, une manière d'exprimer un investissement politique tout en affirmant une attitude anti-partisane. Cet investissement à DAL, qui n'est pas leur premier engagement, s'y limite souvent, même s'il est parfois complété par un militantisme en faveur des droits des immigrés. La très grande majorité des membres de cette génération resteront fidèles à DAL tout au long de son histoire. La cause de cette fidélité tient essentiellement dans l'unicité d'un engagement pensé comme opposé à un engagement politique généraliste toujours suspecté de recherche d'un intérêt personnel.[76] » D'ailleurs, elle conclut que « *de manière structurelle, le succès de DAL s'inscrit ainsi dans le processus de différenciation d'un champ militant par rapport au champ partisan*[77] ». L'analyse des parcours des militants du REAS tend cependant à interroger ce processus. Ce positionnant clairement dans la construction d'une nouvelle offre politique à côté du PS et du PCF, il semble que le militantisme au sein du REAS est de fait moins distant du « champ partisan ». Johanna Siméant met d'ailleurs en lumière les porosités qu'il peut exister entre l'engagement dans les mouvements sociaux et au sein de partis politiques. Elle souligne ainsi qu'« *une démarche qui distingue trop clairement activités associatives et autres activités politiques "rate" une partie de la réalité. Si des éléments objectifs (dénominations, statuts, législation) distinguent associations, partis ou syndicats, la frontière entre ces univers est elle aussi objet de luttes sociales. La valorisation de l'engagement associatif contribue à une "mise en musique" participative de l'activité politique, et sans doute à un processus plus large de redéfinition des bonnes formes du politique. Enfin, la distinction de ces deux mondes ne doit pas faire oublier la proximité parfois forte du contenu des pratiques qui s'y déroulent*[78] ». Par ailleurs, Johanna Siméant comme d'autres politistes analysant les associations contemporaines du REAS, souligne l'importance des militants d'origine chrétienne au sein des ONG humanitaires. Présence militante qui entre fortement en résonance avec les origines militantes rencontrées au sein du REAS. Elle souligne que « *cet univers catholique spécifique est le creuset où se forment, de façon presque idéale, des dispositions*

[76]PÉCHU Cécile, « Les générations militantes à Droit au Logement », *Revue française de science politique*, 2001/1 vol. 51, p. 73-103.

[77]*Ibid.*

[78]SIMÉANT Johanna, « Un humanitaire "apolitique" ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation,* Belin, 2003, p. 163-196.

particulièrement favorables à l'engagement humanitaire. […] Il ne s'agit pas tant de supposer que c'est systématiquement une foi qui a été transmise, mais tout aussi sûrement un ensemble de pratiques plus particulièrement valorisées dans certains univers, ainsi qu'un horizon d'attentes et de modèles de réalisation de soi qui va trouver dans les modèles disponibles et encouragés l'occasion de s'actualiser. […] Aussi faut-il au moins partiellement distinguer la dimension de la socialisation religieuse, liée à certains milieux sociaux, de la question de la foi. Les cas jusqu'ici évoqués concernent aussi bien des personnes se définissant comme croyantes et pratiquantes qu'à l'inverse des personnes qui s'affirment aujourd'hui agnostiques voire athées. Ainsi, des traces tout aussi profondes d'éducation religieuse et d'immersion dans des univers catholiques marquent la trajectoire d'humanitaires affirmant quant à eux avoir rompu avec le catholicisme en tant que système de croyances stable – sans toutefois nier un souci religieux, caractérisé par l'intérêt porté aux philosophies orientales, notamment au bouddhisme, ou aux mystiques en général… […] On ne peut qu'être frappé des affinités que prend la notion de "témoignage humanitaire" avec le catholicisme attestataire de nombre d'humanitaires, plus proche du régime des témoignages que de celui des certitudes, et ceci quel qu'ait été le lieu de leur socialisation[79] ». Sylvie Ollitrault montre également l'influence chrétienne sur les dispositions des militants écologistes du Larzac : « *Ainsi, comme pour les Quakers nord-américains de Greenpeace, la non-violence conciliait la conviction chrétienne et un registre d'action efficace dans la séduction d'une opinion*[80] ». L'héritage chrétien explique le choix de l'engagement militant plus que partisan par une distance à l'institutionnalisation (Péchu), l'affinité avec le registre de la non-violence et de l'écologie (Ollitrault), l'émergence du « témoignage humanitaire » (Siméant). L'enquête présentée ici propose de s'interroger sur les dispositions des militants du REAS avant leur engagement en son sein, mais aussi sur leur influence sur la construction les pratiques militantes et du projet politique promus par le réseau. Par ailleurs, plus que la question de l'influence de leur foi ou de leur éducation religieuse dans leur carrière militante et dans la formation du projet du REAS, c'est beaucoup plus aux pratiques militantes acquises dans une socialisation au

[79]SIMÉANT Johanna, « Socialisation catholique et biens de salut dans quatre ONG humanitaires françaises », *Le Mouvement Social* 2009/2 (n° 227), p. 101-122.

[80]OLLITRAULT Sylvie, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes,* Presses universitaires de Rennes, 2008.

sein d'organisation de jeunesse proche de l'action catholique spécialisée que je me suis intéressée.

L'importance des militants d'origine chrétienne dans les mouvements proches du REAS comme le DAL, les écologistes ou les ONG humanitaires pour se limiter aux exemples cités ci-dessus, incite à questionner le militantisme chrétien de gauche.

1.2.3. Le poids des militants d'origine chrétienne

Cette fonction de « source de recrutement » de militants des organisations chrétiennes a d'ailleurs fortement été mise en avant par les sociologues et les chercheurs qui se sont attachés à décrire les « chrétiens de gauche » (voir notamment les travaux du GMRF et son cahier spécial « Faire des militants »). Ce mouvement de politisation d'une partie des catholiques (et des protestants) français à partir des années 1950 est largement décrit et étudié (Pelletier, Duriez, Schenfender, Fouilloux, Chauvière, Richou). Ainsi, dans l'introduction de l'ouvrage regroupant le résultat de ces enquêtes depuis plusieurs décennies, *À la gauche du Christ,* Denis Pelletier écrit : *« Il a existé en France, entre la Libération et le milieu des années 1980, un monde de militants et d'intellectuels qui ont estimé légitime de s'engager à gauche au nom de leur foi chrétienne. Protestants et catholiques, ils ont eu la conviction que le combat pour le changement devait être conduit à la fois dans leurs Églises et dans la société, sur le terrain religieux comme sur le politique, syndical ou même culturel*[81] ». Cependant, s'il est possible de s'appuyer sur ces travaux pour comprendre les apports d'une socialisation dans cette nébuleuse dans les trajectoires de nombreux militants du REAS, ils s'arrêtent souvent à la porte des partis ou des associations. Cependant, ils soulignent les ressorts qui poussent les militants chrétiens à s'engager concrètement et à représenter une source importante des effectifs des « nouveaux mouvements sociaux » comme des partis politiques de gauche comme le PCF, le PS, le PSU, puis Les Verts. Françoise Richou met en avant l'importance de ces militants dans l'évolution d'un certain nombre de mouvements sociaux : « *La postérité de la Jeunesse ouvrière chrétienne est diverse : mouvements familiaux, politiques, culturels, militants syndicaux qui influeront sur l'évolution de leurs organisations. D'autres*

[81]PELLETIER Denis, « Introduction. Les « chrétiens de l'autre bord », in PELLETIER Denis, SCHLEGEL Jean-Louis (dir.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours,* Seuil, 2012.

mouvements de jeunesse ont été aussi féconds (scoutisme, JAC, JEC)[82] ». Elle explique par ailleurs que « *tout se passe comme si les jocistes expérimentaient à la JOC des formes d'organisation et d'autorité les rendant peu aptes à adhérer à un parti ou un projet électoral. L'aspect essentiel paraît être le caractère concret de l'engagement ; les résultats doivent être observables à court ou moyen terme. D'où le syndicat professionnel ou le mouvement familial… À l'inverse, s'agissant d'engagement politique quand il se produit, les analyses prosopographiques qui accompagneront le DBMOF*[83] *pourraient montrer qu'il tend vers des revendications radicales, aux racines messianiques. Il est probable que dans cette catégorie domineront les adhésions au PC ou dans les groupes gauchistes type PSU ou écologiste* ». Ainsi, les organisations de jeunesse chrétiennes proche de l'action catholique vont fournir un nombre important de militants qui vont s'investir dans les mouvements sociaux cités ci-dessus. Jean-Charles Basson explique également que « *modifier son environnement social et politique direct pour mieux peser sur son cours, tel est bien l'enseignement fondamental transmis par l'organisation confessionnelle à ses jeunes adhérents. Marqués de l'empreinte jociste et portant haut leurs prétentions réformatrices, ils ne peuvent se satisfaire de la situation politique de l'immédiat après-guerre*[84] ». Ils vont donc très largement s'investir dans différents domaines politiques, associatifs, syndicaux. René Rémond décrit l'évolution de ce militantisme chrétien : « *Si le militantisme d'autrefois reposait sur l'obéissance, on fait désormais davantage appel à l'initiative et à la prise de responsabilité. Il y a un renversement du rapport entre clercs et laïcs. C'en est fini des prêtres-directeurs. […] On prépare les citoyens à jouer un rôle actif dans la société. Le militantisme prépare aussi à l'émancipation féminine. Si dans le premier âge, le militantisme était un prolongement et un instrument du cléricalisme, dans cette seconde phase, l'engagement comporte souvent une nuance d'anticléricalisme*.[85] » Cet apport militant spécifique a, par exemple, été

[82]RICHOU Françoise, « La JOC : une pédagogie de l'engagement » in *Les Cahiers du GMRF*, n° 14, « Faire des militants. Stratégies de formation de la JOC au MPF », 2006.

[83]Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, plus connu sous le nom de son créateur, le *Maitron*.

[84]BASSON Jean-Charles, « L'empreinte jociste illustrée par l'exemple. La socialisation confessionnelle et politique des militants syndicalistes chrétiens de l'Isère (1945-1964) » in *Les Cahiers du GMRF*, n° 14, « Faire des militants. Stratégies de formation de la JOC au MPF », 2006.

[85]RÉMOND René, « Conclusion », in WACHÉ Brigitte (dir.), Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècle, Presses universitaires de Rennes, 2015.

souligné par Luc Berlivet et Frédéric Sawicki à propos des militants de la CFTC : « *L'importance de la JOC comme instance de socialisation militante de responsables syndicaux, particulièrement dans les années quarante-cinquante, a été maintes fois soulignée […] Pourtant, par-delà cette importance quantitative, on connaît moins les modalités de cette socialisation, autrement dit le type d'ethos militant acquis à la JOC, et les raisons du fort investissement identitaire et affectif dont elle a fait l'objet, au point d'avoir contribué à forger des équipes qui évolueront ensemble tout au long de leur existence : dans le syndicalisme, dans l'action associative, dans l'activité confessionnelle (notamment au sein de l'ACO), mais aussi dans la vie privée (l'importance des mariages entre jocistes, de même que l'existence de nombreux parrainages d'enfants par d'anciens jocistes sont confirmées par notre enquête). […] Si l'apprentissage jociste correspond avant tout à l'acquisition d'une éthique et d'une conscience discursive, il est inséparablement acquisition de savoir-faire militants (organisation de réunions, prise de parole publique, rédaction d'articles de presse), laquelle s'opère lors de sessions ou de retraites consacrées à la formation. […] C'est en fait par une opération de subversion de la définition légitime du syndicalisme et de redéfinition du rôle social de syndicaliste, que vont s'imposer les agents sociaux que nous suivons tout au long de leur histoire. En constituant le militantisme en ressource — et notamment le militantisme d'entreprise —, les anciens jocistes redéfinissent les règles d'un jeu dans lequel leurs dispositions vont trouver à s'actualiser, accumulant de cette manière le capital symbolique au principe de la confiance que leur feront leurs mandants.*[86] » Si ces travaux éclairent sur la spécificité du militantisme forgé au sein des organisations chrétiennes de gauche comme la JOC, ils s'arrêtent à la porte des partis ou des associations. L'apport spécifique de ce militantisme d'origine chrétienne est d'ailleurs largement abordé tout au long de la restitution qui suit. Tous ces travaux ont donc été un appui essentiel dans la compréhension des parcours militants au sein du REAS ainsi que sur les spécificités des pratiques et des valeurs dont il a voulu être le fer de lance.

Dernier domaine d'investissement récurent au sein des parcours des militants du REAS, le Parti socialiste unifié.

[86]BERLIVET Luc, SAWICKI Frédéric, « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre » in *Politix,* vol. 7, n° 27, 1994, p. 111-142.

1.2.4. La place particulière du PSU dans les parcours militants

À l'instar des parcours militants du REAS, les trajectoires mises en lumière par les travaux de la sociologie des mouvements sociaux font également apparaître le poids du PSU et/ou de la CFDT. Les deux organisations emblématiques de la nébuleuse de la deuxième gauche dont Bruno Frère a d'ailleurs pu mesurer l'importance au sein des Solidaires : « *Quelles que soient les formes d'associations concernées, de l'accompagnement de projet économique de chômeurs au SEL en passant par le commerce équitable et la finance de proximité, les acteurs de l'économie solidaire, de l'ALDEA d'abord, puis du REAS et du MES ensuite, se réfèrent au Parti socialiste unifié*[87] ». Malgré son poids important dans la recomposition de l'univers militant, l'étude de ce parti semble avoir plus intéressé les historiens que les sociologues ou les politistes[88]. Mais avant une période très récente, les écrits sur ce parti comme ceux sur l'histoire de la CFDT d'Hervé Hamon et Patrick Rotman ou l'Histoire du PSU de Marc Heurgon sont surtout l'affaire de ses propres militants[89]. D'ailleurs, les colloques comme les ouvrages portant sur le PSU croisent presque systématiquement le regard des militants et ceux des chercheurs. Si peu d'ouvrages lui sont consacrés, l'occasion de l'anniversaire des cinquante ans de sa naissance en 2009 a donné lieu à nombre colloques dont une part a fait l'objet de publications[90]. Ces ouvrages mettent notamment en avant l'évolution parallèle du PSU et du reste du champ militant tel que décrit ci-dessus. Ainsi, il semble que le PSU ait accompagné l'élargissement des lieux d'investissements des luttes militantes, comme le souligne Jacques Sauvageot : « *Pour*

[87]FRÈRE Bruno, *Le nouvel esprit solidaire,* Desclée de Brouwer, 2009.

[88]GEORGI Franck (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

[89]HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *La deuxième gauche : histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Le Seuil, 1984 (2e éd.), qui a fait l'objet d'un certain nombre de critiques. HABERT Benoît, « Hervé Hamon, Patrick Rotman, La deuxième gauche : histoire intellectuelle et politique de la CFDT » in *Mots,* n° 10, mars 1985. Numéro spécial, « Le nous politique » p. 229-231 ou BECKER Jean-Jacques, « Hervé Hamon, Patrick Rotman, La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT… », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations,* 39e année, N. 4, 1984. pp. 725-727. HEURGON Marc, *Histoire du PSU, tome 1 : La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994.

[90]Voir notamment KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980),* Presses universitaires de Rennes, 2009 ; SAUVAGEOT Jacques (dir.), *Le PSU des idées pour un socialisme au XXIe siècle ?* PUR, 2012 ; GILLET Jean-Claude et MOUSEL Michel (dir.), *Parti et mouvement social. Le chantier ouvert par le PSU*, Les Amis de *Tribune socialiste* et L'Harmattan, 2012 ; CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité,* Presses universitaires de Rennes, 2013 ; RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, Paris, La Découverte, 2016.

le PSU, la question du pouvoir ne se résumait pas à celle de l'organisation du pouvoir central, mais se posait de façon plus large au niveau du fonctionnement de la société dans toutes ses dimensions. Pour le PSU, l'égalité des sexes, l'immigration, le cadre de vie, l'écologie, le partage du savoir, la solidarité internationale, n'étaient pas secondaires. Le PSU montrait que les initiatives d'aujourd'hui n'étaient pas séparables des interrogations sur l'avenir et que les transformations sociales exigent autant un engagement individuel que des mesures collectives.[91] » L'élargissement des dimensions d'investissement politique porté par le PSU éclaire le poids qu'ont pu prendre ses militants dans les mouvements sociaux décrits ci-dessus. De plus, à l'instar des mouvements sociaux contemporains du REAS qualifiés de « nouveaux », le PSU a également incarné une « nouvelle politique ». Hélène Hatzfeld, par exemple, décrit les apports du PSU à la redéfinition du politique : « *Dans ces déplacements se dessine globalement un nouveau positionnement possible du politique, non limité à l'action gouvernementale et aux relations internationales, selon la définition académique, mais dégagé de son cadre institutionnel. […] La démarche du PSU dans sa construction de problèmes politiques nouveaux [peut être synthétisée en distinguant] trois modalités. Premièrement, il fait appel à des points de vue et des théories qui viennent d'ailleurs du fonds de référence marxiste et qui sont susceptibles de révéler des aspects nouveaux et d'en éclairer la compréhension. Il emprunte à l'économie, à la sociologie, à la science politique anglo-saxonne des concepts et grilles de lecture : la modernisation, la nouvelle classe ouvrière, des valeurs post-matérialistes qui ouvrent tout le champ des luttes pour l'environnement, pour les revendications qualitatives et non seulement quantitatives, telles que la qualité des modes de vie et des relations sociales, mais aussi pour des aspirations à contrôler et à prendre part aux décisions. La démarche révélatrice consiste ici à s'écarter d'une analyse à base économique pour faire place à une analyse sociale et culturelle*.[92] » Et comme dans le cas des associations nées autour de 1990, le rôle des militants chrétiens est là encore souligné : « *Cette désinstitutionnalisation du politique est particulièrement portée par les mouvements chrétiens, notamment les jeunes ouvriers, agriculteurs et étudiants qui*

[91]SAUVAGEOT Jacques, « Présentation » in SAUVAGEOT Jacques (dir.), *Le PSU des idées pour un socialisme au XXIe siècle ?* Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 9-16.

[92]HATZFELD Hélène, « Le PSU : voies et bifurcations d'une redéfinition du politique pour aujourd'hui » in SAUVAGEOT Jacques (dir.), *Le PSU des idées pour un socialisme au XXIe siècle ?* Presses universitaires de Rennes, 2012.

cherchent à prendre place dans la transformation de la cité. Elle s'esquisse dans les années 1959-1960 avec l'investissement de nouveaux champs de luttes sociales, tels que l'habitat indigne, la rénovation urbaine, le soutien aux luttes tiers-mondistes… […] Tous ces emprunts, écarts, déplacements sont sous-tendus par un fil transversal : les exigences portées par l'influence chrétienne. Elles obligent à redonner du sens aux façons de produire et de vivre, aux engagements à restituer une éthique aux actions et aux organisations notamment politiques, à retrouver une cohérence entre les différents aspects de la vie humaine, à inventer des modes de mise en commun et pas seulement de renversement d'une domination (bourgeoise) par une autre (une dictature du prolétariat, une démocratie populaire). Les questions de la finalité (pour quoi ?) et des valeurs (au nom de quoi ?) constituent les éléments essentiels de la mise au jour du nouveau, parce qu'elles dénudent les fondements politiques de l'organisation de la société, celle d'aujourd'hui et celle qui se prépare dans ses plis et ses déchirures[93] ». Ces recherches sont particulièrement stimulantes puisqu'elles montrent l'apport spécifique du militantisme d'origine chrétienne sur la forme politique du PSU, ses champs d'investigations, son rapport au pouvoir, à l'action, etc. Par ailleurs, à l'instar des mouvements sociaux des années 1990, le PSU participe à mobiliser des militants hors du seul milieu ouvrier et pour s'élargir à la classe moyenne : « *La place prise par les militantes du PSU dans les luttes du mouvement de libération des femmes, les débats que suscitent leurs revendications et plus largement les engagements associatifs de nombre de militants du PSU, dans les luttes écologistes et régionalistes ou du cadre de vie, contribuent aussi à légitimer l'idée que la classe ouvrière n'est pas le seul acteur possible de la transformation sociale.*[94] » Lorsqu'on lit les chercheurs qui se sont intéressés au PSU, on est étonné de la place que ces anciens militants occupent dans les mouvements sociaux plus récents. En effet, ils soulignent tous l'importance de « *la multi-appartenance des militants du PSU, parti décidément plus à l'aise dans le flot des mouvements sociaux et le militantisme parapolitique que dans les élections ou dans le recrutement des adhérents. Pépinières militantes en permanente recomposition, les structures PSU influencent l'ensemble des familles politiques à gauche, "parti passoire" qui fait transiter les têtes de*

[93] *Ibid.*

[94] *Ibid.*

réseaux militantes vers d'autres univers politiques.[95]» Bernard Ravanel, historien et fondateur du PSU, souligne d'ailleurs le rôle des anciens militants du PSU dans l'animation des mouvements sociaux actuels : « *Ce patrimoine a été conservé par des milliers d'anciens militants et militantes du PSU ayant quitté le parti dans les années 1970 et 1980, mais nullement leurs convictions et leurs engagements de l'époque. Cette évolution d'une grande importance reste largement ignorée à ce jour : beaucoup d'entre elles/eux ont continué à s'investir dans les luttes militantes, plus locales ou spécialisées. Et elles/ils ont puissamment contribué à la transmission de leur expérience et de leurs valeurs de solidarité aux militantes et militants des jeunes générations comme, par exemple, celles et ceux qui se sont investis depuis 2004 dans le Réseau éducation sans frontières (RESF) de soutien aux enfants de réfugiés ou dans les multiples mouvements écologistes. Sur ces deux thèmes – on pourrait en citer bien d'autres –, l'apport du PSU reste d'une grande actualité*.[96]» D'ailleurs, pour ses anciens militants, c'est bien dans cette articulation avec le mouvement social que se caractérise le PSU : *« Le PSU fondamentalement ni stalinien ni social-démocrate a représenté pendant 30 ans une tentative d'un autre modèle de gestion des relations parti-mouvement social : ce fut le cas notamment de sa période de lutte pour l'indépendance de l'Algérie, de celle de Mai 68, puis sa période autogestionnaire*[97] ». Il semble donc bien que l'apport de ce parti tant en termes de force militante que de modélisation d'un « nouveau » militantisme soit incontournable pour répondre aux questions posées par l'exploration du militantisme au sein du REAS et de ses sources. Enfin, la littérature sur le PSU apporte un dernier éclairage important pour mieux saisir les parcours des militants du REAS et les pratiques militantes que ces derniers ont tenté de mettre en œuvre en son sein. Il s'agit de la question du lien entre le PSU et la naissance de l'écologie politique dans laquelle le REAS s'est inscrit. Tudi Kernalegenn observe par exemple que « *le PSU fait partie de l'histoire de l'écologie*

[95]KERNALEGENN Tudi et PRIGENT François, « Conclusion » in KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, ICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950 – années 1980)*, Presses universitaires de Rennes, 2009.

[96]RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, Paris, La Découverte, 2016, 384 p.

[97]GILLET Jean-Claude, « Introduction » in GILLET Jean-Claude et MOUSEL Michel (dir.), *Parti et mouvement social. Le chantier ouvert par le PSU*, Les Amis de la *Tribune socialiste* et L'Harmattan, 2012.

politique, plus qu'aucun autre parti de gauche[98] ». Pour lui, cette importance s'explique notamment par le fait que « d*ès le début des années 1970, les militants du PSU ont fréquenté les militants écologistes dans les luttes sociales tout particulièrement dans les luttes anti-nucléaires. […] Par bien des aspects, les préoccupations écologistes intègrent précocement et profondément le PSU, ce qui permet déjà d'avoir quelques éléments pour comprendre pourquoi tant de militants écologistes sont issus de ce parti*[99] ». Il conclut que bien que *« le PSU n'a jamais été fondamentalement un parti écologiste, il est resté jusqu'à la fin un parti socialiste autogestionnaire. [Et qu'il ne peut pas] affirmer que le PSU a débouché sur Les Verts, le parti écologiste n'étant d'aucune manière une de ses scissions. Néanmoins, il est possible de considérer que Les Verts ont une de leurs racines les plus solides dans le PSU et par ce biais, dans toute une tradition de gauche alternative, voire révolutionnaire*[100] ». Cette dernière dimension des travaux du PSU oblige à se demander si le REAS a ou non été un lieu de rencontre de cultures politiques diverses, notamment entre anciens membres du PSU et jeune garde du parti naissant Les Verts.

Enfin, sur la question plus spécifique du lien entre écologie politique et militantisme au REAS, les apports sur les militants du parti Les Verts peuvent également être pertinents. Mais si Vanessa Jérôme[101] souligne la politisation de l'économie solidaire opérée par les militants du REAS, les hypothèses de ce travail s'interrogent également sur le mouvement réciproque de l'influence des pratiques et des visions militantes développées au sein du REAS sur le parti politique Les Verts.

Conclusion

Mon travail sur le REAS se situe dans l'œil du cyclone de tous ces travaux dans le sens où la connaissance de la périphérie du sujet est déjà très dense. Malgré une littérature scientifique en apparence abondante (dans le domaine de l'économie solidaire, de la sociologie du militantisme ou des recherches scientifiques sur les

[98]KERNALEGENN Tudi, « Le PSU, laboratoire de l'écologie politique » in CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le parti socialiste unifié. Histoire et postérité,* Presses universitaires de Rennes, 2013.

[99]*Ibid.*

[100]*Ibid.*

[101]JÉROME Vanessa, « La politisation de l'économie solidaire par Les Verts. Une rencontre des autrement », *Mouvements* 2014/3 (n° 79), p. 148-154.

« chrétiens de gauche » et le PSU), la question de l'apport spécifique de trajectoires militantes passées par une socialisation politique initiale au sein des organisations proches de l'action catholique ou protestante reste un angle mort de la littérature sociologique. Ainsi lorsque le lien se fait, c'est pour mettre en avant la question des valeurs comme source d'actualisation des dispositions chrétiennes. Or, concernant plus spécifiquement ce travail, il me semble que l'apport le plus fructueux en explications est moins cette dimension strictement chrétienne, confessionnelle et spirituelle que les apports spécifiques en termes de pratiques militantes et de définition des nouvelles orientations sur lesquelles appuyer un projet politique produit par la socialisation au sein de ces organisations militantes d'origine chrétienne.

Quelques travaux ouvrent cependant la voie, comme ceux de Julie Pagis sur la politisation des engagements religieux[102] ou de Bruno Frère[103] sur le nouvel esprit solidaire. Dans les conclusions de Julie Pagis sur les militants de mai 1968, c'est notamment la mise en avant de ce que la « conversion » d'« engagements religieux » dans le champ politique a produit qui est intéressante et peut faire écho à ma propre recherche. Son travail est éclairant à double titre. D'une part, car il peut venir nourrir un questionnement sur l'incidence d'une socialisation militante initiale au sein d'organisations de jeunesse proches de la JOC dans les trajectoires militantes rencontrées au REAS. Et d'autre part, car il peut donner des éléments de réponse pour alimenter ma propre problématique sur l'apport de cette socialisation dans la fabrique du militantisme telle que promu par le REAS (sur sa vision du monde et ses pratiques). Enfin, ce travail met en relief les passerelles entre un engagement dans des organisations confessionnelles et un engagement militant à l'extrême gauche, et notamment dans le mouvement maoïste. Passerelles que l'on retrouve dans les résultats de cette recherche. Les résultats présentés par Julie Pagis peuvent donc servir pour comprendre une partie des trajectoires militantes rencontrées. Mais l'intérêt de ce travail a également des limites pour ce propos. Ainsi, ce travail, s'il peut inspirer, n'apporte pas vraiment d'élément pouvant aider à définir quel est précisément l'apport des dispositions produites dans ces trajectoires quand elles se confrontent à d'autres pour produire une vision commune, des pratiques… liées au militantisme au sein du

[102]PAGIS Julie, « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en mai 1968 » in *Revue française de science politique* 2010/1, Presses de Sciences Po, vol. 60, p. 61-89.

[103]FRÈRE Bruno, *Pour un nouvel esprit solidaire,* Desclée de Brouwer, 2009, 396 p.

REAS. Dans son ouvrage, *Pour un nouvel esprit solidaire,* Bruno Frère s'attache à montrer que « *l'imaginaire d'hier [celui de l'associationnisme de Proudhon] et d'aujourd'hui [celui de l'économie solidaire] s'exprime en respectant la même grammaire. Il se parle dans un même langage, selon les mêmes normes et pour renvoyer à une réalité identique*[104] ». Il met notamment en lumière comment la *praxis* de ce qu'il nomme le « christianisme social » des premiers réseaux d'économie solidaire, et plus particulièrement de l'ALDEA, va venir à la faveur d'un contexte historique comparable à celui du milieu du XIXe siècle réactiver la grammaire et l'imaginaire proudhonien. Cette grammaire repose sur deux règles : R1 (un impératif d'action moral, exprimé dans la formule « ici et maintenant ») et R2 (la reconnaissance d'une universelle compétence) – deux règles qui fondent pour lui l'*ethos* solidaire. Le travail de Bruno Frère m'intéresse pour plusieurs raisons. D'abord parce que je partage avec lui l'intérêt pour les acteurs. En effet, sa recherche a l'originalité de partir des individus, des militants et de leur *praxis* et pas seulement des initiatives ou des organisations, comme c'est le cas des autres recherches sur l'économie solidaire. Ensuite, il montre un processus d'actualisation des sources historiques de l'économie solidaire. Enfin, il est l'un des rares ouvrages sur le sujet qui prend en compte l'expérience de l'économie alternative et solidaire et de ces réseaux (ALDEA et REAS notamment). Son travail est également éclairant car il interroge l'apport d'une socialisation dans la nébuleuse des chrétiens de gauche (qu'il nomme « christianisme social »), et plus particulièrement son rôle sur les ressorts de l'imaginaire de l'économie solidaire. Cependant, s'il est une ressource dans le lien entre l'économie solidaire et sa déjà longue histoire, ce travail n'investit pas la question de la discussion possible entre l'économie solidaire – alternative et solidaire dans notre cas – et le champ politique contemporain des réseaux. Dans mon travail, il s'agit notamment de se demander comment des militants maoïstes, des militants chrétiens, des militants libertaires, de jeunes militants habitants de banlieue et de jeunes objecteurs de conscience se retrouvent autour de cette « grammaire », comme il la nomme, et comment leurs parcours interfèrent avec elle.

[104] *Ibid.* p. 34-35.

Chapitre II. Outils conceptuels

Introduction

Au-delà des interrogations posées par le terrain, ce travail de thèse est parcouru par un certain nombre de questions d'ordre général. S'interroger sur le rôle des engagements antérieurs des militants dans la construction du projet politique et des pratiques militantes du REAS pose par exemple la question de la socialisation politique. Cela suppose également de se questionner sur les dynamiques dont la reconstitution des parcours militants témoigne. La question est alors celle des moteurs de l'engagement. Pourquoi les militants se sont-ils investis au sein du REAS? Qu'en retirent-ils? Est alors posée, par exemple, la question des rétributions militantes.

Par ailleurs, l'influence d'une socialisation militante initiale au sein d'organisation de jeunesse proche de l'action catholique explique-t-elle seule l'originalité de la proposition du REAS? Le militantisme promu au sein du REAS est-il une simple reconversion d'un *habitus* militant constitué antérieurement? Et s'il s'agit d'une reconversion, comment comprendre le rôle des militants qui n'ont pas a priori les mêmes dispositions initiales? Qu'est-ce qui explique alors leur engagement?

Au contraire, le projet politique du REAS et les pratiques militants qui y sont liées ne peuvent-elles pas être le produit original issu de la rencontre de différentes traditions militantes? La notion d'affinité élective développée par Michael Löwy me semble sur ce dernier point particulièrement stimulante.

Pour répondre à toutes ces questions, j'ai choisi d'interroger les hypothèses proposées dans la littérature sur la sociologie du militantisme (au sens large) au regard du sujet afin d'établir quels sont les outils théoriques qui semblent incontournables pour tenter de répondre à ces questions.

2.1. Les ressorts de la socialisation politique

Si l'on souhaite partir des ressources des militants du REAS, il faut dans un premier temps se poser la question des outils permettant de décrire la socialisation politique de

ces militants. En effet, nous avons choisi de privilégier une approche en termes de parcours militant plutôt qu'en termes d'organisation. Ce choix de mêler approche sociologique et historique est induit, en partie, par l'importance donnée par les militants lors des entretiens à leurs engagements antérieurs et postérieurs à la période étudiée. Leur engagement au sein du REAS et de l'économie alternative et solidaire en général, est toujours présenté comme faisant partie à un instant T de leur histoire militante. Nous venons de le voir, la sociologie du militantisme est particulièrement attentive à décrire les dispositions que les individus actualisent au sein des organisations militantes. Les outils utilisés par la sociologie pour aider les chercheurs à décrire ses socialisations militantes sont divers : carrière militante, trajectoire militante, socialisation politique, *habitus* militant…

2.1.1. L'hypothèse des carrières militantes

Une des premières hypothèses proposées pour répondre à cette problématique, offerte par la littérature sur la sociologie des engagements militants, est une approche souvent résumée par la notion de « carrière militante ». Empruntée aux sociologues interactionnistes américains (Goffman, Becker, Strauss, Hughes), cette notion s'appuie sur l'image de la carrière professionnelle pour décrire d'autres réalités : les carrières des chômeurs, celles de délinquants, de toxicomanes… Everett Hughes explique par exemple que « *subjectivement, une carrière est une perspective en évolution au cours de laquelle une personne* voit *sa vie comme un ensemble et interprète ses attributs, ses actions et les choses qui lui arrivent*[105] ». En sociologie du militantisme, cette approche « *est clairement attentive aux variations dans le temps des dispositions des individus qui se réorganisent et évoluent avec l'engagement en fonction des caractéristiques et des logiques de fonctionnement du sous-groupe dans lequel ils s'inscrivent*[106] ». Ce concept apparaît pertinent dans les différentes dimensions qu'il mobilise pour tenter de peindre l'engagement militant, comme le décrivent bien Frédéric Sawicki et Joanna Siméant : « *Trajectoire individuelle et collective se combinent et co-déterminent les carrières militantes : il n'est pas possible de scinder […] l'étude des dispositions, des filières et réseaux d'adhésion et celles des institutions ou même simplement des*

[105]HUGHES Everett, *Men and Their Work*, Westpont, Greenwood Press Reprint, [1958], 1981, p. 63.

[106]PÉCHU Cécile. « Les générations militantes à Droit au Logement », in *Revue française de science politique*, 51e année, n° 1-2, 2001. p. 74.

groupes à l'origine de l'institutionnalisation[107] ». Mon travail s'attache à explorer la naissance et la vie du Réseau d'économie alternative et solidaire. Il vise également à interroger les pratiques militantes, les formes d'engagement et le projet politique produits en son sein et ses éventuelles résonances actuelles. Il semble donc que l'approche en termes de carrière militante est intéressante, car elle offre la possibilité de travailler à la fois sur les engagements antérieurs des militants, les réseaux qu'ils ont mobilisés pour recruter, mais aussi pour développer le mouvement ainsi que la production de cette organisation sur la forme de militance comme l'explique Olivier Fillieule : « *Appliquée à l'engagement politique, la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, restituant ainsi des périodes d'engagement dans l'ensemble des cycles de vie. La notion de carrière permet donc de travailler ensemble les questions de prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection(s) et déplacement(s) d'un collectif à un autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétractation ou extension des engagements*[108] ». Cependant, ce concept, aussi attractif qu'il soit, n'apporte pas d'élément suffisant pour répondre à deux questions pourtant essentielles à la compréhension des parcours de ces militants. La première concerne la récurrence d'une socialisation initiale au sein des mouvements de jeunesse chrétienne et notamment les mouvements proches de l'action catholique spécialisée (JOC, JEC, JAC puis MRJC). En effet, un nombre important des militants du corpus ont une socialisation inscrite dans la nébuleuse des « chrétiens de gauche ». Cette donnée peut apparaître d'autant plus surprenante que cette dimension est au mieux implicite, quand elle n'est pas déniée, tant dans les discours et les revues que les représentations que les acteurs donnent d'eux-mêmes. La deuxième limite à la notion de « carrière militante », est, nous semble-t-il, la difficulté à rendre compte des influences des origines sociologiques des acteurs sur leur carrière et le conditionnement de leurs dispositions

[107]SAWICKI Frédéric, SIMÉANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », in *Sociologie du travail*, Paris, 2009.

[108]FILLIEULE Olivier, « Carrières militante », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux, 2009,* Paris, Presses de Science Po, p. 87.

militantes. Ainsi, de l'enquête de terrain, et particulièrement dans les entretiens, résultent trois groupes distincts de militants. Chaque groupe fait ressortir de manière plus ou moins homogène (le troisième groupe est clairement plus hétérogène) un groupe d'âge, un niveau de diplôme et une scolarisation, une origine sociale et familiale, une tradition culturelle et confessionnelle, des parcours professionnels. Il s'avère alors important de sonder plus avant la question de l'origine sociale des militants. De plus, l'approche par les « carrières militantes » avec l'accent mis sur la « biographie militante » ne permet pas de mettre en avant la source originelle de leur militantisme qui est pourtant un résultat original de la thèse.

2.1.2. Les notions de trajectoire militante et de socialisation politique.

Afin d'explorer plus précisément cette double question des origines, il apparaît qu'une approche en termes de socialisation militante est plus pertinente pour saisir les dispositions militantes des fondateurs du REAS. Cet outil rend mieux rendre compte des parcours des militants entendus comme « outils de description […] propres à l'école de Bourdieu, de la « trajectoire » actualisant un *habitus* au travers des conjonctures qu'il traverse[109] ». Ainsi, face à la problématique et aux premiers résultats directement issus de l'enquête de terrain, cette approche permet de mieux mettre en relief les récurrences constatées dans les parcours car « *les instances de socialisation politique primaire, la famille, des expériences de représentation (délégué de classe) ou de vie communautaire (scout et/ou activité religieuse), sont assurément des lieux de transmission de dispositions au militantisme. (….) Un regard rétrospectif montre bien, par l'étude des propriétés sociales de ceux qui se sont engagés, le rôle des similarités de socialisation qui contribuent à la formation de l'identité collective du groupe mobilisé*[110] ». Il semble, dans le cas de cette étude, que la question de la socialisation militante, mais également primaire des militants du REAS a une influence directe sur leurs dispositions militantes et la manière dont elles sont exploitées dans la perspective d'un engagement au sein de l'économie alternative et solidaire. Ainsi, bien que les

[109]PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », in *Revue française de sociologie*. 1990, 31-1, p. 20.

[110]BARGEL Lucie, « Socialisation politique », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux,* 2009*,* Presses de Science Po, p. 512-513.

notions de trajectoire militante et de carrière militante soient le plus souvent utilisées de manière interchangeable (Pagis et Leclercq), nous préférons utiliser la notion de trajectoire pour plusieurs raisons. D'abord, parce que la notion de carrière s'attache plus directement au processus qui vient actualiser des dispositions, nourrir un parcours, motiver l'engagement, lui donner un sens… Or, c'est moins la dimension processuelle de l'histoire des engagements des militants qui nous intéresse que le résultat de ce parcours. La notion de trajectoire semble donc plus opérationnelle pour traiter ce sujet dans le sens où elle privilégie la mise en en relief du stock de ressources produit par les inscriptions militantes successives. L'utilisation de la trajectoire correspond donc mieux aux préoccupations sur le rôle des dispositions antérieurement acquises dans le processus de production de pratiques, de projet politique particulier au militantisme promu par le REAS. De plus, la question de l'origine des dispositions militantes sera fortement mobilisée dans la tentative de compréhension de la convergence entre des trajectoires militantes en apparence sinon opposées du moins très éloignées. Là encore, il me semble que la notion de trajectoire est plus attentive à cette dimension que celle de carrière.

2.1.3. L'*habitus* militant

Au-delà des débats récents sur la pluralité des individus et leurs capacités plus ou moins réfléchies d'activer ou non leur « réserve » de dispositions (Corcuff, Lahire, Kauffmann), le concept d'*habitus* semble particulièrement pertinent pour explorer notre terrain. En effet, ce concept permet deux choses indispensables à la compréhension de mon objet. Tout d'abord, le concept d'*habitus* permet de mettre en lumière un impensé de l'histoire collective du mouvement d'économie alternative comme d'une partie non négligeable des trajectoires militantes des militants les plus « politisés » du REAS. Deuxièmement, les interrogations portant en partie sur les origines, les compatibilités des dispositions militantes qui conduisent aux pratiques promues et partagées par les militants du REAS, le concept l'*habitus* dans sa dimension « générateur de pratiques », paraît particulièrement pertinent pour répondre à cette question.

À ce titre, la notion de « capital militant » définit comme les « *apprentissages conférés par le militantisme, [les] compétences importées de l'extérieur, ainsi [que]*

celles qui sont "apprises sur le tas", [que] l'on a choisi d'appeler […] capital militant. Un capital militant qui s'acquiert donc, et pour une bonne part dans le champ politique, qui s'y valorise, mais aussi qui se reconvertit ailleurs, en cas d'exit[111] » est également fertile à cette recherche. De plus, au-delà du capital militant, ce travail suppose que la socialisation initiale d'une partie importante des militants du REAS (et notamment de ses dirigeants) au sein d'organisations de jeunesse proche de l'Action catholique spécialisée (JOC, JAC, JEC) a produit un « *habitus de combat*[112] » qui peut être qualifié d'*habitus* militant au sens où « *la notion d'habitus militant permet de tenir ensemble ce qui constitue la conscience pratique des militants […], l'impensé de leurs comportements, les réflexes incorporés dans la socialisation à l'institution, et leur conscience discursive, entendue comme leur capacité à s'expliquer et exprimer leurs actes et leurs objectifs à l'aide d'une culture partisane* »[113]. La description de cet *habitus* militant constitue ainsi un des points de départ de mon travail de thèse. Enfin, une approche par *habitus* permet d'éclairer les ruptures à la lumière des logiques de continuités et de reproduction sur lesquelles elle met l'accent. L'approche par la socialisation politique peut être un outil pertinent dans l'optique où elle offre la possibilité d'appréhender ces ruptures dans la continuité d'une histoire militante au sens où « *des ruptures avec une institution centrale de socialisation primaire des individus (l'école, l'Église, le PCF) ont des conséquences sur le contenu même de leur engagement et sur le type d'organisation dans lequel ils vont militer*[114] ». La rupture apparente dans les trajectoires des militants serait-elle alors une forme d'actualisation de leur *habitus* militant ?

C'est le caractère à la fois durable, intériorisé, et générateur de pratiques du concept d'*habitus* qui m'intéresse particulièrement dans le cadre de cette recherche. Le concept d'*habitus* peut-être défini comme celui de « *systèmes de dispositions durables et transposables, structures prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en principe générateurs et organisateurs de pratiques et de*

[111]MATONTI Frédérique et POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », in *Actes de la recherche en sciences sociale*s, 2004/5 n° 155, p. 7.

[112]RICHOU Françoise, La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Genèse d'une jeunesse militante, 1997, L'Harmattan, 240 p.

[113]© YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », in *Politix* 2005/2 n° 70, 2005.

[114]BARGEL Lucie, « Socialisation politique », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux,* 2009*,* Paris, Presses de Science Po, p. 514.

représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement "réglées" et "régulières" sans être en rien le produit d'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre »[115]. L'importance de la récurrence d'une socialisation inscrite dans la nébuleuse des « chrétiens de gauche » – 59 % des militants du corpus – incite à privilégier cette approche. Ainsi, je fais le postulat que les militants du REAS ayant eu une socialisation militante antérieure dans des mouvements proches de la nébuleuse des « chrétiens de gauche » y ont incorporé un *habitus* militant qui est à l'origine d'une partie des pratiques militantes mobilisées au sein du REAS. Et ceci plus ou moins consciemment selon les militants. Ce concept est celui qui permet le mieux d'appréhender les « similarités » repérables uniquement lorsque l'on interroge les trajectoires antérieures des militants et également leur vision du monde, leurs valeurs, leurs pratiques… Plus encore, Jean-Claude Passeron expose que « *le concept d'*habitus *entend subsumer théoriquement l'ensemble des structurations agissantes de l'amont et leur lien avec l'aval dans une structure de "reproduction". Le concept de " trajectoire" qui redéfinit dans ce cadre l'objet biographique comme "intériorisation du probable" a autorisé des pratiques de recherche inégalement contrôlées*[116] ». Ainsi, l'accent mis sur la nécessité d'agir, de faire du concret est un bon exemple de pratique conditionnée par leur socialisation militante d'origine. « *Socialisation pour l'action et par l'action, proposée aux militants, parfois aussi aux « agissants » comme on les appelait dans le mouvement, c'est-à-dire à ceux qui participent à des actions locales ou de services, ou aux simples membres.*[117] ». Je suppose que la création du REAS et son rayonnement sont plutôt le résultat d'une conjoncture particulière due notamment à la naissance des politiques publiques de lutte contre le chômage, de présence de réseaux influents et efficaces, d'un moment de désaffiliation institutionnelle (liée à leur déconfessionnalisation) propices à l'expérimentation et à la conversion de ces expériences passées.

[115]BOURDIEU Pierre, *Le Sens pratique,* Paris, Minuit, 1980, p. 88.

[116]PASSERON Jean-Claude. « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », in *Revue française de sociologie*. 1990, 31-n°1. p. 21.

[117]CHAUVIÈRE Michel et DURIEZ Bruno, Introduction in « Faire des militants. Stratégies de formation à la JOC et au MPF », Cahiers du GRMF, n° 14, 2006.

2.1.4. Un problème conceptuel lié à l'utilisation de l'*habitus*

Cependant, un problème conceptuel est posé sans trouver comment le résoudre : le concept d'*habitus* fonctionne, me semble-t-il, pour aider à saisir les motivations, mais également les productions militantes des principaux animateurs du REAS. Cependant, une des fonctions essentielles de l'*habitus* est la reproduction. Or, ici c'est ce qui pose problème. L'hypothèse est qu'une des conséquences d'une socialisation militante au sein de la JOC ou d'autres organisations de jeunesse proches de l'action catholique spécialisée est la déconfessionnalisation de ces militants (voir notamment les travaux de Bruno Duriez et du GMRF). Donc, qui dit déconfessionnalisation, dit disparition de l'inscription dans le lieu de production même de cet *habitus*. Contrairement à certains mouvements proches de la nébuleuse de l'action catholique spécialisée (comme la CFDT, par exemple ou le MLP), la JOC et les autres restent des mouvements de jeunesse chrétienne (même si la JOC en Afrique est principalement musulmane aujourd'hui). En effet, la dimension confessionnelle des lieux de production de cet *habitus* est la raison pour laquelle la déconfessionnalisation produite en ces lieux est auto génératrice des problèmes de reproduction de cet *habitus*. Ce constat est à nuancer lorsque l'on regarde ce que le passage au sein du REAS a nourri dans l'*habitus* militant des plus jeunes militants. Mais dans ce cas, quelle perspective de transmission et de reproduction, puisque lorsqu'il semble que l'*habitus* militant se reproduise, il est investi dans un autre champ, celui du champ partisan. Par ailleurs la littérature sur l'engagement militant depuis les années 1990 tient comme un acquis ce qui a pu être observé notamment par Cécile Péchu sur le délaissement du champ politique partisan au profit du champ militant. Cette recherche laisse l'impression d'un mouvement inverse. Ainsi, à travers les trajectoires des jeunes militants du REAS, on observe, dans certains cas, le délaissement du champ militant, associatif, au profit du champ politique. Est-ce finalement à dire que l'émancipation des individus prônée par les valeurs du REAS a été mise en pratique à travers l'accession de ses jeunes dans le champ politique ? Au détriment d'une reproduction du groupe initial ?

2.2. Les moteurs de l'engagement

Au-delà de la socialisation politique, une autre question posée par la thèse est celle des moteurs de l'engagement. Qu'est-ce qui suscite le passage à l'acte ? Pourquoi et par quel mécanisme des dispositions vont-elles trouver à s'actualiser dans tel ou tel mouvement ? Là encore, il est essentiel de regarder quels outils théoriques, la sociologie a mobilisé pour tenter de répondre à ces questions.

2.2.1. Le courant des choix rationnels

Parmi les hypothèses à disposition pour réfléchir aux pratiques militantes, il y a la théorie des choix rationnels. Cette approche « *suppose que chaque individu désire augmenter ses bénéfices et diminuer les coûts induits par ses actions. Dans ces conditions, le plus rationnel pour un acteur est de ne pas participer à l'action collective, de sorte à ne pas en supporter les coûts, de laisser les autres acteurs obtenir le bien public, et d'en engranger les bénéfices. Chaque individu effectuant le même raisonnement, la mobilisation n'a pas lieu.*[118] » C'est ce que Mancur Olson nomme les « *paradoxes de l'action collective* », qui reposent sur le fait que « *bien loin d'être une simple étape dans la défense d'intérêts collectifs, la mobilisation ne va jamais de soi* [119] ». Ainsi, la participation des acteurs à des mobilisations ne peut se faire dans un "grand groupe" « *que par la contrainte ou l'offre [aux membres du grand groupe] d'avantages personnels, désignés par le terme d'"incitations sélectives"*[120] *». Cependant, Mancur Olson nuance sa thèse concernant le "petit groupe" qui peut donner à l'individu « l'expérience des avantages liés à sa participation active à des mobilisations et lui faire éprouver les inconvénients d'une attitude de retrait*[121] ». La question qui se pose alors est de savoir si le REAS est une organisation de mobilisation collective ? Or dans le cadre de cette recherche, les acteurs mobilisés au sein du REAS ont le plus souvent des engagements dans d'autres mobilisations, d'autres mouvements, partis politiques… Par ailleurs, cette recherche

[118]KEUCHEYAN Razmig, « Choix rationnel », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *op. cit.*, p. 109.

[119]CHAZEL François, « Mobilisation des ressources », *Ibid.* 514 p.

[120]LAGROYE Jacques, FRANÇOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*. 6e édition revue et augmentée, Paris, Dalloz /Presses de Science Po, 2012. 325 p.

[121]*Ibid.* p. 324-325.

vise à comprendre ce qui pousse les militants du REAS à agir au sein de ce mouvement et comment celui-ci s'inscrit dans le reste de leur parcours militant. Il semble donc que les hypothèses proposées par les tenants de la théorie des choix rationnels ne répondent pas à ces préoccupations. La proposition de Daniel Gaxie autour des « rétributions militantes » paraît plus intéressante à exploiter. Ainsi, « *Daniel Gaxie, en France, est le premier à s'élever contre la vision "enchantée" du militant inspirée de la vulgate communiste, et à mettre l'accent sur les "rétributions du militantisme*" »[122]. Dans cette optique, l'individu participe à une cause parce que cela sert ses intérêts propres que cela soit de manière consciente ou non. L'intérêt de ces thèses est d'alerter le chercheur sur la vision parfois un peu naïve dans laquelle se présente le « dévouement » des militants pour leur cause. Daniel Gaxie souligne que « *sans nier que les mobiles idéologiques puissent être dans certains cas un facteur de mobilisation politique, on peut s'attendre à ce que d'autres incitations viennent les appuyer et les renforcer et que ceux qui consacrent leur temps et leur énergie à un parti soient rétribués d'une manière ou d'une autre*[123] ». Cette approche pourrait éclairer sur le rôle d'accélérateur de carrière politique que le passage au sein du REAS semble avoir produit pour une partie de ses militants et plus particulièrement les plus jeunes. Ainsi, parmi les militants engagés au sein du REAS dans leur jeunesse[124], deux tiers ont été adhérents à un parti politique au moins une fois et 57 % ont été au moins une fois adhérent d'Europe Écologie – Les Verts. De plus, 42 % ont même été ou sont encore élus locaux (conseiller municipal, communautaire ou régional). Au vu de ces quelques chiffres, il apparaît que la question des rétributions ne peut pas être écartée de la recherche même si elle n'est sans doute pas le facteur déterminant de l'engagement au sein du REAS. Il n'y a qu'à penser au temps différé parfois important (jusqu'à dix ans) entre le moment de l'engagement au REAS et l'entrée dans une carrière politique. Cependant, s'ils ne font pas le lien avec le REAS, la plupart de ces militants ont été recrutés dans les partis politiques ou sur les listes électorales en raison de leur expérience associative. Ce recrutement politique est parfois concomitant à celui au sein du REAS. Dans le cas de ce travail, il semble que ces rétributions même

[122]MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques,* 2011, Armand Colin, Collection U, 232 p.

[123]GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », in *Revue française de science politique*, 27e année, n° 1, 1977. 128 p.

[124]Nous entendons par "jeunesse" les militants engagés autour de leurs 25 ans.

symboliques ne peuvent pas être totalement comprises si elles ne sont pas contextualisées dans une socialisation militante initiale. Le facteur essentiel expliquant la mobilisation serait alors est à rechercher dans l'*habitus* militant hérité de leur formation de jeunesse et alimenté par leur parcours politique, professionnel, et parfois même religieux.

2.2.2. La lutte pour la reconnaissance

L'hypothèse de l'incorporation d'un *habitus* militant à l'occasion de leur socialisation militante initiale, fonctionne pour questionner les trajectoires, les pratiques et les visions du monde des presque deux tiers des militants du REAS. Restent 21 % des militants qui ne sont pas issus d'une tradition chrétienne. Aucun d'entre eux n'a fréquenté les organisations de jeunesse telle la JOC. Pour aider à appréhender leur parcours militant et plus particulièrement les raisons de leur engagement au REAS, il est utile de privilégier une approche forgée autour de la « lutte pour la reconnaissance » d'Axel Honneth. En effet, dans son ouvrage, *La lutte pour la reconnaissance,* Axel Honneth s'appuie sur les travaux de Hegel sur l'analyse des conflits humains fondés sur une demande de reconnaissance, pour conceptualiser une « théorie sociale à teneur normative des luttes pour la reconnaissance ». Axel Honneth dégage ainsi trois cadres dans lesquels s'inscrit le lien de reconnaissance : « l'amour », le « droit » et la « solidarité ». Il les synthétise sous forme de tableau dans « la structure des relations de reconnaissance sociale[125] » à partir du *mode de reconnaissance* dans lequel ce lien de reconnaissance s'inscrit, la *dimension personnelle* qu'il mobilise, *la forme de reconnaissance* qu'il engendre, *les potentiels de développement* qu'il contient, ses conséquences sur la *relation pratique à soi,* les *formes de mépris* qui peuvent le mettre en cause et les *formes d'identité menacée* par ce mépris. Ainsi, dans la forme de reconnaissance qu'apportent l'amour et l'amitié, c'est par l'expérience de la certitude que dans l'amour de l'autre je suis reconnu, que je peux prendre confiance en moi et devenir « autonome », un être à part entière, car je suis sûr de mon existence dans l'amour que l'autre me porte et que je lui porte réciproquement. La forme de mépris qui y est liée, car une forme de reconnaissance engendre également sa propre forme de « non-reconnaissance », ici, c'est la violence

[125]HONNETH Axel, La Lutte pour la reconnaissance, CERF, 2002.

physique. Lorsque je suis violenté, mon intégrité physique est menacée et me fait perdre ma « confiance en moi ». Et ainsi de suite pour chaque forme de reconnaissance. Axel Honneth démontre que, dans les deux dernières formes de reconnaissance (le droit et la solidarité), le mépris lié à chacune de ces formes peut engendrer soit une vision uniquement négative de ses pratiques, de ses capacités, de l'image de soi, soit les sources d'une lutte pour la reconnaissance. On peut prendre l'exemple de la lutte des noirs américains pour faire reconnaître leurs droits civiques ou celle des homosexuels pour avoir le droit de se marier comme « tout le monde ». Dans la forme de la « solidarité » ces luttes peuvent avoir comme objectif de faire reconnaître la légitimité de telle ou telle valeur d'un groupe au sein de la communauté de valeurs reconnues. L'hypothèse peut alors être faite que cette « lutte pour la reconnaissance » est à l'origine de l'engagement d'une partie des militants identifiés ci-dessus. Ainsi, ces militants mettent très fortement en avant dans les entretiens et dans les articles de la revue du REAS qui leur sont consacrés, le moteur de leur engagement comme la promotion de l'accès à la citoyenneté des jeunes des cités au même titre que n'importe quel autre citoyen. Les raisons mises en avant de leur adhésion au projet du REAS sont toujours en lien avec leur volonté d'émancipation. Ce qui plaît dans le projet Génération Banlieue c'est avant tout d'être autour de la table au même titre que les autres membres du REAS. Pour faire un lien plus direct avec la question de la « lutte pour la reconnaissance », on peut souligner que la plupart de ces militants ont eu leur expérience militante fondatrice à l'occasion de la Marche pour l'égalité et contre le racisme (ou marche des Beurs). Cette marche peut être analysée comme un exemple de lutte pour la reconnaissance dans les années 1980 d'une partie de la jeunesse française issue de l'immigration. Saïd Bouamama note que la *« Marche pour l'égalité » [peut] être posée comme la première expression massive du sentiment d'un destin social inégal pour les Français issus de l'immigration postcoloniale*[126] ». La Marche pour l'égalité fait écho à la question du droit à la citoyenneté que les militants du REAS issus des quartiers populaires périphériques revendiquent comme moteur à leur investissement au sein du réseau. C'est une manière pour eux d'affirmer leur volonté d'exister par eux-mêmes. Dans un de ces ouvrages, Saïd Bouamama explique de nouveau que « *la Marche pour l'égalité et*

[126]BOUAMAMA Saïd, « La coloration tendancielle des classes sociales et sa traduction politique », in *Empan*, 2007/3 n° 67, p. 37.

contre le racisme a été le premier moment d'expression de cette deuxième génération de l'immigration postcoloniale, avec d'abord la revendication de la citoyenneté. Le plus important fut sa dimension d'auto-affirmation, même si l'on craignait déjà les récupérations politiques[127] ». Cette marche ou sa « mythologie » – pour les militants trop jeunes pour y avoir directement participé – est au cœur de la construction de leurs pratiques militantes. On peut cependant noter, en résonance de la socialisation de la majorité des militants du REAS que la Marche pour l'égalité a été largement soutenue par les militants d'origine chrétienne de la deuxième gauche et leurs réseaux.

2.2.3. La dimension conjoncturelle

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le paysage militant a connu d'importants bouleversements ces dernières décennies. Depuis son ouvrage paru en 1997, intitulé *La Fin des militants ?,* Jacques Ion explore les évolutions, les transformations du militantisme, du fonctionnement des collectifs militants, mais aussi des degrés d'implication personnelle que ces transformations exigent. Il éclaire le passage à un autre âge : se consacrer plus à sa famille et moins à son militantisme. Il développe ainsi deux figures typiques pour résumer ces questions. La première figure est celle du « militant affilié ». Ainsi, « *l'image classique du militant, en France, a longtemps été celle de l'homme – beaucoup plus rarement une femme ! – tout entier dévoué à la cause collective, donc saisi par elle au point, souvent, de tout lui sacrifier. […] L'affiliation qui qualifie une telle figure est toujours double. Elle est d'abord celle liée à son inscription dans un espace de sociabilité, hérité et/ou partagé (héritage familial, communauté de voisinage, lieu professionnel, etc.) […] Mais l'affiliation est aussi celle qui fait partager à distance son engagement avec d'autres – inconnus – réunis dans une même structure verticale (une fédération), par un attachement à des mêmes valeurs de référence*[128] ». La deuxième figure initialement nommée « distanciée » est la figure de « l'affranchi ». Les modes d'engagement regroupés au sein de cette figure « *ne négligent pas de valoriser les expériences personnelles tout en conservant une défiance envers l'entrée dans des nous qui seraient trop contraignants. Signe incontestable de changement : il arrive de plus en*

[127]BOUAMAMA Saïd, La France. Autopsie d'un mythe national, Larousse, 224 p.

[128]ION Jacques, FRANGUIADAKIS Spyros et VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui,* 2005, CEVIPOF, Autrement. p. 73.

plus fréquemment que l'on sorte de l'activité militante sans drame ni honte. La mise à distance, le zapping, l'investissement différencié selon les lieux sont aujourd'hui autant de façon de se protéger d'une implication qui risquerait de prendre soit trop de temps, soit trop de soi, et qui cependant peut aller parfois jusqu'à mobiliser le plus intime de la personne[129] ». Est-ce à dire que le militantisme issu des chrétiens de gauche est daté dans le temps ? Que l'affaiblissement des liens entre militantismes et engagement chrétien ne serait que le fruit d'un affaiblissement général, et historiquement daté, de la pratique religieuse dans la société française dans son ensemble ? Ainsi, cet affaiblissement du militantisme en général se couple ici à un affaiblissement de la foi chrétienne – ou du moins d'une inscription chrétienne – comme moteur de l'engagement.

On peut douter en partie de ce constat vraisemblablement trop réducteur. Les propositions de modèle de Jean-Marie Donégani et leur opérabilité à décrire mes propres groupes de militants nous confortent dans cette opinion. Dans son ouvrage *La liberté de choisir,* il montre les relations entre les possibles inclinations politiques et les différentes manières d'être catholique aujourd'hui. Dans ce livre, il élabore une démarche qui lui permet de décrire « *les types de rapport au catholicisme, aujourd'hui décelable en France*[130] ». Ainsi, Jean-Marie Donégani note que « *parmi les acquis de la science politique, il en est peu, semble-t-il, d'aussi évidemment fondés que la relation unissant en France le catholicisme et la droite*[131] ». Or, les hypothèses sur l'importance de l'influence de militants d'origine chrétienne, et plus particulièrement catholique, au sein des militants les plus actifs du REAS interrogent sur la place de cet héritage catholique dans la formation d'un projet politique clairement situé à gauche. D'ailleurs, après avoir exposé le résultat de ses recherches, Jean-Marie Donegani conclut : « *il était important de montrer que le lien entre politique et religion ne pouvait pas être lu seulement dans les termes anciens de l'affrontement entre catholicisme de droite et irréligion de gauche, mais bien d'avantage par rapport à la transformation interne du catholicisme et à cette évolution conjointe des mentalités qui ont permis que le religieux se privatise et que nombre d'attitudes touchant à la*

[129]*Ibid.* p. 80.

[130]*Ibid.* p. 209.

[131]DONEGANI Jean-Marie, La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

morale personnelle et au choix politique échappent à la dictée magistérielle.[132] » Pour décrire le pluralisme des rapports au catholicisme et ses répercussions dans le champ politique, il construit ainsi sept modèles, deux modèles « marginalistes », trois « intégralistes » et deux « intermédiaires ». Il entend par modèles « intégralistes » et « marginalistes » « *les sujets interrogés de manière non directive sur leur vision du monde, en articulant d'emblée l'énonciation sur une déclaration de foi religieuse, définissent les modèles d'identité intégralistes. Ceux qui ne parlent pas de religion, ou n'en parlent dans un second temps que lorsqu'on les interroge explicitement sur leur rapport au catholicisme, définissent les modèles marginalistes, c'est-à-dire ceux dans lesquels la foi religieuse se situe à la marge du système d'attitudes*[133] ». Dans tous les cas, il nous semble que cette dimension chrétienne spécifique à l'engagement dans l'économie alternative et solidaire (mais pas seulement) vient renforcer, voire redoubler la question de la transmission et de renouvellement des générations militantes. Ainsi, Jean-Marie Donegani note que *« parmi les acquis de la science politique, il en est peu, semble-t-il, d'aussi évidemment fondés que la relation unissant en France le catholicisme et la droite* [134]». Ces modèles serviront à décrire les différents rapports à la foi religieuse et plus particulièrement au catholicisme des militants du REAS.

L'histoire du REAS et de ses militants se joue entre le début des années 1980 et la fin des années 1990. Nous pensons important d'évoquer ici l'hypothèse que la difficulté de la transmission de ce projet et son apparent épuisement sont également le fruit d'une conjoncture particulière, d'une parenthèse où un « autre militantisme » a pu s'envisager comme ni total ni professionnel. Il s'est agi d'une sorte d'équilibre entre aspiration personnelle, réalité du terrain et réalisation professionnelle. En effet, les militants du REAS ont profité de plusieurs circonstances exceptionnelles. La première est la désaffiliation vis-à-vis d'une tradition confessionnelle et de ses institutions. La deuxième est la naissance des politiques de lutte contre le chômage et le champ laissé encore libre à l'expérimentation. La troisième est la présence à la faveur de l'arrivée

[132]*Ibid.*

[133]DONEGANI Jean-Marie, « Identités religieuses et pluralité des rapports au monde », in BRÉCHON Pierre, DIRIEZ Bruno et ION Jacques (dir.), *Religion et action dans l'espace public,* L'Harmattan, 2000.

[134]DONEGANI Jean-Marie, La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

de la gauche au pouvoir, dans les ministères, les grandes institutions de l'État comme la Caisse des dépôts, d'alliés objectifs issus des mêmes réseaux chrétiens et. Ainsi, l'ALDEA, petite association de promotion des initiatives alternatives qui a, au mieux, eu deux cents militants, a bénéficié d'un budget d'un million d'euros provenant quasiment exclusivement d'études commandées par ses relais au commissariat au Plan, à la Caisse des Dépôts… Une parenthèse où la crise n'était pas encore installée et vécue comme une formidable opportunité d'enfin changer les choses…

2.3. L'hypothèse de la reconversion militante et ses limites

Après avoir balayé les outils permettant de décrire les produits de la socialisation politique, ceux expliquant les motivations d'un passage à l'acte, il nous faut pour finir nous demander comment les sociologues se sont interrogés concernant l'entretien d'un engagement militant à travers le temps.

2.3.1. L'hypothèse de la reconversion militante

Les différents « profils » de militants se sont retrouvés au REAS sur une de ses dimensions essentielles qu'est la promotion d'individus émancipés et autonomes producteurs d'actions collectives dans une visée progressiste du développement de la société. L'autonomie, la responsabilité individuelle, entendues comme témoin visible de l'émancipation des individus, sont au cœur des pratiques militantes du REAS et du projet de société qu'il promeut à travers ses actions et ses valeurs. On peut alors penser que c'est cela qui permet de fédérer des militants d'origine chrétienne, des militants politiques de gauche (formés au sein des mouvements de jeunesse chrétiens), des militants anarchistes ou libertaires et des jeunes issus de l'immigration et habitant des cités HLM en périphérie urbaine. C'est donc la question des pratiques et de la vision du monde qu'elles supportent qui importe ici. Il semble que pour répondre à cette question, il faut utiliser plusieurs hypothèses : la première serait presque liée à la question des choix rationnels, voire de la rétribution symbolique, pour expliquer l'engagement des militants les plus âgés. La mise en cohérence avec leur croyance personnelle et leur engagement pourrait être un facteur explicatif. On pourrait y

préférer celui de la « reconversion » du capital « militant » acquis dans la manière dont ils ont vécu leur foi, comme le montre Donegani avec les modèles intégralistes. La source de l'engagement est la même s'agissant de la dimension spirituelle et de la dimension militante. De plus, elle conditionne des pratiques et implique de la reconversion militante. On suppose ainsi que : « *ces trajectoires ne sont possibles que par la « conversion » d'un capital militant ou politique qui suppose une transformation conforme aux règles des nouveaux espaces où il est investi* ».. Ainsi, « *les ressources accumulées au cours des expériences militantes passées et mobilisées au cours de nouvelles activités frappent par leur diversité : "prestige moral" que procure l'engagement auprès des plus défavorisés ; réseaux sociaux constitués au fil des engagements et qui prennent valeur quand les anciens camarades accèdent à des positions de pouvoir*[135] ». « *Le terme de conversion, au sens, religieux du terme, indique un troisième élément de l'objet étudié ici. Dès lors, qu'elles impliquent des déplacements dans l'espace social, les reconversions militantes s'apparentent aussi à des "conversions" c'est-à-dire à des transformations affectant les manières d'être et de penser*[136] ». De plus, les reconversions militantes sont parfois vécues comme un réenchantement : « *Les idées, dans les trajectoires évoquées ici, ne comptent pas pour rien ; elles ne sont pas seulement des outils mis au service des tentatives de reclassements ; elles ne se réduisent pas à un esprit du temps propre à une génération, et qui se transforme au gré des grands événements de l'histoire. Elles façonnent les trajectoires et le monde social dans la mesure où, mobilisées, transformées, reformulées selon les contextes et les interlocuteurs, elles jouent comme des ressources ; incorporées sous la forme de dispositions, elles génèrent des contraintes. C'est sous cette double forme qu'elles interviennent dans le cours des carrières qui s'avèrent indissociablement militantes et professionnelles*.[137] » Une dimension importante des pratiques militantes valorisées au sein du REAS est de se présenter « contre » le modèle de militantisme traditionnel. Le « militant » dévoué corps et âme à son organisation sans la questionner est rejeté. Lui est préféré un modèle de militance qui repose sur la valorisation de la prise de position individuelle, la participation y compris concernant la définition même du projet politique du REAS.

[135] *Ibid.*

[136] *Ibid.* p. 15.

[137] *Ibid.* p. 17.

La plupart des militants interrogés mettent en avant leur propre apport au mouvement. La concertation entre les membres est toujours mise en avant comme en témoignent, par exemple, les numéros d'*A Faire*[138] sur les congrès du REAS, où la parole des « simples » militants est mise en scène. C'est également le cas du projet Génération Banlieue. L'hypothèse d'une possible « conversion » du capital militant semble particulièrement intéressante pour mettre en lumière les persistances de la socialisation politique initiale des militants. Les possibilités offertes par cette hypothèse de reconversion paraissent éclairantes pour explorer notre sujet car elles touchent plusieurs dimensions de la recherche : premièrement la reconversion d'un engagement religieux ou « sécularisation positive » des plus âgés des militants qui sont également les militants d'origine chrétienne, deuxièmement, la reconversion dans le monde associatif et dans l'action sociale expérimentale de militants politiques d'extrême gauche, de gauche et libertaire des années 1968, et troisièmement la reconversion des dispositions militantes acquises en partie au sein du REAS d'une part dans le domaine professionnel, d'autre part dans l'engagement politique notamment au sein d'EELV, et dans des postes d'élus locaux des militants les plus jeunes. Pour les militants les plus jeunes, la reconversion est également le moment de la séparation entre activité professionnelle et activité politique même si l'une nourrit l'autre car le chemin est plutôt : militance au début au REAS puis professionnalisation dans le secteur de l'économie sociale et solidaire ou de ses réseaux, inscription sur une liste électorale EELV en raison de la dimension professionnelle ou associative, puis, enfin, adhésion au parti. Ce qui tendrait à vérifier que « *la constitution et l'entretien d'un* habitus *militant sont alors facilités par la possibilité que celui-ci oriente les conduites d'entrée dans le statut adulte et que ces dernières aient ainsi des effets socialisateurs convergents […]. À l'inverse, pour des individus qui s'engagent plus tard, la concurrence entre le militantisme et d'autres sphères sociales d'activités pourra être problématique, voire insoluble, créant une plus grande vulnérabilité au désengagement*[139] ». Le concept de reconversion militante pourrait être séduisant pour traiter ce sujet dans le sens où « *se reconvertir, pour les militants, ce n'est pas seulement, ni nécessairement « changer d'idée », c'est aussi se déplacer dans l'espace*

[138]La revue publiée par le REAS.

[139]*Ibid.* p. 515-516.

social[140] ». D'ailleurs, un certain nombre de chercheurs attribue à une reconversion militante notamment venue de l'extrême gauche l'investissement de militants politiques dans l'économie solidaire (Laurent Fraisse). Si ce concept peut certainement aider à comprendre certains déplacements repérés dans les trajectoires correspondant à d'éventuelles conversions successives passant du champ religieux au champ politique et du champ politique au champ associatif ou au champ militant (Pagis, Péchu), je pense qu'arrêter notre travail à la « reconversion militante » ne permet pas de comprendre, seul, le militantisme tel que mis en œuvre au sein du REAS. La question par exemple de la lutte pour la reconnaissance comme élément décisif de l'engagement des jeunes militants des banlieues semble essentielle pour comprendre leur investissement dans le dispositif Génération Banlieue en particulier et dans la fondation du REAS en général. La présence de militants issus de tradition libertaire mérite également de ne pas être totalement mise de côté au profit d'une explication exclusivement fondée sur la conversion de dispositions acquises dans le champ religieux et convertis dans le champ politique ou militant à la faveur du mouvement de déconfessionnalisation des militants chrétiens de gauche et du bouillonnement idéologie et politique de mai 1968.

2.3.2. L'approche en termes de sociabilité

Une autre hypothèse pour répondre à la question de l'entretien des engagements militants repose sur la sociabilité dans le sens où « *l'approche en termes de sociabilité amène à ne pas considérer les groupes et les appartenances comme donnés une fois pour toutes. Ils peuvent être envisagés, au contraire, comme continuellement en interdépendance avec d'autres groupes et d'autres appartenances. […] Au lieu de considérer que les réseaux sociaux sont une forme de "capital accumulable" ou de "stock de ressources", la problématique de la sociabilité fait l'hypothèse de l'importance sociologique des à-côtés de l'action collective et de leur influence déterminante dans la constitution des identifications et des enjeux de mobilisation*[141] ». Le concept de sociabilité est séduisant pour répondre à notre question à plusieurs

[140]TISSOT Sylvie, « Les reconversions militantes », in TISSOT Sylvie, GAUBERT Christophe, LECHIEN Marie-Hélène (dir.), *Reconversions militantes,* Lieu ?, Pulim, 2005, p. 11.

[141]RENOU Gildas, « Sociabilité(s) », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *op. cit.*, p. 502-509.

titres, notamment parce que dans cette approche : *« l'appartenance à des réseaux sociaux préconstitués a été analysée comme un sas d'entrée progressive vers diverses formes d'engagement collectif*[142] ». Bruno Duriez et Frédéric Sawicki[143] utilisent cette hypothèse dans le cas de la CFDT et montrent ainsi la montée en puissance des réseaux de sociabilité informelle au détriment des réseaux formels dans le recrutement des adhérents de la CFDT. Dans cet article, ils soulignent l'importance, dans le groupe des militants les plus anciens, des mouvements proches de l'action catholique ou du scoutisme comme réseaux de sociabilité formels particulièrement présents (51,3 % des adhérents de la CFDT ayant adhéré avant 1971 ont appartenu à un mouvement de jeunesse chrétien). Ils mettent également en avant la stratégie adoptée par la CFDT pour recruter ses adhérents de telle manière que « *la transformation des caractéristiques des adhérents et des voies de la syndicalisation est le fruit d'une politique volontaire d'incitation qui a abouti à recruter des personnes qui n'avaient pas, au préalable, de liens avec l'organisation*[144] ». Il est intéressant de noter la similarité de stratégie adoptée par le REAS à travers le dispositif « Génération Banlieue » qui a permis un élargissement des recrutements des militants par l'arrivée de jeunes militants issus des quartiers populaires en périphérie urbaine. Cette approche a l'intérêt de mettre en relief les réseaux de sociabilité traversés par les militants. Cependant, il semble qu'elle ne permet pas d'interroger en profondeur les motivations qui ont conduit l'organisation à élargir son recrutement. Les auteurs soulignent simplement que « *l'affaiblissement du rôle des associations chrétiennes de jeunesse est la traduction partielle de l'affaiblissement de l'ancrage religieux des adhérents*[145] ». Or, je pense que cette tactique de recrutement n'est pas entièrement le fruit de la nécessité de renouveler les réseaux face à l'affaiblissement des « associations chrétiennes de jeunesse ». Je pense plutôt que cette stratégie est le signe visible d'un *habitus* militant issu des organisations telle la JOC. Par ailleurs, Bruno Duriez et Frédéric Sawicki relèvent plus loin que « *si l'influence catholique n'a pas disparu, on peut donc faire l'hypothèse qu'elle passe plus par l'intériorisation d'un ethos spécifique (dont les contours restent à préciser) que par la participation à des*

[142]*Ibid.* p. 506.

[143]DURIEZ Bruno, SAWICKI Frédéric, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », in *Politix*, vol. 16, n° 63, Troisième trimestre 2003, p. 17-51.

[144]*Ibid.* p. 44.

[145]*Ibid.* p. 29.

groupements qui sont dans la mouvance plus ou moins directe de l'Église[146] ». On peut faire la supposition que l'élargissement des réseaux de recrutement du REAS est le témoin, parmi d'autres, de l'expression de cet *ethos.* De plus, cette hypothèse ne répond pas totalement à la question notamment car une des particularités du réseau de militants étudié est que l'inscription des militants au sein de ce même réseau est finalement assez courte. Le REAS n'existe que pendant dix ans et si l'économie solidaire représente un secteur important des associations aujourd'hui, peu de militants du REAS y sont restés formellement engagés. Minoritaires sont ceux qui y travaillent ou y militent encore un peu. Quand ils le font, c'est le plus souvent dans des associations ou des réseaux très en marge et très limités (en termes de territoire ou de champ d'action) alors même que le REAS avait un champ d'action national voire européen.

Mais si tous ces concepts (*habitus*, carrière, trajectoire, reconversion, socialisation, etc.) sont vraiment très stimulants pour aider à aborder les questions posées par l'étude du REAS, de ses militants, de son projet et de son militantisme, les lignes qui suivent ont également été l'occasion de soulever les limites qu'ils présentent. Afin de compléter ses apports, il semble que le concept d'affinité élective formalisé par Michael Löwy offre les possibilités de dépasser ces limites.

2.4. La notion d'affinité élective

La notion d'affinité élective telle qu'utilisée par Michael Löwy pour étudier l'émergence du « christianisme de libération » en Amérique Latine ou des passerelles possibles entre messianisme juif et utopie libertaire paraît particulièrement stimulant pour analyser mon terrain et les résultats de mon enquête. Il définit l'affinité élective comme *« un rapport d'attraction et de renforcement mutuels qui aboutit parfois à une sorte de symbiose culturelle*[147]».

La notion d'affinité élective a été introduit dans l'outillage de la sociologie par Max Weber dans son ouvrage *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*[148] : « *En face de l'énorme enchevêtrement d'influences réciproques entre bases matérielles, formes*

[146]*Ibid.* p. 30.

[147]LÖWY Michael, *La Guerre des dieux. Religion et politique en Amérique Latine*, Le Félin, 1998.

[148]WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1904-1905),* réédition en poche, coll. Agora, Presses Pocket, Paris, 1994.

d'organisation sociales et politiques, teneur spirituelle des époques de réforme, force nous est de commencer par rechercher si certaines « affinités électives » sont perceptibles entre les formes de la croyance religieuse et de l'éthique professionnelle. En même temps, il nous faudra élucider, dans la mesure du possible, de quelle façon et dans quelle direction le mouvement religieux, par suite de ces affinités électives, a influencé le développement de la civilisation matérielle[149] ». Annette Disselkamp souligne le rôle de cette notion dans les travaux de Max Weber et note, comme les autres auteurs (Spürk, Löwy, Kalberg), l'origine littéraire du terme : « *l'un des termes les plus sollicités pour démontrer que l'enjeu de la thèse de Weber ne se réduit pas à la seule question "causale" est celui de "rapport d'affinité élective". Emprunté au titre d'un des grands romans de la littérature allemande, Die Wahlverwandtschaften (Les Affinités électives) de J. W. von Goethe, ce terme doit suggérer l'idée d'une relation libre, fondée sur une forme d'attirance réciproque, et donc sans dépendance unilatérale de l'un des deux termes impliqués par rapport à l'autre*[150] ». Au-delà de Max Weber qui a finalement peu investi cette notion, l'auteur qui, sans conteste, a développé et formalisé la notion d'affinité élective est Michael Löwy. Dans un premier temps, il s'est attaché à retracer une histoire de ce terme qui le fait passer des chimistes suédois à la littérature, puis à la sociologie. Bien qu'il en trouve des traces dans dès la Grèce antique et les alchimistes du Moyen Âge, Michael Löwy situe l'apparition contemporaine de l'affinité élective sous la dénomination de *attractio electiva* sous la plume du chimiste suédois Torbern Olof Bergman en 1775. Dans sa traduction allemande en 1782-1790, la locution sera traduite par *Wahlverwandtschaft,* soit littéralement « affinité élective ». Michael Löwy pense que c'est cette traduction que Goethe a dû lire et à laquelle il fait référence dans son roman publié en 1809. Le personnage du capitaine qui expose la théorie des affinités électives y fait ainsi référence à un ouvrage de chimie lu une dizaine d'années plutôt. Pour Goethe, il existe une affinité élective entre deux éléments lorsqu'ils « *se cherchent l'un l'autre, s'attirent, se saisissent, se détruisent, s'absorbent, se dévorent, puis, après s'être intimement unis, se manifestent à nouveau sous une forme renouvelée, nouvelle,*

[149]*Ibid.* p. 103-104.

[150]DISSELKAMP Annette, L'éthique protestante de Max Weber, PUF, 1994.

inattendue[151]». Avec ce roman, « *le terme a gagné droit de cité dans la culture allemande, comme désignation d'un type particulier de lien entre les âmes*[152] ». Max Weber va alors reprendre le terme à son compte et le transposer à la sociologie pour décrire les interactions entre éthique protestante et esprit du capitalisme. Mais comme le note Michael Löwy, Max Weber « *n'a jamais essayé de définir ce qu'il entend par affinité élective*[153] ». Pour sa part, il définit l'affinité élective comme suit : « *il s'agit du processus par lequel deux formes culturelles – religieuses, littéraires, politiques, économiques, etc. – entrent, à partir de certaines analogies ou correspondances structurelles, en un rapport d'influence réciproque, choix mutuel, convergence, symbiose et même, dans certains cas, fusion*[154] ». Il précise que l'affinité élective peut avoir quatre différents niveaux ou degré : « *Le premier degré est celui de l'affinité tout court, la parenté spirituelle, l'homologie structurelle (terme cher à Lucien Goldmann), la correspondance au sens baudelairien […] [Le deuxième degré est] l'élection, l'attirance réciproque, le choix actif et mutuel des deux configurations socioculturelles, conduisant à certaines formes d'interaction, de stimulation réciproque et de convergence, […] [Le troisième degré est] l'articulation, combinaison ou "alliage" entre les partenaires, pouvant avoir pour résultat différentes modalités d'union : a. ce qu'on pourrait appeler "la symbiose culturelle" où les deux figures restent distinctes, mais sont organiquement associées ; b. la fusion partielle ; et c. la fusion totale. […] [Le quatrième degré est] La création d'une figure nouvelle à partir de la fusion des éléments constitutifs*[155] ». Michael Löwy a appliqué ce concept afin de décrire les interactions entre le messianisme juif et l'utopie libertaire, entre darwinisme et libéralisme aux États-Unis et entre christianisme et utopie en Amérique Latine.

Plusieurs auteurs se sont appuyés sur le concept forgé par Weber et formalisé par Löwy. Pour décrire les relations entre démocratie et socialisme[156,] entre participation

[151]GOETHE (von) Johann Wolfgan, *Les Affinités électives,* Folio Classique, 1980, traduction de Pierre du Colombier.

[152]LÖWY Michael, Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale, Le Sandre, 2011

[153]LÖWY Michael, « Le concept d'affinité élective en sciences sociales », in *Critique internationale*, vol. 2. 1999. La formation de l'Europe. p. 42-50.

[154]*Ibid.*

[155]*Ibid.*

[156]DUCOULOMBIER Romain, « Socialisme et démocratie : une affinité élective », *Cahiers Jaurès* 2009/1 (N° 191), p. 69-104

et délibération[157] ou pour décrire les usages des bords de plage de Tunis[158]. Par ailleurs, on peut noter une utilisation plus singulière de l'affinité élective par Jan Spürk. Pour définir la gouvernance, il revient à l'ouvrage de Goethe, *Les Affinités électives,* mais n'en extrait pas la conception défendue par l'auteur sous les traits du personnage du capitaine et qui sera le fondement du concept wébérien, puis celui de Michael Löwy. Il utilise la conception défendue par le personnage de Charlotte dans le roman. « *Selon cette conception [de Charlotte] "le choix [semble] être seulement dans la main du chimiste qui unit ces êtres"*[159]*. Autrement dit, il y a des forces extérieures, des forces hétéronomes, qui unissent les éléments et qui déterminent leur symbiose*[160] ». Il va ainsi définir la gouvernance comme une affinité élective destinée à maintenir une certaine adhésion au capitalisme : « *La gouvernance serait une stratégie pour créer l'affinité élective dans le sens de Charlotte. Elle veut "unir des êtres", c'est-à-dire les institutions de la gouvernance et les acteurs sociaux, grâce à ses règles, normes et procédures pour, ensuite, contrôler et diriger la dynamique de cette symbiose dans laquelle la raison instrumentale règne sans concurrence*[161] ». Pour ma part, j'utiliserai cette notion telle que définie par Michael Löwy.

La notion d'affinité élective permet ainsi « *de comprendre – au sens fort de Verstehen – un certain type de conjonction entre phénomènes apparemment disparates, au sein du même champ culturel (religion, philosophie, littérature) ou entre sphères sociales distinctes : religion et économie, mystique et politique, etc. Il rend compte de processus d'interaction qui ne relèvent ni de la causalité directe, ni du rapport "expressif" entre forme et contenu (une forme religieuse étant, par exemple, "l'expression" d'un contenu politique ou social). Il ne faut pas confondre l'affinité élective avec la simple parenté idéologique inhérente aux diverses variantes d'un même courant social ou culturel : par exemple, entre libéralisme économique et libéralisme politique, entre socialisme et égalitarisme, entre romantisme littéraire et romantisme social. L'élection, le choix réciproque, impliquent une distance préalable,*

[157]SINTOMER Yves, « Délibération et participation : affinité élective ou concepts en tension ? », Participations 2011/1 (N° 1), p. 239-276

[158]ROUSSEAUX Francis, « Parcours chorégraphique dans l'espace a-touristique de la baie de Tunis », L'Espace géographique 2005/3 (tome 34), p. 267-276

[159]GOETHE (von) Johann Wolfgang, *Les Affinités électives,* Folio Classique, 1980, traduction de Pierre du Colombier.

[160]SPÜRK Jan, « La gouvernance ou le règne de la raison instrumentale », *L'Homme et la société* 2016/1 (n° 199), p. 21-46.

[161]*Ibid.*

un écart culturel qui doit être comblé, une discontinuité idéologique[162] ». Ainsi, la récurrence d'une formation au sein des organisations de jeunesse proches de l'action catholique spécialisée (JOC, JAC, JEC) dans les parcours militants antérieurs à l'engagement au REAS interroge la possible conjonction avec le projet d'une économie alternative et solidaire. Le développement de l'économie solidaire s'est concentré essentiellement en Europe du Sud (en France surtout, mais aussi dans une moindre mesure en Espagne, Italie et Portugal), en Amérique Latine et en Afrique. Tous les pays où le « catholicisme social » au sens large est ou a été fortement présent. Ce constat tend à renforcer ce lien improbable. La notion d'affinité élective permet de donner du sens à un résultat qui peut sembler incongru. De plus, les parcours antérieurs des militants du REAS laissent apparaître une grande diversité : militants écologistes, militants d'extrême gauche, autogestionnaires, chrétiens de gauche, jeunes issus de l'immigration, objecteurs de conscience, grande bourgeoisie et milieu populaire, etc. Comment des aspirations qui sont, du moins en apparence, éloignées voir opposées (entre chrétiens et maoïstes, par exemple) se rencontrent pour créer ensemble le projet du REAS ? Là encore, il me semble que la proposition de Michael Löwy peut éclairer ces relations inattendues. Il me parait également que cette notion me permet, bien plus que celui de simple « reconversion militante », de rendre compte de la complexité et de la richesse des parcours et des échanges entre les membres du REAS. En reconnaissant la place de chacun dans la création d'une forme inédite – ici, le projet politique et les pratiques militantes promus par le REAS – il permet ainsi de souligner le détail des interactions entre les différentes histoires militantes, mais aussi l'originalité de la production de leur rencontre. Il offre la possibilité de dépasser la question de la seule influence chrétienne déjà bien traitée par le travail de Bruno Frère. Il s'agira alors de vérifier si le projet politique du REAS et les pratiques militantes afférentes relèvent ou non du troisième, voire du quatrième, degré d'affinité tel que défini par Michael Löwy. Enfin, cette notion propose une alternative à la difficulté liée à la production et la promotion au sein du REAS d'un *habitus* militant proche de l'habitus de la JOC tel que décrit notamment par Françoise Richou et la disparition pour un grand nombre de militants de la question de l'appartenance confessionnelle à

[162]LÖWY Michael, « Le concept d'affinité élective en sciences sociales » in *Critique internationale*, vol. 2. 1999. La formation de l'Europe, p. 42-50.

la fois par une privatisation de l'engagement religieux (Donegani), mais aussi par la déconfessionnalisation d'un nombre important de militants (Duriez, Pagis).

Conclusion

Dernière question qui représente une question en parallèle. Il s'agit de la question des générations. L'approche par les trajectoires des militants fait très rapidement ressortir trois groupes d'âge qui semblent influencer fortement le parcours des militants, tant dans leur trajectoire militante et personnelle antérieure au REAS que leur devenir. Ainsi la dimension générationnelle semble indiscutable. Générationnelle dans le sens où le terme de « génération » est ici entendu comme « *l'ensemble des cohortes connaissant la même "situation de génération", partageant des caractéristiques communes et distinctes de celles des autres*[163] ». Comme le souligne Antoine Bevort dans une note critique sur les théories du capital social : « *C'est finalement l'âge qui apparaît être la variable la plus pertinente. […] Après l'éducation, c'est la variable qui explique le mieux l'engagement civique. Dans la mesure où le degré de participation est constant, aux différents âges de la vie des individus, Robert Putnam conclut logiquement à un "effet de génération". Pour lier âge et capital social, la bonne question n'est donc pas "quel âge avez-vous ?", mais "quand étiez-vous jeune ?"*[164] *ou plutôt "qu'en êtes-vous nés ?" Il semble donc indispensable d'interroger les effets de génération dans chacune des questions que nous venons de relever. En effet, « c'est précisément en raison des effets d'âge qu'implique leur situation de génération – donc des tensions objectives qui les opposent aux cohortes précédentes et suivantes entrées sur le marché du travail ou en politique dans une conjoncture différente*[165] ». Par ailleurs, Lilian Mathieu note qu'« *Éric Agrikoliansky montre ainsi que les militants de la LDH la rejoignent fréquemment à l'issue d'un parcours riche en expériences militantes, mais qui est par effet d'âge (retraite qui clôt une phase de militantisme syndical), soit par désenchantement et frustration devant une appropriation des responsabilités partisanes par des professionnels de la*

[163]CHAUVEL Louis, Le Destin des générations, Structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010, PUF, 2010, 1re édition 1998, p. 87.

[164]BEVORT Antoine, « À propos des théories du capital social : du lien social à l'institution politique, note critique » in *Sociologie du travail*, n° 3, volume 45, juillet-septembre 2003, p. 412.

[165]JUHEM Philippe, « Effets de génération » in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *op. cit.*, p. 189.

politique, préfèrent rejoindre une association dont les activités et les préoccupations interdisent tout "carriérisme" tout en satisfaisant leur volonté de mener une action concrète de terrain[166] ». Il semble que dans le cas de certains des militants étudiés, à l'inverse de ce qu'a observé Éric Agrikoliansky pour les plus vieux militants, le moment de la retraite corresponde à une montée en puissance de leur engagement militant jusque-là peu investi. La même chose peut également être observée par les plus jeunes dont, à l'exception de quelques-uns, entrent dans le militantisme et deviennent des militants de partis politiques à la suite de leur engagement au sein du REAS et parfois même de leur professionnalisation dans le secteur de l'économie solidaire. La dimension générationnelle semble également particulièrement stimulante pour aborder les questions de lien entre militantisme et professionnalisation. La question de l'enchevêtrement de ses deux dimensions a d'ailleurs été relevée au sein d'organisations militantes contemporaines du REAS : « *Les études de Joanna Siméant (2001) et Sylvie Ollitrault (2001) publiées dans le même numéro pointent une imbrication similaire de logiques politiques et professionnelles : le militantisme n'est pas seulement une manière de défendre ses idées, ce peut aussi être une activité rémunératrice dans laquelle on peut "faire carrière" tout en agissant conformément à ces valeurs*[167] ». Avant de rentrer dans le détail des parcours des militants du REAS et de leur influence sur le projet politique de ce dernier, il faut tout d'abord s'arrêter sur le REAS en lui-même, c'est l'objet des deux chapitres suivants.

[166]MATHIEU Lilian, Comment lutter ? : Sociologie et mouvements sociaux, Textuel, 2004, p. 80.

[167]*Ibid.* p. 81.

Chapitre III. Le REAS, un projet politique

Introduction

Économie sociale, économie solidaire, coopérative, économie collaborative, alternative, entrepreneuriat social… Les termes désignant les initiatives se revendiquant, parfois à tort, d'une « autre économie » sont nombreux et ne cessent d'augmenter.

Dessin 2: réalisé par Charly-N et Djanf

Je concentre mon propos sur l'économie solidaire et ses différents courants même si les différentes familles de « l'autre économie » seront abordées notamment dans la conclusion. Cette question est loin d'être neutre. En effet, l'enjeu de la définition de l'économie solidaire est le préalable incontournable à toutes discussions ou manifestations publiques du secteur qu'elles aient lieu entre les acteurs ou avec les pouvoirs publics. Je ne souhaite pas inscrire mon travail dans le débat, déjà bien balisé et miné, de ce qu'est la VRAIE économie solidaire[168] car il appartient aux acteurs, au secteur, au mouvement dans son ensemble de trancher ces questions. Il semble cependant nécessaire de revenir rapidement sur les différents positionnements/conceptions présents dans ce vaste secteur afin d'éclairer le lecteur

[168]Ce qui m'intéresse est moins la position que le REAS a occupée, et occupe toujours, dans le débat de l'économie solidaire, que de savoir comment ce réseau et ses militants se sont positionnés dans le débat politique général pour tenter de construire « une alternative à gauche au PS et au PCF ».

sur la constitution du paysage dans lequel ont évolué le REAS et ses militants. Ces différentes conceptions de « l'économie solidaire » correspondent également à différentes périodes du mouvement qui peuvent se chevaucher, faire des allers et retours même si dans le temps, elles dominent le secteur tour à tour. Pour plus de clarté, j'utiliserai le terme d'« économie alternative et solidaire » pour désigner le projet du REAS car il a le mérite de baliser historiquement la recherche et celui d'« économie solidaire » pour désigner le mouvement dans son histoire jusqu'à aujourd'hui. Si les acteurs de l'économie solidaire s'inscrivent dans une visée de transformation sociale, leur projet politique n'est jamais clairement défini. Certains chercheurs, comme Éric Dacheux, ont pointé cette difficulté en décrivant « *l'impression [que tous les acteurs sont] d'accord alors qu'en réalité, comme on le dit fréquemment, "on ne met pas les mêmes choses sous les mêmes mots"*[169] ». S'appuyant sur les statuts de l'économie sociale (coopérative, association, fondation, mutuelle) et sur ses principes de démocratie interne (un homme = une voix), l'économie solidaire entend la dépasser. De plus, le champ de l'économie solidaire est mal balisé. Certains le réduisent aux seules associations d'autres l'élargissent aux entreprises alternatives (parfois sous statut entrepreneurial classique) pour aller jusqu'à inclure l'entrepreneuriat social et l'économie collaborative (secteur dont des sociétés comme la plate-forme « communautaire » Airbnb se réclament). Il existe quatre grands courants autour desquels se regroupent les différents acteurs de l'économie solidaire.

Un premier courant définit l'économie solidaire comme projet alternatif à l'économie de marché. Il s'agit d'être en dehors de l'économie de marché, ni à côté ni contre, ailleurs. C'est par exemple le cas de personnes qui vont créer leur propre système d'échange comme les SEL (Systèmes d'échanges locaux). Les SEL réinventent une valeur d'échange qui n'est plus fondée sur le marché, mais sur le temps. Une heure d'informatique vaut une heure de peinture ou de massage. Chacun est porteur de ses propres richesses, peut offrir ses compétences. On peut également citer des systèmes de troc plus récents comme les zones de gratuité (chacun vient avec un objet et peut repartir avec n'importe quel objet mis à disposition dans la zone), ou des systèmes de

[169]DACHEUX Éric (dir.), *Pour une économie alternative et solidaire,* L'Harmattan, 2002, p. 36

partage non monétaires dont le seul but est la création de lien social comme les Disco soupes.

Un deuxième courant définit l'économie solidaire comme un système de remise en cause de l'économie de marché. L'économie solidaire est dans l'économie de marché, mais pour mieux la « détruire de l'intérieur » en utilisant ses propres mécanismes qu'elle dévoie (dans un sens considéré comme vertueux). C'est le cas d'une certaine manière du commerce équitable où la valeur d'un produit n'est plus fonction de sa valeur d'échange sur le marché (entendu comme le point d'équilibre entre l'offre et la demande), mais en fonction des besoins vitaux de son producteur. Le « juste prix » n'est plus celui imposé par le marché, mais celui qui permettra au producteur de pouvoir vivre de sa production, de son travail. Ici il s'agit d'inciter les consommateurs à s'interroger sur leurs pratiques de consommation. Le rapport à l'économie n'est plus un rapport rationnel coût/moyen, il intègre des questions sociales, éthiques, environnementales. Les agences immobilières à vocation sociale peuvent également entrer dans cette catégorie. Elles proposent à de petits propriétaires de mettre leur bien en location pour des personnes en grande précarité sociale à un prix inférieur à celui du marché en contrepartie d'une garantie d'entretien de leur patrimoine (les coûts de la rénovation avant location peuvent ainsi faire l'objet d'une prise en charge à hauteur de 90 % de leur montant).

Un troisième courant définit l'économie solidaire par l'hybridation de ses ressources. On trouve ici les tenants de l'économie plurielle. L'économie solidaire se définit alors par l'hybridation de ses ressources (à la fois ressources propres et subventions publiques). Elle se positionne alors entre l'État et le marché. On trouve ici le monde des associations. C'est comme cela qu'est officiellement définie l'économie solidaire dans les statistiques publiques. L'économie solidaire y est positionnée à partir de sa conception spécifique de la solidarité notamment par rapport à l'économie sociale. Ainsi, l'économie solidaire a la particularité de reposer sur une « solidarité réciprocitaire[170] ». Dans le sens où *« la réciprocité correspond à la relation entre des groupes ou des personnes grâce à des prestations qui ne prennent sens que dans la volonté de manifester du lien social*[171] ». C'est, par exemple, le principe de

[170]Contrairement à l'économie sociale qui repose uniquement sur une « solidarité redistributive ».

[171]LAVILLE Jean-Louis, DACHEUX Éric, « Introduction. Penser les interactions entre le politique et l'économique », in *Hermès* n° 36, 2003, p. 9-23.

fonctionnement des Régies de quartier. Ce dispositif « par les habitants pour les habitants » repose sur l'embauche de personnes en difficulté d'emploi issues d'un quartier donné afin de proposer des services de proximité et d'amélioration du cadre de vie aux habitants de ce même quartier. L'objectif affiché est de créer du lien social en provoquant une réappropriation du territoire par une activité économique centrée sur la réhabilitation du quartier (rénovation d'appartement, entretien des espaces verts, remise en état des cages d'escalier…) et produite par des habitants salariés de la Régie. Jean-Louis Laville, théoricien de cette conception de l'économie solidaire, insiste également sur la dimension « démocratique » inclue dans les pratiques d'économie solidaire. Pour cela, il s'appuie sur la notion « d'espace public » dans sa dimension politique : « *l'espace public* [qui] *est tout à la fois : un lieu de légitimation du politique […] le fondement de la communauté politique, […] une scène d'apparition du politique*[172]». Dans cette conception, les formes juridiques empruntées à l'économie sociale (association, coopérative, mutuelle) et la volonté affichée de l'économie solidaire d'être le résultat de la participation des citoyens à la construction de réponses communes à des problèmes rencontrés collectivement place la question de la démocratie participative comme facteur de production de pratiques économiques innovantes. Les crèches parentales en sont un exemple. Elles offrent un service d'accueil du jeune enfant. L'hybridation de leurs ressources repose sur le financement par les CAF et les PMI, la participation financière des usagers, mais aussi par des subventions publiques liées à leur statut associatif. Les parents qui utilisent ce mode de garde sont également les « gestionnaires » de la structure. Ainsi, ils doivent intégrer le fonctionnement d'une association, la gestion d'un budget, des demandes de subvention, le recrutement de personnel… Les recherches de financement les conduisent également à être confrontés aux orientations de la politique de petite enfance de leur ville, leur département, leur région… En ce sens, en plus d'un mode de garde alternatif, les crèches parentales sont également des lieux de « formation » à la citoyenneté.

Enfin, un quatrième courant définit l'économie solidaire comme une manière d'améliorer le système économique dominant. Dans ce cas, l'économie solidaire peut être considérée comme un outil d'amélioration pour l'économie de marché afin de

[172] *Ibid.*

rendre le système plus supportable. Elle s'apparente à différents concepts de réparation comme l'insertion par l'activité économique[173] (qui dans ce cadre est intégrée à l'économie solidaire). Elle est alors définie avant tout comme un instrument de lutte contre le chômage et contre l'exclusion. Elle permet, par exemple, d'employer des chômeurs de longue durée et de les préparer à intégrer le marché du travail classique. Le manifeste de l'économie solidaire publié dans le journal *Le Monde* en septembre 2006[174] résume cette vision. L'économie solidaire y est décrite comme : *« un mouvement qui regroupe des milliers d'initiatives locales pour produire, consommer, employer, épargner et décider autrement. Les entreprises solidaires se battent sur le marché, comme les autres, et doivent donc être performantes. Mais en plus, elles emploient des personnes exclues ou qui risquent de l'être* ». Dans ce cas, l'économie solidaire se définit par sa capacité à employer des personnes exclues et donc par son action sociale. L'aspect social de l'activité est indispensable et valorisé au détriment parfois de la dimension économique des initiatives. D'ailleurs, certaines structures revendiquent le caractère « occupationnel » des activités économiques effectuées par leurs bénéficiaires.

Les différents courants ainsi rapidement parcourus font l'objet d'un fort investissement de la part des acteurs. La définition de l'économie solidaire représente toujours un enjeu de légitimation entre les différents courants qui la traversent (économie alternative, économie alternative et solidaire, économie plurielle, insertion par l'économique) comme rappelé en préambule. À ce stade de la recherche, sera retenu que l'économie solidaire si elle s'inscrit dans le sillage de l'économie sociale[175], revendique la perspective d'une économie alternative non comme théorie économique, mais comme *« mouvement de la société civile qui revendique une autre façon de faire de l'économie. […] pour revendiquer une autre voie*[176] ». Fille de l'économie sociale, l'économie solidaire l'interroge à l'aune des préoccupations naissantes suites à mai 1968 et au mouvement autogestionnaire. Elle regroupe, de manière transversale à

[173]L'insertion par l'activité économique regroupe les entreprises d'insertion, les entreprises de travail temporaire d'insertion, les associations intermédiaires, les Régies de quartiers et les chantiers d'insertion.

[174]Journal *Le Monde* du 21 septembre 2006.

[175]L'économie sociale se définit avant tout par ses statuts : association, mutuelle, coopérative dont la principale caractéristique est le principe démocratique d'un homme une voix appliquée dans ses instances de décision.

[176]LORTHIOIS Jacqueline, « Économie alternative », in LAVILLE Jean-Louis et DAVID CATTANI Antonio (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie,* Folio actuel, 2006, p. 190.

tous ses courants, plusieurs familles d'acteurs : les finances solidaires (CIGALES, Fond de capital-risque solidaire), le commerce équitable (Andines, Artisans du Monde), les échanges de savoirs ou de services (RERS, SEL[177]), des entreprises collectives (restaurant de femmes, Ardelaine), des activités économiques fondées sur les besoins spécifiques d'un territoire (crèche parentale, Agence immobilière à vocation sociale), des réseaux d'appui ou d'accompagnement (APEAS, ADEL[178]), etc. Ces différentes familles constituent toujours le socle des initiatives englobées sous le vocable majoritairement utilisé aujourd'hui « d'économie solidaire » pour les acteurs et « d'économie sociale et solidaire » pour les pouvoirs publics.

3.1. Petite histoire de l'économie solidaire

L'économie solidaire semble être un mouvement très contemporain, émergeant il y a seulement quelques dizaines d'années. C'est que son histoire n'est pas linéaire. Elle fonctionne par vague, laissant parfois l'impression aux acteurs de réinventer sans cesse (à quelques détails contemporains près) les mêmes choses. Bruno Frère souligne, par exemple, que « *l'économie solidaire apparaît comme étant un mouvement de fond qui a traversé la société française en toute discrétion depuis la première crise de la modernité. Elle peut se concevoir comme une alternative à la société salariale de la même manière que le mutualisme associatif du milieu du XIXe siècle était perçu comme une alternative à l'intégration maximale des désaffiliés dans une société industrielle elle-même responsable de leur dénuement absolu*[179] ». C'est cette histoire faite de ruptures et de résurgences qui va être survolée brièvement dans les pages qui suivent. Ruptures et résurgences qui rythmeront également les trajectoires des militants explorées dans les chapitres suivants. Les réflexions présentes dans ce chapitre s'appuient, pour ce qui fait référence directement au REAS, sur une analyse des rares archives qui ont pu être consultées ainsi que sur une lecture approfondie de la revue *A Faire* publiée par le REAS de 1989 à 1998 (51 numéros parus).

[177]Réseau d'échanges réciproques de savoirs, Système d'échanges locaux.

[178]Agence provençale de l'économie alternative et solidaire, Agence pour le développement de l'économie locale

[179]FRÈRE Bruno, *Le Nouvel Esprit solidaire,* Paris, Desclée de Brouwer, 2009, p. 31.

3.1.1. Les racines : le socialisme libertaire et associationniste du XIXè siècle

Tous les auteurs (Laville, Frère, Adam, Lorthiois, Dacheux, Allan Michaud…) s'accordent à dire que l'économie solidaire trouve sa source aux origines de l'économie sociale au XIXe siècle en France comme à l'étranger : « *L'économie solidaire telle qu'on la connaît dans de nombreux pays en ce début de vingt et unième siècle, a pour principal précédent la coopération ouvrière, surgie lors des luttes de résistance contre la révolution industrielle au cours du dix-neuvième et vingtième siècles*[180] ». Jean-Louis Laville et Éric Dacheux vont à la fois plus loin et plus précisément en liant la naissance des principes de l'économie solidaire au développement d'une conception de la solidarité « *s'inscrivant dans le cadre démocratique notamment appuyé sur le mouvement associationniste*[181] ». Ce mouvement du XIXe siècle englobe des associations ouvrières ou paysannes pour qui « *la question du travail est l'une des questions qui s'avère cruciale pour penser l'organisation de formes de solidarité qui, à la fois, structurent des activités économiques et contribuent à une action publique nécessaire à l'établissement d'une société qui se veut démocratique* »[182]. On y trouve des associations de production en commun, de secours mutuel et de revendication collective ainsi que des coopératives de production. Elles apparaissent en réponse aux réflexions sur la nécessité de dépasser les limites des anciennes corporations pour investir le champ politique. Avec la naissance du capitalisme apparaît assez rapidement la nécessité d'imaginer des dispositifs pour faire face à la misère montante. Ainsi, « *pour beaucoup de penseurs et d'ouvriers confrontés à la misère, l'ampleur intolérable des inégalités oblige à se tourner vers un mécanisme de coordination aux antipodes de l'intérêt, l'association*[183] ». C'est dans ce contexte que naît l'une des premières coopératives ouvrières – Bijou Doré – créée en 1834 sous l'impulsion de Philippe Buchez, médecin

[180]SINGER Paul, « Économie solidaire (1) », in LAVILLE Jean-Louis et DAVID CATTANI Antonio (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie,* deuxième édition, 2006, Folio, p. 292-293.

[181]LAVILLE Jean-Louis et DACHEUX Éric, « Penser les interactions entre le politique et l'économique », in revue *Hermès*, n° 36, 2003, p. 9-23.

[182]LAVILLE Jean-Louis, « Économie et solidarité : esquisse d'une problématique », in LAVILLE Jean-Louis (dir.), *L'Économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

[183]EME Bernard, LAVILLE Jean-Louis, « Économie solidaire (2) », in LAVILLE Jean-Louis et DAVID CATTANI Antonio (dir.), *op. cit.*

et chrétien s'inscrivant dans la lignée de Saint-Simon. Dans le préambule de ses statuts on pouvait lire : « *que l'association dans le travail est le véritable moyen d'affranchir les classes salariées, en faisant disparaître l'hostilité qui existe aujourd'hui entre les chefs de l'industrie et les ouvriers* »[184]. Mais au-delà de la question économique et de partage du travail, son règlement intérieur fait déjà apparaître la question de l'éducation et de la formation de ses salariés-coopérateurs : « *chacun des associés devait avoir une instruction suffisante pour remplir les fonctions de directeur de l'établissement, le cas échéant… dans le cas où un membre entrant n'aurait pas cette instruction, la Société déterminera ce qu'il aura à apprendre*[185] ». On trouve donc ici une véritable volonté d'émanciper les individus. Il ne s'agit pas seulement de partager le travail ou la propriété des outils de production. Il faut que le projet aboutisse également à l'émancipation individuelle qui passe par l'investissement dans un projet collectif. Bruno Frère va plus loin en suggérant que « *la grammaire de l'engagement contemporain [des acteurs de l'économie solidaire] pourrait être formalisée intégralement à partir d'une œuvre veille de cent cinquante ans : celle de Proudhon*[186] ». Proudhon parle « *des ateliers et des lieux associatifs où les individus s'apprennent mutuellement à prendre en charge ces forces économiques, c'est-à-dire des moyens d'organisation collective dont la description concrète permet déjà de jauger de l'efficacité*[187] ». Les passerelles que Bruno Frère tisse entre les théories proudhoniennes et les fondements de l'économie solidaire seront explorées plus en détail dans le chapitre IV.

Mais ce premier élan d'économie solidaire s'essouffle avec l'avènement du productivisme et du capitalisme. Il faudra attendre les années 1960 pour voir émerger à nouveau les idées de l'économie solidaire.

[184]Statut de Bijou Doré cité dans DESMOUSTIERS Danièle, les *Coopératives ouvrières de production*, 1984, collection Repères, La Découverte. p. 23.

[185]*Ibid.*

[186]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire une vieille histoire », in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc (dir.), Résister *au quotidien ?,* Presses de Sciences Po, 2013, p. 220.

[187]*Ibid.* p. 82.

3.1.2. 1960-1980. Résurgence sous la forme de l'économie alternative

Dans les années 1960-1970, le thème de l'économie solidaire réapparaît. On voit alors éclore « *des entreprises autogestionnaires ou alternatives [qui veulent] expérimenter la démocratie en organisation et aller vers des fonctionnements collectifs de travail*[188] ». Ces entreprises sont mises en place par des militants d'un nouveau genre qui prônent l'écologie, le développement local, l'utilité sociale dans l'économie et rêvent d'inventer de nouvelles formes de travail. C'est dans cette filiation que le REAS s'inscrit. Michel Adam retrace les origines des entreprises alternatives dans un panorama daté de 1982[189] et y identifie quatre filiations « *qui se sont mêlées de 1968 à 1979 pour provoquer ce renouveau* » des initiatives économiques alternatives. Ces quatre courants sont : « *celui de l'anarcho-syndicalisme et de ce [qu'il appelle] le mouvement proudhonien, partisan de la gestion de la société par les producteurs rassemblés ; le second courant provient de l'évolution de l'Église catholique en France, et notamment des chrétiens évoluant vers la gauche, remettant à l'honneur en pratique, la notion de partage, de vie communautaire comme aux temps des premiers chrétiens. […] Troisième courant, l'impact du mouvement "hippy" de la jeunesse américaine, et de la contre-culture […]. Le mouvement écologique en est en partie issu. Le dernier courant, celui qui fut créé par la Révolution culturelle chinoise, vue à travers des yeux européens, c'est-à-dire auréolée d'un esprit libertaire et de droit à l'expression pour tous, dont il est bien difficile de savoir l'importance réelle en Chine populaire. […] Lutte contre la hiérarchie, et recherche de la démocratie directe faisaient partie de cette image de la Révolution chinoise des années 1966-1967* ». À ces quatre courants, se superposent, toujours pour Michel Adam, trois périodes de l'expérimentation sociale. « *Première période : la théorie de détour (1968-1973). La plupart des entreprises alternatives ont une visée directement politique ; leurs fondateurs s'en servent de façon avouée pour préparer une prise de pouvoir qui a échoué en mai 1968. […] Seconde période : le refus du politique (1972-1976). La*

[188]LAVILLE Jean-Louis et DACHEUX Éric, « Introduction. Penser les interactions entre le politique et l'économique », in *Hermès* n° 36, 2003, p. 9-23.

[189]Dans un article pour la revue *Réseau Espérance*, revue du réseau éponyme dont est issue l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement de l'économie alternative), organisation fondatrice du REAS. ADAM Michel, « Changer concrètement l'économie », in *Réseau Espérance,* L'économie alternative (2), n° 13-14, novembre 1982, p. 9-13.

déception de bien des gauchistes français face à la société gavée, mais immuable de Pompidou, et l'influence (californienne) vont faire naître, autour de la revue Tout ! (Ce que nous voulons : tout !) le mouvement communautaire français. Cette fois, le but est de changer la vie, sa vie et de commencer à penser au présent plus qu'au futur […]. Troisième période : vivre mieux ici et maintenant (1975-1982). […] Nous n'attendons pas la victoire pour changer la réalité qui nous lie, le rapport à la terre, le rôle des femmes, le type de consommation, etc. […] L'attitude par rapport au politique change elle aussi : on ne dit plus "tout est politique", on ne dit plus non plus "caca la politique", on dit "la politique ne peut pas grand-chose, mais en fonction du contexte où nous nous trouvons, elle peut parfois aider".[190] » Ce foisonnement des initiatives et réflexions alternatives crée un terrain favorable à l'expérimentation tous azimuts qui va nourrir l'imaginaire des futurs militants du REAS. L'expérience d'Ardelaine, citée systématiquement en exemple par les militants de l'économie alternative et solidaire comme entreprise « idéale typique », a vu le jour à cette période. En effet, c'est dans un élan de « retour à la terre » en 1972 que les premiers jalons se posent même si le projet Ardelaine ne naîtra concrètement que dix ans plus tard.

Cette période permettra de faire émerger les principes de l'économie alternative puis de l'économie alternative et solidaire.

3.1.3. 1980-2000. De l'économie alternative à l'économie alternative et solidaire

Les premières « mises en réseau » de ces expériences d'économie alternative et l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 puis celle du chômage de masse obligent à d'autres perspectives. Partant de l'historique proposé par Michel Adam, Éric Lavillunière et Jean-Philippe Magnen, deux « jeunes » militants du REAS, proposent d'ajouter une nouvelle période de l'expérimentation sociale[191] « *au cœur plutôt qu'à la marge (de 1981 à 1999) […] [qui] se caractérise par le retour des "alternatifs" au cœur de la vie politique avec, pour symbole, la place croissante reconnue dans le*

[190] *Ibid.*

[191] LAVILLUNIÈRE Éric et MAGNEN Jean-Philippe, « L'autre économie : un projet alternatif aux modèles dominants », in DACHEUX Éric (dir.), *Pour une économie alternative et solidaire,* L'Harmattan, 2002.

mouvement écologique ». Pour eux, et pour les membres du collectif MB2[192], l'économie alternative et solidaire se construit à la suite et parallèlement à l'histoire de l'économie alternative. Ainsi, « *avec la crise structurelle des années 1990, on voit apparaître la création de nouvelles initiatives cherchant une réponse face à la montée progressive du chômage et de l'exclusion. C'est dans cette logique mêlant insertion par l'économique et caritatif que des comités de Solidarité Emploi se mobilisent sur l'ensemble du territoire national afin de développer des outils financiers qui permettent à des chômeurs de contribuer à la création d'emploi d'utilité sociale. […] La question du sens dans l'économie est reposée [par le REAS]. Cette alliance permet de combiner, à la fois l'économie alternative comme solution de remplacement, à visée écologique et l'économie qu'on pourrait appeler "de solidarité", sensibilisée par les problèmes de chômage et d'exclusion.*[193] » Dans la perspective de développer l'économie alternative et solidaire en la sortant du champ expérimental et confidentiel pour la rendre visible du plus grand nombre que le REAS organise une série de cinq conférences entre 1996 et 1997. Elles ont pour thèmes : « les communes et l'économie solidaire », « travail social, changement social et économie solidaire », « les relations entre le syndicalisme et l'économie solidaire », « entreprises classiques et économie solidaire » et enfin « parti politique et économie solidaire dans la perspective des élections législatives de 1997 ». Ces conférences ont pour objectif de « *faire connaître l'économie solidaire, sa démarche, ses valeurs, ses outils, sa façon de se positionner. Montrer en quoi elle se distingue des dispositifs publics et en quoi elle les complète notamment par son côté ascendant, sa dimension d'action collective, la variété ou l'hybridation de ses ressources. Mais il s'agit aussi d'engager le dialogue avec celles et ceux qui, placés d'une façon ou d'une autre au cœur des effets de la crise de la société salariale-travailliste, vivent particulièrement les impasses des modèles du tout économique, et singulièrement les difficultés actuelles des logiques de simple réparation ou d'insertion*[194] ». Le REAS va dominer les débats lors de cette

[192]Au départ, MB2 est un groupe de réflexion conduit au sein du REAS pour l'essentiel par des correspondants locaux du REAS, qui va peu à peu s'autonomiser suite au congrès de 1996 et les désaccords croissants qu'ils rencontrent avec le réseau national.

[193]LAVILLUNIÈRE Éric et MAGNEN Jean-Philippe, « L'autre économie : un projet alternatif aux modèles dominants », in DACHEUX Éric (dir.), *Pour une économie alternative et solidaire,* L'Harmattan, 2002.

[194]ARCHIMBAUD Aline, « Donner du sens à l'action », extrait du discours prononcé lors des rencontres du 9-10 octobre 1996, « Travail social, changement social, économie solidaire » à Pantin, hors-série de *Témoignage Chrétien*, n° 2760*,* 1997.

période. Il va être le carrefour d'un certain nombre de ces initiatives et de leurs acteurs. En parallèle, se structurent d'autres projets autour de la question de l'autogestion et de la formation continue. Dans les années 1980, fleurissent de nombreuses actions dans ce sens. Elles opèrent à cette occasion un nouveau déplacement à l'inverse du précédent vers les campagnes pour réinvestir les villes et plus particulièrement les cités ouvrières construites quelques années plus tôt en banlieue. Nombre de chercheurs, de militants imaginent de nouvelles initiatives pour et avec les habitants de ces quartiers. L'association ADEL (Agence pour le développement de l'économie locale) est un exemple des structures emblématiques de cette période. Née de la rencontre entre des chercheurs, des praticiens du social et des habitants des quartiers, l'ADEL sera à l'origine des premiers restaurants collectifs de femmes comme le restaurant *Le Flamboyant* à Creil. Bruno Frère souligne qu'alors « *les acteurs envisagent leur activité (ici, l'accompagnement à la création d'un restaurant communautaire) comme plus subversive qu'une quelconque critique politique abstraite des inégalités et de l'exclusion*[195] ».

3.1.4. L'institutionnalisation de l'économie solidaire à partir des années 2000

Les perspectives des élections présidentielles de 1995 et surtout des élections législatives de 1997 poussent les acteurs de l'économie solidaire à rechercher un large regroupement dépassant les réseaux existants comme le REAS. Pour ce faire, les acteurs du secteur vont publier deux appels publics en faveur de l'économie solidaire en 1995 et 1997, dans le journal *Le Monde*[196]. De cette volonté va naître l'inter-réseau d'économie solidaire (IRES) réunissant le REAS et d'autres acteurs de l'économie solidaire comme l'ADEL ou l'ADSP (Agence pour le développement des services de proximité). L'IRES devient le Mouvement pour l'économie solidaire (MES) en 2002.

Parmi les rencontres organisées par le REAS entre 1996 et 1997, celle portant sur les territoires et l'économie solidaire aura un grand succès d'audience. Ainsi, au-delà de la mise en mouvement des acteurs du territoire, c'est au sein des collectivités territoriales

[195]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire » in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc (dir.) Résister *au quotidien ?,* 2013, Presses de Science Po, Paris, p. 198.

[196]« Pour l'économie solidaire », *Le Monde* daté du 18 octobre 1995 et « Appel en faveur de l'ouverture d'un espace pour l'économie solidaire », *Le Monde* daté du 18 juin 1997.

que l'économie solidaire va tenter de s'installer dans le paysage politique local : « *Le mouvement naissant de l'économie solidaire trouve dans le savoir-faire des collectivités locales, chez les élus municipaux aussi bien que parmi les fonctionnaires territoriaux, des moyens de sortir de la périphérie et atteindre une certaine visibilité. À l'inverse, les communes, les équipes municipales et leurs agents peuvent prendre appui sur la capacité innovante des citoyens inscrits dans une logique d'économie solidaire pour développer des ressources en friche, trouver des solutions nouvelles pour des secteurs jusque-là peu mobilisés par le service public territorial, sortir d'un face-à-face avec l'État dont les enjeux ne sont pas toujours lisibles, pour mobiliser les habitants sur des projets globaux de territoire*[197] ». Ainsi, à partir des élections municipales de 2001 un grand nombre d'élus locaux en charge de l'économie solidaire va apparaître. L'économie solidaire s'impose alors dans les agendas des politiques locales. Cela conduira en 2001 à la création du Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) qui compte, en 2015, 125 collectivités territoriales adhérentes. À la même période, avec l'arrivée au pouvoir de la « gauche plurielle » en 1997, l'économie solidaire va s'institutionnaliser et entrer de manière importante dans l'agenda des politiques publiques. En 2000, suite à leurs bons résultats aux élections européennes de 1999, les Verts obtiennent un secrétariat d'État à l'économie solidaire dans le gouvernement Jospin. C'est ainsi que Guy Hascöet en prend la tête. Il durera deux ans. Il aura notamment contribué à diffuser l'existence de l'économie solidaire[198] et ce secrétariat d'État va parachever l'insertion de l'économie solidaire dans les politiques publiques locales à travers l'appel « Dynamiques locales »[199]. Guy Hascoët va également mettre en place des conventions territoriales entre l'État et des communes pilotes afin de financer le développement local d'initiatives d'économie solidaire. Les collectivités locales vont devenir le principal bailleur de fond du secteur, petit à petit avec les élections régionales de 1998, 2004 et 2010, les financements dédiés à l'« économie solidaire » se régionalisent.

[197]Discours prononcé par Jacques Archimbaud lors des journées de formation et de rencontre organisées par le REAS en février 1996 à Chevilly-Larue. Voir ARCHIMBAUD Jacques, « Initiatives citoyennes et politiques locales : quelles convergences ? », in *Territoires* n° 368, mai 1996, p. 63-64.

[198]Ainsi, alors qu'en dix ans, il n'y avait eu que 4 articles dans le *Monde* sur l'économie solidaire, il y en a une vingtaine pendant les années 2000 à 2002.

[199]Secrétariat d'État à l'Économie solidaire, Dynamiques solidaires, 301 projets d'économie solidaire, 2001.

Dessin 3: Caricature de Charly-N et Djanf

Mais si aujourd'hui l'économie solidaire est entrée à l'agenda des politiques publiques, elle reste souvent un « gadget », un outil supplémentaire parmi les politiques d'insertion. Illustrant cela, le budget consacré en 2011 aux projets d'économie solidaire par la communauté d'agglomération Plaine Commune, pourtant reconnue comme un acteur majeur du soutien à l'économie solidaire en Île-de-France, est de 10 000 euros par an sur un budget de plusieurs centaines de milliers d'euros. De plus, l'arrivée récente de l'entrepreneuriat social vient fragiliser les quelques budgets encore dédiés à ce secteur. La dépendance aux fonds publics loin de s'être amoindrie s'est considérablement renforcée ces dernières années. Enfin, actuellement, suite à la crise économique de 2008, l'émergence d'initiatives purement capitalistiques vient bouleverser le secteur de l'économie solidaire. En plus de l'entrepreneurial social (des entreprises avec des valeurs humanistes), l'économie autoproclamée « collaborative » vient désormais elle aussi contester les acteurs de l'économie solidaire sur leur propre terrain. Voulant trouver des formes alternatives au marché en s'y substituant dans le but à terme de le remplacer, l'économie solidaire a ouvert la voie aux formes parmi les plus prédatrices de l'économie capitaliste actuelle que représentent des sociétés comme Uber ou Airbnb, « dérives[200] » de l'économie « collaborative ». Aux outils de solidarité traditionnels comme les tontines et aux acteurs classiques des finances solidaires comme les CIGALEs qui fondent leur financement sur la réflexion collective et la proximité, se substituent maintenant les sociétés de *crowdfunding* qui

[200]CALIXTE Laurent, « D'Uber à Airbnb, les perturbantes dérives de l'économie collaborative », http://www.challenges.fr, publié le 23/07/2014.

reposent sur les liens amicaux et les engouements personnels des investisseurs de plus en plus éloignés d'un quelconque projet de développement de la citoyenneté.

Après avoir fait un tour rapide de l'histoire de l'économie solidaire en France, il s'agit maintenant de dépeindre rapidement celle plus particulière du Réseau d'économie alternative et solidaire (REAS) au cœur de cette recherche.

3.2. Émergence et épuisement du REAS

Si le secteur de l'économie solidaire se pense, aujourd'hui encore, comme une force de transformation, il le fait muettement. Les pratiques existent, mais si comme Monsieur Jourdain, on peut faire de l'économie solidaire sans le savoir, le projet ne peut être totalement réalisé sans produire des changements sur le terrain des valeurs. Pour confronter ces valeurs aux autres, il faut les faire entendre. Pour ce faire, plusieurs réseaux tenteront de fédérer les acteurs de l'économie solidaire afin de consolider le secteur et de mieux diffuser son projet. Le premier réseau est créé en 1981 : l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative), il avait pour but la remise en cause du modèle économique dominant en finançant la création d'activités alternatives. À la suite de l'organisation commune de TOES 89[201], l'ALDEA et Solidarité Emploi[202] créent le REAS (Réseau d'économie alternative et solidaire) en 1991. En 1997, le REAS et d'autres acteurs de l'économie solidaire (notamment ceux se revendiquant aujourd'hui de l'économie plurielle) créent l'Inter réseau d'économie solidaire (IRES) qui devient le Mouvement pour l'économie solidaire (MES) en 2002. De plus, à partir de la création de l'IRES, puis surtout du MES, le réseau national prend la forme d'un syndicat des acteurs de l'économie solidaire plus que celui d'un mouvement social. De nombreux acteurs de l'économie solidaire pensent que la fenêtre qui vient de s'ouvrir suite à la nouvelle crise économique mondiale est une occasion importante pour faire entendre leur message et revendiquer l'existence d'une pluralité des modèles économiques.

[201]*The Other Economic Summet*, premier sommet anti-G7 organisé en France.

[202]Suite à un accord UNEDIC qui rogne l'indemnisation des chômeurs plutôt que d'augmenter le taux de cotisation, des militants lancent un appel à investir le pourcentage correspondant de son revenu dans des cagnottes, pour aider les chômeurs à créer leur emploi : Solidarité Emploi.

3.2.1. 1981-1989. L'ALDEA : le réseau pionnier de l'économie alternative

Au milieu des années 1970 apparaît la notion d'*alternatives*. La référence est alors à entendre au sens anglo-saxon du terme de « solution de remplacement » et non au sens français de « choix entre deux partis pris »[203]. C'est dans ce contexte que naît l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement de l'économie alternative), premier réseau de l'économie alternative et solidaire. Dès avril 1979, une première réunion de travail des Réseaux Espérance[204] est organisée avec pour objet la création d'un « organisme d'aide aux éco-entreprises »[205]. Patrice Sauvage, haut fonctionnaire et animateur des Réseaux Espérance, se met alors en disponibilité et crée l'ALDEA. L'Agence est déclarée en préfecture le 18 novembre 1981. Elle sera dissoute en 1992 par suite de son absorption au sein du REAS (Réseau d'économie alternative et solidaire). Pour l'ALDEA, les critères de l'alternative sont : l'autogestion, l'autonomie et la solidarité. « *L'autogestion concerne ici la répartition du pouvoir dans l'entreprise, l'autonomie la distance à préserver par rapport au système établi (État, marché), la solidarité se situant à plusieurs niveaux : entre entreprises alternatives, entre l'entreprise et ses clients, et enfin, avec les exclus, des pays occidentaux comme du tiers-monde*[206] ». L'ALDEA regroupe alors des personnes venant d'horizons assez divers : « *Certaines [personnes] faisaient partie de l'administration, d'autres de l'industrie, d'autres de professions libérales… ; certaines étaient militantes, d'autres « marginales »… ; les unes croyaient au Ciel, les autres n'y croyaient pas… ». Mais elles partageaient toutes la même orientation : « Le modèle de développement qui s'était progressivement mis en place au cours des Trente Glorieuses menait à un désastre économique, écologique, social et culturel*[207] ». Outre Patrice Sauvage, Jean-Paul Gautier (« inventeur » des CIGALEs), Philippe Riché (principal rédacteur du manifeste de l'ALDEA), Guy Roustang, Bernard Eme et Jean-Louis Laville ont fait

[203]Voir notamment ALLAN MICHAUD Dominique, *L'Avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990… ,* L'Harmattan, 1989.

[204]Les réseaux Espérance, fondés par René Macaire dans les années 1970, s'adressent à toute personne en recherche de cohérence de vie entre son désir d'accomplissement personnel et ses engagements dans la société. Pour aller plus loin : http://reseauxesperance.org/

[205]Les dates repères de l'ALDEA, *Aldea Journal n°3*

[206]ALLAN MICHAUD Dominique, L'Avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990…, *op. cit.*

[207]RICHÉ Philippe, « De L'ALDEA au REAS », in *A Faire*, n° 13-14, 3e et 4e trimestres 1992.

partie pour un temps plus ou moins long de l'ALDEA. Patrice Sauvage puis Jacques Archimbaud (à partir de 1989) ont été les deux présidents de l'ALDEA. L'idée de Patrice Sauvage était de faire se rencontrer des « mutants[208] de l'intérieur », des personnes appartenant au système, mais souhaitant promouvoir d'autres façons de faire l'économie et des « mutants de l'extérieur », dont la vocation est plus prophétique, ce sont des expérimentateurs qui mettent en pratique de nouveaux modes de vie et de travail. Selon Patrice Sauvage et Philippe Riché, l'action de l'ALDEA s'est située sur trois plans. Premièrement, il s'agit de « *développer un réseau d'intercommunication, pour de nouveaux comportements économiques* ». Ainsi l'ALDEA a réalisé plusieurs études visant à baliser le champ des entreprises et des initiatives alternatives[209] et créé un « annuaire des entreprises alternatives[210] ». Deuxièmement, « *il faut créer des outils pour favoriser de nouveaux comportements économiques* ». Les CIGALEs et Garrigue sont les exemples toujours actuels des outils créés par l'ALDEA. Troisièmement, il est nécessaire « *d'expérimenter de nouveaux modes de vie et d'emploi*[211] ». Les entreprises alternatives ont alors essentiellement vocation à illustrer la possibilité d'autres modes de vie fondés sur le partage du travail et la pluriactivité. À partir de la fin des années 1980, l'ALDEA s'essouffle. En effet, regroupant de plus en plus de « mutants de l'intérieur » et de moins en moins « d'alternatifs », l'ALDEA s'est petit à petit transformée en « conglomérat de bureaux d'étude[212] » n'ayant plus essentiellement qu'une activité de réflexion sur l'économie alternative sans expérimentation. L'organisation du premier sommet anti-G7 en France *(The Other Economic Summit* – TOES 89) a été l'occasion de rencontrer plus en profondeur d'autres réseaux et plus particulièrement Solidarité Emploi[213], ce qui mènera les militants de l'ALDEA et ceux de Solidarité Emploi vers la création du REAS.

---

[208]Sur cette notion de « mutance », voir MACAIRE René, *La Mutance, clef pour un avenir humain,* L'Harmattan, 1989.

[209]Voir notamment OUTREQUIN Philippe, POTIER Anne, SAUVAGE Patrice, *Les Entreprises alternatives,* Syros, 1986.

[210]Annuaire des démarches économiques alternatives. France – ALDEA, Paris 1988.

[211]SAUVAGE Patrice et RICHÉ Philippe, ALDEA, in *A Faire n° 1,* mai 1989, p. 11.

[212]Voir entretien d'Olivier Nicol.

[213]Un premier contact entre Solidarité Emploi et l'ALDEA avait eu lieu en 1986 à l'occasion d'un article présentant Solidarité Emploi dans le *Journal de l'ALDEA* n° 13 de janvier, février, mars 1986. La rubrique était intitulée : « Initiatives nouvelles face au chômage ». L'ALDEA est également membre du comité de parrainage de Solidarité Emploi.

Les CIGALEs et Garrigue sont les héritiers directs de l'ALDEA. Ces deux outils financiers occupent toujours aujourd'hui une place de premier rang au sein de la finance solidaire en particulier et de l'économie solidaire en général.

3.2.2. À partir de 1985. Solidarité Emploi

Dessin 4: Caricature illustrant le bulletin n°1 de Solidarité emploi daté d'avril 1986

Suite à un premier engagement dans les comités des chômeurs en 1976 et la création en 1979 de l'association SOS Emploi 19è dont le but est de trouver des solutions alternatives à la fermeture pure et simple de nombreuses petites usines du 19e arrondissement de Paris, Aline Archimbaud accompagnée de son mari, Jacques, de Daniel Tartier et de Simone Scarafiotti, lance la campagne Solidarité Emploi le 4 décembre 1985. Cet appel vise à mobiliser ceux qui « ne veulent pas attendre, qui ne comptent pas sur l'assistance, qui souhaitent inventer d'autres solutions qui enclenchent une dynamique nouvelle[214] ». Il sera relayé dans des journaux comme *Témoignage Chrétien, Réforme, Le Monde, La Croix*, la radio RTL, la chaîne de télévision France 3 Île-de-France et dans des journaux associatifs[215]. Suite à cet appel, les militants de Solidarité Emploi mobilisent autour d'eux : des personnalités comme Monseigneur Gaillot, Gilles Deleuze, François Chatelet, André Gorz, Jean-Michel

[214]Appel de Solidarité Emploi, le 4 décembre 1985.

[215]SCARAFIOTTI Simone, « Ils en ont parlé… », in *Solidarité Emploi,* Bulletin n° 1 d'avril 1986, p. 8.

Belorgey[216] qui acceptent de soutenir et de parrainer l'appel ; des syndicats comme la CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie)[217] ou la CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans[218]) ; des politiques comme Alain Lipietz ou Yves Cochet (tous deux membres des Verts) ; des chercheurs du Centre d'études pour l'emploi comme Bernard Gomel – qui deviendra ensuite président de Solidarité Emploi. L'idée de Solidarité Emploi est de faire appel à des personnes volontaires pour « *reverser le 1 % Solidarité[219], suspendu par le gouvernement, à un fond spécial destiné à aider les chômeurs à créer des emplois d'utilité sociale*[220] ». Les cagnottes ainsi constituées doivent viser « *à favoriser l'élaboration de projets, en faisant appel à toutes les compétences (juridiques, économiques) ; à conduire les démarches, auprès des pouvoirs publics à tous les niveaux, permettant un soutien à ces projets ; à autogérer les fonds récoltés, dans le cadre d'une association "Solidarité Emploi", en totale transparence ; à décider collectivement du choix des projets, de leur suivi…*[221] ». Les emplois promus par Solidarité Emploi doivent être des emplois « *pour répondre à des besoins sociaux non satisfaits ou assurés à des prix exorbitants ; pour mieux vivre dans la ville en relayant et prolongeant des services publics municipaux ; pour contribuer à reconstituer le tissu social déchiré par la crise ; pour permettre d'utiliser judicieusement les ressources locales, d'anticiper les difficultés de petites entreprises, de favoriser leur transformation*[222] ». Par ailleurs, la dimension locale du projet est également recherchée : « *un projet de création d'emploi s'enracine dans une réalité, nécessairement locale*[223] ». Pour cela, ils vont favoriser la constitution des relais locaux de Solidarité Emploi afin de faire émerger les projets, mais également d'en faire la publicité localement dans le but de mobiliser à proximité pour la réalisation de ces projets. De nombreux porteurs de projet ont pu bénéficier de

[216]Source : Composition du comité national de parrainage du 4 décembre 1985, in *Solidarité Emploi,* Bulletin n° 1 d'avril 1986.

[217]Aujourd'hui Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV), elle est l'une des premières associations de consommateurs et d'usagers françaises.

[218]Le CNSTP est à l'origine de la confédération paysanne avec la FNSP (Fédération nationale des syndicats paysans).

[219]Prélèvement, créé en 1981, qui devait abonder le fonds d'indemnisation des chômeurs, il a ensuite été supprimé. Il a cependant perduré pour une part des fonctionnaires.

[220]Appel de Solidarité Emploi du 4 décembre 1985.

[221]*Ibid.*

[222]Source : le fascicule présentant des exemples d'activité à favoriser dans le cadre des cagnottes Solidarité Emploi et accompagnant la diffusion de l'Appel du 4 décembre 1985. p. 3.

[223]*Ibid.* p. 4.

ces cagnottes comme, par exemple, le fondateur de la supérette de produits biologiques *Canal Bio*, installée depuis vingt ans à Paris, financé par Solidarité Emploi au lancement de son projet. L'appel général à la constitution de cagnottes et la médiatisation qui s'en est suivie, ont permis à Solidarité Emploi d'essaimer dans toute la France. Il existe aujourd'hui encore quelques associations Solidarité Emploi en région, comme à Toulouse par exemple. La mise en avant de cette préoccupation autour du chômage et la réflexion sur la prise en compte des chômeurs comme source de solutions a contribué aux débats émergeant autour de la création de Maison des Chômeurs Partage et de Maurice Pagat[224] ou de la création de syndicats des chômeurs comme Solidarité nouvelle face au chômage (SNC). Solidarité Emploi a ainsi été parmi les pionniers dans la critique des politiques d'emploi reposant sur l'assistanat et dans la promotion d'actions dont les bénéficiaires sont également les acteurs et qui occupent aujourd'hui une place importante dans le travail social. En 1989, les militants de Solidarité Emploi participent à l'organisation du TOES 89 (Contre-sommet du G7) avec l'ALDEA et deux autres organisations (Agir Ici[225] et le CEDETIM[226]). Suite à cet événement et aux rapprochements avec les militants de l'ALDEA, le souhait d'élargir les marges d'action de Solidarité Emploi apparaît. La nécessité d'étendre le champ d'investigation de Solidarité Emploi pour aller vers la promotion de l'économie alternative et solidaire en général les conduit à poser la question du dépassement de ce premier réseau. Ce sont les prémisses du futur REAS. Les militants de Solidarité Emploi seront d'ailleurs, parmi les principaux animateurs du REAS.

Au lancement du REAS, l'ALDEA léguera sa connaissance de l'économie alternative à la nouvelle organisation et Solidarité Emploi y apportera notamment la dimension solidaire. L'économie défendue deviendra alors alternative ET solidaire.

[224]Pour aller plus loin sur les Maisons des Chômeurs Partage : http://www.memoirepartage.fr/

[225]Association de solidarité internationale créée en 1988. D'abord observateur en 2003, Agir Ici deviendra OXFAM France à partir de 2006.

[226]Le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale, créé en 1965. Gus Massiah en est l'un des fondateurs.

3.2.3. 1989-1992. Naissance du REAS

La rencontre des militants de l'ALDEA et de Solidarité Emploi au sein du TOES 89 a donc provoqué l'envie de poursuivre ensemble la réflexion[227]. Signe de ce rapprochement, Jacques Archimbaud, mari d'Aline alors présidente de Solidarité Emploi, succède à Patrice Sauvage à la tête de l'ALDEA dont il devient le président en 1989. Avant la création formelle du REAS en décembre 1992, le journal des « réseaux associés » *A Faire* est lancé dès mai 1989, date de la parution du premier numéro. Ensuite est créé en septembre 1990, un « réseau des acteurs solidaires » qui vise à regrouper les correspondants locaux de l'ALDEA et de Solidarité Emploi et à lancer un appel pour en recruter de nouveaux[228]. Cette dynamique de mise en commun, se poursuit par l'idée de la création du REAS dont les premières journées d'été ont lieu en septembre 1991. Enfin, à la suite du congrès constitutif du REAS les 11, 12 et 13 décembre 1992, le REAS est créé sous forme de coopérative. Le statut retenu sera celui d'une union d'économie sociale (UES) qui est « *un statut juridique créé en 1983 pour permettre aux associations, coopératives et mutuelles de monter des projets communs ou des partenariats avec les collectivités locales, dans lesquels elles ont vocation à rester majoritaires*[229] ». Les statuts d'UES seront déposés à la préfecture de Bobigny en avril 1992.

Les principaux animateurs du REAS sont les fondateurs de Solidarité Emploi comme Aline et Jacques Archimbaud, Bernard Gomel et Simone Scarafiotti, ou d'anciens salariés ou membres de l'ALDEA comme Emmanuel Antoine, Éric Lavillunière, Jacqueline Lorthiois, Jean-Paul Gautier ou Olivier Nicol, rejoints par des acteurs impliqués ou intéressés localement par la dynamique alternative comme Jeanne Meunier ou Lucile Manoury, par exemple. Ils seront ralliés par les militants de PIVOD (Prospective Innovation Valorisation Opportunité Disponibilité) notamment et des jeunes issus des quartiers populaires autour de la mise en place du Fonds commun de placement à risque (FCPR)[230] dénommé Génération Banlieue. Parmi les structures

[227]D'ailleurs, un Office de veille sur les initiatives de démocratie économique (OVIDE) sera créé à la suite du TOES et sera le cadre français du Réseau européen de l'économie alternative et solidaire.

[228]Documents « Réseau des acteurs solidaires », « appel à création de correspondants locaux », septembre 1990, Fonds d'archives de Garrigue.

[229]« L'Économie sociale de A à Z », janvier 2006, *Alternatives Économiques Poche* n° 022.

[230]« Fonds dont l'actif est composé, pour 50 % au moins, de titres d'entreprises non cotées en bourse ou de parts de sociétés à responsabilité limitée ». Source : http://www.amf-france.org/En-plus/Lexique?

collectives membres du REAS on peut citer : le MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), Culture et Liberté, le CCSC (Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs). Pour ses fondateurs, lors de sa conception en 1989, le REAS est le produit de quatre séries de mouvements[231] : le mouvement des années 1960-1970 autour du « Vivre autrement » ; le courant des entreprises alternatives des années 1970-1980, les mouvements nés autour de la crise à partir de la deuxième moitié des années 1970 et 1980 avec la montée du chômage et de la grande pauvreté et enfin, le mouvement de la « jeunesse de la crise urbaine et des banlieues » dans la deuxième moitié des années 1980. Ce réseau a pour but essentiellement « *de diffuser, de faciliter, d'amplifier et d'évaluer en les portant comme contribution au débat public* » des « *pratiques, dont les points de départ et les acteurs sont différents, mais dont les valeurs d'utilité sociale, de solidarité, de respect de l'environnement, de citoyenneté et d'entreprise coopératives, s'incarnent dans les initiatives économiques porteuses des mêmes changements* ». Par ailleurs, l'idée est celle « d*u dépassement du stade de l'expérimentation sociale, ou de l'innovation. Il s'agit de rompre avec la confidentialité, la "petite série", la micro-entreprise, pour être visible, plus accessible à l'opinion et au grand public*[232] ». À l'occasion du premier congrès du REAS, mi-décembre 1992, les participants élaborent le texte « Poteaux d'angle[233] » (dont l'APEAS[234] est aujourd'hui dépositaire) qui se veut à la fois le manifeste et la feuille de route du mouvement. Ce texte a pour objectif « la naissance et le développement de l'économie alternative et solidaire ». L'optique du REAS est de se positionner clairement sur le terrain politique. Une des dernières grandes manifestations de ce réseau sera ainsi consacrée à la promotion de la mise en œuvre de politiques municipales en faveur de l'économie alternative et solidaire[235]. Aline Archimbaud, présidente du REAS et figure du mouvement, sera une des premières élues municipales à avoir la charge de l'économie solidaire dès 1995. Une des principales réalisations du REAS est d'ailleurs la mise en place de « Pôles d'économie solidaire »,

letter=F

[231]Source : document interne au mouvement : « présentation rapide de l'union d'économie sociale », Réseau de l'économie alternative et solidaire, Fond d'archives de Garrigue.

[232]*Ibid.* p. 3.

[233]*A Faire,* n° 15, 1er trimestre 1993, p. 6-10.

[234]Agence provençale de l'économie alternative et solidaire.

[235]Le compte rendu de ses rencontres a été publié sous le titre « Les Communes en guerre. L'économie solidaire sur le champ ! », *Territoires* n° 368, mai 1996.

véritable boîte à outils du développement local solidaire à disposition des collectivités territoriales. On peut également noter que les animateurs du REAS ont joué un rôle important dans la création d'un secrétariat d'État à l'économie solidaire en 2000 au sein du gouvernement Gauche Plurielle de Lionel Jospin[236]. Par ailleurs, le REAS a également contribué à faire émerger l'économie solidaire pas seulement sur le terrain des politiques publiques, mais aussi par la connaissance réciproque des acteurs et leur prise de conscience qu'ils pouvaient s'inscrire dans un mouvement dépassant leurs seules initiatives locales.

3.2.4. 1992-1998. Développement et fin du REAS

Mais dans la réalité, le REAS n'a jamais trouvé les ressorts pour véritablement développer le nombre de ses animateurs et accéder au statut de mouvement social. L'important déficit financier de la coopérative, le départ de ses deux figures emblématiques, Aline et Jacques Archimbaud qui ont alors choisi de consacrer leur investissement militant au sein du parti politique Les Verts, et la concurrence de nouveaux réseaux nationaux d'économie solidaire n'ont pas permis au REAS de rebondir. Une équipe a bien tenté de se reconstituer pour poursuivre l'aventure, mais les désaccords sur la stratégie à adopter et les dettes de la structure ont eu raison des dernières bonnes volontés. La transmission n'a pas pu se faire. Par ailleurs, de nombreux acteurs de terrain reprochaient au REAS d'être trop déconnecté des réalités de terrain et étaient surtout à la recherche d'échanges et de ressources autour de leurs pratiques concrètes. La création en 1994, du réseau REPAS (Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires) qui regroupe toujours une trentaine d'entreprises alternatives en témoigne. De nombreux « praticiens » de l'économie solidaire ont alors préféré s'investir dans des réseaux plus proches de la forme « syndicale » comme l'IRES (Inter réseau de l'économie solidaire) puis le MES (Mouvement de l'économie solidaire). Cependant, de nombreux regroupements régionaux issus du REAS fonctionnent toujours comme l'APEAS (Agence provençale de l'économie alternative et solidaire) dans le Sud, l'APES (Acteurs pour une économie solidaire) dans le Nord, l'ARDES (Association régionale pour le développement de l'économie solidaire) en

[236]Jacqueline Lorthiois, dirigeante du REAS, a par exemple été conseillère technique de Guy Hascoët au ministère de l'Économie solidaire.

Normandie… La tentative de prolongement du REAS, dans sa dimension politique transversale, le Mouvement pour un développement solidaire (MDS), n'a jamais vraiment percé, et le MES, seul réseau national reconnu par les acteurs, a encore aujourd'hui du mal à trouver sa place dans le paysage politique.

L'ALDEA, Solidarité Emploi ou le REAS ont produit une réflexion importante sur la place laissée à l'économie et sur son fonctionnement en essayant de trouver une voie différente des partis politiques traditionnels de gauche pour lutter contre l'économie capitaliste. Ils ont permis à un grand nombre d'acteurs sur le terrain de se rencontrer, de consolider leur « vision du monde », de développer des formes d'engagement politique et de pratiques qui font toujours écho chez les militants qui ont fréquenté ces trois réseaux.

Tableau 1. Récapitulatif des principales informations concernant la création du REAS.

Nom du réseau	Dates	Qui sont les militants présents	Principales réalisations	Débouchés	Héritages
ALDEA	1981-1989	Des hauts fonctionnaires ; Des militants chrétiens ; Des militants de la non-violence ; Des alternatifs	Plusieurs études sur les entreprises alternatives ; Création des CIGALEs ; Création de Garrigue	Le REAS en liens avec Solidarité Emploi	Principalement les outils financiers : Les CIGALEs, Garrigue, Autonomie et Solidarité…
Solidarité Emploi	À partir de 1985	Des militants politiques d'extrême gauche, Des militants chrétiens, Des personnalités, Des syndicats du cadre de vie	Participation à la création de Maison des chômeurs et au mouvement autour des chômeurs Création de comités Solidarité Emploi dans toute la France	Création du REAS en lien avec l'ALDEA	Des initiatives Solidarité Emploi existent toujours notamment à Toulouse autour de la Maison des Chômeurs TO7
REAS	1992-1998	Des militants politiques, Des militants chrétiens, Des jeunes professionnels, Des jeunes militants associatifs des quartiers populaires	Forte influence sur la création d'un secrétariat d'État à l'économie solidaire en 2002 ; Les Pôles d'économie solidaire ; Essaimage en région de regroupements autour de l'économie solidaire (comme APEAS et APES).	Participation à la création de l'Inter réseaux d'économie solidaire IRES : ouverture sur les praticiens de l'économie solidaire et sur l'économie plurielle. Forte influence au sein des Verts notamment et participation à l'arrivée de l'économie solidaire dans les politiques municipales.	Le MDS qui se revendique comme héritier du REAS. L'APEAS à Marseille est dépositaire du texte manifeste du REAS, Poteaux d'angle.

3.3. Quelle réalité quantitative du réseau ?

Il est bien difficile d'appréhender la réalité quantitative du REAS. Dans les pages de sa revue *A Faire,* le REAS parle de millier d'initiatives. Dans les documents préparatoires à sa création, le REAS avait comme objectif affiché d'arriver à 1 000 adhérents. Mais faute d'archives du réseau déposées, il est impossible de savoir combien exactement de personnes ont adhéré au REAS. De plus, le REAS est avant tout conçu comme un réseau de réseaux. Par exemple, le journal a entre 700 et 800 abonnés. Suite à la « recapitalisation » du REAS en 1996, on sait qu'il y a une cinquantaine d'associations ou entreprises (45 associations et 2 entreprises) actionnaires et trois personnes morales. Mais il existe finalement peu d'informations sur la réalité quantitative de ce réseau en dehors des déclarations de ses dirigeants. Néanmoins, ce réseau a eu une réelle importance dans le bouillonnement d'initiatives autour des nouvelles solidarités qui ont agité les années 1990. De plus, l'absence d'archives n'est pas l'apanage du REAS, les historiens de l'ADELS[237] par exemple ont également pointé cette difficulté : « *Mais l'ADELS n'a pas écrit son histoire, même si récemment elle a fêté ses 40 ans, et l'association ne s'est pas encore sérieusement préoccupée de ses archives. Une chance cependant : l'ADELS est un mouvement qui a beaucoup écrit, ce fut même une de ses principales activités. Nous avons donc eu à notre disposition l'ensemble des revues et ouvrages publiés par ou avec l'ADELS et rédigés directement par les militants de cette association. Cette contribution est donc encore très provisoire, car le simple dépouillement des imprimés ne peut suffire. Il manque les ambiances, les conflits, les atmosphères que seules les archives de première main peuvent apporter*[238] ». Pour reprendre à mon compte une partie des remarques de Françoise Tétard, la revue *A Faire* constitue en elle-même une base documentaire importante sur la manière dont le REAS a été pensé par ses militants et la place qu'ils sont souhaités qu'il prenne dans le débat public.

Les outils méthodologiques mobilisés dans ce chapitre reposent donc essentiellement sur de l'analyse de discours. Considérer le contexte d'émission d'un document ne semble pas être un exercice introductif futile, bien au contraire. En permettant tant au

[237]Association sur le développement local qui a fêté ces quarante ans en 2004.

[238]TETARD Françoise, « L'ADELS dans les années soixante : une animation nationale de l'autogestion locale », in GEORGI Franck (dir.), *Autogestion. La dernière utopie ?,* Publications de la Sorbonne, 2003, p. 287-308.

lecteur qu'à l'analyste de visionner et de prendre en considération l'ensemble des paramètres et enjeux qui sont possiblement rattachés à un tel écrit, l'exploration de ce cadre permet de répondre avec exactitude aux questions « pour qui, pourquoi un tel document ? ». Ainsi, une partie importante de l'analyse présentée dans la suite de ce chapitre repose sur la lecture de la revue *A Faire* publiée par le REAS. C'est le caractère public de ces écrits qui m'a conduit à les utiliser dans cette recherche. Ce qui intéresse ici est de comprendre la manière dont les militants du REAS ont pensé l'objet même de ce réseau, ses valeurs, son projet… et ce qu'ils souhaitaient en laisser transparaître publiquement pour rallier un maximum de nouveaux militants.

3.3.1. De la difficulté de l'accès aux archives

Une difficulté particulière liée à l'appréhension de la réalité historique du réseau est l'absence de dépôt d'archives. Cela a obligé à négocier avec les acteurs et à trouver des solutions pour avoir accès à des archives avec finalement peu de résultats. Les différentes promesses de recherche dans les greniers ou les caves des uns et des autres n'ont pas abouti malgré plusieurs relances. L'exemple suivant illustre bien ces déboires ; une militante a fini par m'ouvrir ses archives personnelles en échange d'un tri de ses documents. Le tri des archives m'a ainsi mobilisée plusieurs journées, mais finalement elles ne concernaient le REAS que de manière marginale. Et lorsque les archives étaient celles du REAS, elles se limitaient uniquement aux articles produits par la militante elle-même et trouvables par ailleurs. Heureusement que j'ai parfois eu plus de chance. Lors de l'entretien avec Dominique Carliez, ancien membre du REAS et président de Garrigue (société de capital-risque issue du REAS et des CIGALEs), il y avait derrière mon interlocuteur une série de cartons au nom de Jean-Paul Gautier, l'un des principaux animateurs du REAS. J'ai alors proposé de trier ces cartons et de classer ces archives pour le compte de Garrigue. Cela m'a ainsi permis d'accéder à quelques précieuses archives dont une centaine de pages exploitées dans ce travail. Grâce à ces cartons, j'ai eu accès à une poignée de comptes rendus (5) du conseil d'administration du REAS, des documents internes diffusés lors de la construction du mouvement (texte présentant les enjeux, texte préparatoire au congrès constitutif, compte rendu de la réunion de lancement du REAS et sa bibliographie, différents appels, liste des actionnaires du REAS) ainsi qu'un dossier d'une vingtaine de pages

sur le lancement de Solidarité Emploi. Pour compléter ces quelques archives, j'ai essentiellement utilisé la revue *A Faire* (51 numéros) éditée par le REAS. Elle avait pour objectif de présenter les différentes initiatives initiées par le Réseau ou ses adhérents et de rendre compte des débats qui ont traversé le REAS (notamment autour des services de proximité, du lien avec l'économie sociale ou le positionnement sur la scène politique du mouvement). J'ai enfin analysé une dizaine de « Lettres du REAS », lettre interne au mouvement destinée directement à ses membres et orientée vers les correspondants locaux.

Malgré la difficulté d'accès et le peu de matériel archivistique disponible, j'ai souhaité l'intégrer à la recherche, car il a apporté des informations complémentaires aux entretiens avec les anciens militants du REAS. Les documents recueillis m'ont permis d'appréhender de manière différente le Réseau – l'observation directe ayant été rendue impossible compte tenu de la disparition du REAS en 1998. Comme le note Liora Israël, « *le recours à l'archive mérite d'être intégré dans l'éventail des méthodes du sociologue* » même si elle nous met en garde sur le fait que « *l'archive ne « dit » rien au sociologue, hors d'une problématique et d'une réflexion donnée* »[239]. Plusieurs réflexions présentées dans la suite de ce chapitre reposent directement sur l'exploitation d'archives. Si comme je viens de le préciser le fond d'archives auquel j'ai eu par hasard accès s'est révélé assez limité concernant le REAS, quelques documents sont pour autant précieux à explorer. Ainsi, les comptes rendus du conseil du directoire ou du conseil de surveillance renseignent sur l'évolution de la composition de ces instances à travers la liste des participants. Ils sont complétés par deux tableaux présentant l'organigramme du REAS en 1996 et 1997. Pour faire écho aux propos de Liora Israël : « l*a confrontation à l'archive dans sa matérialité produit d'ailleurs souvent l'expérience d'un déplacement du regard : parfois une petite note manuscrite apposée sur un document va se révéler plus intéressante que le document lui-même*[240] ». Cependant, leur faible nombre (cinq !) ne permet pas une analyse approfondie des décisions et des questions posées dans les instances de direction du REAS. Ces comptes rendus isolés (un en 1992, un en 1993, un en 1994 et deux en 1998) ne permettent pas non plus de savoir si la forme de « relevé de décision »

[239]ISRAËL Liora, « L'usage des archives en sociologie » in PAUGAM Serge (dir.), *L'Enquête sociologique, 2e* édition, PUF, 2012.

[240]*Ibid.*

sans aucune information sur les éventuels débats ou leur contenu quand ils sont évoqués est la forme classique de ces comptes rendus. Je ne peux donc pas en tirer d'informations sur les pratiques de discussion interne ni de circulation de l'information. Par contre, la découverte de l'invitation aux premières journées d'été du REAS en 1991, avant même l'existence formelle du Réseau, a permis de mettre au jour la bibliographie « officielle » du mouvement à sa création. Cette bibliographie est d'ailleurs exploitée ci-dessous dans le cadre de l'analyse du positionnement politique du REAS. Le texte « Le Réseau de l'économie alternative et solidaire, Pourquoi ? Pour quoi faire ? Comment ? Quand ? », daté du 28 novembre 1991, destiné à être discuté par les membres des réseaux fondateurs, est également un document que j'expoiterai à plusieurs reprises dans cette recherche tant il est riche. Enfin, les deux fichiers de contacts également présents dans ce fond d'archives m'ont permis de connaître en partie la composition réelle du réseau du REAS. Ces deux fichiers sont le « bordereau relevé justificatif de l'augmentation de capital de la SA coopérative Réseau de l'économie alternative et solidaire » daté du 12 avril 1996, ainsi que le fichier des contacts du REAS pour la constitution du futur Inter-réseaux de l'économie solidaire (IRES), daté de 1997. Les données qu'ils contiennent seront directement exploitées dans la suite de ce chapitre autour des réseaux du REAS. Ainsi, malgré le peu d'archives effectivement consultées, l'exploration de ces dernières s'est révélée assez fructueuse car elle est venue éclairer de manière plus générale l'ensemble de la recherche.

Néanmoins, il est compliqué d'avoir une idée précise du nombre d'adhérents au REAS. À la lecture de sa revue et des quelques archives auxquelles j'ai eu accès. L'absence de données quantitatives est cependant à relativiser compte tenu du fait que l'apport principal du REAS a été de mettre en réseau différents acteurs sur des territoires donnés.

3.3.2. Un effectif minimum pour un essaimage maximum

Comme nous venons largement de le voir, l'absence d'archives, ou plus précisément l'absence d'accès aux archives, rend difficile l'appréhension de la réalité quantitative qu'a pu représenter le REAS. Dans un des rapports d'orientation du REAS présenté dans la revue *A Faire,* le REAS va jusqu'à prétendre qu'il compte « *quand même*

quelques milliers de participants[241] ». Mais dans les comptes rendus des différents congrès édités dans cette même revue, on trouve les éléments quantitatifs suivants : 200 personnes ont participé au congrès constitutif du REAS en 1992, plus de 620 à celui de 1994 et 221 pour le congrès de 1996 à Amiens. Le répertoire des actionnaires du REAS de 1996 recense 47 structures qui possèdent au moins une part de l'UES (Union d'économie sociale) REAS et trois personnes physiques (Aline Archimbaud, Jean-Paul Gauthier et Bernard Gomel). Ces actionnaires sont répartis sur 13 régions, dont un peu moins de 40 % (37 %) en Île-de-France. Un autre document quantitatif trouvé est la liste des potentiels contacts franciliens pour la création du futur Inter réseaux d'économie solidaire (IRES) lancé en 1997. Dans ce document, le REAS enregistre 51 personnes au sein de son réseau. On peut d'ailleurs noter que, sur la liste des adhérents Île-de-France de l'IRES, plus d'un tiers est issu du REAS. Les autres réseaux partenaires de la constitution de l'IRES sont Artisans du Monde, l'ADSP (Agence pour le développement des services de proximité), le réseau Biocoop, Culture et Liberté, Culture et Proximité – Opale, la Fédération Relais, le MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), Peuples solidaires, les Régies de Quartier et Terre des Hommes.

Mais finalement la question du nombre de militants n'est pas forcément pertinente en elle-même puisque le REAS se revendique surtout comme un carrefour de réseaux. Lors des entretiens réalisés, la caractéristique principale du REAS retenue par ses anciens militants est qu'il a été pour eux l'occasion de rencontrer d'autres initiatives, d'autres militants partageant des expériences similaires. C'est par exemple le cas d'Annie Dreuille, de la Maison des Chômeurs TO7 de Toulouse, qui explique que c'est par l'intermédiaire du REAS qu'elle rencontre Salah Amokrane de l'association de quartier Vitecri. Les deux structures vont travailler ensemble et, pour l'anecdote, Salah Amokrane va même devenir le gendre d'Annie Dreuille. Cette mise en lien est la force du REAS. D'ailleurs, le REAS ne prétend pas être la panacée de l'économie solidaire. L'idée est plutôt de faire émerger les initiatives, de les étiqueter lorsque les acteurs locaux font de l'économie solidaire sans le savoir. De très nombreuses associations régionales fédérant les acteurs locaux de l'économie solidaire existantes aujourd'hui sont directement issues du REAS. De plus, sa stratégie d'utilisation des

[241] *A Faire,* n° 20 p. 5.

médias nationaux pour faire la promotion de l'économie solidaire va également participer à la diffusion de ce concept. D'ailleurs, le rapport d'orientation du directoire du REAS en 1994 ne manque pas de pointer le nombre d'articles dans des journaux nationaux consacrés au REAS ou à l'économie solidaire. La série de cinq conférences de 1996 et 1997 déjà évoquées plus haut participe du même mouvement. Enfin, il faut souligner ici que les dirigeants du REAS participeront très concrètement à la création puis à la mise en œuvre du secrétariat d'État à l'Économie solidaire de Guy Hascoët. Ainsi, Jacqueline Lorthiois, fondatrice et présidente du directoire du REAS, sera la conseillère technique de ce dernier au ministère.

3.3.3. Un réseau de réseaux

Comme le souligne Florence Maillochon, « *suivant les contextes, le « réseau » peut être considéré comme un « fait social » – une réalité qui s'imposerait d'elle-même et ferait sens auprès des personnes concernées – ou comme une « catégorie d'analyse » le plus souvent employée par les seuls chercheurs*[242] ». Dans le cadre de cette recherche sur le REAS, la définition du réseau retenue s'appuie sur celle de Pierre Ansart : « *système de liaisons entre des personnes formant un ensemble ; cet ensemble*[243] ». S'il paraît évident qu'une démarche de type « analyse de réseau » serait certainement très fructueuse pour mon travail, les matériaux d'analyse à disposition ne me permettent pas de procéder à une telle étude. J'ai constitué à partir de la lecture de la revue *A Faire* (recensement systématique des associations et organisations apparaissant dans la revue comme partie prenante du REAS) et de deux archives (le bordereau des actionnaires du REAS au 12 avril 1996 et le fichier des contacts franciliens pour le futur Inter réseau d'économie solidaire IRES de 1997) un tableau récapitulatif des associations faisant partie du réseau du REAS[244]. Le concept de capital social fournit également une piste intéressante pour définir le réseau REAS. Le capital social est défini par Robert Putnam en ces termes : « *L'importance et la forme de capital social sont aussi des caractéristiques d'un groupe social pour lequel elles*

[242]MAILLOCHON Florence, « Pourquoi l'analyse des réseaux ? » in PAUGAM Serge (dir.), *L'Enquête sociologique*, 2e édition, PUF, 2012.

[243]ANSART Pierre, « Réseau », in AKOUN André et ANSART Pierre (dir.), *Dictionnaire de sociologie,* Seuil, 1999.

[244]Voir annexe

représentent une ressource pour l'action collective, favorisant des actions publiques performantes en particulier[245] ». Réseaux sociaux qui produisent une réciprocité spécifique : « *je fais cela pour toi et tu me le rends » – et surtout, une réciprocité générale : « je fais cela pour toi sans attendre de ta part une contrepartie immédiate, mais je suis confiant qu'à l'occasion, quelqu'un me le rendra* »[246]. Ainsi, le REAS peut alors être décrit comme un « réseau d'engagement civique » au sens où « *les réseaux d'engagement civique engendrent des normes exigeantes de réciprocité généralisée et entraînent l'émergence de la confiance en autrui. L'existence de tels réseaux facilite la coordination, la communication, permettant ainsi une résolution harmonieuse des dilemmes suscités par l'action collective*[247] ». Il me semble que cette définition pourrait faire consensus auprès des militants du REAS que j'ai interviewés dans le cadre de ce travail. Nous le verrons d'ailleurs dans la suite de ce chapitre. Mais plus que des individus, le REAS a regroupé des réseaux, des collectifs d'associations déjà existants qu'il a cherché à fédérer pour faire nombre et peser. J'ai recensé plus d'une centaine d'associations ou de réseaux d'associations qui ont été associés au REAS soit comme actionnaire de la coopérative, soit comme membre associé ou plus simplement comme contact. À partir des données recueillies, l'on peut faire ressortir les éléments suivants concernant le « réseau » du REAS. Tout d'abord, les organisations recensées à partir des trois sources citées plus haut (revue *A Faire,* bordereau des actionnaires 1996 et fichier des contacts franciliens pour l'IRES), sont pour plus d'un tiers directement issues du REAS ou de l'une de ses organisations fondatrices (ALDEA, Solidarité Emploi, Fédération des CIGALEs). Le REAS n'a donc pas seulement fédéré des associations ou des réseaux d'associations extérieurs, il a également contribué à la création directe de structures dont un nombre important existe toujours. On peut aussi constater que la volonté du REAS de couvrir un maximum le territoire français est respectée puisque des partenaires du REAS sont présents dans 10 régions sur 13. Cependant, il est impossible d'élaborer des statistiques sur la répartition territoriale du REAS en raison de la surreprésentation de

[245]BEVORT Antoine et TRANCART Danièle (dir.) « Les inégalités régionales en matière d'éducation : capital social et performances institutionnelles », in BEVORT Antoine et LALLEMENT Michel (dir.) *Le Capital social. Performance, équité et réciprocité,* La Découverte, 2006, p. 165.

[246]BEVORT Antoine, *Pour une démocratie participative,* Presses de Science Po, septembre 2002, p. 88.

[247]PUTNAM Robert D., « *Bowling Alone :* le déclin du capital social aux États-Unis » in BEVORT Antoine et LALLEMENT Michel (dir.) *Le Capital social. Performance, équité et réciprocité, op. cit.*, p. 37.

la région Île-de-France majorée par l'utilisation parmi les sources du tableau d'un fichier exclusivement francilien. Cependant, il semble bien que le pari d'essaimer localement soit tenu puisque 59 % des structures recensées ont une vocation locale (limitée tout au plus à une étendue régionale). Malgré le fort investissement du REAS à s'inscrire dans une perspective internationale (création du REEAS – réseau européen d'économie alternative et solidaire – et rubrique consacrée aux initiatives internationales valorisée dans *A Faire)*, seules 6 % des structures ont une action internationale ou européenne. Concernant les domaines d'intervention des structures, 20 % sont des structures d'appui soit à des porteurs de projets soit plus directement à des chômeurs (formation, cagnotte, aide à la construction de projet…), 25 % sont liées à la finance solidaire (dont 18 % sont des CIGALEs) et 7 % sont des associations d'éducation populaire (comme Culture et Liberté ou le Réseau d'échanges et de savoirs). Les thématiques dans lesquelles interviennent les structures sont par ordre d'importance : la finance (25 %), le chômage et l'emploi (24,5 %), le REAS entant que tel (10 %), l'environnement (8 %), la culture (6 %), l'éducation populaire (5 %), l'économie alternative et solidaire (4 %), l'économie (3 %), l'informatique (3 %), la santé (3 %), l'agriculture (2 %), l'aide sociale (2 %), le commerce équitable (1 %), la recherche (1 %), le syndicalisme (1 %), le tourisme (1 %). Enfin, on peut noter que 18 % des structures ayant un lien direct avec le REAS sont proches de la nébuleuse des chrétiens de gauche (comme le MRJC, le Comité chrétien contre le chômage, mais aussi Culture et liberté, la CFDT, Solidarité nouvelle face au chômage, etc.).

Après ce rapide tour d'horizon du REAS dans son environnement associatif, nous allons maintenant examiner le positionnement qu'ont souhaité occuper le REAS et ses militants.

3.4. Le positionnement : investir le champ politique

À la suite du rapprochement toujours plus important entre l'ALDEA et Solidarité Emploi (en 1990, Jacques et Aline Archimbaud, mari et femme, sont respectivement président de l'ALDEA et dirigeante de Solidarité Emploi) l'appel commun des deux structures à la constitution de correspondants locaux se transforme finalement en la

création d'un réseau des réseaux, le REAS. Ce nouveau réseau se veut à la fois pôle de ressources pour toutes les initiatives alternatives, organe de liaison, mais aussi figure de proue de l'économie alternative et solidaire. L'objectif clairement affiché est de sortir de l'invisibilité et de l'expérimentation pure. L'idée majeure de la création du REAS est la mise sur la scène publique, la médiatisation pourrait-on dire aujourd'hui, de l'existence d'une « France des alternatives » qui, à côté du monde capitaliste et du monde étatiste, propose une autre définition du vivre ensemble. Il ne s'agit plus simplement, comme avec l'ALDEA, de recenser ou de favoriser des initiatives qui peuvent rester confidentielles du moment qu'elles changent les hommes en changeant leurs pratiques économiques, ou comme avec Solidarité Emploi, de se limiter à la création de cagnottes pour les chômeurs. Avec le REAS, le lieu d'investissement et de conquête militante se déplace des hommes à la société.

3.4.1. Un modèle d'émancipation à diffuser

Par ailleurs, il ne s'agit plus de faire du « *one shot* » pour prendre une autre expression anachronique, mais de passer à la moyenne série, de diffuser un modèle d'émancipation fondé sur des activités économiques appropriables par tous. Chaque individu doit avoir la possibilité de comprendre et investir le domaine économique soit par la gestion directe des projets dans lesquels il investit son épargne ou dans le développement de services ou de biens directement issus des besoins du territoire dans lequel il est implanté. Il s'agit de faire émerger une économie endogène portée par les individus. Dans ce projet, la participation à la mise en œuvre d'une activité économique ou à son financement direct est créatrice de connaissances et de compétences économiques. Capable de comprendre son environnement économique et directement impliqué dans sa mise en œuvre, chaque individu est ainsi en situation de maîtriser son activité et/ou son argent. Pour cela, il faut dépasser l'expérimentation et faire nombre pour peser. C'est ce qui est souligné dans cet extrait du débat autour du rapport d'orientation remis lors du 1er congrès du REAS en 1994 : « *À l'évidence, notre propos est de dépasser le stade de la seule fabrication de prototypes : le temps est venu d'accéder à la diffusion, à une certaine échelle, de "produits et services" à usage du plus grand nombre. Une vraie capacité démocratique d'autonomie, de critique et de spécification des formes alternatives qui n'est possible que si elles se*

présentent d'abord dans les matrices claires et facilement reproductibles par les citoyens. Rompre avec une certaine forme d'élitisme, c'est pour les uns diffuser l'expertise accumulée, pour les autres accepter d'apprendre avec une certaine humilité[248] ». Complémentaire aux associations créées concomitamment autour des « nouvelles solidarités » (DAL, SNC, SNL, MNCP[249], etc.), le REAS se veut à la fois plus généraliste et plus politique. Bien qu'inscrit dans un même mouvement (le réseau participera au manifeste contre l'exclusion et à la campagne pour une « Europe de la grande solidarité »), l'originalité du REAS est de ne pas choisir une thématique (comme c'était le cas de Solidarité Emploi), mais un outil : l'activité économique. Cette activité peut ensuite s'exercer dans le domaine de l'écologie, de la lutte contre le chômage, pour le logement, la solidarité internationale… Aline Archimbaud résume bien le projet du REAS : « *L'intérêt et l'utilité de cette économie* [l'économie alternative et solidaire], *c'est en quelque sorte, de former vitrine, d'anticiper sur les changements plus vastes, de concentrer des potentiels d'action que la seule perspective de lendemains qui chantent ne suffit pas à faire fructifier ; autrement dit, de rompre avec les modèles politiques purement propagandiste, électoraliste ou protestataire* […]. *L'économie alternative et solidaire ne se limite pas à l'addition de micro-pratiques. Elle a vocation à participer au mouvement global de la transformation de la société*[250] ».

3.4.2. L'inscription dans la construction d'une nouvelle offre politique

Plus que sur le terrain associatif, c'est sur le terrain de la construction d'une nouvelle offre politique que se positionne le REAS. D'ailleurs, la lecture des archives témoigne de la volonté initiale de créer avec le REAS « l*a première entreprise coopérative à caractère politique*[251] ». Plus qu'un carrefour des initiatives alternatives, les fondateurs

[248]Extrait du débat autour du rapport d'orientation du directoire à l'occasion du 1er congrès du REAS de 1994 (suivant le congrès fondateur de 1992). *A faire*, n° 21-22, p. 13.

[249]Droit Au Logement, Solidarité nouvelle face au logement, Solidarité nouvelle face au chômage, Mouvement national des chômeurs et des précaires.

[250]Extrait de l'intervention d'Aline Archimbaud lors des journées d'été des Verts à Saumur. *A Faire* n° 9, p. 14-15.

[251]Jacques Archimbaud « Le Réseau de l'économie alternative et solidaire. Pourquoi ? Pourquoi faire ? Comment ? Quand ? », daté du 28 novembre 1991, archives privées. En 1992, dans le numéro d'*A faire* préparant le congrès constitutif du REAS, Emmanuel Antoine lui aussi propose que le REAS soit « une société coopérative et politique pour une société plus solidaire et plus dynamique ». *A Faire*, n° 12, p. 7.

du REAS positionnent leur réseau comme « *une nouvelle forme de l'action politique*[252] ». Cette orientation transparaît dans la plupart des textes écrits par ses fondateurs au moment du débat conduisant à sa création formelle. Ainsi, Jacques Archimbaud, dans un texte qui circule auprès des militants pour les convaincre de l'intérêt de créer le REAS, explique que ce réseau « *participe à un mouvement de revitalisation politique de la société civile ; à la dynamisation ou à l'autonomisation d'acteurs à l'heure actuelle atrophiés ou dépendants. […] Aucune force politique n'est en situation de produire une critique forte et complète du tout économique, d'articuler cette critique à une réelle capacité d'action* ». Il précise plus loin les apports de l'économie alternative et solidaire dans ce débat : « *Dans notre capacité à rendre consciente et pensée notre pratique, dans notre capacité à faire qu'elle rencontre d'autres pratiques aussi, se joue donc la possibilité de faire émerger les éléments constitutifs d'une nouvelle culture politique évoquée plus haut, d'une doctrine plus globale, forcément marquée par la pluralité et la complexité*[253] ». Cette nécessité de créer une « nouvelle voie » à gauche repose sur l'analyse que les promoteurs du REAS font des changements sociaux à l'œuvre dans la société en général. L'affaiblissement des forces traditionnelles de la gauche est alors brandi comme le moteur d'un impératif à agir et à proposer autre chose : « *l'érosion du socialisme de gouvernement et l'effondrement du communisme appellent à une refondation d'une pensée du changement social*[254] ». En effet, depuis le début des années 1980, « *on observe une désaffection vis-à-vis des principaux partis de gouvernement.* […] *Cette situation* [montée de nouvelles préoccupations comme le chômage, l'immigration, la précarité, la politique économique menée en 1983-1984] *favorise le soutien électoral des formations politiques en dehors du quadrille bipolaire* [PS/PCF – RPR/UDF], *mais se traduit par une montée régulière de l'abstention et une très forte volatilité électorale*[255] ». On peut ajouter que dans le tout début des

[252]ANTOINE Emmanuel, « Une société coopérative et politique pour une société plus solidaire et plus dynamique », *A Faire*, n° 12, p. 7.

[253]ARCHIMBAUD Jacques, « Le Réseau de l'économie alternative et solidaire. Pourquoi ? Pourquoi faire ? Comment ? Quand ? », 28 novembre 1991, archives privées, p. 1 et 6.

[254]Rappelons ici que le REAS et son ancêtre direct « les réseaux associés » (Réseau regroupant l'ALDEA, Solidarité Emploi, SNC et la fédération des CIGALEs associés pour la création du journal *A Faire* comme suite à l'organisation et la participation commune au TOES 89) naissent après la seconde élection de François Mitterrand de 1988.

[255]FOUGIER Eddy et SCHMIDT-JEVTIC Johanna, « France et Allemagne : des systèmes partisans en forte mutation », in DEMESMAY Claire et GLAAB Manuela (dir.), *L'Avenir des partis politiques en France et en Allemagne,* Le Septentrion, collection Espaces politiques, 2009, p. 52.

années 1980, l'arrivée au pouvoir de la gauche va pousser certains militants (notamment autour de l'ALDEA) vers des propositions plus utopiques. Avec l'élection présidentielle de 1981, tout devient possible notamment grâce aux moyens financiers que cette victoire leur procure[256]. Mais avec le tournant de la rigueur en 1983-1984, les espoirs s'envolent et la nécessité de faire une politique de gauche autrement face notamment à la montée du chômage, incitent les militants à trouver d'autres solutions et ressources. Ainsi, en 1995, certains dirigeants du REAS signent au nom du réseau l'« Appel des 35 à l'élaboration d'une politique économique et sociale résolument novatrice et démocratique » paru dans le journal *Le Monde* daté du 28 juin 1995. Cet appel débute d'ailleurs par le constat sur lequel se fonde une grande partie de la vision du REAS : « *Tout le monde le voit : partout en Europe, même là où l'économie ne se porte pas mal, la société se défait. Le contrat social qui s'était élaboré depuis une cinquantaine d'années ou plus autour du plein-emploi et de l'État providence ne parvient plus à assurer à lui seul la cohésion de nos sociétés* ». L'apparition du chômage de longue durée et de ses conséquences en témoigne. Ainsi, entre 1982 et 1987, le nombre de chômeurs de longue durée a doublé. Le REAS situe sa réflexion dans la place laissée d'un côté par les partis de la gauche traditionnelle et d'un autre, par les premières fissures de l'État providence suite à la forte montée du chômage. Ainsi, bien que la perspective initiale de création d'une coopérative politique ait été abandonnée au profit d'une « *coopérative d'initiative économique de citoyens et de citoyennes*[257] », la dimension politique du REAS reste au cœur de son projet. Il s'inscrit clairement dans la perspective d'un changement social à l'œuvre. Cet extrait du texte introductif au numéro spécial d'*A Faire*, revue du réseau, préparant le congrès constitutif du REAS en témoigne : « *Le compromis social de l'après-guerre, noué autour du travail et de son lieu de valorisation l'entreprise, et de son centre, le revenu salarié, n'épouse désormais plus la complexité d'un monde changeant où les aspirations, l'usage du temps, l'insertion dans l'emploi ont profondément évolué. Le compromis à inventer de la société réconciliée appelle de nouveaux protagonistes et de nouveaux liens flexibles, polymorphes, capables d'enrichir la démocratie économique. À l'évidence, l'économie alternative et solidaire, comme composante*

[256]L'ALDEA recevra par exemple plus d'un million de francs en provenance du Plan pour des missions d'étude autour des entreprises alternatives.

[257]LORTHIOIS Jacqueline, « Bâtir ensemble le chapiteau de l'économie alternative et solidaire ». Intervention introductive aux débats du congrès constitutif de REAS. *A Faire*, n° 15, p. 5.

rénovatrice de l'économie sociale, a vocation à contribuer à cette évolution »[258]. Ne se limitant pas à une simple impulsion de départ, cette perspective guide la mise en œuvre concrète du mouvement dans ces premières années d'existence. Le rapport d'orientation du directoire au premier congrès de décembre 1994 illustre cette continuité et souligne que malgré « *la disproportion de* [leurs] *moyens et la faiblesse de la réalité* [qu'ils représentent] », *la perspective n'a pas changé : l'« hypothèse* [du REAS] *est de participer, dans un effort de longue durée, à la construction, forcément lente dans nos sociétés, des cadres nouveaux d'une démocratie plus complète, d'une rénovation de structures plus anciennes risquant d'user leur sens sous leurs formes actuelles. De ce fait, loin d'être assimilables à des outils de politiques conjoncturelles d'emploi ou de traitement social, l'apparition et la croissance de l'économie alternative et solidaire, repérables sous des appellations diverses dans tous les pays industrialisés, peuvent être comparées (avec les risques de toute analogie) au processus d'émergence du syndicalisme, de la coopération et de la mutualité au tout début de la société industrielle et salariale. Nouveaux cycles, nouvelles exigences, nouveaux instruments…* ».

3.4.3. Un projet héritier de la deuxième gauche

Cette vision de la société contemporaine, qui conduit le REAS à se positionner sur le terrain du renouvellement de la pensée politique est également lisible dans les références historiques concrètes dans lesquelles s'inscrit le mouvement. Aline Archimbaud, présidente du conseil de surveillance du REAS revendique cet héritage., Lors d'une présentation de l'EAS (Économie alternative et solidaire) aux journées d'été du parti Les Verts en 1991, elle y explique l'intérêt de « *la thématique de la construction d'un troisième secteur d'activité, très importante d'après [elle] dans un programme politique. Si importante d'ailleurs que, présente dans la rhétorique de la deuxième gauche à un moment donné, elle a été passée en pertes et profits du réalisme gestionnaire, et réduite à la caricature qu'en donne la plus grosse partie de l'économie sociale classique et digérée*[259] ». La référence historique à la deuxième

[258]ARCHIMBAUD Jacques, « Les enjeux d'un congrès constitutif », *A Faire*, n° 13-14, 3e et 4e trimestres 1992. p. 5.

[259]ARCHIMBAUD Aline, « Inscrire notre activité dans une perspective plus vaste », *A Faire*, n° 9, p. 15.

gauche alimente le positionnement politique qu'aimerait occuper le REAS, sorte de « troisième voie » entre la gauche contestataire et le parti socialiste. La deuxième gauche a été « *plus proche de la nébuleuse que d'une véritable formation partidaire capable de mobiliser des militants, de gagner des élections, de gouverner un pays*[260] ». Le PSU (Parti socialiste unifié), de 1960 à 1989, parti emblématique de la deuxième gauche et forme la plus « aboutie » de rassemblement de ces acteurs, regroupait ainsi des courants maoïstes (GOP) comme des courants issus du parti radical autour de Mendès France. Cette nébuleuse a fédéré des militants ne se retrouvant ni dans le PS ni dans le PCF autour d'une gauche « révolutionnaire, mais non communiste », régionaliste, autogestionnaire et anticolonialiste. Ce mouvement a également été le lieu d'un regroupement très divers de militants. Ainsi, « *cette dynamique d'unité [a été] cependant contrecarrée par la multiplicité des groupes qui participent de la nébuleuse réformatrice, par leurs pratiques de forte autonomie et leurs tendances aux recompositions permanentes, voire à l'atomisation pure et simple, et par des clivages de fait entre "une deuxième gauche modérée" et une "deuxième gauche" plus radicale et plus idéologique qui ne se retrouvent pas facilement, sauf dans des crises comme la guerre d'Algérie* »[261]. L'évocation, citée ci-dessus, de la deuxième gauche par Aline Archimbaud ne se limite pas à une référence théorique extérieure, elle prend également en compte une culture militante bien présente parmi les membres du réseau. Lorsque l'on s'attache aux engagements militants antérieurs au REAS des militants du corpus, 48 % ont déclaré avoir été membre, sympathisant ou proche du PSU, de la CFDT[262] ou du MRP ; trois composantes de la nébuleuse de la deuxième gauche. Si on limite ce calcul aux seuls militants en âge d'avoir fréquenté la deuxième gauche (plus de 35 ans en 1992), c'est 70 % des militants qui y ont appartenu. Cependant, les difficultés particulières à cerner la deuxième gauche décrite plus haut pourraient conduire à alerter le lecteur de la fragilité de ce résultat.

Néanmoins, chez l'ensemble de ces militants, l'évocation de la deuxième gauche lors de l'entretien a toujours fait écho à leur propre histoire militante. Le clivage au sein

[260]DUCLERT Vincent, La « deuxième gauche », in *Histoire des gauches en France* sous la direction de BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles, La Découverte, 2005, p. 176.

[261]*Ibid.*

[262]On peut également noter qu'à l'exception d'un militant de la CGT et un militant de la CFTC, la CFDT est le seul syndicat cité par les militants du REAS interviewés.

même de la deuxième gauche entre « les modérés » et les « radicaux » se retrouve d'ailleurs en partie parmi les militants du REAS.

3.4.4. La participation à la construction de l'écologie politique naissante

Mais plus qu'à la deuxième gauche déjà reléguée à un moment historique passé, c'est dans son environnement politique contemporain que le REAS se positionne et plus particulièrement au sein de l'écologie politique naissante. L'inscription de l'émergence du réseau dans la logique d'un changement global de société entraîne alors la nécessité d'une actualisation de la pensée politique qui l'accompagne. C'est donc « naturellement » que le mouvement va s'inscrire dans une réflexion politique qui repose sur les mêmes prérogatives. La bibliographie fournie aux participants pour la préparation du congrès constitutif de décembre 1992 (en annexe) fournit une première indication de l'orientation de la pensée politique du REAS. En plus des revues attendues (*A Faire, ALDEA Journal*) s'ajoutent les revues *Alternatives économiques, Autogestions, Écologie et politique* et *Transversales*, la bibliographie est ensuite découpée en thèmes : « La pluriactivité, le partage du temps de travail, l'épargne » (dans lequel on trouve des références produites par le réseau lui-même ou par ses membres) ; « l'Autre Sommet économique (TOES 89) » (là encore les références sont essentiellement les textes produits par l'ALDEA) ; « le Réseau européen de l'économie alternative et solidaire » ; « L'économie alternative et les alternatifs » (références du réseau, mais également une ouverture vers l'économie sociale avec Henri Desroche ainsi que des références à des expériences à l'international) ; « Problèmes de société : points de vue alternatifs » (on peut noter que Jean-Louis Laville et Bernard Eme sont classés dans les autres points de vue, et non dans les références de l'économie alternative et solidaire) et « Théorie et philosophie : quelques fondements alternatifs ». En rentrant dans le détail de ce dernier thème afin de savoir quelles sont les références théoriques du mouvement, une première évidence apparaît : l'absence de textes de Karl Polanyi, économiste hétérodoxe hongrois et référence incontournable de l'économie solidaire aujourd'hui. La deuxième chose qui interpelle est l'inscription des auteurs référencés par la REAS dans la réflexion contemporaine sur l'écologie politique au sens large alors que l'on aurait pu attendre

une liste de références plus historiques ou plus directement politiques. Troisièmement, on peut noter que la plupart des auteurs conseillés sont des auteurs contemporains au REAS. Enfin, une dernière caractéristique de cette sélection qu'elle est très internationale. Dans les premiers numéros de la revue *A Faire*, plusieurs pages sont consacrées à des initiatives alternatives internationales. La création du REEAS (Réseau européen d'économie alternative et solidaire) témoigne également de l'importance accordée par le réseau de ne pas limiter son champ de vision au territoire national. Un certain nombre des auteurs référencés, notamment les auteurs français, participera d'ailleurs au débat sur l'économie alternative et solidaire organisée en marge du congrès constitutif du REAS, d'autres en sont directement membres comme Ingmar Granstedt ou proche comme André Gorz ou François de Ravignan, d'autres encore participeront à différents colloques ou manifestations organisés par le réseau. La volonté de s'inscrire dans une pensée politique réactualisée et vivante transparaît donc également dans les choix de cette bibliographie.

Tableau 2. Récapitulatif sommaire de la liste des auteurs présentés dans la bibliographie « officielle » du REAS sous la rubrique « Théorie et philosophie : quelques fondements alternatifs ».

Nom	**Discipline**	**Résumé de ses propos**
Edward Burr Barbier (1957 - …)	Économiste britannique	Spécialiste de l'économie environnementale et la rareté des ressources naturelles. Plaide pour un *« New Deal* écologique mondial ».
Ernst Freidriche Schumacher (1911-1977)	Économiste britannique	Auteur du fameux *« Small is Beautiful »*. Il préconise une économie fondée sur une technologie à visage humain propice à l'épanouissement des hommes en opposition à une économie de l'accumulation des biens matériels.
François Partant (1926-1987)	Économiste français	Constatant l'impasse dans laquelle mène le système économique actuel, il recherche les alternatives possibles et notamment à travers l'agriculture. Ingmar Granstedt, militant du REAS a été son ami proche.
James O'connor (1930-)	Économiste américain	Fondateur de la revue *Capitalism, Nature, Socialism ?* Écologiste « marxiste-polanyiste », spécialiste du rapport entre le capital et la nature. Éco-socialiste.
Hans Jonas (1903-1993)	Historien et philosophe allemand	Philosophe de l'écologie critique. Auteur du « Principe de responsabilité » (1979). La responsabilité repose sur la question des conséquences de ses actions sur l'environnement et les générations futures.
Herman E. Daly (1938-…)	Économiste américain	A travaillé sur le concept de la décroissance. Conçoit avec John Cobb le premier indicateur de bien-être durable (IEBD).
James Robertson (1928-…)	Politiste intellectuel britannique	Fondateur du TOES *(The Other Economist Summit)*, une des premières manifestations altermondialiste organisée en marge des sommets du G7. Il travaille notamment sur le revenu de base et

		sur les questions monétaires.
Johan Galtung (1930-…)	Politologue anglais d'origine norvégienne	Fondateur de l'institut de recherche pour la paix. Prône une résolution pacifiste des conflits mondiaux. Inventeur de l'irénologie, la science de la paix.
Manfred Max Neff (1932 -…)	Économiste chilien	Membre honoraire du club de Rome, il a développé un modèle de développement humain fondé sur les besoins humains fondamentaux.
Stephen Alan Marglin (1938-…)	Économiste américain	Pour lui, « une partie de la solution à la crise de l'économie est une nouvelle science économique ». Un des principaux animateurs de l'école des économistes radicaux américains. Pour eux, ce n'est pas la technique qui façonne la division du travail, mais la division du travail qui façonne la technique.
Mark Lutz (1941 -…)	Économiste américain	Défenseur de l'économie humaine (*Humanistic Economics*) qui propose une science économique non-utilitariste et humaniste axée sur la psychologie des besoins humains.
Kenneth Lux (1939-…)	Psychologue américain	Co-fondateur avec Mark Lutz du courant d'humanisation de l'économie reposant sur des bases plus psychologiques qu'écologiques.
Murray Bookchin (1921-2006)	Activiste intellectuel américain	Fondateur de l'école de l'écologie sociale qui repose sur une nouvelle vision du rapport entre l'homme et son environnement.
Paul Ekins (1950-…)	Économiste britannique	Membre du *« Green Party »*. Un des défenseurs de l'économie soutenable. Pour lui, le développement industriel actuel est incompatible avec la préservation du capital environnemental.
Ivan Illich (1926-2002)	Philosophe	Penseur de l'écologie politique et de la critique de la société industrielle. Ingmar Granstedt, militant du REAS a été son ami proche.
Serge-Christophe Kolm (1932-)	Philosophe économiste français	A introduit la question de la justice sociale en économie. Ses recherches portent sur les valeurs philosophiques de l'économie.
Alain Lipietz (1947-…)	Économiste français	Membre d'EELV, penseur de l'écologie politique en France et de l'impasse de l'économie actuelle. Compagnon de route du REAS.
Yoland Bresson (1942-…)	Économiste français	Fondateur de la question du revenu d'existence ami de Philippe Riché, fondateur du REAS.
René Passet (1926-…)	Économiste français	Un des pionniers mondiaux de l'étude des relations de l'économique et du vivant.
André Gorz (1923-2007)	Philosophe français	Compagnon de route du REAS et notamment de son premier vice-président. Penseur de l'écologie politique.
François Plassard (1942-…)	Économiste agronome français	Compagnon de route du REAS, spécialiste des monnaies alternatives.
René Macaire (1916-1993)	Psychologue industriel français	Compagnon de route du REAS. Créateur de la notion de Mutance en réponse à la militance traditionnelle.

De manière générale, ces auteurs partagent une critique sévère du système économique actuel et fondent cette critique autour de l'écologie. Cependant, on peut noter que Pierre Rabhi ou Serge Latouche, auteurs plus proches de l'économie profonde[263], mais également présents dans les pages et dans les débats du REAS, sont absents de la

[263]Écologie profonde ou *Deep Ecology* s'apparente pour certaine à une dérive spiritualiste de l'écologie politique. L'accent y est mis sur une hygiène de vie personnelle et spirituelle.

rubrique « Théorie » pour être relégués au chapitre « autres points de vue ». Certains des auteurs seront invités à participer directement aux débats autour de la création du REAS et feront même une contribution au débat. Comme : Serge Latouche, Henri Desroche, François Plassard, François de Ravignan, Pierre Radanne, Yoland Bresson, René Macaire, Guy Roustang, Jean-Louis Laville et Bernard Eme. D'autres seront également des compagnons de route comme André Gorz et Alain Lipietz ou Ingmar Granstedt. Certains des auteurs présentés comme référence théorique du mouvement, James O'Connor et André Gorz, sont proches du courant de « l'éco-socialisme » tel que le définit Michael Löwy : « *Ce courant est loin d'être politiquement homogène, mais la plupart de ses représentants partagent certains thèmes communs. En rupture avec l'idéologie productiviste du progrès – dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique – et opposé à l'expansion à l'infini d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature, il représente une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique*[264] ». Un grand nombre des auteurs préconisés par le REAS, est référencé par Jean Jacob, maître de conférences en science politique à l'université de Perpignan, dans son ouvrage sur les sources de l'écologie politique[265]. Il est intéressant d'ailleurs de voir que ces auteurs permettent de balayer « *les trois principaux courants qui irriguent l'écologie politique*[266] » identifiés par Jean Jacob et pour lesquels il répertorie les auteurs. Dans le premier courant intitulé « de l'écologie à l'écologisme », on trouve parmi les références théoriques du REAS René Passet et le Club de Rome, dans le deuxième courant, « le souffle libertaire » : Murray Bookchin, François Partant et Alain Lipietz ; dans le troisième courant « autour du personnalisme » : Ernst Friedrich Schummacher, Ivan Illich et André Gorz. Le passage par les écrits de Michael Löwy et Jean Jacob renforce l'impression première d'une bibliographie tournée vers l'écologie politique.

Mais les militants du REAS ne se contentent pas de se référer à des théories élaborées par des auteurs extérieurs au mouvement, ils souhaitent comme nous l'avons vu participer à l'élaboration en cours de la réflexion sur l'écologie politique. D'ailleurs,

[264]LÖWY Michael, « Qu'est-ce que l'écosocialisme ? », in LÖWY Michael (dir.), *Écologie et socialisme*, 2005, Syllepse.

[265]JACOB Jean, *Les Sources de l'écologie politique*, Paris/Condé-sur-Noireau, Seuil, 1995, 179 p.

[266]*Ibid.* p. 16.

l'expérience du REAS peut se lire comme une tentative de mise en œuvre de l'écologie politique. Ainsi, dans un article intitulé « Qu'est-ce que l'écologie politique ? », Jean-Paul Deléage définit la culture de l'écologie politique en France : « *Pour le mouvement écologique, il s'agit donc aujourd'hui d'établir la corrélation entre la diminution du travail et celle de la consommation d'une part et, de l'autre, l'augmentation de l'autonomie et de la sécurité existentielle. Autrement dit, la question est posée de savoir comment producteurs et consommateurs peuvent se rassembler et décider collectivement et souverainement de quoi et comment produire et consommer*[267] ». Le REAS est, à sa manière, une tentative de réponse à ces questions comme nous venons de le voir. Dans ce dialogue, cet espace politique dans lequel se positionne le REAS, ces militants influencent également le mouvement de l'écologie au sens large. Frédéric Brun, inspecteur général au ministère de l'Agriculture et membre fondateur de la revue *Écologie et Politique*, témoigne ainsi du rôle de certains militants du REAS, antérieurement engagés chez Les Verts, dans la création de la revue *Écologie et Politique* : « *Et là, on a aussi rencontré – ça, c'est la genèse de la revue – une équipe de très jeunes objecteurs de conscience, qui étaient dans les réseaux de l'économie sociale et solidaire. Ces jeunes mettaient en œuvre l'ALDEA [Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative], le Manifeste contre l'exclusion de J.-B. Foucault, la Fédération des CIGALEs [Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire] ; ils réfléchissaient à la notion de microcrédit et de banque verte. Des militants assez exceptionnels et qui ont pour beaucoup été la passerelle qui nous a fait adhérer aux Verts : Emmanuel Antoine, Henri Leblanc, Éric Massé, Véronique Raoult… Tous membres des Verts, ils préparaient la campagne de Waechter, puisaient leurs idées chez nous…* [268] ». Tous ces militants ont également été à l'origine de l'arrivée de Jacques Archimbaud à la tête de l'ALDEA. Ils ont été les premiers salariés du REAS et la cheville ouvrière qui a permis l'existence concrète et le développement du réseau. On peut noter d'ailleurs qu'à cette époque, l'économie solidaire occupe une place prépondérante dans le programme des Verts : « *Cependant que le mouvement écologiste s'organisait politiquement, dans une certaine confusion théorique, diverses*

[267]DELÉAGE Jean-Paul, « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Écologie & politique,* 2/2010 (n° 40), p. 28.

[268]BRUN Frédéric, « Vingt ans de la revue *Écologie & Politique*, ou la volonté de peser en théorie sur l'espace de l'écologie », *Écologie & Politique*, 2012/2 n° 45, p. 34.

constantes de l'alternative et de l'écologie persistaient dans la recherche opiniâtre de réponses concrètes au capitalisme. Il convient de souligner deux de ces moteurs de la pensée et l'action : la recherche fiévreuse d'écotechnologies susceptibles de se substituer à la "méga-machine technologique de la croissance capitaliste" ; la construction de réseaux de l'économie solidaire capables de faire face au déploiement de la "logique financière et antisociale de la modernisation capitaliste"[269] ». Pour cet auteur, « *l'économie solidaire se situerait donc au cœur de tout projet alternatif puisqu'elle vise à créer simultanément de la richesse, de l'emploi et du lien social tout en préservant l'environnement*[270] ». Par ailleurs, Aline Archimbaud est élue députée européenne comme candidate d'ouverture sur la liste des Verts en 1992. Suite à cette élection, elle adhérera au parti dont elle deviendra la trésorière nationale. Cet engagement des anciens militants au sein du parti Les Verts, avant, après ou pendant leur participation au mouvement du REAS représente 44 % du total des militants du corpus. Deux de ses principaux animateurs, Jacques Archimbaud et Jacqueline Lorthiois, respectivement directeur général et présidente du directoire du REAS, ont travaillé comme conseillers techniques des ministres Verts du gouvernement de la gauche plurielle de Lionel Jospin. Ils ont d'ailleurs participé à la mise en œuvre des emplois jeunes ainsi que de la création du secrétariat à l'économie solidaire. Ce retour dans le champ politique, investi comme militant pour l'un et comme technicienne des ministères pour l'autre, va d'ailleurs de pair avec leur désengagement du REAS et la fin du mouvement. On peut également souligner que l'impact du secrétariat d'État a finalement été nul dans la constitution d'un mouvement fort des acteurs de l'économie solidaire. Enfin, concernant les liens entre l'économie alternative et solidaire telle que conçue au sein du REAS et l'écologie politique et plus précisément le parti des Verts, on peut également souligner l'importance, dans la jeune génération du REAS, du nombre d'élu EELV aujourd'hui. Ainsi, 57 % des militants qui avaient 35 ans et moins en 1992 sont ou ont été élus. Dans leur totalité ces mandats sont des mandats locaux, et plus précisément municipaux à l'exception d'une élue régionale. Parmi ces élus, la moitié appartient aujourd'hui au parti Europe Écologie – Les Verts. En plus du lien d'influence et de vase communiquant entre le REAS et l'écologie politique en général et le parti politique Les Verts en particulier, le réseau se positionne également comme

[269]DELÉAGE Jean-Paul, « Écologistes et alternatifs », in *Histoire des gauches en France*, *op. cit.*

[270]DELÉAGE Jean-Paul, « Écologistes et alternatifs », in *Écologie et Politique*, n° 28, 2004, p. 172.

un lieu d'accueil et de rencontre, de foisonnement d'intellectuels, de personnalités politiques et syndicales qui participent à une réflexion plus générale sur les questions sociales. Ainsi, le REAS invite régulièrement dans les colonnes de sa revue *A Faire* des personnalités politiques éminentes ainsi que des intellectuels proches du mouvement comme André Gorz. Dans la revue, on peut lire une interview de Jean-Pierre Soisson alors ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, où de hauts fonctionnaires comme François Soulage, de la délégation interministérielle à l'économie sociale, Claude Alphandéry, de la Caisse des dépôts et consignations, de Bertrand Fragonnard, délégué interministériel au revenu minimum d'insertion qui vient d'être mis en place, Anne Gauvin, chargée de mission au Commissariat au plan pour les questions relatives à l'emploi et aux salaires… On y trouve même la tribune politique de deux députés socialistes, Thierry Mandon et Alain Vidalies, sur le travail précaire[271]. En plus des interviews, le REAS arrive à mobiliser des personnalités de premier plan lors de ses colloques. Ainsi, les deuxièmes journées du réseau sont inaugurées par Serge Latouche et Félix Guattari. Lorsqu'ils organisent un colloque sur le travail, les principaux leaders syndicaux sont présents : Bernard Thibault pour la CGT, Bruno Léchevin pour la CFDT et Annick Coupé pour SUD. Lorsqu'il s'agit en 1996 de parler d'économie solidaire et de territoire, sont présents des personnalités politiques d'envergure nationale, comme Michel Delbarre, maire de Dunkerque et ancien ministre, Claude Bartolone, député-maire du Pré-Saint-Gervais et ministre de la Ville un an plus tard ou encore Jean-Pierre Brard, député-maire de Montreuil, des acteurs importants de la réflexion sur le territoire comme le président de l'ADELS, Marc Vandewinckele ou Hugues de Varine, ou des représentants imminents de l'Église avec la présence de l'évêque d'Amiens au congrès du REAS de 1996 ou de Monseigneur Gaillot… Enfin, le REAS est également un carrefour pour les acteurs de la « société civile » de l'époque comme Jean-Baptiste de Foucauld, président du SNC, ou Maurice Pagat, fondateur de Partage et des Maisons des Chômeurs… On peut souligner que cela est d'autant plus étonnant que ce mouvement n'a réuni qu'un nombre limité de militants en comparaison à d'autres mouvements de la même époque. Ce constat renforce une impression paradoxale : un mouvement regroupant finalement peu de militants, qui reste relativement confidentiel, mais qui a

[271]MANDON Thierry et VIDALIES Alain, « Mettre des limites au travail précaire », in *A faire* n° 3, 1er trimestre 1990, p. 20-21.

été un lieu dense de réflexion et d'échange pour des intellectuels, des personnalités politiques ou des organisations syndicales.

Au-delà d'un simple syndicat d'acteurs de l'économie alternative et solidaire ou d'une fédération d'associations, le REAS a, pour partie, rempli son ambition générale et politique. En effet, dans les années 1990-2000, le REAS a été suffisamment attractif pour attirer des personnalités intellectuelles, politiques, culturelles, syndicales de premier plan. Ce réseau a été le carrefour d'une émulation intellectuelle à l'image d'autres organisations contemporaine et proche du REAS comme ATTAC. Il est sans doute impossible de mesurer aujourd'hui l'influence réellement de ce micromouvement dans la pensée politique actuelle. Cependant, il a sans doute pesé au moins sur un parti politique maintenant bien ancré dans le paysage français : EELV. La question peut ainsi être posée de savoir si le REAS a été le laboratoire du jeune parti Verts de l'époque où à l'inverse, si le parti Les Verts alors en construction et recomposition n'a pas été le laboratoire d'application des expérimentations politiques imaginées au sein du REAS, notamment dans sa sortie du « ni droite, ni gauche ». Dans tous les cas, ces deux organisations n'ont cessé de se fournir des ressources militantes. En somme le REAS se positionne clairement dans le champ du renouvellement de l'offre politique. Nous allons voir que ce renouvellement ne se résume pas à une vision politique nouvelle, il se décline en valeurs et en pratiques militantes particulières et innovantes. Cela est perceptible à travers l'analyse du manifeste du REAS.

3.4.5. Quelle stratégie ?

En plus du texte « Poteaux d'Angle », véritable charte du REAS, une autre formalisation de son projet politique et des valeurs qui le sous-tendent s'est traduite par le choix de son organisation formelle. D'un premier abord, le choix de constituer le réseau formellement sous la forme d'une union d'économie sociale[272] (UES)

[272]« L'union d'économie sociale est un statut juridique créé en 1983 pour permettre aux associations, coopératives et mutuelles de monter des projets communs ou des partenariats avec les collectivités locales, dans lesquels elles ont vocation à rester majoritaires. Coopératives à capital variable (sous forme de société anonyme ou de société à responsabilité limitée), les UES fonctionnent sur le modèle un associé* = une voix ; par ailleurs, 65 % des droits de vote doivent appartenir à des organisations de l'économie sociale ». source : http://www.alternatives-economiques.fr/union-d-economie-sociale--ues-_fr_art_223_31360.html

interpelle. La description des statuts du REAS[273] montre la complexité de la forme choisie de « société anonyme coopérative à capital variable ». Ainsi, pas de simple adhésion comme à une association, mais l'achat de part du capital de la structure. Les participants ne sont pas des membres, mais des associés. Ce choix vient appuyer un double objectif des militants : celui de garantir la démocratie interne (un coopérateur une voix) et celui d'offrir une forme « entrepreneuriale » au réseau. Ainsi, contrairement à une association, ce statut permet au REAS d'être lui-même une entreprise, même s'il s'agit d'une entreprise différente avec une forte démocratie interne et un fonctionnement qui est orienté vers le service à ses membres. Le statut de l'association est trop éloigné du statut entrepreneurial et celui de SCOP (Société coopérative ouvrière de production) met l'accent de la participation sur les salariés et ne correspond donc pas à la constitution des membres du réseau qui sont essentiellement des associations ou des individus non salariés du REAS. Dans le cadre d'une SCOP, les salariés doivent posséder au minimum 51 % du capital, mais compte tenu du faible nombre de salariés du REAS ce statut n'était pas non plus envisageable. On peut à cette occasion noter qu'une des premières mesures en faveur de l'économie solidaire mise en place lors de l'accession des Verts au gouvernement de la gauche plurielle est de proposer un statut entrepreneurial particulier pour le tiers-secteur qui deviendra la SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif). Ce nouveau statut est mis en œuvre suite à un rapport rédigé par Alain Lipietz, membre des Verts et compagnon de route du REAS[274]. Rappelons également que Jacqueline Lorthiois et Jacques Archimbaud ont travaillé comme conseillers techniques auprès des ministres Verts du gouvernement Jospin. Mais pour revenir au choix de l'UES, faute de mieux, il permet tout de même au REAS à la fois d'être une entreprise tout en mettant l'accent sur la prévalence du groupe : « *une coopérative est une entreprise : elle se propose d'ajouter de la valeur aux ingrédients de base qu'elle transforme, […] qui doit aussi servir de fondement à une stratégie patrimoniale collective. Dit plus simplement, il est aussi question d'accumuler des marges financières de longue durée* »[275]. Mais en plus de la question de la constitution d'un capital propre, il s'agit également de réaffirmer que

[273]Voir annexe

[274]LIPIEZT Alain, *Pour le tiers secteur. L'économie sociale et solidaire : pourquoi, comment ?,* coédition La Découverte - La Documentation française, Paris, 2001.

[275]Réseau d'économie alternative et solidaire – Union d'économie sociale, *A faire,* n° 13-14, p. 9-10.

« *jusqu'à un certain point, c'est la notion de groupe coopératif qui est en jeu dans notre démarche. Groupe fédéraliste, groupe décentralisé, mais groupe tout de même*[276] ». Le choix de l'UES est donc argumenté par les dirigeants du REAS en quatre points : tout d'abord, s'inscrire dans la tradition, l'histoire, la lignée de l'économie sociale, puis s'assurer un fonctionnement démocratique : un coopérateur une voix, ensuite permettre de sauvegarder des moyens financiers et enfin intégrer des points de vue pluralistes avec le fonctionnement en quatre collèges dont chacun porte une vision particulière du REAS. Sur le premier point, le REAS a fait le pari suivant : l'économie sociale est installée, elle a de gros moyens financiers, mais plus de militants. En positionnant l'économie alternative et solidaire dans cette tradition, cela permet de déborder l'économie sociale par la force militante de l'économie alternative : « *Le choix de l'UES est aussi une façon d'indiquer notre volonté de renouer des fils, de tracer une continuité, de contribuer à une rénovation, dans sa double dimension de partenariat et de tension, de la tradition coopérative, associative et mutualiste*[277] ». Mais c'est aussi la possibilité offerte par le statut de l'UES d'organiser les coopérateurs en quatre collèges qui est le plus fortement mis en avant et qui permet de valoriser les différentes composantes du mouvement et donc encore une fois de mettre l'accent sur la pluralité des points de vue, la diversité des acteurs… si chers aux militants du REAS : « *Il y a surtout la possibilité de mettre au point, à travers cette forme, une fonctionnalité démocratique appropriée à la sédimentation et à la diversité des composantes qui font notre réseau : quatre légitimités, quatre collèges » : - légitimité première, premier collège : les associations fondatrices (SE, Garrigue, Ovide, A Faire) ; - légitimité seconde, deuxième collège : l'association nationale des correspondants locaux : ils sont les racines de notre réseau, les médiateurs, les points de passage obligés ; - légitimité troisième, troisième collège : les membres associés : ce sont les associations qui ont à faire vivre sectoriellement l'économie alternative et solidaire (Confédération paysanne, MRJC, Association de jeunes) ; - quatrième légitimité, quatrième collège : Les Amis du Réseau : les personnes physiques*[278] ». Pour renforcer la démocratie interne à chaque collège, il est proposé que « *l'économie alternative et solidaire n'ayant pas d'objet en elle-même et*

[276] *Ibid.*

[277] *Ibid.*

[278] *Ibid.*

ne pouvant se constituer comme espace séparé du mouvement social, le Réseau se fixe fondamentalement pour objectif d'outiller les pratiques associatives et collectives nées dans la société civile. C'est pourquoi il est apparu utile de constituer en association les groupements pouvant à un moment ou à un autre faire appel aux services du Réseau, enrichir ses pratiques et contribuer à leur évaluation[279]». Enfin, le choix de l'UES oblige statutairement à une démocratie interne proche de l'organisation du parti Les Verts de l'époque. Le Réseau adopte « *un fonctionnement souple : c'est une assemblée générale, par collège, qui désigne ses représentants dans l'organe d'animation de la coopérative : le conseil de surveillance* » et « *un fonctionnement parlementaire : le conseil de surveillance désigne en dehors de ses rangs, le directoire qui forme l'exécutif de la coopérative* [280] ». Le renouvellement annoncé tous les deux ans de ces instances de démocratie interne n'a pourtant pas fonctionné et dans la réalité, la présidence comme le directoire resteront presque identiques tout au long de la vie du REAS. De plus, il faut noter que l'UES a été fondée et enregistrée au registre du commerce de Bobigny en avril 1992, soit huit mois avant le congrès constitutif du REAS.

Ce petit arrêt sur la question de l'organisation formelle du réseau a permis d'appuyer de nouveau les valeurs chères au réseau plus que de juger de la pertinence de ce choix statutaire.

3.5. « Poteaux d'angle », l'unique manifeste du REAS

La traduction en pratique du projet politique du REAS s'est notamment exprimée à travers son manifeste intitulé « Poteaux d'angle ». Véritable « charte de l'économie alternative et solidaire » qui malgré les années et les déplacements du REAS est toujours restée la référence. Lors des différents entretiens menés, c'est d'ailleurs toujours en son nom que les acteurs défendent leur point de vue, leurs orientations. Plus que la revendication de valeurs spécifiques, ce texte est également fondateur d'une certaine pratique, d'une véritable méthodologie du REAS. Les lignes qui suivent

[279] *Ibid.*

[280] *Ibid.*

reposent essentiellement sur l'analyse de ce texte. Adopté lors du congrès constitutif du REAS les 11, 12 et 13 décembre 1992 et intitulé « Poteaux d'angle » (voir annexe), il a été coécrit par les militants présents. Il a vocation à exprimer publiquement les valeurs du REAS mais également à faire référence en interne pour apprécier les initiatives militantes. Ce texte a fait l'objet d'une construction collective et d'un large consensus entre les militants. Chacun reconnaît et se reconnaît dans ce texte. Sa longueur, cinq pages, est d'ailleurs un indice des modalités collectives de son écriture. Intitulé dans son intégralité « Poteaux d'angle pour la naissance et le développement du Réseau de l'économie alternative et solidaire », il est découpé en six points. Le premier point tente de délimiter le périmètre de l'économie alternative et solidaire (EAS) et traduit, au niveau du réseau, les éléments fondateurs du projet politique du REAS. Les points deux, trois et cinq déclinent le projet du REAS en valeurs, champs d'action et en statut pour l'organisation formelle du réseau. Le quatrième point offre une perspective réflexive sur les limites du mouvement naissant dont bon nombre sont assez prémonitoires. Enfin, le sixième point est consacré à un appel à la mobilisation autour du REAS. Les axes, les « poteaux d'angle » du REAS, peuvent se résumer en trois grandes idées directrices : d'abord, l'important est de faire, d'agir concrètement, c'est dans la réalisation concrète que s'éprouve le projet politique ; ensuite, il faut partir du terrain, des individus pour construire le projet collectif qui n'est alors plus synonyme de don de soi, comme dans le militantisme plus traditionnel, mais au contraire d'émancipation, de réalisation individuelle ; et enfin, revendiquer le pluralisme, la diversité des points de vue, des parcours, des pratiques, faire place au débat qui trouve un intérêt en lui-même. Ces trois idées force traversent l'ensemble du manifeste. Elles s'appuient sur des initiatives économiques entendues comme production de biens et de services visant à réinscrire l'économie dans la société en développement sa dimension solidaire notamment.

Photo1

Avant d'entrer dans le détail de ce texte, arrêtons-nous un instant sur le récit « mythique » de sa naissance qui est en lui-même « l'acte » fondateur du mouvement. Sa rédaction est l'exemple presque idéal, typique de la manière dont le réseau a été pensé et voulu : du débat, des apports de chacun, une production collective.

> Jacqueline Lorthiois, présidente du directoire du REAS, se souvient de la manière dont est né ce texte, fruit d'un travail collectif « très difficile » : « *Et donc ce qui est intéressant c'est que c'est Jacques [Archimbaud] qui avait gratté un texte. Et c'était extraordinaire parce qu'on venait de s'installer à la MAAFORM à Pantin. Y avait justement, les murs qui n'étaient pas encore terminés, y avait des bâches en plastique et on gelait tellement. On avait froid parce que les murs n'étaient pas encore construits. Et y avait un silence religieux et alors, y avait cent personnes dans la salle et on a écrit à 100 (!) le texte « Poteaux d'angle ». […] À 100, on lisait une phrase et demie et y avait des interventions, des modifications, des votes et on passait à la ligne suivante. Et pendant toute une journée, on a écrit ce texte. Et à la fin de la journée le texte était écrit. À 100. Et je témoigne qu'on peut écrire collectivement un texte, à 100. Y avait vraiment un esprit militant assez rare*[281] ».

[281]Jacqueline Lorthiois, citation extraite de l'entretien n° 1, octobre 2008.

Ce récit d'une production collective est également fortement présent dans les photos qui accompagnent les différents comptes rendus des congrès dans la revue *A Faire*. Dès qu'il est fait référence directement du REAS, des photos présentent systématiquement des personnes discutant ensemble un verre à la main, assis sur l'herbe, dans une salle, à la tribune, autour d'une table… Ce qui n'est pas le cas des autres photos d'illustration de la revue.

Photo 2 - prise lors d'un congrès du REAS

Cette volonté de mettre en avant la discussion collective, la réflexion commune, le « faire ensemble » est également appuyée par la multiplication des points de vue mis en avant dans chaque discussion concernant la vie du mouvement, ses orientations… Le rapport d'orientation présenté par le conseil de surveillance lors du 1er congrès du REAS en 1994 sera accompagné, par exemple, de pas moins de dix contributions[282]. Chacun se retrouve dans la création collective, chacun y existe, comme le dit Bernard Ginisty, premier vice-président du conseil de surveillance du REAS, « la solidarité c'est donner la possibilité à chacun d'être acteur »[283]. Nous verrons cependant dans le chapitre suivant que cette démocratie interne très vivante n'est pas, pour tous, aussi idéalement vécue. Cette mise en scène de la production collective reflète néanmoins

[282]Discussion générale autour du rapport d'orientation proposé par le conseil de surveillance, *A Faire,* n° 21/22 du 1er trimestre 1995, p. 11-23.

[283]GINISTY Bernard, « Libres propos en vue d'une future charte du REAS », in *A Faire,* n° 13-14, p. 8.

un présupposé fort du REAS : la production collective c'est la richesse de la rencontre, de l'échange, du partage de différents points de vue, cultures, expériences… Le nom du manifeste, « Poteaux d'angle » est en lui-même pensé comme le reflet de ces valeurs d'ouverture et de débat :

> *« Alors, les Poteaux d'angle, c'est une expression piquée à un poète[284]…. On voulait faire un texte fondateur du REAS et on ne voulait pas que se soit fermé. On ne voulait pas que ce soit un cadre. Et les Poteaux d'angle, ça voulait dire que c'était comme les poteaux d'une tente qui était ouverte sur l'extérieur et qui n'était pas déterminée par quelque chose de rigide. Enfin, y avait cette idée de liberté, d'ouverture, etc. Comme dans la tente d'un Bédouin, y avait quatre poteaux d'angle[285] ».*

Dans cet extrait d'entretien, Jacqueline Lorthiois met bien en avant la volonté de ne surtout pas être dogmatique. De laisser toujours l'horizon ouvert.

Photo 3 - Prise à la MAAFORM

[284]MICHAUX Henri, *Poteaux d'angle,* Fata Morgana, 1978. « *Poteaux d'angle* est une œuvre née par vagues successives : un premier ensemble de textes a été publié à l'Herne en 1971. D'autres textes l'ont complété et ce nouveau recueil est sorti en 1978 chez Fata Morgana. S'y ajoutent en 1981, dans l'ouvrage édité chez Gallimard, deux ensembles inédits et un poème final » HUNZINGER Chloé, « Sur Henri Michaux et *Poteaux d'angle* », in La Revue des ressources, 2003 (repris en 2012). http://www.larevuedesressources.org/sur-henri-michaux-et-poteaux-d-angle,109.html

[285]Jacqueline Lorthiois, extrait de l'entretien n° 1, octobre 2008.

Pour aller plus loin dans l'analyse du projet du REAS, nous allons maintenant plonger dans le texte. Toutes les citations qui suivent non mises en commentaire sont extraites du texte « Poteaux d'angle » lui-même. Avant d'aller plus en détail dans les trois idées directrices qui se dégagent de la lecture de ce manifeste, explorons le rapport du REAS à l'économie puisque c'est le support que le REAS a choisi pour développer, nourrir et diffuser son projet politique.

3.5.1. Réinscrire l'économie dans la société

L'économie alternative et solidaire se définit d'abord par un rapport ou une définition particulière de l'économie. Le premier objectif est de proposer un modèle économique alternatif dont les ressorts dépassent la seule production de biens et de service. Le texte y dénonce l'isolement, la mise dans une sphère particulière de l'économie et son éloignement de la sphère sociale. La définition donnée par le texte du « partage » est un exemple de la façon dont le REAS pense l'économie. Ainsi, dans « Poteaux d'angle », le partage dépasse la simple question de la répartition de la richesse pour s'appliquer à des domaines sociaux nouveaux. « *Il faut partager non seulement les excédents, les bénéfices et la consommation, mais aussi le travail, le temps et le risque. La recherche de la qualité et de l'excellence ne prend du sens que dans la coopération et dans l'échange* ». L'accent est également mis sur l'échange, la circulation des savoir-faire, des idées, des expérimentations… Cette définition pose la question d'un nouveau rapport non seulement à la production, à l'économie, mais aussi au travail, au temps et au risque qui fait écho à ce que nous avons vu plus haut concernant le positionnement politique du REAS. De plus se retrouve ici en filigrane tout au long du texte la question de la responsabilité de l'économie notamment autour de l'introduction de la notion de risque. Les valeurs de partage, mais aussi de solidarité, d'égalité et d'autonomie que doivent « faire vivre » les différentes initiatives économiques appartenant au champ de l'économie alternative et solidaire et « *élargissent les critères traditionnels de la rationalité en y réintroduisant notamment des facteurs de responsabilité vis-à-vis des intérêts de la vie sur terre et des droits des générations futures* ». La perspective écologique plus globale du mouvement est ici rappelée. Dans le troisième point du manifeste, intitulé « Intuitions et Pistes d'orientation », se trouve le « *patrimoine des intuitions ou des idées agitées par les*

mouvances de l'économie alternative et solidaire ». Les militants y identifient quatre « chemins » que doit emprunter l'économie afin d'atteindre le changement de société qu'ils préconisent. Ces quatre chemins sont « Changer le travail » ; « Compter autrement » ; « Renforcer la démocratie économique » et « Mobiliser les territoires ». S'y retrouvent les positions politiques générales que nous avons explorées ci-dessus. Sous le titre « Changer le travail » est fait le constat suivant : « *Dans les années à venir, la place du travail rémunéré ne pourra qu'être relativisée. Il faudra bien en venir à le partager, à le déconnecter de l'accès au revenu et à la consommation, et cela autrement que par les mille formes actuelles d'assistance* ». Ce paragraphe est annonciateur de la campagne menée par le REAS et les autres signataires de « L'Appel des 35 à l'élaboration d'une politique économique et sociale résolument novatrice et démocratique »[286] lancé en 1995 et qui fait la promotion entre autres choses de la semaine des 32 heures et du revenu universel inconditionnel. Sur les questions d'emploi, le REAS préconise « *une recomposition des temps et de l'alternance entre emploi, formation, activité, repos loisirs, des formes innovantes d'échange des postes de travail et de mobilité professionnelle. Ainsi, entamera-t-on peut-être la réduction de l'écart qui s'est creusé en dignité, en statut et en revenus entre ceux qui ont trop de travail et ceux qui n'en ont pas ou plus, entre l'activité reconnue et celle qui ne l'est pas (temps domestique, bénévolat)* ». Cette dernière citation inscrit également le REAS dans une revendication d'une diversité des activités économiques. Lors de l'entretien, Bernard Ginisty, ancien vice-président du conseil de surveillance du REAS et fondateur d'ATTAC, nous confiait qu'une de ses plus belles réussites associatives a été lorsqu'un ancien chômeur après avoir participé à une formation lui a expliqué vouloir rechercher un emploi uniquement à temps partiel afin de pouvoir se consacrer à des activités bénévoles. Le « chemin » intitulé « Compter autrement » fait le constat des méfaits du productivisme et préconise « *à terme, une façon différente de produire des biens et services de meilleure qualité, un autocontrôle de la consommation, la réparation et la prévention des dégâts du progrès, le rééquilibrage du développement du monde imposent aux sociétés humaines de prendre réellement en compte la totalité des effets, présents ou différés, de leurs activités* ». et de son impact sur les territoires. Ce modèle de production économique

[286]Publié dans *Le Monde* du 28 juin 1995 sous le titre « Chômage : appel au débat ».

alternatif s'accompagne d'une proposition de prise en compte des effets globaux des activités de production dans la fiscalité. La nécessaire réinscription de l'économie dans la société est ici justifiée par la responsabilisation qu'elle porte. D'ailleurs, le REAS a envisagé les modalités de prise en compte de cette responsabilité en proposant de taxer les activités les plus polluantes, les moins respectueuses des conditions de travail et au contraire de valoriser les activités qui internalisent les coûts sociaux et environnementaux dans leur fonctionnement à travers la fiscalité : « *Dans le même esprit, la fiscalité deviendra forcément de plus en plus lourde pour les activités génératrices de chômage, de maladie, d'insécurité ou de dégâts écologiques et modulée par les groupes qui tentent de les "économiser" et de les prendre en compte dans le calcul des prix, comme c'est le cas des entreprises qui essaient de fonctionner sur d'autres critères* ». Au-delà de la prise en compte des impacts globaux de l'économie, le REAS interroge également les contenus même ce qui est comptabilisé ou non lorsque l'on tente de mesure l'activité économique. Le manifeste « Poteaux d'angle » esquisse ainsi la volonté de « changer les indicateurs de la comptabilité nationale »[287]. À ce titre, l'économie alternative et solidaire ne cherche pas seulement à réduire les effets éventuellement négatifs de son activité, elle souhaite avoir un impact positif sur son environnement au sens étymologique du terme. Pour cela, elle « mobilise les territoires et les habitants ». Le manifeste souligne que les pratiques alternatives « *ne limitent pas l'acte d'entreprendre à la création de la structure ou de l'outil, mais tendent, en renforçant leur capacité d'action et d'ouverture, à multiplier le nombre des groupes capables de contribuer au bien commu*n ». Enfin, l'économie alternative et solidaire repose sur la volonté de « Renforcer la démocratie économique ». Pour les militants du REAS, elle « *développe la citoyenneté : ces outils et méthodes facilitent l'accès des individus ou des groupes à l'entreprise et au capital, élargissent le contrôle de la production et des consommateurs sur le contenu du travail, l'utilité sociale, la valeur des produits et les technologies, ils s'efforcent de promouvoir l'égalité et la responsabilité de réduire les écarts (entre les sexes, entre les revenus, entre conception et exécution…) ; ils proposent aux habitants une meilleure maîtrise des flux, des circuits de décision et de l'argent (profit, investissements, fiscalité, épargne)* ». Ainsi, l'activité économique réinscrite dans la

[287]À noter que Patrick Viveret, qui a participé au REAS, est aujourd'hui à la pointe de la réflexion sur la question des nouveaux indicateurs de richesse.

société devient une source de développement de la citoyenneté, elle augmente le pouvoir d'agir des individus. La définition de l'économie alternative et solidaire et de la vision économique du REAS qui est au cœur du manifeste « Poteaux d'angle » (y compris sur la forme puisque cette partie du texte se situe essentiellement à la page 3 du texte qui fait 5 pages). Cette définition est parcourue par trois idées fortes qui dessinent plus précisément les « Poteaux d'angle » du REAS, de son projet et de la manière dont ses militants le mettent en œuvre. La mise en œuvre est ici déterminante, la méthodologie élaborée par le REAS sur la base des expériences antérieures de l'ALDEA et de Solidarité Emploi est essentielle.

3.5.2. Agir, un impératif

Le texte « Poteaux d'angle » débute non par une présentation du REAS ou une définition théorique de l'économie alternative et solidaire, mais par la valorisation d'initiatives concrètes. C'est donc d'abord et avant tout par ces initiatives qu'existe l'économie alternative et solidaire : « *l'économie alternative et solidaire se présente comme un ensemble ouvert d'espaces microsociaux, de pratiques, de réalisations d'activités et d'entreprises…* ». Ce qui prime est donc avant tout de faire et c'est dans la particularité de ce « faire », dans ce qu'il traduit de ses valeurs que se définit l'économie alternative et solidaire pour le REAS. Le premier point du texte, intitulé « Émergences et Confluences », présente un exposé d'une page listant les nombreuses initiatives militantes déjà existantes qui balisent le champ de l'économie alternative et solidaire. Mais au-delà de la circonscription du champ il s'agit également d'utiliser ces multiples expériences comme autant de preuves irréfutables qu'un autrement est possible. L'énumération présentée dans ce premier point traduit deux intentions distinctes du REAS. Tout d'abord l'énumération des neuf types d'initiatives décrites est utilisée pour démontrer que le champ de l'économie alternative et solidaire n'est pas marginal, mais au contraire qu'il fait nombre. Pas besoin pour cela que les acteurs de ces initiatives adhèrent au projet du REAS ou même qu'ils soient conscients de son existence. Dans ce sens le REAS pourrait être entendu comme un leader autoproclamé du mouvement. C'est d'ailleurs ce qui a été reproché à ses dirigeants par une série d'acteurs notamment issus du développement local et qui a conduit à la création de l'Inter réseau d'économie solidaire (IRES) en 1997. Cela a produit des rancœurs qui

sont parfois encore perceptibles aujourd'hui dans l'opposition au sein du mouvement faite entre économie alternative/économie plurielle. Ensuite, l'utilisation de l'énumération et l'impression de nombre qui s'en dégage à la lecture servent au REAS de matériaux de base pour convaincre autour de son projet. C'est par l'exemple, par la réalisation que le REAS va systématiquement chercher à convaincre, à diffuser son projet. Le système argumentatif plus classique de la rhétorique militante autour de la diffusion d'un dogme ou d'un programme expliqué et valoriser pour faire adhérer au projet, est ici remplacé par la démonstration par l'exemple. Et plus le nombre d'initiatives prospère plus le projet politique est considéré comme diffusé. Cependant, la difficulté à nommer parfois ce qu'est l'économie alternative et solidaire et ses contours volontairement flous (comme l'image des « Poteaux d'angle ») participent certainement également à la mise de côté d'un mode argumentatif plus classique pour défendre un projet politique. De plus ce système de diffusion du projet politique peut également être entendu comme étant réalisé à l'insu des acteurs ce qui peut entrer en contradiction avec la volonté affichée par le mouvement de favoriser l'émancipation des individus. Cette modalité de diffusion du projet est développée plus loin, dans le quatrième point du manifeste, « Limites et prise de conscience ». Il y est présenté une limite de l'économie alternative et solidaire que le mouvement entend dépasser : « *son image est donc plus celle d'un laboratoire d'innovation que d'un ferment crédible de propositions globales et politiques* ». Il ne s'agit donc pas de faire pour faire ou pour soi comme dans les premières expériences alternatives des années 1960-1970 ou à la marge comme dans les premières entreprises alternatives des années 1980, il s'agit d'expérimenter d'autres manières de faire, de penser, pour démontrer que cela est possible et infuser, essaimer les idées et les valeurs promues. La réalisation sur le terrain est le lieu privilégié de démonstration, mais aussi de transmission, de réalisation concrète du projet politique. Le souhait est affiché de dépasser la confidentialité de l'économie alternative et solidaire par la multiplication et la valorisation des actions : « *passer du prototype au transfert élargi, de l'expérimentation à l'appropriation par le mouvement social des thèmes et des valeurs d'une autre économie* » ; « *de regrouper des moyens, de mutualiser des compétences pour donner aux pratiques alternatives plus de surface* » ; « *de synthétiser les acquis de la réflexion, de les mettre en forme, de les diffuser comme propositions soumises à*

un large débat au-delà des militant(e)s de l'économie alternative et solidaire ». En plus de la volonté d'appuyer les initiatives existantes ou émergentes, il faut également diffuser les valeurs du réseau hors du microcosme des militants convaincus. L'objet des initiatives est donc réaffirmé comme étant avant tout un rôle d'essaimage, de diffusion voire d'infusion des idées portées par le mouvement et s'oppose au modèle alternatif marginal. Au modèle rhétorique traditionnellement utilisé par les militants politiques pour convaincre de leurs idées, est ici substitué un modèle évitant la confrontation pour privilégier la conviction par l'exemple même si le projet politique global du REAS y perd parfois en lisibilité.

Cet accent mis sur la réalisation au détriment de l'argumentation est également la traduction d'une certaine envie d'en « finir avec l'idéologie pure » des années 1970. Emmanuel Antoine, jeune militant, objecteur de conscience à l'ALDEA puis salarié du REAS, explique, selon lui, la raison essentielle de l'accent mis sur l'action concrète plutôt que sur le débat idéologique ou politique pur :

> *« On a insuffisamment travaillé pour construire un langage commun. Le langage commun, c'est la politique, le projet politique. C'est presque une histoire de génération. Y a une génération qui considérait qu'il était explicite et qui du coup s'est « désidéologisée » par la pratique. C'est la génération au-dessus de moi. Alors que moi, je suis d'une génération qui s'est idéologisée par la pratique. […] y a une génération d'acteurs qui sont passés de l'extrême gauche, des mouvements maoïstes, qui du coup se sont appuyés sur la pratique pour un peu désidéologiser ou alors se sont enfermés dans ce qu'on appelait des révolutions minuscules. C'est-à-dire chacun a fait sa petite révolution dans son expérience. Et en gros, la somme des petites révolutions minuscules fait projet en tant que tel*[288] *».*

Finalement peu importe le sens du mouvement, la pratique, « l'agir » est le lieu de rencontre des militants du REAS. C'est le ferment de l'histoire, des histoires communes qu'ils vont tenter d'écrire ensemble. Le REAS est d'ailleurs présenté par ses fondateurs comme né « *de la volonté de réduire le décalage entre le dire et le faire » qui se développe « autour d'initiatives et de réalisations concrètes*[289] ». Mais il ne s'agit pas seulement de faire pour faire, il faut aussi offrir « *des réponses autres que purement protestataires, des solutions concrètes capables d'articuler le conflit et*

[288]Emmanuel Antoine, salarié et fondateur du REAS, extrait d'entretien

[289]ARCHIMBAUD Jacques « Le Réseau de l'économie alternative et solidaire. Pourquoi ? Pourquoi faire ? Comment ? Quand ? », daté du 28 novembre 1991, archives privées.

la proposition, une démarche fondée sur la volonté de convaincre et de construire par l'exemple[290] ».

Le « faire » – la « réalisation concrète » – est pour le Réseau porteur de sens, d'innovation militante, de participation au débat d'idées. Il ne s'agit plus de vivre pour soi une « utopie concrète », mais bien de proposer un programme politique global dépassant largement le simple champ de l'expérimentation et de l'économie alternative et solidaire. L'expérience, l'initiative n'est plus le but en soi, mais la vitrine, le point de départ pour convaincre chacun de prendre le pouvoir. Plus que la participation au débat d'idées, le REAS va tenter d'expérimenter une autre « culture militante ».

Bernard Ginisty, premier vice-président du REAS, ne dit pas autre chose : « *On se tromperait lourdement si l'on voyait dans le REAS qu'une « boîte à outils » économiques ou financiers. En fait, il s'agit d'un mouvement culturel, non pas au sens de la contre-culture post-soixante-huitarde, mais comme une nouvelle distribution au sein des espaces microsociaux des relations au temps, à l'espace, au rythme, à la consommation, au travail, à la sécurité*[291] ». Aline Archimbaud, présidente du conseil de surveillance du REAS, l'explique aussi d'une autre manière : « *L'économie alternative et solidaire ne se limite pas à l'addition de micro-pratiques. Elle a vocation à participer au mouvement global de la transformation de la société.* […] *L'économie alternative et solidaire peut être ainsi considérée comme l'une des écoles permanentes d'une nouvelle façon de concevoir le travail, de recomposer la relation entre production et consommation, repenser le temps*[292] ». À ce propos, on peut souligner que le choix du titre de la revue du REAS, *A Faire,* témoigne de cette même volonté. Pour l'anecdote, pour Jean-Pierre Hardy, « *ce titre A Faire est la synthèse du titre de la revue théorique du PCRml* Que faire aujourd'hui ? *(en référence au* Que faire ? *de Lénine) et du titre de la revue rocardienne pour l'expérimentation sociale animée par Patrick Viveret,* Faire[293] ». Cette hypothèse est néanmoins à

[290]ARCHIMBAUD Jacques, *A faire,* n° 13-14, p. 3.

[291]GINISTY Bernard, « Libres propos en vue d'une future charte du REAS », *Ibid.*, p. 8.

[292]ARCHIMBAUD Aline, Intervention aux journées d'été des Verts à Saumur en 1991, *A faire,* n° 9, p. 15.

[293]HARDY Jean-Pierre, De l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire en passant par l'économie alternative et solidaire : modeste contribution à une histoire…, Paris, 7 juin 2012, pour le site « autogestion ».

nuancer car, en 1982, l'ALDEA avait tenté de publier un premier journal déjà intitulé *A Faire*, qui sera abandonné pour donner naissance au « Journal de l'ALDEA » à partir de 1983. De plus, s'il ne s'agit pas simplement de faire pour faire, il ne s'agit pas de faire n'importe comment non plus. Il faut faire ensemble ou mieux permettre aux autres de faire pour répondre eux-mêmes à leurs besoins, selon leurs compétences, leurs envies, leurs rencontres.

3.5.3. Émanciper par l'action collective

L'action collective pensée par les militants du REAS est le lieu de transmission du projet politique, mais également celui de l'émancipation individuelle. Émancipation qui ne se réalise qu'à travers les implications du « faire ensemble ». Ainsi, c'est de ces initiatives d'abord décrites en elles-mêmes que sont déduites les valeurs à promouvoir. Il s'agit de partir des initiatives pour désigner « *des éléments de repérage auxquels, de manière intuitive, s'identifient les différents acteurs* ». Partir des acteurs, du terrain ou des expériences pour construire le projet collectif est ainsi une autre caractéristique du REAS. La reconnaissance de l'apport de chacun dans la réalisation collective et dans la définition du projet commun est un des « poteaux d'angle » du REAS. Traduit aussi bien en pratique qu'en valeur. Du point de vue des valeurs, cette volonté se traduit notamment autour d'une « éthique de la responsabilité » entendue comme la prise en compte des conséquences de ses actes et qui cimente théoriquement toute action entreprise par les membres du REAS. Ainsi, dans le deuxième point du manifeste, intitulé « Valeurs et Portée », il est précisé que ce sont ces « éléments de repérage » qui donnent à l'économie alternative et solidaire « une personnalité particulière » à travers sa définition des valeurs de « solidarité », « autonomie », « égalité » et de « partage ». La solidarité est ici entendue dans son sens littéraire de « rapport d'interdépendance entre les choses[294] », qui dépasse une solidarité qui serait limitée au partage d'une communauté d'intérêts. Le manifeste précise ainsi qu' « *aucun individu, aucun groupe, aucune collectivité ne peut agir sans peser les conséquences de son activité sur les autres et au-delà sur toute la société et la planète* ». Il s'agit donc ici d'une solidarité ouverte sur l'extérieur et non au seul bénéfice du groupe ou de la communauté. L'inscription du projet politique du REAS dans la mouvance de

[294]Définition du *Larousse* 2014.

l'écologie politique participe de la même préoccupation. Ce fort accent mis sur la responsabilité collective des individus et de leurs actes est cependant conditionné à leur réalisation personnelle (au sens presque spirituel du terme). Cette articulation entre responsabilité collective et épanouissement individuel est une des particularités importantes de la « culture militante » (pour reprendre les termes de ces principaux dirigeants) promues au sein du REAS. De même, l'autonomie telle que définie dans le manifeste ne se limite par à la seule capacité « à ne pas être dépendant d'autrui ou de quelque chose[295] », elle doit permettre à « c*haque personne, chaque unité de base, chaque territoire [d'] aller au bout de ses potentialités, disposer de la capacité maximum à agir avec ses moyens, limiter sa dépendance, conquérir une souveraineté optimale* ». Loin de se borner à un degré d'indépendance, l'autonomie décrite ici est orientée vers l'émancipation, l'épanouissement personnel et collectif. Il s'agit à travers la réalisation de projet, d'action… de permettre à chacun de prendre conscience de ses forces et faiblesses afin de devenir « acteur » de sa propre vie. Il s'agit ici clairement de s'opposer aux logiques de pure assistance dans les politiques publiques de lutte contre le chômage par exemple. Dans cette idée, le REAS développe autour de Jacqueline Lorthiois le concept de « diagnostic social des ressources ». Ainsi, les territoires ou les quartiers dits « difficiles » ne sont plus abordés par l'énumération de leurs problèmes (chômage, précarité, faible niveau de diplôme), mais par leurs ressources potentielles (présence d'une population jeune, tissu associatif, savoir-faire traditionnels ou familiaux, mixité des cultures…). La conclusion du deuxième point du manifeste illustre bien cela : « *Son propos* [de l'économie alternative et solidaire] *est, à chaque moment, d'aller aussi loin que faire se peut avec le potentiel de changement et de transformation présents dans la population, de les cristalliser en dynamiques et en réalisations, de stabiliser des positions, de les faire admettre comme amorces de propositions globales, d'engager à partir de là de nouveaux redéploiements…* ». Dans ce même point, la rubrique « Mobiliser les territoires » dénonce les discriminations contre certains territoires et contre ses habitants et « *soutient l'idée qu'il faut au contraire valoriser et donc réhabiliter les ressources et les particularités des territoires comme celles des groupes sociaux, particulièrement lorsqu'ils sont en voie d'enfermement ou de relégation* ». Le REAS en partenariat avec

[295]*Ibid.*

le collège coopératif mettra en place un DESS de développement local sur ces mêmes principes. L'action collective tant valorisée au sein du REAS est donc avant tout conçue comme un outil d'émancipation des personnes par la priorité donnée de leur propre potentialité, mais à travers la solidarité d'une action commune. Mais le REAS n'a pas seulement la vocation de « produire des acteurs », il a également l'ambition de forger son projet politique à partir de leurs expériences, leurs échanges, les leçons de leurs expérimentations. Ainsi, comme nous venons de le voir ci-dessus, ce sont les valeurs portées par les initiatives des acteurs qui s'imposent au REAS et non l'inverse. Il s'agit de partir des gens, ou des groupes, et d'y puiser les valeurs, les grandes lignes du mouvement.

3.5.4. Être un lieu de débat, d'émulation d'idées

Le dernier « poteau d'angle » exploré ici est la revendication d'une pluralité au sein du REAS, de la place laissée au débat ainsi que l'intérêt de la confrontation pour elle-même. Le premier point du manifeste se conclut par : « *Le champ ainsi décrit [de l'économie alternative et solidaire] offre la triple originalité d'être composé de plusieurs générations, d'être riche d'appartenances et d'origines sociales variées, au carrefour de plusieurs histoires et cultures militantes* ». On trouve également cette préoccupation dans la définition de l'égalité que donne le REAS dans le point du manifeste consacré aux valeurs du réseau. L'égalité s'y oppose à la domination, l'oppression, l'exclusion. Pour le REAS, elle permet de revendiquer qu'« *il n'y a pas de hiérarchie a priori entre individus, sexes, nations ou culture. La parité s'impose comme un droit* ». Il s'agit donc de mettre en avant la réciprocité, l'équivalence entre tous au sens, là encore, presque littéral du mot, « qualité de ce qui est égal ; équivalence[296] ». L'expression d'une variété de points de vue, de cultures, d'opinions, le respect de la réciprocité des opinions… est une véritable obsession au sein du REAS.

Ainsi, Bernard Ginisty, vice-président du REAS, directeur de *Témoignage Chrétien* et fondateur d'ATTAC, précise à propos du REAS et de son projet : « J*e pense que s'affirmer alternatif, c'est reconnaître l'altérité de chaque être humain. Dès lors, le mouvement alternatif conduit à s'opposer : à la généralisation (expérimentez de*

[296] *Ibid.*

bonnes choses et nous ferons de bonnes lois pour les généraliser, nous disent les décideurs qui nous veulent du bien) ; au sectarisme (hors de notre communauté, entreprise, point de salut) ; à la marginalisation (tout système à ses franges plus ou moins tolérées)[297] ». D'ailleurs, si cette préoccupation est présente dans l'ensemble des points développés dans le texte, le cinquième point, « un Réseau coopératif de citoyenneté économique », est plus directement consacré à la nécessité de la confrontation des idées, de la participation de chacun des acteurs à la réflexion collective du réseau. Dans le projet du REAS, « *pas de démission des acteurs locaux au profit d'un centre supposé savoir, pas d'orthodoxie théorique imposée…* ». Dédié au fonctionnement du réseau et à son intérêt pour les acteurs de l'économie alternative et solidaire, il y est réaffirmé que le projet du REAS se veut : « *fédératif, préservant la pluralité, les différences de style, d'histoire, de temps, permettant à chacun de donner à ses préoccupations plus d'impact et d'écho au-delà de sa propre sphère d'influence* ». Comme vu plus haut, les articles de la revue *A Faire* s'attachent à rendre visible cette pluralité, perçue comme une véritable force par les militants du REAS. La revue multiplie les articles présentant des points de vue variés voire contradictoires (comme concernant les services de proximité). Les numéros spéciaux qui présentent les textes préparatoires aux débats des différents congrès regroupent parfois jusqu'à dix contributions sur les sujets les plus polémiques. Jacques Dughera, membre du conseil de surveillance du REAS et président de la fédération des Cigales à l'époque, se souvient de cette place laissée au débat :

> « *Si j'ai un souvenir un peu marrant du REAS, c'est justement parce que c'était un lieu de confluence quand même assez hétéroclite. […] L'anecdote, c'est que j'étais au congrès du REAS à Amiens et obligatoirement dans un lieu hétéroclite, il y a des positions peu convergentes et il y avait quelqu'un qui venait de s'exprimer autour du spiritualisme plutôt en critiquant cette dimension-là et en critiquant surtout la religion. Et il y avait l'évêque d'Amiens dans la salle qu'Emmanuel Antoine avait fait venir. Il est intervenu juste après en disant qu'il ne soutenait pas ce qu'il venait d'entendre et il a fait un discours tout à fait intéressant. Il y avait un véritable lieu de débat. Ça changeait un peu quand même. Parce que c'était pluriel. Il y avait de la pluralité et ça changeait des lieux de débats dogmatiques des organisations de l'époque qui s'étaient renfermées les unes sur les autres et qui continuent à se fermer de toute façon. Cette tentative ce lieu de débat elle a eu lieu, je crois, pendant dix ans, ça été le*

[297]GINISTY Bernard, « Libres propos en vue d'une future charte du REAS », in *A faire, op. cit.,* p. 8.

cas. Malgré le fait que ce soit un ancien maoïste au départ […], on est arrivé […] à faire un truc pluriel[298] ».

Favorable au débat interne, le REAS se veut également, comme nous l'avons déjà vu, ouvert sur l'extérieur, en dialogue avec la société : « *il est demandeur d'échanges et de partenariats avec les confédérations syndicales […], tout comme avec les structures de l'économie sociale officielle que sont les grandes mutuelles et coopératives* ». Les conférences organisées entre 1996 et 1997, ainsi que la large ouverture de la revue *A Faire* aux tribunes extérieures et aux acteurs sociaux (associatifs, syndicaux, aux hauts fonctionnaires, aux intellectuels et même à certains hommes politiques) témoignent également des tentatives du REAS d'élargir sa sphère d'influence et de se faire reconnaître comme un acteur social incontournable notamment dans le cadre de la préparation des élections législatives de 1997. « Poteaux d'angle » met également l'accent sur l'autonomie des organisations localement et fait une nouvelle fois le pari des ressources locales et des capacités des acteurs sur le terrain pour s'organiser et faire fructifier le projet commun : « *le niveau local est évidemment le plus à même d'inventer ses formes d'organisation les plus appropriées […] dont les seuls critères contraignants sont ceux du pluralisme, de la démocratie et du respect des points de repère communs* ». La création de l'association des correspondants locaux et l'attribution d'un collège particulier au sein de l'UES à ces mêmes correspondants traduisent concrètement cette volonté. L'apparition de REAS régionaux a été une des priorités du REAS. Ironiquement, l'association des correspondants locaux a survécu au REAS à travers la création du collectif MB2 et un certain nombre de REAS régionaux existent toujours aujourd'hui. Enfin, le texte conclut sur les ambitions du REAS en affirmant que « *le Réseau de l'économie alternative et solidaire peut être un des espaces de renaissance de l'initiative, un outil des mémoires qui se projettent dans l'avenir, un carrefour original où se croisent, se recoupent et s'enrichissent des trajectoires ou des aventures venues a priori de loin les unes des autres* ». Le terme de carrefour est également régulièrement revenu lors des entretiens que nous avons menés avec les anciens militants du REAS. Il reflète bien l'idée que chacun peut garder sa propre route tout en choisissant de la confronter à d'autres pour éventuellement la dévier, l'améliorer, la conforter.

[298]Jacques Dughéra, extrait d'entretien

Impératif à agir, primauté du terrain et des acteurs, valorisation du débat sont les trois axes majeurs qui vont traverser le REAS dans toutes ces dimensions. Ils créent aussi son originalité et la particularité du militantisme qui en découle. Le chapitre suivant part de ces trois axes pour tenter de trouver une partie des origines du militantisme forgé au sein du REAS.

Conclusion

La petite histoire de l'économie solidaire dans son volet contemporain fait apparaître trois périodes en son sein qui se succèdent dans le temps sans que jamais aucune ne disparaisse vraiment. Issue du mouvement autogestionnaire, la première période repose sur une volonté transformatrice de la société. Dans les années 1980, elle vise alors à « remettre l'économie dans la société » (ROUSTANG 1985, 1993, Texte « Poteaux d'angle »). Le mouvement de l'économie solidaire naît à partir des expérimentations des années soixante-dix « *d'entreprises autogestionnaires ou alternatives [qui veulent] expérimenter la démocratie en organisation et aller vers des fonctionnements collectifs de travail*[299] ». Elle est alors économie alternative (ALDEA) puis alternative et solidaire quand elle intègre la question du chômage avec Solidarité Emploi et la formation du REAS au début des années 1990. La création de correspondants locaux, cheville ouvrière du REAS en région – consultants spécialisés dans la mise en réseau des acteurs locaux et aide à l'émergence de nouveaux services à partir d'audit des besoins des territoires – va professionnaliser un certain nombre de jeunes militants dans le secteur. Cet élan vers une professionnalisation des acteurs constitue les prémices d'une deuxième période, celle de la constitution d'un réseau d'acteurs « professionnalisés » dans le cadre d'une institutionnalisation de l'économie solidaire. Pour développer l'économie solidaire, plusieurs agences sont alors créées comme l'ADEL ou l'ADSP. La création (à l'initiative du REAS) du concept de pôles locaux d'économie solidaire regroupant acteurs publics, finances solidaires, structures d'appui, d'accompagnement et porteurs de projet acteurs sur un territoire donné va également accélérer cette évolution. La professionnalisation d'une partie des militants

[299]DACHEUX Éric et LAVILLE Jean-Louis, « Introduction. Penser les interactions entre le politique et l'économique », *Hermès, La Revue* 2003/2 (n° 36), p. 9-17.

de l'économie solidaire est accentuée par son institutionnalisation engendrée par la création d'un secrétariat d'État et par l'apparition d'élus locaux dédiés. Apparaissent également des cursus universitaires d'économie solidaire dans différentes universités dans toutes les régions de France. À partir de ce moment, l'économie solidaire tend de plus en plus à se réduire à une économie des associations alors même que le projet de départ était de créer des entreprises, la forme associative étant conçue alors comme transitoire (REAS, SAUVAGE, Revue *Espérance*). Faisant une place importante aux acteurs et laissant une grande marge à la redéfinition des politiques publiques de manière concertée. Ainsi, plusieurs collectivités créent des collectifs groupant fonctionnaires territoriaux et acteurs locaux comme Liberté d'entreprendre autrement (Lea à Lille). Mais petit à petit, les élus et les fonctionnaires prennent le pas sur les acteurs et l'économie solidaire est de plus en plus définie au sein des collectivités sans concertation avec le terrain. Enfin, la période la plus récente tend à réduire l'économie solidaire à une technique, un outil d'intervention sociale parmi d'autres. Le projet du secteur ne vise plus la transformation sociale, mais la lutte contre le chômage (par la création d'entreprise d'insertion, par le développement de micro-entreprises ou d'auto-activité). Les acteurs sont de moins en moins à l'origine des initiatives qui ont de plus en plus pour départ les collectivités locales à travers notamment les procédures d'appel d'offres. Les acteurs du secteur se trouvent alors en position de répondre à la demande[300]. C'est alors que l'on voit le réinvestissement de l'économie sociale classique[301] (Manifeste 2006) ainsi que le retour de la valorisation de la « charité » (rejeté jusque lors) et l'investissement d'entreprises ou de mode de management libéral dans le secteur (groupe SOS). Il est intéressant de noter que l'on trouve le même mouvement au Québec : « *Au cours des années 1980, le discours sur l'autonomie s'est particulièrement infléchi. Issu de la gauche et se situant dans une dynamique d'empowerment, il a migré à droite au nom de la responsabilité des bénéficiaires. Si l'on voulait, à gauche, constituer des citoyennes et des citoyens à partir des bénéficiaires, on a surtout voulu, à droite, faire en sorte que les personnes considérées comme bénéficiaires puissent prendre en charge leur situation matérielle et ne plus dépendre des prestations publiques pour subvenir à leurs besoins*[302] ». En

[300]BESANÇON Emmanuelle (UPJV/Institut Godin) et COCHOY Nicolas (UPJV/Institut Godin) « Acteurs associatifs et managérialisme : pour un plaidoyer en faveur de la pluralité ».

[301]On parle aujourd'hui d'économie sociale et solidaire.

[302]BOIVIN Louise et FORTIER Mark, *L'Économie sociale : l'avenir d'une illusion,* FIDES, 1998.

France, la question de la « solidarité active » a connu le même mouvement et met aujourd'hui les acteurs de l'économie solidaire régulièrement en porte-à-faux. De plus, la mise en œuvre de politiques publiques spécifiques à l'économie solidaire (et les financements spécifiques attachés), le recentrage vers la forme associative tendent à inscrire l'économie solidaire dans la perspective de l'évolution du travail social vers l'intervention sociale (travail avec autrui, *empowerment,* nouveau travailleurs sociaux) (ION, DONZELOT, ASTIER) ou dans celui de l'entreprise classique (mouvement actuel de l'entrepreneuriat social et d'une partie de l'économie dite « collaborative »).

Le REAS lui-même sera rattrapé par ce type de développement. Ainsi, la lecture des comptes rendus des débats qui ont animé ses quatre congrès témoigne à la fois de la structuration du mouvement, mais aussi de son institutionnalisation et de sa rigidification[303]. Or, ce qui faisait le cœur du REAS à la naissance de son projet était la promotion de la pluralité des cultures militantes, des cultures politiques, personnelles… Comme le dit Bernard Gomel, président de Solidarité Emploi et fondateur du REAS, l'important était d'expérimenter, de tester, d'accompagner les acteurs dans leurs projets, bref, de faire peu importe que cela aboutisse ou non. Le chemin parcouru ensemble, les questions posées valent en elles-mêmes comme objet d'investissement du réseau. Les textes d'orientation préparant le congrès de 1994, montrent que petit à petit le REAS est également confronté à la question de sa survie. L'appropriation par d'autres de ses outils et des méthodes qui étaient au cœur de son projet devient un problème quand cela vient priver le réseau de marchés potentiels. La vente des « produits REAS » est une de ses sources principales de revenu. C'est d'ailleurs cette question qui conduit le réseau à proposer le produit « Pôle local d'économie solidaire » aux collectivités. Bien que la pluralité soit un élément fort et partagé des valeurs portées par la REAS et de sa vision du monde, la question identitaire rattrape le mouvement. La création d'une entité avec des salariés oblige à sans cesse trouver des fonds et renouveler les sources de financement. Une des limites encore aujourd'hui des réseaux d'économie solidaire qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux est qu'ils se positionnent la plupart du temps comme concurrents des acteurs, des initiatives qu'ils doivent soutenir. L'arrivée de la question des services de

[303]Voir notamment le rapport d'orientation présenté au congrès de 1994 ou le texte de Jacqueline Lorthiois intitulé « Il ne suffit pas de singer le pinceau de Léonard de Vinci pour réaliser une deuxième Joconde... », *A Faire* n°20, 4e trimestre 1994.

proximité crée un premier point de rupture, de friction entre les membres du REAS. Ainsi, alors que le réseau participe à l'expérimentation de l'ADSP (agence pour le développement des services de proximité) soutenue par l'ALDEA sur les services de proximité, une interview d'André Gorz qui critique sévèrement les services de proximité trouve une place de choix dans *A Faire*. Ceci d'ailleurs orchestré par Bernard Gomel, président de Solidarité Emploi et proche de Dominique Méda. Les propos de Jean-Louis Laville et Bernard Eme sur les services de proximité en Europe et l'économie solidaire marque pour longtemps une ligne de fracture dans le monde de l'économie solidaire (Frère 2006). Plusieurs militants, et notamment Jean-Paul Gautier membre de l'ALDEA, fondateur du REAS et inventeur des CIGALEs, en gardent encore un goût amer. Cette ligne se transforme même en « filiation » différente entre les acteurs « issus de l'économie plurielle » et ceux issus de « l'économie alternative ». La grande fédération offrant la place au débat, à la pluralité des points de vue sans que cela ne soit un problème de fonctionnement commun prend un premier coup dans l'aile. Cette fracture est encore très vive puisque lors d'une discussion en 2009 sur un texte proposé au MES (réseau national actuel de l'économie solidaire) le passage faisant référence au REAS et à l'économie alternative a fait l'objet de vives oppositions. L'évocation du REAS a en conséquence été supprimée de l'histoire de l'économie solidaire rédigée par le MES. La raison évoquée est que l'économie alternative et solidaire n'est pas une référence commune. Alors même que des acteurs s'y réfèrent toujours. De nombreux acteurs se définissant comme issus de l'économie plurielle prennent comme une agression toutes références à l'économie alternative comme un passé partagé du mouvement. On peut quand même noter que Jean-Louis Laville et Bernard Eme, les tenants de l'économie solidaire filiation plurielle, ont été membres de l'ALDEA et des compagnons de route du REAS avant de rejoindre d'autres acteurs pour élargir le mouvement vers l'Inter réseau d'économie solidaire (IRES).

Un autre point d'achoppement existe de l'autre côté de l'échiquier de l'économie solidaire. Ainsi, les militants du REAS ont cherché à s'allier aux acteurs de l'économie sociale en leur proposant de renouveler leurs forces militantes sur le terrain. Ils pensaient subvertir les tenants traditionnels de l'économie sociale par la suprématie de la force militante de l'économie alternative et solidaire. Mais lorsque le

REAS se lance dans un projet de banque alternative européenne, il se heurte à la volonté de la Nef[304] de créer elle aussi une banque alternative européenne. Le projet du REAS sera alors mis à mal par l'économie sociale. La reprise de la Banque solidaire du Nord (créée par des militants du REAS) par le Crédit Coopératif, a également laissé de fortes rancœurs aux militants du REAS. Il semble que tant qu'ils restent dans l'expérimentation, la marge, l'innovation, l'économie sociale applaudit et soutien le REAS mais lorsque l'économie alternative et solidaire vient sur son terrain et plus particulièrement celui de la création de banque, l'économie sociale se crispe.

Dans ces luttes, ces confrontations, ces crispations de position, le REAS s'est trouvé confronté à la question de l'identité de ses acteurs et il est devenu de plus en plus difficile de concilier les différents points de vue. Comme le notent Éric Lavillunière et Jean-Philippe Magnen, « *la faiblesse des moyens et l'espoir suscité n'étant pas en concordance, des tensions [se font jour au sein du REAS] dès 1993*[305] ». Enfin, le souhait de participer au renouvellement de l'offre politique s'est traduit par un réinvestissement des militants du REAS dans des organisations plus directement politiques, et notamment le parti Les Verts devenu Europe-Écologie-Les-Verts (EELV).

Après ce petit tour du REAS dans son environnement historique et contemporain, le chapitre suivant présente un premier portrait collectif des militants du REAS de leurs principales caractéristiques sociologiques, mais aussi de leurs différents engagements suivis d'une première tentative de balisage des origines du militantisme au sein de ce réseau.

[304]La Nef se définit elle-même comme « une coopérative financière qui offre des solutions d'épargne et de crédit orientées vers des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle ». Source : www.lanef.com

[305]LAVILLUNIÈRE Éric et MAGNEN Jean-Philippe, « L'autre économie : un projet alternatif aux modèles dominants », in DACHEUX Éric (dir.), *Pour une économie alternative et solidaire,* L'Harmattan, 2002.

Chapitre IV. REAS, la fabrique militante ?

Introduction

Dans le chapitre précédent, nous avons exploré ensemble le paysage entourant le REAS comme son environnement historique. Nous allons maintenant entrer plus en détail dans la vie du réseau et de ses militants pour tenter d'approcher son fonctionnement entant que collectif. Cette exploration débutera par un portrait de groupe. Qui sont les personnes qui ont fait le REAS, quel est leur profil sociologique, quels sont leurs engagements ? Personnes que je qualifie de militantes au sens où : « *dans un parti, un syndicat ou une association, le terme désigne un membre actif (opposé à sympathisant et simple adhérent), mais son emploi n'implique pas forcément l'exercice d'une responsabilité dans la hiérarchie du groupement (on parlera ainsi des militants de base)*[306] ». Qui sont ces militants, d'où viennent-ils ? Sont-ils plus ou moins diplômés, sont-ils répartis dans toutes les régions françaises, représentent-ils une diversité sociale ? Une diversité d'âge, de culture ? Bref, il nous paraît important de donner à voir qui sont ces militants dans leur ensemble. Seront ensuite étudiées deux interactions différentes. La manière dont se répartissent les rôles au sein de l'organisation REAS sera d'abord questionnée. Cette répartition est-elle homogène, comment fonctionne la démocratie, la question du pouvoir dans le réseau ? Comment les militants sont-ils associés à l'organisation et à son fonctionnement ? Puis, ce fonctionnement collectif sera observé à travers l'étude d'une de ses réalisations phares bien qu'inaboutie « Génération Banlieue ». Que nous apprend cette expérience du fonctionnement du REAS, des relations entre ses militants, des spécificités de sa méthodologie ? Après avoir dessiné rapidement le portrait collectif des militants du REAS puis observé deux de leurs interactions, nous tenterons de

[306]ION Jacques, « Militant, militantisme » in AKOUN André et ANSART Pierre (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Seuil/Le Robert, 1999.

cerner la méthodologie militante telle que forgée au sein du REAS. Quels sont les grands traits de cette méthodologie, quelles sont ses logiques, fait-elle écho à d'autres militantismes ? Enfin nous questionnerons les origines possibles de cette méthodologie que nous nous proposons de qualifier de « fabrique militante ». Quel est le socle commun à partir duquel les différentes trajectoires militantes identifiées et présentées dans les trois chapitres suivants créent ou non des affinités ?

Mais avant cela Je tiens à revenir sur un élément important de l'enquête de terrain qui sera rapidement présentée dans la première sous-partie de ce chapitre. Ainsi, l'une des difficultés d'appréhension des filiations et de l'histoire des militants du REAS est qu'une partie de leur « engagement » est toujours implicite dans leur discours. C'est la participation à un programme de recherche pluridisciplinaire coordonné par Maryvonne Prévôt, et intitulé « des militants d'origine chrétienne de la deuxième gauche dans la fabrique de la Ville des années soixante à nos jours[307] », qui m'a incitée à questionner la possible existence d'un engagement militant initial d'un nombre important de militants du REAS au sein des organisations de jeunesse proches de l'action catholique ou de leur équivalent protestant. Engagement pourtant jamais évoqué dans la mémoire individuelle ou collective du réseau. A priori, on pourrait simplement penser que les interviewés ne font pas le lien entre leurs engagements politiques, syndicaux, spirituels et leurs engagements dans l'économie alternative et solidaire. Cependant, ces engagements sont les mêmes pour une part importante des militants interrogés (41 %). Ce premier constat m'a amenée à me demander pourquoi, alors qu'ils semblent si partagés, ces engagements sont toujours énoncés implicitement lors des entretiens. Le problème de cet implicite, des non-dits, est qu'il faut d'une part pouvoir les comprendre, les entendre et d'autre part avoir quelques éléments pour s'assurer de ne pas les avoir soi-même inventés. Comme le définit Catherine Kerbat-Orchecchioni dans *L'implicite*[308], les contenus d'un énoncé peuvent être soit explicites soit implicites (inférence). Mais « *le discours direct portant une signification explicite reste un cas plus rare par rapport à un discours indirect ayant une signification implicite. […] Que les contenus implicites (ces choses dites à mots couverts, ces*

[307]CHRISTIANA : De l'urbanisme au développement : des militants d'origine chrétienne dans la fabrique de la Ville des années soixante à nos jours (France/Belgique) MESHS Lille (USR 3385)/CPER Nord-Pas-de-Calais 2009-2010. www.meshs.fr

[308]KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, *L'implicite,* Paris, Armand Colin, coll. Linguistique, 1986.

arrière-pensées sous-entendues entre les lignes) pèsent lourd dans les énoncés, et qu'ils jouent un rôle crucial dans le fonctionnement de la machine interactionnelle, c'est certain ». Les contenus implicites se divisent en deux catégories, les présupposés et les sous-entendus. Ainsi, elle appelle « inférence » « toute proposition implicite que l'on peut extraire d'un énoncé et déduire de son contenu littéral en combinant des informations de statut variable (internes ou externes)[309] ». La première difficulté à appréhender l'intégralité des propos dans les énoncés des militants interviewés est tout simplement de savoir qu'ils contiennent de l'implicite. Car pour l'extraire d'un énoncé et en déduire son contenu, encore faut-il savoir qu'il existe. La deuxième difficulté consiste à le comprendre : « *L'extraction d'un contenu implicite exige du décodeur un surplus de travail interprétatif* [310] ».

Un interviewé dit, par exemple, au détour d'une question sur sa formation initiale : « *Après le bac, je suis allé travailler à l'usine »* (silence)*, puis il précise « mais pas comme mao ou trotskiste*[311] ». Ce type d'énoncé est assez représentatif des « implicites » parsemant les discours des interviewés. Seule la deuxième partie de la phrase vient éclairer la première et donner du sens au sous-entendu. Parmi les jeunes gens de la classe moyenne ou petite bourgeoise qui investissaient les usines après mai 1968, lorsqu'ils n'étaient pas communistes alors, ils faisaient très certainement partie de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) dont la philosophie repose sur le fait qu'« *à la suite de l'encyclique Rerum Novarum (1892) fut lancée pour la première fois lors du congrès de 1898 de l'ACJF (association catholique de la jeunesse française) l'idée de « l'apostolat du semblable par le semblable » qui allait être l'idée fondatrice de la JOC et l'Action catholique spécialisée par milieux et coordonnée par l'épiscopat* ».[312] Nous pouvons noter à cette occasion que, contrairement à ce que cet interviewé oppose, certains militants du REAS sont à la fois « maos » et « chrétiens ». Les affinités entre une formation au sein de la JOC par exemple et l'adhésion à un parti politique maoïste seront d'ailleurs étudiées dans le chapitre suivant. Cependant,

[309]*Ibid.*

[310]*Ibid.*

[311]Entretien réalisé avec François Bernard, ancien président de la fédération des crèches parentales, compagnon de route du REAS et animateur d'un réseau d'acteurs franciliens dans l'économie solidaire aujourd'hui.

[312]PARIGAUX Denis, *L'Église et la classe ouvrière : l'Action catholique et la CFDT. Le sens d'un engagement politique*, Sélio, Paris, 186 p.

lors de l'entretien, il est difficile de penser à la JOC sans avoir d'abord identifié cette filiation dans les engagements possibles des militants. Pour être sûre de la bonne interprétation de sa phrase, nous avons interrogé ce militant sur son appartenance à la JOC – appartenance qu'il a confirmée. Ce « test » sur la complicité engendrée par ma compréhension du message implicite de son énoncé a rendu l'interlocuteur plus à l'aise, plus prompt aux confidences. Ce même mécanisme s'est déroulé lors de presque tous les entretiens avec les militants ayant appartenu à cette mouvance dans leur jeunesse. « *Car la perception de la signification exacte d'un message verbal (de la part des co-énonciateurs), surtout quand il s'agit de l'implicite, s'avère plutôt une affaire interprétative et constitue donc un champ précaire et instable. […] car l'interprétation de l'implicite et la mesure de l'effet sur le co-énonciateur sont étroitement liées aux propriétés de chaque sujet interprétant, de chaque situation de communication et de chaque circonstance énonciative*[313] ». La mise à jour explicite d'un engagement passé dans la mouvance « chrétienne », a provoqué plusieurs types de réaction chez les interlocuteurs concernés.

La première réaction est le simple implicite. Pour l'éclairer, lorsque ce moment de « révélation » n'arrivait pas, j'ai utilisé la participation au projet de recherche sur la deuxième gauche et les militants chrétiens mentionné plus haut comme élément-test. La simple évocation de la nébuleuse des « militants d'origine chrétienne » a alors provoqué le même résultat que lorsque la démarche venait de l'interlocuteur. Le test passé, ma crédibilité prouvée, nous pouvions rentrer dans le vif de l'entretien même si l'appartenance à cette mouvance n'était relevée qu'en fin de rencontre. D'autres fois, c'est au moment où j'ai éteint le magnétophone, que mon interlocuteur a « avoué » être un catholique modéré et avoir appartenu au PSU. Cette « révélation » vient alors confirmer les « indices » ayant ponctué un entretien dans lequel les images chrétiennes se sont en réalité succédé, du catéchisme au Mont de piété, en passant par des références à Mgr Roncalli (futur Jean XXIII), lorsque ce militant décrit les fondements de justice de l'économie alternative et solidaire. Patrice Sauvage, fondateur de l'ALDEA et du REAS devenu diacre, attribut cet implicite à une génération :

> *« Notre engagement chrétien était implicite. C'est vrai que moi, j'y fais un peu référence dans le livre sur les entreprises alternatives en parlant de spirituel.*

[313]KORKUT Ece, « La Pragmatique et l'Implicite » in *Synergies Turquie* n° 1 – 2008, p. 153-159.

Mais, un gars comme Jean-Paul Gautier, bon, j'ai su que c'était vraiment un chrétien, mais il ne me l'avait jamais dit. Enfin, n'y avait pas d'explicitation quand même. […] C'était peut-être l'époque où en effet, les gens ne disaient pas ce en quoi ils croyaient tellement. C'est un peu une génération. C'était un peu comme ça ».

Le témoignage de Jean-Pierre Lancry, militant du REAS et fondateur de Solidarité Emploi à Lyon, éclaire également sur les raisons de cet implicite. Ainsi, lorsque je le questionne sur son éventuelle formation au sein d'organisation de jeunesse proche de l'action catholique spécialisée, il répond : « *J'étais à la JEC avant 1968. Ensuite, je ne suis plus catholique. Je milite dans des organisations d'extrême gauche comme l'OCT (Organisation communiste des travailleurs). Après 1968, je ne suis plus catholique* ». Jacques Dughera, membre du conseil de surveillance et président de la fédération des Cigales, témoigne également du même éloignement : « *Je suis de confession protestante, mais je préfère maintenir une distance critique par rapport à ça* ».

Le deuxième cas de figure rencontré est le déni de cet engagement passé. Par exemple, un des fondateurs du REAS[314] s'irrite fortement lorsque la question des engagements dans des associations ou des organisations d'origine chrétiennes est évoquée. Il refuse presque d'en parler. À force de relance, il finit par « avouer », de manière assez agressive, avoir été membre de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) : « *Oui, d'accord, j'ai été à la JEC. Et alors* ? » Dans le cours de l'entretien, il avait pourtant clairement expliqué que le REAS s'était beaucoup appuyé sur la Jeunesse agricole catholique (JAC)[315] en région pour développer son réseau. Mais, lorsque je lui fais remarquer la « qualité chrétienne » de la JAC, il s'énerve et dit : « *Moi, je leur disais, mais non, mais non, on ne dit pas "on est chrétien", on dit "on est REAS !"* ». Il semble donc que pour une part au moins des militants, cet engagement pose clairement problème. Cependant, ce type de réactions est resté très marginal.

Enfin, un denier type de réactions a été observé qui relèveraient moins du déni que d'une autre forme d'invisibilité des militants vis-à-vis d'eux-mêmes, cette fois, de leur propre socialisation et parcours de vie. Ainsi la posture de Jacqueline Lorthiois,

[314]Pour des raisons évidentes de respect du refus d'exposition de cette question, le nom de ce militant n'est pas ici mentionné.

[315]Nous avons vu dans le chapitre précédent que le MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), successeur de la JAC a été partie prenante de la création du REAS et est resté au sein du mouvement tout au long de son existence.

membre de l'ALDEA et fondatrice du REAS, est-elle particulièrement édifiante. Lorsque je l'ai interrogée sur ses éventuelles origines chrétiennes, elle a répondu vivement : « *Je ne viens pas d'une famille chrétienne. Je viens d'une famille d'intellectuels. Nous, on n'était pas des chrétiens, mais des intellectuels* ». Or, lorsque l'on retrace ses différents engagements et son parcours, elle traverse presque tous les réseaux chrétiens de la deuxième gauche : à 19 ans, elle trouve, grâce aux relations de ses parents, quelques heures d'enseignement dans un lycée catholique de jeunes filles et encadre, avec des prêtres, des colonies de vacances. Ayant commencé sa carrière au ministère de l'Équipement, elle est associée à la création de la ville nouvelle de Cergy et milite au sein du Mouvement de l'habitat groupé autogéré (MHGA). Ce mouvement, symbolisé dès le début des années 1970 par des expériences communautaires comme la Maison des Jardies de Meudon, a été animé par des personnes issues du PSU, des Groupes d'action municipale (GAM) ou de *Témoignage Chrétien*[316]. Militante ou sympathisante proche du PSU, elle participe ensuite à l'ALDEA, puis à la création du REAS, et demeure à ce jour toujours membre de l'ADELS. Et pourtant, la composante chrétienne de tous ces réseaux ou organisations persiste totalement, semble-t-il, à lui échapper. Lors d'un entretien ultérieur, lorsqu'on lui révèle l'appartenance à des mouvements chrétiens de certaines figures historiques/fondatrices de l'ALDEA et du REAS, elle semble sidérée, reste muette quelques instants et s'enquiert, finalement, inquiète : « *Et moi, tu me mets où par rapport aux chrétiens* ? ».

Un ultime témoignage vient à la fois éclairer et compléter celui-ci. Claude Petiteau, issue de la bourgeoisie niortaise, rompt avec son milieu, s'engage un temps dans l'armée puis multiplie les emplois, milite chez les situationnistes et finit par se poser comme formatrice en français langue étrangère (FLE) dans une association. C'est par sa fréquentation de la Maison des associations de l'alternative et de la formation[317] (MAAFORM) qu'elle se rapproche du REAS. Lors d'une discussion informelle, où je souligne les liens établis par ma thèse en cours entre la JOC et les premiers militants de l'économie alternative et solidaire, elle s'exclame : « *Je suis passée par la JOC, je pensais que j'étais née*

[316]LEFEVRE Pierre, « La démocratie participative et le projet urbain », in ADEME/ARENE, *ANNALES DU CYCLE DE CONFÉRENCES novembre 2004 à juin 2005,* 3e édition 2004-2005, Paris, ADEME/ARENE, 2006. Le MHGA avait à cette époque pour président l'architecte des Jardies de Meudon, Claude Guislain, devenu urbaniste en chef de la ZAC du Courghain à Grande-Synthe (*cf.* PRÉVOT Maryvonne et LECLERCQ Christophe, « La ZAC du Courghain à Grande-Synthe (59) : espace témoin ou discours-témoin ? », in *Lieux Communs,* n° 13, Nantes, LAUA, 2010, p. 94-114).

[317]La MAAFORM est un lieu associatif autogéré créé par le REAS.

comme ça, mais je voyais que d'autres gens pensaient comme moi. Je viens de comprendre que c'est ce que j'ai vécu à la JOC. Je n'avais jamais fait le lien, mais je comprends mieux pourquoi j'ai fait ces choix d'engagements. J'avais oublié que j'étais à la JOC ».

Cette explicitation a permis, du moins avec ceux qui l'acceptent, la mise en lumière d'une partie de leur biographie militante. Car c'est bien au caractère militant, politique plus que spirituel ou même confessionnel que se rapportent ces expériences au sein des mouvements de l'Action catholique ouvrière (ACO) ou de mouvement alternatif d'inspiration chrétienne. Certains mouvements protestants ont été associés à cette nébuleuse[318]. Cet autre témoignage m'incite à croire que cette formation militante initiale d'une partie des militants est au cœur des dispositions produites par les pratiques militantes du REAS et sur lesquelles reposent les affinités entre tous les engagements antérieurs de l'ensemble des participants au REAS.

J'ai présenté cette dimension de notre enquête à Ana Larrègle, ancienne militante du REAS au sein des « Amis de *A Faire »,* qui a travaillé un temps pour le réseau DPH (dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale)[319] avant de créer sa propre structure : l'AMI (Appui Mutuel pour un usage social de l'Information) hébergé au sein de la MAAFORM et héritier de l'association Point-Tiers (association fondatrice du REAS). Elle en parle avec le responsable de la formation qu'elle suit alors autour des questions de rénovation urbaine. Elle revient ensuite vers moi pour nous rapporter ce que ce dernier lui dit lorsqu'elle évoque le caractère chrétien des engagements d'un certain nombre de militants du REAS : « *Cela ne m'étonne pas que tu te sois sentie si bien, tu as rejoint ta famille* ». Elle souligne ensuite que cette révélation a donné du sens pour elle-même à ses propres choix et engagements.

Mais revenons d'abord à la première question posée par ce chapitre : qui sont les militants du REAS ?

4.1. Présentation de la population d'enquête

Afin de découvrir qui sont les militants du REAS, nous reviendrons rapidement sur les modalités de constitution du corpus d'entretiens réalisés et des militants étudiés pour ensuite présenter quelques-uns de leurs grands traits généraux. Puis sera proposée une

[318]Voir notamment : BAUDÉROT Jean, « La place des protestants », in *Les Militants d'origine chrétienne, Esprit* n° 4-5, avril 1977.

[319]Réseau créé par la FPH (Fondation pour le progrès de l'Homme) dont l'objet est de mettre en place une banque d'expérience internationale d'initiatives citoyennes. Source : http://www.d-p-h.info/article3_fr.html

distinction en trois groupes du corpus qui servira ensuite à entrer plus dans le détail des trajectoires respectives dans les chapitres suivants.

4.1.1. Composition du corpus

Le travail d'enquête a reposé sur des entretiens avec les principaux acteurs du REAS, le recueil et l'analyse d'archives (revue, comptes rendus de réunion, manifeste ou tribunes publiées), des observations participantes dans des réseaux actuels (auprès du Réseau Espérance et du CESIF[320]), des recherches Internet et en bibliothèque pour reconstituer ou compléter certains parcours de militants.

La première difficulté a été d'identifier les militants qui ont participé à ce mouvement, puis de retrouver leur trace. J'ai donc fait des recherches systématiques sur l'ensemble des personnes dont les noms apparaissaient dans les archives (liste des personnes dans le numéro d'*A Faire* consacré au congrès constitutif du REAS, liste des personnes présentées dans cette même revue comme acteurs du REAS, listes des personnes figurantes dans les différents organigrammes récoltés, listes des personnes présentes aux journées d'été précédant la création du REAS, personnes dont les militants interviewés m'indiquaient l'importance au sein du Réseau et que nous n'avions pas déjà identifiées). Au total, j'ai constitué une liste d'une petite centaine de militants. J'ai pu recueillir les informations nécessaires pour 62 d'entre eux. Ce corpus regroupe les militants que j'ai interviewés ainsi que quatre militants décédés au moment de l'enquête, mais pour lesquels les données recueillies ont permis de les intégrer à l'analyse. Mon militantisme au sein d'EELV (Europe Écologie – Les Verts) et le fait d'avoir travaillé trois ans pour une association au sein de la MAAFORM, lieu emblématique qui a accueilli le REAS, m'a facilité l'accès au terrain. Par ailleurs, mon père a milité au sein du PSU que nombre de militants du REAS ont fréquenté. Enfin, je connais personnellement plusieurs anciens militants du REAS dont Aline et Jacques Archimbaud, qui ont été membres du groupe local du parti Les Verts dont j'ai été responsable et pour lesquels j'ai directement travaillé puisque j'ai brièvement été l'assistante parlementaire d'Aline Archimbaud lorsqu'elle est devenue sénatrice en 2011. Ayant plusieurs portes d'entrée sur le terrain, j'ai utilisé mes différentes

[320]Collectif d'économie solidaire en Île-de-France qui a regroupé des acteurs locaux entre 2006 et 2013.

« qualités » pour me présenter de manière à systématiquement favoriser la mise en confiance de mon interlocuteur (tantôt comme politique, associatif, chercheur). J'ai également beaucoup utilisé la recommandation d'autres interviewés pour faciliter une première approche. Ainsi, alors qu'une des personnes ne répondait pas à mes multiples demandes d'interview, j'ai utilisé le relais d'un ami du PSU de mon père et membre de la même association que mon interlocuteur pour contacter ce militant qui m'a alors immédiatement répondu. Connaissant à l'occasion d'entretiens avec d'autres personnes l'animosité qui persistait entre un militant et le couple Archimbaud, j'ai utilisé le fait que j'ai été localement leur « opposante » politique au sein des Verts pour créer une connivence avec mon interlocuteur et permettre enfin le démarrage de l'entretien. Cependant beaucoup d'acteurs ne m'ont pas répondu, d'autres n'ont pu être trouvés, d'autres encore m'ont fait directement part de leur refus. La difficulté de la recherche d'interlocuteurs qui acceptent de me parler a néanmoins permis un étalement de l'enquête de terrain ce qui m'a offert la possibilité de travailler sur un matériel sans cesse actualisé, puisque les entretiens s'étalent de 2009 à 2015. De plus, cette recherche a produit des informations qui ont servi à préparer les entretiens. J'ai réalisé une série d'entretiens semi-directifs avec la soixantaine de militants que j'ai retrouvés et qui ont accepté de me rencontrer. Les entretiens ont duré entre 1 heure et 2 heures 30. Pour mener ces entretiens, j'ai élaboré une grille qui a servi de guide. Enfin pour ouvrir l'horizon de ma recherche, j'ai fait une série d'une quinzaine d'entretiens avec les militants actuels de la décroissance et du groupe Jeudi Noir dont les projets sont proches de celui élaboré par le REAS à l'époque. J'ai également participé à plusieurs réunions d'un collectif francilien d'économie solidaire le CESIF entre 2009 et 2011 (une dizaine de réunions). Ces rencontres ont rendu possible la collecte de quelques précieuses archives qui sont venues compléter l'enquête de terrain et ouvrir les informations récoltées au-delà des seuls souvenirs remaniés des militants. Cette comparaison entre matériel historique et entretiens contemporains a, par exemple, mis en lumière des aspects implicites dans des discours sur les parcours des militants et évoqués ci-dessus.

Les modalités de constitution de ce corpus comportent cependant quelques biais dont il faudra tenir compte lors de l'analyse. Ainsi, l'utilisation de la revue *A Faire* comme

source principale ne permet pas l'accès aux militants moins visibles. Les militants contactés sont donc ceux que le réseau a mis en avant. Ce biais est renforcé par la pratique de recommandation qui m'a permis de rebondir de militant en militant. L'échantillon analysé est donc artificiellement consensuel car la recommandation écarte de fait les militants dissonants. Enfin, alors que le nœud de cette recherche prétend approcher le militantisme tel que vécu au sein du REAS, il y a finalement peu de « militant de base » parmi les personnes intégrées au corpus. C'est la limite majeure de la composition du corpus. Cependant, les animateurs principaux ont été interviewés dans leur quasi-totalité et la diversité des militants permet quand même une vue générale bien que partielle de ce qu'a pu être ce mouvement.

4.1.2. Des militants issus des catégories sociales supérieures et fortement diplômés

Parmi les militants que j'ai interviewés, il n'y a qu'un peu plus d'un quart de femmes, alors que les quelques éléments récoltés lors de nos recherches sur la composition des militants du REAS faisaient apparaître un rapport hommes/femmes plutôt de l'ordre de 60 % d'hommes pour 40 % de femmes. La sous-représentation des femmes au sein de l'échantillon s'explique notamment par le fait qu'un certain nombre d'entre elles se sont mariées ou au contraire ont divorcé et par conséquent changé de nom de famille ce qui ne facilite pas les recherches pour les retrouver.

Illustration 1

Un tiers des militants du corpus sont des fondateurs du REAS. Cette surreprésentation s'explique par la plus grande visibilité de ces militants dans les pages de la revue A Faire et dans les archives consultées (dont des comptes rendus de conseil d'administration et de conseil de surveillance). Ainsi, presque la moitié (43 %) des personnes interviewées ont occupé une place dans les instances de décisions du REAS (direction, conseil de surveillance, correspondant local) comme le montre le premier graphique (illustration 1).

Illustration 2

Par ailleurs, l'âge moyen en 1992 (date de création du REAS) des militants interviewés est de 41 ans. Cependant les écarts d'âge sont importants. Ainsi, soixante ans séparent le militant le plus jeune du plus âgé. Le plus jeune militant n'a que 17 ans en 1992 (il ne rejoindra le REAS qu'en 1994) et le plus âgé 77 ans à la même date. Certains militants investissent le REAS au moment de leur retraite, d'autres s'y engagent dans en parallèle de leurs études, d'autres enfin arrivent au REAS après une période de fort engagement politique à la suite de mai 1968 et des années qui ont suivi.

Si les écarts d'âge sont importants, les catégories socioprofessionnelles (illustration 2) occupées par les militants du REAS sont concentrées autour des catégories « cadres et professions intellectuelles supérieures » et « professions intermédiaires » alors que les catégories « employés » et « ouvriers » sont absentes ou sous-représentées lorsqu'on les compare à celle du dernier recensement[321]. Ainsi, près de 60 % (59,65 %) des personnes interviewées occupent des postes de cadre, de professions intellectuelles, d'artistes alors qu'en 2012, cela ne représente que 17 % de la population française… On trouve parmi eux des hauts fonctionnaires, des cadres de la fonction publique, des

[321]Source : *insee.fr,* les résultats du recensement de 2012 : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau_local.asp?ref_id=EMP&nivgeo=METRODOM&codgeo=1&millesime=2012

cadres d'entreprises ou d'administrations, des consultants à leur compte… Les professions intermédiaires sont également surreprésentées au sein des militants du REAS mais dans une mesure bien moindre, 30 % pour les militants du REAS contre 25 % pour la France entière. Parmi les militants qui entrent dans cette catégorie, on trouve des chargés de mission dans des villes, des professeurs de lycées, des chargés de mission dans des associations ou des entreprises.

Illustration 3

Par ailleurs, lorsque les catégories socioprofessionnelles des militants du REAS sont comparées à celles de leur famille (illustration 3), on constate une ascension sociale importante des militants comparativement à leur famille. Ainsi, alors que 30 % des militants sont issus de familles ouvrières, personne n'occupe de poste d'ouvrier parmi les militants interrogés. Mais attention à cette impression première, l'exploration en détail des parcours des militants présentés dans les chapitres suivants montre que cette ascension est cependant fréquemment freinée par leurs engagements militants.

Illustration 4

Les militants interviewés sont également beaucoup plus diplômés que la moyenne des Français (illustration 4). Alors que seulement 14 % des résidents de France métropolitaine en 2012 possèdent un diplôme équivalent ou supérieur à la licence (L3), c'est le cas de 70 % des militants du REAS interviewés et 40,35 % possèdent même un diplôme supérieur à la maîtrise (M1). De plus, toutes les personnes interrogées possédaient au moins un baccalauréat contre seulement 43 % des Français.

Répartition des militants par région

Illustration 5

Enfin les militants interviewés résident pour presque la moitié (44 %) en région Île-de-France contre seulement 19 % des habitants de la France entière (illustration 5).

Ainsi, comparativement à l'ensemble de la population recensée en France en 2012, les militants du corpus appartiennent à des catégories socioprofessionnelles plus élevées que la moyenne, sont beaucoup plus diplômés et résident deux fois plus en Île-de-France. Après ce tour rapide de leurs grandes caractéristiques sociologiques, nous allons maintenant étudier ensemble à grands traits les spécificités des engagements des militants du REAS de notre corpus.

4.1.3. Des militants aux engagements multiples, mais assez homogènes

Au-delà de leur engagement au sein du REAS, les personnes interrogées sont nombreuses à être également militantes dans un parti politique. Ainsi, avant ou pendant leur engagement au REAS, 65 % adhèrent à un parti politique. Au moment de l'entretien, 58 % d'entre elles adhèrent toujours à un parti politique contre un peu plus de 1 % des Français[322].

Illustration 6

Nous pouvons noter que cet engagement figure exclusivement au sein de partis politiques situés à la gauche de l'échiquier politique. L'importance de l'adhésion aux partis écologistes est également notable. Ainsi, avant ou pendant leur engagement au REAS, 16 % des militants adhèrent au parti Les Verts. Au moment de l'entretien, 42 % des personnes interviewées déclarent adhérer à Europe Écologie – Les Verts (EELV). Il est d'ailleurs logique que le parti Les Verts hier et son évolution contemporaine EELV arrivent en tête des partis auxquels adhèrent les militants du REAS vu l'importance de l'écologie politique dans le projet du réseau que nous avons étudié dans le chapitre précédent. Les militants n'adhérant à aucun parti passent de

[322]Source :http://www.jolpress.com/adherents-elus-partis-politiques-france-ump-ps-fn-pcf-article-823312.html

42 % à 50 % entre le moment du REAS et aujourd'hui. L'augmentation du nombre de militants adhérents à un parti écologiste dans la même période est du coup encore plus remarquable. Par ailleurs, si le nombre d'adhérents à un parti recule, le nombre de ces partis politiques diminue également (passant de 11 partis cités lors des premières adhésions politiques à seulement 4 partis aujourd'hui) et se recentre clairement vers l'écologie politique. De plus, un nombre non négligeable de militants du REAS ont été ou sont toujours élus (des élus locaux, à l'exception notable d'Aline Archimbaud actuellement sénatrice écologiste de Seine-Saint-Denis). Au total, 31 % des militants du corpus sont ou ont été élus. Les deux derniers mouvements (vers l'écologie politique et vers les mandats d'élus) nous confortent dans l'idée que le REAS a été une fabrique de militants ou du moins de militants et d'élus écologistes. Enfin, il est important de souligner le rapport particulier que les militants du REAS entretiennent avec le PSU (parti socialiste unifié) puisque 39 % d'entre eux déclarent avoir été adhérents ou sympathisants de ce parti politique. Lorsque l'on regarde uniquement les militants en âge d'avoir pu fréquenter le PSU, 57 % se déclarent proches de ce parti dont 20 % ont été directement adhérents. Les liens qui ont été explorés dans le chapitre précédent autour du projet politique du REAS et son lien avec la deuxième gauche trouvent ici leur traduction concrète. Il en va de même pour l'adhésion syndicale puisque si seulement 31 % des militants déclarent avoir adhéré à un syndicat, c'est à 58 % à la CFDT qu'ils cotisent – la CFDT qui a été le syndicat le plus emblématique de la nébuleuse de la deuxième gauche. De plus, un tiers (36 %) des militants déclare que leurs parents étaient eux-mêmes militants. Une autre particularité des engagements des militants du REAS est la présence importante de militants ayant appartenu à la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) ou une autre association de jeunesse proche de l'Action catholique spécialisée comme l'introduction de ce chapitre le signalait. On peut à cette occasion noter que trois militants (Jacques Dughera, Aline Archimbaud et Daniel Tartier) sont issus de tradition protestante ce qui justifie l'utilisation du terme « chrétien », et pas seulement catholique. Daniel Tartier et Aline Archimbaud ont été très investis au sein de Solidarité Emploi dont le comité de soutien comptait la Fédération protestante de France. Les militants issus d'une tradition familiale chrétienne représentent un militant du corpus sur quatre. Nous pouvons

également souligner que ce lien n'est pas exclusif des engagements politiques des militants. Certains sont par exemple proches de l'Action catholique spécialisée et militants maoïstes au début de leur « carrière » militante. D'ailleurs, Denis Pelletier, par exemple, souligne l'importance du choix d'un militantisme d'orientation maoïste au sein des catholiques : les « *militants échappés non sans mal du cadre contraignant des mouvements d'Action catholique […] sont plus nombreux au sein des groupes maoïstes, adepte d'un militantisme de base qui s'apparente, mutatis mutandis, à celui de la mission ouvrière*[323] ». Seuls 20 % des militants du corpus n'ont aucun lien avec la culture chrétienne. Ils sont alors pour la plupart issus de famille de tradition musulmane ou plus marginalement anarchiste.

Ainsi, les militants du corpus se caractérisent par leurs engagements multiples : politiques, syndicaux, associatifs, ainsi que par leur fond culturel chrétien. Il est important de souligner ici que les militants du corpus ont intégré dans leur ensemble le REAS par le biais d'un engagement associatif initial (au sein de l'ALDEA, de Solidarité Emploi ou d'autres associations parties prenantes du REAS). De plus comme nous venons de le voir, leur engagement associatif n'est pas exclusif d'un engagement politique plus classique au sein d'un parti politique. C'est une des caractéristiques des militants du REAS à contre-courant d'un certain courant d'analyse sociologique autour des « nouvelles formes de militantisme ».

4.1.4. Trois cohortes contrastées

L'analyse rapide des quelques grandes caractéristiques des militants du corpus, qu'elles soient sociologiques ou qu'elles dessinent les spécificités de leurs engagements militants, a fait ressortir une distinction en termes d'âge. En effet, lorsque l'on introduit un critère d'âge, il semble que l'on puisse déterminer des caractéristiques qui distinguent les militants en trois groupes. Ainsi, lorsqu'est posée la question d'une adhésion à un parti politique avant ou pendant l'engagement des militants au sein du REAS, les réponses sont assez contrastées en fonction de l'âge des militants du corpus, comme le montre le graphique suivant[324].

[323]PELLETIER Denis, La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978), Petite bibliothèque Payot, 2005.

[324]Pour une description rapide des différents partis politiques présents dans ces graphiques voir annexe

Illustration 7

Alors que les militants âgés de moins de 35 ans au moment de leur adhésion au REAS comme ceux âgés de 35 à 45 ans sont fortement politisés, respectivement 57 % et 67 % des militants ont adhéré à au moins un parti politique avant ou pendant leur engagement au REAS, ce taux tombant à 44 % pour les militants âgés de plus de 45 ans. Autre spécificité, le groupe des militants âgés entre 30 et 45 ans en 1992 présente une grande diversité partidaire. Ils ont fréquenté huit partis différents lors de leur première adhésion contre quatre pour les militants les plus jeunes. Les militants de cette classe d'âge intermédiaire avaient en moyenne 18 ans en mai 1968 et ont pour une part importante vécu l'après-68 au moment de leur adolescence ou du début de leur vie adulte. Le foisonnement politique de ces années peut apporter une première explication à la fois à la pratique d'adhésion à un parti politique et à la diversité de ces partis dont il est alors logique qu'elle se réduise pour les militants plus jeunes. Parmi les partis politiques fréquentés par les militants du REAS dans leur ensemble, deux partis sont cités presque systématiquement, le parti Les Verts, créé en 1984 et devenu EELV en 2009, et le PSU, parti socialiste unifié crée en 1960 et dissous en 1989. Comme nous l'avons vu dans le point précédent, une grande partie de militants de notre corpus a été adhérente ou sympathisante du PSU.

Tableau 3 – Rapport des militants du REAS au PSU

Psu	Ensemble	>45 ans	45-35 ans	<35 ans
Adhérent	8	2	6	0
Proche	16	6	10	1
Non	30	5	5	20
Non renseigné	7	6	1	0
Total	62	19	22	21

Les militants âgés de moins de 35 ans en 1992 sont trop jeunes pour avoir participé au PSU puisqu'il a été dissous en 1989 et qu'il a connu son apogée à la fin des années 1970, début 1980. Par contre, si les militants les plus âgés sont 42 % à avoir été sympathisants ou adhérents du PSU, ce qui en soit n'est pas négligeable, 71 % des militants entre 35 et 45 ans ont été adhérents ou sympathisants de ce parti. Concernant l'engagement politique des militants au moment de l'entretien, le parti politique EELV arrive très largement en tête au sein des trois groupes (respectivement 26 %, 48 % et 29 % des militants). Il semble donc que le passage par le REAS oriente ensuite les militants vers une adhésion au parti politique qui se revendique de l'écologie politique. Enfin, sur le plan politique une autre distinction peut être faite à partir des différentes catégories d'âge des militants du corpus. En effet, si les militants de la classe d'âge intermédiaire (35 – 45 ans) sont fortement politisés, peu d'entre eux ont été élus à l'instar de leurs aînés (respectivement 21 % et 22 % de militants élus dans ces classes d'âge). Au contraire, au sein de la plus jeune classe d'âge, c'est plus de la moitié (53 %) des militants qui occupent ou qui ont occupé un mandat.

Tableau 4 – Les militants du REAS et les mandats électifs

Élu	Ensemble	>45 ans	45-35 ans	<35 ans
Oui	19	5	5	9
Non	43	14	17	12
Non renseigné	0	0	0	0
Total	**62**	**19**	**22**	**21**

Illustration 8

Autre point de distinction entre les âges des militants, c'est la question de leur rapport à la culture chrétienne. Comme le montre le graphique ci-dessus (Illustration 8), alors qu'un engagement dans la culture chrétienne important (formation dans une organisation de jeunesse, persistance de la foi aujourd'hui et implication poussée dans la culture chrétienne) deux groupes d'âges les plus âgés (74 % et 48 % des militants de ces groupes), cela représente 5 % pour les militants les plus jeunes. Il en va inversement pour la déclaration qu'ils ne sont pas issus d'une culture chrétienne (38 % contre 16 % et 5 %). Des distinctions sont également observables entre les deux groupes plus âgés. Ainsi, alors que les militants entre 35 et 45 ans déclarent pour 14 % avoir reçu une éducation chrétienne (catéchisme, école du dimanche), l'engagement chrétien des militants âgés de plus de 45 ans les a conduits jusqu'à entreprendre des études de théologie ou devenir diacre pour un quart d'entre eux (26 %).

Après avoir fait un tour rapide des différences dans les parcours des militants du corpus, il faut maintenant s'interroger pour déterminer si des distinctions reposant sur des grands traits sociologiques peuvent être également observées entre les trois groupes d'âge.

Illustration 9

Les militants les plus jeunes concentrent leur emploi dans la catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures » dans leur grande majorité (80 %). Les militants de la classe d'âge intermédiaire se concentrent sur les deux catégories « cadres et professions intellectuelles supérieures » et « professions intermédiaires ». Les militants les plus âgés sont « cadres et professions intellectuelles supérieures » ainsi que « artisans, commerçants et chefs d'entreprise ».

Illustration 10

Illustration 11

Lorsque l'on regarde les catégories socioprofessionnelles dont sont issus les militants un nouveau contraste est observable. Ainsi, 38 % des militants les plus jeunes sont issus de famille d'ouvriers contre 29 % pour les 35-45 ans et 21 % pour les militants les plus âgés. Les militants les plus âgés sont également les plus nombreux (32 %) à être issus de famille entrant dans la catégorie « artisans, commerçants et chefs d'entreprises » contre 10 % et 14 % pour les deux autres groupes.Enfin, une dernière dimension mérite d'être observée, le niveau de diplôme des militants. Ainsi, les diplômes augmentent clairement avec l'âge des militants. Par exemple, 68 % des militants du corpus ayant plus de 45 ans en 1992 ont un diplôme supérieur au Master 1, pour les militants entre 35 et 45 ans, cela représente 57 % et seulement 38 % pour les militants de moins de 35 ans.

Compte tenu de ces différents constats concernant les trois classes d'âge du corpus, J'utiliserai le terme de génération. Car c'est moins différentes générations militantes qui sont présentées, puisque finalement les militants arrivent concomitamment au REAS, et c'est plutôt des militants de différentes générations au sens où « *le terme de génération sera utilisé […] sera celui de « génération sociologique », défini comme l'ensemble des cohortes connaissant la même « situation de génération », partageant*

des caractéristiques communes et distinctes de celles des autres[325] ». Ainsi, le critère d'âge a permis dans un premier temps de séparer les militants du corpus en trois cohortes. L'exploration des possibles distinctions entre ces trois cohortes a permis de faire apparaître des caractéristiques communes aux militants d'une même cohorte distincte de celles des deux autres cohortes. Le terme de génération pour distinguer les militants est donc pertinent selon les critères énoncés plus haut par Louis Chauvel. Le tableau suivant résume les grands traits de chaque génération.

Tableau 5 -Résumé des trois générations

Âge moyen en 1992	**Niveau de diplôme**	**Catégories socioprofessionnelles**	**Engagements**
57 ans	Des diplômés des grandes écoles.	Un tiers exerce une profession intellectuelle et plus de 20 % sont chefs d'entreprise. Pour une grande part issue de grande famille d'industrielle.	Un engagement dans les partis politiques limité. Un engagement dans la culture chrétienne très important.
39 ans	Des diplômés supérieurs à la maîtrise pour la quasi-moitié des militants.	Un peu moins de la moitié exerce une profession intellectuelle ou une profession intermédiaire. Issus de familles essentiellement d'ouvriers et de professions intellectuelles.	Un très fort engagement dans les partis politiques, avant, pendant et après le REAS. Et notamment au sein du PSU. Un nombre important de militants formés au sein de la JOC ou autres organisations de jeunesse.
24 ans	Des diplômes de maîtrise ou de licence pour la plus grande part des militants.	Pour 80 % exercent une profession intellectuelle. Des familles, essentiellement d'ouvriers (30 %) et de professions intellectuelles.	Un engagement politique important notamment après le REAS. Plus de la moitié ont été ou sont toujours élus locaux. Une distance avec les organisations chrétiennes.

Les chapitres suivants s'attacheront à étudier en détail chacune des trois générations de militants.

Pour poursuivre notre découverte du REAS et de son fonctionnement nous allons maintenant nous interroger sur l'organigramme du REAS et ses modalités d'exercice du pouvoir.

[325]CHAUVEL Louis, Le Destin des générations, structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010, PUF, 2010. p. 87.

4.2. Une participation organisationnelle à géométrie variable

Après avoir rapidement dépeint la composition du corpus de militants, attardons-nous quelques instants sur la répartition des rôles entre les militants au sein du REAS. Le REAS étant une forme organisée de structure collective, c'est une organisation. À ce titre, la définition « classique » que donne Philippe Bernoux des organisations servira d'appui afin d'explorer rapidement la répartition du pouvoir au sein du réseau. Il en définit cinq traits caractéristiques : « *division des tâches, distribution des rôles, système d'autorité, système de communications, système de contribution-rétribution*[326] ». C'est principalement le deuxième trait que nous allons sonder ici. En effet, l'utilisation par l'analyse stratégique des organisations que Philippe Bernoux donne de la « distribution des rôles » semble pouvoir aider à décrire le positionnement des militants au sein du REAS. Philippe Bernoux définit cette distribution ainsi : « *tout membre d'une organisation se comporte comme un acteur, capable – et souvent chargé – d'interpréter de manière nouvelle un rôle identique* ». Plus loin, il précise : « *L'analyse stratégique, nommant acteurs les membres de l'organisation, met l'accent davantage sur leur autonomie que sur les contraintes objectives qui définissent leurs rôles. Quelles qu'elles soient, elles ne dispensent jamais l'acteur de choix, et c'est en les faisant qu'il oriente la politique de l'organisation*[327] ».

[326]BERNOUX Philippe, *Sociologie des organisations*, 5e édition revue et corrigée, Seuil, 1990. La première édition date de 1985, p. 118.

[327]*Ibid.*, p. 119.

4.2.1. Analyse de la structure organisationnelle du REAS

Illustration 12

Le diagramme ci-dessous (illustration 12) est la reproduction de l'organigramme présenté dans le numéro 20 d'*A Faire* consacré au compte rendu du congrès fondateur du REAS en décembre 1992. Pensé pour être renouvelé tous les deux ans, il a finalement peu évolué dans ses postes de direction. Les membres du conseil de surveillance se sont modifiés au gré des entrées et des sorties des militants. Jacqueline Hafidi-Vitany a, par exemple, vite démissionné, Jacques Dughera ou Dominique Carliez ont intégré le conseil de surveillance plus tardivement. On y trouve les principaux animateurs du REAS.

La composition du corpus a pour conséquence de comporter un nombre important de membres fondateurs et/ou dirigeants du réseau. La notion de rôle peut permettre de distinguer des rapports différents à l'organisation et d'avoir une première approche de l'appropriation du fonctionnement organisationnel du REAS par ses militants. Cette « distribution des rôles » peut d'abord être observée assez objectivement à partir de

l'organigramme du REAS. Cette observation semble d'autant plus pertinente que, comme le rappelle Pierre Bernoux, « *l'organisation est une idéologie, au sens où les représentations des responsables sur ce que doivent être les rapports humains façonnent les structures. Il faut pouvoir lire, ou du moins expliciter, la place de chacun et sa fonction*[328] ». Le Conseil de surveillance équivaut au conseil d'administration et le directoire au bureau d'une association ou à la direction générale d'une entreprise.

Illustration 13

Un premier constat saute aux yeux. Malgré la volonté de diversité affichée pour justifier le choix d'une Union économique et sociale (UES) comme forme d'organisation (voir texte « Poteaux d'angle »), la répartition des pouvoirs au sein du REAS est fortement caractérisée par l'âge des militants. Ainsi, alors que les militants âgés entre 30 et 45 ans représentent 49 % de notre corpus, ils occupent 78 % des places de la direction de l'organisation (directoire et direction générale). Les jeunes militants sont absents du conseil de surveillance alors qu'ils sont surreprésentés au sein des correspondants locaux. C'est l'inverse pour les militants les plus âgés. De plus, alors qu'il était prévu de remettre en question les mandats tous les deux ans, les

[328] *Ibid.*, p. 123-124.

membres du directoire comme la présidence resteront quasiment inchangés pendant les dix ans de vie du REAS. Marie-Thérèse Jambut, membre du REAS et des MRJC, salariée du Pôle local d'économie solidaire (PLES) de Châteauroux, souligne d'ailleurs les problèmes posés par cette absence de renouvellement.

4.2.2. Une critique de l'exercice du pouvoir diversement investie selon l'âge des militants

D'ailleurs, plus que le choix de l'organisation, c'est à l'exercice du pouvoir que plusieurs militants s'intéressent. Ainsi, lors des entretiens, certains militants sont très critiques de l'exercice du pouvoir au sein du REAS, d'autres, au contraire, mettent en avant la participation et l'échange au sein du réseau. Les critiques se concentrent sur Jacques et Aline Archimbaud – mais dans une moindre mesure pour cette dernière. En couple dans la vie, occupant les places de présidente du conseil de surveillance et de directeur général, ils sont les deux figures emblématiques du mouvement. On peut d'ailleurs noter qu'ils sont les seuls à avoir fait une carrière politique nationale à la suite de leur participation au mouvement de l'économie alternative et solidaire – carrière également critiquée par les militants.

Ainsi, ce militant venant de l'ALDEA et fortement investi dans la revue *A Faire*, résume bien ce qui leur est généralement reproché en présentant le passage de l'ALDEA au REAS :

> « *L'ALDEA avait un fonctionnement relativement peu associatif. C'était devenu un conglomérat de bureaux d'étude que chacun utilisait pour pouvoir se réclamer de l'ALDEA pour rentrer dans la profession et dans les organismes et les structures, et puis en vivre. Chacun tirait pour soi. C'est ce que voulait éviter le REAS. Le REAS voulait dire : "On unifie tout ça". Avec un fonctionnement (hors micro) "stalinien", centralisateur, quoi… On contrôle tout ça, on dit ce qu'il y a à faire, c'est plus chacun pour soi, c'est tous pour la structure. La structure c'est le REAS, c'est le comité central…Y avait nos anciens maos qui étaient Jacques et Aline [Archimbaud] – que j'adore –, mais… y avait ça aussi, l'idée de contrôler un peu le truc…* ».

Nous sommes ici loin de l'*empowerment* promu par Jacques Archimbaud lorsqu'il présente sa vision du REAS au moment de l'entretien et dans les textes qu'il publie pour le mouvement. Les réticences d'une autre militante qui intègre la direction du

REAS en 1998, face au fonctionnement du REAS et de Jacques Archimbaud, ancien maoïste revendiqué, participent de la même critique :

> *« J'ai toujours été viscéralement anti dogma, anti orga et… il y avait dans le REAS et des militants dans les créateurs, dans les fondateurs, il y avait des gens qui avaient eu de très solides bases de discipline organisationnelle, enfin, venant d'orga politiques assez raides quoi. Et y a un moment où la cause prend le pas sur les gens, sur l'humain. Et c'est ça qui s'est passé au REAS. Bien qu'il y avait aussi d'autres ingrédients. Et de la part d'autres fondateurs, il y avait aussi un désir de faire autrement aussi de ce côté-là ».*

Ces critiques de l'exercice du pouvoir par le couple Aline et Jacques Archimbaud participent de la vision « politique » que ces militants ont du REAS et restent l'apanage des militants les plus politiques du réseau. Cependant, si le couple concentre les critiques de la direction du mouvement, les reproches concernent essentiellement Jacques. L'extrait de l'entretien avec Jacques Dughera, président de la fédération des CIGALEs et membre du conseil de surveillance du REAS, témoigne de l'avis plus favorable que les militants portent sur Aline :

> « *Pour moi, les figures du REAS, c'est Aline et Jacqueline. Aline allie une grande capacité de réflexion et un comportement très humain ce qui n'est pas souvent le cas. Jacqueline, on peut la critiquer sur son comportement parfois, mais c'est elle qui a introduit beaucoup d'idées dans le REAS très fécondes notamment sur le développement local ».*

En dehors de la génération des 35-45 ans, cette question n'est pas du tout investie par les autres militants. Ils sont beaucoup plus positifs sur le fonctionnement du REAS même lorsqu'ils en soulignent les limites. Au contraire, ils semblent avoir vécu une autre réalité. Ils mettent plutôt en avant le dévouement de Jacques et Aline Archimbaud, ou bien encore leur capacité à transmettre ou à donner des marges de manœuvre à tous. Antoine Pillet, investi à sa retraite et animateur du réseau PIVOD, présente ainsi sa rencontre avec le couple :

> « *Ils m'ont dit "Viens, on a besoin d'un mec comme toi, qui connais assez bien les problèmes de la commercialisation. On a envie de faire tout un tas de choses, mais on sait pas très bien comment le faire". Et les choses se sont trouvées comme ça. […] J'ai travaillé à ce moment-là, en particulier avec Aline et Jacques [Archimbaud]. Forcément des gens que tu connais de nom. Moi, je les ai très bien connus. J'ai travaillé avec eux pendant pratiquement tout le temps de vie du REAS. Depuis sa naissance, jusqu'au moment où on a fermé les portes. C'était au moment du gouvernement Jospin, quand Jacques a été appelé au cabinet de Dominique Voynet. J'ai vécu la vie du mouvement* ».

Patrice Vuidel, chargé de mission d'un des premiers pôles d'économie solidaire, explique lui aussi sa rencontre avec le REAS et la place laissée à la participation :

> « *J'ai été présenté à Jacques et Aline* [Archimbaud]*, à d'autres. Et le REAS est en train de monter son dispositif de pôle local d'économie solidaire. […] À ce moment-là, je rentre pleinement dans les réflexions du REAS et j'ai souvenir qu'à l'époque, se met en place tout un échange avec des copains des différentes structures qui avaient envie de réfléchir ensemble sur les pratiques, sur un certain nombre de positions, etc ».. (Plus loin, il précise) Cette période du REAS où Jacques et Aline étaient là aussi. Jacques et Aline étaient là, mais j'ai plutôt le souvenir de Jacques en animation ou de ces temps d'échange…* »

Les critiques portées par les militants les plus jeunes sur REAS ne portent plus sur les personnes, mais sur le fonctionnement du mouvement et ses tendances à être parfois trop éloigné des préoccupations plus quotidiennes des acteurs locaux. Ainsi, l'intérêt qu'ils portent à l'exercice du pouvoir comme les places dans l'organigramme de l'organisation sont des facteurs de distinction entre les militants. Ils peuvent ainsi proposer des visions presque opposées du mouvement et de ses dirigeants.

Le contraste dans la représentation de l'exercice du pouvoir entre les militants pourrait nous inciter à croire à la mise en place d'une illusion de la participation démocratique qui augmenterait avec l'éloignement du centre du pouvoir. Mais nous rejetons cette interprétation pour plusieurs raisons. La première tient au fait que les reproches dus au manque de concertation ou d'exercice autoritaire du pouvoir ne sont pas adressés à l'organisation en tant que telle, mais à deux de ces dirigeants. Deuxièmement, la quasi-totalité des militants interviewés met d'abord en avant la forte demande de participation que le réseau leur adresse en permanence ; ils se définissent presque tous comme partie prenante de l'orientation politique et stratégique du REAS. Cela est également vrai pour les militants issus de l'immigration maghrébine des quartiers populaires de « Génération Banlieue », qui pourraient être trop rapidement considérés uniquement comme des bénéficiaires et non comme des acteurs à part entière du mouvement. De tous les entretiens réalisés, seul un militant se sent en dehors des prises de décision. Il est pourtant membre du conseil de surveillance du REAS et fait partie des 14 militants qui « *se battent pour que ce réseau existe, se développe*[329] » et qui ont le droit à leur portrait dans le numéro d'*A Faire* qui précède le congrès constitutif du REAS.

[329] *A Faire,* n° 13-14, 3e- 4e trimestre 1992, p. 13.

« Moi-même, je suis allé à une ou deux réunions à Paris. Mais alors, ça me paraissait tellement abstrait que… Si ! Y avait du concret derrière quand même, hein. Mais les responsables du REAS ou ALDEA, ça me faisait l'effet un peu de chercheurs de laboratoire ou de gens qui vivent une autre vie et puis qui regardent ou qui essayent de faire vivre les petits animaux dans leur coin. Et du coup, c'était en décalage quand même avec nos réalités ».

La nuance que nous venons d'apporter au modèle proposé par Philippe Bernoux a fait l'objet d'une mise en garde de Jean-Louis Laville et Renaud Sainsaulieu contre une utilisation trop « plaquée » de l'analyse stratégique des organisations sur le fonctionnement des associations : « *Surtout, dans les associations les différenciations entre groupes et individus ne se déduisent pas seulement de la place occupée dans l'organisation du travail, elles se constituent selon les structurations propres à l'entité collective formée par la volonté de ses membres. L'incertitude majeure qui va structurer la relation associative devient la capacité ou la volonté explicite des acteurs à entrer dans le jeu associatif. Il ne s'agit pas d'une mobilisation contraignante et définitive, comme un mythique départ en guerre, mais bien d'un investissement de ressources personnelles dans un effort collectif, dont la mesure de l'intensité est sans cesse rejugée à l'aune de facteurs de contextes personnels et organisationnels*[330] ». Regardons maintenant comme chacun définit son rôle au sein de l'organisation.

4.2.3. Une participation collective à la définition du mouvement

Au-delà des places occupées, c'est surtout le rôle que les militants de chaque génération mettent en avant qui vient de nouveau les distinguer. Concernant les militants les plus âgés, s'ils occupent peu de place au sein des instances formelles de décision du REAS, ils sont parmi les militants qui revendiquent le plus le rôle qu'ils ont joué dans la structuration du mouvement et dans la définition de ses valeurs. Claude Bouju, animateur de l'association Point Tiers, explique ainsi, son rôle majeur dans la structuration du REAS :

« J'ai revu Jacques [Archimbaud] *et je lui ai dit "Écoute, ils sont sympathiques, ils ont plein d'idées, certains sont vraiment compétents dans leur domaine*

[330]LAVILLE Jean-Louis et SAINSAULIEU Renaud, « Les fonctionnements associatifs », in LAVILLE Jean-Louis et SAINSAULIEU Renaud (dir.), *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social,* Desclée de Brouwer, 1997, p. 286-287.

d'électronique ou de chose comme ça, mais alors pour le reste, c'est le foutoir". Il m'a dit "Je ne sais pas à quoi tu pourrais être utile, mais enfin, vas-y, regarde". Ils étaient vraiment très ouverts. Et donc, j'ai écrit un article dans A Faire qui s'appelle "un renfort nécessaire" et dans lequel, j'exprimais, semble-t-il, que ces initiatives, pleines d'idéologie, etc., elles avaient besoin d'être renforcées par des aides de compétence. Et j'annonçais par là l'initiative que j'allais prendre pour faire ce renfort ».

Dans les propos des militants les plus âgés, c'est le plus souvent leur apport valorisant leur grande expérience (pour ne pas dire leur sagesse) qui est systématiquement mis en avant quand ils présentent leur participation concrète au réseau. Les militants de la jeune génération, pour leur part, mettent surtout en avant leur rôle dans la mise en œuvre des idées sur le terrain. Éric Lavillunière, ancien objecteur de conscience à l'ALDEA, fondateur du REAS et président de l'association des correspondants locaux**,** explique ainsi que :

« *J'ai consacré ce service* [d'objecteur de conscience à l'ALDEA] *à aider à créer le réseau d'économie alternative et solidaire et donc, c'est comme ça que dans ma mission, j'ai été amené à créer l'association des correspondants locaux du REAS que j'ai présidé tout le temps que ça existait. De par ce boulot-là, parce qu'en fait, c'était un boulot, j'ai été amené, à voyager beaucoup en France puisque en fait, j'animais avec mon collègue Emmanuel Antoine… On a en fait parcouru un peu la France pour expliquer ce qu'on voulait faire pour le REAS dans des réunions locales, départementales…* »

C'est également le lien avec le terrain que met en avant Nadia Azoug, militante d'une association de jeune de banlieue et fondatrice du REAS, lorsqu'elle se souvient des premières réunions autour de Génération Banlieue :

« Nous, même si on faisait de l'économie sociale et solidaire, on ne savait pas que ça s'appelait comme ça. Mais quand on avait nos séances de travail et de formation, nous, on mettait des mots sur tout ce qu'on faisait. Donc, ça nous intéressait vachement. Et quand on était autour de la table avec des gens comme Patrice Sauvage, nous, quelque part, on continuait à grandir. En même temps, on leur apprenait, on leur disait "nous, on fait ça comme ça". Ce qui était intéressant et là où on s'y retrouvait, c'est qu'on était sur du donnant-donnant. Donner – recevoir. Donc, y avait une alchimie qui passait. Et même si on était très différents […] on était conscient de la richesse pour tout le monde ».

Pour les jeunes militants, leur participation est présentée comme une mise en œuvre concrète, sur le terrain, des idées, des idéologies dont la définition est laissée finalement plutôt volontairement au groupe des militants plus expérimentés. Il semble

donc ici que les enjeux ne soient pas uniquement portés sur les places occupées, mais également sur le rôle que chacun des groupes s'attribue au sein de l'organisation.

D'ailleurs, il ne faut pas négliger qu'il s'agit ici d'une organisation particulière qui se présente sous forme coopérative (mais avec un fonctionnement proche des associations). L'accent y est mis sur l'horizontalité des rapports de pouvoir. C'est d'ailleurs un des points forts de l'argumentation pour défendre le choix d'une Union économique et sociale (UES) lors du congrès constitutif. Il s'agit ainsi de se « *rassembler sur une base d'égalité*[331] » afin d'affirmer que « le REAS un carrefour d'échange et de réciprocité particulièrement original[332] ». La forme coopérative de l'UES doit d'ailleurs garantir que « *dans cette circulation, dans ce flux, les coopérateurs, grands ou petits pèsent d'un poids équivalent. Ce n'est pas l'apport d'argent qui est source de légitimité et de pouvoir, mais l'effort de chacun pour l'utilité collective*[333] ». Dans ce type d'organisations est privilégiée « *la démocratie participative ou directe dans leurs modes de fonctionnement*[334] ». Je reprends ici, à propos du réseau de l'économie alternative et solidaire, les remarques d'Éric Agrikoliansky à propos des « protestations altermondialistes »[335] à l'occasion d'un article sur le « leadership » : « *dans ce cadre [des protestations altermondialistes], la démocratie et l'horizontalité ne constituent pas simplement le reflet de dispositions idéologiques, mais aussi des savoir-faire des acteurs qui trouvent dans la participation des solutions pratiques pour surmonter certains obstacles à l'action collective* ». Dans les entretiens réalisés et plus particulièrement chez les jeunes militants, c'est d'ailleurs ce savoir-faire qui est souvent cité dans ce qui leur reste de leur passage au REAS.

Patrice Vuidel, chargé de mission REAS dans un pôle local d'économie solidaire, décrit ainsi ce savoir-faire :

---

[331]Réseau d'économie alternative et solidaire – Union d'économie sociale, *A Faire* n° 13-14, p. 9-10.

[332]*Ibid.*

[333]*Ibid.*

[334]AGRIKOLIANSKY Éric, « Leaders », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux,* Presses de Sciences Po, 2009, p. 322.

[335]On peut d'ailleurs souligner que la fusion de l'ALDEA et de Solidarité Emploi dans le REAS a fait suite à leur participation commune au premier sommet altermondialiste français, le TOES 89.

« C'était pour moi un moment extrêmement formateur. J'aime bien cette idée à la fois de filiation, puis de compagnonnage. Oui, tu construis une histoire collective, quoi. T'as un moment, tu as des rencontres, et ces rencontres, elles impriment des choses et puis elles t'enrichissent, et toi, tu vas faire ton petit bout de chemin, etc. Mais tu as une certaine fidélité, quoi ».

L'exemple de Génération Banlieue – plus longuement détaillé par la suite et notamment concernant la « jeune génération » de militants – est un autre bon exemple de mise en pratique de ce savoir-faire.

Se pose enfin la question de la reconnaissance liée à la forme même de l'organisation du pouvoir au sein du REAS. Car la spécificité de l'organisation associative ou coopérative est également relevée par Jean-Louis Laville et Renaud Sainsaulieu : « *Une des ressources majeures du pouvoir ne porte pas en fait sur l'expertise, la communication, l'allocation de ressources ou la redéfinition des règles, mais sur les problèmes de reconnaissance sociale des individus qui, en échange d'un engagement autonome, polyvalent, voire largement bénévole, demande en fait une attention associative à leur effort*[336] ». Ces auteurs expliquent comment cette question de la reconnaissance a également pour conséquence de lier les dimensions stratégique et culturelle, dans la mesure « *la question de l'engagement et de la capacité à retenir les membres ne peut être éludée* ».

Philippe Riché, auteur du manifeste de l'ALDEA, est, par exemple, traversé par les questions posées par cette articulation spécifique entre reconnaissance personnelle et promotion du collectif comme objectif :

« Je pense qu'il ne faut pas trop personnaliser parce que c'est un travail commun, mais, je pense que j'ai été le premier à… comme je faisais partie des… Mais, ça n'a pas d'importance. Mais j'ai lancé l'idée de réunion de L'ALDEA et Solidarité Emploi, et c'est venu comme ça. Ce n'a pas d'importance, que ce soit moi, que ce soit Aline. Mais, j'ai fait connaître l'ALDEA à Solidarité Emploi. Participant à Solidarité Emploi, j'ai forcément fait connaître l'ALDEA à Solidarité Emploi. C'est des moments opportuns où l'un lance une idée, et l'idée germe et avance. C'est le fait de participer à plusieurs associations, à plusieurs mouvements, qui ensemence ces différents mouvements d'idées communes ».

Cette question d'une reconnaissance plus individualisée de l'apport de chacun émerge ainsi très subrepticement lors de l'entretien. Ainsi, au détour d'une phrase, Patrice

[336]LAVILLE Jean-Louis SAINSAULIEU Renaud, « Les fonctionnements associatifs », in LAVILLE Jean-Louis et SAINSAULIEU Renaud (dir.), *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social.* Desclée de Brouwer, 1997, p. 292.

Sauvage revendique soudain la paternité du mot « économie plurielle », Jacques Archimbaud aurait pour sa part inventé celui d'« économie sociale et solidaire », comme Jacqueline Lorthiois qui revendique également l'invention de ce terme. Il semble donc, comme l'ont souligné Jean-Louis Laville et Renaud Sainsaulieu qu'au sein du REAS comme d'autres réseaux associatifs, se jouent également des enjeux de reconnaissance personnelle.

L'existence d'une certaine horizontalité dans le fonctionnement du REAS pose la question des modes d'investissement des uns et des autres. Il semble en effet que chaque groupe d'âge privilégie telle ou telle position au sein de l'organisation.

4.2.4. À chaque groupe d'âge son lieu d'investissement

Ainsi, chaque génération de militant semble appréhender de manière spécifique son engagement au sein du REAS. La participation de chaque groupe d'âge aux différences instances de décision du REAS est un exemple de ces positions différentes.

Illustration 14

Ainsi, alors qu'ils représentent 49 % de notre corpus général, les militants de la génération intermédiaire (35-45 ans) occupent près de 8 postes sur 10 de la direction (présidence et direction générale et directoire). À l'inverse, les deux autres groupes

sont sous-représentés dans les instances de décision en proportion de leur poids dans l'ensemble du corpus. Ainsi, les militants de plus de 45 ans, comme les militants les plus jeunes, représentent respectivement 51 % du total de militants, mais seulement 37 % de l'ensemble « conseil de surveillance et direction ». La jeune génération est même totalement absente du conseil de surveillance. Cette distribution est d'autant plus surprenante que l'on aurait pu attendre un investissement inverse des groupes en raison notamment de leur disponibilité biographique, comme le souligne Lilian Mathieu : « *Ce que les sociologues appellent la disponibilité biographique joue un rôle décisif dans ces variations de l'intensité de l'engagement. Maximale au début et au terme de la carrière, elle se réduit souvent drastiquement au plus fort de la vie familiale et professionnelle : l'engagement n'est pas coupé des autres sphères de vie, mais entre en concurrence avec elles*[337] ». En effet, les militants les plus âgés sont pour la plupart à la retraite au moment de leur engagement dans les réseaux de l'économie alternative et solidaire. Les militants de moins de 35 ans sont eux pour leur grande majorité encore très jeunes lors de leur engagement, puisqu'ils ont en moyenne 24 ans. Ainsi, certains sont encore étudiants, et ils n'ont pas d'enfant à charge, par exemple, contrairement aux militants de la génération intermédiaire (35-45 ans) qui, en plus de leur activité professionnelle, sont souvent parents de jeunes enfants au moment de leur engagement. Mais au contraire de ce que l'on pourrait attendre, ce sont les militants qui sont a priori les moins disponibles qui sont les plus investis dans les lieux de « pouvoir » de l'organisation. C'est également la génération la plus représentée dans notre corpus (49 % de l'effectif total).

Pour résumer les différents rôles de chaque groupe dans son rapport au pouvoir au sein du REAS, je propose d'utiliser l'analogie avec les acteurs de la prise de décision au sein d'une mairie. Le groupe des militants d'âge intermédiaire représenterait le pouvoir exécutif au sein de la ville, le maire et ses adjoints : ce sont eux qui possèdent formellement le pouvoir de décision qu'ils appuient sur leur capacité à définir quelles sont les bonnes orientations à suivre. Les militants les plus âgés seraient alors les

[337]MATHIEU Lilian, « Engagement associatif, militantisme politique : entre parcours individuels et évolutions structurales », 9 décembre 2013 : http://www.villagillet.net/portail/mode-demploi/details/article/engagement-associatif-militantisme-politique-entre-parcours-individuels-et-evolutions-structural/?tx_ttnews[year]=2013&tx_ttnews[month]=12&tx_ttnews[day]=09&cHash=30e9eef8578e632830f7f306d5c8668d

membres du cabinet, leur pouvoir est important, ils influencent directement les prises de décisions du pouvoir exécutif, mais exercent le pouvoir essentiellement sous forme de conseil et s'appuient sur leur légitimité « d'experts », de « sages ». Les militants de la jeune génération formeraient alors les directeurs généraux, chargés de décider comment mettre en œuvre les orientations inspirées par le cabinet et décider par le maire et ses adjoints. Ils ont également un rôle dans la construction des orientations par leur qualité de « techniciens » et leur connaissance du terrain, ils ont aussi pour mission d'éclairer les décisions du pouvoir exécutif. Chacun des groupes n'est finalement pas en concurrence et reste dans le registre qu'il lui ait assigné.

Afin d'appréhender au plus près le fonctionnement du REAS, regardons un autre exemple d'interaction entre les militants : le projet Génération Banlieue qui a été un véritable laboratoire en termes de méthodologie pour le REAS. Bien que le projet n'ait pas véritablement abouti concrètement, il a permis d'expérimenter et de construire un « faire ensemble » original.

4.3. Génération Banlieue, une expérience exemplaire

Parmi les actions concrètes du réseau au niveau national, trois grandes réalisations sont mises en avant par les militants dans les entretiens comme dans leur revue : deux fonds communs de placement à risque (FCPR)[338] : Madiakar destiné à l'investissement dans des activités économiques aux Antilles, et Génération Banlieue, dédié aux activités économiques dans les banlieues, la troisième réalisation est les pôles locaux d'économie solidaire (PLESS), prémices à la mise en agenda de l'économie sociale et solidaire dans les politiques publiques locales et inspirés de l'expérience du Pôle d'initiatives locales d'économie solidaire de Marseille (PILES).

Afin d'interroger la mise en pratique du projet politique et des valeurs défendues par le REAS, nous allons maintenant explorer plus en détail l'exemple de Génération

[338]« Les fonds communs de placement à risque (FCPR) et les fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) sont des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières orientés vers l'investissement risqué ». « Leur principal objet est de collecter de l'épargne pour l'investir dans des sociétés non cotées et dans des sociétés cotées de petite capitalisation boursière et ainsi concourir au financement en fonds propres des entreprises ». Source : http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/

Banlieue qui présente la double particularité d'être à la fois un outil d'élargissement du réseau du REAS, de diffusion de son discours, mais aussi un lieu d'expérimentation de l'économie autrement. De plus, premier dans le temps, ce projet naît en amont de la création formelle du REAS et a participé à sa formalisation. Par ailleurs, le projet Génération Banlieue ouvre la voie au FCPR, mais également permet au REAS de mettre en œuvre sa vision du développement local comme le précise Jacqueline Lorthiois :

> « *Le REAS a insisté sur un certain nombre de valeurs, dans un texte intitulé « Poteaux d'angle », et particulièrement sur la notion de développement local communautaire. […] On part du principe qu'il existe dans les quartiers des communautés d'habitants, des groupes qui constituent une réalité sociale et politique et qui sont des lieux de ressources, des lieux de constitution d'identité. […] à côté des mesures étatiques, on a besoin de la participation communautaire pour mobiliser, favoriser l'écoute, le dialogue, l'éveil et le développement. Une démocratie alternative considère d'abord la banlieue comme un lieu de ressources de main-d'œuvre, d'idées, de créativité, d'initiatives. Nous voulons mettre en lumière les supports d'une identité collective qui permettent à la population d'agir, de développer ses capacités de mobilisation, ses savoir-faire d'expression et d'organisation. […] Génération Banlieue tente de sortir de l'argent du milieu des banques traditionnelles et de faire des habitants des banlieues des collecteurs de fonds, des gestionnaires financiers pour transformer la vision misérabiliste de la banlieue*[339] ».

Les réflexions portées au sein du REAS par Jacqueline Lorthiois amèneront cette dernière à proposer une méthodologie d'approche du développement local fondée sur l'idée de partir des ressources des territoires et non de leur manque comme c'est généralement le cas dans ce type d'approche. Il ne s'agit plus de comptabiliser le manque de travail, de diplôme… mais au contraire de valoriser par exemple les nombreuses associations existantes, le nombre de personnes qui travaillent…[340]

4.3.1. Genèse du projet Génération Banlieue

Faisant suite concomitamment à divers échanges entre Jacques Archimbaud et Nadia Azoug, militante du REAS et animatrice de l'association SOS ça Bouge à Bondy, et à la venue d'une délégation de 32 jeunes du comité Thomas Claudio de Vaulx-en-Velin

[339]Extrait de l'intervention de Jacqueline Lorthiois lors du lancement de la campagne de génération banlieue, *A Faire* n°16, 3e trimestre 1993.

[340]LORTHIOIS Jacqueline, Le Diagnostic local de ressources, W, 1997.

au Parlement européen en novembre 1990, naît l'idée de créer un outil à destination des banlieues et construit à partir des besoins du terrain. Plusieurs pistes sont alors explorées. Le REAS tentera de lancer une première campagne avec SOS Racisme[341] pour « *permettre, dans les quartiers dits « difficiles » ou des territoires abandonnés, la création d'activités durables*[342] ». Cet essai conduira tout de même à la création d'une association commune EVE (Entreprendre et vivre ensemble). Mais il sera vite abandonné face à l'hostilité envers SOS Racisme des associations de jeunes des quartiers avec lesquelles le REAS est déjà en contact notamment grâce au réseau de Nadia Azoug et de SOS ça Bouge. Privilégiant les acteurs de terrain au partenariat plus « bankable » que représente SOS Racisme, le REAS fait très vite le choix de se tourner vers les associations de jeunes des quartiers. Dans le même temps, l'association Thomas Claudio (du nom d'un jeune homme abattu par la police en 1990) prend contact avec le REAS.

> Pierre Didier Tchetche Apea, membre fondateur du comité Thomas Claudio et de l'association AGORA partenaire de Génération Banlieue, raconte : « *On a créé une association avec un but plus social et politique au sens citoyen du terme qui s'est appelée AGORA. […] autour de quatre points qu'on avait identifiés comme les plus importants : la question culturelle, la question éducative, la question juridique et l'accès au droit et la question économique. […] La question de l'emploi est la plus importante puisque 30 à 40 % de la population sont au chômage dont une part importante des jeunes. […] Et on s'est mis à imaginer des choses, des projets […]. Et dans ces démarches-là, on a commencé à travailler sur un fonds qui pourrait mobiliser des moyens pour la création d'entreprises, pour des jeunes qui ont des projets économiques puisque la question essentielle était là pour nous. Dans le cadre de cette démarche-là et en lien avec des organisations politiques, dont notamment Les Verts puisqu'à l'époque une députée [européenne] lyonnaise verte qui s'appelle Djida Tazdaït était députée d'ouverture pour Les Verts depuis 1989. Les Verts s'intéressaient pas mal aux enjeux liés aux quartiers Donc, via les réseaux autour des Verts, on a rencontré le REAS. Donc Jacques Archimbaud, Aline Archimbaud et puis tout le réseau des alternatifs de l'économie sociale et solidaire, et de là est né ce projet [Génération Banlieue]. Et nous en fait, on avait le projet, mais on n'avait pas les outils, on n'avait pas les connaissances, on n'avait pas l'expertise, on n'avait pas tout ce qui pouvait nous aider à vraiment créer ces outils-là. Donc, on s'est adressé à eux. Et eux, ils avaient besoin aussi de nouveaux terrains d'expérimentation et de nouer des liens et des relations avec des gens auxquels ils n'étaient pas habitués. Parce que ces milieux-là sont plutôt des milieux de*

[341]Voir notamment l'article « Mieux vivre ensemble dans les quartiers », in *A faire* n° 6, 4e trimestre 1990, p. 7-8.

[342]Mieux vivre ensemble dans les quartiers. Campagne commune SOS Racisme / Solidarité Emploi. *A Faire,* n° 6, 4e trimestre 1990, p. 7.

classe moyenne et plutôt héritiers des nouvelles idées politiques des années 1960 – 1970. Donc, les relations avec les quartiers populaires et les milieux de l'immigration n'étaient pas évidents ».

C'est ainsi que le FCPR Génération Banlieue sera créé avec quatre associations de quatre quartiers populaires de France : Les Craignos du quartier Wazemmes à Lille, Vitecri des Izarts à Toulouse, AGORA (association qui succédera au comité Thomas Claudio) au Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin et SOS ça Bouge à Bondy. Le fondement de ce projet est que « *les acteurs des banlieues revendiquent leur droit à agir sur leur réel, ils demandent la reconnaissance de leur capacité d'initiative, y compris dans le champ économique. Il s'agit de valoriser leurs initiatives collectives. Une des réponses à ce besoin, c'est le lancement d'un outil économique leur permettant de soutenir des projets*[343] ». On retrouve bien dans cette citation les valeurs du REAS comme l'autonomie, l'émancipation, l'agir, la réponse du terrain au besoin du terrain par des acteurs de ce terrain.

[343]GAUTHIER Jean-Paul, « Génération Banlieue ... en marche », in *A faire n° 11*, 1er trimestre 1992, p. 4.

4.3.2. Par le terrain, pour le terrain

Dessin 5: Dessin paru dans A Faire n°7 du 1er trimestre 1991

La force de ce projet est d'abord de reposer sur un diagnostic partagé entre le REAS et les jeunes. Ainsi, chacune de ces associations a identifié la question économique comme essentielle : « *D'une manière globale, on voudrait la création d'un fonds pour financer les projets. […]. On a aussi besoin de financement et d'accompagnement. Cela veut dire nous aider à faire un dossier […]. Il faut rédiger les projets, les taper à la machine. Je n'ai pas de machine. Ce sont des problèmes très concrets. Sur le plan financier, on souhaiterait que comme pour les pays de l'Est, on crée une Banque de Développement de nos quartiers, et une caution aussi, car souvent (toujours), les banques ne prêtent qu'aux riches, à ceux qui peuvent hypothéquer leurs maisons, ou*

dont le père ou le cousin est caution solidaire. Mais on n'a pas ça[344] ». Au-delà du diagnostic partagé des besoins de financement et d'accompagnement dans le domaine du développement d'activité économie au service du quartier et de ses habitants, toutes les associations lient ce constat à la volonté de trouver une solution dont le but n'est pas la création d'activité économique, mais la prise en compte des habitants, de leurs désirs, de leurs besoins, comme l'explique l'équipe de SOS ça Bouge de Bondy : « *Il y a un projet de montage d'un atelier mécanique avec des jeunes du quartier, au sein du quartier : il y aurait l'aspect formation (réparation de mobylette-voitures) et les acteurs seraient les jeunes. Ce projet est à l'étape de réflexion. […] Je reste marqué par l'expérience d'un copain qui a monté une SCOP, et ils ont échoué tout de suite. […] Parce qu'ils ont fait rêver les gens et que les embauchés n'étaient pas impliqués dans l'histoire. Ils étaient des acteurs, mais le projet n'avait pas été monté par eux. Pour en revenir au projet de l'atelier mécanique, il y a un potentiel, et l'association peut aider, être un lieu où penser le projet avec les jeunes qui vont le porter. Mais c'est leur histoire. Il ne faut pas le penser à leur place*[345] ». Salah Amokrane de l'association Vitecri résume l'intérêt de Génération Banlieue : « Les enjeux de cet outil correspondent bien à ce qu'on veut faire, une des solutions au problème que l'on vit est économique, elle est dans la création d'emplois. Quand on s'adresse à des banques, elles demandent des garanties financières qu'on ne peut satisfaire. Si ce fonds arrive à être reconnu, alors c'est un soutien pour des tas de projets. Parce que dans toutes ces cités, il y a des projets, des gens qui ont des idées, qui sont capables de produire et de créer des entreprises qui seront rentables, il n'y a aucun problème ». Nadia Azoug à son tour soulève un des points important du projet : « Ce sera aux acteurs de Génération Banlieue de définir leur politique. C'est important car beaucoup continuent à essayer de récupérer les associations. Par rapport à l'emploi, au social, on a des opinions. C'est aux acteurs de définir eux-mêmes leur propre politique, leur propre identité. […] Ce n'est pas vrai qu'en banlieue les gens ne font rien. Il faut mettre en valeur les compétences et les savoir-faire. Il y a des lacunes, bien sûr, mais ce qui manque le plus c'est la solidarité. […] Il s'agit d'aider des porteurs de projet et

[344]Citations extraites de l'entretien accordé par trois jeunes de la délégation du comité Thomas Claudio au journal *A faire*. Les jeunes de Vaulx-en-Velin parlent, *A Faire*, n° 6, 4e trimestre 1990, p. 3-5.

[345]Extrait de l'interview : « SOS ça Bouge » à Bondy, in *A Faire,* n° 7, 1er trimestre 1991, p. 4-7.

pas de faire à leur place. Ceux qui portent le projet doivent le réaliser de A à Z[346] ». Henri Leblanc, responsable de la campagne Génération Banlieue au sein du REAS, résume la démarche : « *Les associations regroupant les acteurs de terrain ont souvent mis plusieurs années à installer un rapport de force suffisant à leur reconnaissance. […] Riches de nombreux militants, elles sont à la fois des viviers de compétences, d'idées, de projets et elles connaissent très bien les besoins de leurs quartiers. Pou*r *passer à l'action, elles ont besoin d'être reconnues, d'avoir un soutien technique et financier. C'est cette demande précise qui a été adressée il y a un an aux associations du Réseau de l'économie alternative et solidaire lors de plusieurs entrevues. D'une réflexion commune est alors née l'idée de Génération Banlieue* »[347].

4.3.3. Les jeunes des quartiers au cœur de la définition du développement local

À partir de ce constat commun, une charte est élaborée et signée le 10 mai 1991 par des représentants du REAS et des associations de jeunes. Après la dénonciation de la vision « stéréotypée » des banlieues et de l'échec des politiques publiques à répondre aux besoins de ces quartiers, la charte souligne les ressources présentent sur ces territoires, les compétences, les envies, les savoir-faire de ses habitants. C'est sur ces acteurs, sur ces initiatives que compte s'appuyer Génération Banlieue. Deux conditions sont alors énoncées pour que cet objectif aboutisse au développement de ces initiatives, de ces projets endogènes : « *- qu'on leur laisse l'indépendance dont ils ont besoin, et qu'on fasse confiance à ceux qui les portent, quel que soit leur style ; - qu'on leur donne, non les moyens d'exister, mais les outils pour qu'ils conquièrent par eux-mêmes une autonomie et un enracinement durable*s[348] ». Génération Banlieue est donc pensée comme un outil d'émancipation des acteurs. Il est créé sous la forme d'un fonds commun de placement à risque dont la charte pose que « *l'utilisation des fonds collectés sera décidée par des représentants des groupes initiateurs, [faisant] le pari que la démocratie peut articuler mieux que la démarche technocratique, la*

[346]Interview de Nadia Azoug, in *A Faire,* n° 10, 4e trimestre 1991, p. 7.

[347]LEBLANC Henri, « Le lancement, c'est bientôt ! », in *A Faire*, n° 10, 4e trimestre 1991*,* p. 4.

[348]Extrait de la charte en vu de la constitution du fonds commun de placement à risque « Génération Banlieue ». Voir **en annexe**

qualité économique et l'utilité sociale[349] ». La charte précise également que « *l'expertise, militante et professionnelle, convoquée pour l'évaluation des projets, aura autant pour fonction le choix, la promotion et le suivi des meilleurs que l'aide et le conseil aux plus faibles pour qu'ils s'améliorent et se renforcent mutuellement* ». Le choix du FCPR repose sur l'expérience du réseau REAS qui a déjà mise en place par le passé des clubs d'investissement (CIGALEs) des cagnottes (Solidarité Emploi) et un fonds de capital-risque (Garrigue). Le FCPR a semblé la forme la plus adaptée aux besoins exprimés par les associations de terrain car il permet de lever plus de fonds que les clubs d'investissement et demeure plus souple qu'un fonds de capital-risque comme Garrigue. Cette forme offre également au REAS l'opportunité de tester la mise en œuvre d'un nouvel outil financier. Un an et demi de diagnostic partagé va permettre au REAS et aux jeunes de définir ensemble les besoins et les outils à mettre en œuvre. Une campagne de récolte des fonds est lancée en parallèle qui conduit Henri Leblanc à organiser plus de 80 réunions en un an et demi. Le lancement de cette campagne donne lieu à une grande manifestation intitulée « Génération Banlieue, des initiatives pour entreprendre » et réunissant une centaine de personnes dont des chefs d'entreprise, des responsables associatifs et syndicaux. Y est également convié et présent un représentant de la Délégation interministérielle à la Ville. Cette réunion est l'occasion pour les représentants des associations de rappeler les spécificités, mais aussi les richesses de leurs territoires[350]. Si le résultat de la campagne est décevant en termes de fonds récoltés, celle-ci a été un élément très important de diffusion des idées du REAS, d'essaimage, d'élargissement du réseau, comme le souligne Henri Leblanc.

> Pierre Didier Tchetche Apea se souvient de l'émulation qui a entouré la mise en place du projet : « *C'était structuré. On avait des réunions très régulières. On voyageait beaucoup. Dans la région parisienne, dans le Sud de la France, dans le cadre justement du réseau national. On était très actif. Et au niveau de l'Europe aussi. Jusqu'au soutien de la Caisse des dépôts et consignations. Le FASILD (le fonds d'action social pour les immigrés). Et, jusqu'à Edith Cresson qui était premier ministre de l'époque et qui a soutenu ce projet. Elle avait même fait référence à ce projet-là dans une intervention à l'Assemblée nationale. Donc, y avait un vrai soutien politique. On avait aussi imaginé une campagne sociale, culturelle, politique. Avec des artistes, des groupes, d'assoc', différentes organisations. On était vraiment très impliqué là-dedans. Et donc,*

[349] *Ibid.*

[350] Voir le résumé de cette rencontre dans *A faire*, n° 16, 3e trimestre 1993, p. 5-8.

voilà. On avait aussi mobilisé des subventions. Y avait pas mal de subventions pour nous aider à nous organiser. Comme on était un peu novices, nous, à l'époque, parce qu'on avait 20 ans, on découvrait tout ce monde-là. Tous ces enjeux-là. Y a eu de la part du réseau REAS une volonté de conduire, peut-être sur le plan politique ces outils-là. De les organiser. Si vous voulez, eux c'est les dirigeants puis nous, on venait alimenter par le fait de faire remonter des idées du terrain, en amenant des gens, en mettant en lumière des problématiques nouvelles, en mettant le doigt sur certaines problématiques sur lesquelles les pouvoirs publics n'étaient pas si engagés que maintenant ».

La répartition entre chacun est : au REAS la proposition d'un outil technique de financement, aux associations, la définition des besoins, le choix des projets, la diffusion sur le terrain. Ainsi naît un véritable échange entre les parties :

« *Donc on a commencé à travailler sur le projet avec le REAS. Eux amenant leur expertise, leurs moyens, leurs relations avec les pouvoirs publics, leur réseau, etc., pour créer ce FCPR, le Fonds commun de placement à risque. Nous, notre expertise, c'était d'amener l'idée et eux, ils ont amené les outils qu'ils expérimentaient déjà par ailleurs. Mais l'idée du fonds pour financer les projets des quartiers, venait plutôt de nous »*., témoigne Pierre Tchetche Apea.

C'est également un lieu d'émancipation des jeunes qui trouvent dans ce projet une nouvelle légitimité et une véritable indépendance sur le terrain :

Touria Chemouri, militante des FAJQ/Les Craignos à Lille, explique ainsi qu'*« il n'y avait plus cette relation subventionneurs/subventionnés. Et donc plus cette relation de pouvoir forcément qui s'instaure dans ces formes de contractualisation. À la mairie, au super pouvoir de la mairie de Lille qui pensait pouvoir nous instrumentaliser entre guillemets, on pouvait leur dire : "Voilà, nous aussi on est en capacité avec d'autres mouvements de travailler dans une dynamique plus nationale. De pouvoir échanger avec d'autres communes"* ».

En tout, Génération Banlieue aidera trente entreprises. Pour le REAS, il s'agit de ne « *rien faire sans les acteurs de terrain. Génération Banlieue est née de la demande des associations de quartiers. Le REAS cherche à outiller leurs pratiques et à leur permettre d'accroître leur champ d'intervention et d'autonomie, notamment dans la sphère économique*[351] ».

[351] « L'intervention nationale du REAS. Intérêt et portée », *A faire,* n° 13-14, 3e et 4e trimestres 1992, p. 39-40.

4.3.4. Mise à l'épreuve d'une méthodologie

Le bilan de Génération Banlieue est donc assez favorable concernant le développement du réseau du REAS, l'émancipation des associations de jeunes dont un certain nombre comme Nadia Azoug vont s'investir dans le REAS plus largement. Cependant, avec le refus[352] de la COB (Commission des opérations de bourse) de valider le projet de FCPR au motif que les gestionnaires du fonds (et notamment les jeunes de quartier) n'étaient pas qualifiés en matière de « gestion de portefeuille », le FCPR ne verra finalement pas le jour. Une association Génération Banlieue fut créée en remplacement avec un fonctionnement proche de celui des Cigales. Garrigue, société de capital-risque solidaire, reprendra ensuite le fonds à son compte.

Mais d'autres reproches sont faits en interne. Pour Henri Leblanc, chargé de ce projet au REAS, le problème majeur de Génération Banlieue a été de partir sur un double objectif : premièrement, élargir le réseau, diffuser le discours du REAS en partant des associations de jeunes ; deuxièmement, mettre en place des outils financiers pour changer l'économie et s'attaquer au système bancaire. Et le côté expérimentation d'outil financier innovant a pris le dessus sur la volonté de permettre à des jeunes de réaliser leur propre projet. Ce double objectif a parfois été ressenti comme une dépossession du projet de la part des jeunes, comme en témoigne Pierre Didier Tchetche Apea.

> « À un moment donné, y a eu un clash parce que c'étaient des rôles qu'on n'acceptait pas de jouer. On voulait vraiment avoir un partenariat plutôt égal et non pas être les faire-valoir d'organisations politiques qui prenaient des décisions à notre insu sans qu'on puisse avoir de prise sur ces décisions-là. […] Vous avez une certaine forme de condescendance, de mépris à l'égard des associations que nous étions. Et puis voilà ; ils pensaient que c'était à eux de diriger le mouvement et nous, on n'avait pas tout à fait cette vision-là. […] On s'est senti dépossédé de notre projet pris dans des affaires qui nous dépassaient. Nous c'était le quartier, le terrain. C'est venu progressivement, pas d'un coup. Ça a duré deux ans comme ça ».
>
> Salah Amokrane soulève également l'impression de ne pas toujours maîtriser les mécanismes du projet : « *C'était une logique qui parfois pouvait nous échapper. Car sur l'utilisation des outils financiers, parfois c'était difficile à concevoir. […] C'était pas évident de saisir les logiques. À un moment, je comprenais bien l'idée de collectage, mais de réunion en réunion, j'avais du mal à m'approprier*

[352]Voir la reproduction de la lettre dans *A faire,* n° 20 p. 29.

ce fonds et qui allait pouvoir y abonder. Il y avait tout une partie où l'on ne maîtrisait pas […] Au bout d'un moment je me rappelle m'être interrogé sur le fait qu'il y avait un problème de maîtrise même si on nous expliquait bien les choses […] Cela restait le projet du REAS plus que le nôtre ».

Il est intéressant de noter que dans la revue *A Faire,* les jeunes de Génération Banlieue sont parfois présentés uniquement par leur prénom, au même titre que les bénéficiaires du REAS. Dans d'autres numéros, ils retrouvent leur patronyme au même titre que les autres militants.

Avec l'abandon du FCPR, le pilotage du fonds est donc devenu différent et les échanges entre les parties, l'émulation créée par la rencontre s'est arrêtée. Cependant, comme déjà souligné, la collaboration n'a pas cessé puisque plusieurs jeunes ont poursuivi leur participation à la vie du REAS et que les partenariats locaux ont continué à fructifier.

En conclusion, cette expérience me semble particulièrement emblématique à la fois de la stratégie particulière de développement du REAS et de la méthodologie promue : tout d'abord repérer des forces, des ressources, des acteurs hors réseau ; puis favoriser chez eux ce qui est susceptible de diffuser le projet du REAS, son discours ; s'appuyer ensuite sur un diagnostic co-élaboré pour partir des besoins des acteurs pour définir les outils à mettre en œuvre ; et enfin, diffuser l'expérience pour convaincre et élargir de nouveau le réseau par capillarité. Ainsi bien que l'expérience de Génération Banlieue puisse être perçue comme un échec, la démarche qu'elle a permis d'éprouver garde toute sa pertinence. La conceptualisation du Développement local communautaire par le REAS en est l'aboutissement le plus direct.

Ce fonctionnement, cette méthodologie d'action que l'on peut retrouver dans bon nombre d'associations contemporaines du réseau autour des nouvelles solidarités (DAL, MNCP, SNL, SNC…) m'a fortement interpellée. La participation au programme de recherche CHRISTIANA (2009-2011), coordonné par Maryvonne Prévot et intitulé « Les militants d'origine chrétienne dans la fabrique de la Ville des années 1960 à nos jours »[353], m'a conduite à interroger le lien possible entre les

[353]L'ambition innovante de ce programme de recherche était d'expliquer pourquoi et comment une catégorie de militants, particulièrement bien représentée en France dès les années 1960 au sein du PSU et d'une constellation d'associations, mouvements syndicaux et clubs politiques – d'inspiration chrétienne pour la plupart (Union féminine civique et sociale, Secrétariats sociaux, Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale, *La Vie nouvelle,* Citoyen 60, Culture et Liberté, Économie et Humanisme, etc.) avaient pu constituer les viviers et les relais de structures et organismes techniques et

pratiques du REAS et la socialisation d'un certain nombre de militants dans un *habitus* militant d'origine chrétienne et plus particulièrement l'*habitus* militant produit au sein de la JOC et décrit par Françoise Richou. Mais avant d'explorer cette question, tentons de mieux cerner les spécificités du militantisme au sein du REAS à travers la proposition élaborée par Bruno Frère.

4.4. Militer au REAS : quelles logiques de l'engagement ?

Les « Poteaux d'angle » du REAS pointés à la fin du chapitre précédent comme son projet politique font écho à d'autres méthodologies militantes. Afin de les comparer, nous nous appuierons sur le travail de Bruno Frère. Sa thèse repose sur l'idée que la logique d'engagement propre aux « Solidaires » contemporains est vieille de cent-cinquante ans. Sa démonstration repose sur une comparaison entre les logiques de l'engagement des « Solidaires » actuels, les réseaux de l'économie alternative et solidaire des années 1980 (ALDEA et REAS) et l'associationnisme de Proudhon. Pour décrire ces logiques, il utilise le terme de « grammaire de l'engagement » définit comme « *pour une communauté de militants donnée, un ensemble de règles nouvelles suivies pour être reconnu par cette communauté et pour être considéré comme sachant agir et juger adéquatemen*t[354] ». Pour ma part, j'utiliserai simplement l'expression de « logique de l'engagement ». Les références au lexique de la « grammaire » seront mises entre guillemets pour souligner qu'elles appartiennent au vocabulaire de l'auteur dont nous discutons la proposition dans les lignes qui suivent.

Avant de démontrer l'antériorité d'une logique de l'engagement propre à l'économie solidaire au sein des mouvements sociaux actuels, Bruno Frère s'attache à la définir. Pour lui, l'économie solidaire repose, en France, sur deux caractéristiques. La première est la reconnaissance d'une universelle compétence, « *de par sa simple*

d'études d'ingénierie urbaine, de planification, de conseil et de développement des territoires *publics* et *privés*.

[354]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire » in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *Résister au quotidien ?,* Presses de Sciences Po, 2013, p. 192.

humanité, tout le monde possède un savoir et chacun est reconnu capable et compétent, y compris les personnes les plus démunies[355] ».

La seconde est un impératif d'action morale, « *parmi les bénévoles de l'économie solidaire, on retrouve une même propension à reconnaître chez les personnes les plus démunies leur propre subjectivité*[356] ». Ces deux règles morales sont bien présentes dans le manifeste « Poteaux d'angle » que nous venons de parcourir en détail. Bruno Frère résume : « *On n'est plus dans du bénévolat classique, mais dans la reconnaissance d'autrui et dans l'impératif catégorique d'aider autrui comme si en fin de compte on s'aidait soi-même*[357] ». Toujours pour lui, ces deux règles morales se développent dans quatre dimensions de principes et de valeurs. Ces quatre « *normes grammaticales » sont « la convivialité (la sympathie, l'amitié, le lien humain), l'autogestion (parité salariale, gestion collective, polyvalence…) et la créativité située (la révolution du quotidien, l'alternative comme innovation artistique)*[358] », ainsi qu'un militantisme s'opposant au militantisme plus classique par les oppositions suivantes : « capacité politique locale/centralisation », « spontanéité/organisation », « réseau/hiérarchie »[359]. La thèse présentée par Bruno Frère dans son article « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire » me semble particulièrement stimulante car il utilise dans sa démonstration autour de l'économie solidaire d'aujourd'hui des exemples directement issus de la revue du REAS *A Faire,* de propos des dirigeants du REAS ainsi que d'éléments qu'il analyse dans les pratiques de l'ALDEA. On peut d'ailleurs noter que dans son texte, qu'il ne distingue pas ALDEA et REAS. Par ailleurs, les militants du REAS eux-mêmes avaient fait le lien avec le mutualisme du XIXe siècle : « *De ce fait, loin d'être assimilables à des outils de politiques conjoncturelles d'emploi ou de traitement social, l'apparition et la croissance de l'économie alternative et solidaire, repérable sous des appellations diverses dans tous les pays industrialisés, peuvent être comparées (avec les risques de toute analogie) au processus d'émergence du syndicalisme, de la coopération et de la*

[355]FRÈRE Bruno, Le Nouvel Esprit solidaire, DDB, 2009.

[356]*Ibid.*

[357]*Ibid.*

[358]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire » in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *op. cit.*, p. 211.

[359]*Ibid.*, p. 212.

mutualité au tout début de la société industrielle et salariale. Nouveaux cycles, nouvelles exigences, nouveaux instruments[360] ». Le travail de Bruno Frère m'intéresse d'autant plus que les traits qu'il relève correspondent également à des spécificités que j'ai moi-même relevées et souhaité mettre en avant pour tenter de cerner le militantisme au sein du REAS. Enfin, tenter de qualifier la forme particulièrement de l'engagement du REAS est essentiel dans le questionnement de mon travail qui consiste justement à interroger les parcours antérieurs des militants du REAS pour repérer les pratiques mises en œuvre en son sein. Pour ce faire, nous allons maintenant revenir sur les quatre traits étudiés par Bruno Frère et voir quels échos avec mes propres recherches peuvent exister.

4.4.1. « *Créer la contestation par des faits* »

La première dimension propre à la logique de l'engagement de l'économie solidaire identifiée par Bruno Frère est ce qu'il nomme la créativité ou l'innovation. Elle se caractérise par le fait que « *les acteurs envisagent leur activité […] comme plus subversive qu'une quelconque critique politique abstraite des inégalités et de l'exclusion*[361] ». Ce que les acteurs de l'économie solidaire aujourd'hui vivent, les militants du REAS l'ont également expérimenté. Au sein du REAS régnait ainsi un véritable foisonnement d'initiatives peu importe si elles n'aboutissent pas toujours.

> Ce qui saute aux yeux dans les pratiques du REAS est la rapidité de la mise en action des idées, des réflexions. Il faut agir. Peu importe, même parfois si cela n'aboutit pas : « *On a monté le REAS et on a commencé à faire plein de trucs. Y a des tas de choses qui n'ont pas marché. Alors, on a voulu créer Génération Banlieue. […] Donc, là, on voulait faire un fond pour les banlieues et puis je ne sais plus pourquoi, mais on n'a pas réussi à trouver les financeurs. On a essayé de monter ça avec la Caisse des Dépôts, programme développement et Solidarité, ça n'a pas marché, les gens se méfiaient, etc. Ensuite, on a voulu créer Valeurs Antilles, c'était un truc qui était pas mal du tout, c'était une idée vachement intéressante. C'était l'idée qu'il y avait plus d'Antillais en France que d'Antillais aux Antilles et ils étaient beaucoup plus riches. Et donc, l'idée, c'était de placer de l'argent des Antillais aux Antilles. C'était prendre de l'argent ici pour le mettre là-bas. Et, ça n'a pas marché parce que bah, il n'y avait pas les porteurs. L'idée était excellente, mais il y a eu des problèmes*

[360]ARCHIMBAUD Jacques, *A faire,* n° 21-22, p. 18.

[361]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire », in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *op. cit.* p. 198.

d'organisation. Enfin, ce n'est pas du tout facile les finances. Alors, par contre, y a un truc qui a réussi c'est la première société de capital-risque par appel public à l'épargne "Autonomie et Solidarité", lancée dans le Nord-Pas-de-Calais ». (Jacqueline Lorthiois, fondatrice et présidente du directoire du REAS).

Les initiatives foisonnent. L'important semble de « faire » comme l'explique cet autre militant : *« Parfois les gens venaient avec des idées et on pensait que ça ne pouvait pas marcher. Mais on expérimentait quand même car même si l'on pense que c'est une mauvaise idée, parfois ça marche ».* (Bernard Gomel, fondateur du REAS, président de Solidarité Emploi).

Pour Bruno Frère, cette créativité est la même que celle prônée par Proudhon : « *Cette radicale créativité […] est même une valeur cardinale de l'œuvre de Proudhon, fin descripteur et analyste de ce que fut l'économie coopérative au XIXe siècle*[362] ». Bruno Frère identifie très clairement cette dimension au sein des pratiques de l'ALDEA et du REAS : « *Créer soi-même ici et maintenant les conditions de son émancipation, qu'elle soit économique ou autre, fait en outre écho au lexique de la révolution pratique tel qu'il était mobilisé par l'Agence de liaison des entreprises alternatives (ALDEA), devenue Réseau des entreprises alternatives et solidaires (REAS) dans la seconde moitié des années 1980*[363] ». Pour lui, « *une des sources d'inspiration immédiate des acteurs de l'économie alternative de l'époque est le situationnisme et sa volonté de discerner la créativité qui se logeait dans le quotidien des personnes*[364] ». Le récit de la création de la Caisse solidaire du Nord par Jacqueline Lorthiois est assez emblématique de l'importance de cette dimension dans la « mythologie » du REAS (voir encadré).

[362] *Ibid.*

[363] *Ibid.*

[364] *Ibid.*

Encadré 1 - La création de la Caisse solidaire du Nord Pas-de-Calais (CSNPC)

« Au départ, c'était un travailleur social qui en avait ras le bol de remobiliser des chômeurs et puis, de ne pas avoir d'emploi à leur proposer à la fin de la remobilisation. Donc, il a eu un coup de sang et il est venu voir les gens du REAS en leur disant : « Est-ce que l'on peut faire quelque chose ? » […] Tous les dirigeants du REAS étaient allés voir la Caisse des dépôts et consignations […] parce qu'il y avait un programme de 32 millions de francs, à l'époque, qui dormait bêtement et qui s'appelait « le programme Développement et Solidarité ». Et ils n'en avaient dépensé que 5. Alors, nous, on s'est dit, voilà, pour créer une société de capital-risque par appel public à l'épargne, il fallait 2,5 millions de francs. Donc, il fallait 5 000 parts de 500 francs. 5 000 porteurs de part de 500 francs. Et on s'est dit, rien n'empêche d'avoir un gros apporteur de part. « Vous avez 32 millions de francs, vous n'en avez dépensé que 5, il vous en reste donc 27. Moralité vous pouvez très bien nous donner 1 million ». Dans ce cas, il ne nous restait plus que 1,5 million à collecter. Et au lieu d'avoir 5 000 parts à 500 francs, on n'a plus à collecter que 3 000 parts de 500 francs, ça fait moins. Et alors, ils nous ont dit « mais, jamais vous n'arriverez à collecter un million de francs dans un pays aussi pauvre. Le bassin minier est en pleine crise, Il y a la fermeture des mines, tout ça, crise du textile, tout ça, chômage ++ et tout. Vous n'arriverez pas à collecter de l'argent ». En plus, il y avait une loi qui obligeait à collecter de l'épargne en interdisant la publicité. Donc, il fallait trouver 5 000 parts d'au moins 500 francs en 6 mois uniquement par le bouche-à-oreille avec aucune publicité. Donc, c'était très difficile. Et donc, le type de la Caisse des Dépôts a dit « c'est vous rendre service que de vous refuser le million de francs parce que de toute façon, vous n'y arriverez jamais ». On s'était endimanché pour aller à la Caisse des Dépôts. Et on se retrouve au pied de la tour cristal, on se regarde et on dit : « qu'est-ce qu'on fait » et les mecs disaient « ah bah, on fait quand même. De toute façon, qu'est-ce qu'on risque ? Si on arrive pas à collecter dans les temps, bon ben, on sera obligé de rendre l'argent, mais bon c'est pas grave, on rendra l'argent si on n'y arrive pas ». Donc, Christian Tytgatt a commencé à faire des réunions publiques. Il a organisé 300 réunions publiques en 6 mois. :« 18 h conférence au couvent Les Oiseaux de je ne sais pas où sur l'économie solidaire, 20 h, rencontre avec la cellule franc-maçonne de je ne sais pas quel patelin, de je ne sais pas quoi, 21 h, spectacle devant l'hôtel de ville de la ville de Roubaix avec les *meurs chauds* (les chômeurs en verlan), c'était une troupe de théâtre amateur fait par des chômeurs, etc. Le lendemain, rencontre à 19h30 avec l'élu chargé de l'économie de la ville de Dunkerque, 21 h, conférence à la maison des jeunes et de la culture de je ne sais pas où, etc., etc. (rires). Et alors, curieusement, c'est dans les pays miniers et c'est justement dans le pays minier, dans les zones les plus pauvres qu'il a récolté le plus d'argent. Parce quand il arrivait, je ne sais pas moi à Lens, je ne sais pas, 30 % de taux de chômage, rien que des veuves de mineurs, pas un mec de plus de 60 ans en vie parce qu'ils étaient tous « silicosés » et qu'ils avaient tous passé l'arme à gauche. Et ben, il voyait débarquer à la réunion, la veuve de mineur qui disait « voilà, pour que mon petit-fils trouve du boulot, je sors mes derniers sous de sous ma lessiveuse ou de sous ma pile de drap dans mon armoire à linge ». Et donc, voilà. En six mois, ils ont collecté les fameux 2 millions 500 000 francs nécessaires. Les 5 000 parts de 500 francs. Et après, une fois que ça a été fait, et sans aucune aide de l'État… Autonomie et Solidarité, c'est 100 % de la collecte d'argent citoyen ! Et je crois c'est le seul cas qui n'est jamais existé en France. Et alors, c'était que le Nord Pas-de-Calais. Et donc, quand ils ont fait ça, après, il y a eu des articles dans les journaux. Du coup, les chèques ont continué à arriver après qu'ils aient atteint la somme nécessaire. Donc, ils ont été obligés de faire une petite augmentation de capital à 5 millions de francs. Après, les chèques ont continué à affluer, encore. Donc, ils ont été obligés de faire une seconde petite augmentation de capital à 7 millions de francs. Après, les chèques ont continué à affluer toujours. Ils ont été obligés de faire une troisième petite augmentation de capital à 9 millions de francs. Puis, lorsqu'ils sont arrivés à 9 millions de francs, ils se sont dit « C'est trop bête, une banque c'est 35 millions, allez hop, on saute le pas et on crée la Caisse solidaire du Nord ». Et là, ils sont retournés voir la Caisse des dépôts et consignations. Et là, changement de discours : « ah, bah, oui très bien, 1 million de francs ? Pas de problème », etc. Et puis, ils sont allés voir Guy Hascoët, numéro 2 de la région Nord–Pas-de-Calais – parce qu'à l'époque, la région Nord-Pas-de-Calais était gérée par la seule présidente de région Verte de France, Marie-Christine Blandin. Et Guy Hascoët a financé la Caisse solidaire du Nord ».. C'est une véritable épopée que vivent les créateurs, qui malgré les obstacles arrivent à mettre sur pied la première banque alternative de la région Nord.

Les militants de l'économie alternative et solidaire aiment à relater dans les détails ces épopées où les héros sont les militants alternatifs. Une partie de ces expériences ont même été mises en récit dans des ouvrages publiés par le réseau REPAS (Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires) et dont les mythiques Ardelaine[365] et Ambiance Bois[366], entreprises alternatives citées presque systématiquement en exemple de la réussite possible des entreprises alternatives. Initiées à la fin des années 1970 et au début des années 1980, ces entreprises existent toujours sous un statut coopératif.

Comme Bruno Frère l'écrit, la créativité au sens où il la définit est bien une dimension fortement présente au sein du REAS. Il fait ainsi le pont entre économie solidaire d'aujourd'hui, économie alternative et solidaire d'hier, et la pensée de Proudhon : « Parler le langage de la création artistique et attester sa réalisation dans les faits pour s'opposer à la logique destructrice du capitalisme est probablement une caractéristique de la dialectique contemporaine des associations militantes. Mais elle n'est pas neuve. L'ALDEA et Proudhon en attestent[367] ».

4.4.2. « *Partager les responsabilités dans une organisation qui est la leur* »

La deuxième dimension identifiée par Bruno Frère est l'autogestion au sens large dans le sens où ce trait « peut se décliner dans les discours en démocratie de gestion, propriété collective, polyvalence, etc.[368] ». Comme pour la « créativité », il distingue ce nouveau trait grammatical dans les trois mouvements : l'économie solidaire aujourd'hui, l'économie alternative et solidaire de l'ALDEA et du REAS notamment et la pensée de Proudhon. « Que ce soit dans la très contemporaine économie solidaire, au sein de l'économie alternative que firent vivre les néo-ruraux post-soixante-huitards dès la fin des années 1970 ou à travers le programme d'économie politique

[365]BARRAS Béatrice, *Moutons rebelles. Ardelaine, la fibre développement local. Vers une coopérative de territoire*, REPAS, 2003, collection « Pratiques utopiques », préface de Jean-François Draperi, 171 p.

[366]LULEK Michel, *Scions… travaillait autrement ? Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré,* REPAS, 2003, réédition 2009, collection « Pratiques utopiques », préface de Serge Latouche, 174 p.

[367]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire », in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *op. cit.*, p. 202.

[368]*Ibid.*, p. 203.

coopérative de Proudhon au XIXe, l'engagement se parle et se vit avec des *préoccupations identiques : l'égalité salariale stricte, le rejet de la hiérarchie, l'autonomie, la démocratie directe, le savoir partagé. En un mot comme en cent : l'autogestion*[369] ». L'extrait qui suit du manifeste du REAS « Poteaux d'angle » souligne d'ailleurs d'intérêt du réseau pour cette question :

> « Dans le projet du REAS, pas de démission des acteurs locaux au profit d'un centre supposé savoir, pas d'orthodoxie théorique imposée, pas d'organisation plaquée, pas d'outil qui finit par l'emporter sur ses utilisateurs et s'opposer à son objet initial.[370] »

L'examen de l'organigramme du REAS et du fonctionnement interne du mouvement relève bien, selon nous, d'une mise en application d'une certaine forme d'autogestion telle que l'entend Bruno Frère dans cet article.

> Cette autre citation de Jacques Archimbaud illustre à nouveau cette volonté : « *Dans notre capacité à prendre conscience et penser notre pratique, dans notre capacité à faire qu'elle rencontre d'autres pratiques aussi se jouent la possibilité de faire émerger les éléments constitutifs d'une nouvelle culture politique évoquée plus haut d'une doctrine plus globale, forcément marquée par la pluralité et la complexité. L'économie alternative et solidaire n'a donc aucune vocation à se figer en nouveau dogme, mais on doit se penser plutôt comme le ferment plus ambitieux d'un processus réflexif notamment plus vaste. […] Comme nous n'avons pas pour vocation de reproduire les phénomènes de captation de pouvoirs ou de monopolisation des compétences qui ont fait tant de mal par exemple à l'économie sociale, il nous appartiendra de mettre en mouvement quelques éléments qui peuvent être considérés comme faisant partie du patrimoine militant alternatif : par exemple le non-cumul des mandats (y compris dans le temps), la rotation des responsables, la mixité des postes de direction, des limites d'indemnisation, etc.* ». [371]

Pour l'auteur pas de doute, cette préoccupation remonte à Proudhon : « L'autogestion est le principe fondateur de l'organisation économique fédérative du système libertaire que [Proudhon] espère voir éclore à un niveau macroéconomique[372] ». Sur cette deuxième dimension, il semble donc que la logique militante du REAS trouve de nouveau des affinités avec le modèle associationniste libertaire de Proudhon.

---

[369] *Ibid.* p. 207.

[370] « Poteaux d'angle », in *A faire,* n° 13-14, 2 décembre 1992.

[371] ARCHIMBAUD Jacques, Le Réseau de l'économie alternative et solidaire, Pourquoi, pour quoi faire, comment quand, 28 novembre 1991, p. 6.

[372] FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire », in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *op. cit.*, p. 204.

4.4.3. « *Pour fonctionner, il faut du lien social, du partage* »

Autre dimension discernée par Bruno Frère, la convivialité : « *Le lien social, le partage d'humanité […] Ce jugement grammaticalement nommé par la convivialité* ("elle m'a invité", "c'était un échange", "j'avais gagné plus que des euros", "agréable") »… [373] ». Là encore, il fait le lien avec la pensée de Proudhon : « *Proudhon en son temps, pense que les coopératives se développent si bien depuis le début du XIXe siècle parce que, principalement, au sortir du creuset de la Révolution française, c'est un esprit d'égalité et de sympathie avec la classe ouvrière qui caractérise la classe moyenne*[374] ». Il explique ensuite comment Proudhon cite Jésus-Christ pour illustrer les postulats de la fraternité sur le principe « faites aux autres comme à vous-même ». Il souligne que dans les revues proches de l'ALDEA faisant la promotion de l'économie alternative comme la revue *Autrement* ou la revue *Autogestion* « *un auteur est particulièrement cité. Il s'agit d'Ivan Illich, anarchiste chrétien dont l'influence proudhonienne n'est plus à démontrer* ». Ce penseur également régulièrement cité lors des entretiens réalisés avec les anciens militants du REAS propose une société post-industrielle qui respecte « *la relation triadique entre l'homme, l'outil et le collectif et ce, afin de tendre vers une « société conviviale », une société dans laquelle est valorisé le lien social par excellence*[375] ». Les photos illustrant le collectif du REAS dans la revue *A Faire* mettent en scène cette convivialité comme nous l'avons vu plus haut. Les comptes rendus des différents congrès sont ainsi toujours accompagnés de récit de participants mettant l'accent sur la chaleur humaine de l'événement.

[373] *Ibid.*, p. 207 et 208.

[374] *Ibid.* p. 208.

[375] *Ibid.* p. 209.

Photo 4 – Fête clôturant une rencontre du REEAS

Voici quelques citations extraites des courriers reçus par le REAS à la suite du congrès de décembre 1994[376]. « *Le congrès était génial : passage et partage, lien interpersonnel, point de contacts entre concept et expériences humaines. Récit de vie, émotions… Au plaisir d'être de nouveau ensemble* ». Dominique Bouillier, Carcassonne. « *Après quatre jours de bouillonnement, de réflexions, d'échanges, de convivialité, je tiens à féliciter dès ce lundi, toute l'équipe qui a organisé ce très beau congrès. […]* », Régis Lecuru, Allonnes (60). « *Bravo pour le congrès, je m'y suis sentie bien et intéressée. Je pense que nous pourrons faire plein de belles choses ensemble !* », Valérie Peugeot, Paris (Europe 99).

[376] *A Faire,* n° 21/22, 1er trimestre 1995, p. 48.

Photos 5 - Moment de convivialité

> Éric Dacheux, militant du REAS 35, décrit pour sa part les rapports qui lient les militants entre eux : *« On avait du plaisir à se retrouver, du plaisir à boire ensemble. On se marrait bien et on avait l'impression de faire des choses qui avaient du sens »*.

Les exemples tirés des revues *Autrement* et *A Faire*, comme des propos de Proudhon ou des citations d'entretien de militants solidaires d'aujourd'hui, « ne [font] en définitive que confirmer une norme grammaticale qui semble conditionner les jugements militants depuis un certain temps[377] ». écrit Bruno Frère. Et comme nous venons de le voir, c'est également bien le cas au sein du REAS.

4.4.4. « *Créer un mouvement fort et parler ensemble* »

La dernière « norme grammaticale » décrite par l'auteur est la mise en place d'une pratique militante particulière s'opposant au militantisme plus traditionnel. D'ailleurs, c'est par le refus de tout dogmatisme que les militants du REAS justifient sa création : « *non pour fabriquer une idéologie fermée, prête à porter, à diffuser, ou un carcan monotypé. Mais pour établir des hypothèses, testé de façon plus homogène et concertée des solutions plurielles, confronter des pistes à des expérimentations sur de*

[377]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire » in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *op. cit.*, p. 211.

plus grandes échelles[378] ». Le REAS vise « à la diffusion de méthode de travail plutôt qu'à la révélation de vérités préétablies[379] ».

> Bernard Gomel, président de Solidarité Emploi et fondateur du REAS, pousse l'absence de dogme à la caricature lorsqu'il compare le REAS à un tuba : « Le REAS est avant tout une façon de pratiquer. L'idée est l'expérimentation sociale. Le REAS était un vide à la façon d'un tuba qui fait respirer l'eau locale ».

Pour sa démonstration, Bruno Frère s'appuie sur la pensée du groupe « Socialisme ou Barbarie » animé par Claude Lefort et Cornélius Castoriadis[380]. C'est à partir de la philosophie de ce groupe qu'il va définir cette dernière logique d'engagement : « *Car, pour lui [Claude Lefort de Socialisme ou Barbarie], comme pour Arturo [président du réseau de commerce équitable Artisans du monde], le politique se loge de façon insoupçonnée dans ces vies précaires qui se construisent ensemble, dans des organisations alternatives grosses d'une démocratie qui s'ignore. Ce que doit faire Socialisme ou Barbarie consiste à se saisir du quotidien ouvrier pour repérer sa réelle teneur politique plutôt que celle qu'on lui prête*[381] ». Cette même préoccupation est au cœur de la manière dont le REAS a été pensé par ses fondateurs :

> « *C'est donc autour d'initiatives et de réalisations concrètes que nous nous développerons. Ce sont elles qui donnent corps à nos idées, qui les illustrent, qui incitent à l'action, qui forment les participants. Ce sont elles qui devront permettre au Réseau de s'enraciner dans la société et de prendre une dimension populaire sans laquelle il n'y a guère de sens. […] Sans démagogie, nous devons prendre un soin particulier à élargir notre base sociale : s'il est très satisfaisant de constater que l'économie alternative a une réelle capacité d'attraction auprès des jeunes, nous devons faire un effort tout particulier pour regrouper des ouvriers, des paysans, des employés et transversalement des femmes. Les immigrés constituent également à nos yeux une composante importante*[382] ».

---

[378] *A Faire*, n° 13-14 p. 3.

[379] *Ibid.*

[380] Bruno Frère explique : « *Cette méfiance spontanée à l'égard d'éventuels leaders éclairés d'un idéal révolutionnaire marxiste évoque également un courant intellectuel qui eut un certain écho dans les années 1960-1970, même s'il ne fut par comparable au succès du situationnisme de Debord et Vaneigem, au convivialisme décroissant d'Illich ou au mouvement autogestionnaire théorisé notamment par Rosenvallon au moment où cet idéal était largement partagé dans la nouvelle gauche. Il s'agit du groupe radical et anti-stalinien Socialisme ou Barbarie. Être critique à l'égard du communisme soviétique en général et de Staline en particulier au début des années 1960 n'allait pas de soi dans le monde intellectuel français* ».

[381] FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire », in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *op. cit.,* p. 189-221.

[382] ARCHIMBAUD Jacques, Le Réseau de l'économie alternative et solidaire, Pourquoi, pour quoi faire, comment, quand, 28 novembre 1991, archives privées.

Pour résumer la manière particulière dont est envisagé le militantisme des « Solidaires », Bruno Frère note que « ce spontanéisme libertaire de l'organisation politique […] explique également le ton d'une des fondatrices de l'ALDEA [Aline Archimbaud] qui, se penchant sur les dix dernières années d'activité de l'agence, écrit dans A Faire […] un plaidoyer en faveur d'une participation démocratique des personnes constituant localement des collectifs d'économie solidaire, l'opposition ferme aux propagandistes protestataires, la représentation unitaire, autoritaire ou partidaire et l'appel à la constitution d'un réseau politique avec les autres franges des mouvements sociaux contemporains rappelle la posture libertaire, assumée par Arturo, plus haut[383] ». Il met par exemple en avant une opposition entre militantisme « libertaire » et militantisme communiste reposant sur plusieurs oppositions : « *capacité politique locale/centralisation », « spontanéité/organisation », « réseau/hiérarchie »*[384]. L'utilisation d'oppositions comparable entre militantisme au REAS et militantisme traditionnel par ses militants sera développée ci-dessous. Comme pour les trois précédentes « normes grammaticales », Bruno Frère tisse à nouveau le lien avec la pensée de Proudhon : « *Proudhon rejette plus que tout l'idée d'une possible unité derrière des délégués politiques, des penseurs, des partis. Pour lui, démocratie rime avec pluralité des collectifs locaux* ». Nous avons d'ailleurs vu dans le deuxième chapitre que l'opposition entre ancien et nouveau militantisme est une des caractéristiques des mouvements sociaux contemporains (Ion, Collovald, Filleule).

4.4.5. Des ressorts chrétiens ?

En conclusion de son article, Bruno Frère souligne qu'« a*u fil des pages, nous avons décanté quatre grandes normes grammaticales traversant les jugements que des militants de trois époques différentes posent sur leurs pratiques : la convivialité, la créativité situationniste, l'autogestion et l'engagement politique proprement dit. Ces normes se déclinent certes, çà et là, en divers synonymes. Mais c'est le corpus entier de ces synonymes charriés par ces jugements qui a traversé le temps, corpus duquel*

[383]FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une vieille histoire », in FRÈRE Bruno et JACQUEMAIN Marc, *op. cit.,* p. 189-221.

[384]*Ibid.*

procèdent les règles d'une même grammaire militante qui se retrouvent de justification en justifications. […] Si les contextes changent, les imaginaires dans lesquels les acteurs puisent leurs schèmes argumentaires ne se renouvellent pas si vite. […] Il s'agit toujours de se réclamer des mêmes invariants : convivialité vs déshumanisation, créativité artistique vs standardisation, autogestion vs hiérarchie, démocratie locale directe vs délégation… [385] ». Pour chacune des quatre logiques d'engagement, des illustrations tirées de l'enquête sur le militantisme au REAS ont pu être trouvées.

Par ailleurs, dans un ouvrage précédent, Bruno Frère a mis en lumière les ressorts chrétiens de l'engagement militant au sein de l'économie alternative et solidaire comme de l'économie solidaire. Ainsi dans *Le Nouvel esprit solidaire*[386], il identifie parmi les sources de l'*ethos* solidaire l'influence de la *praxis chrétienne.* Selon lui, la *praxis chrétienne* vient alimenter les deux caractéristiques de l'économie solidaire exposées au début de cette sous-partie. Comme évoqué à travers la question de l'implicite dans les entretiens et celle de la mise en relief des engagements des militants du corpus, l'engagement chrétien d'un certain nombre de militants du REAS est également fortement apparue au cours de cette recherche. Mais contrairement aux propositions de Bruno Frère, j'identifie le poids de cette influence beaucoup plus dans la définition du projet politique et des pratiques militantes propres au REAS que dans une filiation spirituelle. C'est que nous allons interroger maintenant.

4.5. La fabrique militante, produit de l'*habitus* militant de la JOC ?

Les deux sous-parties précédentes, conduites à travers l'expérience de Génération Banlieue et la proposition de « grammaire » de l'engagement solidaire de Bruno Frère, nous ont permis d'interroger les pratiques militantes mises en œuvre concrètement au sein du REAS et de mieux cerner leurs spécificités. L'exploration un peu plus haut de la composition du corpus utilisé dans ce travail nous a permis de mettre en avant l'importance d'une formation initiale, et plus particulièrement des militants de la

[385] *Ibid.* p. 220.

[386] FRÈRE Bruno, *Le Nouvel esprit solidaire,* Desclée de Brouwer, 2009.

classe d'âge intermédiaire (35 -45 ans), au sein d'organisation de jeunesse proche de l'action catholique spécialisée (JOC, JEC, JAC). L'incidence sur l'*ethos* solidaire qu'accorde Bruno Frère à ces engagements chrétiens parallèles aux autres engagements plus directement politiques des militants solidaires m'incite à interroger dès ce chapitre le lien entretenu entre le militantisme au sein du REAS et la définition de l'*habitus* produit par la JOC telle que l'a décrit Françoise Richou notamment. Après ce dernier détour, nous explorerons dans les trois chapitres suivants le détail des parcours des militants du REAS, leur incidence sur la définition des pratiques et du projet du réseau ainsi que sur les affinités que ces parcours divers peuvent entretenir.

4.5.1. Petit historique des organisations proches de l'Action catholique spécialisée

Avant de rentrer dans les détails de cet *habitus* et les échos qui peuvent éventuellement exister avec les pratiques militantes du REAS, nous allons revenir rapidement sur ce qu'est la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne). Ainsi au sein de l'Église catholique, l'ACO (Action catholique ouvrière) comme la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) ou la JAC (Jeunesse ouvrière catholique) sont des organisations construites comme des formes d'engagement politique. C'est d'ailleurs sur cette base que continue de se présenter la JOC : « *Créée en 1925 en Belgique par un prêtre, Joseph Cardijn, la Jeunesse ouvrière chrétienne naît en France à Clichy en 1927 quand le Père Georges Guérin entend parler de la JOC belge. Il propose alors aux jeunes ouvriers qu'il rencontre de réfléchir, d'analyser ce qu'ils vivent, de se former et d'agir. Il les encourage à militer dans des syndicats et à participer à des groupes d'étude de la doctrine sociale de l'Église* [387] ». Le premier objectif est de ne pas couper le monde ouvrier de l'Église et d'essayer d'y maintenir une influence : « *Nous referons chrétiens, nos frères », chantait la première JOC. L'idée, au tout départ, est de recréer un État chrétien, notamment à la création d'ACJF (association catholique de la jeunesse française)*[388]. L'engagement aux côtés de la Résistance lors de la Seconde Guerre mondiale accentue le caractère politique des

[387]« Trois mots d'Histoire » sur le site de la JOC : www.joc.asso.fr

[388]DESBE Joseph, *Naissance de l'Action catholique ouvrière*, Éditions Ouvrières, 1982.

organisations au détriment de l'engagement confessionnel et du caractère missionnaire des débuts : « *En 1950, la hiérarchie catholique se trouvait confrontée à l'évolution d'un certain nombre d'anciens militants de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). […] Les circonstances particulières de la « Zone libre » et les idées de la Résistance aidant, ce mouvement [le mouvement populaire des familles issu de militants de la JOC] devait prendre des orientations nettement plus politiques, devenir le Mouvement de libération du peuple et perdre son caractère de mouvement catholique officiel. Devant le vide créé dans son dispositif « missionnaire », la hiérarchie favorise alors la naissance de l'Action catholique ouvrière (ACO)*[389] ». Pour contrer cette politisation vue comme source de « déconfessionnalisation » de ses membres, la hiérarchie catholique oblige le membre de l'ACO à avoir un engagement hors de l'Église : dans cette première ACO, la condition pour faire partie du mouvement c'est d'être chrétien et engagé syndicalement ou politiquement. Ainsi, 95 % des membres salariés sont syndiqués dont les trois quarts à la CFDT et 17 % à la CGT[390].

Dessin 6: Extrait de l'ouvrage d'Étienne Davodeau, *Les mauvaises gens*, p.70

Elle met alors en œuvre la « *révision de vie, exercice qui consiste à interpréter l'action des organisations militantes comme « la recherche d'un sens de la vie pleinement formulé dans le christianisme*[391] ». Le témoignage qui suit illustre bien cette pratique : « *Il me semble qu'il y a dans la masse populaire de nos quartiers des*

[389]ROUSSEAU André, « L'Action catholique ouvrière », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 44-45, novembre 1982. Éternelle église ? p. 70-71.

[390]*Ibid.*

[391]*Ibid.*

richesses spirituelles énormes, mais inexploitées et qu'une des causes de notre misère spirituelle est précisément que nous ne savons pas nous alimenter au contact de ces richesses. J'ai longtemps pensé que la vie intérieure n'était possible que dans un certain isolement et qu'il fallait nécessairement fermer les portes pour trouver Dieu. Je remercie le Mouvement ouvrier de m'avoir fait découvrir les richesses surnaturelles de l'engagement et de m'avoir ainsi permis de retrouver l'un des grands moyens providentiels de sanctifications[392] ». C'est dans cette logique que l'ACO prône la formation spirituelle par l'action. Partant de « *l'argument si souvent avancé de l'ouvrier qui "pense avec ses mains" ou plus exactement qui comprend les choses en les faisant. Prenant en compte l'expérience des militants qui ont acquis un magnifique développement intellectuel en "réfléchissant quotidiennement sur leurs actes", la méthode de la formation par l'action ne partait pas de principes, elle était, en ce sens antirationaliste ; par une sorte d'intuition elle tâchait de "dégager la pensée du cœur des êtres et de leurs actions". […] Pourquoi ne pas considérer le militant dans l'action qui lui est propre comme l'ouvrier dans son travail et le père de famille dans sa maison ?* [393] ». C'est dans cette droite ligne que, le 5 mars 1950, les lignes d'orientation de la nouvelle ACO sont définies : « *A) L'Action catholique ouvrière doit être centrée sur la classe ouvrière ; B) L'Action catholique ouvrière doit être tournée vers les "engagées" ; C) L'Action catholique ouvrière doit former ses militants à animer chrétiennement tous les secteurs de la vie ouvrière ; elle n'est pas seulement l'animation d'engagements particuliers ; D) L'Action catholique ouvrière doit être dirigée par des laïcs ; E) L'Action catholique ouvrière n'a pas à constituer de services temporels ; F) L'Action catholique ouvrière doit être "une" ; G) L'Action catholique ouvrière ne doit pas se limiter aux hommes engagés dans certaines organisations à l'exclusion de toutes autres ; elle doit se présenter comme quelque chose de neuf et d'ouvert largement.*[394] » Cependant, lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'engagement politique et syndical des militants de l'ACO comme celle de ses organisations de jeunesse (la JOC, la JEC ou la JAC) devient de plus en plus important comme en témoigne Michel Mounier, membre de l'ACO : « *1968 est*

[392]DESBE Joseph, Naissance de l'Action catholique ouvrière, op. cit.

[393]*Ibid.*

[394]*Ibid.*

un tournant qui a façonné la génération des 50–60 ans d'aujourd'hui. Toutes les institutions sont secouées, parmi elles l'Église qui sort du concile Vatican II. Les repères familiaux et le mouvement ouvrier aussi, mais on ne s'en apercevra que plus tard. Dans le mouvement, ce n'est plus l'évangélisation qui est première, mais la fidélité au mouvement ouvrier, ce qui entraîne des débats avec l'épiscopat[395] ».

Dessin 7: Extrait de l'ouvrage d'Étienne Davodeau, *Les mauvaises gens*, p.63

Les engagements politiques des membres sont à gauche : en 1976, trois quarts sont au Parti socialiste, 9,4 % au PCF et 13,4 % au PSU. La proximité de pensée avec le marxisme est même plus ou moins reconnue : « *La lutte des classes a été reconnue comme un fait et non pas comme une découverte d'intellectuels. […] La conscience de classe des travailleurs progresse et, de plus en plus nombreux, des hommes, des femmes et des jeunes s'engagent pour la construction d'une autre société, d'une société socialiste faite pour l'homme. […] Nous constatons, dans l'ACO de la Gironde, que les militants sont engagés politiquement au PC, au PS, au PSU… Les plus nombreux sont dans le Parti communiste. Nous nous en réjouissons. […] On peut être marxiste sans renier Dieu, disent certains camarades de l'ACO. Cette affirmation, qui est pour eux une expérience vécue, est sans doute une interrogation pour nous ». (Compte rendu de la XI*[e] *rencontre nationale de l'ACO des 6, 7 et 8 mai 1977, à Lyon, p. 4.)*[396]

[395]Entretien avec Michel Mounier réalisé par l'ACO Rhône-Alpes le 29 janvier 2006.

[396]Cité in SAINT-PIERRE Michel (de), *Le Ver est dans le fruit,* La Table ronde, 1978, p. 274.

Regardons maintenant en détail l'*habitus* produit au sein plus spécifiquement de la JOC et les échos qu'il peut avoir au sein du réseau qui nous occupe.

4.5.2. L'*habitus* militant de la JOC : formés à être militants

Des recherches récentes ont montré comment l'engagement dans des mouvements catholiques a pu être reconverti dans des engagements militants à gauche comme au centre[397]. Avant même cette reconversion, les mouvements d'Action catholique spécialisée sont construits comme des engagements militants en tant que tels, dont « *la visée apostolique s'accompagne d'un projet plus global de transformation sociale* »[398]. Cette dimension militante, de la JOC notamment, est sans ambiguïté définie comme centrale : « *comme mouvement d'Église, la JOC sera crédible dans la mesure où elle sera engagée dans l'action ouvrière ; pour les jeunes de la classe ouvrière qui adhèrent au mouvement par la dimension Église, nous avons à les provoquer afin qu'ils cheminent vers une action ouvrière authentique* »[399]. Dans les années qui suivent 1968 : « *L'association du mouvement, comme tel, au combat politique se fait encore plus nette. Le marxisme est accepté et de nombreux emprunts lui sont faits. Dans les années 1970, la référence à l'évangélisation devient seconde. L'ACO se réfère principalement au mouvement ouvrier. La fidélité à celui-ci est première ; elle est la condition de la découverte de Jésus-Christ*[400] ». Au-delà de la JOC ou de l'ACO, ces « chrétiens » se vivent comme des militants de gauche, c'est ce que soulignent en 1977 les numéros spéciaux que leur consacrent les revues *Esprit* et *Autrement*[401]. S'agissant de « mouvements politiques », ils produisent un habitus militant au sens où « *la notion*

[397]Voir PAGIS Julie, « La politisation d'engagement religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en mai 1968 », in *Revue française de science politique, vol. 60 n°1,* 2010*,* p. 61-89. FRETEL Julien, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », in *Actes de recherches en sciences sociales,* n° 155, p. 77-89, 2004. BERLIVET Luc et SAWICKI Frédéric, « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre » in *Politix*, vol. 7, n° 27, 3e trimestre 1994. p. 111-142.

[398]DURIEZ Bruno, « Ouvriers, catholiques et militants », in DURIEZ Bruno, FOUILLOUX Étienne, PELLETIER Denis, VIET-DEPAULE Nathalie, *op. cit.*, p. 69.

[399]BELOUET (E.) et MORLET (J.), « L'action catholique et la transformation des modèles d'implication dans l'espace public », in *Religion et action dans l'espace public,* BRÉCHON Pierre, DURIEZ Bruno et ION Jacques (dir.), *Logiques Sociales*, l'Harmattan, 2000. Rapport d'orientation de la JOC de 1976.

[400]DURIEZ Bruno, « La différenciation des engagements : l'Action catholique ouvrière entre radicalisme politique et conformisme religieux », communication au 9e Congrès de l'AFSP, Toulouse, 5-7 septembre 2007.

[401]« Les Militants d'origine chrétienne », *Esprit* n° 4/5, 1977, op. cit., et « À gauche, ces chrétiens… Groupuscules isolés ou mouvement d'avant-garde ? », *Autrement* n° 8, février 1977.

*d'*habitus *militant permet de tenir ensemble ce qui constitue la conscience pratique des militants […], l'impensé de leurs comportements, les réflexes incorporés dans la socialisation à l'institution, et leur conscience discursive, entendue comme leur capacité à s'expliquer et exprimer leurs actes et leurs objectifs à l'aide d'une culture partisane* »[402]. Un *habitus* militant qu'il faut maintenant décrire. Il peut se définir en plusieurs point.

Tout d'abord, c"est un « habitus de combat » qui s'incarne dans des pratiques. Françoise Richou explique qu'au sein de la JOC, « *l'inculcation d'un habitus militant s'opère pour l'essentiel dans la révision de vie, la pratique du carnet de militant et par la direction spirituelle des aumôniers* »[403]. La révision de vie est une démarche individuelle de relecture spirituelle et de mise en récit du quotidien permettant, en groupe, de faire le lien entre la vie, l'action et la foi : « *Partir du type tel qu'il se présente, examiner successivement ce qu'il fait, puis surtout ce qu'il pourrait faire et le chemin pour l'y amener. Toujours être à l'affût du bien qui est dans le gars qu'il s'agit de former. C'est de cela qu'il faut partir et c'est par-là qu'il faut mettre en valeur* »[404]. Le groupe met alors en perspective ses observations et réfléchit à la meilleure manière de résoudre les problèmes qui se posent aux ouvriers (loisir, chômage, conditions de travail). Le carnet du militant est quant à lui « *une sorte de préparation à la révision de vie. Le militant y note des faits de vie, des conversations avec ses collègues et les réflexions que ceux-ci lui inspirent, parfois sous forme de prière, ainsi que les suites qu'il compte leur donner*[405] ». C'est donc au travers de ces pratiques que les jocistes acquièrent un *habitus* militant que François Richou qualifie d'« *habitus* de combat ». Ce dernier repose en premier lieu sur le triptyque : « Voir-Juger-Agir » déjà à l'œuvre dans la révision de vie. Le mot d'ordre des fondateurs de la JOC est de « faire faire », à savoir faire émerger, par des actions de formation et un regard positif et confiant porté sur le monde, les capacités d'émancipation et

[402]YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 » in *Politix* 2005/2 n° 70, 2005, p. 142.

[403]RICHOU Françoise, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la Jeunesse ouvrière chrétienne » in *Le Mouvement social,* n° 168, juillet-septembre 1994, L'Atelier, p. 52.

[404]RICHOU Françoise « La JOC : une pédagogie de l'engagement », in CHAUVIÈRE Michel et DURIEZ Bruno, *Faire des militants. Stratégie de formation de la JOC au MPF*, cahier du GRMF n° 14, Villeneuve d'Ascq, 2006, p. 22-23.

[405]RICHOU Françoise, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la Jeunesse ouvrière chrétienne », *op. cit.,* p. 56.

d'autonomie de la personne. Cet *habitus* militant met l'accent, non pas sur le dogme, mais sur les pratiques propres à chacun, tout en désignant la bonne pratique, le bon chemin, la conformité avec les valeurs défendues. Nous ne sommes pas dans le registre de l'argumentation, mais dans celui de la démonstration par l'exemple ; ce qui implique une certaine « invisibilité » du message qui ne transparaît que dans l'exemple et par la pratique, sans être véritablement explicité.

Les deux autres éléments fort du militantisme de la JOC sont l'invisibilité comme mode d'action et l'exemplarité comme mode de persuasion . Henri Godin, aumônier de la JOC, intitule en 1942 son manuel de vie chrétienne : *Le Levain dans la pâte :* « *Pour que le pain lève, il faut que le levain disparaisse, absorbé par la pâte, […] qu'il devienne comme le reste de la pâte, mais pâte vivante, par l'élan même que ce levain aura semé partout* »[406]. Jean-Marie Huret – prêtre-ouvrier – parle pour sa part de « germe » et expose sa volonté de « s'enfouir » dans la classe ouvrière et dans l'usine pour la comprendre[407]. Cette seconde version du levain dans la pâte, qui met l'accent sur la réciprocité de l'action, en retour, du milieu sur le militant, est conforme avec la définition du « Voir-Juger-Agir » présentée par Yohann Abiven et Eugène Calvez : « *La méthode peut donner lieu à une posture compréhensive pour le monde. Il s'agit cette fois de l'analyser sans se considérer détenteur d'une vérité fixée une fois pour toutes. Le monde est toujours à étudier, mais ici les réalités terrestres vont semer le doute, questionner les auteurs de l'enquête, les conduire à revisiter leurs préjugés. C'est la réception moderne de « Voir-Juger-Agir »*[408]. Cette deuxième posture nous semble correspondre à la vision des militants étudiés en venant actualiser les préconisations d'Henri Godin. Cette invisibilité est un élément fondamental de la définition des modalités d'action que se donnent certains militants de du REAS en se qualifiant de « mutants de l'intérieur »[409].

[406]GODIN Henri, *Le Levain dans la pâte,* Paris, Éditions ouvrières, 1942. Ce manuel connaît une seconde édition en 1947, p. 71.

[407]LAGROYE Jacques, La Vérité dans l'Église catholique, Contestations et restauration d'un régime d'autorité, Paris, Belin, 2006, p. 183.

[408]ABIVEN Yohann et CALVEZ Eugène, « Les avatars de l'identité catholique : les militants de la ruralité (1929-2000) » in WACHÉ Brigitte (dir.), *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècle*, Rennes, PUR, 2004, coll. « Histoire », p. 85.

[409]L'éditorial du n° 1 d*e l'ALDEA Journal,* le journal de l'ALDEA, s'intitule d'ailleurs : « Mutants… qu'il y aura des hommes ! », novembre-décembre 1983.

Comme en témoigne cet entretien avec Patrice Sauvage, fondateur de l'ALDEA et du REAS, énarque et haut fonctionnaire de carrière, spécialiste de l'insertion. Il est aujourd'hui devenu diacre et travaille au Secours Catholique : « *Cette cohérence personnelle on va essayer de la vivre dans les lieux où on se trouve pour les changer de l'intérieur. Moi, j'ai toujours été, au sein des Réseaux Espérance, notamment, ce que René Macaire*[410] *appelait un mutant de l'intérieur. Y avait les mutants de l'extérieur, les mutants un peu marginaux, mais des gens très courageux et des gens restant dans le système, mais essayant de le changer de l'intérieur* ». À la question de savoir si c'est assimilable à l'idée du levain dans la pâte, il répond : « *Oui, c'est ça oui tout à fait. Mais voilà, le levain peut être étouffé aussi. Donc, y a besoin des deux, des alternatifs qui sont prophétiques et qui donnent un peu des exemples et qui sont des lieux d'expérimentation et puis, y a les gens qui sont le levain dans la pâte. Effectivement* ».

Cette citation montre bien, me semble-t-il, l'utilisation qui est faite de la stratégie d'invisibilité comme moteur de l'action en permettant de « changer les choses de l'intérieur ». Il existe également chez ces militants l'idée que l'on peut dénoncer l'économie libérale dominante en démontrant qu'une alternative est possible. La démonstration se fait par l'exemple, par le développement d'actions exemplaires comme nous l'avons vu à la lecture des « Poteaux d'angle » du REAS. La visibilité est volontairement donnée à l'action et non aux valeurs qui la sous-tendent et qui restent implicites et donc « invisibles ». Cette importance première de l'action est justifiée théologiquement par Jacques Ellul considéré comme un des inspirateurs de l'économie alternative et solidaire[411] : « *Il n'y a pas de Révélation connaissable hors de la vie et du témoignage de ceux qui la portent. C'est la vie des chrétiens qui atteste de ce qui est Dieu et quel est le sens de cette révélation*[412] ». Cette théologie de l'action a été reprise, plus récemment par Frédéric de Coninck : « *En s'incarnant, Dieu se révèle comme une personne et les contours de cette personne sont partie intégrante de sa révélation. Il révèle sa manière de faire, ce à quoi il tient. Il y a chez lui une adéquation, une correspondance, entre ce qu'il dit et ce qu'il fait : ses enseignements sont une description de sa manière d'agir et sa manière d'agir est un enseignement.*

[410]MACAIRE René, *La Mutance, clef pour un avenir humain,* L'Harmattan, Paris, 1989.

[411]Entretien avec Philippe Riché, le rédacteur du Manifeste de l'ALDEA et fondateur du REAS, le 14 juin 2011.

[412]ELLUL Jacques, *La Subversion du christianisme*, Paris, La Table ronde, 2001, p. 14.

[…] *L'œuvre du Fils est donc la révélation de Dieu en actes : c'est la manière dont Dieu se rend présent en venant vers nous*[413] ».

Précisément, cette stratégie d'invisibilité comme mode principal d'action au service de valeurs implicites et l'*habitus* hérité de la mouvance de l'Action catholique produisent un rapport particulier à la pratique militante qu'il s'agit d'explorer.

4.5.3. Du militant au « mutant »

Les militants du REAS pratique une forme de militantisme particulière. Une partie des anciens militants de l'ALDEA se revendiquent même comme « mutant ». Autre manière d'envisager le militantisme définit comme « *La militance qui n'est pas la mutance, c'est-à-dire qui ne mène pas à l'objection de conscience en matière de défense, à la création d'éco-entreprises en matière de production et de commerce, à un autre type d'alimentation et de santé, etc., est toujours en danger d'être une école d'oppression. Certes, il faut lutter contre l'injustice et la misère, mais il faut savoir d'un même pas que si cette lutte ne fait pas de ceux qui la mènent des « mutants », elle en fait les outils inconscients d'un monde où l'injustice est remplacée par la contrainte* »[414]. Ainsi, les distinctions opérées entre militants et mutants font écho à la définition du militantisme au sein du REAS que nous avons exploré plus haut avec Bruno Frère et tel que nous l'avons rencontré à la lecture des « Poteaux d'angle ».

[413]DE CONINCK Frédéric, Agir, travailler, militer. Pour une théologie de l'action, Paris, Excelsis, 2006, p. 382.

[414]MACAIRE René, *La Mutance, clef pour un avenir humain, op. cit.*, p. 94-95.

Tableau 6 - « Militants » versus « Mutants » selon l'œuvre de René Macaire

Militants	**Mutants**
Approche sécularisée	Approche spirituelle
Résultat à tout prix	Cohérence du processus
Action spécialisée	Action multifonctionnelle
Rationalisme et volontarisme	Holisme et synergie
Dominer (*top-down*)	Participer (*bottom-up*)
Prise de pouvoir	Stimulation de la société civile
Ethnocentrisme	Prise en compte de la culture
	Coopération Nord-Sud

En dépit de ces distinctions, voire de ce rejet d'un militantisme traditionnel perçu comme autoritaire, la conception des « bonnes » pratiques militantes des « mutants » repose bien sur des principes tout à fait comparables à ceux prônés par l'ACO, et rappelés par René Pucheu en 1977, qui préconisent de partir du vécu réel des situations plutôt que d'une approche dogmatique, de prendre en compte toutes les dimensions des activités humaines et d'aller au plus près des gens : « *Cette culture du militant chrétien, comment la caractériser ? Certains traits ont été souvent soulignés : la place faite au travail en équipe, le goût pour le management, pour la concertation vient de là ; l'insistance sur les actions de formation […] Le militant a moins à "convertir" qu'à "être à l'écoute", qu'à "témoigner" et à "être présent"*[415] ». D'autre part, l'impératif à agir reste au cœur des préoccupations. Agir est un but en soi, le stade ultime de réalisation du militantisme comme on pouvait le lire dans le manifeste de l'ALDEA car « *sans pour autant rejeter la militance classique, beaucoup en voient les limites : l'autogestion, l'écologie, la solidarité ne peuvent se décréter, elles doivent d'abord se vivre concrètement* »[416]. Finalement, l'économie alternative et solidaire, au sein de l'ALDEA comme au sein du REAS ne semble jamais définie autrement que par une accumulation d'actions, d'injonctions ou de prescriptions au « bien agir » et les acteurs de l'économie alternative et solidaire sont avant tout ceux que les réseaux désignent comme tels. Il s'ensuit que les initiatives comme les « mutations de certaines formes de syndicalisme agricole (type Confédération paysanne) » ou « l*es réalisations de la mouvance du*

[415]PUCHEU René, « Ceux qui ont cru réussir », in *Les militants d'origine chrétienne,* Revue *Esprit,* 4-5, avril-mai 1977, p. 41.

[416]Manifeste de l'ALDEA, juin 1984. Voir en Annexe

développement territorial[417] » sont incluses sans qu'elles aient besoin de se revendiquer explicitement elles-mêmes de l'économie alternative et solidaire. Ce mode de faire me semble proche d'un autre précepte jociste : « entre eux, pour eux, par eux ». C'est aussi en ce sens que dès sa création, le REAS va mettre en place une méthodologie particulière d'action sur le terrain incarnée notamment par le correspondant local.

4.5.4. Le « entre eux, pour eux, par eux » et le « Voir-Juger-Agir » comme méthodes

Avec le REAS, il ne s'agit plus simplement de soutenir les initiatives jugées comme conformes aux valeurs et au projet de l'économie alternative et solidaire, il faut permettre leur émergence. Pour cela, sont rapidement mis en place des correspondants locaux dans toute la France. Relais local du réseau, le correspondant local a également pour rôle d'appuyer les populations locales dans la création d'initiatives solidaires ou alternatives. Ainsi, Ingmar Grandstedt, chargé de mission Solidarité Emploi puis REAS sur le site du Brignais (69) et précurseur de ce que seront les correspondants locaux du REAS, explique la méthodologie mise en œuvre sur le terrain : « *Peut-être est-ce que dans des contextes de ce type que l'originalité de la méthode serait la plus féconde : faire parler une communauté locale sur ce qui lui manque et faire apparaître cela comme autant de tâches qui pourraient être entreprises par ceux qui n'y trouvent pas de travail avec le soutien et le conseil des autres…* [418] ». Le correspondant local va alors devenir un des outils essentiels de diffusion de l'économie alternative et solidaire et de ses valeurs comme en témoigne la volonté affichée des créateurs du réseau de créer une formation « d'agent du développement local communautaire » : « *Il s'agit de diffuser là un mode d'approche du changement social fondé sur plusieurs idées fondamentales : 1) pas de développement territorial sans valorisation et requalification des ressources humaines qui s'y trouvent, et donc sans renforcement de la démocratie ; 2) pas de mobilisation des groupes ou des*

[417]Poteaux d'angle, voir en annexe

[418]GRANSTAEDT Ingmar, « Opération analyse des besoins : remarques et proposition » in *A Faire,* n° 3, 1er trimestre 1990, p. 17.

communautés sans approche de la complexité et de la globalité, à la différence des procédures qui traitent ni des grandes masses ni des cumuls de handicap[419] ».

C'est bien du terrain, du milieu qu'il faut partir. Cette méthodologie a formé, « formaté » les jeunes correspondants du REAS. Nouvelle génération qui n'a pas suivi le parcours chrétien de ses aînés, elle n'en paraît pas moins avoir été nourrie de cet *habitus*. À l'occasion du congrès fondateur du REAS, le rôle du correspondant local est défini par les correspondants eux-mêmes. Et il est presque l'exacte définition du « Voir-Juger-Agir » de la JOC : « *Porteur des valeurs de l'économie alternative et solidaire, [le correspondant local] identifie les réalisations et les projets locaux qui vont dans le même sens. Il les écoute, engage le dialogue, et leur propose les services et outils existants du Réseau. Il adapte, si possible, les derniers aux situations locales et contribue, si nécessaire à en créer d'autres*[420] ».

En l'absence de toute mention spontanée – écrite comme orale – d'une socialisation chrétienne originelle et/ou au sein de la deuxième gauche (PSU), il semble pourtant bel et bien un élément constitutif fort des parcours de vie et d'engagement d'une partie importante des militants de l'économie alternative et solidaire. Cette socialisation chrétienne, au sein des mouvements d'Action catholique spécialisée (majoritairement) a produit un *habitus* militant singulier, qui ne porte pas l'accent sur le dogme, mais qui fait de l'agir la forme ultime de la réalisation du militantisme, et de l'invisibilité une stratégie, consciente ou intériorisée. Ainsi le projet politique de l'économie alternative et solidaire n'est-il visible que par les expérimentations concrètes dont les militants font le récit comme autant d'exemples à diffuser et reproduire. Or, l'*exemplum* chrétien, à l'origine, est bien à la fois un récit, un exemple, mais aussi une ressource de la rhétorique pour persuader. L'*exemplum* est moins une illustration d'une vérité doctrinale qu'une incitation à bien agir et l'acte de persuader, s'il reste un faire savoir, est en effet surtout, en premier lieu, un faire croire. Cette mise en récit, sur le modèle de la révision de vie jociste nous semble trouver, par-delà les militants de l'économie alternative et solidaire, des échos aujourd'hui, par exemple dans les écrits de Pascal Nicolas-Le-Strat : « *Le récit performe l'action. C'est une action sur l'action qui nous*

[419]Compte rendu de la deuxième rencontre du REAS, in *A Faire*, n° 7, 1er trimestre 1991, p. 8.

[420]« Rôle et place du correspondant local », extrait du texte adopté à l'AG des correspondants locaux. *A Faire,* n° 15*,* 1er trimestre 1993*,* n° spécial congrès*,* p. 13.

aide à nous orienter dans notre propre expérience. La mise en récit nous offre l'opportunité de parcourir de nouveau ce que nous avons vécu et de dégager de nouvelles perspectives […]. Le récit ne vise pas à rehausser en généralité une expérience singulière, mais à mettre en rapport une multiplicité d'expériences, sur un mode transversal et latéral. Les actions ne sont pas simplement juxtaposées, elles communiquent entre elles par l'intermédiaire des récits qui en sont faits ». Ici, comme pour les militants que nous avons décrits, ces récits "font politique", même lorsqu'ils fabriquent tout autre chose que "du politique", en l'occurrence lorsqu'ils travaillent les dimensions sensibles, symboliques, spatiales, relationnelles ou encore corporelles de nos activités et de nos vies. […] Cette énigme d'une réalité politique qui se constitue indépendamment des registres sur lesquels elle est habituellement et classiquement attendue, qui ne s'énonce pas comme telle (comme du politique), mais qui agit pourtant bel et bien en ces termes[421] ».

Conclusion

Ce chapitre a permis d'approcher de plus près le fonctionnement du REAS, les interactions entre ces militants, les fondements des spécificités du militantisme qu'il promeut. Il montre comment le REAS a pu être, dans les années 1990, une fabrique militante à plusieurs niveaux. Tout d'abord, le REAS peut être décrit comme une fabrique militante car il crée des militants en les nommant comme tel. Lorsqu'il définit les acteurs de l'économie alternative et solidaire, il n'est pas besoin que ces acteurs adhèrent au projet du REAS, il suffit juste que le réseau les désigne comme membres du secteur pour qu'ils en fassent partie. À l'image de ce qu'a décrit Jeanne Favret-Saada dans son ouvrage *Les Mots, la Mort, les Sorts,* sous-titré *La Sorcellerie dans le bocage.* Elle montre comment les choses de la sorcellerie existent à partir du moment où elles sont nommées. C'est l'action de nommer tel ou tel phénomène comme de la sorcellerie qui crée littéralement la sorcellerie : « *Sur le terrain, je n'ai rencontré que du langage. Pendant les longs mois, le seul fait empirique que j'ai pu noter, c'était de la parole. Je soutiens aujourd'hui qu'une attaque de sorcellerie peut se résumer à ceci : une parole prononcée dans une situation de crise par celui qui sera plus tard*

[421]STRAT Pascal Nicolas-Le, « Faire politique latéralement. La fonction intermédiatrice du récit », *Multitudes,* 2/2011 (n° 45), p. 192-197.

désigné comme sorcier est interprétée après coup comme ayant pris effet sur le corps et les biens de celui à qui elle s'adressait, lequel se dénommera de ce fait ensorcelé. Le désenvoûteur prend sur lui cette parole autrefois adressée à son client et la retourne à son émetteur initial, le sorcier. Toujours, "l'anormal" est dit se mettre en place après qu'une parole a été proférée, qui n'en finira plus d'insister jusqu'à ce que le désenvoûteur vienne faire écran entre l'émetteur et le récepteur… Peut-être alors ne me suis-je pas tellement trompée en prétendant étudier des pratiques : en sorcellerie, l'acte, c'est la parole[422] ». Dans la même logique, le REAS crée des acteurs de l'économie alternative et solidaire dès le moment où il désigne leur initiative comme faisant partie intégrante du mouvement. Deuxièmement, le REAS peut également être entendu comme une fabrique militante par le fait qu'il produit de l'engagement politique notamment au sein du parti écologiste chez ses militants. Le nombre important d'élus locaux parmi les militants du REAS va dans le même sens. Ce constat peut être interprété comme le fruit de la volonté du REAS d'inscrire son projet dans le cadre du renouvellement du militantisme, mais aussi du débat politique à gauche. Enfin, le REAS peut également être défini comme une fabrique militante lorsque l'on regarde ses méthodologies militantes. Ainsi, il s'agit toujours d'aboutir à l'émancipation des individus pour les rendre acteurs, citoyens de leur environnement. Là encore, il s'agit bien de produire des militants même s'ils peuvent se limiter à un militantisme plus quotidien et moins politique.

Par ailleurs, ce détour par les affinités entre le militantisme au REAS et les logiques de l'associationnisme de Proudhon ainsi que l'*habitus* produit par la JOC incite à penser que plus que des « chrétiens de gauche » (également présent ouvertement dans le REAS), nous avons surtout à faire à des « militants d'origine chrétienne ». Expression qui fait référence au programme de recherche coordonné par Maryvonne Prévot, CHRISTIANA et que j'emprunte au titre d'un numéro daté de 1977 d'une célèbre revue de la deuxième gauche, la revue *Esprit*[423]. La mise en lumière de la formation d'un certain nombre de militants du REAS dans des mouvements de jeunesse proche de l'action catholique spécialisée est en lui-même un premier résultat de la thèse. Ce que les militants y ont appris est avant tout à militer d'une façon particulière,

[422]FAVRET-SAADA Jeanne, *Les mots, la mort, les sorts,* Folio, 1985, p. 25.

[423]« Les militants d'origine chrétienne », *Esprit,* 4-5, avril-mai 1977.

différente de ce qui est appris dans les formations militantes traditionnelles de la gauche et de l'extrême gauche. Il s'agirait ainsi plus de militant d'origine des organisations de jeunesse proche de l'action catholique que vraiment une origine chrétienne puisque cette dimension confessionnelle est soit disparue soit envoyée à un héritage culturel familial sans plus d'influence sur le militantisme des personnes interviewées dans le cadre de ce travail. En effet, les propositions de Françoise Richou de définition de l'*habitus* de la JOC notamment montrent qu'il s'agit avant tout d'un *habitus* militant. La dimension spirituelle n'est pas absente ni des préoccupations ni des justifications à l'engagement de certains militants du REAS. Cependant, c'est bien comme nous venons de le voir en détail, dans la production d'une pratique militante particulière et d'une logique d'engagement spécifique que résonne l'*habitus* de la JOC dans les pratiques et le projet politique du REAS. Néanmoins de nombreux militants du REAS n'ont pas de rapport direct ou indirect avec l'Action catholique spécialisée ou la Fédération protestante. L'étude en détail des parcours des militants du REAS pour chaque groupe d'âge repose sur une hypothèse qui guidera la suite de cette enquête. Au-delà de la simple résurgence de pratiques militantes issues d'*habitus* militant forgé au sein de la nébuleuse des organisations de jeunesse de l'action catholique spécialisée, le REAS est également le résultat d'une affinité élective entre ces « militants d'origine chrétienne » et des militants ayant des parcours d'engagement différent comme des militants de l'extrême gauche ou des jeunes de banlieue ou des militants libertaires. L'entrée plus particulière dans les trajectoires des militants permet d'interroger ce lien possible ainsi que les éventuelles affinités qui peuvent exister entre cet *habitus* et les trajectoires des militants pour essayer de conclure sur ce que cette rencontre a priori improbable a produit pour dépasser ce modèle, l'actualiser, le nourrir de l'apport des autres trajectoires.

Après avoir exploré l'environnement historique et contemporain de la création du REAS ainsi que les grandes lignes de son fonctionnement, nous allons poursuivre en entrant dans les trajectoires individuelles des militants du REAS. Il s'agit maintenant d'approcher le cœur de notre questionnement autour des dispositions antérieures des militants et de leur contribution au projet politique du REAS. Pour chacun des trois groupes d'âge identifiés, nous explorerons leurs grandes caractéristiques sociologiques

ainsi que les affinités existantes entre leurs dispositions antérieures et le projet du REAS se définissant lui-même à la fois comme héritier de la deuxième gauche et acteur de la réflexion autour de l'écologie politique naissante en la positionnant clairement à la gauche de l'échiquier politique[424].

Comme le note Olivier Fillieule, dans un article du numéro spécial de la *Revue française de science politique* consacrée aux « Devenirs militants », les recherches portant sur le militantisme et l'action collective « ont pour point commun que la connaissance sociologique des conditions et des formes du passage à l'acte y demeure opaque[425] ». Dans ce même numéro, il souligne cependant que « *depuis de début des années 1990, les travaux se multiplient, ici ou là, qui mettent l'accent sur la question de l'engagement individuel et ses déterminants, dans le contexte de regain de l'analyse biographique et du récit de vie* [426] ». Dans cette partie, c'est la dimension individuelle de l'engagement qui sera mis en avant en interrogeant les raisons évoquées par les militants de leur engagement au sein du REAS. Cependant, elle sera ici combinée à la distinction déjà opérée entre les militants à partir des trois générations. Nous sommes par ailleurs conscients de la mise en garde de Frédéric Sawicki et Johanna Siméant sur le fait que « *l'attention soutenue accordée aux logiques individuelles de l'engagement ne doit jamais conduire à oublier que les logiques d'engagement s'inscrivent bien souvent dans des trajectoires collectives et qu'elles adviennent rarement sans un travail de sollicitation émanant de groupes ou d'organisations déjà là*[427] ».

Afin d'aborder la question plus spécifique du lien avec la culture chrétienne en général et l'habitus produit au sein de la JOC tel qu'exploré dans le chapitre précédent comme source des pratiques militantes mises en œuvre au sein du REAS, la réflexion s'appuiera notamment sur les propositions de Jean-Marie Donegani dans son ouvrage La liberté de choisir qui porte sur les relations entre les possibles inclinations

[424]Le parti politique Les Verts créé en 1984 est encore dans une position « ni gauche, ni droite ».

[425]FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » in *Revue française de science politique,* vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, p. 199.

[426]FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna, « Introduction », *Revue française de science politique, « Devenirs militants »,* vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, p. 21.

[427]SAWICKI Frédéric et SIMÉANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », in S*ociologie du travail,* 51 (1), 2009, p. 108.

politiques et les différentes manières d'être catholique aujourd'hui. En effet, dans ce livre, Donegani élabore une démarche qui lui permet de décrire « *les types de rapport au catholicisme, aujourd'hui décelables en France*[428] ». Il élabore ainsi sept modèles, deux « marginalistes », trois modèles « intégralistes » et deux « intermédiaires ». Ces modèles font écho au positionnement de la quasi-totalité des militants notamment lorsque la question sur la présence de militants d'origine chrétienne dans les réseaux de l'économie alternative et solidaire leur est posée. Ces modèles nous serviront d'appui pour la description de leur rapport à la religion.

[428]*Ibid.* p. 209.

Chapitre V. Les 35-45 ans : les dirigeants du REAS, des militants politiques formés dans la nébuleuse de l'action catholique spécialisée

Introduction

J'ai choisi de commencer l'exploration des profils de militants par la catégorie des militants les plus actifs dans la dimension politique du projet. Comme nous l'avons vu plus haut, les 35-45 ans étant les dirigeants du REAS, il m'a donc semblé naturel de débuter par eux. Par ailleurs, leur rapport à la culture chrétienne est le plus problématique comme nous l'avons vu à travers la question de l'implicite dans les entretiens. L'ambiguïté qu'ils entretiennent avec cet élément pourtant constitutif de leur héritage *a minima* me semble particulièrement stimulante pour répondre aux questions posées par ce travail. Cherchant à interroger le lien entre les trajectoires militantes antérieures, les pratiques et le projet politique promus au sein du REAS, il m'a donc semblé logique de commencer par explorer ce groupe de militants.

Le sondage des parcours militants débutera par le portrait croisé d'Aline et Jacques Archimbaud, figures à la fois singulières et exemplaires dans le sens où ils ont, à eux deux, incarné le mouvement. Puis, nous chercherons à dessiner un portrait collectif de ce groupe de militants à travers d'abord l'exploration de leurs grandes caractéristiques sociologiques et le lien éventuel avec leur engagement militant. Il s'agira ensuite d'interroger leur trajectoire militante pour tenter de trouver les origines de leurs pratiques militantes et voir si des affinités électives existent entre ces trajectoires et le projet du REAS.

5.1. Aline et Jacques Archimbaud : le REAS corps et âme

Lorsque l'on parle du REAS, deux noms s'imposent, ceux d'Aline et Jacques Archimbaud. Couple dans la vie, ils ont incarné les différentes dimensions du REAS dont le nom est aujourd'hui indissociable des leurs. Leurs parcours personnels sont à la fois atypiques et porteurs des éléments essentiels des dispositions de ce groupe. Les itinéraires d'Aline et Jacques Archimbaud sont à la fois parallèles et complémentaires. Ainsi, bien qu'elles soient la plupart du temps intimement liées, leurs trajectoires s'écartent parfois comme pour couvrir un plus grand éventail de possibilités.

Jacques est né en Bourgogne en 1952 d'une mère postière très militante et d'un père manutentionnaire. Aline est originaire d'Audincourt dans la périphérie de Montbéliard. Son père est directeur d'école et sa mère directrice du lycée Louis Garnier, qu'elle contribua à créer. Elle aussi, très militante, essentiellement dans des associations locales[429]. Le couple se rencontre alors qu'ils sont au lycée à Lyon et qu'ils vivent leurs premiers engagements politiques. Les détails de leur parcours professionnel et politique respectifs sont résumés dans deux tableaux présentés en annexe.

[429]Voir notamment « Marie-Thérèse Jodry nous a quittés », *L'Est Républicain,* daté du 6 mai 2011.

Aline et Jacques Archimbaud sont les seuls militants dont le nom est cité dans l'ensemble des entretiens. Jacques Archimbaud, par exemple, est tour à tour décrit comme l'inspirateur, l'animateur du mouvement, le recruteur, mais aussi parfois comme son « fossoyeur ». C'est à l'occasion de leur rencontre ou de leur intervention dans un débat que nombre de militants ont décidé de s'engager au sein du REAS. La plupart des militants reconnaissent à Jacques une capacité hors du commun à sentir les inspirations de la société et à les faire partager dans ses textes ou ses discours. Ils admirent aussi son sens politique et tactique. Mais c'est également ce goût pour la tactique qui lui est reproché lorsqu'il n'est plus mis au service du projet commun, mais utilisé dans un but ressenti comme manipulateur et pour imposer ses vues à tous. Il est tantôt admiré, tantôt exécré. Aline est une figure plus consensuelle au sein du mouvement qu'elle va incarner publiquement pendant presque la totalité de sa durée de vie. Sa force de conviction, sa capacité à « prêcher la bonne parole » de l'économie alternative et solidaire dans des milieux aussi variés que des syndicats, des partis politiques, le Parlement européen… sont mis en avant lors des entretiens. Mari et femme représentent les figures marquantes du REAS. Après avoir dépeint les modalités de leurs engagements respectifs à travers leur biographie militante, nous interrogerons rapidement les sources de ses engagements, puis la façon dont ils ont chacun incarné le REAS.

5.1.1. Deux modalités d'engagements

Si l'un et l'autre situent l'origine de leur militantisme en 1968, la manière dont ils racontent chacun leur parcours politique éclaire deux modalités différentes d'engagement.

Le premier engagement de Jacques en 1968 est au sein de la coordination nationale des CAL (Comités d'action lycéens) dont il devient un des animateurs nationaux. Il a alors 16 ans et y restera un an. Il y rencontre notamment Maurice Najman qu'il retrouvera plus tard au sein de la FGA (Fédération des gauches alternatives). Initiés dès 1967 au sein du lycée parisien Jacques Decour autour de Maurice Najman, « *les CAL sont nés de la confluence de groupes de militants politisés d'une part, et de militants d'organisations confessionnelles d'autre part, dans un contexte de mutations*

profondes du système scolaire[430] ». Ils sont composés des militants des Comités Vietnam lycéens (dissidence des Jeunesses communistes), des militants de la Jeunesse étudiante chrétienne et ceux de l'Alliance des équipes unionistes[431]. On peut souligner que ce regroupement improbable entre militants maoïstes et militants d'origine chrétienne, qu'ils soient catholiques ou protestants, existe également au sein du REAS. Didier Leschi relève que « *outre les comités regroupant des lycéens particulièrement militants, des assemblées générales et des comités de grève [qui] reprennent, pour se donner une identité, le sigle CAL. […] Le sigle CAL devient synonyme de mouvement lycéen, un signe de ralliement et de référence*[432] ». Ainsi, de 50 CAL inscrits à la veille de mai 1968, le sigle CAL sera adopté par des centaines de lycées dès les premières manifestations sous une forme hybride et très ouverte de participation (il suffit de se réclamer du mouvement pour en faire partie). Il est également intéressant, pour comprendre les dispositions militantes de Jacques Archimbaud, de souligner qu'« *alors même que le bureau des CAL se situe à l'extrême gauche, ce qui prédomine n'est pas le discours révolutionnariste, mais les critiques et les propositions de réforme. […] Nous sommes ainsi loin de l'image mythique du lycéen « soixante-huitard » ultra-politisé et désintéressé des revendications immédiates et quotidiennes*[433] ». Mais entre tentative de récupération des Jeunesses communistes et « *incapacités qu'ont les groupes d'extrême gauche à définir un projet commun*[434] », les CAL disparaissent à la rentrée 1969. Tout d'abord, on peut noter qu'il participe toujours à la direction des opérations même s'il n'apparaît pas et ne se positionne jamais comme leader explicite, alors même qu'il a systématiquement été membre de la direction des différents partis auxquels il a participé. D'ailleurs une partie de cet engagement a été fait sous un nom d'emprunt ce qui renforce l'implicite de sa forte implication. Par ailleurs, cette première expérience militante fait ressortir plusieurs spécificités qui vont se retrouver tout au long de la trajectoire militante de Jacques

[430]MORDER Robi, « Les Comités d'action lycéens », in *Les cahiers du GERME,* 2002, n° 22-23-24, p. 2.

[431]Organisation de jeunesse protestante.

[432]LESCHI Didier, « Mai 68 et le mouvement lycéen », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* 1988, n ° 11-13, p. 260.

[433]MORDER Robi, « Les comités d'action lycéens », in *Les Cahiers du GERME,* 2002 n° 22-23-24, p. 4.

[434]LESCHI Didier, « Mai 68 et le mouvement lycéen », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* 1988, n° 11-13, p. 261.

Archimbaud et qui cimentent aujourd'hui la manière dont il définit lui-même ses orientations militantes. Le premier trait est le lien a priori improbable entre militants politiques radicaux et militants issus d'organisations confessionnelles. Le deuxième trait, est la place donnée aux débats et aux interprétations diverses. La forme est souple et accueille quiconque s'y retrouve. Les tentatives de rigidifier l'organisation sur une orientation politique unique conduisent à la fin du mouvement (du moins dans cette première formule). Enfin, la préoccupation liée aux conditions de vie et à leur amélioration immédiate portée par les CAL autour des revendications proprement lycéennes est un vrai fil rouge dans les engagements successifs de Jacques Archimbaud. Dès son premier engagement, la ligne politique de Jacques Archimbaud se dessine donc déjà autour de la conceptualisation d'un projet radical vecteur de renouvellement des pratiques politiques. Il paiera cher ce premier engagement formel. En effet, alors qu'il est en classe préparatoire aux grandes écoles au lycée du Parc à Lyon, il sera « vidé », comme il le dit, pour gauchisme[435]. Ainsi, alliance entre militants d'horizons variés, importance de la confrontation d'idée et action concrète pour améliorer le cadre de vie se retrouveront dans les autres mouvements dans lesquels Jacques Archimbaud va militer par la suite. Les ruptures scolaires l'amènent à intégrer les cercles – alors fortement mêlés à Paris – de « Vive la révolution » et de « La Cause du peuple ». Cette dernière mouvance porte notamment le nom du journal de la Gauche prolétarienne (GP), organisation maoïste qui a compté le plus d'adhérents de 1969 à 1974. Née dans la filiation de Louis Althusser et d'étudiants normaliens « *aussi soucieux de théorie pure que d'action* [436] ». L'UJC (ml)[437] devenue Gauche prolétarienne change de ligne politique après mai 1968. Ainsi, Robert Linhart, nouveau leader de l'organisation, « *rompt avec le « théoricisme » althussérien et avec la part stalinienne du corpus marxiste-léniniste […]. Il veut désormais unir révolte anti-autoritaire – en clair, les aspirations du mai étudiant à « jouir sans entraves » et à rejeter toute hiérarchie – et révolution prolétarienne*[438] ». Christophe Bourseiller

[435]L'exclusion d'élèves jugés trop politisés est semble-t-il une pratique usuelle au lycée du Parc de Lyon. Fin 1969, 34 garçons seront exclus en même temps que Jacques Archimbaud.

[436]LINDENBERG Daniel, « À gauche de la gauche » in BERCKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Vol. 2, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire,* Paris, La Découverte/Poche, 2005, p. 131.

[437]Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes.

[438]LINDENBERG Daniel, « À gauche de la gauche », in BERCKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *op. cit.*

résume : « *Ce qui naît avec la Gauche prolétarienne, c'est en réalité une organisation sacrificielle, dans laquelle l'individualité, le confort bourgeois et l'ambition vont être sacrifiés à la révolution, à la guerre civile. Il s'agit d'aller du centre vers la périphérie, c'est-à-dire de privilégier la lutte en direction des couches les plus défavorisées : immigrés, OS, femmes travailleuses, paysans pauvres, petits commerçants endettés. Ce sont les secteurs les plus modestes qui lanceront l'incendie. À l'horizon, la guerre révolutionnaire. […] Pour la GP, le maoïsme est plus une pratique qu'une théorie*[439] ». C'est cette même préoccupation que l'on trouve beaucoup plus tard dans un texte de Jacques Archimbaud faisant la promotion de la création du REAS :

> « *C'est donc autour d'initiatives et de réalisations concrètes que nous nous développerons. Ce sont elles qui donnent corps à nos idées, qui les illustrent, qui incitent à l'action, qui forment les participants. Ce sont elles qui devront permettre au Réseau de s'enraciner dans la société et de prendre une dimension populaire sans laquelle il n'y a guère de sens. […] sans démagogie, nous devons prendre un soin particulier à élargir notre base sociale : s'il est très satisfaisant de constater que l'économie alternative a une réelle capacité d'attraction auprès des jeunes, nous devons faire un effort tout particulier pour regrouper des ouvriers, des paysans, des employés et transversalement des femmes. Les immigrés constituent également à nos yeux une composante importante* ».. Texte de Jacques Archimbaud intitulé « le Réseau de l'économie alternative et solidaire, Pourquoi, pour quoi faire, comment quand ? », daté du 28 novembre 1991, archives privées.

Cependant, l'accent mis sur l'action au sein de la Gauche prolétarienne dévie vers la promotion du conflit violent (voire de la lutte armée) et vaudra aux militants de la GP le surnom de « mao-spontex » (pour spontanéisme). Dans cette mouvance, la référence à la Commune de Paris et surtout à la Résistance sert à faire la promotion de « *l'acceptation pédagogique de la violence armée. […] On commence par exalter la juste lutte du peuple X. On effectue ensuite un parallèle, plus ou moins explicite, entre la situation du peuple X et la situation française. Ce qui débouche sur une perspective proche de la lutte armée*[440] ». C'est d'ailleurs dans le cadre de la nécessaire maîtrise des armes pour la lutte armée que Jacques Archimbaud choisira de faire son service militaire et deviendra un spécialiste… des explosifs. Cependant, s'il a un tempérament

[439]BOURSEILLER Christophe, *Les Maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français,* Paris, Points, 2008, p. 151-153.

[440]BUTON Philippe, « La gauche et la prise de pouvoir », in BERCKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *op. cit.*, p. 579.

« sanguin » et ne redoute pas l'affrontement, les expériences violentes de sa vie sont toujours liées à sa jeunesse et à un geste un peu mythique de « bataille de rue », de la prise (sic) du palais… des sports et de la commémoration agitée du centième anniversaire de la Commune de Paris. D'autres héritages de cette période anticipent déjà le passage à l'économie alternative. Ainsi, des voyages en Chine contribuent-ils chez lui à une certaine forme de pragmatisme :

> « *J'ai été en Chine. Le dirigeant qui nous reçoit nous dit : "Vous ne pouvez pas être dans une rizière toute la journée cassé en deux ; rentrer le soir, et en plus avoir des réunions politiques. Quand vous rentrez le soir, vous avez envie de vous reposer, de voir votre femme ou votre mari, vos enfants. La réunion du parti et la révolution qui continue, les gens, ils s'en moquent. La condition pour que les gens aient le temps de s'intéresser aussi à la politique, c'est la mécanisation des rizières"* ».

Que ce soit dans les comités d'action lycéens ou au sein des groupes maoïstes, Jacques Archimbaud privilégie donc les engagements portés sur l'action. Cette envie d'agir pourrait s'expliquer par l'âge de ces premières implications (entre 16 et 21 ans), mais elle est dans cette génération un élément constitutif de la manière de s'engager. C'est en tout cas un des moteurs de son investissement dans le mouvement de l'économie alternative et solidaire. Et c'est la même motivation qui explique, fin 1973, qu'il rejoigne un autre groupe maoïste, « Front rouge » qui, sortant de la clandestinité, deviendra le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml). Dans son dictionnaire de l'extrême gauche, Serge Cosseron explique que « *le mouvement marxiste-léniniste comprenait plusieurs organisations qui se distinguaient à des niveaux différents : l'allégeance (chinoise ou albanaise), l'analyse des contradictions (intervention ou non en direction des luttes du tiers-monde), le rôle attribué au parti (parti de masse, d'avant-garde ou autre)*[441] ». Le PCRml – Front rouge est un mouvement né d'une scission au sein du PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France). « *Dès l'origine, Front rouge se distingue de l'Humanité rouge par un certain spontanéisme ainsi que par le refus de s'aligner systématiquement sur les positions des autorités chinoises. Le mouvement privilégie également les luttes ouvrières au détriment de l'unité populaire*[442] ». Au sein de Front rouge, la semi-

[441]COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche,* Paris, Larousse à présent, 2007, p. 204.

[442]*Ibid.* p. 205.

clandestinité est la règle, l'établissement est fortement recommandé. Jacques a alors 21 ans :

> *« J'ai fait mes premières armes comme monteur de grue. Au total cet investissement très fort a duré 8 ans. Alors, je ne m'étends pas trop sur ce passage-là. Parce que c'est une période de ma vie où j'ai été parfois aux frontières de la légalité. Nom d'emprunt pendant 8 ans, papiers douteux, Le climat était un peu chaud. Pour avoir hébergé quelqu'un, un corse, Colette Meynard, prof en banlieue, avait pris 10 ans. […] Marcellin et Poniatowski, c'était déjà l'horreur. Je paye ça encore aujourd'hui d'une certaine façon. Un de mes problèmes : il me manque 8 fois quatre trimestres de sécu, ça fait 32 trimestres pour la retraite ! (rires). Donc voilà, moi, je suis venu comme ça. Dans un bain familial très militant et puis dans un contexte favorable. C'étaient pour les gens qui s'engageaient les belles années ».*

Malheureusement, lors de l'entretien il a été impossible d'entrer dans les détails de cet établissement. Jacques Archimbaud reste écliptique lorsqu'il décrit cette expérience bien que ce fût un point culminant de son engagement, y compris au mépris des conséquences pour sa personne. L'expérience de la clandestinité pourrait par exemple expliquer l'omission systématique de son degré d'engagement dans chacune des organisations qu'il a fréquentées alors même qu'il faisait partie de leur direction. La formation politique de Jacques est donc plutôt solide face à celle parfois plus dilettante des autres militants du REAS. Son établissement a certainement contribué à forger des modalités d'actions politiques proches du projet du REAS et plus largement de l'*habitus* de la JOC décrit dans le chapitre précédent. D'ailleurs, Marnix Dressen, dans son étude sur les établis, constate que « *plus de deux établis sur trois ont reçu une instruction religieuse, laquelle dans 85 % des cas fut catholique*[443] ». Pour lui, l'importance des catholiques au sein des mouvements maoïstes en général et parmi les établis en particulier s'explique par le fait que « *selon toute vraisemblance, entre le syndicalisme révolutionnaire, l'interprétation française du maoïsme et le catholicisme, il y a maints points de contacts. En particulier ces trois cultures partageraient populisme, basisme et méfiance à l'égard de l'État*[444] ». Parmi les trois militants du corpus qui ont déclaré avoir été établis (Jacques Archimbaud, François Bernard et Jean-Pierre Lancry), deux ont fait part de leur formation au sein des

[443]DRESSEN Marnix, De l'amphi à l'établi : les étudiants maoïstes à l'usine, 1967-1989, Belin, 2000, p. 42.

[444]DRESSEN Marnix, Les établis, la chaîne et le syndicat, Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes 1968-1982. Monographie d'une usine lyonnaise, L'Harmattan, p. 226-227.

organisations de jeunesse proche de l'Action catholique spécialisée. François Bernard a fréquenté la JOC et Jean-Pierre Lancry a été membre de la JEC. Jacques suit donc le mouvement du PCR qui, dès 1978, amorce sa « sortie du ghetto », pour reprendre les termes de Christophe Bourseiller, mais le mot d'ordre reste « oui aux actions efficaces ». En 1981, il soutient officiellement la candidature d'Huguette Bouchardeau, PSU, à l'élection présidentielle. Suite à la dissolution du PCR en 1983, Jacques Archimbaud participe à la création de la Fédération pour une gauche alternative (FGA), « *un regroupement éphémère de militants PSU, de syndicalistes, de trotskistes pablistes, en vue de la reformation d'une gauche autogestionnaire*[445] ». Il y retrouve Maurice Najman, qu'il avait connu au moment des Comités d'action lycéens (CAL). Cette fédération présente différentes listes aux législatives de 1986. Jacques Archimbaud participe avec Jean-Luc Benhamias à la liste « Écologie 93 » en Seine-Saint-Denis qui regroupe « des écologistes, des autogestionnaires et des alternatifs ». En 1987, la FGA tente de répondre à l'appel des Verts, Arc-en-ciel. Mais cette initiative fait long feu avec la décision des Verts de présenter Antoine Waechter aux élections présidentielles de 1988. Rejetant la position « ni droite ni gauche », la Fédération pour une gauche alternative soutient finalement Pierre Juquin, dissident communiste soutenu par le PSU et la LCR. Critique de l'ambiguïté rouge-vert, Jacques Archimbaud va ensuite poursuivre son rapprochement avec les écologistes. Ce qu'il retient de cette période gaucho alternative, c'est déjà la capacité à « subvertir par le faire », la démonstration par l'exemple. On trouve d'ailleurs cette idée très clairement exprimée dans cet extrait de *Front rouge,* journal du PCR : « Front rouge *doit aider le mouvement de la jeunesse à s'unir et à se lier toujours plus au combat de la classe ouvrière. Front rouge ouvre ses colonnes aux luttes de la jeunesse intellectuelle et ouvrière. Mais il faut non seulement informer la jeunesse des luttes qui se déroulent dans les lycées, les CET, les facs ; il faut encore et surtout se servir de ces luttes pour armer les jeunes dans leur combat quotidien et les éduquer dans la perspective de la révolution prolétarienne*[446] ». Si, avec le REAS, il s'agit d'éduquer à d'autres fins qu'à la révolution prolétarienne, la période « alternative » de sa trajectoire militante maintient cette priorité donnée à l'agir. S'opère cependant un glissement de la

[445]BOURSEILLER Christophe, Les Maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français, Paris, Points, 2008, p. 427.

[446]*Front rouge,* journal de combat marxiste-léniniste, n° 3, février 1971, p. 2.

révolution avec un grand R aux révolutions minuscules, à l'amélioration du cadre de vie quotidien en partant de là où sont les gens. Il ne s'agit plus d'agir pour demain, mais pour « ici et maintenant ».

> *« Alors, pour finir, comment j'en suis arrivé là ? Je suis à ce moment-là enseignant dans un LEP un peu dur en région parisienne. Je crois que la logique, c'était la logique du faire. Après les périodes très idéologisées des années 1970, où on annonçait des lendemains qui chantent où on était dans la perspective stratégique, je crois qu'on a éprouvé le besoin d'un retour à la société, et d'essayer de la prendre, – et ça c'est fondamental dans la démarche alternative –, telle qu'elle est ici maintenant, hic et nunc. C'est-à-dire pas être à côté, ailleurs, mais plutôt dedans, en favorisant les potentiels de subversion, de changement, de transformation, à partir des représentations de la société telle qu'elle est. […] Donc, on n'est pas seulement dans le demain, on est peut-être dans l'utopie, mais dans l'utopie concrète en marche, dans l'utopie du faire ».*[447]

Malgré un parcours qui peut sembler riche en engagement successif, Jacques Archimbaud est un fidèle. Guéri, mais pas repenti.

> *« L'histoire se passe sans énorme rupture. Moi, j'étais membre d'un groupe maoïste, parmi les derniers, qui s'est sabordé si l'on peut dire ou qui s'est auto-dissous à la fin des années soixante-dix, sans drame ! On a fermé la boutique sans claquement de portes ou agitation, etc. Il y a en a eu d'autres : July de Libération, Linhart, Geismar. On a touché à des vrais sujets de la société qui durent encore et pour lesquels le passé présente aujourd'hui les factures impayées d'un développement non maîtrisé. Ensuite, comme beaucoup d'autres issus de groupes d'extrême gauche, on s'est retrouvé dans une espèce de sas de transition ou de décontamination qui s'appelait la Fédération pour une gauche alternative, FGA. Qui était animée par des personnes de bonne tenue : Maurice Najman, Jean-Pierre Lemaire, Patrick Petitjean, Françoise Galland, Patrick Franjou… On était proches des thèmes des Verts, mais critiques sur leur positionnement "ni droite ni gauche". Et donc, on était sur la volonté d'intégrer les questions d'écologie sans en finir avec la posture de gauche critique, de gauche radicale, si on peut dire ».*

La biographie militante de Jacques Archimbaud est marquée par une très forte implication dans les différents partis politiques auxquels il a participé. À la direction de ces organisations, il a toujours essayé d'adapter les formes politiques à la réalité mouvante de la société. Ainsi, de son expérience de partis révolutionnaires, il semble surtout avoir acquis un certain pragmatisme qu'il a en partie transmis dans le projet du REAS.

[447] *A faire,* n° 39, Lettre du REAS, hiver 1997, numéro spécial : « Actes des rencontres des 31 mai et 1er juin 1996, Économie citoyenne, économie solidaire, économie durable à Marseille », p. 27-28.

Si le parcours politique d'Aline Archimbaud est parallèle et commun en grande partie à celui de son mari, elle n'investit pas de la même manière ces différents engagements. Alors que Jacques cherche les formes politiques les plus efficaces pour faire avancer, diffuser son projet, Aline s'inscrit plus directement dans l'action. Ainsi, si Jacques se pose toujours la question de comment alimenter, faire avancer le débat d'idées, Aline se demande comment changer concrètement les choses. C'est presque une nécessité, malgré elle. Elle présente le début de son engagement par des actions et non par des organisations comme son mari. D'ailleurs, si elle se trompe souvent sur le nom des organisations politiques qu'elle traverse, en revanche, à l'inverse de Jacques, elle décrit toujours très précisément les actions qu'elle y réalise.

> Lorsque je l'interroge sur les débuts de son parcours politique, elle répond par une action : « *Ma première manifestation, c'est le 13 mai 1968 à Lyon. J'étais très impressionnée, je ne faisais pas de politique. Je suis issue d'une famille de gauche, mais sans plus et de culture protestante. Culture protestante, famille de gauche, mais non militante directement. […] Il y avait déjà eu de l'agitation fin 67, début 68, dans ce qui s'appelait les comités Vietnam de base. J'avais commencé à distribuer le journal sur le Vietnam. Mais je n'étais pas plus politisée que ça. […] C'était grève générale, lycée fermé, etc. Et voilà. Ça c'est fait assez naturellement, je suis allée à une manif qui était énorme avec en tête des ouvriers de la Rhodia. C'était une super manif, très très ouvrière et tout ça, très combative. Et ça a été le début de mon engagement* ».

Ces premières expériences militantes font alors écho aux positions politiques de plusieurs de ses professeurs.

> « *Nos profs [de khâgne au lycée Édouard Herriot de Lyon] étaient très très à gauche. À l'époque, le prof de philo était Jeannette Colombel*[448]*, qui est assez connue. Après elle est allée à Vincennes. C'était des gens, PC, je pense, ou Althusser. Très, très à gauche. Et j'ai été influencée par leurs cours. Par exemple, en cours de géographie le sujet était le Tiers-monde… Je préparais l'école de Fontenay*[449]*, qui à l'époque était de tradition de gauche. (...) Et j'ai été influencée par des profs sur un plan idéologique pendant l'année. Je m'en rends compte aujourd'hui* ».

Ce parcours militant reposant sur une jonction entre des rencontres et des pulsions tournées vers l'action, l'a conduite à s'intégrer dans des groupes minoritaires, souvent

[448]Adhérente du Parti communiste français jusqu'en 1968. Elle a été l'amie de Sartre, Foucault, Deleuze. Elle a participé à la refondation de « Secours rouge ». Source : http://auteurs.arald.org/Jeannette_Colombel.

[449]École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, connue sous la dénomination de ENS-LSH. Depuis le 1er janvier 2010, elle est rattachée à l'École normale supérieure de Lyon. Source : http://www.ens-lyon.fr/l-ens-de-lyon/historique-78755.kjsp?RH=ENS-LYON-ENS-INFOS.

alternatifs, mais aussi plus radicaux. Ce goût pour le militantisme va alors l'amener à ne pas cesser de militer :

> *« Ensuite, je suis arrivée à Fontenay, à Paris. J'ai fréquenté tout ce qui pouvait se faire de manifs post-soixante-huitardes… c'était très agité en 1969 dans Paris. Il y avait des manifs pratiquement tous les jours. Les facs étaient occupées. J'ai été dans des comités de base machin. J'ai été ensuite dans un parti maoïste qui a eu différents noms, Humanité rouge, la GP (Gauche prolétarienne)… Là, j'étais vraiment militante de base. Je distribuais des tracts, etc. et puis tout ça s'est fini. Y a eu une fin en 83, pour moi. Ensuite, j'ai milité dans un truc qui s'appelait Union dans les luttes[450]. C'était un espace qui essayait de recomposer la gauche. Déjà, tu vois. Il y avait des gens du PC, du PS, et des gens comme moi. Et donc, on travaillait. Il y avait Gérard Molina[451], Yves Vargas[452]. Je bossais avec eux tous les jours ! On bossait déjà sur un programme de transition* (rires) *».*

C'est son envie de faire concrètement des choses qui va la pousser à s'investir dans les initiatives alternatives et à devenir une figure publique de l'économie alternative et solidaire. Son acharnement, son culot et son envie de faire vont l'imposer sur la scène publique.

> Aline Archimbaud raconte : *« Et puis, à un moment donné, s'est posée la question d'agir. Et je devais avoir ça en moi quand même parce que quelqu'un a dit "Pourquoi ne lance-t-on pas le 1 % emploi. Le 1 % solidarité emploi ?" Et je me suis portée volontaire […]. On a lancé ça. On était un duo formé avec Daniel Tartier, ancien situationniste, membre de la fédération protestante de France, assez influent bien que très radical. On a fait une conférence de presse, fin 1984, début 1985 à la Maison Verte[453] dans le 18e. Alain Lipietz est venu, Monseigneur Gaillot est venu… et on a lancé Solidarité Emploi ».*[454]

La spontanéité de la création de Solidarité Emploi telle qu'Aline la présente est assez caractéristique de la manière dont elle retrace le déroulement de son parcours militant. À chacun de ses engagements, elle répète la même technique volontariste pour convaincre.

---

[450]Fondée pour préparer une union de la gauche en vue de l'élection présidentielle de 1981. Source : https://books.google.fr/books?id=GeVOJB6pYuEC&pg=PA239&lpg=PA239&dq=%22Union+dans+les+luttes%22&source=bl&ots=NnnSYoh8nc&sig=AuhbhO4aoGrFfjD8Vx1hZ29QC6g&hl=fr&sa=X#v=onepage&q=%22Union%20dans%20les%20luttes%22&f=false.

[451]Secrétaire général de l'union des étudiants communistes entre 1969 et 1971. Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_des_%C3%A9tudiants_communistes.

[452]http://www.babelio.com/auteur/Yves-Vargas/210689.

[453]http://blog.lamaisonverte.org/ à la fois espace de partage, maison de quartier et paroisse protestante.

[454]Extrait de l'entretien réalisé avec Aline Archimbaud.

> Ainsi, quand je lui demande comme elle a fait pour recruter toutes les personnalités qui ont participé au lancement de Solidarité Emploi, elle répond : *« Téléphone. Je me suis démerdée, avec de la tchatche, sur le thème "tout peut pas venir d'en haut, il faut une réaction citoyenne au chômage". C'était l'influence. Moi, j'étais très influencée par les écolos allemands. Parce que j'étais allée avec Jacques dans les congrès des Grünen. J'ai été très impressionnée par tous leurs réseaux alternatifs et les pratiques alternatives qu'ils avaient. L'espace alternatif parce que c'était déjà ça. Il y avait des réseaux alternatifs économiques entiers ! Donc c'était certainement l'influence culturelle des alternatifs allemands ».*

La référence aux alternatifs et aux écologistes allemands est récurrente lorsqu'Aline Archimbaud parle de la formation de ses convictions politiques. Ainsi, suite aux mobilisations de la fin des années 1960, un courant contre-culturel émerge en Allemagne autour d'anciens étudiants souhaitant prolonger dans des expériences concrètes leur engagement communautaire et libertaire. Squat, mais aussi crèche, café littéraire, maison d'édition, centre de formation…

Dessin 8: Illustration parue dans *Nouvelles pratiques pour une gauche alternative*, n°4 de mars 1987

Des pans entiers de l'économie existent alors sous forme alternative. Ce contexte alternatif s'accompagne de l'émergence de groupes alternatifs porteurs de revendications plus directement politiques. De ces groupes, naissent les premières Initiatives citoyennes. Leurs revendications de plus en plus essentiellement liées au cadre de vie pourraient aujourd'hui être comparées au mouvement NIMBY (*Not In My BackYard*). Une partie de ces groupes informels va alors prendre des orientations plus conservatrices, attirant un public soucieux de conserver son cadre de vie « petit-bourgeois ». Puis, la montée en puissance de la lutte anti-nucléaire plus particulièrement va être l'occasion d'un nouveau basculement vers la gauche de l'échiquier politique dans les années 1980. Du regroupement d'une partie de ces initiatives citoyennes à l'occasion des élections régionales de 1977 va naître le parti vert allemand Die Grünen. « *Les multiples groupes ainsi constitués vont consentir à se*

*rencontrer pour, après de houleux débats, fonder à l'échelle fédérale en 1980 le parti Die Grünen – c'est-à-dire les Verts (ouest-allemands) – un parti identifié comme non seulement environnementaliste, mais aussi social et revendiquant le principe de la démocratie de la base. Si les Initiatives citoyennes n'ont pas été à l'initiative de la création des Grünen, elles en ont toutefois préparé le terrain : ce sont elles qui ont mis à l'honneur ce principe d'une démocrati*e *plus directe*.[455] » Elles vont également conduire à la création de l'Öko-Institut qui se donne pour mission d'apporter un appui technique aux revendications des Initiatives citoyennes et de construire des propositions techniques et sociales alternatives aux projets industriels combattus. Ainsi, aux experts techniques en sciences exactes, s'adjoignent des intellectuels issus de sciences humaines (sociologue, philosophe, historien théologien, économiste…). L'association de citoyens et d'intellectuels sera également utilisée par Aline Archimbaud et les autres militants dans la conception de Solidarité Emploi. En effet, cette association regroupe notamment un nombre important de chercheurs du Centre de recherche pour l'emploi, en plus des citoyens et de personnalités plus médiatiques. Lorsqu'Aline occupe des postes de pouvoir, elle cherche à faire avancer la cause. S'inscrivant dans une stratégie proche de la pensée d'Antonio Gramsci, qu'elle reconnaît comme une de ses inspirations, elle multiplie les exercices pour convaincre, allant dans les médias, dans des réunions politiques où elle est minoritaire… et mène une véritable guerre de position. Ainsi, elle intervient chaque fois qu'elle le peut dans les médias, dans les universités d'été des partis de gauche, dans les congrès des syndicats, etc. pour lutter contre l'hégémonie culturelle de l'économie de marché en imposant l'idée de l'économie alternative et solidaire et ses valeurs. Ainsi, lorsqu'elle occupe un mandat d'élue, elle essaye avant tout de faire avancer un maximum ses idées :

> Par exemple, dès qu'elle est élue codéputée, puis députée européenne, elle s'active pour faire reconnaître l'économie solidaire : « *Au Parlement européen, j'ai demandé à m'occuper des affaires sociales. J'ai repris la commission des Affaires sociales et très vite, je leur ai dit "Moi, je veux faire la promotion de l'économie alternative et solidaire". Et j'ai fait passer à l'unanimité un rapport reconnaissant l'économie sociale et solidaire en Europe. Ce qui a débloqué des fonds. Dans la commission, après, il y a eu une ligne économie sociale et*

[455]JACQUIOT Pierre, « Comparaison des processus de formation et de diffusion du mouvement écologiste en RFA et en France » in *Cahiers internationaux de sociologie* 2007/2, n° 123, p. 217-244.

solidaire. Et puis, j'ai organisé des conférences européennes dans plusieurs pays. Je faisais venir 200 militants à chaque fois. Plus une grande conférence avec Solange Fernex[456] *sur la reconversion des industries à Strasbourg. On a fait venir de toute l'Europe des syndicalistes, notamment de l'armement et de l'automobile ».*

Lorsqu'elle deviendra sénatrice, Aline cherchera à renouveler cette stratégie. Ainsi, en lien avec des associations et des ONG, elle a fait mettre au vote du Sénat une résolution favorable aux populations roms[457]. Avec la fin de son mandat de députée européenne, elle a mesuré les marges de manœuvre offerte par la position d'élue.

« J'ai mesuré quand tu n'as plus de mandat, comment les gens… en un mois ! (elle insiste) en un mois ! Alors après, tu comptes tes amis. C'était très instructif. Parce qu'en un mois, les élections européennes avaient lieu en juin 1994. En juillet 1994, je n'étais plus députée européenne et en un mois j'ai mesuré les personnes qui ne me disaient plus bonjour, qui ne me téléphonaient plus, qui me crachaient dessus. Humainement, ça été très intéressant. Après ça, tu relativises tout, tu es blindée. Et donc, je n'étais plus députée européenne, je n'avais plus de poids, c'était terminé. Crac ! Et je suis allée voir la nouvelle équipe des Verts, et là, ça pose la question des relations politiques. […] Personne n'a repris mon travail, même dans un autre pays[458] ».

Cette expérience renforce-t-elle sa vision de la guerre de position ? En tous cas, après ce premier mandat, elle en cessera d'être élue à un niveau local puis national, toujours pour faire « avancer la cause » et « ne pas lâcher ».

Là encore, les rapports d'Aline et Jacques se distinguent. Il incarne la ligne, ligne du parti, du REAS, etc., avec toutes les limites que cette posture provoque dans la perception que les autres militants peuvent avoir de sa gestion du pouvoir. Jean-Pierre Lancry, militant de Solidarité Emploi à Lyon et du REAS, aime, par exemple, se moquer de son côté « rocardien centralisateur ». Aline présente au contraire une certaine souplesse, elle met en avant d'autres personnes, contrairement à son mari qui s'inclut toujours lorsqu'il présente les moments de définition des orientations politiques des mouvements auxquels il a appartenu. Aline semble rester plus extérieure, par contre, elle est toujours au cœur des actions et notamment des moments où il faut aller défendre ses positions et ses propositions vis-à-vis d'autres

[456]Femme politique fondatrice du parti Les Verts.

[457]Malheureusement cette résolution n'a pas été adoptée. Pour la lire : http://alinearchimbaud.fr/?p=3340.

[458]La liste des Verts aux élections européennes de 1994 n'obtient aucun siège. Il faut attendre 1999 pour qu'il y ait de nouveau des députés européens écologistes français.

mouvements. Si Jacques est un habitué des cercles dirigeants, Aline a toujours privilégié le terrain. Ils ont pourtant été tous les deux membres du bureau exécutif du parti Les Verts, devenu EELV. Mais les postes qu'ils y ont occupés sont assez significatifs des modalités plus générales de leurs engagements. Ainsi, Aline y a été élue trésorière en 1992 alors que Jacques occupait le poste de secrétaire adjoint en charge de la coordination et de la communication de 2011 à 2013.

5.1.2. Sources et formes de militantisme

Jacques Archimbaud est tombé tout petit « dans un bain familial très militant ». C'est donc « naturellement », par « tradition familiale » qu'il a commencé à militer.

> Ainsi, lorsque je lui demande comment il est devenu militant, il répond : « *Moi, je suis fils de. Ma mère, c'est une militante féministe. Ma mère, elle était au PSU évidement, au PSU de la guerre d'Algérie, donc plutôt PSA, puis PSU. Elle faisait de la lutte anticolonialiste pendant la guerre d'Algérie. Elle a beaucoup fait dans le féminisme. C'est-à-dire dans le planning familial, c'était l'époque. Beaucoup de planning familial, beaucoup de syndicalisme aussi… Puis, d'ailleurs à mon grand désespoir – c'est pour ça qu'il y a un contentieux générationnel – elle est allée à la FGDS*[459]*, en Saône-et-Loire. Puis elle a beaucoup fait dans le féminisme. La politique, je suis tombé dedans quand j'étais tout petit ».*

On peut alors se demander si le militantisme au sein de la nébuleuse des « chrétiens de gauche » de la mère de Jacques Archimbaud n'a pas alimenté des dispositions trouvant un écho important au sein du maoïsme ? Surtout lorsque Sylvie Tissot décrit les engagements des anciens maoïstes au sein de la politique de la ville et que l'on pourrait croire qu'elle décrit l'*habitus* de la JOC tel que Françoise Richou la définit : « *Ce n'est pas un hasard en effet si l'on retrouve, dans la politique de la ville, des militants dont les premiers engagements reposent sur une volonté de transformation de soi-même par un contact prolongé avec la classe ouvrière. Rejetant l'approche léniniste des trotskistes ou des communistes qu'ils qualifient d'élitiste, les maoïstes affichent une même conviction : la nécessité de se pénétrer, par un mode de vie commun ou par des enquêtes, des conditions de vie du prolétariat.*[460] » Un autre

[459]Fédération de la gauche démocrate et socialiste créée par François Mitterrand en 1965, elle prend fin avec sa démission de la présidence du parti en 1968.

[460]TISSOT Sylvie, « Reconversions dans la politique de la ville : l'engagement pour les "quartiers" », *Politix* 2005/2 (n° 70), p. 71-88.

paradoxe de sa trajectoire militante interpelle également. Dans ses multiples engagements, loin du militant de base, il fait, au contraire, presque toujours partie des dirigeants. Pourtant, Bernard Gomel, président de Solidarité Emploi au moment de la création du REAS, se souvient que Jacques Archimbaud ne cessait de dire :

> « *Il nous faudrait une personnalité charismatique, nous avons besoin d'un Abbé Paul, un Abbé Pierre de l'économie alternative* ».

D'ailleurs, alors qu'il est clairement un des leaders du REAS, il minimise sa participation :

> « *Celui qui avait l'intelligence la plus folle de la situation c'est Emmanuel Antoine. Une intelligence d'invention, c'est Emmanuel Antoine. Le gars le plus brillant. Et à l'autre bout, la femme brillante, c'est Jacqueline Lorthiois. Jacqueline Lorthiois est une merveille d'humanité, d'intelligence critique… Les deux faisaient la paire. Et voilà, moi, je faisais de la politique. Je mettais en forme politique les choses intelligentes qu'ils disaient. Je ne faisais pas autre chose* ».

Lorsqu'il parle de son parcours politique, Jacques Archimbaud souligne les logiques presque « naturelles » et la continuité qui va d'un segment à un autre. Cette fluidité contraste avec la présentation qu'il donne de son parcours scolaire.

> « *À Sciences Po, je me suis sauvé parce que j'avais une telle distance avec ces gens. Je trouvais ça d'une vacuité, enfin, je trouvais ça… comme au théâtre, je regardais cette faune et je n'avais pas de rapport avec eux, je ne comprenais même pas ce qu'ils disaient* ».

Ainsi, bien que Jacques Archimbaud s'inscrive ensuite en philosophie, il délaisse le terrain universitaire au profit du champ militant. D'ailleurs, s'il met en relief les ruptures de son parcours scolaire[461], son engagement est décrit au contraire de manière fluide et apaisé. Ce désinvestissement des études est d'autant plus étonnant qu'il aurait pu représenter une possibilité d'ascension sociale évidente. Au contraire, Jacques Archimbaud quitte le milieu de la reconnaissance par les diplômes pour replonger au cœur de la classe ouvrière lors de son établissement. Sa trajectoire biographique se traduit cependant à l'arrivée par une véritable ascension sociale même s'il ne la met pas du tout en avant dans son discours. Devenu professeur en lycée professionnel comme beaucoup de ses camarades du PCR, il dirige ensuite un centre municipal de formation en Seine-Saint-Denis. L'expérience du REAS lui donne le poids nécessaire

[461]Ainsi, lors de l'entretien, il ne présente de son parcours scolaire que ces expériences de Lyon et Sciences Po. Par exemple, il n'évoque pas son passage à l'université de Nanterre au cours duquel il obtiendra une maîtrise de philosophe. Est-ce parce que ce dernier se passe sans heurt ?

lui permettant l'accès à un poste de conseiller technique auprès de la ministre de l'Environnement du gouvernement Jospin. Quoiqu'il n'ait jamais redouté ni les revers de carrière, ni les hauts et les bas, il achève son parcours comme directeur adjoint d'un cabinet ministériel, puis comme vice-président de la Commission nationale du débat public. Si ces choix professionnels ont jusque lors été guidés par son engagement politique, ces promotions marquent le moment où carrière professionnelle et carrière politique ne cesseront plus d'être directement liées. Une autre constante de sa trajectoire militante est l'importance qu'il accorde à la mobilisation de la société. Dans cette idée, il ne cesse de chercher les formes politiques les plus efficaces pour susciter l'adhésion, mobiliser les militants, diffuser son projet politique le plus largement possible. C'est d'ailleurs ce qu'il met en avant lorsqu'il présente son passage entre le PCR et la FGA :

> « *À ce moment-là, politiquement, on s'est posé la question de réinventer des formes d'engagement qui en préservent le sens tout en en renouvelant les formes. Comment rester révolutionnaire sans être dogmatique. Comment sortir de la défaite sans être vaincus ou cyniques* ? »

C'est la même préoccupation qui guide sa participation au mouvement de l'économie alternative. Son action politique prend alors simplement une autre forme. Les anciennes formes politiques sont « dépassées »[462]. Les deux citations suivantes montrent bien la logique entre les deux formes d'engagement :

> Jacques Archimbaud présente ainsi la démarche qui l'a conduit avec d'autres à créer Solidarité Emploi : « *En 1984, moi j'avais 32 ans, on avait tous entre 30 et 35 ans. C'était des gens qui avaient fait un cycle de gauchisme et qui se posaient la question de clore la séquence sans partir au Parti socialiste. Et pas seulement parce que les socialistes suscitaient et continuent à susciter pas mal d'aversions, mais parce que politiquement, on trouvait que la gauche qui arrivait au pouvoir avait raté tous le rendez-vous du demi-siècle. C'était d'ailleurs le moment du tournant de la rigueur. […] Donc, on s'est posé la question dans cette petite Fédération pour une gauche alternative (FGA) : comment inventer des formes ou des modes d'implication militante, des formes d'organisation qui changent la vie, font progresser la conscience "politique". De l'empowerment avant l'heure, quoi… qui construise des institutions nouvelles de la société civile tout en renouvelant la conscience politique* ».
>
> De plus, il écrit dans un texte interne au mouvement de l'économie alternative et solidaire : « *Dans notre capacité à prendre conscience et penser notre pratique, dans notre capacité à faire qu'elle rencontre d'autres pratiques aussi se joue la*

[462]Voir notamment, BOURSEILLER Christophe, *Les Maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français,* Paris, Points, 2008, p. 427.

possibilité de faire émerger les éléments constitutifs d'une nouvelle culture politique évoquée plus haut d'une doctrine plus globale, forcément marquée par la pluralité et la complexité. L'économie alternative et solidaire n'a donc aucune vocation à se figer en nouveau dogme, mais on doit se penser plutôt comme le ferment plus ambitieux d'un processus réflexif plus vaste ». Texte intitulé « Le réseau de l'économie alternative et solidaire, Pourquoi, pour quoi faire, comment quand ? », daté du 28 novembre 1991, archives privées.

La prise en compte de la complexité est ainsi, après l'action et la mise en mouvement de la société, la troisième composante qu'il présente comme étant au cœur de sa vision de l'implication militante :

« *Là, tu vas retrouver une constante chez moi, cette idée qu'il faut de tout pour faire un monde, qu'il faut des formes d'engagement variées, qu'il faut que chacun trouve sa place et ne soit pas enfermé dans des formes pauvres d'implication… Sinon on est dans une caserne ou dans une secte, il faut que chacun donne selon ses moyens au pot commun, par les mots, les gestes, les voies et moyens par lesquels il se sent à l'aise. Un discours est mauvais s'il ferme la porte à l'une des cultures de la transformation ou à un des modes d'entrée dans tout le processus Regarde aujourd'hui tu as les décroissantistes qui attaquent les écolos sur le thème : "Vous êtes la roue de secours du système". […] Et les autres rétorquent que les premiers ont les mains pures, mais pas de mains… Ériger en valeur absolue ou indépassable des différences d'entrée dans le combat, c'est faire le jeu de l'existant. C'était exactement ça le pari du REAS. Faire en sorte qu'au lieu que ça se détruise, ça se féconde. Et les gens comme Jacqueline Lorthiois ou comme Emmanuel Antoine, par leur vivacité, leur esprit d'à propos… étaient les gens de cette synthèse-là. Ils avaient compris eux, le projet. C'est les deux qui avaient compris le plus* ».

Dans son récit comme dans sa chronologie personnelle, le militantisme est presque, pour Jacques Archimbaud, un « style de vie » au sens utilisé par Philippe Juhem pour décrire les trajectoires militantes des militants passés de l'extrême gauche à SOS Racisme[463]. Qu'il résume ainsi : « *Toutes leurs activités tendent à s'organiser autour de leur engagement politique qui structure ainsi progressivement leurs investissements scolaires et l'ensemble de leurs loisirs, de leur sociabilité, de leurs amours. Cette constitution des identités individuelles et des personnalités par les pratiques militantes collectives permet d'expliquer la persistance dans l'activisme politique d'individus pour qui ne plus « militer » est, sinon impensable, en tout cas*

[463]JUHEM Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS Racisme » in *Revue française de science politique,* 2001/1, vol. 51, p. 131-153.

Cette notion est empruntée par l'auteur à Pierre Bourdieu et Gérard Mauger. BOURDIEU Pierre, *La Distinction*, Paris, Minuit, 1979 et MAUGER Gérard, « Espace des styles de vie déviants des jeunes de milieux populaires » in BAUDELOT Christian et MAUGER Gérard, *Jeunesses populaires. Les générations de la crise,* Paris, L'Harmattan, 1994.

suffisamment coûteux pour qu'ils cherchent à reculer au maximum cette échéance.[464] »

Ainsi, Jacques Archimbaud est toujours très engagé. Il semble avoir mis sa vie au service de son projet politique qui reste finalement assez identique malgré une histoire militante de déjà quarante-cinq ans. Ainsi, si sa « professionnalisation » au sein du champ politique lui a permis une certaine ascension sociale, nous pouvons supposer qu'il a pourtant sacrifié des possibilités d'ascension plus rapides, moins coûteuses aussi (en temps, en énergie) au profit de son engagement militant.

Aline Archimbaud, pour sa part, décrit son parcours en soulignant systématiquement la pluralité des points de vue, des traditions, des personnes avec lesquelles elle interagit que ce soit dans le cadre de mouvement politique comme la FGA ou d'organisations plus associatives comme Solidarité Emploi ou le REAS. D'ailleurs, elle ne s'attarde pas sur son passage au sein du PCR qu'elle évacue rapidement à chaque fois qu'elle y fait référence : « *Humanité rouge* machin…, une nana qui était chez les maos avec moi… ». Par contre, elle s'attarde sur la Fédération pour une gauche alternative (FGA) et sur son expérience de députée européenne en tant que personnalité d'ouverture. Elle a pourtant été membre du PCR sous ses différents noms pendant plus de dix ans alors que l'expérience de la FGA n'a duré que cinq ans (de 1984 à 1989).

> *« Dans la FGA, il y avait des anciens communistes et des alternatifs comme moi ».*
>
> *« Au sein de Solidarité emploi, tu n'avais pas trop d'idéologie […] cohabitaient là-dedans des Deloristes, Jean-Baptiste de Foucauld, des chrétiens, des machins. C'était assez pragmatique, la solidarité ».*
>
> *« Le REAS, c'était à la MAAFORM, en travaux, il y avait des bâches partout. Et il y avait Thérèse Clerc, mais aussi des gens comme Claude Alphandéry… un mélange de hauts fonctionnaires, la caisse des dépôts, des fonctionnaires dans les ministères. Il y avait par exemple le directeur de cabinet de Claude Evin, Jean-Claude Sommaire*[465] *».*

[464] *Ibid.* p. 136.

[465] Jean-Claude Sommaire est ancien secrétaire général du Haut Conseil à l'intégration (HCI) et ancien président du Conseil technique de la prévention spécialisée. Ancien conseiller de Claude Evin pour les questions d'immigration et d'intégration sous le gouvernement de Michel Rocard, il a exercé les fonctions de secrétaire général du Haut Conseil à l'intégration après avoir été sous-directeur du Développement social de la famille et de l'enfance à la direction générale de l'action sociale du ministère des Affaires sociales. Il connaît donc bien les problèmes des jeunes en difficulté des quartiers sensibles dont beaucoup sont « issus de l'immigration » et il invite à une réflexion renouvelée à leur sujet. Au sein du CTPS, Jean-Claude Sommaire a animé les travaux d'une commission intitulée « la prévention spécialisée à l'heure de la diversité culturelle » dont le rapport a été rendu public en octobre 2009. Source : http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_presentation-

« Les comités locaux étaient animés par une foule assez bigarrée. T'avais des cathos, tous les lecteurs de La Croix et de La Vie, tout le réseau Gaillot sur toute la France. Donc, des cathos, des alternatifs, des anciens maos, des cédétistes, t'avais de tout quoi. Je me souviens des chômeurs ».

Cet attachement à la pluralité, à la diversité des personnes au sein des organisations militantes est d'ailleurs un des piliers des pratiques militantes revendiquées par le REAS. C'est également un point fort de convergence avec son mari, comme nous venons de le voir. De plus, à travers la description qu'elle donne de son parcours militant, Aline montre un goût pour l'action, pour faire concrètement bouger les choses :

« Parce que moi, par exemple, j'étais ancienne maoïste, chez Humanité Rouge. Moi, ce n'était pas le baratin, c'était l'action. J'ai toujours été comme ça. Ce qui m'intéresse, y compris à la ville de Pantin, c'est de faire avancer les choses. Ce n'est pas que le reste ne m'intéresse pas, mais ça m'intéresse pour peu que ça serve. Donc, il y avait quand même cette culture radicale, il faut dire les choses ».

Dès les prémices de sa carrière militante en 1968 jusqu'à son poste de sénatrice aujourd'hui Aline Archimbaud semble mue par une envie d'agir sur les choses, sur son environnement. Lorsqu'elle constate une injustice, un dysfonctionnement dans la société, il lui est impossible de ne pas tenter d'y remédier. Contrairement à son mari, Aline présente sa famille comme non militante au sens où ses parents ne sont pas engagés dans des partis politiques comme la mère de Jacques qui milite au PSU puis au FGDS. Mais les parents d'Aline sont bien engagés au niveau local dans la communauté protestante, notamment pour son père et dans le tissu associatif local pour sa mère. Son père participera ainsi à l'édification en 1988 d'un monument à la mémoire des 431 protestants de Montbéliard exilés en Nouvelle-Écosse[466]. Sa mère sera d'ailleurs présidente du Pôle local d'économie solidaire créée en 1997 à Audincourt jusqu'à sa mort en 2011. En plus du pôle local d'économie solidaire, elle a présidé l'association Pavillon, association d'écoute et d'entraide, ainsi que l'entraide protestante. La mère d'Aline est également active dans la question de l'égalité homme femme.

_intervenants.pdf

[466]Voir : http://www.rootsweb.ancestry.com/~canns/lunenburg/memorial.html et Messane LEPAPE, « Une stratégie marketing appliquée au tourisme des racines. Le cas du Pays de Montbéliard et de la clientèle nord-américaine, plus particulièrement néo-écossaise, descendante de migrants montbéliardais », Mémoire de 2e année de Master tourisme et hôtellerie, Université de Toulouse – Jean Jaurès, sous la direction de Sébastien RAYSSAC.

Et ton envie d'action elle vient d'où ? « *Je pense que ma mère était une femme d'action. Alors, elle, elle a mis ça au service de son boulot, parce qu'elle a monté, à l'époque où cela ne se faisait pas trop… Elle était directrice d'un lycée professionnel, d'abord une école ménagère puis un lycée professionnel. Elle s'est bagarrée pour faire des sections industrielles chez les filles. Donc inconsciemment, j'avais cet exemple-là. Puis, ma famille protestante… Moi, je ne suis pas croyante, mais mon père était protestant éthique (elle insiste sur le mot "éthique"). Donc, je suis très marquée par ça. Culturellement, je suis marquée à vie par l'idée que (parce que c'est très fort dans la religion protestante ; parce que c'est la religion luthérienne à Montbéliard) tu dois mettre tes actes en cohérence avec ta foi. C'est la conscience quoi, c'est Rousseau… donc, j'ai été marquée par ça. Mes grands-parents aussi. J'ai toujours été entourée de gens… ça a dû jouer dans mes engagements. Je suppose. […] Jacques le dit souvent, tu es marquée à vie. Oui, j'ai été marquée, j'ai été à l'école du dimanche à Audincourt. Le pays de Montbéliard est un pays luthérien. Donc moi, je suis née dans une famille luthérienne. Bon, maintenant c'est un peu… la communauté s'affaiblit, mais… y a une cohérence entre ce que tu dis et ce que tu fais. Puis, les protestants sont assez gauchos parce qu'ils ont une culture. Ce n'est pas la même culture que les cathos. Parce que Jacques, il n'est pas plus croyant que moi, mais il a été élevé catho. Il me dit "les catholiques, c'est plus humain", c'est-à-dire, tu t'arranges quoi, tu fais une confession, tu t'arranges. Il est possible de faire des compromis. Chez les protestants, tu n'en fais pas ou alors c'est violent. Tu n'en fais pas. Tu es en contact direct avec Dieu, t'as pas d'intermédiaire. Donc, y a pas le pape, les saints, tout ça donc en fait, tu es responsable de toi-même. Et je pense que j'ai été marquée par ça* ».

L'hypothèse émise par Aline sur un fondement possible de ses engagements est confortée par la description que Jean-Paul Willaime donne du rapport entre les protestants et la politique[467] : « *Trois attitudes fondamentales caractérisent les rapports protestants au politique : la passivité conformiste, le radicalisme de conviction et l'éthique de responsabilité. Soit deux attitudes extrêmes : le retrait dû à l'indifférence, d'une part, le radicalisme conservateur ou progressiste dû à une éthique de conviction, d'autre part, et une troisième attitude : celle qui, trouvant son origine dans une éthique de la responsabilité, articule une méfiance vis-à-vis du pouvoir et une forte valorisation de la chose publique. […] Entre le retrait et l'objection de conscience, entre la passivité conformiste et le radicalisme de conviction, le protestantisme génère aussi une troisième attitude, celle inspirée d'une éthique de la responsabilité : tout en se méfiant de l'exercice du pouvoir et en rejetant ses pompes, il s'agit de se conduire en « bon intendant » des choses de ce monde et de*

[467]WILLAIME Jean-Paul, « Protestantisme, économie et politique », *Sociologie du protestantisme*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2005, 128 p.

promouvoir la responsabilité personnelle et collective. […] Au-delà de leurs clivages partisans et de leurs orientations politiques diverses, il semble que des personnalités politiques protestantes se rejoignent souvent dans une certaine façon de concevoir le politique. De leur point de vue, il faut savoir ne pas en demander trop au politique, le pouvoir et les responsabilités sont temporaires et précaires et il faut toujours garder sa liberté personnelle de jugement, y compris à l'intérieur de son propre parti. Méfiance à l'égard du pouvoir et de ses pompes, méfiance à l'égard du « magistère » du parti, insistance sur la responsabilité personnelle et la pédagogie du politique, ces personnalités, loin de toute absolutisation du politique, en soulignaient plutôt les limites et les difficultés.[468] » Ce qui frappe lorsqu'Aline présente son parcours est qu'elle se positionne finalement toujours en marge du politique. Elle se considère avant tout comme une militante de terrain.

> « *On n'était pas bien vus chez les Verts parce qu'ils ne comprenaient pas tous ce discours sur l'autonomie. Et moi, je critiquais chez Les Verts ceux qui voulaient instrumentaliser les réseaux d'économie alternative. Il y avait une façon de vouloir que ce soit "vert". Par exemple, ils disaient : "Oui, mais cette création d'une ludothèque dans un quartier, en quoi c'est vert ?" Il y avait une mauvaise compréhension. Quand j'étais invitée comme députée européenne à faire des discours, certains tournaient le nez. Moi, je disais, l'économie est autonome de tous les pouvoirs politiques, parce que sinon, vous n'y arriverez pas. Il faut laisser de la place. Seule la société civile peut réguler les choses dans la finesse. Que les politiques fassent leur boulot, mais… il y avait cette volonté-là de discuter un peu finement et de voir que la crise du politique c'était aussi l'occasion de l'émergence d'une société civile et tout ça. Donc, chez certains à Solidarité Emploi, surtout, c'était jugé trop politique, et puis moi, j'étais députée européenne, d'accord apparentée, mais quand même, et puis chez les Verts c'était jugé pas assez vert* ».

On retrouve également chez elle une nouvelle fois en plus de la méfiance du politique tout protestant, l'intérêt pour la conquête de la société civile chère à Gramsci. D'un point de vue professionnel, en dehors d'une interruption entre 1992 et 1994 pour se consacrer entièrement à son mandat de députée européenne, Aline a fait toute sa carrière comme professeur de lettres dans des collèges et lycées de Seine-Saint-Denis. Elle est pourtant normalienne ce qui théoriquement aurait pu lui ouvrir les portes d'une carrière plus prestigieuse. Il semble que cela résulte donc d'un choix avant tout politique et militant. D'ailleurs, sa carrière de professeur en Seine-Saint-Denis débute

[468] *Ibid.*

toutes ses « biographies » officielles. Elle la met en avant notamment dans un document interne au parti EELV lors de sa présentation à la candidature pour occuper le poste de candidate sur la liste des élections sénatoriales PS-EELV en 2011. C'est donc par son métier d'enseignante dans un lycée de banlieue que se présente d'abord Aline Archimbaud comme témoignage de son ancrage sur le terrain, dans le quotidien des adolescents de Seine-Saint-Denis. Contrairement à Jacques dont toutes les dimensions de la vie (professionnelle, personnelle, militante) sont liées à son engagement politique. De plus, la mise en récit de ses engagements militants successifs illustre cette même préoccupation. D'agir ici et maintenant. La description détaillée de sa participation aux actions concrètes des partis dont elle a été membre tend à la présenter toujours comme une militante de base.

Finalement, Aline et Jacques Archimbaud ont chacun investi une posture militante proche de celle qu'ils décrivent l'un et l'autre à propos de leur mère respective. Jacques se positionnant plus volontiers sur le terrain du renouvellement de l'offre politique à gauche comme sa mère qui a été militante du PSA, du PSU puis du FGDS. Aline privilégiant l'action de terrain sous une forme de militantisme plus associatif à l'image de sa mère très investie dans les associations de solidarité au niveau de sa commune ou dans le cadre de son travail.

5.1.3. Deux formes d'incarnations du REAS

Chacun à leur manière, Aline et Jacques Archimbaud vont incarner le REAS. Aline en sera la figure publique et médiatique, Jacques sera le capitaine de navire et l'un des principaux théoriciens. La proposition de « représentation-incarnation » présentée par Yves Sintomer paraît pouvoir éclairer les manières dont chacun va incarner le REAS. Pour ce dernier, il existe « *deux ensembles de significations liées à l'activité de représentation, l'un portant sur la représentation symbolique, l'autre sur la représentation juridico-politique. Chacun de ces ensembles est intérieurement tendu par une dichotomie conceptuelle, la présentification d'une absence s'opposant dans le premier cas à l'exhibition d'une présence, la représentation-mandat s'opposant dans*

le second cas à la représentation-incarnation.[469] » Il précise que dans la représentation-incarnation, « *une partie est identifiée au tout, selon le motif de la* pars pro toto *que nous connaissons encore dans l'art, dans la poésie ou dans la langue quotidienne (posséder dix têtes de bétail signifiant en français posséder dix animaux*)[470] ». Le lien étroit entre l'histoire du REAS et celle du couple Archimbaud fait écho à ces formes de représentation.

Photo 8, Jacques Archimbaud (dernier à droite) à la tribune du colloque "Vivre le partage du temps, de l'emploi et de l´argent » en 1995 à Toulouse

Suite à leur engagement aux côtés des comités des chômeurs, Jacques et Aline Archimbaud participent avec d'autres militants à la création de SOS Emploi 19e en 1979. Il s'agit de se mobiliser contre les fermetures d'usines dans le nord-est parisien. De cette première expérience naîtra en 1985 Solidarité Emploi qui collecte des fonds pour la création par des chômeurs d'emplois d'utilité sociale et écologique. C'est Aline qui en devient l'image publique. Jacques, lui, préfère la partie immergée de l'iceberg en entrant dans le conseil d'administration de l'association. Cette

[469]SINTOMER Yves, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques* 2013/2 (n° 50), p. 13-34.

[470]*Ibid.*

distribution inaugurale des rôles entre mari et femme demeure jusqu'à aujourd'hui. C'est d'ailleurs à l'occasion du lancement de la campagne nationale Solidarité Emploi que le couple fait la connaissance de l'ALDEA (Agence de liaison pour une économie alternative)[471]. En 1989, au moment de la préparation du TOES 89, deux des objecteurs de conscience de l'ALDEA (Emmanuel Antoine et Éric Lavillunière), alors membres des Verts, demandent à Jacques de prendre les rênes de l'agence qui rencontre de grosses difficultés financières et a du mal à se renouveler.

> « *Jacques a été sollicité un jour par Patrice Sauvage qui était président de l'ALDEA. Il ne voulait plus piloter l'ALDEA. La structure était en faillite. Ils sont venus chercher Jacques en se disant « peut-être que lui comme c'est un militant, il va redresser ça ». Alors, il s'est mis un truc un peu compliqué sur le dos parce qu'il y avait des dettes par tous les bouts. L'ALDEA était plus alternative, plus sur les valeurs, c'était plus théorisé [que Solidarité Emploi]. Ils avaient des objecteurs de consciences. Nous, on ne connaissait pas les objecteurs de conscience. Alors moi, j'étais présidente de Solidarité Emploi, lui était président de l'ALDEA. C'était assez drôle comme situation. Et petit à petit les gens ont poussé pour que tout cela fusionne* ». Extrait de l'entretien d'Aline Archimbaud.

Les déboires rencontrés par l'ALDEA sont alors analysés comme l'issue inévitable de mouvements construits uniquement sur de l'expérimentation. La prise de risque liée à ce type de projet épuise le capital (et les énergies) de l'agence. Peu importe, il faut dépasser cette première étape par le haut et dans l'honneur. Ainsi, proche de son auto dissolution, l'ALDEA organise ainsi, en juillet 1989, le TOES, premier rassemblement anti-G7 en France. Trois mille personnes se retrouvent à la Mutualité à l'occasion du « sommet des sept peuples parmi les plus pauvres ». Fort de ce succès, le couple Archimbaud et plusieurs autres militants des deux organisations (ALDEA et Solidarité Emploi) font le pari suivant :

> « *Il faut sortir de la petite association, qui vivote qui n'a pas de base militante et qui est composée d'un très petit nombre de gens. Bref, du petit réseau un peu technocratique et à forte imprégnation morale […]. On s'est dit : on va construire une sorte de dispositif, pour le coup coopératif, dans lequel les légitimités seront diverses, complémentaires et vont se pondérer. Un dispositif qui puisse avoir à la fois une base militante plus forte et une implantation – on utilisait encore ces mots-là (il se reprend) – et une portée politique plus importante* ». Extrait de l'entretien réalisé avec Jacques Archimbaud.

[471]Un article de l'*ALDEA Journal* est consacré à l'appel de Solidarité Emploi.

C'est alors que naît le Réseau de l'économie alternative et solidaire, le REAS. Aline devient la présidente du Conseil de surveillance. Elle va en être la principale figure publique. Jacques devient le directeur général. Pourtant, lors de l'entretien, il minimise son rôle et celui de sa femme :

> « *Il y a plusieurs grandes figures marquantes (de l'économie alternative et solidaire). La grande figure, c'est Emmanuel Antoine. Sinon, on tombe sur moi. Je ne devais pas être chef, là-dedans. (il hésite). Je ne sais même pas ce que j'étais. Je devais être vaguement président du directoire de ce machin* »..

Éric Dacheux résume de son point de vue le rôle charismatique joué par Jacques Archimbaud auprès d'un certain nombre de militants :

> « *J'étais en province donc un peu éloigné, mais il y a quelqu'un qui avait beaucoup de charisme. C'était le mari d'Aline Archimbaud, Jacques Archimbaud qui a beaucoup marqué Éric [Lavillunière] ou Jean-Philippe [Magnen]. Moi, j'étais pas marqué par ça parce que j'ai du le voir une fois chez moi, mais pas plus que ça. À un moment donné, c'était un peu leur père de substitution. Beaucoup de jeunes hommes à l'époque ont trouvé en Jacques un père de substitution. D'ailleurs, ça permettait à Jacques, si j'ai bien compris, de continuer à régner. […] Jacques avait un énorme charisme. Et beaucoup de choses du REAS n'auraient pas tenu sans lui. Cette fonction charismatique était quand même importante* ».

Appuyés d'acteurs majeurs de Solidarité Emploi (Bernard Gomel, Daniel Tartier, Simone Scarafiotti) et de l'ALDEA (Jacqueline Lorthiois, Emmanuel Antoine, Jean-Paul Gautier, Éric Lavillunière), Jacques et Aline Archimbaud vont être les principaux animateurs du REAS. Jacques structure le réseau en interne ainsi que son projet politique. C'est par exemple lui qui rédige la version initiale du texte « Poteaux d'angle » qui va être amandé et approuvé par les militants lors du congrès constitutif du REAS. Aline va, elle, être le fer de lance du réseau dans les médias, auprès des partenaires et plus particulièrement au sein des représentants des politiques publiques. Députée européenne, elle fait adopter la première résolution du Parlement européen reconnaissant l'économie solidaire. Elle va également être une des premières élues locales en charge de l'économie solidaire ainsi que la présidente fondatrice du Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES). Mais le mouvement connaît en permanence des divergences internes. Il est fortement marqué par le culte de la différence et du petit. Impossible de construire l'archipel et le tiers-secteur qui va des communautés alternatives de travail (Longo Maï) aux banques coopératives et aux

mutuelles de l'économie sociale « installée » en passant par les régies de quartiers ou les crèches parentales. La ligne défendue par Aline et Jacques Archimbaud du rapprochement entre « *l'économie sociale qui a des formes, mais pas de contenu et l'économie alternative qui a du contenu, mais pas de formes* » est contestée. C'est d'ailleurs la seule véritable erreur stratégique du REAS imputable directement au couple. Comme en témoigne l'échec de la création d'une banque alternative européenne dû essentiellement au torpillage des tenants de l'économie sociale. Les élections législatives de 1997 et la victoire de la gauche plurielle ouvrent de nouvelles perspectives. Jacques pense du coup avoir fait le tour de cette forme d'organisation et en avoir perçu les limites. Redoutant de revivre la fin de l'ALDEA et profitant de l'opportunité qui lui est offerte de rejoindre le cabinet de Dominique Voynet, il quitte le navire presque du jour au lendemain, non sans avoir essayé sans succès d'imposer son « successeur » à la tête du réseau.

Photo 9 - Aline Archimbaud dans une manifestation de soutien aux Roms en mai 2013

Aline, quant à elle, poursuit sur le terrain des politiques locales comme adjointe au maire de Pantin jusqu'à la fin 2011 où elle est élue sénatrice de Seine-Saint-Denis.

> « *Alors, pour finir, le regard que les gens portent sur cette aventure est évidemment critique. Parce qu'il y a des gens qui ont été embarqués dans cette affaire et qui ont dit "Il nous a laissés tomber en cours de route. C'est un phraseur. Il a parlé, etc. Et puis il n'a pas assumé jusqu'au bout." C'est absolument exact. Moi, j'étais venu pour faire de la politique ou de l'économie politique au sens fort de ces termes Et puis à ce moment-là, on se noyait, on se perdait dans des virgules et des trucs idéologiques très pusillanimes, etc. et*

c'est vrai que moi, je n'avais plus de passion non pas pour le sujet, mais pour les querelles de chapelles. J'avais déjà donné. Donc, je les ai plantés là. C'est vrai ». Extrait de l'entretien de Jacques Archimbaud

Après la tentative de mise en place de parlements et de chambres régionales de l'économie solidaire lors de son passage comme conseiller auprès du ministre de l'écologie du gouvernement de la gauche plurielle, Jacques Archimbaud n'intervient plus guère dans le champ de l'économie solidaire et prend place dans la vie politique plus classique des partis. Seul vrai moment de sa vie où il acceptera d'entrer dans la lumière et d'assumer publiquement d'incarner un mouvement, l'expérience du REAS fait à la fois exception et écho au reste de sa vie militante. Il refusera ensuite tout rôle le mettant en avant.

« *Le secrétariat d'État à l'Économie solidaire… Alors, ils [les dirigeants des Verts] ont appelé, ils ont proposé à Jacques de prendre ce secrétariat d'État. Il n'a pas voulu. Pour des raisons… (elle hésite) Jacques, c'est Jacques, il est comme ça ».* Extrait de l'entretien réalisé avec Aline Archimbaud.

Aline Archimbaud devient rapidement une figure publique de l'économie alternative. Comme pour Solidarité Emploi dont elle devient l'incarnation (c'est la présidente, c'est elle qui va dans les médias) – elle lève le doigt et plus personne n'est derrière elle – c'est presque « malgré elle » qu'elle présente les raisons de sa candidature à différents mandats électifs :

« *C'est un coup de fil de Cochet. Je m'en souviens très bien parce que Cochet, il était adhérent au 1 %, donc, il versait à Solidarité Emploi. Il m'a appelé en demandant "Est-ce que tu ne veux pas être sur notre liste aux Européennes (des Verts) parce que nous voulons mettre des personnalités d'ouverture ?" Moi, un peu interloquée au départ, réfléchissant, en discutant avec Jacques, j'ai dit "oui, si vous voulez"* ».

« *Après, je me retrouve ici à la MAAFORM. Puis, la MAAFORM est menacée, on monte une liste en un mois. Jacques Isabet [le maire de la ville où est implantée la MAAFORM] qui avait des bonnes relations avec Jacques l'a appelé pour lui dire qu'ils allaient raser la MAAFORM et on a dit non. À trois semaines des élections municipales, on a monté une liste sur le thème « sauver la MAAFORM » et c'est comme ça que je me suis retrouvée conseillère municipale. Il n'y avait pas de plan quoi ».*

Ce détour par la chronologie de leur engagement au sein du REAS témoigne des rôles complémentaires qu'ils vont jouer pour le réseau. Jacques est la ressource politique à la fois dans une dimension théorique, mais aussi dans sa connaissance de la gestion organisationnelle. Ainsi, lorsque l'ALDEA sombre, il incarne la rescousse capable de

structurer l'agence dans tous les sens du terme (à la fois en termes d'orientation et d'organisation), mais toujours dans l'ombre. Car si Jacques a toujours occupé des postes au sein de la direction des différentes organisations politiques auxquelles il a appartenu cela a été une partie de sa vie sous un nom d'emprunt. Aline, au contraire, va prêcher la bonne parole publiquement, auprès des différents mouvements politiques et syndicaux (comme lors d'un congrès de la CFDT ou à l'occasion des journées d'été du parti Les Verts), au Parlement européen lorsqu'elle est députée, au sein des collectivités territoriales quand elle devient une des premières adjointe au maire en charge de l'économie solidaire, etc. Sa force de conviction lui permet de faire bouger les lignes avec d'autres armes que celles de son mari.

L'attitude de Jacques au REAS peut être résumée à une volonté de tenir des positions, d'en occuper le plus possible, par capillarité, pour créer un effet de submersion. Il est une incarnation du REAS par son charisme notamment, comme le soulignait Éric Dacheux. Il peut s'inscrire dans la dynamique de « représentation-incarnation » où « *le lien au représentant charismatique est vecteur de constitution du groupe qu'il représente*[472] ». Comme cela a été souligné plusieurs fois, si sa gestion du pouvoir est parfois contestée, sa solide expérience organisationnelle et son charisme personnel ont souvent été le facteur d'adhésion au projet du REAS pour un nombre important de militants. Dans le cas de Jacques Archimbaud comme de ce qu'Yves Sintomer analyse des néo-populismes latino-américains, « *l'identification au leader charismatique est en même temps un facteur de mobilisation des masses, qui les maintient certes dans une position subordonnée, mais en appelle à elles et à leur organisation pour transformer l'ordre existant. Dans certains cas, elle peut même se coupler étroitement avec l'instauration de nouvelles institutions participatives leur permettant une réelle autonomie*[473] ». L'engagement d'Aline est différent, il est proche du « prêche », il faut convaincre chacun de s'engager, il faut diffuser au maximum la bonne parole pour convaincre toujours plus. Si elle incarne publiquement le REAS, son charisme n'est jamais mis en avant, on complimente sa force de conviction, sa capacité à défendre les idées du mouvement. D'ailleurs, si Jacques est toujours identifié à la direction du

[472]SINTOMER Yves, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques* 2013/2 (n° 50), p. 13-34.

[473]*Ibid.*

REAS, c'est que les militants interviewés présentent toujours Aline comme une militante. C'est cet engagement sur le terrain qu'ils lui reconnaissent toujours, cette capacité à continuer à militer à la base. Dans ce sens, cela fait écho à une autre dimension de la représentation-incarnation décrite par Yves Sintomer. *« À travers ces procédures, la représentation descriptive n'implique pas seulement une profonde transformation de la conception de la représentation-mandat, entendue au sens étroit du mot. Elle touche aussi à la représentation-incarnation en mettant l'accent sur les personnes qui représentent, et pas seulement sur les idées qui sont représentées. […] Le couple distinction/similitude contribue en tout cas à expliquer les forts effets symboliques de l'incarnation, que les visions classiques de la représentation-mandat peinent à prendre en compte.*[474] » La question de la similitude dans le sens où Aline Archimbaud s'efface pour incarner le mouvement peut être résumée comme suit : « *Dans ses diverses formes, la représentation-similitude est en tout cas bien loin de se réduire à la simple fonction de figuration descriptive […] Elle implique une logique de "parler comme" et "d'agir comme"*[475] ».

Aline et Jacques Archimbaud ont tous deux incarné le REAS de manière presque opposée alors même qu'au-delà de leurs personnes, c'est aussi leur couple qui a fait le REAS. Jacques incarne la ligne politique du REAS, sa force organisationnelle, sa stratégie, etc. Aline au contraire est l'image de la militante de base, toujours sur le terrain à essayer de convaincre de l'utilité de s'engager.

Nous allons maintenant sortir de l'exemple particulier de ces deux militants pour nous intéresser à l'ensemble du groupe des militants de 35-45 ans du REAS. Avant d'interroger le passé militant et les engagements antérieurs des militants, nous allons dessiner rapidement les grandes caractéristiques de ce groupe de militants. D'abord en nous intéressant aux grandes caractéristiques sociologiques de ce groupe, puis en explorant les différents engagements partisans de ses membres.

[474] *Ibid.*

[475] *Ibid.*

5.2. Des carrières professionnelles au service d'une vie militante

Comme nous l'avons brièvement vu dans le chapitre précédent, les militants de ce groupe sont très diplômés, et alors qu'ils sont, pour une large part, issus d'un milieu ouvrier, ils exercent dans les catégories professionnelles des professions intellectuelles ou des professions intermédiaires. Ainsi, une observation superficielle des grands traits sociologiques de ce groupe donne l'impression d'une véritable ascension sociale par rapport à leurs parents. L'exploration plus détaillée de ces quelques éléments va-t-elle nuancer ou non cette impression initiale ? Puis nous nous questionnerons sur les caractéristiques générales des emplois exercés par ces militants et les liens éventuels qui peuvent être faits entre leurs « identités » professionnelles et leur engagement militant au sein de l'économie alternative et solidaire.

Si les trajectoires professionnelles et militantes de Jacques et Aline Archimbaud sont singulières, elles font pourtant écho à celle des militants qui ont participé avec eux à l'animation du REAS aussi bien au niveau national que régional. Ce groupe de militants, les 35-45 ans, se compose du plus grand nombre de militants, une trentaine. C'est également le groupe qui rassemble le plus de dirigeants du REAS. Il constitue le cœur des militants de l'économie alternative et solidaire tant dans la définition de son projet politique que dans les modalités de sa mise en œuvre. Ce groupe est relativement homogène en termes d'âge. Ainsi, ils avaient en moyenne un peu plus de 40 ans en 1992 lors de la fondation du REAS. Ils étaient jeunes en mai 1968 (en moyenne 16 ans et demi) ce qui ne sera pas sans incidence sur leur parcours militant et peut être également sur leur investissement du REAS comme champ politique. Cette question sera abordée dans la suite de ce portrait dans la description de leurs engagements militants successifs. Une autre conséquence de cet âge est qu'ils travaillent tous au moment de leur entrée dans les réseaux de l'économie alternative et solidaire. Si certains sont même, un temps, salariés de structure d'économie alternative et solidaire membre du réseau. La plupart de ces militants s'engagent donc sur leur temps libre ce qui ne les empêche pas d'être, contrairement à ce que l'on pourrait

attendre et comme nous venons de le voir, le groupe le plus actif dans l'animation des réseaux de l'économie alternative et solidaire.

Avant d'explorer plus avant les trajectoires des militants « politiques » du REAS et d'essayer de déterminer les sources de leurs dispositions à agir, nous nous proposons d'explorer dans un premier temps leurs profils « sociologiques », leur parcours scolaire et professionnel, leurs origines familiales qui nous semblent autant d'éléments venant alimenter ces mêmes dispositions militantes.

Les éléments statistiques présentés dans ce chapitre comme dans les deux suivants sont extraits de la même base de données que celle présentée dans le chapitre IV. Elle a été réalisée à partir des données extraites des différents entretiens menés et complétée par des recherches internet et les éléments fournis par la lecture des archives à disposition.

5.2.1. Des militants diplômés du supérieur en ascension sociale

Ainsi, à l'image d'Aline et Jacques Archimbaud, les militants du corpus âgés entre 35 et 45 ans en 1992 sont plus tôt très diplômés (à l'image de l'ensemble des militants du REAS recensés) : ils font partie de groupes professionnels plutôt en ascension par rapport à leur famille dans la sphère publique et plus particulièrement dans celle de l'enseignement, de la santé et du travail social.

Lorsque l'on compare les positions sociales occupées par les militants et celles de leur famille, le constat d'une forte ascension sociale est indéniable.

Illustration 15

Ainsi, alors que près d'un tiers des militants (6 militants sur 21) est issu d'une famille d'ouvriers ou d'employés aucun militant de ce groupe n'occupe ce type de position sociale lors de son entrée au REAS. Inversement, quand seulement deux militants sont issus de familles qui exercent une profession intermédiaire et six une profession intellectuelle ou de cadre, les militants âgés de 35 à 45 ans occupent tous une profession dans ces deux dernières PCS (respectivement 7 et 14 militants). Il semble donc assez indéniable que les militants connaissent de manière générale une ascension sociale significative par rapport à leur parent.

Leur parcours scolaire vient renforcer cette idée. La plupart des militants ont effectué des études supérieures ce qui correspond assez logiquement à la position sociale qu'ils occupent dans les années 1980-1990. Ils sont très largement surdiplômés par rapport à la moyenne nationale d'autant qu'une part importante d'entre eux est diplômée de grandes écoles (une normalienne, un énarque, un centralien, plusieurs diplômés de l'IEP de Paris).

Illustration 16

D'ailleurs, leur ascension sociale n'échappe pas aux militants, qui, le plus souvent, la mettent en avant. Seuls François Bernard, Jean-Pierre Lancry et Jacques Archimbaud valorisent une expérience professionnelle d'ouvrier. Ils étaient alors « établis ».

> Après une maîtrise de sociologie, Jean-Pierre Lancry décide de devenir établi : « Je m'établis en usine dans la pétrochimie pendant sept ans. J'y étais militant et responsable syndical. J'étais d'abord à la CFDT puis la CGT. […] Quand j'étais dans l'extrême *gauche, j'étais chargé des luttes extérieures donc tout le monde pensait que je travaillais en usine, alors que non. J'ai fait Renault-Billancourt, j'ai fait l'imprimerie, la grève des banques de 74, etc. Du coup, à un moment donné, je me suis dit "je vais aller en usine aussi pour voir comment ça se passe"* ».

Et cette valorisation d'un emploi ouvrier est donc à interpréter comme le signe de la profondeur de leur engagement plus que comme un sursaut de fidélité familiale. D'ailleurs, Olivier Nicol (rédacteur de *A Faire*) et Simone Scarafiotti insistent, à l'occasion de l'évocation de leur parcours scolaire, sur le rôle de l'école dans cette ascension.

> Ainsi, Simone Scarafiotti précise : « *Je peux dire que l'école m'a sortie de la merde. Parce que j'ai vraiment difficilement vécu ma jeunesse, mon enfance. C'était la misère. Et c'est l'école qui m'a fait voir autre chose. Il n'y avait pas un livre chez moi. Comme il s'est révélé que je travaillais bien à l'école, les profs ont fait ma carrière. Ils m'ont dit "toi, tu vas aller en prépa", et je suis allée en prépa* ».

Cependant, cette ascension est en trompe-l'œil lorsque l'on entre plus particulièrement dans les parcours. Ainsi les emplois occupés par les militants ne sont pas forcément

ceux auxquels ils auraient pu prétendre avec leurs diplômes élevés. Aline Archimbaud l'illustre bien. Alors qu'elle est normalienne, elle va consacrer toute sa carrière à exercer dans des collèges et des lycées de banlieue. Simone Scarafiotti, rédactrice de la revue *A Faire* et compagne de route d'Aline et Jacques au PCR (Parti communiste révolutionnaire), explique ce décalage par un choix militant. Elle raconte, qu'elle aurait pu aller plus loin dans les études, mais qu'elle a fait le choix de devenir professeur en lycée professionnel (au grand dam de sa mère) à cause de son engagement au PCR pour qui le lycée professionnel était le lieu de formation de la jeunesse populaire :

> *« [Ma mère] a un peu tiqué quand elle a vu comment je tournais. Mais prof dans un LEP, elle trouvait ça pas mal quand même. Elle pensait que j'aurai pu faire grand prof de je ne sais pas quoi. Moi, je voulais être prof de lycée professionnel, je ne voulais pas faire plus. Je ne voulais pas aller en collège, je ne voulais pas aller en lycée. C'était un choix, le lycée professionnel ? Oui, c'est vraiment un choix de soixante-huitarde et de mao, quoi. D'ailleurs, pratiquement tous les gens qui étaient au journal, Le Quotidien du peuple*[476]*, sont devenus profs de lycée professionnel. […] Je pense que tout ça c'est lié. D'avoir été mao après 1968, le fait d'avoir été dans l'alternative et le fait d'avoir bossé avec les parents d'élèves et avec les gamins, à soutenir des projets ».*

Si cet exemple pousse la logique militante à ses limites (nous avons vu plus haut que les conséquences sur le déroulement de la carrière de Jacques Archimbaud n'ont pas non plus été absentes), l'apport de la dimension militante à leur activité professionnelle est presque toujours valorisé lorsque ces militants présentent leur carrière. Ainsi, la dimension militante de leur activité professionnelle est fortement mise en avant quel que soit le poste qu'ils occupent. Même Benoît Granger, qui occupe, actuellement, sans doute l'un des postes des plus éloignés du militantisme au REAS, en tant qu'enseignant à l'école de commerce CCI de Paris, voit son métier comme militant :

> « *Depuis six ans, je suis prof à Novencia et responsable d'un master d'entrepreneuriat, ce qui est dans le droit fil de mes pratiques, de mes convictions précédentes dans la mesure où ce master a été créé pour admettre en priorité, en majorité, des étudiants apprentis en alternance. […] Le master m'a permis de renouer avec la création d'entreprise et avec la création d'entreprise pas par des personnes en difficulté, parce que c'est pas le bon terme… la création d'entreprise avec des jeunes qui sont généralement*

[476]Le *Quotidien du peuple* est le journal officiel du PCR.

considérés comme des jeunes en difficulté à cause de leur adresse, à cause de leur ascendance familiale, à cause de différents types de handicaps sociaux comme on dit bêtement. Et c'est vachement intéressant ».

Mais au-delà de la simple adéquation avec ses convictions personnelles, le choix du métier est conditionné à leur vie militante. Christian Tytgatt, initiateur du GIEPP (Groupement pour l'initiative et l'élaboration de projets professionnels) et membre du conseil de surveillance du REAS, lie lui aussi ses affinités militantes et ses choix professionnels. Il finira d'ailleurs par réunir les deux dimensions.

« *J'ai passé le bac, je voulais faire un métier utile et indépendant de mes parents, donc j'ai fait une école d'éducateur car à l'époque, on était stagiaire professionnel donc on était rémunéré. […] J'ai travaillé en milieu ouvert et en club de prévention, puis dans l'école d'éducateur qui dépendait des CEMEA*[477]*. CEMEA était une association pédagogique qui se revendiquait de gauche. Je l'ai fait par choix car je me suis dit autant travailler pour une association de gauche. Au-delà de la formation, je faisais ce qu'on appelle la formation-adaptation, c'est-à-dire que c'est un peu l'équivalent aujourd'hui de la VAE. Puis, on est rentré en conflit avec les CEMEA au niveau national. Il y a eu un conflit entre le mouvement et les écoles. Et la meilleure façon de clore le conflit ça a été de fermer l'école avec licenciement économique. Ce qui m'a appris qu'il ne fallait rien attendre de l'union de la gauche. Ça date de cette époque. Par contre en 1978, quand on était licencié économique, on touchait 90 % du salaire brut pendant un an. C'est-à-dire que l'on gagnait plus au chômage. Et avec une partie du personnel licencié, on a créé une association pour continuer à maintenir des liens et comme c'était les débuts de la formation permanente, on l'a fait inscrire comme organisme de formation et finalement, on a pu tous se réembaucher en autogestion complète. […] Puis, salarié du GIEPP, puis directeur général de la Caisse solidaire* ».

Simone Scarafiotti explique bien la porosité entre son expérience militante et sa pratique professionnelle. Même si l'impact de son engagement militant au REAS, s'il nourrit son activité professionnelle ne modifie pas son choix initial pour l'enseignement :

« *J'ai pas changé de boulot à partir d'une expérience qui m'aurait intéressée. Je ne suis pas allée vivre à Longo Maï, je n'ai pas… […] j'ai continué à faire ce que je faisais… Je n'ai pas changé de profession, mais ça a peut-être changé ma façon de l'exercer. (Plus loin, elle précise d'ailleurs). Sans être passée par des expériences militantes, je ne sais pas ce que j'aurais donné comme prof. Je crois que je n'aurais jamais eu l'idée de faire autrement que ce que j'avais vu. Je n'aurais jamais fait de projets avec les élèves* ».

[477]Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active.

Patrick Viveret pense, pour sa part, que ces travaux actuels sur les indicateurs de richesse n'auraient pu voir le jour sans son engagement associatif dans la société civile[478]. Et nous pouvons multiplier les exemples pour chaque militant.

5.2.2. Des carrières professionnelles au service de l'engagement militant

Ce constat est du reste à relativiser car s'ils ne séparent pas hermétiquement leur vie professionnelle de leur vie militante, nous avons déjà souligné que hormis quelques cas exceptionnels comme Jacques Archimbaud et Simone Scarafiotti, leurs engagements impactent peu leur carrière même s'ils sont déterminants dans le sens qu'ils leur donnent. Leur carrière dans la fonction publique pourtant leur offre la possibilité de se mettre un temps en disposition et ainsi tenter d'autres expériences professionnelles en ayant l'assurance de retrouver un emploi dans le secteur public lorsque celles-ci se terminent. Ainsi Jacqueline Lorthiois a exploité cette possibilité avec l'expérience de VAIRES (agence de conseil spécialisée dans l'économie alternative et solidaire). Mis à part quatre militants qui occupent les mêmes postes pendant toute leur carrière, les trois quarts d'entre eux multiplient les expériences professionnelles avant et après le REAS. Au moment de leur engagement dans les réseaux, ils sont plus de 60 % à occuper des postes de cadres intermédiaires de la fonction publique ou parapublique (enseignant du secondaire, formateur, travailleur social, assistante sociale, employé administratif, psychologue à l'hôpital). Peu de militants occupent des postes à fortes responsabilités (hormis Patrice Viveret et Benoit Granger), mais toujours dans des organismes de la sphère publique (Cour des comptes, Fondation France Active). Il semble que leur engagement au sein du réseau n'impacte pas spécifiquement leur vie professionnelle même si comme nous l'avons vu leur vie professionnelle et leur vie militante ne sont pas disjointes.

Nous pouvons souligner le fait que la quasi-totalité de ces militants travaille alors dans la sphère publique ou parapublique. Au sens où pour paraphraser Matthieu Hély, ils exercent des « fonctions publiques » au sens où les activités d'assistance, de soin,

[478]http://www.la-croix.com/Actualite/France/Rencontre-avec-Patrick-Viveret-philosophe-des-vraies-richesses-_NP_-2012-10-26-869103.

d'éducation et de formation sont des emplois caractéristiques de leur secteur sans toutefois bénéficier d'un statut les intégrant à « la » fonction publique[479]. Alors que les emplois de la catégorie « administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » ne représentent que 29,66 % des emplois occupés en France en 1990[480], ils représentent 85 % des emplois occupés par les militants de ce groupe lors de leur engagement au sein du REAS.

Illustration 17

Ce constat renforce l'idée d'un lien fort entre leur engagement militant et leur choix professionnel. Ainsi, comme le souligne Luc Rouban, le libéralisme économique est minoritaire au sein des salariés du public. De plus, « toutes choses égales par ailleurs, c'est l'appartenance au secteur public et à son univers normatif qui détermine le niveau de libéralisme économique, alors que le niveau de diplôme joue relativement peu [481] ». Il souligne également que « globalement, les agents de l'État restent toujours plus intéressés et plus impliqués dans la vie politique que les salariés du secteur

[479]HÉLY Matthieu, *Les Métamorphoses du monde associatif,* PUF, collection « Le Lien Social », 2009.

[480]Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

[481]ROUBAN Luc, « L'univers sociopolitique des fonctionnaires français » in *Pouvoirs* 2006/2, n° 117, p. 39-54.

privé »[482]. Ce lien entre « *ethos* du service public » et économie solidaire a été récemment mis en lumière par Fanny Darbus et Matthieu Hély. Ainsi, à partir d'une enquête sur les postulants aux offres d'emploi d'un site internet ressource pour l'économie solidaire[483], ils montrent comment « *la proximité des activités de l'ESS avec les missions d'intérêt général dévolues aux administrations publiques vient souligner les affinités sociologiques entre les travailleurs de l'ESS et les agents de la fonction publique : une surreprésentation des femmes, un niveau de diplôme élevé, l'acquisition d'un ethos du service public, la famille et un rapport au travail probablement moins orienté vers la réussite matérielle que dans d'autres secteurs de l'économie* ».[484] Manque un verbe et/ou un bout de la citation ?

Ces dispositions du lien entre engagement militant et activité professionnelle sont renforcées par les métiers exercés au sein de la « sphère publique » au sens large. L'éducation, le travail social et la santé représentent la large majorité des secteurs d'activité des militants. François Dubet souligne les dispositions aux engagements moraux de ces secteurs : « *La sensibilité culturelle, sinon l'engagement des membres de nos divers groupes doit être soulignée. La plupart d'entre eux se sentent un peu écologiste, un peu féministe, un peu antimondialisation ; ils ont de fortes sympathies pour le mouvement des "sans", sans-papiers, sans droits, sans travail, sans défense. […] On pourrait expliquer de cette manière le fait que les travailleurs sociaux, les enseignants, les animateurs et les personnels de santé soient plus actifs dans ces mouvements que les autres catégories de salariés et formeraient ainsi une "nouvelle classe politique". Ils peuvent trouver dans les mouvements sociaux une sorte de prolongement général des dimensions critiques et morales de leur expérience de travail*[485] ». Cette impression est renforcée par le fait que c'est parfois à partir d'une confrontation avec des problèmes sociaux rencontrés dans le cadre de leur activité professionnelle que nombre de militants de ce groupe entrent en contact avec l'économie alternative et solidaire. C'est le cas par exemple de Christian Tytgatt, de Daniel Hincelin, Étienne Frommelt, d'Olivier Nicol, de Bernard Gomel, de Benoît

[482]*Ibid.*

[483]www.ressources-solidaires.org.

[484]DARBUS Fanny et HÉLY Matthieu, « Travailler dans l'ESS : aspirations, représentations et dispositions. Étude auprès des adhérents de Ressources solidaires » in *Revue RECMA,* n° 317, 2010.

[485]DUBET François, *Le Déclin de l'institution,* Seuil, 2002.

Granger… De ce fait, si la dimension politique est toujours privilégiée comme principale raison de leur engagement au sein de ces réseaux, le point de départ est souvent le constat d'un manque sur le terrain (professionnel ou quotidien).

> Daniel Hincelin, raconte ainsi comment il est arrivé à contacter Solidarité Emploi et a lancé une structure de soutien à la création d'entreprise par des chômeurs à partir de son emploi de conseiller à la mission locale de Besançon : « *Assez rapidement, au-delà de l'accueil, d'être conseiller professionnel pour orienter les gens vers un emploi, la question suivante nous a été posée : "Et si nous devenions des acteurs de notre propre emploi, comment pourriez-vous nous aider ?". On a répondu que l'on ne savait pas faire, qu'il existait des lieux comme les chambres consulaires, etc. Mais finalement, on s'est aperçu qu'il n'existait pas tant de choses que ça en général et pour les chômeurs en particulier. À l'époque, ces derniers n'étaient pas jugés capables de créer leur propre emploi. À force de recevoir des gens, les questions se sont formalisées. Et on a commencé à y répondre simplement en faisant un accueil. Puis, les uns, les autres, on s'est formé là-dessus. Et sans faire de publicité, j'ai reçu des jeunes, puis des moins jeunes qui voulaient créer leur entreprise. Donc, on a créé des dispositifs pour créer comme ça deux ou trois accueils. Puis, on a créé une association pour les créateurs d'entreprises pour combattre l'isolement une fois les entreprises créées. Et puis, des séances de formation et d'informations que l'on a tenues même le week-end pour les gens qui travaillaient. Et à un moment s'est posée la question de l'accès aux finances qui n'était pas si évident que ça pour les jeunes et les moins jeunes. Donc, on a eu l'idée de créer une structure d'aide financière. C'est là que je me suis approché de réseaux dont celui de Solidarité Emploi* ».

Ainsi, au moment du REAS, la presque totalité de ce groupe s'engage professionnellement dans l'économie solidaire. Comme nous l'avons vu au niveau de leur implication dans l'organigramme et plus généralement dans la définition des orientations du REAS, comme de leur présentation sociologique, les militants de ce groupe se caractérisent justement par leur « militantisme » dans leur vie professionnelle comme dans leur engagement au sein du mouvement de l'économie alternative et solidaire, c'est toujours dans une posture militante qu'ils se présentent. Il s'agit maintenant d'explorer plus précisément cette dimension à travers l'interrogation de leurs trajectoires militantes.

5.3. De la JOC à l'économie alternative et solidaire

Comme nous venons de le voir, les personnes qui sont dans ce groupe d'âge placent leur engagement dans tous les secteurs de leur vie et ne séparent pas leur vie professionnelle de leur motivation militante. Ainsi, les choix professionnels des militants de ce groupe sont le plus souvent conditionnés à leur engagement politique. Après l'interrogation des raisons de leur engagement au sein du REAS puis de leur parcours politiques antérieurs, nous nous demanderons s'il existe des affinités entre tous leurs différents engagements et les pratiques militantes promues par le REAS.

5.3.1. L'engagement au REAS comme prolongement de l'engagement politique

Au sein des 35-45 ans, l'arrivée au sein du REAS, se fait après un parcours militant déjà riche. D'ailleurs les motivations mises en avant par les militants de ce groupe pour rejoindre le REAS sont liées à leur engagement politique. Y compris de manière plus factuelle comme le raconte Jeanne Meunier.

> Elle se souvient du premier contact qui l'a conduite au REAS alors qu'elle faisait une recherche pour son DEA de science politique sur la participation démocratique : « *Dans mes recherches sur les gens à contacter, je me suis rappelée une réunion à laquelle j'avais assisté – c'est très anecdotique, mais c'est comme ça que ça c'est passé. J'avais assisté à une réunion à Pantin, à la MAAFORM. Et je m'étais intéressée aux locaux, qu'est-ce qu'il s'y faisait, etc. Mais l'objet qui m'avait amenée là, c'était une réunion organisée par les Verts, à l'époque* ».

Mais le lien avec l'engagement politique tient surtout ici au fait que l'économie alternative et solidaire est vécue comme le prolongement logique de cet engagement pour ces militants. C'est par exemple le cas d'Aline et Jacques Archimbaud comme nous l'avons vu plus haut, mais aussi de Simone Scarafiotti ou encore Bernard Gomel :

> Jacques Archimbaud présente ainsi la démarche qui l'a conduit avec d'autres à créer Solidarité Emploi : « *Donc en 84, moi j'avais 32 ans, on avait tous 32, 33, 34, 35 ans. C'était des gens qui avaient fait un cycle de gauchisme et qui se*

posaient la question d'en finir sans partir au Parti socialiste pour parler clairement. Et pas seulement parce que les socialistes suscitaient et continue à susciter par mal d'aversions, mais parce que politiquement, on trouvait que… et puis la gauche arrivait au pouvoir et c'était le tournant de la rigueur. Bref, tout ce qu'on n'aimait pas. Donc, on s'est posé la question dans cette petite fédération pour une gauche alternative (FGA) de comment on pouvait inventer des formes ou des modes d'implication militante, des formes d'organisation qui changent la vie, font progresser la conscience entre guillemets « politique ». Mais qui la font pas progresser de l'extérieur, qui la font… c'est de l'empowerment*, quoi… qui construisent une conscience politique nouvelle ».*

Pour d'autres, la motivation se trouve au contraire dans leur volonté de rompre avec les partis politiques afin de sortir des débats idéologiques pour agir concrètement. Comme l'explique par exemple Olivier Nicol :

« Ce qui m'a plu au début, c'était l'aspect concret. C'était l'idée qu'on pouvait agir, que ce n'est pas des solutions miracles. Moi, à titre personnel, j'en avais un petit peu marre du baratin. J'avais lu beaucoup de bouquins, été à beaucoup d'assemblées générales. Ça me fatiguait un peu parce que souvent, ce n'était pas suivi des faits. Les clubs CIGALEs, Garrigue, ça me plaisait, ça au moins c'était quelque chose d'existant ».

Ainsi, les motivations pour rejoindre le REAS reposent sur la mise en œuvre d'un projet politique qu'il soit perçu comme une nouvelle forme de militantisme politique ou comme la simple concrétisation de celui-ci. L'entrée dans l'économie alternative et solidaire se fait donc le plus souvent suite à un constat dans son quotidien ou dans son activité professionnelle et analysée par la vision politique des militants.

Jean-Marc Pineau, ancien directeur de la maison des chômeurs « Chom'actif » de Clermont-Ferrand, explique : « *J'ai eu un projet individuel sur Thiers, enfin, un projet collectif, mais dans lequel j'étais directement impliqué. Et je trouvais intéressant que ce projet soit adossé à une structure plus vaste. Pour profiter de conseils, d'expériences et puis valoriser ce projet. Donc, j'ai monté sur Thiers, à l'époque, un café sans alcool avec des activités culturelles et sociales. L'antenne de Solidarité Emploi Clermont-Ferrand a appuyé le projet… Un chargé de mission Solidarité Emploi est venu de Paris pour la présentation du projet à la mairie, aux partenaires sur la ville. Pilotage d'une expérience locale* ».

L'engagement des militants est alors souvent à tous les niveaux dans le sens où ils vont alors lier activité professionnelle et vie militante. Ainsi, les compagnons formateurs de Christian Tytgatt s'engagent comme lui auprès des jeunes qu'ils accompagnent. Ils participent également à la création d'entreprise en démissionnant de leur poste de formateur. Le risque est partagé.

5.3.2. Une grande diversité d'adhésion partisane pour une unicité des luttes

En plus de leur engagement associatif dans l'économie alternative et solidaire, la plupart des militants de ce groupe (les deux tiers) ont antérieurement adhéré un parti politique. Ainsi, alors que 14 militants sur 21 dans ce groupe déclarent avoir appartenu à un parti politique, ils citent presque tous un parti politique différent, bien que très unanimement à gauche. Nous pouvons dénombrer 8 partis politiques différents cités par 21 militants !

Illustration 18

Ils sont d'ailleurs pour la plupart (11 sur 21) à être, au moment de l'entretien, toujours membres d'un parti, dont presque tous à EELV.

Illustration 19

Un quart des militants sont également engagés syndicalement, tous à la CFDT, à l'image de Jean Mata, fondateur des Nouveaux Robinsons, membre de l'ALDEA puis du REAS, qui a créé une section CFDT dans l'entreprise où il démarre sa carrière. Si la diversification des adhésions initiales des militants de ce groupe semble accréditer l'idée qu'ils ont des parcours très divers, nous pouvons souligner que s'ils sont nombreux et variés, les partis politiques cités, en dehors d'être tous situés à gauche voire à l'extrême gauche, ont participé à des manifestations ou des projets politiques en commun. D'ailleurs, Vanessa Jérôme souligne également cette diversité : « *Jacques Archimbaud, ancien du Parti communiste marxiste-léniniste (PCR-ML) et sa femme Aline, tous deux adhérents de la récente Fédération pour une gauche alternative (FGA) – elle a été créée en 1984 – s'y engagent activement : Aline Archimbaud prend la présidence de l'association et Jacques siège au conseil d'administration. Destinée à soutenir les chômeurs dans des projets de création d'emploi d'utilité sociale, cette dernière organise, dès la fin de l'année 1985, la campagne 1 % en faveur de la taxation volontaire pour la création d'activités d'utilité sociale et écologique, s'intégrant ainsi dans le cadre des propositions portées par Jaques Delors, alors ministre de l'Économie, des Finances et du Budget dans le troisième gouvernement de Pierre Mauroy. Cette campagne, ainsi que l'élaboration et la diffusion de la charte*

“Créer avec les chômeurs des emplois d’utilité sociale”, permet à de nombreux militants d’organisations syndicales, associatives et chrétiennes, ainsi qu’à d’anciens adhérents du Parti socialiste unifié (PSU), du Parti communiste (PC), et de plusieurs organisations d’extrême gauche, de mener des actions communes.[486] »

[486]JÉROME Vanessa, « La politisation de l’économie solidaire par Les Verts. Une rencontre des « autrement » in *Mouvements* 2014/3, n° 79, p. 148-154.

Encadré 2 - L'expérience de Lip, l'*exemplum* des luttes du PSU.

Les historiens s'accordent sur l'importance de l'expérience des ouvriers de LIP dans la mythologie du PSU comme une lutte autogestionnaire modèle : « *Lip (1973) représente dans ce cadre-là une sorte d'idéal de l'occupation : occupation-fabrication-vente comme alternative à la grève, autogestion-démocratie, mobilisation des médias et de l'opinion publique, luttes d'expertise, participation de femmes et d'ouvriers spécialisés. Cette occupation, qui devint un modèle au milieu des années 1970, s'oppose au schéma classique cégétiste de l'occupation « forteresse ouvrière ». Désormais, l'occupation est transfigurée en « maison de verre » (terme employé à l'époque). Ici, l'investissement de l'usine fonctionna à la fois comme objet de revendication (le maintien de l'emploi), mais aussi comme technologie de luttes et de mobilisation. L'usine devint l'instrument de la lutte en elle-même. […] Mais ces innovations renvoient aussi à des techniques de mobilisations nouvelles des salariés eux-mêmes. L'occupation tout en permettant de protéger la grève et les grévistes est aussi un moyen de faire participer le plus grand nombre au conflit et à sa gestion quotidienne. […] Ainsi l'occupation vaut moins pour le blocage de l'usine (qu'elle permet) que pour la possibilité de faire participer, d'inclure des catégories de salariés – les femmes, mais aussi les jeunes et les immigrés – qui se reconnaissaient moins dans les pratiques de l'occupation forteresse reposant avant tout sur la maîtrise physique (le piquet de grève) et sur la délégation de la lutte aux seuls syndicalistes. Il est d'ailleurs intéressant de noter que beaucoup de militants de la CFDT, et surtout des groupes d'extrême gauche, justifièrent le recours aux occupations aussi comme une forme de mise en place de démocratie directe dans la conduite de lutte.* » (Étienne Penissat, « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de "réinvention d'un mode d'action", *Genèses 2005/2 (no 59), p. 71-93)*

« *S'il y eut un bonheur PSU, ce fut Lip. Tout ce sur quoi les militants avaient réfléchi et agi avec le plus de passion : quel pouvoir pour la classe ouvrière ? Quelle capacité a-t-elle d'y parvenir ? Comment offrir une autre perspective, une autre image que celle du socialisme de l'Est ? Comment réaliser l'autogestion à partir du contrôle ouvrier tout en respectant strictement la démocratie et la transparence des décisions ? Comment en un mot passer du rêve forgé en Mai 68 à la réalité ? À toutes ces questions, les ouvriers de Lip ont collectivement et clairement répondu. Et les animateurs reconnus du mouvement étaient des militants du PSU… Pour ces militants qui, comme moi depuis bien avant 1968, avaient donné comme sens à leur vie l'émancipation de la classe ouvrière, Lip a fourni la preuve que c'était possible. Un sentiment rare de plénitude s'empara alors du corps militant du PSU, désormais prêt à se battre jusqu'au bout pour la victoire. La théorie et la pratique ne s'étaient jamais si bien trouvées ensemble. L'émotion et la raison aussi* ». (Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, La Découverte, 2016).

Mais avant Solidarité Emploi, l'expérience de LIP, en 1973, a été un lieu de rencontre de ces différentes traditions militantes (notamment maoïste, autogestionnaire et libertaire) bien que cette lutte a surtout été incarnée par le PSU (Parti socialiste unitaire). Tous les partis de gauche et d'extrême gauche, à quelques exceptions près (dont le PCF et surtout le PS), se retrouvent dans cette lutte : « *Exception faite de l'OCI lambertiste qui ne voit en Charles Piaget qu'un "PSU, clérical, néocorporatiste", tous les courants gauchistes suivent la grève des Lip avec enthousiasme. Pour la Ligue communiste notamment, Lip, c'est "un pas vers la révolution". […] Les maoïstes de la Gauche prolétarienne, dont deux militants s'étaient établis chez Lip en 1970, sont estomaqués par une grève qui, bien que le parti-guide n'y soit pour rien, est tellement inventive. Pour les militant-e-s de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), il s'agit surtout de mettre en avant l'auto-organisation de la lutte*[487] ». La convergence des différents partis de gauche autour des ouvriers de Lip peut se rapprocher du degré d'affinité élective défini par Michael Löwy comme celui de l'élection. « *L'élection, l'attirance réciproque, le choix mutuel des deux configurations socioculturelles, conduisant à certaines formes d'interaction, de stimulation réciproque et de convergence.*[488] » C'est sous ce degré d'élection que se présentent la plupart des affinités entre les différents partis politiques auxquels les militants de ce groupe ont adhéré et les projets économiques associatifs auxquels ils apportent leur soutien.

Mais parmi les partis politiques auxquels les militants font référence dans leur parcours d'engagements antérieurs au REAS, un parti politique se détache nettement et est très souvent cité : le PSU (Parti socialiste unifié). Nombre de militants font référence au PSU lorsqu'on les interroge sur leur parcours. Cela n'est pas étonnant pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme l'a déjà noté Bruno Frère à propos de ceux qu'il appelle les « Solidaires[489] », la référence au PSU est incontournable : « *Quelles que soient les formes d'associations concernées, l'accompagnement de projet économique de chômeurs au SEL en passant par le commerce équitable et la finance de proximité, les acteurs de l'économie solidaire, de l'ALDEA d'abord puis*

[487]http://www.alternativelibertaire.org/?1973-Lip-Lip-Lip-hourra#nh7

[488]LÖWY Michael, Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale, Le Sandre, 2011.

[489]Le numéro 156 de janvier-février 1984 de *Documentation PSU* s'intitule d'ailleurs « Politique sociale ; assistés ou solidaires ? ». Archives privées.

du REAS et du MES ensuite, se réfèrent au parti socialiste unifié[490] ». Parmi les militants de ce groupe, ils sont 57 % à se déclarer soit adhérents soit sympathisants du PSU. La référence au PSU est importante y compris pour des gens qui n'ont jamais adhéré à aucun parti ni syndicat comme c'est le cas de Rosita Gomez, membre du conseil de surveillance du REAS.

> « *J'ai été dans les actions syndicales, mais pas dans un syndicat. À un moment, j'ai été proche de la CFDT dans sa période autogestionnaire, mais je n'ai pas adhéré. Car j'ai ce truc depuis tout le temps que je ne peux pas entrer dans les institutions qui à mon avis ne sont que des reproductions de ce que l'on trouve dans l'entreprise en termes de mécanisme. C'est toujours du vertical, jamais de l'horizontal que ce soit dans les partis politiques ou les syndicats. J'ai une résistance à ça. […] J'étais très PSU, mais coté anarchiste du PSU, ceux qui rentraient enfin quelque part, mais moi je ne suis pas rentrée* ».

Cependant, nous pouvons tout de même nuancer cette présence importante de la référence au PSU par la grande diversité qu'a représentée le PSU tout au long de ses vingt-neuf ans d'existence. Bernard Ravanel souligne que « *le PSU fut bien ce "chaudron" politique où se sont retrouvés des militants de la gauche socialiste de plusieurs générations (depuis les vétérans de la lutte contre la guerre d'Algérie jusqu'aux jeunes soixante-huitards qui ne l'avaient pas connue), ce qui explique la postérité étonnante de ce parti pas comme les autres, au-delà de son échec politique final – n'ayant pas réussi à être à la fois un parti de lutte et de gouvernement, il a décidé de se dissoudre en 1989*[491] ». De leur côté, Tudi Kernalegenn et François Prigent font d'ailleurs le constat suivant : « *Toute tentative de considérer le PSU comme un parti uniforme est vouée à l'échec. Le PSU est un parti marqué par sa diversité interne, le jeu des courants de manière synchronique, et l'évolution idéologique de manière diachronique. C'est un creuset partisan, composé d'une somme multiscalaire de noyaux militants. Néanmoins, une pluralité de moments et de postures peut être identifiée pour restituer la réalité multiple de l'histoire du PSU. Au moment de sa fondation, la composante socialiste unitaire domine. Dans les années 68, le PSU mue progressivement en une organisation se réclamant de façon simultanée et paradoxale de la gauche moderniste et des militants gauchistes. À partir du milieu des années soixante-dix, les microréseaux du PSU sont marqués par un*

[490]FRÈRE Buno, Le nouvel esprit solidaire, DBB, 2009.

[491]RAVENEL Bernard, Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989, La Découverte, 2016

socle idéologique partagé, celui de la référence à l'autogestion. […] Ainsi, trois temps du PSU peuvent être mis en avant (1960-1967 ; 1967-1974 ; 1974-1990) conjugués avec quatre postures ou visions différentes (unitariste, moderniste, gauchiste, autogestionnaire)[492] ». Cependant, compte tenu de l'âge des militants de ce groupe et des déclarations recueillies lors des entretiens, l'adhésion ou le compagnonnage du PSU qu'ils ont connu se situe dans sa période essentiellement autogestionnaire. Par ailleurs, la référence important au PSU dans les entretiens s'explique également par le projet du REAS lui-même. En effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre III, le REAS s'inscrit dans l'héritage de la deuxième gauche dont le PSU et la CFDT ont été les fers de lance. Certains principes prônés par le REAS sont d'ailleurs déjà présents dans l'expérience autogestionnaire des ouvriers de Lip qui a été l'idéal type de ce mouvement (voir encadré). La démocratie interne (les décisions prises en AG), la participation des femmes et des immigrés et surtout le fait que les ouvriers de LIP décident eux-mêmes ce qu'ils doivent faire pour eux-mêmes font écho aux pratiques prônées au sein du REAS. De plus, utiliser une expérimentation modèle pour diffuser un projet politique plus global comme cela a été en partie le rôle de Lip au sein du PSU, comme le souligne Bernard Ravanel, est également une pratique pilier du militantisme du REAS, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent.

Plus proches du REAS dans le temps, certains militants ont participé à des mobilisations politiques « trans-partis » comme nous l'avons vu par exemple à travers le petit portrait d'Aline et Jacques Archimbaud, dans leur participation autour de la candidature à l'élection présidentielle d'Huguette Bouchardeau ou de Pierre Juquin. Candidatures qui ont regroupé à peu près la même constellation de partis que celle représentée par les engagements partisans de ce groupe. Jacques Archimbaud a ainsi été candidat aux élections régionales de 1986 pour la liste « Écologie 93 » regroupant des « écologistes, des alternatifs et des autogestionnaires ». Le journal de campagne fait d'ailleurs apparaître en une le slogan suivant « 30 000 emplois d'utilité sociale pour la Seine-Saint-Denis » et propose de « créer un secteur « alternatif » financé par les allocations-chômage[493] ». De surcroît, en 1988, les documents liés à la campagne

[492]KERNALEGENN Tudi et PRIGENT François, « Introduction », in KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950 – 1980),* PUR, 2009.

[493]« Écologie 93, 8 raisons de voter Écologie 93 », premier trimestre 1986, archives privées.

pour l'élection présidentielle de Pierre Juquin[494] font également référence aux entreprises alternatives et même directement aux CIGALEs : « *De nombreuses initiatives ont déjà été prises dans le domaine des entreprises alternatives. On peut largement s'en inspirer.*[495] *On peut penser qu'il est possible dès aujourd'hui, de donner de l'ampleur à ces pratiques nouvelles […] au niveau : […] des pratiques alternatives, qu'elles partent des salariés d'entreprises existantes (exemple la reconversion d'usine d'armement), des projets d'entreprises alternatives attachées à une analyse des besoins locaux (exemple : le rôle des CIGALEs), ou encore d'une initiative d'utilisateurs structurée dans un cadre associatif*[496] ». Un certain nombre de militants bien qu'issus de traditions politiques différentes (gauchiste, écologiste, communiste, alternatif ou encore autogestionnaire) ont donc très bien pumiliter autour de luttes communes en amont de la création du REAS.

Ces expériences communes passées confirment les affinités électives existantes entre des engagements en apparence très hétérogènes. Des éléments antérieurs à ces filiations politiques initiales peuvent-ils également éclairer les affinités qui existent entre des traditions militantes a priori très diverses ?

5.4. Dispositions militantes et engagements religieux

Nous pouvons tout d'abord noter qu'à l'instar d'Aline et Jacques Archimbaud, plus d'un tiers des militants (36 %) de ce groupe déclarent avoir des parents militants. La citation de Christian Tytgat illustre ce cas.

[494]Ancien membre du bureau politique du PCF, Pierre Juquin entre en dissidence et se présente à l'élection présidentielle de 1988, soutenu par le Parti socialiste unifié, la Ligue communiste révolutionnaire, la Fédération pour la gauche alternative et des militants de SOS Racisme et la constitution de nombreux comités d'initiative et de soutien (CIS) partout en France. Source : WEBER Louis, « Sociogenèse du « Front de Gauche ». La gauche unitaire », *Savoir/Agir 2013/3* (n° 25), p. 87-96.

[495]Association nationale de soutien à la candidature de Pierre Juquin, Groupe de travail et d'initiative, chômage, précarité et pauvreté, « Proposition pour lutter contre la précarité, la pauvreté », document présent dans le dossier remis aux participants d'une rencontre dans le cadre de la préparation de la candidature de Pierre Juquin aux élections présidentielles de 1988. Archives privées.

[496]Association nationale de soutien à la candidature du Pierre Juquin, « Pour une autre approche de l'économie du travail et de l'emploi », document présent dans le dossier remis aux participants d'une rencontre dans le cadre de la préparation de la candidature de Pierre Juquin aux élections présidentielles de 1988. Archives privées.

« Mon père travaillait comme employé textile à Roubaix. Il a travaillé dans la même entreprise jusqu'à son licenciement juste avant sa retraite. Et il était militant CFDT. D'abord CFTC puisque c'était son époque en 64, il a fait partie des gens qui sont allés vers la CFDT – même s'il était de son côté et notamment ici à Roubaix dans le nord avec le syndicat des mineurs, etc. Je pense qu'en 64 au congrès avec Eugène Descamps, il avait voté pour la CFTC maintenue à ce moment-là. Il a toujours été militant mais en bossant, pas permanent ni professionnel, jusqu'à président régional de la CFDT pendant plusieurs années. Et ensuite, il était représentant de la CFDT dans la sécurité sociale de Roubaix, à la caisse régionale, dans des hôpitaux. Et sur un plan politique, il a fait partie des petites groupies de Mitterrand à la convention des institutions républicaines[497] *quand il n'était pas encore socialiste. Il a participé au congrès d'Épinay. Ensuite, il a été sur un mandat au conseil municipal de Roubaix de 1977 à 1983. Ma mère était mère au foyer et ils s'étaient connus à la JOC dans la guerre et l'après-guerre ».*

Nous pouvons noter que lorsque les militants déclarent leurs parents militants, c'est toujours dans des partis de gauche ou des organisations se revendiquant à gauche comme la JOC. La part importante de personnes issues de familles militantes au sein du REAS porte à croire à l'importance de la transmission d'une certaine disposition au monde favorisant le militantisme. Concernant le rapport entre les générations et la politique, Anne Muxel propose « *toute génération nouvelle reprend en partie les usages de la citoyenneté et les modes de participation politique de celles qui l'ont précédée, mais elle les recompose et les réinvente aussi. Continuités et ruptures s'ajustent en fonction des événements, des circonstances, ainsi que des évolutions des institutions et du système politique lui-même. L'engagement politique des jeunes se construit et prend forme à partir d'une double dynamique, celle l'héritage et celle de l'expérimentation. Il s'inscrit dans la négociation que toute génération nouvelle doit faire, d'une part, avec la culture politique dont elle hérite et, d'autre part, avec les conditions d'expérience propres à la conjoncture historique et politique dans laquelle elle prend place*[498] ». Lorsque leurs parents sont militants, les personnes interviewées dans ce groupe sont d'ailleurs parfois critiques de l'engagement de leur parent comme c'est le cas de Jacques Archimbaud ou bien de manière plus modéré de Christian Tytgatt. Certains de leurs parents ont occupé des postes à responsabilité, comme en témoigne l'extrait de l'entretien de Christian Tytgatt ci-dessus.

[497]https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_des_institutions_r%C3%A9publicaines.

[498]MUXEL Anne, « L'engagement politique dans la chaîne des générations », in *Projet* 2010/3, n° 316, p. 60-68.

En plus du militantisme parental, nombre de militants ont été dans des organisations de jeunesse. Étienne Frommelt comme Christiane Bouchard expliquent avoir fait le constat de cette formation initiale dans des organisations de jeunesse dans leur collectif respectif. Étienne Frommelt témoigne ainsi : « *On s'est aperçu dans le réseau REPAS*[499] *que pas mal d'entre nous avaient un point commun. On s'en est aperçu au bout de quelques années. Beaucoup d'entre nous ont été dans leur jeunesse éclaireurs ou scouts. Parmi la trentaine de fondateurs, plus de la moitié avaient un passé dans le scoutisme. Plutôt des éclaireurs non confessionnels. Les scouts c'est plutôt catholiques, et là y avait surtout des éclaireurs de France. Moi, j'étais du côté des éclaireurs unionistes*[500]*, mais c'était complètement a-religieux. Non confessionnel. C'était plutôt l'état d'esprit disant que l'on pouvait faire des choses ensemble même avec des gens souffrant de différents handicaps. On mélange les fortunés avec les enfants de la DASS. On se lance dans l'aventure, on essaye des choses invraisemblables et ça marche* ».

Suite à son engagement dans les CIGALEs, Christiane Bouchard est candidate d'ouverture des Verts. Elle devient élue à l'économie solidaire à Lille et rejoint les Verts, elle a été membre du conseil de surveillance du REAS : « *Beaucoup de militants verts sont passés par des organisations de jeunesse, pas seulement catholique ou chrétienne, mais aussi musulmane* ».

Cet attrait pour les organisations de jeunesse semble lié avant tout à leur génération. D'ailleurs, comme le souligne Gilles Le Beguec, la séquence historique allant de mai 1936 à mai 1968 « *est d'abord — par-delà et en dépit des soubresauts de la conjoncture — la séquence de la jeunesse organisée, ou en tout cas d'une jeunesse en quête d'affirmation collective et d'inscription de son action dans l'univers de "mouvements" (terme alors très en vogue) qui lui soient propres*[501] ». Gilles Le Beguec précise aussi que « l'*histoire de l'engagement politique ne se confond pas avec l'histoire des groupements organisés, même si on est en droit d'estimer que la période allant de la fin du XIXe siècle au dernier quart du XXe siècle a été par excellence le "temps des organisations"*[502] ». Il apparaît donc que la fréquentation d'une organisation de jeunesse faisait partie de la socialisation d'une partie importante de ce groupe. Parmi les organisations de jeunesse comme nous l'avons vu dans le

[499]Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires issu du REAS. Ce réseau existe toujours, il propose notamment une forme de compagnonnage dans des entreprises alternatives dans toute la France.

[500]Les éclaireurs unionistes sont l'équivalent des scouts mais pour les protestants.

[501]LE BEGUEC Gilles, « Temps des crises, temps des organisations, temps des remises en question » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 74, 2004. Jeunesses et engagements : d'un mai à l'autre (France : 1936-1968) p. 3-6.

[502]LE BEGUEC Gilles, « Partis politiques et groupements de jeunesse » in Histoire@Politique 2008/1, n° 4, p. 2-2.

chapitre précédent, les organisations de jeunesse proche de l'action catholique spécialisée sont largement majoritaires. Ainsi, un peu plus de 32 % des militants de ce groupe ont fréquenté par la JOC, la JAC ou la JEC.

Illustration 20

D'ailleurs, ce qui est immédiatement visible lorsque l'on regarde la trajectoire militante des individus de ce groupe c'est que bien que seuls quelques militants se reconnaissent toujours comme chrétiens (comme Patrice Sauvage, Jean-Paul Gautier ou Christiane Bouchard), tous sont issus de famille de tradition chrétienne et la moitié a même reçu une éducation chrétienne spécifique : catéchisme, organisation de jeunesse, étude de théologie… Chrétienne et pas seulement catholique, car on trouve ici des protestants (Aline Archimbaud et Jacques Dughera). À l'instar d'Aline Archimbaud, la plupart ne se déclarent plus aujourd'hui comme chrétien ou même simplement croyant même lorsqu'ils reconnaissent être de culture familiale chrétienne.

Dans ce groupe, aucun militant ne se définit comme militant d'origine chrétienne même s'ils reconnaissent tous l'importance de la nébuleuse « chrétiens de gauche » dans les premiers réseaux de l'économie alternative et solidaire. Pourtant, un tiers d'entre eux déclare, ou a déclaré par le passé, avoir participé à des mouvements de jeunesse proche de l'action catholique spécialisée (JEC, JOC, Scout unioniste) ou FFACE (Fédération protestante proche de la nébuleuse des chrétiens de gauche). Pour

d'autres, la fréquentation de ces « réseaux » semble plus problématique comme le montre cet extrait d'entretien avec Daniel Hincelin qui fait suite à notre question sur son passage au sein de mouvements de jeunesse type JOC :

> *« Non pas spécialement, non. Mais bon voilà… Oui, j'ai certainement dû participer à des trucs et autres… oui, oui ».*

La plupart ont pourtant été au moins au catéchisme (pour les catholiques) ou à l'école du dimanche (pour les protestants). Mais dans tous les cas, ils ne font pas de lien entre la religion et leur militantisme. Bernard Gomel s'énerve même lorsque j'insiste pour savoir s'il a fait un passage ou non à la JOC, la JEC ou autre. Agacé, il finit par dire qu'il a été à la JEC.

> « *Oui, j'ai été à la JEC comme Patrick Viveret. Et alors ? Il n'y a pas de lien !* »

La séparation nette entre leurs croyances religieuses passées ou présentes et leur engagement militant font fortement penser aux modèles marginalistes proposés par Jean-Marie Donegani : « *Les croyances religieuses sont données comme relevant à ce point de la conscience privée que l'énonciation des choix politiques et sociaux qui relèvent de la sphère politique est détachée, au moins dans les formulations explicites, de tout substrat religieux. Et cette intégration de la séparation entre privé et public peut n'être pas pour autant le signe d'une indifférence religieuse. L'évidence de la partition public/privé qui est la victoire la plus profonde du libéralisme sur le catholicisme intransigeant est aujourd'hui si profondément reçue qu'elle peut même servir à justifier des positions politiques et religieuses pourtant étrangères à cette origine intellectuelle* ».[503]

S'ils reconnaissent la présence de militants d'origine chrétienne, les militants de ce groupe sont toujours très étonnés que je leur pose la question les concernant. La réponse est d'ailleurs presque toujours évasive, intervient à la fin de l'entretien et pose souvent la question de leur identité en creux comme nous l'avons déjà évoqué en détail dans le chapitre III autour de l'implicite dans les entretiens. Cet extrait de l'entretien avec Christian Tytgatt, fondateur d'Autonomie et Solidarité et inventeur du GIEPP, tous deux dans le Nord, l'illustre bien :

[503]DONEGANI Jean-Marie, « Identités religieuses et pluralité des rapports au monde », in BRÉCHON Pierre, DURIEZ Bruno et ION Jacques, *Religion et action dans l'espace public,* L'Harmattan 2000, p. 222.

> « *Dans la mouvance économie solidaire, il y a effectivement une partie cathos de gauche, quand les gens le revendiquent par eux-mêmes ou le disent, ne le cachent pas, etc. Ça existe bien sûr. Cathos, d'ailleurs pas que de gauche, surtout dans le Nord, cathos sociaux. Et puis, y en a d'autres qui ne sont pas cathos, quoi. "Pas cathos", ce n'est pas une définition (rires)… Ils ne sont pas pour autant francs-maçons ou anticléricaux, laïcards ou je ne sais pas quoi. Donc, militants cathos de gauche et moi j'y rajouterai, mais par rapport au Nord-Pas-de-Calais, cathos sociaux, si vous voulez. Et puis, des militants alternatifs ou militants "société civile", quoi* ».

La question de leur « identité chrétienne » est toujours problématique pour ces militants comme le montre la réponse d'Olivier Nicol, rédacteur d'*A Faire,* membre de l'ALDEA puis du REAS :

> Alors qu'il se présentait comme ancien membre de la JEC dans un ancien numéro d'*A Faire,* lorsque je l'interpelle sur la forte présence des militants chrétiens, Olivier Nicol répond gêné : « *Y a de ça tout à fait. Mais, moi, je ne connais pas trop, vous pouvez voir avec Philippe Riché*[504] *qui connaît mieux ces formes d'engagement* ». Il passe ensuite à un autre sujet.

Par ailleurs, bien qu'ils aient presque tous (15 sur 21) adhéré à un moment donné ou à un autre à un parti politique, certains étant même encore des adhérents, ils rejettent massivement les partis politiques dépeints comme des institutions trop restrictives vis-à-vis de leur caractère indépendant. Ainsi, paradoxalement, alors que dans ce groupe on trouve un grand nombre d'adhérents à un parti politique, c'est également ici que se situent les personnes les plus critiques vis-à-vis de ce mode d'organisation. Cette critique est alors toujours faite au nom de leur propre liberté :

> Christian Tytgatt présente ainsi son adhésion toujours en cours au parti Europe Écologie – les Verts, première adhésion à un parti politique depuis 1973 : « *J'ai repris une carte politique, quand les Verts sont venus à la région. Je votais Verts, mais c'était encore le ni oui ni non de Waechter, etc., donc, je ne m'y retrouvais pas. Par contre, quand, à ma grande surprise, Blandin et Hascöet sont venus à la région, j'ai été les voir pour leur demander un soutien, ils ont dit : "Non, ce n'est pas ça qu'il faut faire, ce qu'il faut faire c'est nous dire comment on peut faire pour vous aider ?". Donc, là, j'ai dit "Je ne peux pas rester spectateur", et au bout de deux ans, j'ai pris ma carte aux Verts et je suis toujours aux Verts même si… Par exemple, sur l'Europe, moi, j'ai voté non au référendum européen et puis, il y a certains trucs où je ne m'y retrouve pas forcément. Mais, dans l'ensemble, c'est avec eux que je me sens le plus proche* ».

[504]Fondateur du REAS, membre de l'ALDEA et de Solidarité Emploi, Philippe Riché anime toujours les Réseaux Espérance se revendiquant comme chrétiens dans la nébuleuse des « chrétiens de gauche ».

Il faut cependant noter l'exception notable des carrières politiques de Jacques Archimbaud et Aline Archimbaud. Mais ils se présentent eux-mêmes comme très libres dans leur parti.

Ainsi, bien que chrétiens, au sens culturel du terme, les militants se sont ici plus ou moins éloignés du christianisme et dans tous les cas, cette appartenance religieuse, même lorsqu'elle existe toujours, est systématiquement marginalisée dans leur parcours. Il est en tout cas clair que leur parcours politique et militant postérieur a accentué la déconfessionnalisation des militants de ce groupe ou du moins de leur engagement quand ils se vivent toujours comme chrétiens. Même s'ils sont nombreux à être passés par les mouvements de jeunesse proche de l'Action catholique (JAC, JEC, JOC), contrairement aux militants des deux autres groupes, ils ne lient pas leur engagement au sein de l'économie solidaire à ces mouvements de jeunesse. Par ailleurs, nous avons également montré comment ces militants séparaient leur engagement privé et public à l'aide du modèle marginaliste de Jean-Marie Donegani. Il est donc évident que la dimension chrétienne de leur parcours passé ou actuel n'est jamais évoquée. Seule Christiane Bouchard fait le lien entre son goût pour le militantisme et son passage à la JEC. De plus, comme nous l'avons vu à travers leur portrait, Aline et Jacques Archimbaud lient leur posture militante à leur tradition chrétienne familiale différente (catholique pour Jacques et protestante pour Aline).

Conclusion

Le premier constat qui peut être fait à propos des militants du REAS âgés entre 35 et 45 ans au moment de leur engagement dans le réseau est l'importance que le militantisme politique prend dans leur trajectoire. Louis Chauvel met en relief cette « génération » politisée « dans les mouvements de mai 1968 ». Ainsi, la génération des baby-boomers dont ces militants font partie fait l'objet d'une surreprésentation politique notamment lorsque l'on observe les cohortes de députés, « *celle de 1947 qui bénéficie précocement d'une succession anticipée et se renforce au long de sa trajectoire, faute de relève ultérieure* [505] ». Anne-Marie Sohn souligne d'ailleurs que « *s'il n'y a pas de révolution juvénile en mai 1968, il n'en reste pas moins que la*

[505]CHAUVEL Louis, Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010, PUF, édition 2014.

jeunesse des lycées et des facultés s'est placée à l'avant-garde d'un mouvement social qui contestait le capitalisme. Nourrie d'une pensée critique née dans les années 1950, mais remodelée par les plus théoriciens des étudiants, elle a ainsi ébranlé les bases politiques, économiques, sociales et surtout culturelles des Trente Glorieuses[506] ». Jean-François Sirinelli complète ce constat en dévoilant qu'« *on notera seulement que, par-delà leur existence éphémère à l'échelle de l'Histoire – car, après le printemps 1968, ce combat perd de son intensité et n'est plus au premier plan des engagements et des luttes –, ces structures ont constitué un véritable cadre d'apprentissage et de socialisation politique pour la partie engagée de la génération du baby-boom. Elles ont permis aussi une forme d'osmose entre cette classe d'âge et les aînés de quelques années qui s'éveillèrent à la politique sous le signe de la guerre d'Algérie.*[507] » Malgré l'apparence d'une grande disparité dans les parcours et les profils des militants de ce groupe d'âge, les affinités entre leurs différentes trajectoires sont nombreuses. Affinités entre les emplois qu'ils occupent et les valeurs de l'économie alternative et solidaire, mais aussi affinités entre leur diverses traditions politiques comme le montrent les nombreux exemples de regroupement entre les différents partis politiques auxquels ils ont appartenu.

Par ailleurs, les trajectoires d'engagement politique des militants de ce groupe permettent également de mettre en lumière les affinités qu'ils peuvent entretenir avec l'habitus militant de la JOC au cœur de la définition du projet du REAS. Ainsi, la remarque suivante de Patrick Viveret, compagnon du REAS, cité par Jean-François Kesler, en témoigne : « *Lors d'une présentation de cet ouvrage, Patrick Viveret m'a fait observer que, en fait, l'opposition n'était pas fondamentale. Selon lui, dans l'un et l'autre PSU, les militants, même incroyants, même athées, avaient une conception religieuse de l'action politique. Ils ne s'étaient pas lancés dans l'action politique par esprit de carrière et ambition électorale personnelle, mais par esprit de dévouement et*

[506]SOHNN Anne-Marie, « La jeunesse, un mouvement social ? (1955-1975) » in PIGENET Michel et TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours,* La Découverte, 2014.

[507]SIRINELLI Jean-François, « Des « copains » aux « camarades » ? Les baby-boomers français dans les années 1960 » in *Revue historique* 2003/2, n° 626, p. 327-343.

sens du bien commun[508] ». D'ailleurs, Rosita Gomez, militante du REAS, issue de plusieurs générations d'anarchistes partage le même constat :

> Rosita Gomez : « *J'étais très PSU, mais coté anarchiste du PSU, ceux qui rentraient enfin quelque part, mais moi je ne suis pas rentrée. Mais à l'époque y avait cette relation aussi avec la CFDT qui était d'origine chrétienne, et moi, je continue à dire que dans ces lieux-là, il y a quelque chose de la spiritualité. J'ai toujours été contre l'Église, mais y a toujours un sentiment de passion de l'autre et d'humanité. Moi, je me suis toujours très bien entendu avec des gens d'Emmaüs au temps où ils étaient très revendicatifs, j'ai connu aussi pas mal de prêtre-ouvrier. Y a quelque chose de l'ordre du religieux au sens de "se relier", et se relier autour d'un désir ou d'une vision d'un monde meilleur* ».

Mais si les liens entre le PSU, CFDT et les mouvements proches de l'Action catholique spécialisée semblent aller de soi puisque ces derniers sont partie prenante de la création de ces deux organisations, les affinités entre des militants maoïstes et un réseau dont les fondements reposent en partie sur un *habitus* d'origine chrétienne peuvent surprendre. Cependant, comme l'explique Denis Pelletier, « *dans la nébuleuse qui va de la gauche au gauchisme, les catholiques apportent leur culture spécifique et les problèmes qu'elle pose. La révolution, à leurs yeux de chrétiens, se joue tout à la fois dans l'Église et dans la société. Marx voisine avec l'évangile et, si la religion aliène, la foi libère. Mais qui donc, en dehors d'eux-mêmes, s'intéressera à ce type de problématique ? Certes pas les mouvements trotskistes qui, de la Ligue communiste révolutionnaire à l'OCI lambertiste, professent un anticléricalisme qui refuse droit de cité à l'interrogation même de la foi. En outre, il n'est pas sûr que des militants échappés non sans mal du cadre contraignant des mouvements de l'Action catholique souhaitent s'intégrer aux camps d'été et aux sessions de formation révolutionnaire, cette autre forme d'embrigadement. Ils sont plus nombreux au sein des groupes maoïstes, adeptes d'un militantisme de base qui s'apparente, mutatis mutandis, à celui de la mission ouvrière*[509] ». Pour aller plus loin, comme nous l'avons vu avec l'exemple détaillé des parcours d'Aline et Jacques Archimbaud, les militants peuvent être « d'origine chrétienne » ET maoïste. Julie Pagis dans son étude sur les sources des dispositions d'un groupe de militants de mai 1968 montre d'ailleurs le lien direct entre formation dans les organisations de jeunesse proche de l'action catholique

[508]KESLER Jean-François, « Conceptions et pratiques politiques des chrétiens de gauche » in *Les cahiers du RMF*, n° 14, 2006.

[509]PELLETIER Denis, La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978), Petite bibliothèque Payot, 2005, p. 110.

spécialisée et militantisme dans des mouvements maoïstes[510]. Parmi les militants dont elle fait le portrait, Michel, Colette et Jacques bien que de milieux sociaux divers « convertissent » leurs dispositions « religieuses » dans des partis politiques maoïstes. Ainsi, « *l'engagement de Colette (et son mari) au sein d'une organisation marxiste-léniniste révolutionnaire – sans avoir jamais lu un texte de Marx – trouve ainsi son origine dans l'ethos (religieux) du dévouement et de l'engagement auprès de l'opprimé. […] De manière plus générale, l'importation de dispositions au militantisme religieux dans la sphère politique participe de la redéfinition de l'offre politique au tournant des années 1970. Nous espérons […] avoir montré que si l'on regarde l'ensemble de leur carrière militante, leur engagement au sein de mouvements d'action catholiques ou protestants (JAC, JEC ou Fédération protestante) peut être caractérisé comme un "sas de sortie", un espace transitionnel caractérisé par un "socialisme implicite" leur permettant de rompre progressivement avec l'univers familial d'origine tout en accompagnant leur déplacement social, avant de s'engager finalement dans un milieu militant athée, de gauche*.[511] »

Il y a donc bien des affinités électives entre dispositions militantes issues de la JOC et plus largement des organisations de jeunesse proche de l'Action catholique spécialisée (qu'elle soit catholique ou protestante) et les engagements politiques des militants de ce groupe, au sens où ces affinités sont définies comme « *un rapport d'attraction et de renforcement mutuels qui aboutit parfois à une sorte de symbiose culturelle*[512] ». De plus, comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre autour du concept d'affinité élective, chaque composante, chaque tradition militante, se nourrit des rencontres et contribue à travers ces rencontres à créer un nouvel horizon et un projet commun sans pour autant disparaître ou se dissoudre totalement dans le nouvel élément créé de cette rencontre. Michael Löwy note d'ailleurs que « *pour Goethe, il y a affinité élective quand deux êtres ou éléments se cherchent l'un l'autre, s'attirent, se saisissent l'un l'autre et ensuite resurgissent de cette union intime dans une forme (Gestalt)*

[510]Voir également le témoignage de Bernard Lambert : « Quand un paysan chrétien devient marxiste » in *Esprit,* avril-mai 1977, n° 4-5, où il raconte son passage de la JAC au mouvement maoïste la Gauche prolétarienne.

[511]PAGIS Julie, « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en mai 1968 », in *Revue française de science politique*, 2010/1, vol. 60, p. 61-89.

[512]LÖWY Michael, L*a Guerre des Dieux,* Le Félin, 1998.

renouvelée et imprévue[513] ». Il s'agit maintenant dans les deux chapitres suivants de s'interroger sur la présence d'affinité dans les parcours du groupe de militants les plus âgés, puis celui des militants les plus jeunes.

[513]LÖWY Michael, Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale, Le Sandre, 2011.

Chapitre VI. Les plus de 45 ans : la spiritualité comme moteur de l'engagement militant

Introduction

Bien que représentant moins d'un tiers de notre corpus, les militants du REAS âgés de plus de 45 ans en 1992 influencent fortement le mouvement dont ils constituent à la fois les inspirateurs invisibles et les relais sur le terrain. Très impliqués à la fois dans la construction d'outils de développement et de consolidation de l'économie alternative et solidaire (comme l'expérience du Point Tiers initiée par Claude Bouju), ils sont également un point d'appui important pour diffuser les inspirations du mouvement notamment au sein des réseaux chrétiens. Patrick Sauvage, fondateur de l'ALDEA et membre fondateur du REAS, témoigne par exemple du fait que l'instrument financier imaginé par Jean-Paul Gautier, les CIGALEs, a été et est toujours très investi par les chrétiens.

Pour explorer ce groupe de militants, nous tenterons de cerner leurs caractéristiques sociologiques à travers le portrait de Claude Bouju, dont la figure est assez typique de ce groupe qui, contrairement au précédent, a la particularité d'être relativement homogène. Nous interrogerons ensuite le rapport à la foi chrétienne qui, nous l'avons vu dans le chapitre IV, caractérise ce groupe. Enfin, nous reviendrons sur les spécificités de leur engagement au sein du REAS et questionnerons son affinité avec le projet porté par le REAS.

6.1. Portrait de Claude Bouju, un « intervenant volontaire »

Photo 11 - Portrait de Claude Bouju

Claude Bouju, membre des Amis de *A Faire* et fondateur de l'association Point-Tiers, incarne bien les militants âgés de plus de 45 ans en 1992 de notre corpus. Participant actif de la définition d'un nouveau mode d'engagement qu'il nomme « l'intervenant volontaire », il contribue, comme un grand nombre des militants de ce groupe, à la réflexion à la fois théorique et conceptuelle de l'économie alternative et solidaire et de ses outils.

6.1.1. Un parcours marqué par les ruptures

Connaissant des difficultés scolaires, enfant turbulent, Claude Bouju est très engagé chez les scouts par lesquels il est « endoctriné » comme il le dit. Il y sera imprégné par la notion de « servir ». Pensionnaire dans un collège jésuite à Évreux, il y fait la rencontre du père Jaouen[514]. Avec lui, il participe à des camps d'été pour jeune sortis de centre de détention. Il interviendra deux années de suite au sein de ces camps dans lesquels il utilise les compétences scoutes (la vie au plein air, la vie en patrouille). Il y encadre des jeunes et découvre l'animation. Cette première expérience l'intéresse. Lorsque les premières formations d'animateur se mettent en place, il décide de les suivre. Alors qu'il suit une formation pour devenir moniteur de colonie de vacances, son formateur lui parle de l'école médico-psychologique de Montpellier. Claude Bouju décide alors de passer un diplôme d'éducateur.

> « *Et j'en ai parlé à mon père. Ça lui a semblé bizarre, mais comme j'étais insupportable pour tout le monde, il m'a dit "Vas-y !". Donc, mes parents m'ont permis d'y aller. Je suis sorti complètement de mon milieu* ».

À l'instar de Claude Bouju, un certain nombre de militants de ce groupe forgent leur vocation professionnelle suite à une rencontre avec des prêtres ayant ouvert des champs d'intervention et des méthodes nouvelles de mission. C'est le cas également de Bernard Lecomte.

> Il témoigne : « *Quand je suis entré dans la coopérative [le CINAM], mon père a téléphoné à mon banquier en disant "Oui, vous savez, il s'est laissé entraîner par les curés". Pour un petit patron, l'idéal c'était l'entreprise et il n'y avait rien de mieux que ça* ».

[514]Prêtre à la prison de Fresnes, un temps tenté par le maoïsme, il est le premier à amener des jeunes délinquants et/ou toxicomanes dans des séjours sur des bateaux à travers la création de l'Aumônerie de la jeunesse délinquante. Source : http://www.belespoir.com/michel-jaouen/

Dans le cas de Claude Bouju comme dans celui de Bernard Lecomte, ce choix est signe de rupture familiale.

Par ailleurs, au sein du secteur de l'éducation spécialisée, nombre de professionnels ont des liens avec les valeurs jésuites comme le relève Laurent Cambon, « *l'éducation spécialisée s'origine entre autres dans l'éducation jésuite*[515] ». Les premiers éducateurs sont également très nombreux à être passés par le scoutisme, notamment au sein de l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés)[516], association dont Claude Bouju sera adhérent. Alain Vilbrod, qui met en avant les origines « religieuses » du métier d'éducateur spécialisé souligne le rôle du scoutisme dans le recrutement des premiers éducateurs comme au sein de l'ANEJI : « *L'ANEJI, qui comprenait, rappelons-le, grand nombre de scouts ou d'anciens du scoutisme, toutes branches laïques ou confessionnelles confondues, a permis que se réalise une certaine construction du métier d'éducateur ; par contre elle a été bien incapable d'édifier les bases solides d'une profession*[517] ». Il souligne également que, comme Claude Bouju, ces premiers éducateurs ont forgé leur vocation dans la volonté de « servir » : « *Les scouts et autres jeunes animés d'un idéal et d'une volonté de servir seront donc en fait doublement surpris. D'une part l'enchaînement de circonstances aboutira à ce que, contrairement à leur projet initial, ils ne "décrochent pas" à la Libération, mais d'autre part, ils vont découvrir qu'ils ont là à exercer un métier à part entière, pour peu qu'ils acceptent de se former et d'appliquer les directives des spécialistes*.[518] » D'ailleurs, pour lui, les dispositions les plus importantes du métier d'éducateur supposent que « *plus que des savoirs scolaires authentifiés, ce qu'il importe de posséder, ce sont des dispositions éthiques, des convictions humanistes voire une aspiration au dévouement*[519] ». Le dévouement à travers le partage des conditions de vie quotidienne des jeunes « inadaptés » va d'ailleurs conduire les choix professionnels de Claude Bouju à l'instar de ce qu'il a pu vivre plus jeune auprès du

[515]CAMBON Laurent, L'éducateur spécialisé à travers ses discours : une question d'identité, 2006.

[516]Association créée en 1947 pour « unir et d'aider, à la fois sur le plan amical et professionnel, en dehors de toutes préoccupations politiques ou confessionnelles, tous les éducateurs de jeunes socialement inadaptés ». Source : PLANTET Joël, « ANEJI, les éducateurs souhaitent-ils son retour ? », *Le Lien social,* n° 449 du 9 juillet 1998.

[517]VILBROD Alain, *Devenir éducateur, une affaire de famille*, L'Harmattan, 1995.

[518]*Ibid.*

[519]*Ibid.*

père Jaouen. Ainsi, comme le tableau résumant sa biographie le laisse entrevoir, Claude Bouju va d'ailleurs multiplier les ruptures remettant à chaque fois en cause le confort de ses conditions de vie ainsi que celles de sa femme et ses deux enfants.

Le diplôme d'éducateur obtenu à l'Institut médico-psychologique de Montpellier en poche, il va débuter son métier à Roubaix, où il vit avec sa femme dans un bistrot. Il se souvient des conditions de vie difficiles de l'époque.

> *« J'ai exercé pendant longtemps à Roubaix. Je vivais dans un bistrot. Alors, c'était l'engagement total. Je me suis marié en 1954 et j'ai eu deux enfants. J'ai vécu dans un bistrot bien connu fondé par Ferdinand Deligny[520]. Et j'ai vécu au milieu de ce que l'on appelait les courées[521] de Roubaix ».*

Avec l'évocation de l'image des « courées », Claude Bouju accentue la rupture entre les conditions de vie de son milieu familial bourgeois et sa vie d'éducateur. En parallèle de son travail, il va consacrer une partie de sa vie à construire les métiers naissants autour de l'enfance inadaptée. Il va d'ailleurs participer aux réflexions sur la convention collective du secteur signée en 1966. Il occupe alors le poste de secrétaire général de la Commission nationale de coordination des syndicats départementaux public-privé de l'enfance inadaptée créée en 1962, d'abord au sein de la CFTC puis de la CFDT. Il a un rôle important dans le débat autour de la constitution de la profession et de son organisation syndicale[522]. Mais plus que son influence, Claude Bouju met de nouveau en valeur le « coût » de cet engagement :

> *« À partir de là [1954], je me suis déplacé un peu partout et j'ai été responsable national de la CFDT. […] Et j'ai eu toute une vie syndicale, d'organisation de la profession. Avec l'idée de créer une convention collective qui est finalement née douze ans après, en 1966. Mais en même temps, c'était très mal vu. C'était l'horreur. J'ai connu un périple difficile. J'ai été remercié, licencié par l'ancienne ministre Madame Poinso-Chapuis[523]. J'ai été chômeur. J'ai été pointer pour mes deux francs par jour pendant un certain temps. Et j'ai été rayé de la liste. Le métier était très… Tout le monde se connaissait et j'étais un peu*

[520]Instituteur pionnier de l'éducation spécialisée.

[521]Les courées sont des quartiers ouvriers formés par des alignements de maison en simple ou double rangée. Elles sont devenues des foyers d'épidémie, et de misère. Pour aller plus loin voir : PROUVOST Jacques, « Les courées à Roubaix » in *Revue du Nord*, tome 51, n° 201, avril-juin 1969. Roubaix. Ve Centenaire de la Charte des Drapiers 1469-1969, p. 307-316.

[522]Voir notamment : BOUSSION Samuel, « Les éducateurs spécialisés et leur association professionnelle : l'ANEJI de 1947 à 1967, naissance et construction d'une profession sociale », thèse de doctorat en histoire contemporaine soutenu en 2007 à la Faculté des lettres, langues et sciences humaines d'Angers et le numéro de la lettre de l'Institut d'histoire sociale, n° 15 IHS-CGT 44, mai 2015.

[523]Résistante et première femme ministre de plein exercice de l'histoire de la République. Elle fut ministre de la Santé publique et de la Population de 1947 à 1948.

par-devers moi le mouton noir, la mauvaise graine qui voulait détruire la profession en constitution. J'ai donc eu des déboires. Avec ma famille, j'ai alors bifurqué et je suis devenu directeur du Réseau des maisons des jeunes et de la culture de la ville de Caen. Par relation. J'ai posé ma candidature et j'ai été agréé ».

Claude Bouju semble en effet payer cher ses engagements comme il le souligne lui-même.

« *Les sept MJC ont voulu prendre leur indépendance car c'est la ville qui gérait ça. Du coup, mon poste n'avait plus lieu d'être, et la mairie a supprimé mon poste. Et j'ai pu rentrer, après ce purgatoire qui a duré quatre ans, dans le secteur qui était le mien, dans la spécialisation* ».

Il prend alors la direction d'un petit Institut médico-pédagogique à Alençon où de nouveau ses conditions de vie se dégradent.

« *J'ai été à Alençon, j'ai vécu dans des baraquements avec des gosses qui sortaient de l'hôpital psychiatrique* ».

Il agrandit l'établissement, y apporte tout le confort (piscine, télévision). Pendant dix ans, il s'attache à développer la structure. Malgré lui, il devient un notable d'Alençon. Il décide alors une nouvelle fois de repartir à zéro, mais cette fois-ci de manière consentie.

« *Et alors, je suis devenu un notable. Et c'était pas possible. Donc j'ai tout abandonné, j'ai donné ma démission. J'avais construit une maison, mais je suis parti. Mes enfants étaient déjà grands, donc, ils pouvaient trouver l'autonomie. Et je suis reparti sans rien. Je voulais redevenir éducateur. C'est-à-dire mon métier. Et j'ai pu être embauché comme éducateur dans un truc qui m'a passionné au centre Jacob. Le centre était rue Jacob à Paris et accueillait des jeunes jusqu'à 25 ans qui étaient fugueurs. En même temps, j'ai fini mon cursus à Censier comme psychologue clinicien. J'avais 52 ans à l'époque* ».

Il deviendra ensuite directeur de l'IFOPES (Institut de formation et de perfectionnement d'éducateurs spécialisés) à Montrouge, puis prendra la tête de ce qui deviendra sous sa direction l'Institut régional de travail social (IRTS) de Montrouge[524] jusqu'à sa retraite. Pour résumer son parcours, Claude Bouju conclut :

[524]Lieu de la création de la première école d'infirmière laïque. L'IRTRS (Institut de travail social et de recherche sociale) est créé en 1986 par le regroupement de différentes institutions parfois déjà installées sur le site : l'École des conseillers en économie sociale et familiale (ECESF) ; l'Association gestionnaire de l'Institut de formation et de perfectionnement d'éducateurs spécialisés (IFOPES) ; le Comité d'étude de soins et d'action permanente (CESAP) formant en cours d'emploi des aides médico-psychologiques ; l'Association Toute l'Enfance en Plein Air (TEPA). En 1987, ces structures fusionnent pour devenir l'IRTRS.

> « J'ai connu un périple qui est un roman […]. J'ai eu des vies différentes et ça, ça m'a passionné. Je suis d'un temps où c'était la vocation, l'engagement total ».

À l'instar d'un certain nombre de militants de ce groupe, Claude Bouju définit sa vie professionnelle comme un engagement. Sur les dix-neuf militants de ce groupe, dix ont exercé au moins un temps dans un domaine dont ils se considèrent comme militants. Ils sont six à avoir exercé un métier dans le secteur social (trois dans l'enfance inadaptée, deux dans le développement social des quartiers et une dans les politiques d'emploi), mais quand cette expérience se prolonge, ils occupent des postes de direction de structure ou de centre de formation pour travailleurs sociaux (Claude Bouju, Bernard Ginisty, Annie Berger), comme formateur de travailleur sociaux (Annie Berger) ou comme assistante de direction d'un institut (Annie Dreuille). Comme nous l'avons vu plus haut, Claude Bouju identifie cette forme d'engagement à sa formation initiale au sein du collège jésuite d'Évreux, puis dans les camps du père Jaouen. Ainsi, lorsque je lui demande pourquoi il a choisi le métier d'éducateur auquel il est tant attaché, il n'hésite pas une seconde :

> « *Ah, c'est toute mon origine scoute. Tout enfant et tout, j'étais scout. "Servir", etc. J'ai été endoctriné au maximum là-dedans. J'étais ensuite pensionnaire dans un collège de jésuites d'Évreux. Et là, j'ai connu un des jésuites qui organisaient des camps d'été avec des gosses qu'on commençait à sortir des centres de détention, le père Jaouen. C'est lui qui a fait tous ces trucs avec les bateaux. Avec lui, pendant les vacances, deux années de suite, j'ai été m'occuper, ça durait trois semaines ou un mois. […] J'ai eu cette expérience et ça m'a beaucoup intéressé* ».

Il semble d'ailleurs que cette expérience initiale a façonné la trajectoire professionnelle de Claude Bouju sur les mêmes ressorts que le métier d'éducateur spécialisé dans son ensemble. Alain Vilbrod souligne par exemple que « le poids de certains courants intimement liés à la religion est à souligner d'autant plus haut et fort qu'il structure les formes contemporaines de la prise en charge des inadaptés et des handicapés. Nous en percevons au moins deux dimensions prépondérantes : l'héritage de l'internat et la tradition du charisme ». Ainsi, au-delà du partage des conditions d'hébergement des jeunes évoqué plus haut (dans le bistrot, les baraquements) lié notamment à la question de l'internat, les critiques de Claude Bouju sur l'autogestion

semblent héritières de cette tradition du charisme reçue dans sa formation initiale et renforcée par son vécu :

> « *L'autogestion et toutes ces notions prônées par le REAS, je les ai bien connues lorsqu'elles étaient défendues par le PSU. J'ai pu en apprécier, en étant un acteur dans certains domaines, non seulement les difficultés, mais aussi son impossibilité. L'autogestion, s'il n'y a pas des leaders, des compétences, des organisations, etc., ça s'est toujours terminé mal. On aimerait pourtant que ça fonctionne bien. Mais ça, c'est les problèmes de la dynamique de groupe* ».

Dans ce groupe, plusieurs militants ont également été formés dans des structures d'enseignement chrétiennes. Certains, comme Claude Bouju, y trouvent eux aussi les sources de leur vocation. Ainsi Bernard Lecomte, ancien président de l'association Économie et Humanisme et membre des Amis de A Faire, doit sa vocation à la rencontre d'un autre prêtre emblématique, le père Lebret, fondateur d'Économie et Humanisme.

> « *En 47, quand j'avais donc 19 ans, j'ai été touché par une conférence de Lebret qui était venu avec un autre prêtre qui s'appelait Suavet. Ils venaient parler aux étudiants de la Faculté catholique de Lille sur l'entreprise sur la dimension humaine de l'entreprise. Économie et Humanisme avait trois ou quatre ans. Et moi, j'avais été…* (silence). *Mon regard avait changé. J'étais converti au sens fort du terme par cette conférence. Je suis parti en écouter une autre. J'étais dans le coup de ça parce que j'avais été marqué par la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne). Est alors entrée brusquement l'idée que Jésus Christ n'était pas seulement celui qu'on priait autour de la crèche. Cette révolution intérieure a fait que je me suis intéressé à tout ce qui pouvait rendre l'entreprise à la fois efficiente et en même temps un lieu de… bon, si je mets le mot "bonheur", ça paraîtra exagéré, mais y a un peu de ça* ».

Même s'ils ont différé leur engagement à leur retraite ou bien s'ils les ont contenus à leurs loisirs, les militants de ce groupe justifient d'ailleurs toujours leur engagement au sein du REAS comme dans le reste de leur vie par une dimension spirituelle.

6.1.2. Une retraite solidaire

C'est à la suite d'une vie professionnelle riche que Claude Bouju fait la rencontre du REAS. C'est également le cas de plus de la moitié des militants de ce groupe dont l'âge moyen en 1992 est de 55-58 ans. Après deux ans de pause et une vie active fournie, Claude Bouju sent à nouveau le besoin de s'investir.

« Au début de ma retraite, je voulais avoir une vie active dans un domaine différent de celui de l'enfance inadaptée dans lequel j'ai été un militant actif tout au long de ma vie professionnelle. J'ai alors adhéré à une association appelée PIVOD (Prospective, Innovation, Valorisation, Opportunité, Disponibilité). Elle était proche de chez moi. J'ai été voir, on a sympathisé. Il y avait tout un groupe entre quinze et vingt retraités qui aidaient à la création d'entreprise à partir de leurs compétences. Moi, je n'avais pas de compétence particulière. Alors j'ai proposé de créer une formation courte de conseiller d'aide à la création d'entreprise. Au sein de PIVOD, j'ai rencontré Antoine Pillet [militant du REAS]. Il m'a parlé d'une mouvance qui correspondait beaucoup plus idéologiquement à ce qui m'intéressait. Les retraités de PIVOD étaient plutôt conservateurs, de droite ou démocratie chrétienne. Antoine Pillet m'a alors orienté vers Jacques Archimbaud. On a sympathisé aussi. Je lui ai donné mon pedigree et il m'a dit que cela l'intéresserait beaucoup que je m'investisse au REAS. Je suis donc venu dans ce capharnaüm où tout était en bouillonnement ».

À l'instar de Claude Bouju, plusieurs militants parmi les plus âgés du REAS ont participé à l'association PIVOD comme Antoine Pillet ou Georges Célestin, fondateur de cette association avec Jean Werquin (polytechnicien, haut fonctionnaire dans les DOM-TOM, chrétien engagé revendiqué[525]) et Pierre Balu, en 1986. Cette association regroupe d'anciens cadres d'entreprise qui souhaitent mettre leur savoir-faire à la disposition de créateurs d'entreprises. PIVOD rassemble dans un réseau d'associations locales « *des hommes et des femmes, issus de différents secteurs de l'économie qui, majoritairement en retraite ou en profession libérale, ont souhaité mettre leurs compétences et leur expérience au service des créateurs d'entreprise, des demandeurs d'emploi et de ceux qui cherchent à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent pour s'intégrer dans la vie économique*[526] ». PIVOD figure d'ailleurs parmi les associations fondatrices du REAS. Une permanence animée entre autres par Antoine Pillet sera ouverte dans les locaux de la MAAFORM, lieu alternatif qui abrita le REAS à Pantin (93). L'association PIVOD est également un exemple parmi d'autres de ce qu'Anne-Marie Guillemard a conceptualisé autour de la notion de « retraite solidaire »[527]. En effet, comme Claude Bouju, de nombreux seniors s'investissent dans les associations au moment de leur retraite ou de la fin de leur vie active. Ceci d'abord parce que « *les*

[525]WERQUIN Jean, *Thérèse Cornille,* CERF, 1992, p. 124.

[526]Extrait de la présentation du réseau PIVOD sur son site Internet : http://www.pivod75.org/#!qui-sommes-nous/c1icb

[527]Voir notamment : VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, « 3. Mutation des âges et nouveaux modèles de retraite », in *Le Pouvoir gris*, Paris, Presses universitaires de France, « Le Lien social », 2003, 528 p.

retraités ont vu, avec l'amélioration des pensions de retraite, leur niveau de vie relatif progresser et depuis le milieu des années quatre-vingt rattraper, voire dépasser, celui des actifs »[528]. Une étude du CREDOC datée de 1999 fait le constat de la progression de l'investissement des « seniors » depuis 1979 : « *En vingt ans, la participation des seniors aux associations a connu un essor considérable. Alors qu'en 1979, un tiers des quinquagénaires étaient membres d'une association, c'est le cas de 44 % en 1998 (+ 11 points). Mais c'est chez les plus de 70 ans que les pratiques associatives se sont le plus accrues : 40 % d'entre eux sont adhérents aujourd'hui, contre 22 % il y a vingt ans*.[529] » Cette dynamique, créée comme nous venons de le voir notamment par une amélioration des conditions de vie (un des militants de ce groupe me faisait par exemple part du confort financier des retraites des Trente Glorieuses), est accentuée pour Claude Bouju par l'envie de poursuivre et enrichir, à la retraite, une dynamique militante qui a déjà conduit sa vie professionnelle. Anne-Marie Guillemard souligne ainsi que l'« *on assiste depuis le début des années quatre-vingt à une montée en puissance de l'engagement associatif des jeunes retraités. […] L'engagement associatif des retraités n'a pas seulement changé de niveau, il s'est modifié dans sa nature même. Désormais, les retraités s'investissent dans les associations d'utilité sociale et économique. Ces dix dernières années, un nombre important d'associations de ce type ont été créées et animées par les retraités. […] Les retraités solidaires revendiquent la polychronie et les investissements multiples dans le travail bénévole, les loisirs, la famille, la cité. Ils tentent de démontrer que la retraite n'est pas tant le moment où l'on peut profiter de la vie, que celui où l'on met à profit ses compétences au service non plus seulement d'une entreprise ou d'une administration, mais de toute la collectivité, ce qui en retour permet de "rester dans la vie". […] Avec l'avènement de la retraite solidaire, la retraite n'est plus cet âge de la vie-d'après-le-travail. Elle devient celui d'un âge où l'activité marchande fait place à l'activité libre. L'enchevêtrement des temps sociaux est devenu aussi la règle pour le troisième temps de la vie*[530] ».

[528]GUILLEMARD Anne-Marie, « De la retraite mort sociale à la retraite solidaire. La retraite une mort sociale (1972) revisitée trente ans après » in *Gérontologie et société* 2002/3, n° 102, p. 53-66.

[529]CHOKRANE Bertrand et HATCHUEL Georges, « La dynamique sociale des seniors », *Consommation et modes de vie*, CREDOC, n° 135, mai 1999.

[530]GUILLEMARD Anne-Marie, « De la retraite mort sociale à la retraite solidaire. La retraite une mort sociale (1972) revisitée trente ans après », *op. cit.*

6.1.3. L'« intervention volontaire », un bénévolat contractualisé

Le concept « d'intervenant volontaire » développé par Claude Bouju fait écho aux préoccupations des « retraités solidaires » d'Anne-Marie Guillemard. Au sein de Point Tiers (Tissu interactif externe des réseaux solidaires), d'abord formalisé sous forme de « service interne » au REAS, puis comme association loi 1901 à part entière, Claude Bouju et ses amis tentent de redéfinir des formes d'engagement complémentaires du militant et du bénévole et nourries du croisement de leurs expériences. Ainsi, « *la volonté fondatrice du Point Tiers est celle de l'échange inter-générations. L'appel au volontariat que lance le Point Tiers inclut la participation de personnes qui subissent peu ou prou les séquelles de l'exclusion (retraités, personnes en recherche d'emploi, handicapés) et leur propose de sortir de leur sentiment d'inutilité. Un engagement, même momentané, dans les actions concrètes de solidarité assure aux uns et aux autres une revalorisation de soi et une ré-appropriation d'une place reconnue dans la société*[531] ». Mais au-delà de la simple volonté de mettre son expérience au service de projet militant, Claude Bouju souhaite faire émerger un débat plus large sur la conception de la figure du bénévole et plus largement sur l'engagement. Ainsi, lors du congrès du REAS de 1994, il anime un atelier sur le bénévolat. On peut lire dans le compte rendu : « *La bonne volonté n'est plus l'unique passeport à l'action bénévole : une formation s'impose dans la majorité des domaines. La notion d'acte « désintéressé » (bonté, charité, générosité) a pris un sérieux coup de canif. […] Le bénévole "Point Tiers" met le militant en face de ses responsabilités : identification précise de ses besoins, respect des règles du jeu. Soit ne pas utiliser, sans aucune contrainte, des professionnel(le)s, considérer que toute prestation a un prix, développer une relation qui conjugue autonomie et partage. L'idée de contractualisation, même si elle fait grincer des dents, est le levier incontournable d'une nouvelle approche du bénévolat au service du militantisme*[532] ». Ayant travaillé tout au long de sa carrière presque uniquement au sein d'associations, Claude Bouju est aguerri aux limites de leur fonctionnement.

[531]BOUJU Claude, « Recherche bénévoles pour l'accompagnement de projets » in *Territoires*, mai 1996.

[532]VOITURIEZ Agnès, « Atelier 17. La mobilisation de bénévoles dans le cadre du REAS » in *A faire* n° 21-22, 1er trimestre 1995.

« Je suis quelqu'un qui a vécu quarante années dans le milieu associatif. J'ai été employé uniquement par des associations de parents d'enfants inadaptés ou de sauvegarde de l'enfance qui étaient dans le milieu associatif. J'ai donc l'expérience de quarante années dans beaucoup d'associations. J'ai voyagé dans toute la France pour mes postes. Donc, je sais par expérience que les associations, surtout si elles se développent, ont des gros problèmes pour situer les responsabilités des uns ou des autres, pour baliser les territoires de chacun. Le pouvoir est occupé soit par une personne seule soit par un groupe. Dans les associations, il y a un but altruiste et lorsqu'elle se développe, on va vivre mal que le professionnel en tant que professionnel ne prenne pas l'entière prise en compte de la militance de ceux qui ont créé l'affaire. D'où des conflits dramatiques, des conflits affectifs qui sont extrêmement douloureux pour les uns ou pour les autres. […] Et avec le développement des associations, en général, on a des intervenants professionnels. Cela met en cause le projet de l'association et les responsabilités. Donc, cette phase de la vie des associations nécessite de déterminer des territoires, des pouvoirs. S'il n'y a pas de prise en compte de ça, ce sont les tensions, ce sont les problèmes. […] Il y a intérêt à déterminer les pouvoirs et les territoires sinon, à terme, comme ça repose beaucoup sur l'affectif, ça a fini par dégénérer. D'ailleurs, le problème s'est posé au REAS. Quand je suis arrivé, rien n'était défini ».

Le concept « d'intervenant volontaire », défini par Claude Bouju comme un « engagement altruiste à durée déterminé » se veut protecteur non seulement pour les bénévoles, mais également pour les militants qui doivent rester au cœur du projet.

« L'association Point Tiers, dans le cadre de l'économie alternative, j'ai voulu qu'elle travaille la notion d'engagement. Dans la revue A Faire, j'ai donc écrit un article qui s'appelait "Un renfort nécessaire" dans lequel j'écrivais que ces initiatives pleines d'idéologie, etc. avaient besoin d'être renforcées par des aides de compétences. Et j'annonçais par là l'initiative que j'allais prendre pour faire ce renfort. Et donc j'ai fait à l'image de ce que j'avais vu dans l'association de retraités, mais de façon plus élargie parce que je ne voulais pas me contenter des retraités. Et j'ai donc lancé l'idée du point tiers. J'ai créé avec des gens que je connaissais, j'ai créé avec un commercial, un comptable d'entreprise, Georges Célestin (qui était un ancien président d'Économie et Humanisme, un conseiller à l'ONU), Ana Larrègle, un cadre bancaire, un ingénieur informatique… et on a créé une association. J'ai voulu que l'association travaille la notion d'engagement. Je ne voulais pas que ce soit bénévole. Et donc, le "tiers" est une conception que j'ai introduite dans le REAS. Les tiers ne sont pas des militants. Les interventions sont contractualisées. Lorsqu'on a une demande, on étudie de quoi il s'agit, on trouve la personne compétente. Alors, on fait un contrat dans lequel on définit la place de l'intervenant, parce que ce n'est pas un militant. Il figure sur un plan économique, valorisé comme un don dans la comptabilité. […] C'est-à-dire qu'un militant, pour le Point Tiers, c'est celui qui est au centre, qui est au milieu et qui génère l'action. Donc on doit respecter le champ du militant, on doit lui apporter des compétences, mais c'est lui qui est un militant ».

Claude Bouju, à travers le Point Tiers souhaitait baliser les rôles et les territoires des personnes qui participent à l'émergence, la consolidation ou le développement des initiatives d'économie alternative et solidaire. Il en profite également pour nourrir un débat plus large autour de la question du bénévolat.

> « *Le concept de bénévole est nécessaire, mais seulement si l'on parle « des » bénévolats et pas « du » bénévolat. Le tiers est une conception que j'ai introduite dans le REAS. Des personnes compétentes, mais qui soient des tiers, pas des militants. Des partenaires volontaires, ce ne sont pas des bénévoles, mais des intervenants volontaires. J'ai fait des travaux sur la "bien voulance" : "Ne m'appelez plus bénévole". Ainsi, je ne suis pas un "bien-voulant" dans sa fonction donnée par la société. J'ai fait tout une étude au sein du REAS qui définit : le bénévole, le militant, l'intervenant volontaire. Dans la typologie, l'intervenant est volontaire, c'est un acte citoyen, ce n'est pas de la charité. Il est à distance du militant, celui qui est au milieu et qui génère l'action. Il faut lui apporter des compétences pour l'aider à faire lui-même* ».

À l'image de Claude Bouju, un certain nombre de militants de ce groupe ont vécu leur engagement comme l'occasion de structurer un mouvement à partir des compétences acquises au cours de leur vie professionnelle. Antoine Pillet, militant du REAS, ancien responsable d'étude de produits dans des entreprises comme Unilever et Nielsen et ancien conseil en distribution et communication pour Michelin ou Hachette notamment, a par exemple publié un ouvrage intitulé *Le marketing social et solidaire*[533], sous-titré *Comment les entreprises de l'économie sociale et solidaire peuvent mettre en œuvre, sans perdre leur âme, des méthodes de marketing originales.* Il participe aussi à formaliser le concept de Pôle local d'économie solidaire, autre outil de mise en synergie des militants, des porteurs de projet, des réseaux d'appui et des collectivités locales. Philippe Riché, rédacteur du manifeste de l'ALDEA, va de son côté s'attacher au sein du REAS et encore aujourd'hui à faire la promotion de la « mutance », forme particulière du militantisme développée par René Macaire (militant de la non-violence). Ingmar Grantstedt, Bernard Ginisty, Georges Célestin et d'autres investissent également ce rôle d'expert, de théoricien.

Quand ils ne participent pas sur le plan théorique à la formalisation de l'économie alternative et solidaire, les militants de ce groupe occupent des places de militants locaux. Ils sont alors les chevilles ouvrières des initiatives citoyennes. C'est plus particulièrement le cas des militants du REAS initialement issus des initiatives

[533]PILLET Antoine, *Le Marketing social et solidaire,* L'Ami, Pantin, 2006.

Solidarité Emploi, comme Claude Duchâteau ou Roger Abiven par exemple, ou d'autres militants comme Annie Dreuille et Annie Berger. Ces derniers très engagés sur le terrain investiront peu le REAS. Annie Dreuille et Annie Berger seront par exemple beaucoup plus actives au sein de l'Inter-réseaux d'économie solidaire créé en 1997 et inspiré par Jean-Louis Laville.

> Annie Dreuille, membre fondateur de la première maison des chômeurs et membre active du comité chrétien contre le chômage, explique ainsi : « *Dans le sillage de Maurice Pagat et du syndicat des chômeurs, nous réclamions quatre points : la réduction du temps de travail, la représentation des chômeurs, l'instauration d'un revenu social garanti et la création d'un tiers-secteur d'activité économique (comme nous l'appelions dans ces années 1980). C'est sur ce dernier point de réflexion que, très vite, nos routes se sont croisées avec Aline et Jacques Archimbaud au REAS et avec Patrice Sauvage de l'ALDEA. Le REAS, nous avons beaucoup travaillé avec eux. […] Pour moi, le REAS c'est cet ensemble de débats auxquels nous avons participé […] après le REAS, qui a été cette première rencontre avec l'économie alternative et solidaire, y a eu la création de l'IRES, l'Inter-réseaux d'économie solidaire, autour de Jean-Louis Laville. Nous nous y sommes retrouvés (notre réseau régional) 5 sur 5. […]. L'IRES a su mobiliser les acteurs internationaux et sur les territoires, les gens qui étaient dans l'innovation* ».

Un certain nombre des militants de ce groupe ont investi l'association des Amis de *A Faire* plus particulièrement et ont, pour une part, participé au conseil de surveillance du REAS.

Illustration 21

Ils constituent d'ailleurs la moitié du conseil de surveillance alors même qu'ils représentent moins d'un tiers du corpus total de militants. D'une manière plus générale, les militants de ce groupe, à l'image de Claude Bouju, tentent de canaliser le foisonnement du mouvement en lui fournissant des outils et des concepts solides et construits. Comme lui, chaque militant de ce groupe conçoit sa participation au REAS sur le mode de l'« intervention » pour faire écho aux réflexions de Claude Bouju. Ainsi, cinq d'entre eux sont des ingénieurs de formation et de métier. Ils gardent de cette expérience un certain penchant pour une approche technique des problèmes.

Après avoir brossé très rapidement le mode d'investissement au sein du REAS des militants de ce groupe, il s'agit maintenant d'interroger leur profil plus sociologique en revenant plus précisément sur le portrait de Claude Bouju.

6.1.4. Des profils issus des classes dominantes

Né dans une famille bourgeoise, Claude Bouju ne se distingue pas de la plupart des militants de ce groupe qui sont également issus de la bourgeoisie industrielle ou de la grande bourgeoisie (illustrations 22;23;24) D'ailleurs, comme nous allons le voir dans les lignes qui suivent, ce groupe militant se caractérise par sa grande homogénéité.

Illustration 22

Bernard Lecomte est, par exemple, issu de la « caste des Roubaisiens », Antoine Pillet est également né dans une famille d'industriels bretons et Bernard Ginisty compte plusieurs évêques dans sa famille. Bernard Lecomte, membre des « Amis de *A Faire »,* ingénieur puis directeur de la CINAM (Compagnie d'études industrielles et d'aménagement du territoire) où il a succédé à Georges Célestin, autre militant du REAS, qui témoigne de cet héritage :

> *« Je viens d'une famille de petits patrons textiles de Roubaix. Cette famille textile s'est éteinte pratiquement avec tout le textile dans les années 1956-1960. […] Dans mon école, il y avait dix Mulliez et dix Lecomte. On a la même formation de base, la même éthique, pas au niveau personnel, mais au niveau familial. Il y a certainement 300 ou 400 familles de la même époque qui ont fait les mêmes éclatements que nous. Auchan, est né de la fin des usines. On fait du commerce parce que l'on ne peut plus faire de l'industrie. C'était une déchéance. "Ah, Gérard Mulliez ! C'est celui des Mulliez qui ne sait rien*

faire. ” […] Dans l’esprit roubaisien, dans l’esprit de caste dont je viens, c’était vraiment la déchéance ! (rires) ».

Si les militants de ce groupe sont peu nombreux à reprendre l’entreprise familiale, ils continuent cependant à occuper des places dans les classes dominantes de la société française.

Illustration 23

Ainsi, la plupart des militants âgés de plus de 45 ans du REAS ont occupé des postes de cadre ou de dirigeant. Il est à noter que dans ce groupe, l’une des deux seules femmes présentes est également la seule à occuper un temps un poste d’employée. En effet, elle occupe d’abord un poste de secrétaire de direction dans une structure spécialisée dans l’enfance inadaptée, avant de devenir directrice de la Maison des chômeurs dont elle est à l’origine dans le sud-ouest de la France. De plus, les militants issus de familles plus modestes (dont les pères étaient paysans, chefs d’atelier ou ouvriers) sont les militants dont l’influence sur le mouvement se limite à une participation essentiellement locale. La grande part de ces militants occupe des postes à responsabilités. Par ailleurs, presque tous ont fait des études supérieures parfois même prestigieuses. Ainsi, plusieurs d’entre eux ont fait des études dans de grandes écoles (Polytechnique, l’ENA, l’Université catholique de Lille, l’IEP de Lyon, l’École nationale supérieure de mécanique et d’aérotechnique). Plusieurs ont des formations d’ingénieur, d’autres des doctorats. D’autres ont simplement fait des études supérieures, un seul militant n’a fait aucune étude supérieure.

Illustration 24

Certains de ces militants ont même un profil s'approchant de ce que l'on pourrait qualifier d'élite. Ainsi, on trouve parmi ces militants : un géologue professeur dans une grande école, un responsable de la branche réseau – innovation dans une grande compagnie nationale d'électricité… Bernard Ginisty a, par exemple, dirigé l'organisme collecteur des fonds destinés à la formation des travailleurs sociaux, Bernard Lecomte a un temps été le conseiller en planification du gouvernement sénégalais suite à son indépendance, Georges Célestin a été ami de Théodore Monod et conseiller de l'ONU…

Cependant, contrairement à ce que ce premier constat laisse voir, leurs parcours ne sont pas sans rupture familiale à l'instar de celui de Claude Bouju.

Nous allons maintenant quitter le parcours particulier de Claude Bouju pour nous intéresser à la dimension « chrétienne » de ce groupe et au lien qu'ils y tissent avec leur engagement au sein du REAS.

6.2. Des chrétiens du porche

Cette expression a été utilisée pour se définir par plusieurs militants de ce groupe lors des entretiens. J'ai donc choisi de l'utiliser pour qualifier le rapport qu'ils entretiennent avec la foi chrétienne (en dehors de trois militants, tous se revendiquent comme chrétiens). Le porche est en effet, le lieu profane de l'Église, au seuil de ce lieu

sacré. S'ils ont tous des réflexions spirituelles, ils restent parfois au seuil de l'Église dont ils se sentent le plus souvent distants. Par ailleurs, le porche c'est aussi l'entrée de l'Église ouverte sur le monde.

Illustration 25

C'est dans ce groupe que se trouve le plus grand nombre de militants se déclarant chrétien au moment de l'entretien. D'ailleurs, les trois quarts ont au moins été formés au sein d'organisation de jeunesse catholique. Mais au-delà, ils ont presque tous des réflexions sur leur spiritualité qui est une dimension qu'ils décrivent volontiers comme essentielle dans leur vie (illustration 25).

Ainsi, Dominique Carliez décrit comment son expérience de l'enseignement jésuite l'a lui aussi forgé.

> Quand je lui demande d'où vient son goût pour la mise en œuvre associative, Dominique Carliez n'hésite pas : « *C'est servir. Je suis un fils de Jésus. J'ai été élevé par les Jésuites, par les Jésuites. Et notre devise c'est servir. Tout ce qu'on a appris, tout ce qu'on sait, faut que ça serve. Que ça serve au bien commun* ».

Dominique Carliez a, par ailleurs, fait des études de théologie afin d'approfondir une démarche entamée par des études de philosophie, de langue grecque et d'hébreu dans l'optique d'accéder directement aux textes sacrés afin de « penser par soi-même ». Si dans ce groupe tous les militants se définissent comme chrétiens (sauf trois) et qu'ils

affirment l'importance de la dimension spirituelle dans leur vie, ils ont des rapports plus ou moins distants avec l'Église. Ainsi, on peut mettre en avant trois théologiens (Dominique Carliez, Ingmar Granstedt et Daniel Tartier) et deux militants qui ont pensé devenir prêtre (Georges Célestin et Bernard Lecompte). Annie Dreuille, elle, participe activement à la démarche proposée par la conférence des évêques de France et des mouvements chrétiens « Diaconat 2013 – Servons la fraternité ». Sans militer au sein même de l'Église, Claude Duchâteau et Robert Abiven ont tous les deux été animateurs de leurs paroisses respectives. Bernard Lecomte, au contraire, a rompu avec l'institution religieuse même s'il a pensé un moment devenir prêtre :

> « *La religion est malheureusement nécessaire par ce qu'elle transmet. Mais c'est un cadre très répétitif, très peu novateur. À certains moments de ma vie j'ai hésité… – j'ai trois frères prêtres – j'ai hésité à me battre pour que l'Église change comme Lebret le faisait. Et là, j'ai réalistement dit "C'est pas à ta portée". Et donc, j'ai plutôt placé mon petit bras de levier sur la cause paysanne. Je pense que j'ai la foi, je pense que je ne quitterai pas cette foi-là, j'en ai besoin. Je reste quelqu'un qui est proche de l'annonce évangélique. Mais je ne vais pas militer dans l'Église* ».

Plusieurs d'entre eux se sont attachés à la promotion de figures militantes chrétiennes en marge de des institutions. Comme Dominique Carliez, qui a consacré un ouvrage au parcours et à la pensée de la philosophe d'origine juive et convertie au christianisme, Simone Weil, Philippe Riché, lui, est aujourd'hui l'héritier et principal colporteur de la pensée de René Macaire. Celui-ci, fondateur des Réseaux Espérance, a développé une pensée d'inspiration chrétienne qui repose sur l'idée que « *les modes de pensée ne sont pas déconnectés des modes d'action, et qu'une culture de paix et de non-violence doit être enracinée dans les mentalités pour qu'elle puisse se traduire durablement dans l'action* ». Il s'agit alors de provoquer un « *changement du mode de pensée dominant par la prise de conscience et l'incarnation des valeurs d'humanisation que l'on peut nommer : sens de la co-responsabilité, de la dimension communautaire, de la non-violence, de la place des plus démunis, du respect de la nature, de la maîtrise du progrès technique, du plus grand que soi* ». Ingmar Grantstedt consacre aujourd'hui son temps à la transcription et à la diffusion de l'œuvre de Pierre Gane, théologien jésuite. Soupçonné de marxisme par la hiérarchie ecclésiale, ce dernier fera partie des prêtres interdits d'enseignement à la suite de la

« purge de Fourvière »[534]. Ingmar Granstedt se consacre plus directement à un « travail de croyant ». Il est d'ailleurs aujourd'hui sollicité essentiellement pour des interventions dans le domaine de la théologie plus que sur sa pensée sur le développement industriel[535].

Bien que tous soient plus ou moins critiques des institutions et quel que soit leur degré d'adhésion à l'Église catholique ou protestante (seul Daniel Tartier est protestant dans ce groupe), tous admettent l'importance de la foi chrétienne dans leur vie que ce soit dans leur orientation professionnelle comme Claude Bouju et Bernard Lecomte, dans leur engagement dans la vie locale comme Robert Abiven, Claude Duchateau, Annie Dreuille ou Annie Berger, ou plus largement dans leur construction personnelle comme Ingmar Granstedt, Philippe Riché et Dominique Carliez. Comme présenté plus haut, Jean-Marie Donegani propose sept modèles pour appréhender le lien entre catholiques et politiques. L'approche commune de ces militants, bien que plus ou moins intense, de la religion chrétienne, fait fortement écho au modèle « Être catholique, c'est lire l'Évangile dans les choses très petites de la vie quotidienne »[536] – modèle élaboré par Jean-Marie Donegani dans son ouvrage *La liberté de choisir,* brièvement présenté plus haut. Il le caractérise « *par l'intentionnalité, la conscience, la volonté, la décision que l'on a prise d'être chrétien, et ceci quels que soient la force des héritages et le poids de l'histoire personnelle* [537] ». Dans un extrait de la lettre qu'il adresse en juin 2002 à son groupe de réflexion biblique alors qu'il est déjà très malade, Georges Célestin résume cette intentionnalité :

> « *Je suis atteint d'une maladie réputée incurable, mais qui m'accorde un sursis dont j'ignore la durée. L'idée de mort qui se rapproche a modifié quelque peu mes rapports avec le Créateur, qui peuvent se résumer en quelques termes : confiance en sa bonté et soumission à sa volonté ; attente et curiosité, sans impatience, du passage à cet autre monde, où la mort signifie le retour au sein du Créateur, après cette séparation, qui correspond à la naissance, nécessaire pour me permettre d'acquérir et de développer une personnalité distincte, avant d'accéder à la vie éternelle* ».

[534]Voir notamment *Le Cahier du centre théologique de Meylan* intitulé « Pierre Ganne, la liberté d'un prophète », 2004.

[535]Voir par exemple GRANTSEDT Igmar, *L'Impasse industrielle*, Seuil, coll. « Techno critique », 1980.

[536]DONEGANI Jean-Marie, La Liberté de choisir, pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain. 1993, FNSP, p. 244-259.

[537]*Ibid.*, p. 217-218.

Autre exemple, à la question, « Êtes-vous chrétien ? », Bernard Ginisty premier vice-président du REAS, met très clairement en avant son choix personnel d'être chrétien :

> « *Je suis d'origine chrétienne, catholique. Comme tout le monde, en 68, j'ai envoyé tout ça balader. Puis pour moi ça a été une redécouverte, un cheminement. […]. C'est-à-dire pour moi, si le mot évangile à un sens, ça veut dire bonne nouvelle. Si c'est quelque chose qu'on m'a rabâché, ce n'est pas une nouvelle. Et donc ce n'est pas bon tant que je n'en ai pas fait l'expérience personnelle ». Plus loin dans la conversation, il précise : « Le Christ a toujours refusé d'être un gourou. Il dit même au moment où il annonce qu'il va être tué : "Si je ne m'en vais pas, vous ne comprendrez pas ce que je vous dis". Il dit : "L'Esprit en nous". L'Esprit en soi c'est l'universel, c'est-à-dire la capacité. Je viens d'une famille catholique où il y a eu des évêques et tout ça, donc, il a fallu que je prenne une distance. Mais j'ai retrouvé, pour moi, des valeurs fondamentales qui sont proches des Évangiles et qui sont la religion et la sortie de la religion. Le Christ n'a pas fondé une église* ».

Cette référence au Christ et aux Évangiles est également un trait caractéristique de ce modèle de rapport à la foi développé par Jean-Marie Donegani. Comme Bernard Ginisty, c'est par la référence au Christ et/ou aux Évangiles que plusieurs militants présentent leur foi. Ainsi, lorsqu'elle est questionnée sur le contenu de la dimension chrétienne de son existence Annie Dreuille répond :

> *« C'est la fraternité. Si la fraternité, ça veut dire quelque chose, je pense à la fraternité aussi bien chez les républicains que chez les chrétiens. Bon, pour un chrétien, certainement, il y voit le visage du Christ, le visage du frère, et tout l'enseignement des Évangiles par rapport à la pauvreté. Non pas la pauvreté pour la pauvreté. Mais les gens qui ne sont pas puissants, qui n'ont pas la parole ».*

Comme les catholiques décrits par Jean-Marie Donegani, ils font référence au Christ « *considéré comme un proche, comme un homme dont la vie parle à chaque vie, d'humain à humain*[538] ». La religion catholique est ici avant tout la religion de l'incarnation. Cette citation de Bernard Ginisty résume bien l'approche de ces militants :

> « *Dans la seule prière que le Christ a enseignée, il n'y a pas le mot dieu. Dieu, pour moi, c'est un concept païen, c'est la projection d'une tribune de tous les fantasmes humains, le tout-puissant, le tout ceci, le tout cela. Ce qu'il y a d'extraordinaire quand les hommes parlent au Christ et disent « tu parles de Dieu, mais montre-nous », il leur répond « mais tu m'as vu, est-ce que tu as besoin de me demander autre chose ? Et puis, je vais partir, mais tout ce que*

[538]DONEGANI Jean-Marie, La Liberté de choisir, pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain, op. cit., p. 294.

vous faites au moindre des hommes c'est à moi que vous le faites ». C'est-à-dire, on a oublié de dire que c'est la religion de l'incarnation. C'est-à-dire, Dieu n'est pas à chercher ailleurs que sur terre. Dieu, c'est le plus intime de toute l'histoire de l'humanité ».

C'est d'ailleurs, toujours pour Jean-Marie Donegani, cette relation entre le Christ, les Évangiles, et la vie quotidienne, « ici et maintenant » des hommes et donc de la sienne propre qui pousse les catholiques de ce modèle à valoriser l'engagement bien que ces militants soient finalement peu investis dans des partis politiques. Cette dimension sera d'ailleurs abordée dans la suite de ce chapitre. On peut également noter que, comme dans le modèle décrit par Jean-Marie Donegani, ces militants se définissent avant tout comme des croyants que comme des catholiques ; ils utilisent d'ailleurs tous le terme de « chrétien » plutôt que de « catholique ». C'est la foi plus que l'appartenance à l'Église qui est systématiquement privilégiée par ces militants ainsi que l'ouverture aux autres spiritualités. Ici, c'est la spiritualité, au sens large, sans distinction qui est mise en avant y compris lorsque Patrice Sauvage (bien que trop jeune pour appartenir à ce groupe de militant) décide de devenir diacre[539] :

« Voilà que moi-même, ayant ressenti en moi l'appel que m'adresse le Christ, je suis amené à vivre, comme René [Macaire] – en particulier dans le cadre de l'association Démocratie et Spiritualité –, à la fois l'enracinement dans la Révélation chrétienne et le dialogue en profondeur avec les autres spiritualités, qu'elles soient ou non religieuses ».

Pour résumer l'identité chrétienne de ce groupe de militants, nous pouvons nous référer à la conclusion de la note biographique écrite en hommage à Georges Célestin (militant du REAS, fondateur de PIVOD et ancien président d'Économie et Humanisme) par son ami André Chomel : « *Ainsi, le rappel de l'itinéraire de Georges Célestin ne saurait passer sous silence le croyant qu'il était jusqu'à ses derniers jours, profondément chrétien même s'il était plutôt un chrétien du porche que de la nef* ».. Claude Bouju se décrit également comme un chrétien du porche lors de notre entretien. Ainsi, nos militants sont des chrétiens qui restent au porche de l'Église, à la fois dedans et encore un peu dehors, dans la partie profane de l'Église.

Tous les militants âgés de plus de 45 ans ne sont cependant pas chrétiens. Sur dix-neuf personnes, trois se déclarent sans culture chrétienne. Jacqueline Hafidi-Vitany,

[539]Prononcé lors d'une intervention dans la rencontre dédiée à René Macaire intitulée « La Mutance, clef pour un avenir humain », les 17 et 18 février 1996 à Poitiers.

membre du conseil de surveillance du REAS, « découvre à 17 ans » que ses parents sont juifs. Elle a un rapport très distant au fait religieux même si elle met en avant que son mari était un « musulman marocain ». Jean Mata, membre de l'ALDEA puis du REAS et ancien directeur des Nouveaux Robinsons, est issu d'une famille de réfugiés espagnols. La famille de Rosita Gomez, membre du conseil de surveillance du REAS, est anarchiste espagnole. Sa famille est « fâchée avec l'Église Catholique ». Nous pouvons également souligner que ces trois militants font l'expérience de parents immigrés plutôt pauvres. La mère de Jacqueline Hafidi-Vitanyi issue d'une famille immigrée russe sera même déchue de sa nationalité française lorsqu'elle épousera son père réfugié hongrois apatride. L'expérience de Jean Mata illustre le vécu de ses enfants d'immigrés :

> « *Je suis fils de républicains espagnols arrivés en 1939 en France. Avec un parcours très ras les murs parce qu'il fallait s'intégrer, parce que dans les années 1950, on était quand même des « Espingouins ». Il fallait, s'intégrer, ne pas se faire remarquer. Ça, c'était la philosophie de mes parents et de mon père en particulier : "Profil bas". Et puis, il fallait réussir pour être mieux que ce qu'il était. Donc, moi, je suis un produit de l'école républicaine et de l'ascenseur social avec les difficultés psychologiques induites par des bases aussi restrictives* ».

Annie Berger, fille d'une famille très pauvre, raconte également la volonté sans faille de ses parents (catholiques conservateurs) de mener l'ensemble de leur enfant jusqu'au baccalauréat. Concernant Jean Mata et Rosita Gomez, bien qu'ils n'aient reçu aucune éducation chrétienne ni même religieuse, ils reconnaissent tous les deux une certaine sympathie pour une « spiritualité humaniste » proche de la religion chrétienne telle qu'elle est vécue par les autres militants de ce groupe.

> Jean Mata, se définissant comme libertaire dans la lignée de son grand-père, explique ainsi : « *Chez nous, on bouffait du curé [rires]. Si mes parents sont devenus républicains c'était aussi par rejet de l'institution ecclésiastique en Espagne. Pour eux, c'était d'une grande violence cette institution-là. Ça a été un vrai rejet. J'ai été élevé dans cette ambiance-là. L'institution catholique, c'était ce qu'il faillait rejeter. En même temps, j'ai toujours eu une réflexion ou des lectures sur la spiritualité au sens large. J'étais beaucoup inspiré, ou au moins intéressé par tout ce qui était bouddhisme, yoga, zen. Et la réflexion chrétienne entant que morale, ce n'est pas loin de ce que disent les libertaires. Il n'y a juste que de Dieu, dont on se fout… sinon, sur la philosophie, le respect de l'autre, l'humanisme, ça traverse les courants philosophiques et religieux. Ça ne m'est pas du tout étranger* ».

Rosita Gomez partage le même point de vue : « J*'ai toujours été contre l'Église, mais y a toujours un sentiment de passion de l'autre et d'humanité. Moi, je me suis toujours très bien entendue avec des gens d'Emmaüs au temps où ils étaient très revendicatifs. J'ai connu aussi pas mal de prêtres ouvriers. Il y a quelque chose de l'ordre du religieux au sens de "se relier" et se relier autour d'un désir ou d'une vision d'un monde meilleur ».*

Il semble donc que cette dimension spirituelle teintée d'une forte dose d'humanisme et de don de soi soit au cœur des choix professionnels, personnels, spirituels, militants de ce groupe même lorsqu'ils ne se déclarent pas chrétiens.

Il s'agit maintenant de voir ensemble comme cette dimension spirituelle s'inscrit dans les pratiques militantes de ce groupe et les affinités qu'elle a pu développer avec l'économie alternative et solidaire telle qu'elle est promue au sein du REAS.

6.2.1. Des chrétiens de gauche

À l'image de Claude Bouju, et contrairement aux militants que nous avons rencontrés dans le chapitre précédent, les militants les plus âgés du REAS ont peu investi les partis politiques. Leur adhésion a souvent été fugace et la tentative n'a que peu été renouvelée. Ainsi, dix militants de ce groupe déclarent avoir adhéré à au moins un parti politique avant le REAS et six d'entre eux n'ont jamais eu aucune adhésion. Il n'existe pas de militants ayant fait « carrière » passant d'un parti à l'autre comme cela était le cas chez les militants plus jeunes. De plus, lorsque l'on regarde les partis auxquels ils ont adhéré (illustration 26), ce sont les partis politiques qui ont fait partie de la nébuleuse de ce que l'on a nommé la « deuxième gauche » au sein de laquelle l'héritage des militants d'origine chrétienne est très important.

Illustration 26

Ainsi, lorsqu'ils adhèrent à un parti, les militants de ce groupe le font de manière anecdotique et principalement au sein de partis politiques appartenant à la nébuleuse de la « deuxième gauche »[540] (PSU, MRP, Parti mendésiste). Cependant, cette expérience partisane reste fugace comme en témoigne cet extrait d'entretien avec Ingmar Granstedt :

> *« Je n'ai jamais été dans un groupement politique à proprement dit. J'avais fini le droit et Sciences Po Lyon en 1967 et à ce moment-là, mon père avait été nommé en Argentine et mes parents m'ont proposé de venir passer à leurs frais un an en Argentine. J'ai dit d'accord. J'ai donc eu la chance de passer un an en Argentine pour mon bon plaisir avec ma famille, mes parents, etc. Donc en 1968, j'étais en Argentine. Je suis revenu en octobre 1968. Tous mes copains avaient fait mai 1968. Ensuite, ça a bardé en 1969 en Argentine, donc, j'ai raté également le 1969 argentin, soit le mai 1968 argentin. Je n'ai jamais été dans un groupe politique. Au niveau de mes optiques, je me souviens au moment où Jean Lecanuet, MRP (Mouvement républicain populaire[541]), est candidat chrétien démocrate bien centriste à la présidence de la République contre De Gaulle – je n'étais pas français, donc je ne votais pas –, mais j'aurai plutôt été de ce côté-là. Puis de fil en aiguille, j'ai évolué vers quelque chose de plus alternatif. Et c'est donc la mouvance alternative qui m'a intéressée grâce à ce choc que j'avais eu en entendant Ivan Illich et en le rencontrant ensuite ».*

Par ailleurs, comme nous pouvons le voir dans l'illustration 26, les militants de plus de 45 ans sont également ceux parmi lesquels se trouvent, en proportion, le moins de personnes ayant au moins une fois exercé un mandat électif. De plus, comme pour les partis politiques, ces expériences ont toujours été brèves et non renouvelées.

[540]Voir notamment : DUCLERT Vincent, « La « deuxième gauche » » in *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, « Poche/Sciences humaines et sociales », 2005, 784 p.

[541]Le MRP est un parti politique français classé comme démocrate chrétien centriste.

Annie Berger, fondatrice du réseau d'économie solidaire en Bretagne, l'ARDES (Association régionale pour le développement de l'économie solidaire en Basse-Normandie) et quelque temps militante du REAS relate son expérience d'élue municipale : « *Entre 2008 et 2014, j'ai exercé un mandat d'élue à Caen. Je me suis intégrée à une liste de gauche commune. Je l'ai fait parce qu'à Caen il n'y avait jamais eu de liste commune susceptible de passer. J'ai été sollicitée pour faire partie de la liste, mais en tant que société civile. Au nom des actions dans l'économie solidaire et citoyenne que je portais. Pendant six ans, j'ai été élue avec une délégation à l'économie solidaire aussi bien au niveau de la ville et de la communauté de commune. Expérience, que je n'aurais pas renouvelée non plus*[542] *parce que, au sein d'une liste de gauche, c'est difficile. Je ne regrette pas, mais quand on n'est pas…, l'équipe dans laquelle j'ai été, était très composite en allant du PC en passant par les Verts, le PS et le Parti radical. Donc, une liste d'union de la gauche, mais qui n'avait pas réellement de vision politique* ».

Illustration 27

Claude Duchâteau, initiateur de Solidarité Emploi Roumois – militant du REAS dans ces premières heures avant de choisir de s'en éloigner pour se concentrer sur le développement de Solidarité Emploi Roumois – a été conseiller municipal pendant deux mandats. Pourtant, à l'image des autres militants de ce groupe, il reste peut convaincu par la forme partisane.

« J'aime bien la politique, mais ça me fait un petit peu peur et je ne me suis jamais engagé politiquement. J'ai été conseiller municipal et j'avais une étiquette parce qu'il le fallait, j'étais PS ».

[542]Elle explique précédemment dans l'entretien qu'elle a brièvement adhéré au PSU et qu'ensuite elle n'a jamais re-adhéré à un parti politique.

Dominique Carliez, qui a été député suppléant de Michel Bérégovoy (frère de l'ancien Premier ministre et député socialiste de Rouen) en 1981 et membre d'un groupe de réflexion au sein du PS, est le seul militant de ce groupe à avoir investi les partis politiques, le PSU puis le PS. Cependant, comme Claude Duchâteau et les autres, il décrit les limites de l'engagement dans un parti politique :

> « *J'ai toujours été un peu militant. Pendant la guerre d'Algérie, j'ai eu la chance d'avoir un sursis. Je suis arrivé au service en 1962 et là, c'était l'indépendance de l'Algérie. J'étais en coopération. Je n'ai pas fait mon service dans l'armée, mais en coopération technique. J'étais prof dans un lycée technique en Algérie après l'indépendance. Après, j'ai été plus ou moins au PSU dans une section locale où j'étais (à Fontainebleau). Ensuite, je suis passé au PS à Rouen. Et puis je faisais aussi partie d'un groupe de la Vie Nouvelle […] On réfléchissait sur la politique […]. Puis au bout d'un moment, je me suis dit, réfléchir c'est bien, mais il faut s'engager dans quelque chose de concret, dans l'action elle-même. Après cinq ans dans Vie Nouvelle où l'on se réunissait pour discuter, c'était très bien et très intéressant. Du coup je me suis complètement investi dans le PS. Et après, avoir fait partie du think tank AGIR, je me suis dit : "C'est bien gentil de discuter, mais faut faire quelque chose de concret" et je me suis lancé dans les CIGALEs et GARRIGUE. J'ai toujours essayé d'allier la réflexion et l'action* ».

Ils sont également quatre à avoir milité syndicalement à la CFDT. Ce petit détour par les engagements plus strictement politiques des militants les plus âgés du REAS et l'inscription de cet engagement au sein de la « deuxième gauche » et de sa nébuleuse, permet de définir ces militants comme appartenant à la nébuleuse des « chrétiens de gauche », comme le souligne Denis Pelletier : « *La gauche catholique, c'est donc d'abord la deuxième gauche, marquée par l'expérience Mendès-France, qui a séduit l'aile gauche du MRP, les quelques parlementaires de la Jeune République fondée en 1912 par Marc Sangnier, et nombre de militants de la Vie Nouvelle ou d'Économie et Humanisme. […] L'engagement prend alors trois voies. La première voie, et la plus massive, est la voie syndicale. Elle passe par la minorité de la CFTC réunie autour du groupe Reconstruction, fondé en 1946, par le philosophe Paul Vignaux et le métallo Charles Savouillan*[543]*. […] La seconde voie est celle du PSU. […] La troisième voie est celle des clubs*[544]*, qui se multiplient dans les années 1960*[545] ». À ce titre, le profil

[543]Courant qui conduira à la création de la CFDT.

[544]Comme Vie Nouvelle auquel participent par exemple Dominique Carlez et Philippe Riché.

[545]PELLETIER Denis, La Crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978), Petite Bibliothèque Payot, 2005.

de Dominique Carliez est presque idéal-typique de ces militants : éducation jésuite, diplôme d'ingénieur, engagement au sein d'une grande entreprise publique, militantisme commencé au sein du PSU pendant la guerre d'Algérie, puis au PS, participation à un groupe Vie Nouvelle, engagement associatif multiple dans le domaine de l'action sociale au sens large.

L'attitude des militants de ce groupe vis-à-vis de l'Église – décrite ci-dessus grâce au modèle proposé par Jean-Michel Donegani – est également caractéristique de ce que l'on a appelé les « chrétiens de gauche ». Bruno Duriez dépeint ce rapport particulier : « *Dans ces mouvements, l'accent est mis sur l'incarnation du christianisme, sur la figure du Christ comme homme et sur la dimension historique de la foi religieuse, plus que sur une vision providentielle de l'histoire. On mise davantage sur l'action dans et sur le « monde » que sur la dévotion.*[546] » Il semble donc que les militants de ce groupe appartiennent bien à la nébuleuse des « chrétiens de gauche ». D'ailleurs, une partie d'entre eux se reconnaît directement comme telle. Ainsi, sur l'ensemble des militants identifiés dans notre corpus, ils sont une quinzaine à se percevoir comme « militants chrétiens » et tous sauf un (Patrice Sauvage) font partie du groupe d'âge des plus de 45 ans. À la question sur la présence et de l'importance des militants « d'origine chrétienne » proches de la nébuleuse de l'Action catholique spécialisée ou de la « deuxième gauche », ces militants ont tous répondu par l'affirmative. Ils reconnaissent l'importance de ce réseau dans le recrutement des militants auxquels ils s'identifient. Ainsi, Claude Bouju regardant une liste de militants et répondant à ma question sur la manière dont il a recruté des volontaires pour former le Point Tiers au sein du REAS répond : « Lui, il était du Réseau, elle aussi… » (sous-entendu, le réseau des chrétiens de gauche). Claude Duchâteau souligne également la cohérence, les affinités entre les « chrétiens de gauche » et l'économie alternative prônée par le REAS et par les deux associations à son origine, Solidarité Emploi et l'ALDEA :

> « *J'ai lu un article sur Solidarité Emploi dans un journal, je ne sais plus si c'est Le Monde ou pas. Dans le comité de pilotage de cette nouvelle association, il y avait l'évêque d'Évreux, Monseigneur Gaillot. Et du coup, comme j'ai une petite fibre chrétienne, je me suis dit que Monseigneur Gaillot donnant son adhésion et mettant un peu d'énergie là-dedans, ça devait être vachement bien.*

[546]DURIEZ Bruno, « Faire une autre gauche : des catholiques en politique » in PELLETIER Denis et SCHLEGEL Jean-Louis (dir.), *À la gauche du Christ,* Seuil, 2012.

Autour de moi, j'ai essayé de convaincre des copains, des copines et puis voilà. […] Ces initiatives de citoyenneté, ça fait bouger les fibres altruistes que l'on peut trouver dans les réseaux chrétiens ».

Denis Pelletier esquisse la définition suivant des chrétiens de gauche : « *Il a existé en France, entre la Libération et le milieu des années 1980, un monde de militants et d'intellectuels qui ont estimé légitime de s'engager à gauche au nom de leur foi chrétienne. Leur disparition du paysage politique n'empêche pas qu'on les retrouve à l'œuvre, mais sous d'autres étiquettes, dans la mouvance altermondialiste, au Parti socialiste, chez Les Verts et dans d'autres lieux de la gauche. En se fondant à gauche jusqu'à en devenir invisibles au cours des dernières décennies, ils participent de l'effacement du religieux à l'horizon de la société française, tout en disséminant l'héritage, comme d'autres traces que le désenchantement du monde ne parviendrait pas à réduire*[547] ». On peut à cette occasion souligner que certains militants sont à la tête de mouvements emblématiques de cette nébuleuse. Ainsi, Bernard Ginisty, vice-président du conseil de surveillance du REAS à sa création, a été directeur de *Témoignage Chrétien* de 1996 à 2000, à la suite de Georges Montaron. La femme d'Ingmar Granstedt, Anne Boudon, a fait partie du groupe de résistants Témoignage chrétien à Lyon lors de la Deuxième Guerre mondiale (à l'origine du journal éponyme). Georges Célestin et Bernard Lecomte ont été tour à tour présidents d'Économie et Humanisme, respectivement de 1957 à 1965 et de 1980 à 1981, autre fer de lance des chrétiens de gauche. Que ce soit par leur parcours partisan ou par leur engagement dans des organisations emblématiques, nous pouvons donc affirmer que les militants de plus de 45 ans identifiés dans le corpus ont appartenu à ce que l'on a appelé de manière générique « les chrétiens de gauche ».

Mais au-delà d'une simple reconnaissance au sein de la nébuleuse des « chrétiens de gauche », nous allons maintenant nous demander quelle a pu être son influence sur les modalités d'engagement au sein du REAS et sur ces affinités avec le projet politique du réseau.

[547]PELLETIER Denis, « Introduction » in PELLETIER Denis et SCHLEGEL Jean-Louis (dir.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours, op. cit.*

6.2.2. Une mise en cohérence personnelle

Pour beaucoup de ces militants, l'engagement au sein du REAS ou de ses associés est l'occasion d'une mise en cohérence entre aspiration personnelle et envie d'agir concrètement. On peut d'ailleurs souligner qu'une partie de l'homogénéité soulignée lorsque l'on s'intéresse aux caractéristiques socio-économiques de ce groupe est engendrée par le mode de leur « recrutement » au sein du REAS. En effet, trois d'entre eux y sont arrivés par l'intermédiaire de l'association PIVOD, association fondée par Jean Werquin, Georges Célestin et Pierre Balu. À l'image de ses fondateurs, l'association PIVOD a compté de nombreux militants chrétiens. Si certains ont eu des carrières professionnelles plus militantes, d'autres démarrent leur engagement militant à l'occasion de la retraite. C'est le moyen de mettre enfin en cohérence leur activité et leurs valeurs humanistes comme l'explique Antoine Pillet, ancien conseil en marketing dans de grands groupes industriels internationaux, puis à la tête d'une agence de publicité :

> « [Durant ma vie professionnelle], *j'étais quelqu'un qui était porté par ces idées-là tout en vivant la vie de l'économie capitaliste […]. Cette sensibilité d'homme de gauche m'a amené à essayer très vite au moment de ma retraite de me dire : "Il faut que je me prépare à prendre des engagements qui sont des engagements qui conviennent à mes valeurs". Et au fond, je me situais plus au départ dans le rapport personnel avec les gens et dans une volonté qui est une volonté, disons, de solidarité au sens magique du terme* ».

C'est ainsi qu'à sa retraite, Antoine Pillet entre en contact, par l'intermédiaire d'un ami, avec une association d'anciens de Polytechnique orientée vers l'aide technique aux pays en voie de développement. C'est au sein de cette association, pour laquelle il s'investira trois ans, qu'il fait la connaissance de l'association de PIVOD (Prospective, Innovation, Valorisation, Opportunité, Disponibilité). Et c'est en tant que bénévole de PIVOD qu'Antoine Pillet arrive à la MAAFORM[548] et y reste :

> « *Depuis que je me suis trouvé à la MAAFORM, j'ai eu l'impression d'être dans le bain qui me convenait. C'était ce qui me satisfaisait à énormément de points de vue* ».

Qu'elles aient fait l'objet d'un parcours professionnel ou militant antérieur ou qu'elles soient assumées au moment de leur retraite, les militants de ce groupe s'accordent

[548]Lieu associatif créé en même temps que le REAS et qui deviendra son siège.

pour mettre en avant lors des entretiens la cohérence entre leurs valeurs issues d'une certaine spiritualité chrétienne et le projet et les pratiques mis en œuvre au sein du REAS. Georges Célestin, dans un article[549] paru dans la revue *A Faire,* dans son numéro spécial consacré au congrès fondateur du REAS, fait ainsi le lien entre les réflexions au sein d'Économie et Humanisme et sa présence au sein du REAS :

> *« Il y a 40 ans se tint à Gentilly, les 23 et 24 février 1952, une "session d'initiation aux propositions communautaires et à l'économie humaine" qui préfigurait à beaucoup d'égards les journées de septembre 1991 du « Réseau d'économie alternative et solidaire ». Même contestation d'un système capitaliste régi par les lois du marché et la recherche du profit, s'exerçant au détriment des plus démunis, mais aussi d'un régime communiste, totalitaire et oppressif, qui était alors à son apogée. Même options fondamentales concernant les valeurs à promouvoir – justice, solidarité, créativité – et les besoins essentiels "de tout homme et de tous les hommes" à satisfaire en priorité. Même accent sur les structures et les pratiques communautaires répondant à ces exigences, se concrétisant par des réalisations à valeur expérimentale et exemplaire et en s'inscrivant dans un processus de développement partant de la base ("la montée humaine"). Les initiateurs de cette session : Économie et Humanisme […], la Vie Nouvelle […], l'Entente communautaire[550], la Fédération des Castors[551] ».*

Michael Löwy a d'ailleurs mis en avant les affinités électives entre un certain catholicisme et l'anticapitalisme : *« Il est permis de dire, de façon générale, que l'Église n'a jamais estimé possible ni même souhaitable d'abolir le capitalisme : son but a toujours été de rectifier ses aspects les plus négatifs par l'action charitable et "sociale" du christianisme. Reste pourtant, profondément inscrite dans la culture catholique – parfois occultée, parfois manifeste – une aversion éthique, ou une "affinité élective", à l'égard du capitalisme ». Il souligne également que, malgré une orientation conservatrice de l'Église catholique, « il existait aussi, parallèlement à cette orientation dominante – et dans un rapport plus ou moins conflictuel avec lui – une autre sensibilité catholique, motivée principalement par une sympathie pour les souffrances des pauvres, et attirée – dans une certaine mesure du moins – par les utopies socialistes et communistes. […] Bien que Weber se soit surtout intéressé aux*

[549]CÉLESTIN Georges, « 40 ans après : même combat ! », in *A faire,* n° 13-14, novembre 1991.

[550]« L'Entente Communautaire créée en 1947 est une fédération nationale regroupant les Communautés de travail existantes ou en projets ».. Source : http://www.alpesolidaires.org/l-entente-communautaire-0

[551]Fédération prônant l'auto-construction coopérative née en 1945 et au sein de laquelle nombre de militants chrétiens se sont investis. Voir notamment : « Les Castors : construire pour soi avec d'autres » in Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel (dir.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours, op. cit.*

conséquences (surtout négatives) de l'éthique catholique s'agissant de l'apparition et du développement d'une économie industrielle moderne, on peut également démontrer que cette même forme d'anticapitalisme religieux inspira l'engagement actif des catholiques dans l'émancipation sociale des pauvres.[552] » Comme nous l'avons vu plus haut à travers notamment la citation de Claude Duchâteau, les militants d'origine chrétienne de ce groupe lient leur engagement au sein de l'économie alternative et solidaire et leur foi. Ils sont également mus par un certain impératif à agir. Denis Pelletier a souligné ce besoin d'agir concrètement. Partant du modèle de la « mission » pour tenter de cerner les « f*ormes originales de militantisme auxquelles peut donner lieu l'adhésion au catholicisme* », il constate qu'il existe une certaine « *pérennité d'une utopie missionnaire qui renoue les liens entre le militantisme des années 1945-1970 et l'élan missionnaire du siècle précédent, au prix d'une négociation permanente avec l'actualité sociopolitique qui l'interpelle : l'actualité comme impératif de l'engagement, l'actualité comme urgence missionnaire*[553] ». On trouve d'ailleurs un nombre important de chrétiens de gauche au sein des associations contemporaines du REAS, comme en témoignent de multiples recherches sur le militantisme associatif[554]. Cette appétence pour l'action est au cœur de la définition que se donne le REAS, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents. Même les militants de ce groupe qui ne sont pas chrétiens partagent cette volonté d'agir concrètement comme en témoigne, par exemple, Jacqueline Hafidi-Vitany, membre du premier conseil de surveillance du REAS et investie, avec son frère Patrick, dans les Chantiers de la création à Tours :

[552]LÖWY Michael, La Guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine, Le Félin, 1998.

[553]PELLETIER Denis, « Le militantisme chrétien à l'épreuve de l'idée missionnaire » in BRÉCHON Pierre, DURIEZ Bruno et ION Jacques (dir.) ; *Religion et action dans l'espace public,* L'Harmattan, 2000.

[554]VOIR notamment : MATHIEU Lilian, « La constitution du mouvement altermondialiste français » in *Critique internationale*, 2005/2, n° 27, p. 147-161. LECHIEN Marie-Hélène, « Des militants de la « cause immigrée » et « Pratiques de solidarité et sens privé de l'engagement » in *Genèses*, 2003/1, n° 50, p. 91-110. OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action » in *Revue française de science politique*, 51e année, n° 1-2, 2001. Lilian Mathieu, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontières » in *Sociologie* 2010/3, vol. 1. PÉCHU Cécile. « Les générations militantes à Droit au Logement » in *Revue française de science politique*, 51e année, n° 1-2, 2001. BRUNEAU Ivan, « Chapitre 7 / Recomposition syndicale et constructions des collectifs militants » À partir d'une enquête sur la confédération paysanne, in HERVIEU Bertrand, *Les Mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, « Académique », 2010. SAWICKI Frédéric, « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, « Socio-Histoires », etc.

> « *Je suis plutôt dans l'action au ras des pâquerettes parce que je pense que c'est au ras des pâquerettes que quelque chose peut changer, mais pas en haut. […] Je pense que le changement ne peut venir que du terrain* ».

Jean-François Kesler met en avant « *l'éternelle tentation des militants chrétiens de fuir l'action politique, à implication électorale, au profit d'une action sociale ou d'actions spécifiques*[555] ». Cette préférence pour le militantisme au sein des associations au détriment des partis, déjà soulignée plus haut, est résumée par Claude Duchâteau dans l'extrait d'entretien suivant :

> *« Je ne sais pas pourquoi ni d'où vient ma fibre militante. Mais c'est comme ça. Je ne suis pas celui qui va dans la rue, qui fait des manifs. Pour ça, je suis un timoré. Mais je suis actif pour créer des associations, les faire vivre, les coordonner, etc »*.

Ainsi, au sein des associations comme au sein du REAS, les militants de ce groupe peuvent assouvir leur besoin d'agir tout en ayant la satisfaction de « faire de la politique autrement ». Vincent Soulage a identifié cette spécificité : « *Les chrétiens sont friands des modalités permettant de "faire de la politique autrement". […] Le gauchisme chrétien cultive surtout sa spécificité en faisant du champ religieux le lieu de son engagement politique. […] Il faut également y lire la base conceptuelle de l'incompréhension avec les héritiers du progressisme : il n'est plus question de rejoindre la classe ouvrière et ses instruments (PCF, Confédération générale du travail (CGT)), mais de participer à la libération des hommes (et des femmes)*[556] ». C'est sur la question de l'autonomie et de la liberté qu'Ingmar Granstedt définit son engagement :

> « *Le théologien Pierre Gane*[557] *[…] était un précurseur axé sur la liberté. La liberté personnelle et la conviction vécue par lui, mise en œuvre par lui dans la plus grande foi que la foi chrétienne est en elle-même une pédagogie de la liberté […]. Voilà disons pour ce que j'ai reçu et essayé de mettre en œuvre moi-même du côté explicitement de la foi grâce à Pierre Gane, donc, la démarche de liberté personnelle. Par ailleurs, j'ai le choc intellectuel d'Ivan Illich qui lui critique l'évolution […]. Il travaillait là-dessus et appelait en sens inverse à une reprise de l'autonomie, comme capacité des personnes autonomes*

[555]KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste : les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990.

[556]SOULAGE Vincent, « L'engagement politique des chrétiens de gauche, entre Parti socialiste, deuxième gauche et gauchisme » in PELLETIER Denis et SCHLEGEL Jean-Louis, *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours, op. cit.*

[557]Voir notamment : Actualité d'un prophète : Pierre Ganne, *Cahier de Meylan* n° 2005-1, Centre Théologique de Meylan, 2005.

[…] Et là, on retrouvait également la question de l'autonomie du jeu local et de quelque chose qui pour moi faisait écho à la démarche d'autonomie personnelle au niveau de la foi, du point de vue théologique. Et donc, une pratique sociale, politique, technologique, économique qui allait dans le même sens. Et quelque chose qui n'était pas seulement une spiritualité, mais qui soit en même temps, une manière de vivre et donc une façon en tant que chrétien d'incarner ma démarche de foi et du point de vue laïc quelque chose sur lequel on pouvait tomber d'accord que l'on soit croyant ou non au niveau d'une existence humaine. […] François Partant, par le biais du Tiers-Monde, arrivait finalement aux mêmes conclusions qu'Ivan Illich et moi. De part et d'autre, on arrivait aux mêmes conclusions de la nécessité de repartir du local, des capacités autonomes des gens pour les rebâtir et les fortifier sinon il n'y a pas de maîtrise politique, il n'y a pas de maîtrise possible d'un destin politique commun ».

Denis Pelletier résume ainsi les apports de ces militants : « *Les catholiques apportent avec eux leur culture militante, issue du catholicisme social, portée à l'action concrète, à la démocratie de proximité et à l'autogestion, héritage sécularisé de la théorie des corps intermédiaires et de la troisième voie*[558] ». Résumé conforme à ce que nous avons pu observer à travers la description des militants de ce groupe d'âge.

Conclusion

Bien qu'issus dans leur large majorité de familles bourgeoises catholiques, les militants de plus de 45 ans du corpus, « prédestinés » à évoluer dans une pensée conservatrice, présentent un cheminement militant inscrit clairement à gauche. De plus, ils forgent cet engagement au sein même de leur foi dans un rapport de défiance vis-à-vis des institutions religieuses en général et de l'Église catholique en particulier. Ils occupent des postes qui les rapprochent des classes dominantes de la société. Ce constat est renforcé par l'importance au sein de ce groupe des diplômés des grandes écoles. Ces deux caractéristiques les rapprochent comme nous l'avons vu des « élites » au sens où ce concept « *renvoie à tous ceux qui composent un groupe minoritaire occupant une place supérieure dans la société (notion de prééminence) du fait de leur naissance, de leurs mérites, de leur culture ou de leur richesse*.[559] » Cependant, là encore, leur engagement dont l'origine se situe le plus souvent au sein de leur foi, les conduit à s'occuper d'abord des plus pauvres sans pour autant poser sur eux un regard

[558]PELLETIER Denis, La Crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978), Petite bibliothèque Payot, 2005.

[559]TRAN Émilie, « Les élites », in *Sciences humaines* 1/2005, n° 156, p. 26

charitable, mais au contraire un regard de pairs mesurant tout le potentiel de leurs propres ressources. Certains militants privilégieront leur engagement au détriment de leurs conditions de vie comme Claude Bouju, Bernard Lecomte ou Ingmar Granstedt. À l'instar des chrétiens de gauche dont une partie se réclament, ils entretiennent un rapport à la foi dans lequel ils puisent les sources de leur engagement au sein de l'économie alternative comme un écho à leurs valeurs personnelles et spirituelles. La relative radicalité de la ligne politique du REAS n'est donc pas un obstacle à leur investissement. Ces militants participent même, nous l'avons vu, activement à la définition du mouvement tant au niveau théorique que concernant l'élaboration d'outils dédiés. Enfin, leur rapport à la foi chrétienne fait d'eux, ce que Claude Bouju nomme en s'auto-désignant, des « chrétiens du porche » dans cet endroit, au seuil de l'édifice, faisant partie de l'Église tout en étant profane.

Ainsi, comme le souligne Bruno Duriez, les personnes nées en France entre 1915 et 1946 sont pour leur grande majorité catholiques. Cependant, « *dans un pays où la très grande majorité des habitants se reconnaissent comme catholiques, les électeurs de gauche le sont pour la plupart également. Mais ces catholiques déclarés sont loin d'avoir une pratique religieuse régulière. Ils sont baptisés, ont reçu une éducation religieuse, font baptiser leurs enfants (95 % des petits Français le sont alors) et continuent de se dire catholique, mais ils sont souvent religieusement indifférents*[560] ». De plus, il souligne leur malaise d'être à la foi catholique et « de gauche », à l'image d'Ingmar Granstedt :

> « *Je me suis souvent senti mieux avec des gens non chrétiens qu'avec des cathos de la paroisse qui sont beaucoup plus conservateurs. Mais, je suis toujours content, secrètement heureux, lorsque je découvre que chez tel ou tel militant, il y a la foi chrétienne qui compte. Avec François de Ravigan, on avait la même déontologie, on faisait la part des choses. Quand il était militant, son côté chrétien n'apparaissait pas du tout. On faisait bien la part des choses. Le lien ensuite, il est à l'intérieur du bonhomme* ».

Par contre, ils se sentent bien dans la mouvance alternative et s'y « retrouvent » comme Antoine Pillet le soulignait plus haut. Leur positionnement social ainsi que leurs bagages intellectuels les ont conduits à se positionner souvent comme « experts » au service des militants tout feu tout flamme plus jeunes et plus politiquement engagés

[560]DURIEZ Bruno, « Faire une autre gauche : des catholiques en politique », in *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours, op. cit.*

du REAS. Ainsi, leur profil sociologique, leur parcours de vie ou leur engagement spirituel forment une voie toute tracée vers les pratiques militantes et le projet politique de l'économie alternative et solidaire telle que promus au sein du REAS.

Il nous reste à explorer le dernier groupe d'âge du REAS, celui des militants les plus jeunes, âgés de moins de 35 ans en 1992. Une des caractéristiques déjà relevée de ce groupe dans le chapitre IV est leur faible insertion dans la culture chrétienne pourtant au centre des affinités entre les militants des deux premiers groupes et le projet du REAS.

Chapitre VII. Les moins de 35 ans : entre professionnalisation des engagements militants et politisation des engagements associatifs

Introduction

Après avoir examiné des autres militants du REAS et d'avoir dessiné les grands traits de leur engagement ainsi que les affinités qu'ils présentent avec le projet et les pratiques du REAS, nous allons maintenant explorer les parcours et les profils des militants les plus jeunes du REAS, ceux qui ont moins de 35 ans en 1992.

Photo 12 – Les jeunes de Génération Banlieue

Ils sont vingt et un, soit environ un tiers du corpus. Ils comptent six femmes. Leur moyenne d'âge en 1992 est de 25 ans. Le plus jeune a 17 ans et les plus âgés 34 ans lors de la naissance du REAS. Il s'agit de décrire rapidement leurs grandes

caractéristiques sociologiques avant de se demander comment leurs parcours militants antérieurs présentent des affinités ou non avec le projet du REAS. Les jeunes militants du REAS sont incarnés dans ce chapitre par les portraits de Jean-Philippe Magnen, jeune militant du REAS et fondateur du Pôle d'économie solidaire de Dijon et de Nadia Azoug, militante se définissant comme fondatrice du REAS, pilier de l'association de jeunes de quartier SOS Bondy ça Bouge et ancienne « marcheuse »[561]. À eux deux, ils illustrent à la fois l'hétérogénéité de ce groupe (un homme issu d'une famille bourgeoise de province et une femme militante des quartiers ouvriers de la banlieue parisienne), mais aussi les traits communs qui réunissent ces militants (« politisation » des engagements militants du REAS, exercice de mandat d'élu et investissement au sein du parti politique Europe Écologie – Les Verts). Par ailleurs, ils revendiquent l'un et l'autre d'avoir été au cœur du mouvement. Ainsi, Jean-Philippe Magnen se présente comme l'un de ceux qui auraient pu prendre la tête du REAS si les difficultés financières n'avaient pas achevé de décourager les militants qui souhaitaient poursuivre le réseau après le départ du couple Jacques et Aline Archimbaud. Nadia Azoug se définit dans sa biographie militante comme une des fondatrices du REAS.

7.1. Une ascension sociale réelle, mais limitée

À l'image de l'ensemble du corpus, environ un militant de moins de 35 ans sur trois est issu de familles d'origine ouvrière (33 % pour les jeunes contre 28 % pour l'ensemble des militants). Les militants de ce groupe d'âge ont connu, dans la plupart des cas, une ascension sociale par rapport à leurs parents (enseignant chercheur, directeur de service dans des communes, directeur d'une compagnie culturelle, consultant, etc.). De plus, à l'inverse du constat fait pour les deux précédents groupes, une partie de cette ascension est le produit de leur parcours militant.

[561]Les « marcheurs » désignent les personnes ayant participé à la Marche pour l'égalité en 1983, plus connue médiatiquement sous le nom de « Marche des Beurs ». Partie de Marseille, elle a compté plus de 100 000 marcheurs lors de son arrivée à Paris.

Illustration 28

Par exemple, Sébastien Kanarek, le plus jeune militant du REAS, fils de mineur, a commencé sa carrière comme bénévole d'Agir Lorraine, association membre du REAS dont il est ensuite devenu salarié. Il est aujourd'hui le directeur de LORAGIR, prolongement d'Agir Loraine sous forme de SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) réorientée vers de promotion et le développement du numérique. Salah Amokrane, fondateur de l'association Vitecri partenaire du projet Génération Banlieue à Toulouse et fils d'un ouvrier du bâtiment, alterne entre le statut salarié et militant au sein de cette première association. Après une infidélité de quelques années au sein du Conseil général de la Haute-Garonne, en l'an 2000, il est à nouveau salarié associatif au sein du Tactikollectif (association qui a suivi et enrichi le projet de Vitecri) qu'il dirige aujourd'hui.

À l'inverse, les parcours professionnels d'Emmanuel Antoine ou de Jean-Philippe Magnen viennent déjà nuancer ce premier constat. Ainsi ils ont fait leur carrière essentiellement dans le monde associatif dont les salaires, par exemple, sont inférieurs aux autres secteurs privés[562]. Ces choix de carrière dictés par leurs engagements militants ont de fait produit une certaine dégradation de leur statut social vis-à-vis des postes occupés par leur père en particulier. En effet, le père d'Emmanuel Antoine, Serge Antoine, était haut fonctionnaire et celui de Jean-Philippe Magnen chef d'entreprise.

[562]Voir notamment HÉLY Matthieu, *Les Métamorphoses du monde associatif,* PUF, 2009.

7.1.1. Le militantisme comme porte d'entrée dans la vie professionnelle

Touria Chemouri, salariée et militante des Craignos et des FAJQ (Fédération des associations de jeunes de quartier de Lille), fille d'un peintre en bâtiment, explicite également le lien entre son militantisme et sa carrière :

> « *Moi, je militais déjà dans une des associations, celle qui était le mieux implantée à Lille et qui s'appelait les Craignos. J'étais jeune consommatrice d'activité. Et je suis passée rapidement de jeune consommatrice d'activité à du militantisme de terrain. […] Puis, j'ai été bosser aux Mutuelles de France. Mutuelles de France qui m'avaient repérée au cours d'une des réunions du Réseau de l'économie alternative et solidaire. Et qui m'ont appelée. Qui ont su que je ne travaillais plus et qui m'ont demandé de travailler avec eux justement sur l'ouverture du mouvement mutualiste aux jeunes des quartiers* ».

Suite à son mémoire de DEA de sciences politiques sur le REEAS (Réseau européen d'économie alternative et solidaire, tentative de diffusion du REAS un niveau européen) Lucile Manoury, militante et sociétaire du REAS, trouve un premier emploi :

> « *Mon mémoire, je l'ai diffusé à deux ou trois acteurs régionaux que j'avais rencontrés, dont l'ancien président du collège coopératif Provence Alpes Méditerranée. Quand il a reçu mon mémoire, il m'a appelée en me disant que ce que j'avais fait l'intéressait. Il travaillait sur le développement des études sur l'économie solidaire et il m'a embauchée* ».

Dernier exemple, celui de Marie-Thèrèse Jambut, militante du MRJC et du REAS, fille d'agriculteurs, qui a travaillé neuf ans pour le Pôle local d'économie solidaire de Châteauroux :

> « *Quand j'ai quitté le MRJC au niveau national, le REAS a mis en place des Pôles d'économie solidaire. Quand j'ai terminé à Paris, j'ai été embauchée dans l'un des premiers Pôles d'économie solidaire qui avait été créé par le REAS en lien avec des municipalités, celui de Châteauroux. Il y avait une personne qui était à mi-temps sur le pôle de Pantin, et à mi-temps sur le pôle de Châteauroux. Il a fait ça pendant un an, mais c'était pas son choix de rester ici car il habitait Paris et que c'était compliqué. Du coup, au moment où lui voulait partir, on s'était rencontré au REAS et comme j'étais de Châteauroux et qu'il trouvait que j'avais les compétences, il m'a proposé de le remplacer localement et les élus de Châteauroux ont accepté que je puisse le remplacer sur le poste. Et donc, je suis devenue responsable du Pôle d'économie solidaire et avant que le REAS disparaisse, il est devenu mon employeu*r ».

Comme Jean-Philippe Magnen, militant du REAS (voir son portrait dans l'encadré), lorsqu'ils sont interrogés sur leur parcours professionnel, les jeunes militants du REAS mettent presque systématiquement en avant le lien entre leur parcours professionnel et leurs aspirations militantes. Ainsi, lorsque j'interroge Éric Lavillunière sur son parcours professionnel, il répond :

> « *Professionnel ? Ça dépend quand je dois le démarrer. Quoi qu'en fait, il est assez concomitant au parcours militant dans l'économie alternative et solidaire* ».

Emmanuel Antoine explique la même chose :

> « *À l'ALDEA, j'étais étudiant, puis je me suis professionnalisé dans ce milieu-là. Même si à l'époque on l'envisageait pas comme un secteur professionnel, mais comme un engagement politique. Articuler engagement professionnel et engagement politique est un élément de conduite assez fort dans mes choix* ».

D'ailleurs le portrait de Jean-Philippe Magnen montre que le militantisme au sein du REAS a souvent été déterminant dans les choix professionnels des militants les plus jeunes du REAS. Lucile Manoury confirme :

> « [Le REAS] a *complètement orienté ma vie professionnelle par la suite puisque je suis devenue une consultante spécialisée sur le développement de l'économie sociale et solidaire dans un des premiers bureaux d'étude en la matière, d'ailleurs. Aujourd'hui, j'interviens toujours là-dessus y compris dans le champ universitaire* ».

Il faut également souligner que c'est dans ce groupe de militants que l'on trouve les anciens salariés du REAS. Ainsi, ils sont huit avoir été salariés du REAS ou de ses antennes locales. Claire Cartieaux a, par exemple, été « responsable de développement » du REAS 35. L'autre élément confortant le lien entre aspirations militantes et début de carrière professionnelle est le fait que sur ces huit militants, quatre ont d'abord effectué un service civil en tant que objecteur de conscience soit directement au REAS (Patrice Vuidel) soit à l'ALDEA (Emmanuel Antoine, Éric Lavillunière, Henri Leblanc). Comme Salah Amokrane, Malik Ifiri ou Touria Chémouri au sein de leur association de quartier, les jeunes salariés du REAS alternent également statut militant et salarié. C'est par exemple le cas des premiers salariés du REAS comme Emmanuel Antoine, Éric Lavillunière, Véronique Raoult et Henri Leblanc. L'engagement militant de Marie-Thérèse Jambut au MRJC la conduit à travailler trois ans pour le MRJC local et trois ans pour le MRJC au niveau national.

Dans ce cas, la précarité des postes au sein de l'organisation est conçue comme un élément essentiel de son bon fonctionnement comme elle l'explique assez clairement :

> « *Le MRJC, c'est une association de jeunes gérée par des jeunes. Le principe, c'est des jeunes du milieu rural qui s'organisent en association. Ça commence en quatrième - troisième, au collège, jusqu'à la trentaine. C'est une association de jeunes gérée par des jeunes, c'est-à-dire que le conseil d'administration du département jusqu'au niveau national n'est constitué que de jeunes. Le principe du MRJC, c'est l'éducation populaire au sens noble. C'est-à-dire, c'est la formation du jeune par ses pairs. […] Du coup, on ne peut pas être plus de trois ans avec une année renouvelable maximum, que ce soit au sein du conseil d'administration ou comme salarié. On permet à des jeunes de devenir citoyens et acteurs. Quand on a fait un passage là, on va ailleurs pour permettre un renouvellement sans cesse* ».

Mais à l'image du REAS, la plupart du temps, cette alternance est le fait de la précarité financière des structures dans lesquelles les jeunes militants du REAS sont salariés. Reste que c'est par la voie militante que les jeunes militants entrent dans leur carrière professionnelle et c'est par elle qu'ils connaissent parfois une véritable ascension sociale à l'image de Malik Ifri. Fils d'un ouvrier immigré algérien militant du FLN en France[563], Malik Ifri commence sa vie professionnelle au sein de l'association de jeunes qu'il a créée avec ses copains dans le quartier de Wazemmes à Lille. Lorsque l'association Les Craignos obtient les financements pour un temps plein grâce à la subvention d'un demi-poste de la part du FAS (Fonds d'action sociale[564]) et d'un autre demi-poste par le ministère de la Jeunesse et des Sports, ils décident de créer alors quatre quart-temps pour salarier le maximum d'entre eux. C'est le premier poste de Malik Ifri. Dans la lignée de ce premier emploi, il obtient, comme plusieurs militants qui ont fréquenté le REAS à travers le projet de Génération Banlieue, un DEFA[565] qu'il prépare au sein d'un centre de formation Léo Lagrange. Suite à sa rencontre avec Emmanuel Antoine, jeune militant des Verts et du REAS, il travaille pour plusieurs structures d'économie solidaire, dont l'APES (Acteurs pour une économie solidaire Nord-Pas-de-Calais) dont il aime à rappeler qu'il est le premier signataire de la charte

[563]http://www.lavoixdunord.fr/region/malik-elu-de-la-republique-francaise-fils-de-smail-moudjahid-respecte-jna28b0n299205.

[564]Fonds créé en 1958 à destination « pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et leurs familles », il s'ouvre petit à petit l'ensemble de la population immigrée quelle que soit sa nationalité. « Devenu Fastif (Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille) avant de prendre son appellation actuelle de FASILD en 2001 ».

[565]« Juillet 1984 : lancement par Mme Georgina Dufoix du programme DEFA (Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation) solidarité, destiné à former 300 jeunes de quartiers non diplômés au métier d'éducateur ». Source : http://www.monde-diplomatique.fr/mav/89/PIRONET/14098.

ou encore pour les Alteractives, sorte de club qui réunit une quarantaine d'entreprises alternatives sur la région. Il quitte ensuite le milieu de l'économie solidaire non sans regret (il poursuivra les Alteractives au tribunal des Prud'hommes), et devient directeur d'une compagnie culturelle. Il est aujourd'hui directeur du centre régional d'information jeunesse du Nord. Cette entrée dans la vie professionnelle par le biais d'une expérience au départ militante va influencer les pratiques professionnelles d'un certain nombre de militants de ce groupe, à l'instar de Jean-Philippe Magnen. Véronique Raoult explique comment elle réutilise aujourd'hui des éléments issus directement des pratiques militantes apprises au REAS :

> « *La notion de réseau que j'ai apprise au REAS fait que là, je monte un réseau de directeur de cabinet d'université sur les échanges de pratique. Ça c'est quelque chose que j'ai gardé* ».

Lucile Manoury affirme toujours utiliser les principes méthodologiques du diagnostic de ressource élaboré par Jacqueline Lorthiois et promu par le REAS :

> « *Le diagnostic local de ressources qu'a produit Jacqueline Lorthiois en 1996 est issu des réflexions qu'elle a conduites notamment au sein du REAS, mais aussi dans des expériences professionnelles qu'elle a faites à l'époque. Elle a croisé les deux. Et pour moi, il y a presque eu un enjeu de transmission implicite. Et quand par la suite, j'ai été embauchée par le collège coopératif, les premières ressources sur lesquelles je me suis appuyée c'étaient celles-là. J'ai essayé de les diffuser au sein du réseau des collèges coopératifs* ».

7.1.2. Un militantisme qualifiant

L'hypothèse d'une ascension sociale en partie due à leur engagement militant est renforcée lorsque l'on s'intéresse au diplôme obtenu par les militants de ce groupe.

Comme le montre le diagramme 29, un seul un militant possède un diplôme inférieur à un niveau bac +3 (il a un BTS en gestion comptabilité). Cependant, treize des militants de ce groupe sur vingt et un ont obtenu leur diplôme le plus élevé suite à leur expérience professionnelle au sein de l'économie alternative et solidaire ou de ses réseaux.

Illustration 29

Lucile Manoury, militante du REAS puis du MB2 fait des études de lettres modernes puis de cinéma. Suite à sa rencontre avec le monde militant du REAS, elle reprend ses études et réalise un mémoire de DEA en science politique sur le REEAS (Réseau européen d'économie alternative et solidaire, déclinaison européenne du REAS). À l'image du parcours de Lucile Manoury, les entretiens révèlent que la plupart des militants sentent la nécessité de reprendre des études pour valider cette première expérience professionnelle et militante. Marie-Thérèse Jambut, militante du REAS et salariée du pôle d'économie solidaire de Châteauroux est sans doute celle qui pousse la logique le plus loin.

> *« Le jour où je vais faire une formation agricole, c'est que je vais cesser cette activité. Parce qu'en fait, chaque fois que j'ai fait une formation, j'ai arrêté l'activité. Éducatrice, quand j'ai fait la formation après j'ai plus exercé comme éducatrice. J'ai fait un master professionnel économie solidaire et développement local, mais j'ai arrêté dans l'économie solidaire puisque je me suis installée dans l'agriculture. Donc, généralement, quand je fais un diplôme, c'est que je vais m'arrêter. Je ne fais pas un diplôme pour trouver un travail, mais pour clore et pour mettre des mots et une réflexion sur une expérience vécue. Moi, la formation c'est pour me faire plaisir et pour m'aider à réfléchir pour que j'avance, ça a rarement été quelque chose qui m'a permis d'exercer. Après, vu mon parcours, c'est sûr que j'utilise un peu de ce à quoi j'ai été formée ».*

La plupart des militants ont ainsi repris des études suite à leur professionnalisation dans l'économie solidaire. D'autres comme Malik Ifri ont bénéficié des DEFA « Georgina Dufoix » qui permettaient à 300 jeunes des quartiers populaires de se former au métier de l'animation. Aucun d'entre eux ne se destinait à travailler dans le secteur de l'économie solidaire, en dehors peut-être de Patrice Vuidel.

> Après un Deug d'économie Patrice Vuidel décide de changer de cursus : « *Mon idée c'est de comprendre pour pouvoir agir donc, je me dis "Il faut que je cherche et pas que je poursuive dans une filière classique à l'université". Je ne me fixe pas sur un lieu, et je regarde sur toute la France à partir de bac+2 et je postule à deux choses qui après coup, je me suis rendu compte, étaient absolument antinomiques. Il y a une maîtrise à Clermont-Ferrand qui est sur le développement, mais qui en fait est vraiment sur la macroéconomie. Après, c'est les mecs qui allaient bosser au fonds monétaire… et en même temps, je postule sur une maîtrise de sciences et technique en développement local et là c'était comment mobiliser les gens sur un territoire pour faire du développement local. Et je suis pris à Villetaneuse en développement local. Là, ça m'ouvre sur des trucs qui m'intéressent beaucoup. C'est là où je rencontre Jacqueline Lorthiois* ».

De plus, si le lien entre militantisme au sein du REAS et choix de carrière est avéré pour nombre de militants de ce groupe, cela a également pu fonctionner à la réciproque. Nadia Azoug explique ainsi comment les techniques professionnelles du métier de l'animation ont alimenté à l'inverse leur militantisme au sein du REAS.

> Ainsi, les compétences développées dans le cadre de leur emploi dans l'animation ont été mobilisées par les jeunes des quartiers dans leur rapport aux autres militants du REAS dans le cadre du projet Génération Banlieue : « *Lorsqu'on arrivait en réunion, on savait qui allait intervenir parce que nous, on les préparait. Eux pouvaient penser que l'on arrivait la bouche en cœur ou autre. Non, parce qu'en même temps, il y a une école qui là-dessus est extraordinaire quand tu te retrouves avec des gens qui te forment bien, c'est l'école de l'animation. Quand t'es avec des pédagogues ou autres et quand tu as traité les questions justement d'émancipation, d'autonomie, de responsabilisation de la parole collective… Nous, on arrivait de ces écoles-là de Freinet, du machin, etc. même si on avait pas intellectualisé le tout, on était des organisateurs de collectivités en bord de mer pour 300-400 mômes des quartiers où tout le monde avait la parole dans des équipes de 20 à 30. Donc, même si c'était un peu le bazar dans les réunions il en sortait quelque chose où il y avait des savoir-faire du coup autour des prises de parole, les prises de notes, les stratégies… où se placer dans les réunions. On n'était jamais ramassé. On se débrouillait quitte à mettre une chaise en plus, mais on envahissait tout l'espace, on s'appropriait tout l'espace. Donc, on avait développé des compétences sur les dynamiques de réunions, de stratégie, etc.*

On avait des compétences et on les réutilisait quand on allait à ces rencontres-là ».

Serge Ascencio, autre militant du REAS, fait lui aussi le lien entre sa formation professionnelle et ses capacités militantes :

« *Ce niveau ingénieur, ça donne une capacité, ça aide, en termes de capacité à travailler, de concentration, de lecture, de compréhension des choses […] ça m'a donné des capacités de boulot qui m'aide après sur mes côtés militants ».*

Touria Chémouri, militante du REAS et salariée des FAJQ à Lille, explique pour sa part les ressources que le militantisme a procurées à certains anciens cadres associatifs dans leur emploi dans la fonction publique territoriale :

« *Ceux qui sont rentrés dans les municipalités ont dû se battre plus que les autres parce qu'on ne les a pas considérés. Mais ils avaient en même temps une vie militante qui leur a permis de défendre leur droit. Et parfois même à l'intérieur de ces trucs-là, de s'organiser pour défendre leur droit de manière syndical ou autre. Alors que nous, ça existait pas les syndicats dans le milieu associatif* »

7.1.3. « L'esprit de service public »

Autre caractéristique, au moins un des deux parents de neuf des militants a exercé des métiers dans la fonction publique (enseignants, militaire, aide-soignant, assistante sociale, etc.). Ce dernier élément rapproche le profil des jeunes militants du REAS de celui des personnes qui recherchent aujourd'hui un emploi dans l'économie solidaire comme le montre l'étude conduite par Matthieu Hély et Fanny Darbus[566] : « *S'il y a bel et bien un "profil type", il est plutôt à rechercher parmi les jeunes actifs fortement diplômés dont les parents sont ou ont été dans la fonction publique et qui, confrontés à un effondrement inédit des chances d'accéder à un poste de titulaire dans une administration d'État ou une collectivité territoriale, réajustent leurs aspirations initiales en direction des entreprises de l'ESS, ces dernières, à la différence du secteur marchand, étant sans doute les mieux à même de garantir une intégration professionnelle sans contrarier trop fortement les dispositions acquises par la socialisation familiale et scolaire* ». Nous pouvons à ce propos noter que treize des anciens jeunes militants du REAS travaillent ou ont travaillé dans le secteur public ou

[566]DARBUS Fanny et HÉLY Matthieu, « Travailler dans l'ESS : aspirations, représentations et dispositions. Une étude auprès des adhérents de l'association Ressources solidaires », in *Recma* n° 317, 2010.

parapublic (enseignants, chargés de mission dans des collectivités dans le domaine de la politique de la ville ou du développement local essentiellement). Matthieu Hély et Fanny Darbus ajoutent : « *La proximité des activités de l'ESS avec les missions d'intérêt général dévolues aux administrations publiques vient souligner les affinités sociologiques entre les travailleurs de l'ESS et les agents de la fonction publique : une surreprésentation des femmes, un niveau de diplôme élevé, l'acquisition d'un ethos du service public, la famille et un rapport au travail probablement moins orienté vers la réussite matérielle que dans d'autres secteurs de l'économie*[567] ». On peut se demander si cette proximité entre économie solidaire et fonction publique n'a pas joué dans le sens inverse de celui décrit ci-dessus. En effet, l'entrée dans la carrière professionnelle par l'économie solidaire semble avoir favorisé pour un certain nombre de jeunes militants le choix de travailler dans le secteur public. Johanna Siméant explique le lien entre profession et militantisme : « *Parce que la formation des goûts politiques ne procède pas seulement d'un processus relatif au politique, le rapport au politique ne peut être pensé séparément des autres dimensions de l'identité, et, tout particulièrement, de la profession. Cette dernière ne doit pas être seulement envisagée comme productrice (en aval) ou révélatrice (en amont) de "disposition", mais aussi comme générant des disponibilités et des capacités différentielles à s'investir en politique. Ces capacités ne s'entendent pas seulement sur le plan de la compétence, mais aussi en ce qui concerne le calcul pratique qui arbitre entre investissement professionnel et politique*[568] ».Véronique Raoult, attachée de presse de l'ALDEA puis du REAS, témoigne ainsi de l'influence de son militantisme dans le choix de sa carrière professionnelle :

> « *En même temps, je pense que ça a développé une fibre. D'avoir commencé par ça, bon, c'est pas par hasard si on commence par ça au lieu d'aller travailler chez Carrefour, mais… on a une fibre, on trouve une occasion et puis finalement cette fibre se développe parce que cette occasion lui a permis de bien vivre avec. […] J'ai arrêté de militer, mais finalement avoir choisi une université qui s'investit dans le développement du territoire, qui s'engage sur la transition écologique, ça, c'est des dossiers que j'aime bien suivre. Je pense que ça représente bien les universités bien ancrées dans leur territoire. C'est pas une grande université de recherche, mais on fait ascenseur social pour tout un*

[567] *Ibid.*

[568] SIMÉANT Johanna, « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi » in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation,* Belin, 2003, p. 163-196.

tas de gens, on a quelques niches de recherche, on a des relations avec les entreprises…ça me paraissait important de retrouver du sens et dans un projet qui avait une relation au territoire très particulière. Il y a eu quatre universités nouvelles en Île-de-France : Cergy, Marnes la Vallée, Évry et ici, Versailles Saint-Quentin. Et les quatre avaient pour particularité d'avoir été créées pour des premiers cycles donc, sans créer une université de plein exercice avec de la recherche, etc., mais simplement des collèges de premier cycle. Or, on est allé beaucoup plus loin et il y a eu un vrai projet de développement sur le territoire en lien avec les collectivités territoriales. Et donc, on était bien en lien entre territoire et institution. […] Du coup, j'ai retrouvé un peu les problématiques que j'avais trouvées au REAS mais ici pas associatif mais institutionnel ».

Touria Chémouri fait le lien entre militantisme et emploi dans les collectivités locales notamment à travers la carrière de certains anciens cadres des associations de jeunes de quartier dans les collectivités locales. Serge Ascencio témoigne également de ce lien :

Il explique ainsi : « Jusqu'en 2004, j'étais salarié de l'association d'usagers du vélo et en 2004, j'ai postulé au poste de "monsieur vélo" à la communauté urbaine de Strasbourg ».

Dominique Baillet, historien et sociologue, pense que les associations de jeunes des quartiers ainsi que le REAS ont d'ailleurs un rôle important dans l'accès à l'emploi des jeunes des quartiers : « *Elles forment ensuite pour ces jeunes un marché secondaire du travail et de l'emploi, favorisent une insertion professionnelle spécifique, leur permettant de devenir des fonctionnaires de l'État-Providence. Favorisant leur insertion dans le secteur associatif, humanitaire, du travail social et des PME, elles semblent donc remplacer depuis la deuxième moitié des années 1980 le rôle d'intégration que jouait encore dans les années 1970 le travail salarié né de la société industrielle. Elles permettent, comme par exemple l'association SOS ça Bouge qui dispose d'un Point Infos Jeunes, de trouver un stage ou un emploi spécifique. […] Elles jouent le rôle d'une protection sociale plus valorisante que l'allocation du RMI ou l'indemnité du chômage, et leur donnent la possibilité de passer, pour reprendre les concepts de R. Castel, d'une zone de "vulnérabilité" à une zone "d'intégration"*[569] ».

[569]BAILLET Dominique, « Intégration et militantisme politique. Le cas des jeunes d'origine maghrébine en France », *Confluences Méditerranée* 2001/2, n° 37, p. 183-196.

7.1.4. Un emploi militant, à quel prix ?

Dessin 9 - Caricature des ressources humaines dans l'économie solidaire

La caractéristique majeure des trajectoires professionnelles de ces militants comparées à celle de des militants plus âgés du REAS est d'avoir fait tout ou partie de leur carrière dans des structures liées à l'économie solidaire. Même si cela a représenté une forme d'ascension, elle a aussi été limitée par les conditions même d'exercice au sein des structures d'économie solidaire ainsi que de la réalité économique du secteur. Matthieu Hély dénonce, pour sa part, l'enchantement autour de la question du « travailler autrement » au sein de l'économie solidaire. Il dresse un portrait corrosif du salariat « solidaire » : « *Il convient donc de mettre à distance les prophéties auto-réalisatrices et les rhétoriques performatives sous peine de réifier un secteur que l'on présente régulièrement comme porteur d'avenir alors qu'il signe surtout "l'avenir d'une illusion". Illusion de la subversion de l'économie capitaliste, constamment invoquée comme un rituel d'appartenance à la famille "sociale et solidaire". Illusion*

de la proximité avec le service public, puisqu'en contribuant à substituer le travail d'intérêt général par du travail "d'utilité sociale", elle subvertit les fondements du statut de la fonction publique[570] ». Si les propos de Matthieu Hély sont assez caricaturaux, reste que les conditions d'exercice au sein des structures d'économie solidaire sont parfois problématiques. Un certain nombre de militants interviewés de ce groupe d'ailleurs mettent en avant les difficultés liées aux conditions de travail des emplois dans l'économie solidaire. Véronique Raoult et Henri Leblanc soulignent par exemple les limites de leur emploi au sein du REAS :

> Henri Leblanc explique par exemple son choix de quitter le REAS : « *Puis j'ai levé le pied, le montage d'initiatives comme Génération Banlieue et avant, le montage du réseau, m'avaient demandé beaucoup d'investissement. Avec une situation d'aller-retour entre chômage et salariat. Je me suis alors orienté vers un poste plus classique de directeur de la mission locale Pantin-Le Pré. En parallèle à tout cela j'ai continué à me former notamment comme un administrateur PME-PMI, en passant un DPES gestion finance. J'ai ensuite travaillé vers la politique de la ville, mais sur des postes plus institutionnels* ».

Véronique Raoult témoigne également de la difficulté de rester dans la précarité. Ainsi, lorsqu'elle a dû élever seule ses deux enfants, elle a cherché un emploi plus stable et a quitté le REAS.

Mais au-delà de la précarité des conditions d'emploi, un certain nombre de militants mettent également en avant l'usure que l'engagement intrinsèquement lié aux carrières dans ce type de domaine demande. Ils sont plusieurs à être critiques des conditions matérielles fournies par ces carrières. Ainsi, là encore, l'ascension sociale des militants de ce groupe par rapport à la situation (parfois seulement apparente) de leurs parents est à nuancer par les conditions d'exercice réelle au sein du secteur élargi de l'économie solidaire. Marie-Thérèse Jambut explique assez bien les pressions subies par les salariés associatifs notamment dans la relation aux administrateurs bénévoles :

> « *J'ai travaillé au Pôle d'économie solidaire pendant neuf ans et j'ai senti qu'il fallait que je parte. Si je m'étais accrochée, j'aurai pu le faire mourir parce que j'en avais marre et que j'en avais fait le tour. Les choses auxquelles j'ai été confrontée c'est que j'étais la seule salariée. On est payé pour être compétent, pour être au fait, pour savoir ce qu'on doit faire, etc. Par rapport à des conseils d'administration de bénévoles qui eux y passent le temps qu'ils peuvent, mais ils ne sont pas payés pour être au fait. C'est donc forcément plus long pour que les*

[570]HÉLY Matthieu et MOULÉVRIER Pascale, « « Économie sociale et solidaire » : quand les sciences sociales enchantent le travail », *Idées économiques et sociales* 2009/4, n° 158, p. 30-41.

choses arrivent, qu'elles se fassent. Au début ce décalage n'est pas forcément très grave. Mais au bout de neuf ans, le décalage entre mon conseil d'administration et ce que je voyais, moi, pour l'avenir de la structure devenait insupportable. Et quand les choses ne bougent plus, moi, je pense que c'est le moment où il faut partir ».

En centrant ses critiques sur les seules associations, Matthieu Hély décrit les écueils du salariat associatif : « *Les résultats de l'enquête confirment effectivement l'existence de telles situations où l'invocation de « l'esprit solidaire » sert parfois d'alibi commode pour faire accepter des conditions de travail dégradées, le maintien d'écarts de salaire importants avec les autres secteurs de l'économie et le développement de la précarité des emplois. De fait, l'expérience du salariat associatif se caractérise par une tension constante entre, d'une part, une lutte pour être reconnu comme un « travailleur comme les autres » et résister ainsi à la banalisation de son statut*[571] ». On peut toutefois noter que les justifications parfois artificielles à l'acception de conditions d'emploi dégradées sont très loin de ne concerner que le secteur réduit de l'économie solidaire ou des associations. Fanny Darbus, résume, elle, les conditions de travail dans l'économie sociale et solidaire : « *À quelques exceptions près, les conditions de travail et d'emploi dans l'ESS n'ont rien d'exemplaire. Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, le salaire d'un travailleur du secteur est inférieur à ceux du privé. C'est particulièrement vrai dans le milieu associatif, principal employeur de l'ESS avec 78 % de ses salariés, soit un million huit cent mille personnes : le salaire y est inférieur de 17 % à celui observé dans le secteur marchand. Les contrats précaires et les temps partiels subis y sont également deux fois plus important. […] Le consentement au travail pas ou peu rémunéré au nom d'un engagement militant s'explique par la conviction de faire vivre une "autre économie"*[572] ». Claire Cartieaux, militante du REAS 35, a fait une partie de sa carrière dans l'économie solidaire. D'abord comme consultante vacataire pour plusieurs organismes comme la Fédération européenne des coopératives (CECOOP), puis comme responsable du Pôle de développement d'économie solidaire du pays de Redon de 2000 à 2012. Elle est aujourd'hui en reconversion dans la thérapie en soutien aux aidants de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Elle est également très

[571]HÉLY Matthieu, Les Métamorphoses du monde associatif, op. cit.

[572]DARBUS Fanny et HÉLY Matthieu, « Justes causes et bas salaires », *Le Monde diplomatique* 4/2014 (n° 721), p. 22-23.

investie dans la ZAD (Zone à Défendre) de Notre-Dame-des-Landes contre la construction du nouvel aéroport de Nantes où elle dit retrouver les modes de fonctionnement expérimentés au sein du REAS notamment autour de l'autogestion. Parmi les militants de ce groupe, c'est elle qui dénonce de la manière la plus virulente la « maltraitance » comme elle la nomme, subie selon elle par un grand nombre de salariés des structures d'économie solidaire. Elle reproche au secteur actuel de s'être éloigné du projet initial porté par le REAS :

> « *Je me suis beaucoup plus retrouvée au REAS, au Réseau d'économie ALTERNATIVE et SOLIDAIRE (elle insiste sur les deux derniers termes), puis je me suis perdue et je ne me suis plus retrouvée dans les Réseaux d'économie sociale et solidaire. […] J'ai quitté vraiment le secteur d'un point de vue professionnel en 2012, quand j'ai quitté le Pôle de développement de l'économie solidaire de Redon. Et je l'ai quitté en me disant que je ne m'y retrouvais pas du tout que ce soit en lien avec les politiques ou avec les acteurs d'économie sociale. J'y ai trouvé beaucoup de maltraitance. Il était grand temps que je parte avant d'être vieille et aigrie par rapport à ce secteur. J'y ai trouvé beaucoup de maltraitance en tant que salariée et beaucoup de maltraitance en tant que femme vis-à-vis de la gent masculine, même dans ce secteur. Et il y a plein de chose que je n'ai pas compris. […] Quelle est l'adéquation entre les valeurs que l'on prône à longueur de temps et la façon dont on est traité et considéré et comment on se parle et on vit ensemble ? Et moi, j'ai dit stop. Je pense que l'on a beaucoup perdu avec cette institutionnalisation des dispositifs d'économie sociale. […] On est exploité car salarié militant. On ne doit rien dire parce que l'on a le plaisir de faire un truc qui nous fait vibrer. Et en plus, on est tous sympas, on se fait tous la bise, on est tous solidaires, etc., mais il n'y a aucune protection. Par exemple, moi j'ai quitté en 2012 le Pôle parce que j'en avais marre, mais aussi parce que je frôlais le burn-out. La collègue que j'avais embauchée et qui m'a remplacée à mon poste a quitté l'année dernière pour burn-out. Ils avaient déjà eu du mal en tant qu'employeur et en tant que conseil d'administration à poser des limites. Mais à cette époque-là, quand je m'occupais de trouver des financements, j'étais à 4 ou 5 réunions le soir par semaine. J'étais en réunion le soir et le lendemain à 9 h 30-10 heures, j'étais au travail jusqu'à minuit. Et j'ai fait ça pendant six mois non-stop. Mais j'avais une énergie d'enfer à ce moment-là puisque le projet me portait et que j'ai adoré le faire. En même temps, tout ce que j'ai fait dans ma vie professionnelle, j'ai adoré, je me suis éclatée. Donc, il y a cette ambiguïté où l'on a plaisir à faire des choses et en même temps, on n'est pas forcément reconnu, on n'est pas forcément protégé au niveau de notre santé. Et puis, il n'y a aucune réflexion. Sur le territoire, parce que en tant que Pôle, c'était un réseau d'acteurs. J'animais un réseau d'acteurs et dans les structures locales, il y avait de la maltraitance continuellement au niveau des salariés. Ça ne faisait que se plaindre. Et moi je ne pouvais plus, au bout d'un moment, cautionner ça. Je n'y arrivais plus de voir les autres souffrir et de*

continuer à dire "Si, si c'est bien l'économie solidaire", à un moment je ne pouvais plus. Force est de constater que sur certains aspects, c'est pas terrible. Et ça, ce n'est pas possible d'en discuter, personne ne se remet en question. Je peux paraître négative sur certains points, mais j'ai beaucoup aimé tout ce que j'ai fait ».

Cet arrêt un peu long sur un cas explicite des incohérences de ce secteur fait écho aux propos de Matthieu Hély. « *Faire comme si le différentiel de salaire, défavorable au secteur associatif, reposait sur l'acceptation pleine et entière du travailleur associatif suppose à la fois d'ignorer que ce dernier n'a peut-être pas d'autre alternative du point de vue de ses orientations de carrière que ce secteur (on pense particulièrement ici aux contrats aidés et aux mesures d'insertion) et, par ailleurs, que sa contribution au projet associatif s'inscrit dans le cadre d'une relation salariale et non d'un engagement désintéressé. En déniant au salarié associatif son statut de travailleur, le risque existe alors de présenter sous les traits positifs de l'engagement désintéressé et émancipatoire ce qui peut ressembler en réalité à du sous-salariat*[573] ». Cependant, il nuance malgré tout ce constat sévère en expliquant que « *le salariat dans le secteur associatif n'est pas une réalité homogène et j'ai déjà mis en évidence, dans d'autres sources, l'existence de la segmentation profonde du marché du travail associatif à travers la pluralité des formes "d'entreprises associatives" qui le composent (Hély, 2004). Ce marché du travail associatif recouvre ainsi une forte diversité de statuts de travailleurs que l'on peut appréhender comme un continuum allant du bénévolat le plus pur au salariat le plus protecteur (cas notamment des éducateurs spécialisés affiliés à la convention collective dite 66, dont les conditions de travail et de rémunération sont comparables à celles des personnels de la fonction publique*)[574] ». Ainsi, si beaucoup de militants de ce groupe plus particulièrement dénoncent parfois les conditions difficiles de la réalité professionnelle de l'économie solidaire, ces difficultés sont la plupart du temps également liées à la dégradation plus générale du marché du travail et aux tensions qu'elle fait peser sur les conditions de son exercice globalement. Sébastien Kanarek témoigne à l'inverse du progrès social que peuvent engendrer les valeurs de l'économie solidaire au quotidien dans son organisation :

[573]HÉLY Matthieu « À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire »., *Sociétés contemporaines* 2008/1, n° 69, p. 125-147.

[574]*Ibid.*

« Ce qui me convient bien c'est qu'aujourd'hui, on travaille pour des clients privés. Je dis bien des clients parce que là, on n'est plus sur des actions sociales ou en tout cas d'économie solidaire. On va travailler sur des actions d'animation purement commerciales, des choses comme ça, mais à côté de ça, dans notre fonctionnement de tous les jours, on a un fonctionnement en interne qui reprend ces valeurs d'économie solidaire. Après, pour être franc avec vous, ça ne me gêne pas d'aller piquer 4 000 euros à Total, si je sais que nous derrière dans notre fonctionnement, on va prendre en compte les valeurs qui nous sont chères. On est une petite structure, même si l'on a un membre qui est un peu le fondateur de l'activité, c'est lui qui a lancé les choses. Mais aujourd'hui, on est bien conscient de ce que l'on est. Sur la partie numérique, on est 5. Et donc, on a besoin des 5 parce que chacun a ses compétences. On a aussi chacun un petit niveau pour s'adapter aux tâches des autres, mais chacun a ses spécificités, a ses spécialités, va apporter quelque chose à la structure. On a recruté deux personnes en début d'année et on a pris le parti d'embaucher un gars et une fille, ils n'ont pas du tout les mêmes branches d'activité, mais ils sont importants tous les deux donc, ils ont le même salaire et ça n'a posé de problème à personne. Aujourd'hui, on a de plus en plus d'activité purement commerciale et moins d'utilité sociale. Mais on tient à ce fonctionnement-là. Je ne suis pas le seul à décider, mais je pense que pour le moment les choses vont continuer à fonctionner comme ça pour le plus grand bonheur de tout le monde. […] Dans l'aspect commercial, les choses risquent d'évoluer, mais dans l'aspect gestion du personnel, les choses vont rester plutôt participatives. Je ne dis pas que, à un moment on n'a pas tranché des décisions parce qu'il faut bien à un moment que les choses avancent, mais il y a toujours eu quand même la prise en compte des avis de tout le monde et il y a des décisions qui ont été renversées parce que le plus grand nombre disait "ce que vous voulez faire là, ça ne va pas". Il y a une vraie décision collective concernant l'orientation de la structure et son développement ».

Si l'ascension sociale des jeunes militants du REAS permise notamment par leur engagement au sein du REAS est parfois cantonnée par les conditions souvent précaires et défavorables du salariat associatif, reste que pour une large part d'entre eux cette ascension est une réalité. Enfin, c'est également dans ce groupe que les militants sont le plus issus de familles d'ouvrier ou d'employés puisqu'ils sont plus de la moitié. Cependant, il est important de noter le contraste au sein de ce groupe entre les militants qui ont intégré les réseaux d'économie alternative et solidaire à l'occasion de Génération Banlieue et les autres. Ce constat est à relier au mode de recrutement particulier de ces militants au sein des associations de jeunes issus de quartiers populaires. Il est donc logique que l'on trouve dans ce groupe plus de fils ou de filles d'ouvrier ou d'employé. Cette identité est d'ailleurs revendiquée :

« *On était le peuple* », aime à dire Nadia Azoug.

Encadré 3 - Portrait de Jean-Philippe Magnen

Jean-Philippe Magnen est né en 1967 à Paris dans une famille de culture chrétienne qui a pris ses distances avec l'Église. Il est le seul enfant de sa fratrie à être baptisé.

> *« Mes parents se sont plutôt éloignés de la religion même si au tout début de ma vie c'était moins le cas parce que j'ai été baptisé, mais ma sœur et mon frère ne le sont pas. Mon père a été en défiance avec la religion ».*

Son père, ingénieur centralien est dirigeant de diverses entreprises industrielles. Défini comme « patron de gauche », il instaurera, par exemple, les 39 heures et la 5e semaine de congé dans son entreprise dès 1979[575]. Sa mère est assistante sociale. Ses parents dirigent une fondation de soutien à la création d'entreprise qui leur permet de concrétiser leur « fibre sociale ». Jean-Philippe hérite de cette fibre.

> « *Mes parents étaient sensibles à la politique, mais pas militants. Ils avaient un engagement associatif. Ils étaient plutôt sociaux tous les deux que ce soit mon père dans l'entreprise ou ma mère dans son métier. Mon père a créé une fondation dont le but était de soutenir des activités solidaires. Pour s'impliquer dans des actions solidaires le territoire. Pour s'impliquer plus dans le territoire. La fondation avait une visée régionale. Ma sensibilité aux questions socio-économiques est née de ce milieu familial. Une sensibilité à l'humain qui était un point commun à mon père et ma mère. […] Mes parents votaient à gauche et étaient plus Rocard que Mitterrand. Donc, c'est pas un hasard que je me retrouve là ».*

Arrivé à Dijon d'abord dans le cadre de son implication dans l'équipe locale de Basket, Jean-Philippe Magnen y crée, en 1992, une association de formation et d'insertion Espace et Développement. Avant cela, il a obtenu un BTS en commerce, puis, après deux ans d'expérience, il constate rapidement que le métier d'ingénieur commercial n'est pas pour lui. Par l'intermédiaire de l'engagement de son père, il expérimente une activité plus conforme à ses aspirations.

[575]Source : http://www.bienpublic.com/cote-d-or/2015/07/16/philippe-magnen et https://www.dissident-media.org/infonucleaire/irradiation_forbach.html.

« J'ai une formation dans le domaine commercial et j'ai travaillé deux ans dans le privé capitalistique et ça ne me convenait pas du tout. Un soir j'ai tout simplement décidé de démissionner du jour au lendemain. Au même moment, mon père était sur un projet de résidence de service pour des personnes tétraplégiques dans le sud de la France. Il s'y était impliqué personnellement et moi, j'ai fait quelques passages bénévoles là-bas. À travers ces rencontres, j'ai voulu travailler à l'insertion des personnes handicapées au départ. Alors j'ai créé Espace et Développement avec l'aide d'une fondation que dirigeait mon père ».

C'est également par l'intermédiaire des engagements associatifs de son père qu'il fait la connaissance du REAS. Ainsi, c'est à l'occasion d'une présentation de l'économie solidaire par Jacques et Aline Archimbaud organisée par son père pour l'association Acodège qu'il préside, spécialisée notamment dans l'insertion de personnes en situation de handicap. C'est par l'entremise de Claude Bouju (voir son portrait dans le chapitre précédent), son ami, que le père de Jean-Philippe Magnen a découvert l'économie solidaire et le REAS. Cette soirée fait écho aux aspirations de Jean-Philippe Magnen ainsi qu'aux limites qu'il a constatées par l'expérience d'Espace et Développement.

« *Je suis allé à cette soirée et j'ai été très touché, très sensible à leur démarche. À partir de là, je me suis rapproché de Jacques Archimbaud. À cette époque, en 1994, ils commençaient à développer les Pôles d'économie solidaire et à partir de là, je me suis dit qu'avec Espace et Développement, il nous manquait une dimension autour du développement local et d'aller au-delà de la réparation des personnes qui ne vont pas bien et d'interroger l'économie et son système. À partir de là, je me suis impliqué, on a vu comment créer des Pôles d'économie solidaire en Bourgogne et tout ça a avancé très vite. J'ai trouvé une corrélation avec la satisfaction que l'on avait avec l'insertion professionnelle classique dans laquelle on travaillait, puisque moi, je dirigeais une association dont l'objet était d'insérer des personnes handicapées et des personnes à la recherche d'emploi dans un système que l'on interrogeait pas sur ces fondements. Et l'économie solidaire interrogeait sur les fondements du système économique dominant. Pour prendre une image, moi je m'occupe des gens qui sont au bord de la route ou dans le fossé et en même temps, il y a une route qui va dans un sens qui n'est pas le bon. Et donc, c'est peut-être la route qu'il faut refaire. Il y a un petit peu ça qui m'a attiré et j'ai trouvé intelligente la démarche et cette approche qui m'a sensibilisée rapidement* ».

Au-delà de l'économie alternative et solidaire, Jean-Philippe Magnen y découvre également l'écologie politique en particulier auprès de Jacques Archimbaud. Il va s'y investir en occupant plusieurs mandats et comme il le dit, sa « militance ESS s'est transformée à ce moment-là ». En 2001, il devient adjoint au maire de Nantes en charge de l'économie solidaire. Il fera deux mandats municipaux et deux mandats de vice-présidents à la région Aquitaine avant de décider d'arrêter la politique et de se consacrer à nouveau son nouveau métier de psychothérapeute. Cette période de forte implication politique le conduira

également à prendre des responsabilités au sein d'EELV dont il sera le porte-parole entre 2012 et 2013. Il attribue clairement sa vocation politique à sa militance au sein du REAS.

> « Après le REAS, j'ai rapidement adhéré aux Verts comme pas mal de militants du REAS. […] J'avais rencontré plein d'écologistes au REAS. Ça se partageait entre écologistes et extrême gauche. Il y a eu un passage de l'associatif au politique pour moi. Il y en a eu pas mal comme moi. Je pense, que si on avait continué le REAS, j'aurais mis plus de temps à m'impliquer en politique, mais j'étais dans ce créneau-là ». Au-delà de l'engagement politique, c'est également à son implication au sein du REAS qu'il impute l'accès à son premier mandat d'élu local à Nantes : « Lionel Jospin a nommé un écologiste à l'économie sociale et solidaire dans son gouvernement et il se trouve que j'étais très impliqué au REAS sur la fin, que je connaissais des réseaux chez les écolos, que j'ai adhéré aux Verts en *arrivant à Nantes et que des gens avaient entendu parler de moi et du coup, j'ai vite pris le pilotage au sein du groupe qui préparait les municipales de 2001 à Nantes. La tête de liste PS était Jean-Marc Ayrault et donc, il a demandé aux écologistes de nommer quelqu'un à l'économie solidaire comme l'avait fait Jospin et les écolos locaux m'ont demandé si ça m'intéressait et j'ai dit oui* ».

En retrait de la politique aujourd'hui, il consacre son engagement militant à la ZAD (zone à défendre) contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et au développement des monnaies locales.

> « *J'ai décidé d'arrêter personnellement par conviction qu'il était urgent d'arrêter et de faire de la politique autrement. Le changement global ou sociétal pouvait beaucoup venir du changement personnel. Je suis un adhérent passif aujourd'hui. […] J'ai réalisé dans la fin de ma vie politique un rapport interministériel sur les monnaies locales. Un champ militant encore très très présent dans ma vie* ».

D'ailleurs, il explique qu'il a réutilisé des méthodologies expérimentées au sein du REAS pour construire les politiques publiques qu'il a mis en œuvre au sein de ses différents mandats. Ainsi, lorsqu'il décrit comment il a créé des réseaux d'économie solidaire au sein de la ville de Nantes au titre de son mandat d'adjoint au maire, il explique :

> « *On a repris des modèles d'organisation de la société civile que j'avais vus au REAS. Ça m'a nourri dans ma formation politique derrière, c'est clair* ».

Comme pour beaucoup de jeunes militants du REAS, ce mouvement a eu un rôle important dans la construction de la vie professionnelle et militante de Jean-Philippe Magnen. Il dit d'ailleurs :

> « *La rencontre du REAS a complètement réorienté ma vie et ma profession. Ça a eu un important impact le REAS pour mo*i ».

Cependant, si une partie de cette ascension peut être attribuée directement à leur engagement militant, elle est à nuancer. Ainsi, l'origine ouvrière de leur famille est souvent atypique. Par exemple, Éric Dacheux, militant du REAS et fondateur du MB2, est enseignant chercheur à l'université de Clermont-Ferrand, alors que son père est ouvrier et sa mère assistante sociale. Cependant, l'enquête révèle que cette dernière a passé le concours d'entrée à l'ENA et que son père, ouvrier, est également ingénieur du CNAM. Pierre-Didier Tchétchéapea, fondateur du Comité Thomas Claudio, puis de l'association Agora à l'origine du projet Génération Banlieue, est chargé de mission politique de la ville au Conseil général de l'Isère. Il a été élevé par sa seule mère aide-soignante. Cependant son père retourné en Côte d'Ivoire, et avec lequel il garde des liens, y était docteur en psychologie et enseignant à l'École nationale supérieure d'Abidjan. Le père de Sébastien Kanarek est mineur et sa mère commerçante de jouets. Il aime d'ailleurs à souligner le fait qu'il a toujours vécu à la fois du côté des salariés avec son père et du côté des entrepreneurs avec sa mère. Les exemples peuvent se multiplier avec d'autres militants.

Mais pour un certain nombre d'entre eux, s'ils assument les conditions parfois moins favorables que dans le reste du secteur privé de leur emploi dans des structures d'économie solidaire (Lucile Manoury cumule aujourd'hui par exemple deux mi-temps pour s'assurer un niveau de vie minimum), ils reconnaissent que leur militantisme a parfois été également un certain frein :

> Véronique Raoult pense ainsi que son engagement politique, syndical et associatif l'a freiné dans sa carrière : « *D'avoir commencé par ça, on a une fibre, on trouve une occasion qui développe sa fibre même si professionnellement mon évolution a été moins rapide que d'autres* ». Elle en garde d'ailleurs une conduite renforcée par son poste de directrice de cabinet d'université où la neutralité politique est indispensable selon elle : « *Être dans un projet concret m'intéresse plus que d'affirmer une position politique qui risque de freiner mes marges de manœuvres* ».

Henri Leblanc explique également qu'il était destiné à une carrière scientifique (tous ces frères et sœurs ont ainsi fait carrière dans ce domaine) lorsque que, à l'instar de Véronique Raoult, il était plus intéressé par les éléments dans son engagement militant qu'à ses études. L'exemple de Philippe Magnen témoigne également de ces carrières toutes tracées en partie contrariées.

7.2. Les moteurs de l'engagement partisan

Après avoir brossé rapidement le portrait sociologique des militants de ce groupe, il s'agit maintenant de s'interroger sur leur parcours militant.

7.2.1. Un engagement « par la force des choses »

Lorsque les jeunes militants sont interrogés sur les raisons de leur engagement au sein du REAS, la prise de conscience d'un dysfonctionnement du système économique est souvent mise en avant, comme l'explique Emmanuel Antoine ou encore Patrice Vuidel :

> Emmanuel Antoine se souvient des raisons qui l'ont conduit à choisir l'ALDEA pour faire son service d'objecteur de conscience : « *Le choix s'est fait sur le thème de l'économie alternative. Dans les années 1980, on était en pleine puissance d'une économie assez redoutable, et le fait de s'appeler économie alternative ça faisait écho. Notamment par rapport au fait que l'on disait que l'on ne pouvait pas changer de modèle économique. C'était le règne de ce que l'on appelait TINA (There is no alternative). Du coup, le terme même d'économie alternative avait fait écho en moi de façon assez forte* ».
>
> Patrice Vuidel témoigne pour sa part : « *Je pars en fac d'économie car ma question est celle de l'emploi. Je veux comprendre comment créer de l'emploi et donc, je pars faire des sciences économiques. Je fais deux années de sciences économiques. […] Puis mon idée c'est de comprendre pour pouvoir agir donc, je me dis qu'il faut que je cherche et pour cela, je ne dois pas poursuivre dans une filière classique à l'université* ».

C'est également sur la question de l'alternative économique que s'engage Henri Leblanc, Véronique Raoult, Serge Ascencio ou encore Éric Lavillunière. Il est à noter que ces militants sont déjà engagés politiquement antérieurement au REAS.

Dessin 10: Le « Lotoentrepreneur » - Caricature de Tonvoisin et Djanf

Les jeunes qui militent au sein d'associations de jeunes de quartier lorsqu'ils rencontrent le REAS (Pierre-Didier Tchétchéapéa, Nadia Azoug, Touria Chémouri, Malik Ifri et Salah Amokrane) témoignent de la même préoccupation pour les questions économiques. Cependant, il ne s'agit plus pour eux d'une économie alternative théorique, mais plutôt d'alternatives économiques pour développer leur quartier, pour répondre à l'importance du chômage qui touche ses habitants ainsi que pour lutter contre la désertification en termes d'activité économique de ces mêmes quartiers.

> Nadia Azoug explique ainsi : « *On était sur les constats suivants en gros, par rapport à ce qu'il se passe dans les quartiers et dans les banlieues et sur toute la France. On avait le même constat, que ce soit à Marseille, à Lyon, à Toulouse : on nous cantonne sur du socioculturel et on nous cantonne du coup sur l'entrepreneuriat, mais qui serait exclusivement associatif, de loisirs au pied de cités pour calmer les plus petits. […] Nous, on partait des constats suivants : les pères, essentiellement, qui ramenaient le fric à la maison, étaient majoritairement disqualifiés parce que tapés par la crise et par le chômage, et*

donc tu avais l'entrée dans la cité de l'économie parallèle, les problèmes de racisme, l'accès au boulot. Et on se rendait compte qu'il y avait des jeunes qui voulaient entreprendre, mais l'accès pour avoir un crédit bancaire ou autre, c'était une catastrophe. Les gars ou les nanas étaient très pragmatiques. Il y avait le bureau de tabac ou une boulangerie qui fermait dans la cité, parce que le "bon Français" soit il déménageait, soit il trouvait qu'il y avait de la violence. Il y a eu cette période-là aussi en dehors de la crise, et il y a plein de commerçants qui ont fermé leurs rideaux. L'entrée s'est donc beaucoup faite par les commerces. Nous ne voulions pas de ces villes-dortoirs donc, on s'est dit :"Il faut que l'on s'attaque à l'économique". Le nerf de la guerre, c'est le fric et c'est l'économique. En plus c'était aussi l'idée de se dire, un commerce, il contribue au vivre ensemble. La buraliste, elle peut très bien aider le petit vieux ou la petite vieille à mettre une adresse sur une enveloppe, par exemple ». Elle ajoute : « Pour moi, il faut dépasser le vivre ensemble pour passer au faire ensemble. On pouvait avoir un enjeu théorique, militant, mais il fallait que ça aboutisse sur du concret. Ma frangine Rachida, c'était la première de la classe et on l'a orientée vers un CAP sténo-dactylo ».

C'est aussi sur cette dimension plus « développement local » du projet du REAS, notamment par le lien entre vision alternative au système économique et promotion des initiatives locales, que d'autres jeunes militants arrivent au REAS. Éric Dacheux, Lucile Manoury, Claire Cartieaux, Sébastien Kanarek, Jean-Philippe Magnen, Pascal Mullard… expliquent ainsi leur engagement au REAS. Lucile Manoury et Claire Cartieaux présentent d'ailleurs le REAS comme une révélation qui vient mettre en mot leurs propres sentiments.

Lucile Manoury explique : « *À l'époque, je faisais des études de science politique suite à une première expérience dans un tout autre domaine qui avait été politiquement très dure et rencontrer le REAS ça a été pour moi une vraie bulle d'air. À tel point que j'en ai fait le sujet de mon mémoire. Et je me suis vraiment impliquée. […] Je l'ai vécu comme une révélation en fait. Et je me souviens d'être sortie de ce congrès avec une espèce d'émerveillement de la diversité des initiatives, de la diversité des champs, de l'enthousiasme des gens qui portaient ça. Et puis aussi une certaine forme d'humilité en disant, oui, on peut être sur des tas de micro-initiatives sans pour autant perdre de vue une lecture globale des choses. Pour moi qui étais une toute jeune étudiante avec ma toute jeune conscience politique, je me disais "Waouh !". […] Il y a quelque chose qui m'a interpellée dans les initiatives du REAS, c'est la dimension économique en se disant pourquoi ne travaillerions-nous pas les choses à la racine ? Dans une société où le tout économique prévaut, essayer de repartir de là pour modifier les pratiques et les comportements à travers les initiatives locales. […] Le REAS est venu mettre des mots, il est venu donner une lecture du problème, mais aussi une force de proposition. J'avais tout le menu. Quand j'entendais parler les époux Archimbaud de la vision politique à travers laquelle ils menaient le REAS. Où Jacqueline Lorthiois y compris avec ses*

ressources méthodologiques. Moi je me disais "waouh !", c'est les nouveaux prophètes. C'est un peu exagéré, mais j'étais fascinée quand même ».

Claire Cartieaux vit de son côté le même choc : « *Le REAS a ouvert ma conscience politique. Quand j'ai lu cet article sur les CIGALEs et sur le REAS en général, c'était exactement ce que j'avais dans la tête. Je voyais écrites des choses dont je n'avais moi-même pas conscience, mais dont je me suis dit "C'est ça ! C'est ça, c'est écrit et c'est ça qui m'intéresse". […] C'était un grand niveau de réflexion. Même A Faire. Quand j'ai rangé mes affaires en 2012, j'ai relu certains textes du REAS, ils n'avaient pas vieilli. Ça m'a vraiment marquée. Ça a été une belle rencontre qui a vraiment marqué mon parcours professionnel. J'ai trouvé là des choses qui ont résonné en mo*i ».

Autre dimension militante qui revient presque systématiquement dans les entretiens avec les militants de ce groupe est la question de la convivialité, comme cet extrait de l'interview d'Éric Dacheux le souligne :

« *On avait du plaisir à se retrouver, du plaisir à boire ensemble, on se marrait bien et on avait l'impression de faire des choses qui avaient du sen*s ».

La convivialité est d'ailleurs un des axes des méthodologies du REAS comme nous l'avons exposé dans le chapitre IV de ce travail.

Photo 14 – Échanges dans la cour de la MAAFORM à Pantin (93)

L'engagement des jeunes militants au sein du REAS repose sur la recherche d'action couplée à une réflexion politique plus générale parfois en prolongement d'un engagement précédent que ce soit au sein de partis politiques, et en particulier du parti Les Verts (comme Emmanuel

Antoine, Véronique Raoult, Patrice Vuidel, Henri Leblanc…), au sein d'associations comme pour les jeunes de Génération Banlieue (Nadia Azoug, Touria Chémouri, Salah Amokrane…), ou de réflexions entamées pendant leurs études ou leur tout début de carrière (Sébastien Kanarek, Éric Dacheux, Serge Ascencio, Lucile Manoury, etc.).

7.2.2. Des enfants de militants de gauche

Qu'ils aient ou non un jour adhéré à un parti politique, tous les militants de ce groupe se définissent comme étant de gauche. Par rapport aux militants des deux autres classes d'âge, leur rapport politique se caractérise notamment par l'importance du militantisme de leurs parents que ce soit au sein de parti politique, de syndicat ou d'association (voir diagramme n° 22). Ce sont douze militants sur vingt et un qui déclarent avoir des parents eux-mêmes militants. L'engagement des parents dans les dispositions politiques de leur enfant est notamment étudié par Anne Muxel : « *L'identité politique de l'individu trouve ses référents dans une sorte de roman historique à double voix : celui qui a porté les événements et forgé les repères idéologiques, culturels ou moraux de la génération qui le précède, et celui dans lequel se trouvent inscrites sa temporalité singulière et sa destinée. C'est donc bien au travers de la rencontre d'au moins deux temps générationnels se succédant et, entre autres, celui de ses parents et le sien propre, que l'on vient à la politique. Deux temps historiques, deux histoires avec leurs résonances et leurs liens, mais aussi avec leurs spécificité*s[576] ». Parmi les militants des quartiers qui se sont investis dans l'expérience de Génération Banlieue en général, et dans le REAS plus largement pour certains d'entre eux, sont des enfants de militants. Trois (Nadia Azoug, Salah Amokrane et Malik Ifri) ont des pères militants du FLN (Front de libération national algérien). Le père de Salah Amokrane sera également adhérent du PCF surtout engagé à un niveau local, il est également syndiqué et sa mère s'occupe de l'amicale des locataires. La mère de Bouziane Delgrange est également militante dans les associations de quartier.

Salah Amokrane explique le parcours militant de son père : « *Au FLN jusque dans les années 1980, mon père a participé au PCF dans le quartier. Une vraie*

[576]MUXEL Anne, « Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement », *Empan* 2003/2, n° 50, p. 62-67.

sensibilité de gauche là aussi parce qu'à cette époque dans les quartiers, les militants c'était le PCF ».

Les parents de Lucile Manoury sont eux aussi militants : son père est syndiqué et sa mère impliquée dans des associations de lutte contre les sectes. Les parents de Philippe Magnen ont créé une fondation pour la promotion du développement économique local de leur territoire, son père est également président d'une fondation pour l'insertion des personnes en situation de handicap. Les parents de Patrice Vuidel sont engagés au CCFD. Les parents d'Éric Dacheux sont militants au sein de partis politiques (PCF pour son père et PS pour sa mère). Les pères d'Éric Dacheux, Éric Lavillunière, Sébastien Kanarek, Serge Ascencio, Pascal Mullard sont syndicalistes, tout comme les parents de Marie-Thérèse Jambut qui se sont rencontrés au sein de la JAC. Sébastien Kanarek se souvient d'ailleurs des temps de mobilisation lorsqu'il était enfant :

« *J'ai un père qui était délégué CGT donc j'ai été un peu au contact de toutes ces choses-là. Étant gamin, à plusieurs reprises, je me suis retrouvé au milieu des manifestations des mineurs lorrains parce que c'était mon père qui défendait son bifteck. On a fait un barbecue sur la plus grande place de Metz pendant les manifestations… donc, il y avait déjà un climat militant dans la famille* ».

Illustration 30

De plus, les militants qui présentent au moins un de leurs parents comme militant situent à gauche l'engagement de ces derniers. Les militants comme Claire Cartieaux

qui placent leurs parents plus à droite (alors définis la plupart du temps comme des gaullistes) les définissent comme non militants. Sébastien Kanarek comme Jean-Philippe Magnen, par exemple, fait le lien entre le militantisme de ses parents et plus particulièrement de son père et le projet d'économie alternative et solidaire porté par le REAS.

> « *Mon père était quelqu'un d'engagé dans ces choses-là. C'est des choses qui me semblaient, je vais pas dire naturelles, mais ça me semblait logique. Ça correspondait à ma vision des choses. Mais eux n'ont jamais collé d'étiquette "économie solidaire" derrière tout ça, pour eux, c'était de la défense du bifteck pour tout le monde. Mais ils n'avaient pas lu ou imaginé ce que pouvait être l'économie solidaire. Après, moi, j'ai pu mettre un peu des mots sur certaines pratiques de mon père. Et ça me paraissait en phase avec ce que moi je voulais faire, c'est pour cela que j'ai continué à suivre ces principes-là* ».

D'ailleurs, le lien entre transmission d'une culture politique et intensité de l'implication des familles a été soulevé par Anne Muxel : « *Plus l'influence familiale est forte, plus l'homogénéité des préférences politiques entre parents et enfants est affirmée : 68 % des jeunes, qui se sentent proches de leurs parents du point de vue de leurs préférences politiques, ont bénéficié d'une influence familiale élevée*[577] ». De plus, si les militants de ce groupe sont trop jeunes pour avoir fréquenté directement la nébuleuse de la deuxième gauche ou les chrétiens de gauche, ils sont cinq à avoir des parents qui ont été militants dans des organisations qui y sont affiliées. Le père d'Éric Dacheux a fait des démarches pour devenir prêtre-ouvrier, celui de Marie-Thérèse Jambut a été responsable national de la JAC où il a rencontré sa mère, le père d'Emmanuel Antoine, Serge Antoine a également été militant de cette nébuleuse comme les parents de Patrice Vuidel.

> Ce dernier précise d'ailleurs : « *J'ai des parents qui sont militants et qui sont militants chrétiens de gauche. Ils ont vendu Témoignage chrétien, mon père a été président du CMR*[578] *[Chrétien en milieu rural], ma mère a été au conseil d'administration du CCFD [Comité catholique contre la faim et pour le développement]. J'ai trois tontons curés, dont un proche de la JOC* ».

Comme nous l'avons vu avec Anne Muxel notamment, si « l'on vient à la politique » c'est par la rencontre des engagements de ses parents, mais aussi de son propre

[577]MUXEL Anne, « Chapitre 3. Famille et politique, la chaîne des générations », *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2001, 192 p.

[578]Le CMR est l'équivalent en milieu rural de l'Action catholique ouvrière (ACO).

parcours. Regardons maintenant le parcours des jeunes militants du REAS eux-mêmes.

7.2.3. Un lieu de formation politique

Contrairement à leurs aînés de la tranche d'âge 35-45 ans, seuls trois militants ont milité dans des organismes de jeunesse. Ainsi, Salah Amokrane a fait un tout rapide au JCF (Jeunesse communiste française), Patrice Vuidel a eu des responsabilités au MJS (Mouvement des jeunes socialistes) des Vosges et Marie-Thérèse Jambut a été impliquée au niveau national des MRJC. Cependant, un certain nombre de militants ont participé à des associations plus locales essentiellement orientées vers les loisirs ou le sport au moment de leur adolescence comme Claire Cartieaux et Jean-Philippe Magnen ou les militants engagés dans Génération Banlieue. Pour les militants qui n'avaient jamais eu d'engagement partisan ou politique avant le REAS, ce denier a été vécu comme un lieu essentiel de leur formation et de leur initiation à la question politique qu'elle soit partisane ou au sein d'association. Lucile Manoury explique par exemple :

> « *J'ai découvert la vie associative avec et après le REAS. […] Après le REAS, j'étais sur un petit territoire rural dans le Vaucluse et là-bas j'ai développé un Système d'échange local (SEL), j'ai promu un Réseau d'échanges réciproques de savoirs (RERS), j'ai participé à la création d'une crèche parentale. Je me suis aussi impliquée dans ma vie quotidienne à titre personnel dans un certain nombre initiatives. Alors toujours plutôt des micro-initiatives. J'ai été un an encartée chez les Verts, mais je ne suis pas convaincue de leur pratique politique. Je ne me suis pas engagée dans des grands mouvements. Je suis sympathisante d'Attac, mais je ne suis pas impliquée activement du tout. Je me suis impliquée dans des micro-initiatives rurales sur mon territoire. J'ai pris la présidence d'une association d'éducation populaire et culturelle pendant quatre ans. C'est parce que j'ai ma propre cohérence, ces pratiques m'intéressent sur un plan intellectuel et pour ce qu'elles visent dans le quotidien. […] Le REAS a participé à ma formation politique* ».

Claire Cartieaux témoigne aussi de l'importance de ce qu'elle a appris dans le cadre de la formation de « formateur d'agent de développement local communautaire » (FADLC) proposée au REAS pour ses membres. Éric Dacheux et Éric Lavillunière ont également suivi cette formation. Elle s'est étalée sur un an à raison d'environ une semaine par mois alternant séminaire et groupe de parole.

Claire Cartieaux raconte : « *Il y a plein de choses que l'on a découvertes avec la formation FADLC qui nous a ouverts sur plein de choses. C'était un grand niveau de réflexion. […] Ça a été une belle rencontre* ».

Touria Chémouri explique de son côté comment la participation au projet Génération Banlieue a permis de créer un autre rapport politique à certaines municipalités qui avaient tendance à instrumentaliser les associations de jeunes des quartiers :

« *Au sein de Génération Banlieue, il n'y avait plus cette relation subventionneurs-subventionnés et donc avec cette relation de pouvoir forcément qui s'instaure dans ce genre de contractualisation. Là, il y avait un nouveau rapport plus solidaire avec moins de pression, mais avec plus d'investissement. […] Ce qui était intéressant c'était aussi de pouvoir dire à la mairie de Lille et à son super pouvoir qui pensait toujours pouvoir nous instrumentaliser… de leur dire : "Nous voilà, on est aussi en capacité de travailler avec d'autres mouvements et surtout de travailler dans une dynamique plus nationale"* ».

L'expérience politique au sein du REAS s'est prolongée pour huit militants par une expérience d'élu local. La proportion de militants ayant été au moins une fois élus est beaucoup plus importante dans ce groupe d'âge que dans les deux précédents comme le montre le graphique 31.

Illustration 31

Un seul militant a été élu avant sa rencontre avec le REAS, Malik Ifri, tous les autres le sont après. De plus, sur huit militants ayant exercé un mandat, quatre l'on fait comme élu étiqueté EELV, les autres le sont hors partis (Éric Dacheux sur une liste

PS, Sébastien Kanarek sur une liste conduite par le PCF et Salah Amokrane sur une liste citoyenne, Bouziane Delgrange sur une liste PS comme apparenté). Salah Amokrane, élu conseiller municipal d'opposition à la mairie de Toulouse, a même été tête de liste. Il explique comment cette expérience politique est liée à son engagement militant au sein de l'association Vitecri, puis du Tactikollectif :

> « *C'était pour créer une offre politique. Il n'y avait pas d'offre qui pouvait nous correspondre dans le paysage traditionnel. C'était compliqué avec les partis politiques, même ceux avec qui nous avions des affinités, alors autant le faire nous-mêmes. On s'est dit puisque l'on n'arrive pas nous mettre en avant et que l'on ne se retrouve pas sur les mêmes priorités, autant être dans une dynamique autonome, on ne sera pas contraint. On pourra porter une parole propre ; pouvoir être à l'initiative pour mieux imposer nos projets. […] Je pense que la forme parti est dépassée et sclérose le truc. Par exemple, il y a eu une liste intéressante aux dernières élections régionales du Front de gauche et des Verts réunis, mais ça a été impossible d'intégrer un certain type de militants de la société civile. S'ils ont su trouver des places pour les militants des causes environnementales ou de défense des services publics… Mais tous ceux qui étaient militants des quartiers, militants contre les discriminations, pour les droits, des choses comme ça, tout de suite ça a été "non, il faut trois Verts, quatre PCF". Nous, quand on a fait la liste Motivé-e-s, on a désigné les quatre premiers et tout le reste, on l'a tiré au sort. On a fait un appel et on a tiré les noms dans un chapeau. On a désigné deux personnes pour incarner la campagne dont moi parce qu'on était à l'origine de la liste et que cela faisait du sens* ».

Nadia Azoug se souvient d'ailleurs qu'à cette époque, les militants des associations de quartier étaient sollicités pour jouer les « Beurs de service » sur les listes municipales :

> « *Les liens que l'on avait sur la question du politique, c'était de nous maintenir là-dedans et le contexte politique faisait que l'on était aussi extrêmement sollicité pour intégrer des listes municipales. Quand je dis nous, c'était la deuxième génération d'immigrés, principalement l'immigration algérienne ou marocaine ou même les copains d'origine espagnole ou autre. On voulait nous cantonner à ces schémas-là. Alors que nous, on voyait sur les quartiers que le problème était en gros les questions de survie économique. Là où il aurait pu y avoir un rapprochement avec les communistes, c'est que nous, on était convaincus que c'était une histoire de classe sociale. Là où il y a eu le choc avec les communistes, c'est que eux, ils voulaient juste que l'on soit les porte-drapeaux des luttes voire même dans les syndicats, mais "classico-classique" et il fallait pas qu'il y ait une tête qui dépasse. Et de toute façon, les postes, ils les filaient pas. C'était peut-être pas digne d'être rebeu* ».

Malik Ifri témoigne également des négociations qui l'on conduit à son premier mandat : « *En 1989, j'étais candidat d'ouverture sur une liste PS et au moment de la fusion, le PCF a rejeté ma candidature de la 30e à la 43e position sachant*

qu'au mieux on envisageait d'avoir 40 élus. Et j'ai quand même été élu, car on a eu 43 élus ».

Lorsque les jeunes militants se présentent à un mandat local, l'idée mise en avant est surtout de s'investir dans son territoire, de vivre un autre type d'expérience, une autre forme d'investissement sur leur ville, à l'image du témoignage ci-dessus de Salah Amokrane. En effet, en dehors de Nadia Azoug, qui a été élue régionale en plus d'adjointe au maire de la ville de Pantin en Seine-Saint-Denis, tous les autres élus de ce groupe sont des élus municipaux. Marie-Hélène Bacqué et Anne D'Orazio constatent concernant les élus issus des quartiers populaires que « *Pour autant, souvent formés dans l'éducation populaire, travaillant parfois ou ayant travaillé dans les services municipaux, la plupart de ces nouveaux candidats ou élus entretiennent une relation complexe à une histoire sociale et politique dont ils veulent se démarquer mais qui les a formés. C'est dans un milieu associatif se voulant lui-même indépendant, se positionnant contre (aux deux sens du terme, à la fois opposé et à côté) l'appareil municipal que beaucoup ont fait leurs premiers pas en politique.*[579] »

Il semble donc bien que le REAS ait été un lieu de formation politique des jeunes militants et qu'il ait d'ailleurs conduit un certain nombre d'entre eux à poursuivre leur militantisme au sein du REAS par l'adhésion à un parti politique comme le portrait de Jean-Philippe Magnen en témoigne.

7.3. Des affinités diverses avec le projet du REAS

Après avoir exploré rapidement l'impact de l'engagement au sein du REAS dans la politisation des jeunes militants du REAS, nous allons maintenant interroger les affinités entre leurs engagements antérieurs et leur investissement au REAS. Comme nous l'avons vu, l'importance des militants ayant des parents eux-mêmes militants ainsi que le poids des questions autour de la situation économique ont conduit les militants de ce groupe vers un engagement au sein du REAS. Ce constat se rapproche de ceux d'Anne-Cécile Broutelle lorsqu'elle s'intéresse à l'engagement politique des

[579]BACQUÉ Marie-Hélène et D'ORAZIO Anne, « Des révoltes sociales aux élections. Quelques questions à partir de la Seine-Saint-Denis », *Mouvements* 2015/3 (n° 83), p. 47.

jeunes et qu'elle souligne que « *si la socialisation familiale équipe ainsi les individus d'un système de représentation et d'identification qui forme la trame de leurs comportements politiques, elle ne produit toutefois qu'un fond de carte sur lequel viendront s'inscrire, avec des contenus différents, des reliefs différents, les événements successifs*[580] ».

7.3.1. Un rapport distant à la culture chrétienne

Les militants regroupés ici ont tous le point commun d'une part de ne pas se définir comme chrétien, à l'exception de Marie-Thérèse Jambut, et d'autre part d'avoir un rapport à la question religieuse très extérieur à eux. D'ailleurs, contrairement aux groupes précédents, ils n'attribuent pas de place particulière à l'influence des militants chrétiens dans les premiers Réseaux de l'économie alternative et solidaire. Bien que ne se reconnaissant pas comme militants chrétiens, même le discours des militants âgés entre 35 et 45 ans est parsemé de références au christianisme, à certaines de ses figures, à ses réseaux… Dans ce troisième groupe, toute référence chrétienne disparaît, que ce soit dans la définition de soi ou dans la globalité de leur propos lors des entretiens. S'ils reconnaissent qu'il peut y avoir ce type de filiation, c'est alors plutôt chez les partenaires du REAS qu'ils les positionnent et non au cœur des réseaux comme dans les deux autres groupes. La citation qui suit résume assez bien le point de vue général de ces militants.

> Ainsi, lorsque j'interroge Nadia Azoug sur la présence de militants chrétiens au sein du REAS, elle répond : « *Oui, à Toulon, la JOC. Mais en région parisienne, ils n'ont pas vraiment accroché. Mais à Toulon, notre relais c'était la JOC. [….] Mais chez les mecs ou les nanas qui venaient dans les réunions nationales, je ne pourrais pas te dire* ».

La plupart se disent athées, certains ont des parents catholiques, d'autres musulmans, juifs ou anarchistes. Ils n'ont pas fréquenté le catéchisme ou très peu et encore moins les organismes de jeunesse catholiques ou protestants, à l'exception notable de Marie-Thérèse Jambut comme déjà souligné. Ce qui réunit les militants dans ce groupe est le fait que la question de leur appartenance chrétienne ne fait l'objet d'aucun commentaire particulier lors de l'entretien. Comme nous l'avons vu ci-dessus, alors

[580]BROUTELLE Anne-Cécile, « La politique, une affaire de famille(s) ? », *Idées économiques et sociales* 2011/4, n° 166, p. 31-38.

que l'existence d'une dimension chrétienne de l'économie alternative et solidaire fait consensus dans les deux premiers groupes de militants, ici la question est soit ignorée soit marginalisée. La religion chrétienne est même parfois une curiosité qu'il est intéressant d'approcher, comme le fait Touria Chémouri, issue d'une famille de culture musulmane :

> « *Je voulais voir ce que c'était ce catéchisme auquel on nous conviait jamais. Alors, je suis allée voir ce que c'était le catéchisme. C'était bien, mais c'était trop mou, trop calme. Donc, pas vraiment pour moi. Mais au moins, j'ai vu ce qu'il s'y faisait. Parce que mes copines, elles, elles allaient au caté* ».

Pierre-Didier Tchétchéapea a, pour sa part, approché la JEC au moment de ses études, mais toujours à distance :

> « *Moi, ces contacts, je ne les ai pas eus au REAS. Je les ai eus à Saint-Étienne lorsque j'ai passé mon bac. C'était en 1988 ou 1989, j'ai connu ces réseaux-là, les réseaux cathos de la JOC et de la JEC sur le campus universitaire Jean Monnet. Et puis, j'étais dans un foyer étudiant qui était une aumônerie gérée par un prêtre. Je vivais là-bas avec des étudiants de confession catholique, mais pas que. Il y avait aussi des musulmans. J'ai fréquenté un peu ce réseau-là. J'ai un super souvenir de ce moment-là. Je participais aux questions de société qui m'intéressaient autour des rapports entre la France et l'Afrique, la société française, la question de l'accès aux droits. Souvent, l'aumônerie organisait ça avec des étudiants, des lycéens notamment, sur des temps consacrés à ça, et moi, je descendais à chaque fois pour débattre avec eux. Je ne m'engageais pas avec eux au titre de l'aumônerie ou de la JEC ou de la JOC, mais je participais aux débats* ».

D'autres encore, sont attirés par la spiritualité en tant que telle notamment autour des anthroposophes[581] proches de la pensée de Rudolf Steiner, comme Serge Ascencio, ou en tant qu'agnostique comme Jean-Marc Pineau. On peut noter qu'ils ont tous deux des parents catholiques mais sans que la transmission de cette religion n'ait été réalisée à l'image des autres militants issus de familles de culture chrétienne comme Éric Dacheux, Sébastien Kanarek ou encore Jean-Philippe Magnen.

> Jean-Marc Pineau explique ainsi : « *Oui. J'ai eu une éducation chrétienne mais en réaction, j'ai tout lâché. Je n'ai pas fait baptiser mes enfants. Puis dans le mouvement non-violent, j'ai rencontré des prêtes qui m'ont fait relativiser tout ça et maintenant, je me dis agnostique… J'ai été au catéchisme mais forcé, parce qu'il fallait faire comme tout le monde. Mais je n'y ai jamais adhéré* ».

[581]Philosophie proche du christianisme qui rapproche l'homme de la nature. Pour aller plus loin lire notamment ARIES Paul, *Anthroposophie : enquête sur un pouvoir occulte*, Golias, 2001.

Cette transmission peut également avoir fait l'objet d'une opposition entre les deux parents comme dans la famille de Serge Ascencio :

> Avez-vous eu une éducation religieuse ? « *C'était très opposé dans la famille. Ma mère a tenté, elle a essayé. Je me souviens qu'elle m'avait emmené au catéchisme une ou deux fois. Mais avec mon père qui était opposé à ça […] et puis, j'ai pas accroché du tout non plus* ».

Éric Dacheux, dont le père a fait le séminaire pour devenir prêtre-ouvrier avant de renoncer à la suite de la suppression de ce statut en 1956, présente ce dernier comme athée et militant communiste. Éric Dacheux a reçu une éducation religieuse mais là encore, c'est le dialogue avec la philosophie chrétienne qui l'a intéressé dans ses échanges avec le prêtre de sa paroisse. Il se définit d'ailleurs comme athée :

> « *J'ai fait ma communion et après, je faisais partie d'un club de discussion. Je ne sais pas comment ça s'appelait, j'ai discuté avec un prêtre une fois par semaine jusque l'âge de 18 ans. C'était dans la continuité de la préparation à la communion. Avec mes copains de football, on parlait de foot et de voiture. C'était génial mais j'avais besoin de parler d'autre chose. Le lieu où je pouvais parler d'autre chose sans que l'on se moque trop de moi, c'était là. Mais après, je suis comme mon père, résolument athée tous les deux. J'ai fait ma communion pour faire plaisir, mais je n'y ai jamais cru. J'ai toujours eu la certitude qu'il n'y avait rien après. Ce qui m'intéressait c'était le lieu de débats. Le curé était ouvert et on pouvait discuter, provoquer un petit peu, donc, c'était bien. Ce qui m'intéressait c'était de débattre avec d'autres après, le message aimez-vous les uns les autres plutôt que de vous taper dessus, comme je suis pacifiste et la fraternité, la solidarité plutôt que la guerre contre tous, oui. Voilà, c'est plus le message que la spiritualité. La Trinité, c'était trop compliqué pour moi et une vierge qui enfante, j'ai toujours eu du mal à y croire* ».

Cette rupture dans la transmission chrétienne est également vécue par Emmanuel Antoine et Patrice Vuidel notamment alors même que leurs parents ont pu être des militants chrétiens. C'est alors seulement la dimension militante des engagements de leurs parents qui apparaît dans les entretiens. Dans leur cas, la dimension chrétienne est d'ailleurs absente de leur biographie. Il en va de même chez les militants issus de familles de cultures juives ou musulmanes, où la dimension spirituelle est également totalement absente des entretiens.

> Nadia Azoug explique par exemple : « *Halal, pas halal, c'était pas notre problème. Le cochon, on le mangeait en cachette pour braver l'interdit. Mais par exemple, si aujourd'hui je n'en mange pas, c'est plus par habitude alimentaire, culinaire. Aujourd'hui, ils replongent dans la religion parce que*

nous, on nous a demandé de la nier cette religion quelque part. Mais nous, on était pas dans cette préoccupation-là. Le nerf de la guerre c'est l'emploi. Tu te poses pas les mêmes questions quand tu as du boulot ».

Comme souligné ci-dessus, le seul rapport avec la deuxième gauche en général ou les chrétiens de gauche et leurs organisations en particulier concerne uniquement leurs parents.

7.3.2. Les jeunes militants verts

Dix jeunes militants étaient adhérents à un parti politique ou à son organisation de jeunesse (MJS, JCF) (voir illustration 32) avant leur engagement au REAS. Parmi ces dix militants, sept sont adhérents du parti Les Verts qui se revendique de l'écologie politique.

Illustration 32

Frédéric Brun, à l'occasion des vingt ans de la revue *Écologie et Politique,* se souvient d'ailleurs des jeunes militants passés de l'ALDEA au REAS : « *Et là, on a aussi rencontré – ça, c'est la genèse de la revue – une équipe de très jeunes objecteurs de conscience, qui étaient dans les réseaux de l'économie sociale et solidaire. Ces jeunes mettaient en œuvre l'ALDEA [Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative], le Manifeste contre l'exclusion de Jean-Baptiste de Foucauld, la Fédération des CIGALEs [Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et*

locale de l'épargne solidaire] : ils réfléchissaient à la notion de microcrédit et de banque verte. Des militants assez exceptionnels et qui ont pour beaucoup été la passerelle qui nous a fait adhérer aux Verts : Emmanuel Antoine, Henri Leblanc, Éric Massé, Véronique Raoult… Tous membres des Verts, ils préparaient la campagne de Waechter, puisaient leurs idées chez nous…[582] ». Dans le chapitre IV, nous avons vu que le projet du REAS avait parmi ses objectifs de renouveler l'offre politique autour du programme de l'écologie politique. Patrice Vuidel a, de son côté, été responsable départemental des Vosges du MJS (Mouvement de la jeunesse socialiste) en 1988. Serge Ascensio est adhérent de l'AREV (Alternative rouge et verte) lorsqu'il rencontre le REAS. Il est intéressant de noter que comme Malik Ifri, ancien élu local apparenté PS, à la suite de leur engagement au sein du REAS, ces deux militants changent de parti pour adhérer à EELV même temporairement. Ainsi, parmi les neufs jeunes qui adhèrent à un parti politique après l'expérience du REAS, huit sont membres du parti Les Verts ou de son évolution récente EELV. Jean-Philippe Magnen témoigne par exemple du lien entre son engagement dans le parti Les Verts et son militantisme au sein du REAS.

Lorsque les jeunes militants du REAS adhérent aux Verts ou à EELV, ils sont parfois très investis dans le parti. Ainsi, Nadia Azoug, Henri Leblanc, Véronique Raoult et Jean-Philippe Magnen y ont même exercé des responsabilités. Respectivement comme membre du conseil national, secrétaire départemental du Val-d'Oise, secrétaire régionale d'Île-de-France et comme porte-parole national. Le passage observé de militants du REAS vers un engagement partisan va d'ailleurs à contre-courant de ce qui a été observé dans des mouvements associatifs contemporains du REAS[583].

7.3.3. Le mouvement de la non-violence et des objecteurs de conscience

Cinq des vingt et un militants de ce groupe sont entrés au sein du REAS ou dans les structures qui l'ont précédée (ALDEA ou Solidarité Emploi) comme objecteurs de

[582]BRUN Frédéric, RODARY Estienne, « Vingt ans de la revue *Écologie & Politique* ou la volonté de peser en théorie sur l'espace de l'écologie », *Écologie & politique* 2012/2, n° 45, p. 33-46.

[583]Voir notamment : PÉCHU Cécile, « Les générations militantes à Droit au Logement », *Revue française de science politique*, 2001/1, vol. 51, p. 73-103.

conscience (Emmanuel Antoine, Éric Lavillunière, Henri Leblanc, Patrice Vuidel, Pascal Mullard). De plus, Éric Dacheux, Jean-Marc Pineau et Serge Ascencio se déclarent militants non-violents. Ce sont donc neuf militants qui se sont engagés dans le mouvement de la non-violence.

Les objecteurs de conscience du REAS le sont tous après 1983 et l'élargissement de ce statut : « *En 1983, la loi Joxe rend possible l'obtention du statut d'objecteur sans nécessaire justification et supprime l'interdiction de propagande. Les objecteurs rejoignent alors massivement des associations, qui entament une période de forte croissance de salarisation. Les objecteurs de conscience sont alors encadrés par les Directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS)*[584] ». Mais dès 1982, Jean-Pierre Cattelain identifie les évolutions de l'objection de conscience pour en faire un engagement dont les ressorts politiques prennent le devant : « *Il fut un temps, encore proche de nous, où l'objection, sauf cas exceptionnel, était le fait de quelques chrétiens non violents, avant tout soucieux de ne point participer à la guerre et à sa préparation. […] Il semble bien que plus de la moitié des objecteurs actuels se réclament de la non-violence ; mais pour eux la question de "l'usage personnel des armes" ne prend plus le pas sur des considérations plus larges, d'ordre politique. […] L'objecteur non-violent en se veut plus tant témoin que militant. […] [L'objection de conscience] est devenue, sans rien changer de son esprit et de ses sources, une contestation globale de la société actuelle, au nom d'une conception généralement chrétienne et personnaliste de l'homme ». Par ailleurs, il souligne l'émergence de « l'objecteur « politique » : « Par cette expression, source de bien des malentendus, il faut comprendre : objecteur qui n'a, ou ne veut faire valoir, que des motivations politiques pour justifier son refus du service militaire*[585] ».

Pascal Mullard résume les aspirations qui poussent ces militants à refuser de faire leur service militaire : « *Moi, tenir un fusil, puis apprendre à tuer quelqu'un, c'est au-dessus de… c'est impossible. Je n'ai pas de haine à l'égard de ceux qui sont militaires parce que j'en connais plein et que je vois comment un homme peut à un moment donné se lancer là-dedans. Mais que l'on puisse collectivement continuer à penser que l'armée est utile, ça me dépasse. Je n'ai pas envie de participer à ça* ».

[584]IHADDADENE Florence, « De l'instruction militaire à l'éducation populaire, que reste-t-il de l'objection de conscience dans le service civique ? », *Mouvements* 2015/1, n° 81, p. 107-115.

[585]CATTELAIN Jean-Pierre, *L'Objection de conscience,* Que Sais-je ?, PUF, 1982.

De plus, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault pointent le rôle de l'objection de conscience dans le mouvement de la désobéissance civile. Ils soulignent qu'en France : « *c'est l'objection de conscience qui va créer la dynamique de désobéissance. Le Mouvement pour une alternative non-violente, en 1973, et le Mouvement des objecteurs de conscience, en 1981, marqueront la désobéissance en France* ».. *Plus loin, ils expliquent que « l'objection de conscience, l'un des champs d'action privilégiés [de la désobéissance civile] s'est peu à peu décriminalisée. Les jeunes appelés ne se retrouvent plus en situation de "faire la guerre" ; nombre d'entre eux, les plus diplômés, échappent à la conscription par l'obtention de postes techniques de coopération ou réussissent à se faire réformer. Enfin, l'objection de conscience conquiert un statut reconnu au-delà de l'engagement religieux ; la simple déclaration de conscience devient tout à fait recevable à partir des années 1980. C'est l'époque où en France, dans les associations (écologistes, de solidarité internationale ou humanitaire), des jeunes "font leur objection". La suppression de la conscription a naturellement mis fin au conflit des objecteurs de conscience, à l'origine de la première vague de désobéissance.*[586] » Le témoignage d'Henri Leblanc illustre cette évolution. Lorsqu'il a décidé de devenir objecteur de conscience, il avait le choix entre trois associations pour faire son service civil : Terre des Hommes, Amnesty Internationale et l'ALDEA. Comme nous l'avons vu plus haut, attiré par la question de l'alternative, il a choisi l'ALDEA.

Par ailleurs, l'engagement d'une partie des jeunes militants du REAS dans le mouvement de la non-violence est à rapprocher de l'origine du Réseau Espérance duquel l'ALDEA, composante avec Solidarité Emploi du REAS, est issue. En effet, ce réseau est né d'une rencontre entre le MAN (le Mouvement pour une alternative non-violente) et les réseaux Garaudy. René Macaire, grand inspirateur des Réseaux Espérance était issu du MAN. De plus, le mouvement écologiste et plus précisément le parti des Verts auquel ces jeunes ont adhéré (d'une petite année à un investissement beaucoup plus intense comme nous venons de le voir), se définit également comme non-violent et pacifiste. En effet, comme le souligne Jonathan Piron, « *Écologie et*

[586]HAYES Graeme, OLLITRAULT Sylvie, *La Désobéissance civile,* Presses de Sciences Po, 2013.

pacifisme semblent ainsi liés aux Verts durant les années 80[587] ». Cette affinité entre non-violence et mouvement se revendiquant de l'écologie politique participe donc également de l'affinité élective entre militant non-violent et projet du REAS.

7.3.4. La marche pour l'égalité des droits comme matrice des pratiques militantes

Si un certain nombre de jeunes militants du REAS ont été proches des mouvements de la non-violence, d'autres font une référence importante à la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme de 1983[588]. Cette référence est mentionnée comme source importante de leur culture militante, qu'ils y aient directement participé ou non, dans l'ensemble des entretiens des jeunes militants associés à l'expérience Génération Banlieue (Nadia Azoug, Malik Ifri, Touria Chémouri, Pierre-Didier Tchétchéapea et Salah Amokrane).

> Lorsque je lui demande s'il a participé à la Marche pour l'égalité des droits, Salah Amokrane répond : « *La première, en 1983, on a suivi ça un peu de loin et on a participé à la manif à Paris. Celle de 84, on a participé beaucoup plus avec un des membres de Vitecri qui était sur une des mobylettes et qui a fait le trajet Toulouse Paris. Mais on était vraiment baigné dans le bain complètement. On est de cette génération-là, de cette histoire-là* ».

Nadia Azoug, explique que c'est d'abord par la participation à cette marche que les premiers contacts entre les militants des différentes associations mobilisées dans le cadre de Génération Banlieue se sont rencontrés :

> « *Un des liens, c'était la Marche des droits civiques de 1983. On était tous super jeunes lors de la marche. On s'était déjà repérés là, à la première marche. J'avais 18 ans. On avait continué à se voir après celle de Convergence 84, etc. et toutes celles qui ont suivi… Dès qu'il y avait une réunion nationale politique, par système de réseau des associations repérées des quartiers, on était là-dedans. Ce qui a fait qu'on a été rassemblé, c'est parce que le REAS a tiré la ficelle d'une ou deux associations. On a très vite dit : "Il faut contacter un tel ou un tel" car on savait qu'ils étaient de la même famille que nous. Par exemple, je ne connaissais pas la fédération des Lillois, mais par contre quand on a vu Bouziane*[589] *qui était des FAJQ, pour nous, il n'y*

[587]PIRON Jonathan, « Pacifism, Non-violence and International Law – Green Parties and the Use of Force » in Green European Journal, vol. 10, mars 2015.

[588]Afin d'alléger la lecture, nous utiliserons le mot « Marche » avec une majuscule pour faire référence à la marche pour l'égalité des droits et contre le racisme de 1983 dans la suite de ce texte.

[589]Bouziane Delgrange, décédé en 2011, fondateur des Craignos puis des FAJQ avec Malik Ifri.

avait pas de problème parce qu'on le connaissait de la Marche des droits civiques. Pour nous, c'était la porte d'entrée. En gros c'était "les amis de mes amis sont mes amis" et c'est comme ça que le réseau s'est constitué ».

D'ailleurs, comme le constate Abdellali Hajjat, « *au-delà du mythe positif ou négatif de la Marche, tout le monde s'accorde à dire qu'elle symbolise l'apparition des enfants d'immigrés postcoloniaux dans l'espace public français. Auparavant, l'immigration maghrébine était généralement considérée comme un phénomène provisoire et représentée dans l'opinion publique par la figure du travailleur immigré, célibataire et sans enfants, occultant ainsi notamment la présence féminine dans l'immigration. À partir du début des années 1980, les enfants d'immigrés postcoloniaux font la Une de l'actualité, notamment lors des rébellions urbaines de la banlieue lyonnaise et de la grève de la faim des jeunes de SOS Avenir Minguettes*[590] ». De plus, au-delà de l'apparition médiatique d'une nouvelle figure de l'immigré, Stéphane Beaud et Olivier Masclet montrent que : « *La Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 est bien un événement inaugural dans l'élargissement d'une conscience politique chez les enfants issus de l'immigration, et il symbolise de manière éclatante un passage à la parole publique*[591] ». À l'image des militants issus de l'immigration de leur génération, les jeunes militants du REAS forgent également leur pensée politique à l'occasion de cette manifestation.

Les origines de la Marche présentent des affinités avec les origines du projet du REAS tel que nous l'avons décrit dans le chapitre IV. Ainsi, « *le poids des militants chrétiens, comme ceux de la CIMADE, dans l'organisation et l'esprit de la Marche est incontestable. On les retrouve, à cette occasion, très mobilisés aux côtés des jeunes Maghrébins dans leur lutte pour la dignité. Mais leur rôle est en réalité bien antérieur, puisqu'ils ont été parmi les soutiens les plus fidèles des immigrés algériens depuis les années 1950 et qu'ils les ont défendus durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981). Ils sont les principaux promoteurs de la non-violence, stratégie politique entendue et reprise par de nombreux jeunes qui découvrent la*

[590]ABDELLALI Hajjat, « Retour sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme », *Hommes et migrations* [en ligne], 1304 | 2013, mis en ligne le 18 mars 2014, consulté le 13 juin 2014. URL : http://hommesmigrations.revues.org/2677.

[591]BEAUD Stéphane, MASCLET Olivier, « Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2006/4, 61e année, p. 809-843.

puissance potentielle de cette forme d'action politique.[592] » Michel Kokoreff fait le même constat : « *Les acteurs de la Marche se sont manifestement inspirés du mouvement des droits civiques aux États-Unis, mais aussi de l'action non-violente de Gandhi. Dans les deux cas, on peut faire l'hypothèse que l'influence des réseaux chrétiens et du père Christian Delorme a été décisive. Ainsi, ce dernier aurait initié les jeunes des Minguettes à Gandhi en visionnant avec eux le film qui lui a été consacré. L'enjeu est de neutraliser l'image des "casseurs loubards" dans les médias en mettant en avant leur tournant "pacifiste*"[593] ». De plus, le caractère non-violent de la marche est également en lien avec une partie des dispositions militantes des autres « jeunes » du REAS comme nous venons de le voir. En outre, Abdellali Hajjat souligne également le soutien de militants du PSU à la Marche au sein des cabinets ministériels du gouvernement socialiste récemment élu : « *Mais, bien avant cela, de nouveaux venus dans les cabinets ministériels après la victoire de 1981, notamment des militants du PSU et/ou issus du monde associatif, soutiennent activement la Marche et se révèlent indispensables à son succès. C'est notamment le cas d'un des membres du cabinet de Georgina Dufoix, Jean Blocquaux, qui joue un rôle déterminant dans la politique du gouvernement en direction de banlieue. Proche du PSU et disposant d'une formation d'éducateur, il a un profil atypique comparé à celui des énarques du cabinet*[594] ». Là encore, à travers les militants issus du PSU, un autre lien avec les sources du projet et des pratiques du REAS existe.

[592]*Ibid.*

[593]KOKOREFF Michel, « L'imaginaire social de la marche de 1983 », *Africultures* 2014/1, n° 97, p. 28-42.

[594]ABDELLALI Hajjat, « La marche pour l'égalité et contre le racisme » in PIGENET Michel et TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours, op. cit.* p. 671-680.

Encadré 4 -La marche pour l'égalité des droits et contre le racisme de 1983 et Convergence 84

Photo 15: La marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, le 15 octobre 1983, à Marseille. AFP/P. CIOT
Source photo

La Marche pour l'égalité et contre le racisme débute le 15 octobre 1983 à partir du quartier de la Cayolle à Marseille où un enfant de 13 ans vient d'être victime d'un crime raciste. Quelque temps avant le début de la marche, Toumi Djaïdja, blessé par un tir policier à bout portant, « *propose l'organisation d'une marche sur le modèle de celles des indépendantistes indiens et des Noirs des États-Unis. Une idée appuyée par les membres de la CIMADE, du MAN et de SOS Avenir Minguettes*[595]. La lutte non-violente a déjà été expérimentée avec un certain succès dans le quartier des Minguettes autour de la grève de la faim entamée par le prêtre Christian Delorme, le pasteur Jean Costil (tous deux à l'origine de la Marche) et Hamid Boukhrouma, Algérien immigré, afin de dénoncer la double peine et qui conduira le gouvernement socialiste fraîchement élu à suspendre son application[596]. « *Au départ de Marseille, ils ne sont qu'une trentaine, mais le groupe enfle tout au long du parcours pour agréer des individus au profil parfois bien différent de celui de "jeune de banlieue" - militant associatif, journaliste, éducateur. Unis autour du slogan "Vivre ensemble, avec nos différences, dans une société solidaire*"[597] ». La marche connaît une exposition très importante à la suite de l'assassinat par trois légionnaires de Habib Grimzi dans le train Bordeaux-Vintimille, le 14 novembre 1983. Le 3 décembre 1983, la Marche arrive à Paris. On compte plus de cent mille personnes à la Bastille. Le président de la République François Mitterrand recevra une délégation de marcheurs qui obtiendra notamment la carte de séjour de dix ans. Comme le note Abdellali Hajjat, « *la marche constitue aussi un extraordinaire vecteur de socialisation politique pour toute une génération de militants des quartiers populaires et favorise la naissance de centaines d'associations de quartier et/ou de l'immigration, et devient une référence historique pour les mouvements ultérieurs ». Elle sera prolongée un an plus tard notamment par l'initiative Convergence 84 à laquelle plusieurs militants du corpus ont participé ainsi que leur association (Nadia Azoug et Salah Amokrane). La marche de 1983 rebaptisée « marche des Beurs » reste souvent dans la mémoire nationale « circonscrite à l'antiracisme et à l'amélioration de la condition juridique des*

[595]ABDELLALI Hajjat, « La Marche pour l'égalité et contre le racisme », in PIGENET Michel et TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours, op. cit.,* p. 671-680.

[596]*Ibid.*

[597]*Ibid.*

étrangers[598] » alors même que la très large majorité des marcheurs avaient la nationalité française. Convergence 84 vise à revenir à l'origine de la première marche s'inspirant du slogan d'un marcheur anonyme de 1983 : « *La France c'est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange ». Albano Cordeiro, Membre de la Coordination nationale de Convergence 84 pour l'égalité, raconte : « Le fait d'avoir laissé la Marche devenir un symbole de l'antiracisme, au détriment de l'affirmation du principe d'égalité, ce qui ouvrait la porte à la récupération, en particulier par les forces politiques au pouvoir. Convergence 84 va essayer de mettre l'accent sur l'égalité et éviter ainsi l'étiquetage en tant que mouvement exclusivement antiraciste. […] L'accent mis sur l'idée d'"égalité" était un point majeur. Mais Convergence se voulait aussi une démarche visant à populariser l'idée que la France était devenue un pays multi-ethnique et pluriculturel, battant en brèche le républicanisme jacobin qui présuppose que la France est "à ses nationaux" puisque la France est et doit rester un État-nation englobant des populations non-françaises pour les franciser*[599] ». Ahmed Boubeker souligne également la tentative de remise en lumière des revendications initiales de la Marche de Convergence 84 : « *S'il fallait une piqûre de rappel à la République sur l'exigence d'égalité, c'est la seconde Marche – Convergence 1984 pour l'égalité – qui s'en charge, un an après le triomphe de la place de la Bastille. Le texte d'appel est sans ambiguïté : "Les affinités existent, mais ne doivent pas être prétexte à discriminations ; nous donnons la préférence à une revendication commune d'égalité : vivons ensemble avec nos ressemblances, quelles que soient nos différences"*[600] .» Mais le pouvoir socialiste va reprendre la main en créant en particulier SOS Racisme qui contribuera à circonscrire la mémoire de la Marche à une simple demande d'antiracisme occultant celle de reconnaissance de la diversité de la jeunesse française par l'égalité des droits. Cela a également participé à tuer dans l'œuf le militantisme naissant. Le Parti communiste s'est, pour sa part, finalement presque totalement négligé ce mouvement. Le témoignage de Nadia Azoug cité plus haut témoigne par exemple des ambiguïtés de ce parti vis-à-vis des enfants d'immigrés.

Par ailleurs, en plus de forger leur conscience politique, la Marche va également participer à engendrer une génération de militants dans les quartiers qui vont transcrire leur militantisme au sein d'associations : « *Cette génération va inscrire sa marque dans la durée, pénétrant le mouvement associatif (associations de quartier, associations culturelles, antiracistes, féministes), entrant partiellement dans le champ politique (participation aux mouvements lycéens, création de France Plus, en 1985, qui va faire campagne pour l'inscription sur les listes électorales et la présence sur les listes politiques de candidats issus de l'immigration maghrébine), investissant*

[598] *Ibid.*

[599] CORDEIRO Albano, « Convergence 84 : retour sur un échec », *Plein droit* 2005/2, n° 65-66, p. 59-63.

[600] BOUBEKER Ahmed, « Les héritiers de la Marche peuvent-ils s'exprimer ? », *Hommes et migrations* [En ligne], 1304 | 2013, mis en ligne le 17 mars 2014, consulté le 13 juin 2014. URL : http://hommesmigrations.revues.org/2679.

dans le domaine professionnel un état d'esprit et des valeurs liés à ce combat social et politique ».[601] Michel Kokoreff souligne également que « *politiquement, elle a contribué à fédérer tout un petit monde de militances en réseaux au cours des années 1980 et 1990. Elle a servi de catalyseur à une multiplicité d'initiatives, du Collectif Jeunes en 1983 aux "autres" Marches de 1984 et 1985, de la coordination Justice (1984-1986) à la création du Comité national contre la double peine (1990), puis du Mouvement Immigration Banlieue (1995)*[602] ». L'analyse des parcours des jeunes militants de Génération Banlieue présente les mêmes trajectoires. Nadia Azoug explique d'ailleurs ce cheminement :

> « *La marche, ça a été un peu la grande illusion pour toute cette génération. On s'est dit qu'on nous écoutait, qu'il allait y avoir des changements, d'abord concernant les différences de traitement et de justice entre les Beurs délinquants et les "tontons flingueurs" qui assassinaient des jeunes dans les cités. Le fait d'être descendus dans la rue si nombreux, d'avoir été accueillis à l'Élysée par Mitterrand, tout ça, nous a fait croire que ça avait marché. À la fin de la journée, on pensait pouvoir enfin changer le monde. […] Le constat que la marche des Beurs n'avait rien changé a amené l'idée qu'il fallait être acteur dans son quartier, s'organiser pour faire bouger les choses. […] Mais il y a eu un déclic. Et maintenant, le fait d'être français est la première chose que l'on revendique, avec les droits et les devoirs que ça implique. […] C'est à nous d'être acteurs et de se prendre en charge par rapport au système économique. Il faut que nous réaffirmions notre identité politique c'est-à-dire notre relation à la cité et aux autres pour assumer totalement ce passage. […] C'est aux acteurs de définir eux-mêmes leur propre identité. […] Il faut gérer nous-mêmes notre relation à l'opinion en parlant d'autre chose que des faits divers. […] Il faut mettre en valeur les compétences et les savoir-faire*[603] ».

Ahmed Boubeker souligne également les déceptions nées d'une certaine incompréhension de la Marche : « *C'est tout l'impensé de l'héritage de la Marche que d'avoir négligé cette dimension politique essentielle qui articule l'exigence d'égalité à la lutte contre les discriminations ethniques. Le débat public en est resté à une controverse sans lendemain entre défenseurs du modèle français d'intégration et promoteurs du multiculturalisme anglo-saxon, alors même que la Marche des Beurs ouvrait une alternative fondée sur le développement du concept d'égalité, une valeur*

[601]BEAUD Stéphane et MASCLET Olivier, « Des « marcheurs » de 1983 aux « émeutiers » de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2006/4, 61e année, p. 809-843.

[602]KOKOREFF Michel, « L'imaginaire social de la Marche de 1983 », *Africultures* 2014/1, n° 97, p. 28-42.

[603]AZOUG Nadia, « Nadia : « Il y a une demande énorme de la part des jeunes qui zonent », *A faire* n° 10, 4e trimestre 1991, p. 7.

cardinale de la République qu'on n'aura jamais fini d'actualiser. Hannah Arendt nous a appris que l'autre pôle du politique, c'est le vouloir vivre ensemble, et que l'espace public d'apparition est le lieu où converge une mêmeté des différences : si les héritiers de l'immigration n'ont jamais demandé "le droit à la différence" – contrairement au slogan du MRAP médiatisé durant la Marche –, c'est que précisément l'enjeu de la Marche était la reconnaissance d'un "sujet beur" qui retournerait le stigmate de la discrimination pour mettre la République au défi de faire avancer le droit commun dans la société française[604] . » Touria Chémouri, militante du REAS et salariée de la FAJQ témoigne de sa volonté d'être dans le droit commun :

> « *Je me souviens déjà à l'école on était tous orientés en fonction de notre zone géographique vers les mêmes filières. Peu importe le potentiel que tu avais. On était tous orientés sur les mêmes lycées et dans les mêmes filières. Quand on militait, on avait des centres de formation spécifiques pour les jeunes des quartiers. On faisait tous le DEFA avec plus ou moins notre spécificité, mais tous au DEFA, tous au FAS. Moi, j'ai toujours voulu faire des choses en marge. J'ai été jusqu'au baccalauréat comme ça pour avoir la possibilité de faire assistante sociale. C'est ce que je voulais faire au début. Mais dans le droit commun, avec tout le monde, tu vois et justement pas avec tous ceux de mon quartier* ».

Dans la même idée, Touria Chémouri aime souligner lors de l'entretien le glissement qui fait passer les jeunes des quartiers aux jeunes des banlieues et qui, selon elle, participe de cet éloignement du « droit commun », du reste de la société française. « Le quartier » il était dans la ville, dit-elle. On peut rappeler ici le slogan : « *La France c'est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange ». Comme les autres auteurs (notamment Hajjat et Beaud, Masclet), Michel Kokoreff met également en avant qu'« inscrite dans une histoire de luttes contre les crimes racistes et sécuritaires, la marche pour l'égalité et contre le racisme marque également sa singularité. Son ampleur et son côté fédérateur, contrairement à la lecture ethniciste* à *laquelle elle est parfois réduite sous le vocable "marche des Beurs", en font un puissant levier pour l'imaginaire social et politique. […] La Marche avait aussi une cohérence idéologique : il ne s'agissait pas de mettre en valeur des particularismes culturels, mais de demander d'être traité comme des citoyens à part entière, de*

[604]BOUBEKER Ahmed, « Les héritiers de la Marche peuvent-ils s'exprimer ? », *Hommes et migrations* [en ligne], 1304 | 2013, mis en ligne le 17 mars 2014, consulté le 13 juin 2014. URL : http://hommesmigrations.revues.org/2679.

demander des comptes à la République sans la rejeter, dans un contexte où l'intégration représentait un horizon idéologique indépassable pour la plupart des acteurs et des observateurs[605] ». Il parle même d'une « génération » des marcheurs : « *Dans ce cadre, la Marche est un repère temporel : elle définit un point de basculement entre un avant et un après ; elle est aussi un marqueur générationnel qui qualifie les "marcheurs" comme un groupe spécifique, doté d'une identité positive, et par là, d'une légitimité*[606] ». Touria Chémouri distingue, dans la même idée, plusieurs générations de militants qui se sont côtoyés dans les associations de jeunes des quartiers dans les années 1990 :

> « *Quand j'étais jeune, je disais "ça va, on sait que vous avez marché avec votre marche des Beurs". Bon, à un moment donné, on a fait un truc pour avancer, mais on revient pas dessus pour la nostalgie du truc, non, on avance. Aujourd'hui, il y a d'autres problèmes. Vous, vous étiez des enfants d'immigrés. Nous, on est tous nés en France, on a été formés en France, on est des purs produits bleu, blanc, rouge. Alors que eux, pas du tout, il y en avait beaucoup qui étaient nés en Algérie. C'est pas du tout pareil au niveau du chômage. Quand je vois ma frangine, elle n'avait pas de problème de chômage, elle passait d'usine en usine sans problème. Nous, on était dans un truc totalement différent. Nous, on avait le problème de l'échec scolaire, on avait le problème du chômage, mais, en plus, on avait aucun espace de réunion, d'échange sur nos territoires. Ils nous disaient, il faut se mobiliser sur la double peine, mais nous, on voulait se mobiliser sur nos préoccupations et parfois on sentait le décalage. Moi, j'ai milité très jeune, donc, j'ai milité avec ces gens-là* ».

Une partie des jeunes du REAS issus de la « génération des marcheurs » retrouve en partie dans le projet du REAS et de Génération Banlieue des éléments constitutifs de leur propre parcours : non-violence, revendication du potentiel des jeunes des quartiers, droits identiques pour tous y compris à la création économique, question du vivre ensemble, etc. Par ailleurs, comme le souligne Nadia Azoug, le concept d'économie solidaire présente une affinité importante avec des expériences solidaires issues d'une partie de la culture de leur famille :

> « *À l'époque, ce qui nous a séduits, c'était les CIGALEs, sur le principe des tontines*[607]*. Et puis, pour certains qui avaient un lien avec l'Algérie, cela faisait*

[605]KOKOREFF Michel, « L'imaginaire social de la Marche de 1983 », *Africultures* 2014/1, n° 97, p. 28-42.

[606]*Ibid.*

[607]Système traditionnel de constitution d'une épargne local au service des membres cotisant. Pour aller plus loin : http://www.memoireonline.com/01/13/6750/m_Tontines-et-developpement-dans-le-groupement-Bashali-Mokoto--Masisi-en-RDC7.html.

écho au travail collectif tel que la touiza[608]*. Par exemple, s'il y a besoin de construire une route tout le monde se retrouve et fait la route. On n'est pas des assistés, on n'attend pas que la commune fasse la route. On va la faire ensemble. C'est ce qu'on appelle la "touiza", c'est des formes de travail collectif. Tu donnes rendez-vous à toute la communauté de vie et ça se fait. Donc, entre la touiza et les tontines, quand ils se sont mis à nous parler des CIGALEs, on s'est dit ça, par rapport à l'atavisme, ça nous dit quelque chose. Et c'est ça qui nous a accrochés ».*

Stéphane Beaud et Olivier Masclet font le même constat lorsqu'ils font le point sur les différentes « générations » de militants qu'ils ont rencontrés sur leur terrain de recherche dans les quartiers populaires : « *Dix ans plus tard, dans un contexte économique aggravé, un nouveau cycle d'émeutes démarre, de nouveau en région lyonnaise (Vaulx-en-Velin, novembre 1990 : trois jours d'échauffourées avec la police), puis en région parisienne (Argenteuil, décembre 1990, puis en mai 1991, quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie). D'une part, ces émeutes urbaines prennent une ampleur inédite et d'autre part, elles donnent lieu à une grande couverture médiatique. Celles de Vaulx-en-Velin, surtout, apparaissent rétrospectivement comme le moment d'un retournement du regard porté sur les quartiers, l'objectif sécuritaire devenant une manière politiquement consensuelle de parler d'eux. Les quartiers entrent de plain-pied dans le champ des préoccupations politiques, mais ils font dans le même temps l'objet d'une dépolitisation : droite et gauche adoptent progressivement les mêmes visions sur le sujet. De "quartiers en danger", on passe à une représentation tout autre, les "quartiers dangereux", qui légitime une plus grande sévérité des politiques pénales ainsi qu'un renforcement de l'intervention policière dans les banlieues. Les émeutes dans les quartiers de 1990-1991 ont marqué un tournant dans les rapports entre les jeunes de cité et la police. Depuis lors, la tension entre jeunes de cité et policiers, comme toutes les enquêtes ethnographiques sur les jeunes des cités l'ont montré, est devenue structurelle. Elle débouche régulièrement sur des explosions de violence, de protestation de la jeunesse des quartiers, qui sont presque toujours consécutives à des contrôles policiers qui tournent mal, à ce qu'on appelle improprement des "bavures policières", rarement sanctionnées*[609] ». Il faut

[608]Tradition ancestrale d'entraide, travail collectif et solidaire au profit d'un membre de la communauté. Voir par exemple : http://touizaalger.jimdo.com.

[609]BEAUD Stéphane et MASCLET Olivier, « Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2006/4, 61e année, p. 809-843.

d'ailleurs souligner que l'association SOS Bondy ça Bouge comme l'association AGORA (issue des émeutes de Vaulx-en-Velin évoquées par les deux chercheurs) ont également pour origine d'importants actes racistes. Nadia Azoug se souvient par exemple des « tontons flingueurs qui sévissaient à Bondy[610] ». C'est d'ailleurs sur la question du chômage et non plus de l'égalité des droits que repose leur participation à Génération Banlieue comme rappelé plus haut dans la partie du chapitre IV qui est consacrée spécifiquement à cette expérience.

Les associations de jeunes de quartier proposent, comme nous venons de le voir, à partir de l'exemple à la fois emblématique et structurant de la Marche pour l'égalité de 1983, un lieu privilégié de militantisme. Dominique Baillet décrit ces associations : « *Ces associations organisent plutôt des actions socioculturelles, socio-éducatives (soutien scolaire, cours d'alphabétisation, activités artistiques, culinaires), des actions juridiques, en matière de lutte contre les expulsions des étrangers et de défense de leurs droits, dans les années 1980, et des actions d'insertion économique, telle la création de petites entreprises, dans les années 1990. Elles ont pu, non seulement assurer dans les années 1980-1990 à leurs militants une socialisation professionnelle et une mobilité sociale, mais aussi faciliter, dès la fin des années 1980, une intégration politique locale périphérique, fragile et instable, qui leur a permis de passer au politique*[611] ». Il dresse un portrait détaillé du militantisme dans ces associations assez proche de ce qui a été expérimenté au REAS et qui peut dans un autre contexte être affilié à de l'éducation populaire : « *Cette conscience de classe des parents, cette culture de la révolte, cette "éthique revendicative" (Terrail, 1990, p. 229) s'est transformée à la génération suivante en identité politique, une identité de dominé ethnicisé et a nourri chez ces jeunes d'origine maghrébine le désir du passage à l'action politique. Ce militantisme correspond rarement à un rite de passage. Il constitue le plus souvent une carrière militante, qui débute pendant la socialisation universitaire, au moment où l'individu est étudiant à l'université française et entame le cycle de vie de la jeunesse. Plutôt critique du système politique français, ce militantisme, plutôt associatif, offensif et revendicatif, n'est pas toujours conventionnel et peut frôler l'illégalité, la clandestinité, ou en tout cas l'opposition radicale. […] Les acteurs de ce militantisme sont d'abord des jeunes d'origine maghrébine critiques du système politique français dominant, mais adeptes des valeurs universelles et de l'idéologie des droits de l'homme. Ils réclament à la fois un "droit à la différence" et l'égalité de*

[610]Sur l'ambiance raciste pré-marche lire notamment MOGNISS H. Abdallah, La « Rumeur de Bondy », *Plein droit* 2010/2, n° 85, p. 35-39.

[611]BAILLET Dominique, « Les rétributions du militantisme associatif maghrébin », *Confluences Méditerranée* 2006/2, n° 57, p. 103-129.

traitement. Ils dénoncent l'égalité formelle républicaine, qu'ils estiment abstraite, et désirent "l'égalité réelle" concrète, pour reprendre des termes marxistes bien connus. Ils débutent leur action collective dans les années quatre-vingt, et la poursuivent dans les années quatre-vingt-dix. Fils de travailleurs immigrés, ouvriers et petits commerçants, la plupart anciens militants du FLN, pour les Algériens, indépendantistes pour les Tunisiens et Marocains, et parfois membres de la CGT, ils militent surtout dans des associations locales implantées dans la proche banlieue parisienne, telles Nanas beurs, Nahda, l'ANGI (Association de la nouvelle génération immigrée), SOS ça Bouge, Africa, etc. (Baillet, 2001 b, p. 185), à l'intérieur des mouvements sociaux et ethniques des années quatre-vingt, comme le Mouvement beur (1983-1985) caractérisé par la Marche contre le racisme et pour l'égalité de 1983, Convergences 84 et Divergence 85, et dans des partis politiques "périphériques" dans les années quatre-vingt-dix, tels les Verts, le Parti communiste, Radical à l'époque de B. Tapie, devenu par la suite le PRG (Parti radical de gauche) et la LCR[612] ». Cet extrait fait d'ailleurs le lien avec la question de la place de l'éducation populaire dans le socle du militantisme des jeunes militants du REAS qu'ils soient ou non issus des quartiers populaires et/ou de l'immigration.

Encadré 5 - Portrait de Nadia Azoug

Photo 16 - Jacques Archimbaud et Nadia Azoug

Née en 1964, dans une famille d'immigrés algériens, Nadia Azoug a toujours baigné dans un milieu très militant. Son père était membre de la 7e Wilaya :

> « *J'ai grandi dans une période postcoloniale et donc de la construction socialiste de l'Algérie. J'ai baigné là-dedans par un père qui était très engagé dans la 7e Wilaya. C'était toute cette poche de résistance des Algériens vivant en France et très impliqués dans la libération de l'Algérie. Mon père était ce que l'on appelait un référent pour le FLN. Il était collecteur auprès des Algériens. Donc, il avait des missions à la fois politique et organisationnelle. Donc toutes les manifs, il y a*

[612]BAILLET Dominique, « Motivations et sens sociaux du militantisme maghrébin. Une théorie de la causalité », *Revue française des affaires sociales* 2005/3, n° 3, p. 183-203.

participé. Quand il y avait des descentes de police dans l'hôtel de mon père, le matériel était caché. Ma sœur aînée Rachida s'est retrouvée avec un flingue dans sa couche-culotte parce qu'il fallait cacher les armes de la résistance. J'ai eu une culture politique très forte ».

Nadia attribut d'ailleurs à son père la matrice de son engagement :

« Je pense que j'ai toujours eu le savoir du réseau et de comment fédérer. Et ça, c'est lié au militantisme de mon père. J'en suis convaincue. Comment tisser une toile d'araignée et un réseau, lui, il n'avait pas Internet, mais… (rires). Il y avait l'Amicale des Algériens en Europe qui venait au café. L'homme venait chercher l'argent et mon père avait une liste de ceux qui avaient cotisé et de qui devaient cotiser. C'était le socialisme, paf ! […] Jusqu'au jour où mon père à dit au gars de sortir. Il a cité tout ce à quoi on avait normalement droit et dont on ne bénéficiait pas[613] *et lui a dit : "Vous nous servez à rien, donc dehors". Il y avait aussi ce qui était lié à la petite Kabylie où mon père faisait partie d'une sorte de conseil des sages. Nous, c'est pas les tontines, c'est la touiza. Tu dois refaire une route, tout le monde cotise. Et pour nous, tout immigré qui venait en France devait être solidaire. Mon père c'était une tête de réseau, donc, il collectait pour toute la région. Il avait des petits carnets. Il savait lire et écrire de manière basique. Il avait tous les noms et pour chacun, il y avait une part. Par exemple, ils donnaient quand il y avait un décès en fonction des revenus. Et ça, c'est du réseau de solidarité. Et je l'ai vu fonctionner. Ils venaient dans le café et ils disaient "Il y a un tel qui est malade" et ils sortaient les billets. J'ai vraiment baigné là-dedans. Du coup, la construction de réseau et la solidarité, ça vient du pater ».*

En plus de cette filiation, Nadia est également exposée très jeune à une réalité sociale parfois très dure. Lorsqu'elle a 8 ans, sa famille déménage du 11e arrondissement pour Ivry et ses cités. On est alors au tournant du choc pétrolier et les usines ferment les unes après les autres. Elle est marquée par cette révolte ouvrière :

« De 8 ans à 16 ans, on est arrivé à Ivry, ville communiste où mon père avait un café-hôtel-restaurant. Donc, j'ai eu un regard sur l'immigration d'hommes qui n'étaient pas dans les foyers puisqu'ils vivaient à l'hôtel. Et très vite, la fibre du social est arrivée. Je lisais leur courrier parce qu'ils ne savaient ni lire ni écrire. C'est alors qu'est arrivé le choc pétrolier, donc grève, grosse vague de licenciement. Les usines qui pètent, SKF qui faisait des roulements à bille. Les grèves à Talbot Poissy avec tous les travailleurs marocains plus ou moins manipulés par la CGT. Donc, c'est des révoltes d'ouvriers, des syndicats. Et tous ces gens venaient dans le café. Il y avait aussi l'alcool, la violence. C'est des ouvriers. J'ai vu des mecs se taper dessus. C'est des milieux très violents aussi. […] J'ai aussi vécu les premiers crimes racistes. Je me souviens de la police dans l'hôtel de mon père après une bagarre entre forains, ils cassaient tout le café. Et puis, c'était une police qui avait fait la guerre d'Algérie ».

[613] L'Amicale des Algériens en Europe « est l'organisme officiel pour l'immigration ». La cotisation ouvrait droit à des colonies de vacances en Algérie, à des cours d'arabe, etc. Pour aller plus loin : MAHÉ Alain, « VIII. - La construction de l'Algérie algérienne (1962-1980) », *Histoire de la Grande Kabylie XIXe-XXe siècles*, Saint-Denis, Bouchène, « Histoire du Maghreb », 2001, 668 p.

Elle est alors confrontée aux ambiguïtés des mairies communistes d'alors :

> « *Dans les villes communistes comme à Ivry, il y avait des quotas. Il y avait des quotas logements où la ville disait « dans telle tour, tel HLM, il ne peut pas y avoir plus d'Arabes. On voulait partir en colonie de vacances, on nous disait "le quota est atteint". Tu arrivais pour t'inscrire et tu savais que parce que tu étais algérien (parce que les quotas c'était "algérien"), tu ne pouvais pas t'inscrire en colonie de vacances. Mais au moins, les choses étaient dites. […] Ce qui était compliqué, c'est que les communistes qui avaient aidé pendant la guerre d'Algérie pour la libération, d'un seul coup, dans les banlieues, ils nous disaient "ben non, vous n'avez plus votre place"* ».

Le café-hôtel de ses parents sert de lieu de rencontre pour l'ensemble du quartier. S'y rencontrent les ouvriers immigrés et français, les comédiens du théâtre d'Ivry autour d'Antoine Vitez, et même Georges, légionnaire à la retraite. Nadia Azoug se souvient de cette ambiance et des discussions qui se déroulaient dans ce lieu et dont elle s'imprègne :

> « *On dit souvent les discussions "café du commerce", mais en même temps, c'est des espaces où tu as une intelligence et tu as des savoirs incroyables. Il y avait une grande diversité. Tu avais des bibliothèques vivantes. Puis, les artistes… j'ai vu des nanas débouler avec des chapeaux de toutes les couleurs… donc aussi la créativité, l'imaginaire. Ça, ça m'a construite* ».

Ainsi, si son enfance ancre sa conscience sociale autour des conditions de vie dans les cités ouvrières de la banlieue parisienne, elle souligne également l'éveil au beau, à l'esthétique qui aiguise très tôt son œil, son goût. En effet, à Paris, rue de la Forge-Royale, elle croise sur le chemin de l'école tous les artisans qui peuplent le quartier. À Ivry, c'est la troupe d'Antoine Vitez qui l'émerveille.

> « *Le quartier de la Forge-Royale où j'ai grandi jusqu'à 8 ans, c'était le quartier des tapissiers, des miroitiers… Donc, le travail, l'artisanat, l'excellence, j'ai aussi baigné là-dedans. Quand on allait à l'école, dans les vitrines, c'était beau. Ça sentait la colle, mais c'était beau. On a grandi dans du populaire, du pourri, mais aussi dans du beau, de l'excellence et une construction d'un regard critique. […] La Forge Royale, c'était Versailles. Donc, toute la ferronnerie. Les ressorts pour les sièges Louis Philippe, la laine pour les matelas, etc. Puis à Ivry, c'était l'époque post-Jean Vilar du théâtre pour tous avec Antoine Vitez. J'ai baigné entre ce milieu ouvrier et ce milieu d'artistes qui venaient manger un couscous pas cher parce qu'ils se partageaient le plat. On devait être un des rares restaurants à accepter qu'ils se partagent une assiette pas chère. En échange de l'accueil de notre père, on allait assister aux répétitions. On était dans les décors des théâtres… on était 4 ou 5 enfants des commerçants du quartier. On ne comprenait pas tous les textes, mais on les entendait. On les entendait aussi discuter de leur révolte, de leur point de vue et ça m'a beaucoup marquée* ».

Dernier élément d'enfance fondateur, Nadia Azoug se souvient également du rôle des enseignants qu'elle a croisés dans son parcours scolaire :

> « *Je vais au lycée professionnel Jean Macé de Vitry-sur-Seine, 1 200 élèves, des profs très impliqués politiquement. Par exemple, en géographie, on avait des cours de géopolitique. Le prof de français nous faisait lire Les Femmes savantes de Molière et en donnait une lecture féministe, etc. […] J'ai eu des profs qui nous aidaient. Qui nous filaient des lectures du Monde, qui nous aidaient à nous construire un avis, à être dans le désaccord, à chercher des arguments. À l'école, les profs nous forment à avoir une culture politique. J'ai le souvenir de Madame Lemoine, prof en géographie qui était autogestionnaire du coup, elle voulait nous faire une autre école. Ma dernière année à Ivry, j'étais dans un établissement où les jeudis après-midi on avait des ateliers créatifs, danse, photo, théâtre. Il y avait quelque chose de l'ordre de l'émulsion* ».

Les graines militantes semées par l'exemple du militantisme de son père peuvent alors éclore. Nous sommes en 1981 et la gauche vient d'arriver au pouvoir. Pour Nadia Azoug, l'élection de la gauche en 1981, crée un grand espoir pour les enfants d'immigrés. La loi du 9 octobre 1981[614] permettant aux étrangers et à leurs enfants de créer des associations est un signe important dans les quartiers. Les associations de jeunes fleurissent. Ses sœurs, et plus particulièrement Rachida Azoug, seront parmi les premières militantes. Cette dernière participe notamment à l'association ANGI (Association de la nouvelle génération immigrée) créée en 1981. « *L'ANGI (Association de la nouvelle génération immigrée), quant à elle, est une association socioculturelle située à Aubervilliers en Seine-Saint-Deni*s, c*réée en 1981 par des jeunes militants d'origine algérienne de ce département qui venaient de la troupe de théâtre Kahina, troupe de jeunes issus de l'immigration maghrébine fondée en 1976. Se sont joints à ce noyau de jeunes militants du journal immigré Sans Frontières et de Radio Beur. Destinée aux jeunes issus de l'immigration maghrébine, cette association regroupe à la fin des années 1980 une centaine d'adhérents. Elle a plusieurs commissions : la commission Loisir et culture, la commission Galerie, la commission Intervention en milieu carcéral dans le centre de jeunes détenus, la commission Accueil et hébergement de jeunes femmes maghrébines en rupture familiale ou en fugue, la commission Police et justice, qui recense les crimes à caractère raciste commis en France depuis 1973, et renseigne sur l'appareil et l'aide judiciaire, la commission Logement social, financée par le FAS et le ministère de la Culture et du Temps libre* ».[615] Nadia Azoug participe à tout ce mouvement associatif. Arrive

[614]Janine Ponty nuance la réalité de ce dernier point : PONTY Janine, « Les étrangers et le droit d'association au XXe siècle », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 69, 2003. Regard sur les associations. p. 24-25.

alors la Marche (voir encadré). Nadia est en première ligne. Sa sœur Rachida fait partie des marcheurs. Nadia, participe au collectif francilien en charge de l'accueil des marcheurs lors de leur arrivée à Paris :

> « *On était un groupe important en Île-de-France […]. On refaisait le monde tous les week-ends chez la frangine où à Aubervilliers à l'ANGI. Elles avaient une troupe théâtrale, la Kahina*[616]*. Son mec, c'était un des marcheurs, Djamel Atallah, une des figures de la Marche. Chez elle*[617]*, s'était devenu le bastion politique de la deuxième génération. Régulièrement, il y avait Christian Delorme qui était là, autre figure de la Marche. Il y avait plusieurs têtes de réseau. Et moi, j'ai donc baigné là-dedans tous les week-ends. Et il y avait aussi ma génération, qui avait dix ans de moins, chez ma frangine et aussi à l'ANGI à Aubervilliers. C'était devenu un espace et un point repère. C'était des grandes sœurs. Et il y avait aussi une entrée très artistique. Et avant la Marche, il y a eu un rapprochement avec le mouvement des autonomes, Action Directe, le soutien aux Kurdes du PKK, etc., c'était l'extrême gauche, le journal Sans frontière*[618]*. Et on avait monté les premiers Rock Against Police*[619]*. Donc, 81-82, avant la Marche, on était très ancré à l'extrême gauche. […] Rachida et Malika étaient organisatrices dès le début de la Marche avec Salika Amara de l'ANGI et tout ce collectif de femmes. Et moi, je me suis retrouvée, même si ce n'était pas avec une grande application parce que j'étais en même temps assez jeune, je me suis retrouvée dans le comité d'accueil Île-de-France de la Marche* ».

Elle souligne d'ailleurs le rôle important tenu par les grandes sœurs comme relais vers le militantisme.

> « *Il y avait aussi l'influence de mes sœurs aînées. En 1981, 1982, on a été formées sur le droit des associations par l'ANGI. Nous, on était les plus petites, on avait 17-18 ans et elles, c'étaient des nanas qui avaient déjà 30 ans. Donc, elles nous formaient pour être plus militantes, plus citoyennes. Je suis arrivée à Bondy par l'intermédiaire de ma sœur aînée* ».

Kaïssa Titous, membre du collectif jeune en charge de l'accueil des marcheurs lors de leur arrivée parisienne et directrice de campagne de Pierre Juquin lors de l'élection présidentielle

[615]BAILLET Dominique, « Militants d'origine maghrébine et intégration », *Sud/Nord* 2001/1, n° 14, p. 91-103.

[616]Pour aller plus loin : HADJ BELGACEM Samir, « Le théâtre au service de la cause immigrée (1970-1990) », *Plein droit* 2016/2, n° 109, p. 36-40.

[617]Rachida Azoug, membre active de l'ANGI a été une des figures de la Marche en Île-de-France.

[618]« Publié à partir de mars 1979, il se fixe un triple objectif : offrir une tribune aux diverses composantes de l'immigration pour souligner leur richesse ; perpétuer le mouvement revendicatif initié précédemment ; mais aussi s'ouvrir aux préoccupations et réalités nouvelles ». Claude-Valentin Marie, in Association Génériques et Musée d'histoire contemporaine, *Presse et Mémoire, France des étrangers, France des libertés,* Éditions ouvrières, 1990

[619]« Le mouvement *Rock Against Police* ou RAP, né en 1980, regroupe des jeunes des banlieues de la région parisienne (notamment de Vitry-sur-Seine, Bondy, Argenteuil…). Le mouvement prend position contre la police dans un contexte marqué par plusieurs crimes racistes et une politique de répression sécuritaire ».
Source :https://www.europeana.eu/portal/fr/record/2022066/10851_3AD2CA35_26F4_422A_AECF_1BA8AEB85F0B.html.

de 1988, se souvient également du rôle important des femmes : « *Il faut savoir que le collectif de la marche de 83 était dirigé par des femmes : Saliha Amara, Rachida Azoug. Farida Belghoul, Alima Boumedienne. À Lyon, pendant cette période, c'est Om Hani. Djida Tazdaït – dans toutes les banlieues des grandes villes, il y avait et il y a toujours des associations de femmes. Idem à Lille. Roubaix, Nancy, Grenoble, Marseille, Toulouse. Aux assises de Lyon en 84, ce sont surtout des femmes qui sont intervenues. Les femmes étaient les dirigeantes. En 1984, le premier débat sur mouvement autonome ou mouvement généraliste a été alimenté essentiellement par les femmes des différents collectifs*[620] ». Suite à ces premières expériences, Nadia Azoug s'investit dans l'association SOS ça Bouge à Bondy créée en 1984. À l'origine, c'est un simple groupe de jeunes qui organisent différentes manifestations culturelles (soirée cabaret, tournoi de football, etc.) afin d'autofinancer des activités de loisir comme un voyage en Angleterre. Puis les ambitions de l'association vont s'étendre à la promotion et la dynamisation d'une « *vie de quartier saine et enrichissante afin de réaliser un grand nombre de projets pour lutter contre les exclusions et avoir un rôle de prévention sociale (drogue, sida)*[621]». En 1988, ils créent le festival de musique Y a de la Banlieue dans l'air qui aura un rayonnement national.

En parallèle à cet engagement militant dense, Nadia Azoug entame des études à Nanterre dans le but d'intégrer ensuite l'École normale afin de devenir institutrice. Mais elle se rend rapidement compte que la fac n'est pas faite pour elle. Pour présenter le concours de l'École normale, il est alors nécessaire d'avoir un BAFA (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) ce qui lui permet de financer ses études en exerçant comme animatrice dans des centres de loisirs de différentes communes. À cette occasion, la ville de Pantin lui propose de l'embaucher. Elle débute sa carrière comme animatrice dans le centre de loisirs Jacques Prévert dans le quartier populaire des Quatre-Chemins de Pantin. Elle connaît alors, selon ses propres mots, une ascension fulgurante et devient en 1992 directrice adjointe du secteur Enfance de la ville, puis directrice en titre deux ans plus tard. C'est là qu'elle rencontre Jacques Archimbaud, alors furtif élu municipal en charge de l'éducation[622]. C'est aussi la

[620]BOUTLDJA Houria, « Entretien avec Kaissa Titous. Nous avons besoin d'un mouvement de combat », *L'Indigène de la république,* n° 5, février 2007. Voir aussi sur la place des femmes dans l'émergence du militantisme des enfants d'immigrés *: http://www.presseetcite.info/journal-officiel-des-banlieues/memoire/femmes-30-ans-de-luttes-oubliees-dans-les-quartiers-episode-1.*

[621]« SOS ça Bouge à Bondy », *A faire*, n° 7, 1er trimestre 1991.

[622]L'élection qui a conduit Jacques Archimbaud au conseil municipal de Pantin est invalidée un an plus tard.

rencontre avec le REAS dans lequel, elle va ensuite s'investir. En même temps, elle profite de ce poste à la ville pour recruter dans les associations de jeunes qu'elle fréquente et former leurs militants sur le modèle de ce qu'elle a vécu plus jeune avec les grandes sœurs :

> « *De jour, je travaille à Pantin parce que les horaires sont faciles et le soir, la nuit, je suis à Bondy. Et là, on développe à fond SOS ça Bouge. Pour cela, je fais deux trucs : je repère des gens compétents à Pantin, des gens comme Alain Sartori ou d'autres. Je les branche sur SOS ça Bouge et sur le Festival Y a de la Banlieue dans l'air. Et en même temps, les gens de Bondy, je les amène à Pantin, parce que la ville recrute. J'ai tout de suite des responsabilités. Donc, je recrute des gens de Bondy qui sont des gens de terrain. Pas du tout de réflexions sur l'animation, pas de formation spécifique. Donc, le deal, c'est "vous venez à Pantin, on va vous former". Avec moi, il y avait Alain Sartori, ma frangine Missaad. Donc, on parraine, on coopte. On monte des modalités de formation, le soir, les week-ends… et du coup, Pantin va nourrir Bondy et inversement. Et on arrive à tout développer. […] À Bondy, on crée une entité à part pour le Festival Y a de la Banlieue dans l'air et on professionnalise. On forme, on recrute* ».

À partir de 1998, elle voit arriver avec un œil inquiet la « politique des grands frères » comme nouvelle réponse à la gestion des jeunes des quartiers populaires. À l'occasion d'un voyage à Gaza, elle fait la rencontre de l'ONG française Enfants Réfugiés du Monde, spécialisée dans le développement auprès des populations vulnérables. L'ONG lui propose de la débaucher. Elle devient alors coordinatrice pédagogique sur trois sites différents (les régions de Blida et de Tindouf (camps de réfugiés sahraouis) en Algérie et à Saïda au Liban). Elle met en place des actions de solidarité Sud/Sud entre les camps sahraouis et le Liban. Après cette mission très dense, elle prend une année sabbatique pour faire une VAE et obtenir un DESS en Ingénierie de programme de coopération. Elle multiplie alors les missions entre la France et l'Afrique comme salariée d'ONG ou comme consultante. En 2007, elle retrouve sur un quai de métro Jacques Archimbaud. Il la convainc de s'investir autour d'un projet local en vue des élections municipales de 2008, le Laboratoire d'écologie populaire. Elle sera candidate et élue apparentée Les Verts sur une liste conduite par le maire socialiste de la ville de Pantin, Bertrand Kern. Ayant besoin de se stabiliser, elle accepte un poste de chargée d'enseignement dans le cadre du DUT Carrière sociale que les CEMEA viennent de créer en région parisienne. Une fois élue, elle adhère au parti politique Les Verts malgré ses réticences à s'encarter :

> « *Aucune adhésion. J'ai toujours été anti-parti. Anti-parti et anti-carte. Pour moi, l'encartement, il s'est fait par simple loyauté. Le jour de l'investiture à Pantin, par*

loyauté, la veille, j'ai envoyé un chèque aux Verts. Et aujourd'hui malheureusement en France, si tu n'es pas dans un parti politique, tu n'as pas de place. Donc, il faut avoir un pied dedans et un pied dehors. Et ça ne me pose pas de souci parce que c'est toujours ce que j'ai su faire ».

Depuis, elle a été conseillère régionale EELV en Île-de-France et membre du conseil fédéral du parti. Elle explique cet investissement par son envie de comprendre comment fonctionne cette organisation.

« *J'ai découvert le parti Les Verts. Comme j'ai besoin de comprendre comment ça fonctionne, je me suis tout de suite investie dans la machine politique. Donc, j'ai pris des responsabilités au niveau du département, du conseil fédéral… et après, j'ai vu (rires). Mais là où je me suis éclatée, c'est la richesse des savoirs. C'est une mine d'or. Et en tant qu'élue, je me suis régalée à aller à toutes les formations. Et je me suis nourrie pendant tout mon mandat* ».

Tout au long de l'entretien, Nadia Azoug utilise le pluriel pour parler de son parcours : « On a fait ça, nous étions… ». Cela pourrait être interprété comme une coquetterie. Cela peut également être perçu comme la marque de son engagement, le signe de la densité de celui-ci. À l'image de la plupart des jeunes militants du REAS, son militantisme n'est jamais mis à distance, il est constitutif de sa personne. Non comme un facteur d'épanouissement personnel, mais comme conviction profonde que l'émancipation individuelle ne peut se faire hors du collectif.

7.3.5. De l'éducation populaire au développement local

Dans les références qui marquent les parcours antérieurs des jeunes militants du REAS, un dernier terme fédère : « l'éducation populaire ». Lucile Manoury comme Salah Amokrane se définissent comme issus de l'éducation populaire.

Salah Amokrane[623] explique pour résumer son parcours militant : « *Je me considère comme un militant de l'éducation populaire* ».

Lucile Manoury relate de son côté une de ses premières expériences militantes lorsqu'elle faisait des études d'audiovisuel : « *J'avais spontanément, sans penser que c'était de l'éducation populaire, proposer mes services gratuitement dans un centre social des quartiers Nord pour former des jeunes à la vidéo. J'avais tenu bénévolement un atelier vidéo. En contrepartie du fait que je les amenais sur mes tournages pour que l'on interviewe ensemble. J'étais dans une démarche d'éducation populaire sans le savoir* ».

[623]Pour aller plus loin : AMOKRANE Salah, « Tactikollectif : action culturelle et engagement politique », *Empan* 2007/3, n° 67, p. 46-49.

Nadia Azoug pour sa part souligne : « *À Bondy, on était sur du tâtonnement expérimental. Nous, on faisait. On était dans le pouvoir d'agir. Et pour moi, c'est de l'éducation populaire. On était à fond sur ces modalités-là* ».

Plusieurs militants de ce groupe utilisent ainsi l'expression « éducation populaire pour désigner leurs pratiques militantes. Il n'existe pas de définition consensuelle de l'éducation populaire. Jacques Ladsous, pédagogue, ancien vice-président du CSTS (Conseil supérieur du travail social) et secrétaire général du CEDIAS-Musée social (Centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales), définit ainsi l'éducation populaire : « *L'éducation populaire peut avoir des objectifs spécifiques distincts selon les associations qui en font la promotion, mais toutes ces associations ont un objectif commun, celui de permettre la coopération dans l'autonomie, la mobilisation des énergies partagées, la rencontre et l'échange* »[624]. Les origines de l'éducation populaire remontent pour Geneviève Poujol au tournant du XIXe et du XXe siècle en parallèle de l'éducation ouvrière : « *C'est bien parce qu'un mouvement ouvrier est en train de manifester son existence qu'un mouvement d'éducation populaire a vu le jour. Des acteurs en position médiane, entre la classe possédante et la classe ouvrière, vont en quelque sorte tenter de jouer les médiateurs. […] On repère plusieurs courants partageant cette utopie que l'éducation peut établir un autre rapport politique entre les masses et les élites. Le courant catholique est tôt sur le terrain, on lui doit sûrement l'origine de cette notion, puisque les Frères des écoles chrétiennes désignent ainsi les cours d'adultes qu'ils mettent en place vers 1860*[625] ». Le site Internet dédié aux soixante ans des MJC (Maison de la jeunesse et de la culture), structure emblématique de l'éducation populaire, propose la définition suivante : « *Au regard de l'Histoire il n'y a pas de définition unique, mais une pluralité de définitions de l'éducation populaire. Les acteurs s'accordent à penser que l'éducation populaire consiste à permettre à tous d'acquérir des connaissances pour comprendre le monde, s'y situer, participer à la vie du pays, être un citoyen actif, transformer ce monde. On retrouve dans cette définition la notion d'instruction pour tous, de liens avec la République et la citoyenneté, et la question de la transformation*

[624]LADSOUS Jacques, « Les espaces éducatifs : Éducation nationale, éducation populaire », *Vie sociale* 2011/2, n° 2, p. 91-97.

[625]POUJOL Geneviève, « Éducation populaire : une histoire française », *Hermès, La Revue* 2005/2, n° 42, p. 126-130.

sociale et politique[626] ». Geneviève Poujol fait d'ailleurs de la diversité des courants de l'éducation populaire une de ses caractéristiques majeures : « L*a caractéristique de cette notion d'éducation populaire, qui connaît son apogée à la fin du XIXe siècle, est qu'elle sert de drapeau à des groupes sociaux et à des militants qui se combattent entre eux. Leur opposition n'est pas de nature sociale – ils ont sensiblement la même position sociale par rapport à la classe ouvrière – elle est de nature politiqu*e[627] ». Les deux principaux groupes sont les chrétiens et les laïques. Ainsi, dans les courants chrétiens (catholique et protestant) de l'éducation populaire, les organisations de jeunesses proches de l'Action catholique spécialisée trouvent une place de choix : « *On repère plusieurs courants partageant cette utopie que l'éducation peut établir un autre rapport politique entre les masses et les élites. Le courant catholique est tôt sur le terrain, on lui doit sûrement l'origine de cette notion, puisque les Frères des écoles chrétiennes désignent ainsi les cours d'adultes qu'ils mettent en place vers 1860. Mais la matrice des œuvres dont les associations encore actives aujourd'hui sont sorties, c'est l'Association catholique de la jeunesse française née en 1886 et encouragée par les Jésuites. De là sortiront la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), la Jeunesse agricole chrétienne (JAC), devenue depuis Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) et surtout la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) qui est sans doute l'exception qui confirme la règle puisqu'il s'agit bien là d'organiser des jeunes ouvriers entre eux ».*[628]. Nadia Azoug, militante du REAS et de SOS ça Bouge Bondy, a été formée et a travaillé ensuite pour les CEMEA fortement impliqués dans la formation à l'animation suivie par plusieurs militants du REAS qui ont participé au projet Génération Banlieue. Geneviève Poujol souligne que : « *Dans les années 1960, une notion vient balayer celle d'éducation populaire : c'est celle d'animation socio-culturelle. C'est un projet "ouvert à tous", et cette ambition lui vaut les faveurs de l'État ; elle est dès lors largement financée et les militants de l'éducation populaire deviennent des professionnels. […] Populaire accolé à éducation rappelle la dimension politique de l'action entreprise, formulée en termes d'apprentissage de la*

[626]Éducation populaire et origine des MJC et de leurs fédérations : http://www.60ansdesmjc.fr/spip.php?article101.

[627]POUJOL Geneviève, « Éducation populaire : une histoire française », *op. cit*, p. 126-130.

[628]*Ibid.*

citoyenneté »[629]. En parallèle du courant chrétien, Geneviève Poujol décrit le courant laïc : « *Le mouvement ouvrier, les laïques le rencontreront vers 1895 au moment de l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire au moment des Universités populaires. Aux Universités populaires, les catholiques répondront par les Instituts eux aussi qualifiés de populaires, où les ouvriers se feront rares, mais confirmeront bien une rencontre. La rencontre sera brève et se répétera un moment à l'issue de la Guerre de 1940 au moment des maquis. Elle sera plus large puisque, pour la première fois, des catholiques rencontreront des syndicalistes de la CGT et des francs-maçons. De cette rencontre naîtront la Fédération des maisons des jeunes et de la culture, « Travail et culture » et « Peuple et culture ». […] Le conflit a été du même ordre entre associations d'éducation populaire laïques/associations d'éducation populaire catholiques. Ce conflit laïques/confessionnels, au moment des débuts de l'éducation populaire, peut être identifié à un conflit gauche modérée-droite, il traverse donc le mouvement d'éducation populaire*[630] ». Salah Amokrane souligne d'ailleurs la présence de militants dont les profils sont proches des militants du REAS plus âgés tels que nous les avons explorés dans les chapitres précédents :

> « *Souvent, c'était ce type de militants ou des cathos… Au début de Vitécri, il y avait de tout. Des gens d'extrême gauche, des maoïstes et des cléricaux, des sœurs, des prêtres. Dans ce parcours associatif, on a souvent croisé des personnes là au nom de leur foi ou en tant que chrétien, que catho de gauche, régulièrement. Des gens de l'extrême gauche* ».

Il faut également souligner que les mouvements d'éducation populaire Culture et Liberté et le MRJC sont membres du REAS bien que le terme « éducation populaire » ne soit pas utilisé par le réseau. Ainsi, Didier Chrétien, militant du REAS et fondateur du MDS (Mouvement pour un développement solidaire) qui a tenté de poursuivre l'expérience du REAS et de Culture et Liberté décrit le congrès fondateur du REAS :

> « *Au congrès du REAS en 1992 à Pantin, nous étions une poignée de militants de Culture et Liberté. Et à chaque fois pour moi, c'était un vrai bonheur que d'être dans ces rencontres-là. On était plusieurs de Culture et Liberté, j'étais pas tout seul, et on s'est dit que là, il y avait vraiment entre ces entrepreneurs alternatifs qui avaient envie d'accéder à une certaine culture de l'éducation populaire, entre les gens de l'éducation populaire qui n'avaient pas la culture entrepreneuriale et puis un troisième univers de gens qui étaient issus du*

[629] *Ibid.*

[630] *Ibid.*

développement local. On s'est dit que là, on avait une bonne cour des miracles à inventer ».

À travers la notion d'éducation populaire, nous retrouvons un des piliers forts du projet du REAS autour de l'émancipation des individus par l'intermédiaire de l'investissement dans un projet collectif.

Autre élément, le fait de reconnaître à chacun des potentialités a été particulièrement mis en avant par le REAS dans le concept de « développement local communautaire ». D'ailleurs comme le montre le parcours scolaire des militants de ce groupe, un certain nombre d'entre eux commencent leurs études par des diplômes dans l'animation au sein notamment de centre de formation partie prenante de l'éducation populaire comme les CEMEA. Mais lorsqu'ils reprennent des études à la suite de leurs premières expériences militantes et/ou salariées, c'est quasiment toujours dans le domaine du développement local. Les origines du développement local sont d'ailleurs les mêmes en partie que celles de l'éducation populaire. Georges Gontcharoff[631], fondateur de l'ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale), ancien militant de la JEC et du PSU et promoteur de la décentralisation décrit ainsi les origines du développement local : « *C'est en 1965 qu'apparaît pour la première fois le terme "développement local", porté par quelques pionniers et sans aucun soutien des pouvoirs publics* ». *Pour lui, « une des idées majeures du développement local, celle du développement "ascendant", du développement "endogène", du développement "autocentré", pour reprendre les termes du père Lebret*[632], *l'un des premiers penseurs du développement local, à l'échelle planétaire. L'aide "descendante" ne viendra que plus tard : ce qui compte d'abord, c'est la "dynamique humaine", la "mobilisation sociale" des forces vives d'un territoire qui prennent conscience de la déprime dans laquelle elles sombrent ("diagnostic partagé") et qui bâtissent un projet collectif pour s'en sortir ("projet de territoire")*[633] ». Par ailleurs, Adrien Roux, politologue, met en avant le rôle des militants chrétiens et plus particulièrement de la JOC dans l'émergence de la question

[631]Pour aller plus loin : *www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/.../GONTCHAROFF-Georges.pdf.*

[632]Fondateur d'Économie et Humanisme dont l'importance au sein du REAS a été soulignée dans le chapitre précédent autour des militants de plus de 45 ans du REAS.

[633]GONTCHAROFF Georges, « Développement local. Petite généalogie historique et conceptuelle », *Territoires* n° 431, octobre 2002.

locale : « *La nouvelle voie vers l'émancipation portée par les mouvements chrétiens est assez différente. Elle part d'une pensée centrée sur l'Homme, son environnement local et son rapport aux autres plus que d'une réflexion "macro" sur la société. La Cité à partir de laquelle est pensé le politique n'est plus la communauté nationale, mais la communauté locale. L'émancipation passe par la prise en main de leur environnement par les gens. C'est en acquérant une emprise sur les différentes dimensions qui font leur quotidien que les personnes se libéreront et se construiront une société libre et égalitaire. D'où la logique d'auto-organisation, puis d'action municipale. À la JOC, on appelait cela la "promotion collective des travailleurs", qui devait se faire "pour eux", mais surtout "avec eux" et "par eux". […] Orientée clairement vers l'amélioration des conditions de vie des classes populaires et leur émancipation, cette revendication vient bousculer la pensée traditionnelle de la gauche* ». C'est d'ailleurs la question de l'émancipation des individus également à l'origine de l'éducation populaire que ces deux auteurs attribut l'émergence du développement local. Pierre Hamel, sociologue canadien, en fait également un de ses fondements. « *Le développement local comporte, toutes visions ou représentations confondues, une demande extrême de démocratisation économique qui signifie, entre autres choses, pour les mouvements urbains, un droit de participer au développement en y associant des préoccupations sociales et, pour les acteurs économiques traditionnels, une certaine ouverture à l'égard d'une participation accrue des syndicats et des travailleurs à la gestion des entreprises*[634] ». D'ailleurs, dans le texte « Poteaux d'angle » sorte de manifeste du REAS, la question du développement local comme terrain d'action de l'économie alternative et solidaire est présent : « *L'économie alternative et solidaire soutient l'idée qu'il faut au contraire valoriser et donc réhabiliter les ressources et les particularités des territoires comme celles des groupes sociaux, particulièrement lorsqu'ils sont en voie d'enfermement ou de relégation. La réintroduction de la mémoire, l'identification des origines, l'inventaire des savoir-faire, y compris quand ils ne semblent pas directement économiques, la promotion d'événements culturels et des rencontres qui développent la capacité d'initiatives et de réalisations collectives, voilà des composantes des pratiques*

[634]HAMEL Pierre, « Développement local : une nouvelle culture politique », *Espaces Temps,* 43-44, 1990. Pouvoir, l'esprit des lieux. Visiter l'espace du politique. p. 43-49.

alternatives en matière d'économie dont témoigne l'expression "développement local communautaire" en dépit de certaines ambiguïtés (par communauté librement choisie ou confirmée, d'appartenance ou de relations). Elles ne limitent pas l'acte d'entreprendre à la création de la structure ou de l'outil, mais tendent, en renforçant leur capacité d'action et d'ouverture, à multiplier le nombre de groupes capables de contribuer au bien commun[635] ». Répondant à une envie d'agir concrètement et faisant écho à une partie de la culture militante issue de leur formation et de leurs premiers engagements, il n'est donc pas tout à fait étonnant que la plupart des jeunes militants ait choisi de compléter leur formation par un diplôme de développement local. Ainsi, treize militants de ce groupe sur vingt sont diplômés dans le développement local ou en ont fait leur sujet de recherche universitaire.

Conclusion

L'arrêt que nous venons de faire sur les profils, les parcours et les aspirations des militants de moins de 35 ans du REAS font écho au travail réalisé par Julie Pagis sur les militants de mai 1968. Ainsi, dans un sens plus modéré, il semble que le militantisme au sein du REAS a pu jouer pour les jeunes militants du réseau, le même rôle que les événements de mai 1968 dans les trajectoires qu'elle a pu observer et qu'elle montre ainsi que la participation à un événement peut soit venir renforcer des dispositions déjà présentes soit socialiser au militantisme : « *En croisant les ressources militantes accumulées et le degré d'exposition à l'événement, différents effets socialisateurs de l'événement se dégagent*[636] ». Il semble que la participation au REAS ait provoqué les mêmes effets dans la socialisation politique de ses jeunes militants. Johanna Siméant le dit également d'une autre manière : « *Penser la formation des goûts politiques suppose de penser plus largement la formation des goûts sociaux, c'est-à-dire à la fois les processus de socialisation (primaire et secondaire), les espaces dans lesquels ces goûts vont être satisfaits et transformés, et aussi la capacité différentielle de pouvoir réaliser des goûts, en fonction de la disponibilité des acteurs sociaux, de l'emprise plus ou moins forte des pratiques et*

[635] « Poteaux d'angle pour la naissance et le développement du Réseau de l'économie alternative et solidaire », *A faire* n° 15, 1er trimestre 1993.

[636] PAGIS Julie, « *Conclusion*/L'événement, cadre de resocialisation politique », *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2014, 344 p.

espaces sociaux (profession…) sur eux, et du travail de production d'offres d'engagements posées comme alternatives à la politique traditionnelle. Il n'y a aucune raison de considérer que les acteurs sociaux soient indifférents à la valorisation différentielle des activités politiques simultanément disponibles dans une société »[637].

Parmi les militants du REAS rencontrés pour cette recherche, c'est sans contexte au sein des parcours personnels, professionnels, militants des militants de ce groupe que le REAS semble avoir laissé son empreinte la plus importante. Cette expérience parfois initiale a contribué à façonner leurs choix professionnels et politiques. Mais ils ont également amené leur propre culture au sein du REAS comme Nadia Azoug le revendique. Ils se présentent d'ailleurs toujours comme acteurs de cette histoire. Comme nous l'avons vu, à l'image de Lucile Manoury, ils continuent aujourd'hui à faire essaimer les valeurs du REAS que ce soit dans leur métier ou dans leur quotidien. Ils ne vivent pas que pour eux ce projet, ils essayent de le faire partager. Ils sont pourtant aussi critiques de certaines mises en œuvre et surtout des évolutions actuelles du secteur.

C'est sans doute au sein des parcours des jeunes militants que le REAS a laissé le plus de trace. Ce sont d'ailleurs les seuls qui continuent de se revendiquer de ce mouvement. Nous avons également pu voir comment des trajectoires diverses se cessent de s'entrecroiser : militantisme écologiste et non-violence, revendication des droits civiques et non-violence, association de quartier et éducation populaire, etc. Il semble cependant que partant d'une préoccupation commune liée à une conjoncture économique défavorable aux jeunes entrant sur le marché du travail et produisant les débuts du chômage de masse, l'expérience du REAS au sens large a fait converger les trajectoires des jeunes militants vers le développement local, vu alors souvent comme une solution pour trouver ici et maintenant (pour reprendre un slogan cher à leurs aînés) les alternatives à cette situation générale. Et que cette préoccupation du développement local soit préexistante (comme pour les jeunes issus des associations de quartiers) où qu'elle soit née suite à la rencontre avec le REAS, ce dernier modifie la manière dont les jeunes militants vont par la suite définir ce même développement

[637]SIMÉANT Johanna, « Un humanitaire "apolitique" ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation,* Belin, 2003, p. 163-196.

local des jeunes du REAS – le diagnostic local des ressources conceptualisé notamment par Jacqueline Lorthiois[638], présidente du directoire du REAS, au cœur du développement local communautaire promu par le REAS, offrant une sorte de synthèse de cette rencontre. Les jeunes militants du REAS fondent leurs engagements sur des enjeux concrets autour de la question économique. Leurs préoccupations se transforment au contact du REAS pour construire de nouvelles réponses autour du concept de développement local communautaire où comment ses enjeux globaux trouvent solution dans les initiatives collectives locales.

[638]LORTHIOIS Jacqueline, *Le Diagnostic local de ressources,* éditions ASDIC, 2002.

Conclusion générale

Aucune recherche n'avait été jusque présent spécifiquement consacrée au REAS. Pourtant, l'enquête empirique présentée ici a permis de mettre en lumière les questions que les militants de ce réseau ont tenté de poser à l'économie solidaire en particulier et au militantisme politique en général. Quelles en sont les traces encore visibles aujourd'hui ?

Avant de revenir à la question sur les sources et sur le mode de production du projet du REAS, sera, tout d'abord, exposé ses apports particuliers à l'économie solidaire. Ces apports seront interrogés sur le plan de la structuration et de la professionnalisation de ce secteur puis sur celui de son institutionnalisation dans le champ politique. Nous nous interrogerons ensuite sur les raisons qui ont empêché le REAS d'aller au bout de la mise en œuvre de son projet. Puis il s'agira d'essayer de cerner qui pourraient être ses héritiers actuels. Enfin, nous reviendrons sur la question qui a conduit ce travail. Nous interrogerons la réponse nuancée apporté par les résultats de cette enquête à l'hypothèse d'un projet politique du REAS et son militantisme simple fruit reconversion d'un *habitus* militant d'origine chrétienne

Une réelle porosité entre carrière professionnelle et militante

Tout d'abord, en plus de la structuration du mouvement de l'économie solidaire et de son émergence sur la scène publique, le REAS a contribué à la professionnalisation du secteur. En premier lieu, à travers la carrière professionnelle de ses militants. Pour rappel, la moitié d'entre eux (31 individus) a travaillé ou travaille toujours dans une structure d'économie solidaire (8 personnes ont même été directement salariées du REAS). En second lieu par la création de plusieurs formations qui débute dès la création formelle du REAS. L'expérience Quatre Mâts en est un exemple. Ce dispositif, qui survivra une dizaine d'années au REAS, est défini comme « *une démarche articulant des actions de formation, d'accompagnement, de suivi de gestion et de financement qui rassemble des personnes souhaitant entreprendre, pour transférer un certain nombre de méthodes en respectant les motivations des*

entrepreneurs[639] ».Le transfert de savoir-faire est en effet un outil privilégié du REAS pour diffuser son projet et ses pratiques, d'où un souci permanent de formation. Le partenariat qu'il a instauré avec le collège coopératif a été le point de départ de l'émergence de l'économie solidaire comme matière officielle d'enseignement. En 2012, il existe 72 formations à l'économie sociale et solidaire en France[640] ainsi qu'un réseau inter-universitaire, le RIUESS[641], qui regroupe une trentaine d'universités. Éric Dacheux, ancien militant du REAS, figure d'ailleurs parmi les fondateurs de ce réseau. Par la création des premiers emplois dans ce secteur et par son souci de mettre en place une offre de formation spécifique à l'économie solidaire, le REAS a clairement participé à sa professionnalisation.

Le REAS a également tenté de participer à la rénovation du travail social dont nombre de ses militants sont issus. En effet, plus de la moitié (34 sur 62) des militants interviewés a travaillé dans le secteur social au sens large (incluant les enseignants et les personnes travaillant dans le secteur sanitaire). En 1996, le REAS a organisé une série de rencontres visant à rendre visible l'économie solidaire dans différents domaines (les collectivités territoriales, les syndicats, les travailleurs sociaux, le secteur du développement durable). Ces rencontres ont connu un certain succès et plus particulièrement celle consacrée au travail social. Alors que 150 personnes étaient attendues, elles étaient finalement 420 à y participer, dont 80 % de travailleurs sociaux. Comme l'a exprimé Aline Archimbaud, fondatrice et présidente du conseil de surveillance du REAS, lors de l'inauguration de ces rencontres : « *Si la vocation du travail social n'est pas de gérer simplement les circuits financiers du transfert et d'ouvrir des guichets, mais d'aider les populations à trouver ou retrouver des identités nouvelles, des capacités d'autonomie, alors nous pouvons faire beaucoup de choses ensemble* »[642]. Le sociologue François Dubet a d'ailleurs relevé l'importance de ces professionnels dans les mouvements sociaux : « *Les travailleurs sociaux, les enseignants, les animateurs et les personnels de santé* [sont] *plus actifs dans ces mouvements que les autres catégories de salariés et formeraient ainsi une "nouvelle*

[639]ANTOINE Emmanuel, « Le droit à l'initiative économique pour tous », *A faire* n° 39, hiver 1997, p. 13-15.

[640]Source : http://www.economie.gouv.fr/ess/se-former-a-leconomie-sociale-et-solidaire

[641]Pour aller plus loin : http://www.riuess.org

[642]Cité dans RÉAS, Réseau de l'économie alternative et solidaire [et le MRERS, Mouvement des réseaux d'échanges réciproques de savoirs] « Rencontres travail social, changement social, économie solidaire, 9-10 octobre 1996, [Pantin] « , Paris ,Éd. ETC "Témoignage chrétien", 1997

classe politique". Ils peuvent trouver dans les nouveaux mouvements sociaux une sorte de prolongement général des dimensions critiques et morales de leur expérience de travail[643] ». Cette remarque est d'autant plus intéressante lorsqu'il décrit la manière dont ils s'engagent, assez proche des pratiques militantes du REAS: « *De cette manière, les acteurs sont à la fois pleinement dans le système et revendiquent d'y être plus encore, tout en étant dans une position d'extériorité critique*[644] ». D'ailleurs, les militants interviewés témoignent tous du lien entre les constats de leur profession et leur engagement au REAS. Mais au-delà, au sein du travail social, c'est la formation professionnelle qui arrive en tête des emplois des militants. Ils sont 17 (27 % de la totalité du corpus) a y avoir travaillé au moins une fois. Cela ne paraît pas très étonnant quand on sait que les formateurs ont été parmi les premiers à tenter des expérimentations autour de l'accès à l'emploi il y a une trentaine d'années. Ces premières expériences sont nées à l'initiative de professionnels critiques de la logique « d'assistance » dominante dans le travail social : « *Si les premières organisations d'insertion – dites "entreprises intermédiaires" – sont nées dans le champ du travail social, elles ont été créées en réaction aux pratiques sociales dominantes, qui étaient délégitimées aux yeux de certains travailleurs sociaux par le fait que les ayants droit de ce travail social ne parvenaient pas à acquérir un statut, un rôle et une identité dans la société.* [...] *Les acteurs de ces organisations l'ont fait en réaction aux limites des pratiques dominantes du travail social qui enfermaient ses ayants droit dans un milieu d'assistanc*e[645] ». Issue d'initiatives remettant en cause le fonctionnement du travail social, l'insertion par l'activité économique a pourtant été peu à peu « *incorporée à la politique de l'emploi. Ainsi, dès le milieu des années 1980, l'insertion par l'économique est reconnue, de manière expérimentale, dans les politiques de lutte contre le chômage des jeunes*[646] ». Forts de ces premières expériences et vite conscients de leurs limites, les militants se confrontent à la question plus générale du modèle économique qui s'impose à eux et les oriente vers l'économie alternative et solidaire et vers le REAS. À travers le parcours professionnel de ses

[643]DUBET François, *Le déclin de l'institution,* Le Seuil, 2003, p. 335-336.

[644]*Ibid.* p. 336.

[645]EME Bernard, "Insertion et économie solidaire" in EME Bernard et LAVILLE Jean-Louis (dir.), *Cohésion sociale et Emploi,* Desclée de Brouwer, Paris, 1994.

[646]FLEURY Sarah, « L'insertion par l'activité économique : genèse d'une politique de l'emploi » in LORIOL Marc, (dir.) *Qu'est-ce que l'insertion ? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales.* L'Harmattan, Paris 1999, pp.55-74

militants, le REAS a donc également contribué à la réflexion autour du rôle du travail social en envisageant l'économie solidaire comme un moyen de redonner du pouvoir d'agir aux bénéficiaires. L'expérience du REAS a été l'occasion pour un certain nombre de travailleurs sociaux de re-questionner le sens de leur travail et de réorienter leur carrière vers des solutions alternatives.

Une dernière remarque mérite d'être soulevée concernant le lien entre engagement au REAS et carrière professionnelle de ses militants. C'est la question de leur ascension sociale. Si 31 % des militants (19 personnes) sont issus d'une famille d'ouvriers, aucun ne l'est lui-même. À l'inverse, alors que seulement un quart (11 militants) est originaire d'une famille de cadres, de professions intellectuelles ou libérales, les militants sont 63 % à appartenir à cette catégorie (39 individus). L'ascension sociale des militants du REAS vis-à-vis de leur famille est donc inconstatable. Cependant, l'analyse détaillée de leur parcours a fait apparaître pour chaque classe d'âge l'effet ralentisseur pour leur carrière qu'a pu représenter leur militantisme. Que ce soit le fait de rupture familiale et de sortie de l'élite pour les militants les plus âgés, de la volonté de rester proche des catégories populaires pour les militants entre 35 et 45 ans ou de la conséquence des conditions salariales au sein des structures d'économie solidaire pour les plus jeunes. Ce constat est renforcé par le fait que tous les militants de notre corpus sont fortement diplômés. Qu'il soit fort ou faible, il semble donc que leur engagement militant a eu un coût non négligeable sur l'ampleur de leur ascension sociale par ailleurs bien réelle.

Participation à la professionnalisation de l'économie solidaire, engagement professionnel dans des secteurs qui exigent un certain don de soi comme le travail social et ralentissement dans leur ascension sociale, sont les caractéristiques des carrières professionnelles des militants du REAS rencontrés pour cette enquête. Un lien important entre profession et engagement militant peut être fait même si l'un est parfois au détriment de l'autre. Dans tous les cas, les sphères professionnelles et militantes se chevauchent dans les histoires des militants. La porosité entre la thématique majeure du REAS, changer l'économie, et le domaine professionnel a sans doute renforcé l'importance de ces liens.

L'économie alternative et solidaire et le projet politique du parti Les Verts

L'enquête permet d'observer les liens entre le réseau de l'économie alternative et solidaire et le parti politique Les Verts. Rien d'étonnant puisque comme nous l'avons vu, le projet politique du REAS ambitionne d'être partie prenante de la définition de l'écologie politique naissante. De plus, comme cela a été souligné ailleurs (Brun, Jérome, Frère), les échanges entre les militants du parti Les Verts et le REAS sont incessants. Les objecteurs de conscience investis d'abord au sein de l'ALDEA, à l'image d'Emmanuel Antoine ou d'Éric Lavillunière, qui seront les salariés et les petites mains de la création du REAS, forment également la jeune garde des Verts de l'époque. Suite à leur engagement au REAS, Aline et Jacques Archimbaud comme Jean-Philippe Magnen occuperont des postes à la direction de ce parti. 29 militants (soit 47 % du corpus) ont adhéré au moins une fois au parti Les Verts ou à son évolution récente, Europe Écologie – Les Verts (EELV). Jacques Archimbaud et Jacqueline Lorthiois, tous deux membres de la direction du REAS, seront conseillers dans les cabinets des différents ministres Verts du gouvernement de Lionel Jospin. La politologue Vanessa Jérome note que : « *l'ALDEA [ancêtre du REAS] fonctionne, de fait, comme un creuset militant où puisent Les Verts qui cherchent à composer leurs listes d'ouverture pour les élections européennes de 1989* »[647]. Aline Archimbaud fera partie de ces personnalités d'ouverture et son mandat de députée européenne sera directement mis au profit de la reconnaissance de l'économie solidaire dans les politiques communautaires. Par l'intermédiaire du REAS notamment, le parti Les Verts recrute des militants issus non plus de la tradition environnementaliste mais d'une tradition plus alternative et résolument à gauche comme les adhésions partisanes des militants du REAS l'a montré. Leur engagement sera d'ailleurs en partie facilité par la sortie du « ni droite ni gauche » du parti avec la candidature « rouge et verte » de Dominique Voynet en 1995.

Mais c'est surtout au niveau local que le lien entre le parti Les Verts et le mouvement de l'économie solidaire a été le plus fort. En 1995, Aline Archimbaud est la première et la seule élue municipale avec une délégation spécifique à l'économie solidaire. Mais

[647]JÉROME Vanessa, « La politisation de l'économie solidaire par Les Verts. Une rencontre des « autrement », *Mouvements* 2014/3 (n° 79), p. 148-154.

à partir des élections municipales de 2001, lorsque les militants Verts sont élus dans l'exécutif des municipalités, ils demandent presque systématiquement la création d'une délégation à l'économie solidaire. Ils participent ainsi à la faire entrer dans l'agenda des politiques publiques. D'ailleurs, en 2001, ils créent le Réseau des communes pour l'économie solidaire (RCES), rapidement devenu Réseau des collectivités territoriales pour l'économie solidaire (RTES) qui affirme une filiation directe avec le REAS. Ses objectifs sont « *promouvoir les initiatives des territoires, à travers ses publications (newsletter, lettre trimestrielle), son site Internet, l'organisation de rencontres… ; valoriser auprès des institutions nationales et européennes la richesse des actions menées ; favoriser le transfert des bonnes pratiques, à travers des journées d'échanges et de débats, la mise en place de formations… ; rechercher les conditions d'amélioration des politiques mises en œuvre.*[648] ». Comptant une vingtaine de collectivités lors de sa création, le RTES revendique, en 2016, de plus de 130 collectivités adhérentes. La création de ce réseau témoigne clairement de la porosité entre le parti Les Verts et le mouvement de l'économie solidaire à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Vanessa Jérome observe d'ailleurs qu' « *enracinant leur action dans les collectivités territoriales, ils* [les élus verts en charge de cette thématique] *lancent les premières actions concrètes de soutien au secteur et contribuent à sa visibilité politique. L'effort de démarcation politique du parti en matière économique ne serait en effet pas aussi crédible si Les Verts n'avaient pas, concomitamment à la formulation de cette offre, obtenu des postes institutionnels et des délégations politiques qui leur permettent de piloter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques d'économie solidaire*[649] ». Suite aux élections municipales de 2001, les élus locaux délégués à cette thématique sont plusieurs centaines[650].

L'échelle locale est le lieu par excellence de développement de l'économie alternative et solidaire. Laurent Fraisse souligne d'ailleurs l'importance d'investir les politiques publiques locales pour le développement de l'économie solidaire : « *l'émergence de*

[648]Source : http://rtes.fr/

[649]JÉROME Vanessa, « La politisation de l'économie solidaire par Les Verts. Une rencontre des « autrement » », *Mouvements* 2014/3 (n° 79), p. 153.

[650]Source : MURET Jean-Pierre (dir.), « Économie solidaire et collectivités locales. Un développement programmé », *Collection – Les Cahiers de la fédération* n° 8, Fédération des élus écologistes, novembre 2001. Jean-Philippe Magnen en dénombre 350 lors de son intervention aux journées d'été des Verts en août 2005. Il comptabilise également une quinzaine de politiques régionales suites aux élections de 2004.

politiques territoriales d'économie sociale et solidaire, au début des années 2000, présente un cas intéressant de construction d'un nouveau domaine de l'action publique locale. […] *Face à un enracinement institutionnel qui reste fragile au niveau national, l'affirmation de politiques locales offre l'opportunité de faire la démonstration qu'une action publique spécifique en faveur de l'économie sociale et solidaire est nécessaire non seulement à la reconnaissance de la pluralité des formes d'entrepreunariat, mais aussi à l'évolution des modes de régulation du développement local, vers un rééquilibrage de l'économie plurielle*[651] ». Conscient de cela, le REAS conceptualise, dès ses débuts, un outil de développement de l'économie alternative et solidaire à destination des collectivités locales : le Pôle local d'économie solidaire. Il en existe aujourd'hui encore une soixantaine[652]. Cet outil concentre le savoir-faire du REAS aussi bien en matière d'appui au projet, de financement solidaire que de mise en réseau des différents acteurs locaux (financeurs potentiels, élus, porteurs de projet, acteurs associatifs…). Les Pôles d'économie solidaire ont été imaginés pour apporter une réponse opérationnelle aux élus locaux qui souhaiteraient promouvoir l'économie solidaire dans leur commune. Jacques Archimbaud présente les pôles ainsi : « *il nous faut penser des points de convergence entre l'initiative citoyenne coopérative et les politiques locales d'action économique.* […] *Pour illustrer cette direction et sans que cette piste n'épuise le sujet, nous avons commencé à imaginer les conditions concrètes par lesquelles on pourrait faire émerger, au niveau d'une commune, d'un regroupement de communes ou de pays, des pôles locaux d'acteurs de l'économie solidaire.* [...] *Il est question de construire une démarche ascendante qui parte du repérage, de l'inventaire et de l'éveil de projets locaux dormant, et qui accompagne la montée en puissance de ces projets organisés en coopérative d'initiatives, à travers des outils de financement, d'expertise et de négociation déjà éprouvés dans l'économie solidaire.* […] *On peut entrer dans la notion de Pôle local de l'économie solidaire par de nombreuses voies : par l'outil financier qui appelle les projets, par les projets qui appellent le financement, par le quartier qui innove et essaime, par l'expertise bénévole qui accompagne les créateurs d'activité, il n'y a évidemment pas*

[651]FRAISSE Laurent, « Les enjeux d'une action publique en faveur de l'économie sociale et solidaire » in LAVILLE Jean-Louis, MAGNEN Jean-Philippe, FRANÇA FILHO (de) Genauto Carvalho et MEDEIROS Alzira (dir.), *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale,* Eres, 2005,

[652]Source : http://www.eco-sol-brest.net/Decouvrez-37-poles-de-l-Economie

de voies toutes tracées[653] ». On voit bien dans cette présentation comment le REAS a cherché à rendre « opérationnel » le concept d'économie solidaire qu'il défendait. D'ailleurs, les Pôles d'économie solidaire avaient pour vocation initiale de « *déboucher sur la création de véritables Agences de développement de l'économie solidaire*[654] ». Le RTES, évoqué ci-dessus, a d'ailleurs été notamment constitué initialement pour répondre au besoin de coordonner les Pôles locaux d'économie solidaire comme en témoigne la présentation de son projet de constitution[655].

L'institutionnalisation de l'économie solidaire, et l'exposition nationale qui lui est donnée par la création du secrétariat d'État en 2002 par le Premier ministre Lionel Jospin, donne une visibilité importante au secteur et le banalise auprès des autres partis de gauche. La pénétration de l'économie a depuis gagné l'ensemble de la gauche gouvernementale, du Parti socialiste au Parti communiste. À partir de février 2010, Razzy Hammadi a participé à la coordination d'un groupe d'experts, chercheurs, praticiens, et de militants de l'économie sociale et solidaire[656] au sein du laboratoire des idées du Parti socialiste. De son côté, Sylvie Mayer anime, depuis 2003, la commission économie sociale et solidaire au sein du PCF.[657] Christiane Bouchard, ancienne militante du REAS et présidente du RTES, me faisait remarquer, lors de notre entretien, que les élus Verts n'étaient plus majoritaires au sein du RTES. La nomination de Benoît Hamon à un secrétariat à l'Économie sociale et solidaire dans le premier gouvernement socialiste de l'ère Hollande témoigne également de l'appropriation à gauche de cette thématique. Enfin, quatre des principaux candidats à l'élection présidentielle de 2017, Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron et François Fillion, présentent des mesures visant à favoriser l'économie sociale et solidaire dans leur programme.

[653]ARCHIMBAUD Jacques, « Initiatives citoyennes et politiques locales : quelles convergences ? » in *Territoires,* n° 368, 1996, pp. 63-64.

[654]« Constitution des Pôles de l'économie solidaire », in *A faire* n°31, décembre 1995-janvier 1996, p. 4.

[655]Voir MURET Jean-Pierre (dir.), « Économie solidaire et collectivités locales. Un développement programmé », *Collection – Les Cahiers de la fédération* n° 8*,* Fédération des élus écologistes, novembre 2001, p. 39-38.

[656]Razzy HAMMADI (dir.), L'économie sociale et solidaire. Au cœur de l'Autre économie, Laboratoire des idées, 2011.

[657]Source : http://ess.pcf.fr/, Sylvie MAYER et Jean-Pierre CALDIER (dir.), *Le Guide l'économie équitable,* Fondation Gabriel Péri, 2007.

Pourquoi la dynamique du REAS s'est arrêtée ?

Cette question est volontairement provocatrice alors même que nous venons de parcourir une partie des contributions très importantes du REAS au secteur de l'économie solidaire. Elle mérite d'autant plus d'être posée que le REAS a participé à la fois à la professionnalisation de l'économie solidaire et à son institutionnalisation. Aujourd'hui l'économie solidaire a pris une place semble-t-il durable dans l'outillage des collectivités comme outil de lutte contre le chômage et de développement économique endogène. L'importance des contributions du REAS au secteur de l'économie solidaire rend sceptique sur les raisons de sa disparition. Disparition concrète suite à la dissolution en 1998, mais aussi disparition du paysage de l'économie solidaire en général. Avant de chercher à trouver ses éventuels héritiers actuels, revenons un instant sur la fin du REAS.

Plusieurs facteurs expliquent la fin du REAS. Tout d'abord, la difficulté financière de la coopérative a rendu impossible la volonté de poursuivre l'aventure portée par certains militants La perte d'influence des réseaux chrétiens de gauche dans les ministères et les grandes institutions comme la Caisse des dépôts et des consignations (CDC) expliquent en partie la perte de revenu du REAS. La perte de ce réseau à la suite, d'une part, du virage conservateur de l'Église catholique et, d'autre part, en raison du vieillissement des personnes, a coupé une partie des fonds dont pouvaient bénéficier le REAS pour ses expérimentations. Bruno Frère souligne la montée en puissance de la dépendance des structures d'économie solidaire aux subventions publiques : « *La critique radicale de l'État qu'ils soutenaient à l'origine va s'estomper lentement car il devient un partenaire intéressant lorsqu'il s'agit de subventionner les activités de formations aux métiers "alternatifs".* […] *L'arrangement avec l'État qui prévalait dans l'imaginaire de l'ALDEA "seconde époque" se renforce au sein d'un REAS encore informel, qui s'ouvre à des structures qui, au-delà de prêts préférentiels destinés à l'initiative, ont recours à des modes de financements publics continus (annuels ou pluriannuels, comme le réseau REPAS) qui les placent parfois sous la tutelle plus ou moins forte d'élus locaux*[658] ». Fanny Darbus

[658]FRÈRE Bruno, « L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires », thèse de doctorat de sociologie, sous la co-direction de Marc Jacquemain, Liège, Université de Liège et Luc Boltanski, Paris, EHESS, 2006, 616 p.

souligne la fragilité économique des structures d'économie solidaire engendrée par cette forte dépendance aux subventions publiques[659].

Par ailleurs, la volonté de diffuser un projet, et non un label, a eu un effet déterminant sur la disparition du REAS. Ainsi comme le souligne Bruno Frère, ce phénomène est dû à « *l'insuffisance d'une tradition écrite conférant au REAS une identité plus ferme (qui puisse se traduire autrement que par la simple participation aux congrès et à quelques papiers rédigés pour A Faire pour la majorité des sociétaires)*[660] ». Cette souplesse d'adhésion qui a été une force du REAS est devenue une faiblesse lorsque le REAS est devenue à son tour une structure qu'il faillait financer. Malgré une volonté de faire vivre le débat en interne, le REAS finit par ne plus réussir à fédérer des intérêts aussi variés et parfois même concurrents. Dès 1994, le ton change à la tête du REAS. En ce sens, l'article de Jacqueline Lorthiois intitulé « *Il ne suffit pas de singer le pinceau de Léonard de Vinci pour réaliser une deuxième Joconde…* [661]» est révélateur des crispations internes et d'une certaine rigidification. De plus, le renouvellement de la direction ne s'est pas fait et les militants se sont épuisés. Ainsi, contrairement à la volonté affichée par le REAS de changer ses instances dirigeantes tous les deux ans, sa direction est restée quasiment inchangée tout au long de son existence. Pascal Mullard est arrivé au REAS en 1996. Il est co-créateur du Pôle d'économie solidaire de Dijon et membre du collectif MB2 issu de l'association des correspondants locaux du REAS. Il se souvient des dernières années du réseau : « *Sur l'animation, ils n'étaient pas bons. C'était trop dogmatique pour moi et pas assez concret. Le REAS, pour moi, était trop intellectuel. Ça ne me dérange pas d'être intellectuel mais après, il faut savoir ce que l'on fait concrètement de tout ça.* […] *Au sein du REAS, les MB, c'était dur. On n'avait pas mal de retours assez méprisants* […] *Quand Daniel Jaunas*[662] *était venu nous voir en week-end à MB, on a mesuré la distance qu'il y avait entre nous et le REAS. Il essayait de maintenir une autorité qui n'était pas du tout un repère pour nous* ».. Cette rigidification et le manque de

[659]DARBUS Fanny, « Loin de la subversion et de la transformation sociale : les pratiques de l'économie sociale et solidaire », *Agora débats/jeunesses*, n° 69, 4 février 2015, p. 7-22.
[660]FRÈRE Bruno, « L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires », thèse de doctorat de sociologie, sous la co-direction de Marc Jacquemain, Liège, Université de Liège et Luc Boltanski, Paris, EHESS, 2006, 616 p.

[661]LORTHIOIS Jacqueline, « Il ne suffit pas de singer le pinceau de Léonard de Vinci pour réaliser une deuxième Joconde… », *A Faire* n° 20, 4e trimestre 1994, pp. 16-17.

[662]Militant du REAS, promu par Jacques Archimbaud pour lui succéder à la direction du REAS en 1998.

renouvellement de la direction font qu'un nombre non négligeable d'anciens militants nourrissent envers lui une certaine rancœur.

Cette dernière est entretenue par un certain goût des militants de l'économie solidaire pour les querelles. À l'occasion de l'enquête, j'ai interviewé l'un des conseillers techniques de Guy Hascöet au secrétariat d'État à l'Économie sociale et solidaire. Il me confiait que lorsqu'il recevait des acteurs de l'économie solidaire, ceux-ci passaient l'entretien non à défendre leur projet, mais à dénigrer le projet d'autres acteurs du secteur. Bruno Frère souligne comme d'autres ces disputes : « *Pour le dire en termes proudhoniens, les Réasiens et les tenants des services de proximité continueront à s'accuser mutuellement de connaître une "défaillance d'âme", d'être perclus de mécanismes "du marché capitaliste" ou d'incarner faiblement la hiérarchie des valeurs* ». Le mouvement de l'économie solidaire reste d'ailleurs aujourd'hui aussi conflictuel.

De plus, sur le terrain la naissance de l'Inter-réseaux d'économie solidaire (IRES) vient concurrencer directement le REAS auprès des acteurs. L'IRES choisit, par exemple, de recentrer ses orientations vers la pratique. Il a alors présenté un intérêt plus immédiat et plus opérationnel pour beaucoup de militants du REAS sur le terrain. Un certain nombre d'acteurs ont eu besoin d'autres ressources de celles proposées par le REAS. Annie Dreuille, membre du REAS et de la Maison des chômeurs de Toulouse, explique sa préférence pour l'IRES : *« Après le REAS qui a été la première rencontre avec l'économie alternative et solidaire, il y a eu la création de l'IRES autour de Jean-Louis Laville. Et là, nous nous y sommes retrouvés cinq sur cinq. Nous le réseau régional,. […] L'IRES a su à la fois mobiliser les acteurs internationaux et les gens qui étaient dans l'innovation sur nos territoires. […] L'IRES a regroupé le REAS et d'autres acteurs nationaux sans doute concurrents. Ça a sensibilisé, au-delà des Verts, la gauche socialiste. Pour nous, ça a été l'époque la plus importante* ».

Une des forces du REAS a été de créer un espace de dialogue et de rencontre entre tous les acteurs de l'économie solidaire au sens très large du terme. Dans les dernières années, une certaine rigidification de la ligne est apparue ce qui a sans doute mis un frein aux capacités d'innovation qui étaient pourtant une des forces de ce réseau. Enfin, la volonté première du REAS de devenir une coopérative politique ayant rapidement avorté, certains ont décidé de s'investir plus directement dans la politique

et de mener leur combat au sein des Verts à la suite de l'arrivée de la gauche plurielle au gouvernement en 1997. Les problèmes financiers dû en partie à la perte de relais dans les ministères, la dispersion de ses militants dans d'autres réseaux ou dans le champ politique et la réification de son fonctionnement ont conduit à l'épuisement des militants du REAS et à sa fin. Les rancœurs parfois toujours présentes vis-à-vis de ce que certains vivent comme un échec ont contribué à l'invisibilisation des apports du REAS. La déception a été d'autant plus grande que la promesse était belle.

Le REAS, quelle actualité ?

Malgré les nombreux apports du REAS, est-t-il possible identifier des héritages en dehors des acteurs de l'économie solidaire ? Alors que ce secteur s'oriente plutôt vers l'intervention sociale et le développement économique d'emploi pour les personnes en difficultés, d'autres militantismes actuels reprennent la dimension alternative délaissée. Ainsi, une des militantes interrogées soulignait la proximité entre le projet du REAS et et les formes d'organisation mises en place dans la ZAD (Zone à Défendre) de Notre-Dame-des-Landes contre la construction du nouvel aéroport de Nantes. Plusieurs anciens militants du REAS comme Jean-Philippe Magnen y sont aussi très investis. Le développement de monnaies locales est un autre lieu important d'investissement des anciens du REAS. Jean-Philippe Magnen ou Jean-Pierre Lancry militent aujourd'hui pour développer ce projet. La plate-forme de commerce équitable Minga, animée notamment par Emmanuel Antoine perpétue également à sa manière les grandes lignes du projet du REAS. Mais des convergences, voir des résurgences peuvent se trouver dans d'autres mouvements comme celui des décroissants ou plus récemment dans le mouvement émergeant autour de la notion des « communs ».

La décroissance, dans sa définition, est assez proche du projet initial de l'économie alternative et solidaire (sobriété, expérimentation, relocalisation de l'économie, souci écologique…). Ses organisations se reconnaissent « *dans une volonté commune de construire un nouveau projet de société économiquement, écologiquement et humainement souhaitable. Le but est de rompre avec les modèles productivistes et*

développementistes qui nous mènent dans le mur[663] ». La promotion de la décroissance passe ainsi par « *l'articulation de trois niveaux de résistance : le niveau de la résistance individuelle, la simplicité volontaire ; le niveau des alternatives collectives, qui permettent d'inventer d'autres façons de vivre pour les généraliser ; le niveau politique, c'est-à-dire celui des débats et des choix collectifs fondamentaux de société*[664] ». La référence à l'alternative est ici clairement énoncée. Si les formes d'engagement des militants de la décroissance et des militants de l'économie alternative et solidaire des décennies 1990-2000 sont similaires (impératif à agir, stratégie d'invisibilité, primat de l'individu…), le mouvement vers la sécularisation des engagements religieux des militants étudiés dans le travail de thèse semble inversé chez les décroissants. Cyril Di Méo dénonce, dans son ouvrage[665], le penchant des militants de la décroissance pour l'écologie profonde *(Deep Ecology)* qui sacralise, au sens religieux, la nature. La référence à la communauté de l'Arche[666] des décroissants, citée par Cyril Di Méo, illustre bien l'inversion des mouvements. Même si certains militants du REAS comme Patrice Sauvage, fondateur de l'ALDEA et du REAS, sont membres d'une communauté de l'Arche, ces lieux ne sont pas des idéaux à atteindre pour eux, ni des points de départ. C'est une possibilité d'ouverture à la transformation collective de l'économie et au-delà de la société et des rapports entre les hommes. La socialisation d'une partie des militants du REAS au sein de la nébuleuse de l'action catholique a été porteuse d'une déconfessionnalisation importante. L'interprétation du projet de la décroissance comme un projet religieux proposée par Cyril Di Méo s'est en partie vérifiée dans les entretiens avec les militants de la décroissance que j'ai réalisé en complément de l'enquête de la thèse[667]. Alors que les militants de l'économie alternative et solidaire ont reconverti leur formation au sein des mouvements proches de l'Action catholique spécialisée dans le militantisme et la mise en œuvre d'une autre économie, les décroissants semblent partir de cette expérience

[663]Communiqué commun du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) et du Parti pour la décroissance (PPLD), 13 février 2009.

[664]Paul ARIÈS, « Décroissance, un mot-obus » in L*a Décroissance. Penser et savoir dire non*, n° 26, avril 2005, p. 1.

[665]Cyril DI MÉO, *La face cachée de la décroissance,* L'Harmattan, 2006.

[666]Communauté fondée par Lanza del Vasto en 1948 suite à sa rencontre avec Gandhi, elle fait la promotion de la non-violence et de la spiritualité. Pour en savoir plus : http://www.arche-nonviolence.eu/

[667]ROS Élodie, « Des militants de la décroissance. Les nouveaux militants de l'économie alternative, rupture de références et similitude d'engagement », *L'Information géographique* 2012/1 (vol. 76), p. 28-41.

militante pour réinvestir une dimension spirituelle qu'ils avaient plus ou moins abandonnée. Il est donc périlleux de faire des décroissants les héritiers des promoteurs de l'économie alternative et solidaire.

Plus récemment, le concept de « communs », en vogue au sein des acteurs de « l'autre économie » peut-il représenter un nouveau souffle pour l'économie solidaire ? David Bollier, dans son ouvrage[668], définit ce projet dans des termes qui font clairement écho à ce que nous avons pu observer à travers l'enquête sur le REAS. Pour lui, les communs peuvent se définir comme « *un système social en vue de la gestion responsable à long terme des ressources, qui préserve les valeurs partagées et l'identité d'une communauté ; un système auto-organisé par lequel des communautés gèrent leurs ressources (épuisables ou renouvelables) de manière indépendante de l'État et du marché, ou dans une dépendance minimale vis-à-vis d'eux ; la richesse dont nous héritons ou que nous créons ensemble et que nous devons transmettre, intacte ou augmentée, à nos enfants. Notre richesse collective inclut les dons de la nature, les infrastructures civiques, les œuvres et traditions culturelles, le savoir ; un secteur de l'économie (et la vie !) qui crée de la valeur de manière souvent considérée comme allant de soi – mais qui est souvent compromise par l'État/marché*[669] ». Si l'accent est ici fortement mis sur la question environnementale plus qu'au sein de l'économie alternative et solidaire, le contexte d'émergence de ce mouvement rappelle les arguments mis en avant par les militants lors de la création du REAS : « *À une époque où notre démocratie représentative est devenue une mascarade tape-à-l'œil orchestrée par les intérêts financiers et par des bureaucraties distantes, les communs proposent de nouvelles formes de participation et de responsabilisation à la base qui peuvent faire une réelle différence dans la vie des gens.* […] *En tant que paradigme, les communs consistent en un ensemble évolutif de modèles opérationnels d'auto-organisation, de satisfaction des besoins et de gestion responsable qui combinent l'économique et le social, le collectif et le personnel. Ce paradigme est fondamentalement humaniste, et ses implications politiques sont profondes.* […] *Les communs dessinent une vision très différente de l'épanouissement humain et de l'éthique. Ils invitent les gens à inventer leurs propres styles d'émancipation, par eux-*

[668]BOLLIER David, *La renaissance des communs. Pour une société de coopération et de partage.* Charles Léopold Mayer, 2014, 240 p.

[669]*Ibid.* p. 179.

mêmes et à l'endroit où ils sont[670] ». Mais dans le cadre des discours des partisans des communs comme dans ceux de la décroissance, un mouvement du collectif vers l'individu semble s'opérer à l'inverse du projet de l'économie alternative et solidaire. Ainsi, David Bollier précise qu' « *il ne s'agit pas non plus simplement de donner un nouveau nom à "l'intérêt public". Le paradigme des communs constitue fondamentalement une philosophie politique, laquelle propose des approches et des réponses spécifiques, mais il est aussi bien plus que cela, parce qu'il nous interpelle à de nombreux niveaux – émotionnel, intellectuel, social, et même spirituel*[671] ».

Par ailleurs, comme l'ont montré Bruno Frère, Michel Adam et d'autres, l'économie alternative et solidaire s'inscrit dans la continuité militante des néo-ruraux des années 1970. Là encore, il semble que l'on observe le mouvement inverse. Ainsi, si le REAS a participé à remobiliser un activisme plus urbain, les décroissants, comme les promoteurs des communs, semblent encourager à nouveau un retour vers un activisme dont les ressorts sont plus ruraux. À l'image du manifeste de l'ALDEA pour une autre économie[672], la transformation sociale est dans un cas comme dans l'autre inséparable d'une transformation individuelle s'éloignant de la volonté affichée du REAS de dépasser cette dimension pour s'inscrire dans le débat politique général.

Enfin, les ambitions politiques du REAS et les liens soulignés avec le parti Les Verts conduisent à chercher des héritiers au sein des militants de ce parti. Mais Il est justement intéressant de noter que le bénéfice du transfert des expérimentations militantes du REAS au sein du parti Les Verts (puis EELV) s'est dissipé. La forte critique en interne de la participation de Dominique Voynet au gouvernement de la gauche plurielle, dont Jacques Archimbaud a été le conseiller technique au ministère de l'Environnement, a certainement miné ce transfert. Ainsi, le REAS ne fait pas ou plus partie des références du parti concernant sa définition de l'économie solidaire.

Cependant, nombre d'ouvrages récents sur l'économie solidaire mettent en avant le rôle qu'elle joue ou qu'elle pourrait jouer sur la scène politique (Frère, Corcuff, Duverger). La question qui se pose alors est celle de la volonté des acteurs actuels de l'économie solidaire de se positionner sur le champ politique. De ne plus se résumer à

[670] *Ibid.* p. 16-17.

[671] *Ibid.* p. 16.

[672] Voir ce manifeste en annexe

de simples prestataires des politiques publiques, et de revendiquer d'être des lieux d'expérimentation d'une certaine avant-garde politique comme au temps du REAS.

Le REAS, produit d'une affinité élective entre trois éléments

Après ce tour rapide des héritages au sein du secteur de l'économie solidaire, des militants des mouvements sociaux actuels se revendiquant de l'alternative ou au sein de l'écologie politique partisane, revenons, pour finir à la question qui a conduit ce travail.

Le projet du REAS, ses pratiques et ses valeurs identifiées dans ce travail peuvent se résumer par trois lignes fortes. D'abord, l'importance de faire, d'agir concrètement, car c'est dans la réalisation concrète que s'éprouve le projet politique. Ensuite, il faut partir du terrain, des individus pour construire le projet collectif qui n'est alors plus synonyme de don de soi, comme dans le militantisme plus traditionnel, mais au contraire d'émancipation, de réalisation individuelle. Enfin, il s'agit de revendiquer le pluralisme, la diversité des points de vue, des parcours, des pratiques, de faire place au débat qui trouve un intérêt en lui-même.

Le postulat de départ de ce travail était que ce projet et son originalité trouvent ces sources dans les engagements antérieurs des militants du REAS. La question alors au cœur de cette enquête a été de se demander si le projet politique du REAS et la forme particulière de militantisme y afférant étaient une simple reconversion d'un *habitus* militant d'origine chrétienne. L'analyse des entretiens avec les acteurs a mis en lumière l'existence de trois groupes de militants autour de trois groupes d'âges différents qui ont chacun incarné une dynamique de parcours militant distincts.

Pour répondre à la question de la reconversion d'un *habitus* militant d'origine chrétienne, l'enquête s'est intéressée au degré d'implication dans la culture chrétienne des militants du REAS. Et plus précisément, de leur lien avec la tradition progressiste de l'Église catholique forgée autour de Vatican II et incarnée en partie par la nébuleuse de l'Action catholique spécialisée, ainsi que par certaines organisations protestantes. La recherche a montré que chacun des trois groupes d'âge incarne un rapport particulier à cette tradition chrétienne même si des militants de tous âges peuvent s'inscrire dans chaque type de rapport. Les militants âgés de plus de 45 ans au

moment de la création du REAS sont les plus investis dans la culture chrétienne et dans la mouvance des chrétiens de gauche. Ils mettent d'ailleurs clairement en avant la dimension spirituelle comme moteur à leur engagement. Les militants âgés entre 35 et 45 ans formés au sein des organisations de jeunesses proches de l'Action catholique ont ensuite rompu avec cette tradition et ont concentré leur engagement dans divers partis politiques à gauche. C'est par l'envie de prolonger concrètement leur engagement politique qu'ils conçoivent l'économie alternative. Les militants âgés de moins de 35 ans sont les plus distants de la culture chrétienne qui, lorsqu'elle est présente, se résume à une tradition familiale avec laquelle leurs propres parents ont déjà rompu. Plusieurs militants de ce groupe sont d'ailleurs issus de familles athées, de tradition juive ou musulmane. Ils sont les seuls à ne percevoir aucun lien entre l'économie alternative et un militantisme chrétien ancré à gauche. Ainsi, si l'hypothèse de la reconversion d'un *habitus* militant d'origine chrétien se confirme à travers les parcours des militants des plus âgés comme dans une partie de ceux d'âge intermédiaire, l'analyse du rapport à la culture chrétienne des jeunes militants du REAS engendre la nécessité de compléter ce premier résultat.

Ainsi, l'analyse du projet du REAS et de son militantisme ainsi que de l'apport spécifique des parcours des militants a également révélé l'existence de trois dynamiques de trajectoire d'engagement chacune s'incarnant dans un des trois groupes d'âge bien qu'elle ne puisse y être strictement limitée. Ainsi, l'enquête à partir des parcours militants de chacune des trois générations de militants a fait apparaître trois dynamiques d'engagement autour de traditions politiques différentes. Les plus âgés incarnent des militants pouvant être qualifiés de chrétiens de gauche. Ce résultat aurait pu conduire à valider l'hypothèse d'un projet et d'un militantisme trouvant ses sources dans la reconversion du projet portée par la nébuleuse de l'Action catholique. Cependant, l'étude des parcours des autres militants tant à venir non pas remettre en cause mais compléter ce premier résultat. Ainsi, l'étude des parcours des militants âgés entre 35 et 45 ans a permis de montrer comment un *habitus* militant proche de celui de la JOC avait été transformé au sein de leurs parcours notamment au contact des préoccupations politiques de mai 1968. Ils s'inscrivent en partie dans l'héritage de la deuxième gauche en général et du PSU en particulier. L'inscription du projet politique du REAS dans une troisième voie entre le Parti socialiste et le Parti

communiste est une forte thématique de ce groupe. L'étude enfin des jeunes apporte à ces deux dynamiques, l'importance d'un ancrage local et de considérations plus quotidiennes qui demandent des résultats immédiats. Il n'est plus question d'attendre le grand soir ou le petit matin frais mais de trouver des solutions « ici et maintenant » notamment autour des questions de chômage. En effet, l'arrivée sur le marché du travail de cette génération de militants coïncide avec l'émergence d'un chômage de masse en France. À cela s'ajoutent des préoccupations plus locales de manque d'activités économiques dans les quartiers populaires ou d'accès aux droits communs portés par les jeunes des quartiers populaires mobilisés autour du projet Génération Banlieue. Ils apportent au projet du REAS une préoccupation plus quotidienne et participent à ancrer son projet dans une dimension locale qui donne un nouvel écho à la première devise de la JOC : « entre eux, pour eux, par eux ».

Ainsi, le travail empirique de reconstruction des parcours des militants et de leurs dynamiques a permis d'enrichir l'hypothèse de départ. Ainsi, si le projet politique du REAS et les pratiques militantes qui y sont spécifiques trouvent bien une partie de leur source dans un *habitus* militant produit au sein des organisations de jeunesse de l'Action catholique spécialisée, ce projet est également le fruit des dynamiques plus proprement politiques faisant suite au mouvement de mai 1968 ainsi que des questions imposées par l'arrivée du chômage de masse dans les années 1980 couplée à la dégradation des conditions de vie et de considération des habitants des quartiers populaires.

Pour identifier à la fois les traits communs et les apports spécifiques de chaque dynamique militante, j'ai choisi de m'appuyer sur la notion d'affinité élective au sens où l'entend Michael Löwy d'« *un rapport d'attraction et de renforcement mutuels qui aboutit parfois à une sorte de symbiose culturelle*[673] ». Chaque dynamique venant nourrir le projet du REAS. Les plus âgés apportent la dimension chrétienne de gauche, le groupe intermédiaire apporte la politisation de cette première dimension, le groupe des jeunes apporte la préoccupation quotidienne et l'ancrage local qui en découle. Le travail empirique mené ici tend à démontrer que le projet du REAS dans son ensemble à la fois théorique et méthodologie est une affinité élective au quatrième degré décrit

[673]LÔWY Michael, *La Guerre des dieux. Religion et politique en Amérique Latine,* Le Félin, 1998.

par Michael Löwy, à savoir celui de « *la création d'une figure nouvelle à partir de la fusion des éléments constitutifs*[674] ».

Cette création s'incarne par exemple dans le concept de « développement local communautaire » développé par le REAS. Formalisé par Jacqueline Lorthiois, fondatrice et présidente du directoire du REAS, le développement local communautaire est pensé dès les premières journées d'été préfigurant le REAS en 1991. Il est défini comme une « *notion à la fois alternative et complémentaire de l'intervention des acteurs publics* [de l'époque]. *Ce concept permet d'envisager l'initiative économique en relation avec le territoire dans ses dimensions économiques, sociales et culturelles.* [Il doit] *permettre l'émergence d'initiatives économique d'utilité sociale soutenues par une communauté locale et considérées par celle-ci comme utiles, souhaitables et désirables*[675] ». Mais plus largement, il est l'incarnation de l'économie alternative et solidaire à l'échelle locale : « *À l'échelle locale, l'économie alternative et solidaire se vit donc comme un espace où l'on discute d'une nouvelle relation à l'économie, au temps, au travail, à l'entreprise, à l'éducation, à la santé, à la culture. C'est une démarche qui tente de réduire la distance entre le faire et le dire, l'imagination et la réalité, le plaisir et la nécessité… Bref, le Réseau de l'économie alternative et solidaire est un lieu où l'on élabore de nouveaux repères pour une action collective porteuse d'espoir*[676] ». D'ailleurs, dès octobre 1993, le REAS met en place une formation de « formateur d'agent de développement local communautaire » (FADLC). Cinq militants du corpus ont suivi cette formation. Le REAS l'a conçue comme outil au cœur de sa politique de diffusion. À l'occasion du lancement de la première formation en octobre 1993, le REAS écrit dans son journal : « *C'est en effet, une idée que nous caressions depuis longtemps, de faire école, de réaliser du compagnonnage au sein de l'économie alternative et solidaire. Nos objectifs : valoriser nos expériences de terrain et nos réalisations, en les diffusant, en les théorisant pour les transférer ailleurs, mutualiser nos ressources, nos savoir-faire et nos idées. C'est aussi un moyen d'augmenter notre visibilité, en affirmant notre présence*.[677] » Le développement local communautaire

[674] *Ibid.*

[675] « Recherchons personnes intéressées par une formation d'acteurs de développement local communautaire », *A Faire* n° 31 (déc. 95-janv. 96), p. 7.

[676] ANTOINE Emmanuel, « La dynamique du REAS », *A Faire* n° 10, p. 13.

[677] *A Faire* n° 17, 4e trimestre 1993.

incarne ainsi parfaitement la conjonction des trois dynamiques militantes identifiées dans une nouvelle combinaison originale. Il combine ainsi la méthodologie du Voir-Juger-Agir de la JOC et sa devise du « entre eux, pour eux, par eux », la volonté de créer des modèles économiques alternatifs au capitalisme et plus démocratiques dans la lignée de la pensée autogestionnaire post-mai 1968, la création d'activité économique et d'emploi dans des territoires locaux en valorisant les propres ressources de ses habitants.

Ainsi, ce travail d'enquête décrit bien une affinité élective entre trois éléments au départ distincts. D'ailleurs si l'on peut, comme nous venons de le faire, retrouver les grandes de lignes de l'influence chacune des trois dynamiques militantes, le projet du REAS ne se définit que dans leur combinaison. Il est parfois plus difficile de faire cette distinction tellement elles sont enchevêtrées au service d'un projet inédit. C'est donc bien leur fusion qui est à l'origine du REAS, de son projet et de ses pratiques militantes. Ce projet peut donc bien se définir comme un exemple d'affinité élective. Cependant, l'application faite de cette notion en sciences sociales s'est toujours limitée à deux éléments distincts : entre le protestantisme et l'esprit du capitalisme, entre les utopies libertaires et le judaïsme, entre participation et délibération, etc. Or, l'enquête sur les origines du projet politique et des pratiques militantes du REAS dessine une affinité non entre deux, mais entre trois éléments, trois dynamiques militantes. La démonstration d'une affinité élective à trois éléments semble inédite et mériterait à ce titre d'être spécifiquement interrogée.

L'expérience du REAS n'avait jusqu'ici pas été racontée. Pourtant, cette histoire peut être une ressource, parmi d'autres, pour réfléchir aux questions de renouvellement des formes politiques qui restent aujourd'hui autant d'actualité qu'il y a vingt ans. La combinaison originale produite au sein du REAS mériterait d'être réinvestie et sans doute adaptée aux questions d'aujourd'hui. Cet exemple pourrait être le point de départ d'innovation militante et politique pour la gauche.

Bibliographie

ABDALLAH Mogniss H., « La « Rumeur de Bondy » », *Plein droit*, no 85, 1er janvier 2012, p. 35-39.

ABDELLALI Hajjat, « La marche pour l'égalité et contre le racisme », dans M. Pigenet et D. Tartakowsky (Dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France: de 1814 à nos jours*, Paris, Découverte, 2012, p. 671-680.

ABIVEN Yohann et Eugène CALVEZ, « Les avatars de l'identité catholique : les militants de la ruralité (1929-2000) », dans B. Waché (Dir.), *Militants catholiques de l'Ouest : De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2015, p. 67-103.

ADAM Michel, « Changer concrètement l'économie », *Réseau Espérance*, L'économie alternative 2, n° 13-14, novembre 1982, p. 9-13.

AGENCE DE LIAISON POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE ALTERNATIVE (Dir.), *Annuaire des démarches économiques alternatives. France*, Paris, France, Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative, 1988.

AGRIKOLIANSKY Éric, « Leaders », dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 319-325.

AGRIKOLIANSKY Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, 2001/1, 2001, p. 27–46.

AKOUN André et Pierre ANSART (Dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Robert : Seuil, coll. « Collection Dictionnaires Le Robert/Seuil », 1999.

ALBANO Cordeiro, « Convergence 84 : retour sur un échec », *Plein droit*, 2005/2, n° 65-66, 2005, p. 59-63.

ALLAN MICHAUD Dominique, *L'avenir de la société alternative: les idées 1968-1990*, sans lieu, 1989.

AMOKRANE Salah, « Tactikollectif : action culturelle et engagement politique », *Empan*, n° 67, 1er octobre 2007, p. 46-49.

ANSART Pierre, « Réseau », dans A. Akoun et P. Ansart (Dir.), *Dictionnaire de sociologie*, sans lieu, Le Robert, 1999, p. 452. Google-Books-ID: OlAzjwEACAAJ.

ANTOINE Emmanuel, « Une société coopérative et politique pour une société plus solidaire et plus dynamique », *À Faire*, n° 12, p. 7.

ARCHIMBAUD Aline, « Donner du sens à l'action », dans *Rencontres du 9-10 octobre 1996, « Travail social, changement social, économie solidaire »*, sans lieu, Témoignage Chrétien, coll. « Hors série », 1997, vol. 2760.

ARCHIMBAUD Aline, « Inscrire notre activité dans une perspective plus vaste », *À Faire*, n° 9, 1991, p. 13-15.

ARCHIMBAUD Jacques, « Initiatives citoyennes et politiques locales : quelles convergences ? », *Territoires*, n° 368, mai 1996, p. 63-64.

ARCHIMBAUD Jacques, « Les enjeux d'un congrès constitutif », *À Faire*, n° 13-14, 1992, p. 5.

ARCHIMBAUD Jacques, « Le Réseau de l'économie alternative et solidaire. Pourquoi ? Pourquoi faire ? Comment ? Quand ? », 1991.

ARIÈS Paul, *L'anthroposophie: enquête sur un pouvoir occulte*, sans lieu, Ed. Golias, 2001.

ARIÈS Paul, « Décroissance, un mot-obus », *La Décroissance*, avril 2005, p. 1.

AZOUG Nadia, « Nadia : « Il y a une demande énorme de la part des jeunes qui zonent » », *À Faire*, n° 10, 1991, p. 7.

BACQUÉ Marie-Hélène et Anne D'ORAZIO, « Des révoltes sociales aux élections », *Mouvements*, n° 83, 24 septembre 2015, p. 42-49.

BAILLET Dominique, « Intégration et militantisme politique », *Confluences Méditerranée*, n° 37, 1er janvier 2011, p. 183-196.

BAILLET Dominique, « Les rétributions du militantisme associatif maghrébin », *Confluences Méditerranée*, n° 57, 1er janvier 2011, p. 103-129.

BAILLET Dominique, « Militants d'origine maghrébine et intégration », *Sud/Nord*, no 14, n° 1, 2001, p. 91-103.

BAILLET Dominique, « Motivations et sens sociaux du militantisme maghrébin », *Revue française des affaires sociales*, n° 3, p. 183-203.

BALAY Gérard, « Rupture ou ruptures ou la rupture pour mieux faire le lien », *Empan*, n° 59, 1er janvier 2006, p. 50-53.

BARRAS Béatrice, *Moutons rebelles: Ardelaine, la fibre développement local : vers une coopérative de territoire*, Valence, France, Dir. Repas, 2014.

BASSON Jean-Charles, « L'empreinte jociste illustré par l'exemple. La socialisation confessionnelle et politique des militants syndicalistes chrétiens de l'Isère (1945-1964) », dans M. Chauvière et B. Duriez (Dir.), *Faire des militants: stratégies de formation de la JOC au MPF ; suivi de Pour un bilan du GRMF*, Villeneuve-d'Ascq,

France, Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux, 2006, p. 29-44.

BAUBÉROT Jean, « La Place des protestants », *Esprit*, vol. 1, n° 4-5, 1977.

BAUDELOT Christian et Gérard MAUGER (Dir.), *Jeunesses populaires: les générations de la crise :*, Paris, France, Ed. l'Harmattan, 1994.

BEAUD Stéphane et Olivier MASCLET, « Des « marcheurs » de 1983 aux « émeutiers » de 2005 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 61e année, n° 4, 1er août 2006, p. 809-843.

BECKER Jean-Jacques et Gilles CANDAR (Dir.), *Histoire des gauches en France, Volume 2, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, La Découverte, sans lieu, coll. « Sciences humaines et sociales », n° 217, 2005.

BECKER Jean-Jacques, « Hervé Hamon, Patrick Rotman, La Deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T.. », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 39, n° 4, 1984, p. 725-727.

BEGUEC Gilles Le, « Temps des crises, temps des organisations, temps des remises en question », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 74, n° 1, 2004, p. 3-6.

BELGACEM Samir Hadj, « Le théâtre au service de la cause immigrée (1970-1990) », *Plein droit*, n° 109, 27 août 2016, p. 36-40.

BELOUET Eric et Joël MORLET, « L'action catholique et la transformation des modèles d'implication dans l'espace public », dans B. Duriez, J. Ion et P. Bréchon (Dir.), *Religion et action dans l'espace public*, sans lieu, L'Harmattan, coll. « Logiques Politiques », 2000.

BERLIVET Luc et Frédéric SAWICKI, « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, vol. 7, n° 27, 1994, p. 111-142.

BERNOUX Philippe, *La sociologie des organisations: initiation théorique suivie de douze cas pratiques*, Paris, France, Dir. du Seuil, impr. 2008, 1985.

BERSTEIN Serge (Dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, France, Éditions du Seuil, 2003.

BESANÇON Emmanuelle et Nicolas COCHOY, « Acteurs associatifs et managérialisme : pour un plaidoyer en faveur de la pluralité », Université de Picardie, 2011.

BESSAC Patrice et Louis WEBER, « Sociogenèse du «Front de Gauche» », *Savoir/Agir*, n° 1, 2013, p. 87–94.

BEVORT Antoine, « À propos des théories du capital social : du lien social à l'institution politique », *Sociologie du Travail*, vol. 45, n° 3, juillet 2003, p. 407-419.

BÉVORT Antoine, *Pour une démocratie participative*, Paris, Presses de Sciences po, coll.

« La bibliothèque du citoyen », 2002.

BEVORT Antoine, « Le syndicalisme français et la logique du recrutement sélectif: le cas de la C.F.T.C.-C.F.D.T. », *Le Mouvement Social*, n° 169, p. 109-136.

BEVORT Antoine et Michel LALLEMENT (Dir.), *Le capital social: performance, équité et réciprocité*, Paris, France, Éditions la Découverte : MAUSS, 2006.

BOBINEAU Olivier, Jean-François PETIT et Guillaume De THIEULLOY, *Une société en quête de sens politique*, sans lieu, Desclée de Brouwer, 2009.

BOIVIN Louise et Mark FORTIER (Dir.), *L'économie sociale: l'avenir d'une illusion*, Montréal, Canada, Fides, 1998.

BOLLIER David, Olivier PETITJEAN et Hervé LE CROSNIER, *La renaissance des communs pour une société de coopération et de partage*, Paris, C.L. Mayer, 2013.

BOUAMAMA Saïd, *La France: autopsie d'un mythe national*, Paris, France, Larousse, 2008.

BOUAMAMA Saïd, « La coloration tendancielle des classes sociales et sa traduction politique », *Empan*, n° 67, 1er octobre 2007, p. 36-40.

BOUBEKER Ahmed, « Les héritiers de la Marche peuvent-ils s'exprimer ? », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1304, 1er octobre 2013, p. 156-161.

BOUJU Claude, « Recherche bénévoles pour l'accompagnement de projets », *Territoires*, n° 368, mai 1996.

BOUJU Claude, « Le point tiers à Pantin : un réseau de bénévoles au service de tous », *À Faire*, n° 18, 1994, p. 11.

BOURDIEU Pierre, *Choses dites*, Paris, France, Éditions de Minuit, 1987.

BOURDIEU Pierre, *Leçon sur la leçon*, Paris, Editions de Minuit, 1982.

BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 1980.

BOURDIEU Pierre, *La distinction: critique sociale du jugement*, Paris, France, Éditions de Minuit, 1979.

BOURSEILLER Christophe, *Les Maoïstes: la folle histoire des gardes rouges français*, Paris, France, Points, 2008.

BOUSSION Samuel, *Les éducateurs spécialisés et leur association professionnelle: l'ANEJI de 1947 à 1967. Naissance et construction d'une profession sociale*, Thèse doctorat, France, Université d'Angers. UFR de lettres, langues et sciences humaines, sans date.

BOUTLDJA Houria, « Entretien avec Kaissa Titous, «Nous avons besoin d'un mouvement

de combat », *L'Indigène de la république*, 2007, p. 7-8.

BRÉCHON Pierre, Bruno DURIEZ et Jacques ION (Dir.), *Religion et action dans l'espace public*, Paris, France, 2000.

BROUTELLE Anne-Cécile, « La politique, une affaire de famille(s) ? », *Idées économiques et sociales*, n° 166, 15 novembre 2012, p. 31-38.

BRUN Frédéric et Estienne RODARY, « Vingt ans de la revue Écologie & Politique, ou la volonté de peser en théorie sur l'espace de l'écologie », *Ecologie & politique*, n° 45, 4 octobre 2012, p. 33-46.

BRUNEAU Ivan, « Recomposition syndicale et constructions des collectifs militants », dans B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy (Dir.), *Les mondes agricoles en politique: de la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Fait politique », 2010.

BUTON Philippe, « La gauche et la prise du pouvoir », dans J.-J. Becker et G. Candar (Dir.), *Histoire des gauches en France, Volume 2, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, La Découverte, sans lieu, coll. « Sciences humaines et sociales », n° 217, 2005, p. 564-584.

CAILLE Alain, « Présentation. Sur les concepts de l'économie en général et de l'économie solidaire en particulier », *Revue du MAUSS*, L'alter-économie. Quelle « autre mondialisation »?(fin), n° 21, 2003, p. 5-20.

CALIXTE Laurent, « D'Uber à Airbnb, les perturbantes dérives de l'économie collaborative », *Challenges*, 23 juillet 2014 (en ligne : https://www.challenges.fr/entreprise/d-uber-a-airbnb-les-inquietantes-derives-de-l-economie-collaborative_12439).

CAMBON Laurent, *L'éducateur spécialisé à travers ses discours: une question d'identité*, Thèse de doctorat, France, Université Rennes 2, sans date.

CARLIEZ Dominique, *Penser la politique avec Simone Weil*, sans lieu, Éditions de l'Atelier, 2009.

CASTAGNEZ Noëlline, Laurent JALABERT et Marc LAZAR (Dir.), *Le Parti socialiste unifié: histoire et postérité : actes du colloque*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2013.

CATTELAIN Jean-Pierre, *L'objection de conscience*, Paris, France, Presses universitaires de France, 1982.

CÉLESTIN Georges, « 40 ans après : même combat ! », *À Faire*, n° 10, novembre 1991, p. 38.

CENTRE THÉOLOGIQUE DE MEYLAN (Dir.), *Pierre Ganne: la liberté d'un prophète :*

colloque du 5 et 6 novembre 2004, Grenoble, France, Centre théologique de Meylan, 2005.

CHANIAL Philippe et Jean-Louis LAVILLE, « L'économie solidaire : une question politique », *Mouvements*, vol. no19, n° 1, 2002, p. 11-20.

CHAUVEL Louis, *Le destin des générations: structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010*, Paris, France, P.U.F, 2014.

CHAZEL François, « Mobilisation des ressources », dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 364-370.

COLLECTIF, *Les Militants d'origine chrétienne*, Paris, France, Esprit, 1977, vol. 4-5.

COLLECTIF MB2, *Pour une économie alternative et solidaire*, É. Dacheux (Dir.), Paris, France, 2002.

COLLOVALD Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », dans M.-H. Lechien, S. Rozier et L. Willemez (Dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements : Enquête sur un militantisme de «solidarité internationale» en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », 2015, p. 177-229.

COMBES Hélène, Choukri HMED, Lilian MATHIEU, Johanna SIMÉANT et Isabelle SOMMIER, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, n° 93, 30 juin 2011, p. 7-27.

CONINCK Frédéric de, *Agir, travailler, militer: une théologie de l'action*, Cléon-d'Andran, France, Dir. Excelsis, 2006.

CORCUFF Philippe, *Où est passée la critique sociale?: penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. « Collection Bibliothèque du MAUSS », 2012.

CORCUFF Philippe, « Acteur pluriel contre habitus ? À propos d'un nouveau champ de recherches et de la possibilité du débat en sciences sociales », *Politix*, vol. 12, n° 48, 1999, p. 157-173.

COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Paris, France, Larousse, 2007.

COTTIN-MARX Simon, *Jeudi Noir ou les « nouveaux » militants, mémoire de Master 1 de sociologie politique*, Mémoire de Master 1 de sociologie politique, Saint-Denis, université paris VIII, 2008.

DACHEUX Éric, « Un nouveau regard sur l'espace public et la crise démocratique », *Hermès, La Revue*, n° 36, 17 septembre 2014, p. 195-204.

DACHEUX Éric et Jean-Louis LAVILLE, « Introduction. Penser les interactions entre le politique et l'économie », *Hermès, La Revue*, n° 36, 17 septembre 2014, p. 9-17.

DARBUS Fanny, « Loin de la subversion et de la transformation sociale : les pratiques de l'économie sociale et solidaire », *Agora débats/jeunesses*, n° 69, 4 février 2015, p. 7-22.

DARBUS Fanny, « Justes causes et bas salaires », *Le Monde diplomatique*, n° 721, 10 juin 2014, p. 28-28.

DARGENT Claude, Bruno DURIEZ et Raphaël LIOGIER (Dir.), *Religion et valeurs en France et en Europe*, Paris, France, L'Harmattan : Association française de sciences sociales des religions, DL 2009, 2009.

DEBÈS Joseph, *Naissance de l'Action catholique ouvrière*, Paris, France, Éditions ouvrières, DL 1982, 1982.

DELÉAGE Jean-Paul, « Écologistes et alternatifs », *Ecologie & politique*, n° 28, 1er novembre 2011, p. 161-174.

DELÉAGE Jean-Paul, « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Ecologie & politique*, n° 40, 1er juillet 2011, p. 21-30.

DELÉAGE Jean-Paul, « Écologistes et alternatifs », dans J.-J. Becker et G. Candar (Dir.), *Histoire des gauches en France XXe siècle: à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Découverte, sous la dir. de Jean-Jacques Becker et de Gilles Candar ; Vol. 2, 2007.

DELWIT Pascal, Marc JACQUEMAIN et Bruno FRÈRE, « Introduction. Engagements actuels, actualité des engagements », dans M. Jacquemain et P. Delwit (Dir.), *Engagements actuels, actualité des engagements*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, coll. « Science politique », n° 9, 2010.

DEMOUSTIER Danièle, « Le bénévolat, du militantisme au volontariat », *Revue française des affaires sociales*, n° 4, p. 97-116.

DEMOUSTIER Danièle et Bertrand BELEY, *Les coopératives ouvrières de production*, Paris, Editions La Découverte, coll. « Collection Repères ; Série "Entreprises et branches" », n° 18, 1984.

DI MEO Cyril, *La face cachée de la décroissance: la décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, France, sans date.

DISSELKAMP Annette, *L'Éthique protestante de Max Weber*, Paris, France, Presses universitaires de France, impr. 1994, 1994.

DONEGANI Jean-Marie, « Identités religieuses et pluralité des rapports au monde », dans P. Bréchon, B. Duriez et J. Ion (Dir.), *Religion et action dans l'espace public*, Paris, France, 2000, p. 211-224.

DONEGANI Jean-Marie, *La liberté de choisir: pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*, Paris, France, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

DONEGANI Jean-Marie, « Itinéraire politique et cheminement religieux », *Revue française de science politique*, vol. 29, n° 4, 1979, p. 693-738.

DONZELOT Jacques et Philippe ESTÈBE, *L'État animateur: essai sur la politique de la ville*, Paris, France, Éditions Esprit : , DL 1994, 1994.

DOUGIER Henry (Dir.), *A gauche, ces chrétiens...: groupuscules isolés ou mouvement d'avant-garde ?*, Paris, France, Autrement, 1977.

DRAPERI Jean-François (Dir.), *L'économie sociale de A à Z: quand la société prend ses affaires en main : tout savoir sur les coopératives, les mutuelles, les associations, les fondations...*, Paris, France, Alternatives économiques, 2006.

DRESSEN Marnix, *Les établis, la chaîne et le syndicat: évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes, 1968-1982*, Paris, Harmattan, coll. « Collection Logiques sociales », 2000.

DRESSEN Marnix, *De l'amphi à l'établi: les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, France, Belin, 1999.

DUBAR Claude, *La socialisation: construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, A. Colin, 2015.

DUBAR Claude, *La crise des identités: l'interprétation d'une mutation*, Paris, Presses Univ. de France, 2010.

DUBET François, *Le déclin de l'institution*, Paris, France, Éditions du Seuil, 2002.

DUCLERT Vincent, « La "deuxième gauche" », dans J.-J. Becker et G. Candar (Dir.), *Histoire des gauches en France, Volume 2, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, La Découverte, sans lieu, coll. « Sciences humaines et sociales », n° 217, 2005, p. 175-189.

DUCOULOMBIER Romain, « Socialisme et démocratie : une affinité élective », *Cahiers Jaurès*, n° 191, 1er juin 2009, p. 69-104.

DURIEZ Bruno, « Faire une autre gauche : des catholiques en politique », dans D. Pelletier et J.-L. Schlegel (Dir.), *À la gauche du christ: Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2012, p. 153-175.

DURIEZ Bruno, « La différenciation des engagements : l'Action catholique ouvrière entre radicalisme politique et conformisme religieux », dans *9e Congrès de l'AFSP*, Toulouse, 2007.

DURIEZ Bruno, « Ouvriers, catholiques et militants », dans B. Duriez, É. Fouilloux et D. Pelletier (Dir.), *Les catholiques dans la République: 1905-2005*, Paris, France, Les éds. de l'atelier / Les éds. ouvrières, 2005, p. 67-79.

DURIEZ Bruno et Michel CHAUVIÈRE, « Introduction », *cahier du GRMF*, Faire des militants, stratégies de formation de la JOC au MPF, n° 14, 2006, p. 15-17.

DURIEZ Bruno, Étienne FOUILLOUX et Denis PELLETIER (Dir.), *Les catholiques dans la République: 1905-2005*, Paris, France, Les éds. de l'atelier / Les éds. ouvrières, 2005.

DURIEZ Bruno et Frédéric SAWICKI, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 17-51.

ELLUL Jacques, *La Subversion du christianisme*, Paris, France, La table ronde, 2001.

EME Bernard et Jean-Louis LAVILLE (Dir.), *Cohésion sociale et emploi: [colloque, Paris, 17 juin 1993*, Paris, France, Épi : Desclée De Brouwer, 1994.

EME Bernard et Jean-Louis LAVILLE, *Les petits boulots en question*, Paris, France, Syros, impr. 1988, 1988.

ENGELS Xavier, Matthieu HÉLY, Aurélie PEYRIN et Hélène TROUVÉ (Dir.), *De l'intérêt général à l'utilité sociale: la reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation citoyenne*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2006.

FAVRET-SAADA Jeanne, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, France, Gallimard, DL 1985, 1977.

FILLIEULE Olivier, « Carrières militante », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 85-94.

FILLIEULE Olivier, « Socialisation politique », dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 510-516.

FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 199-215.

FILLIEULE Olivier, Eric AGRIKOLIANSKY et Isabelle SOMMIER (Dir.), *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2010.

FILLIEULE Olivier, Philippe BLANCHARD, Eric AGRIKOLIANSKY, Marko BANDLER, Florence PASSY et Isabelle SOMMIER, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48.

FILLIEULE Olivier, Lilian MATHIEU et Cécile PÉCHU (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009.

FILLIEULE Olivier et Nonna MAYER, « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 19-25.

FILLIEULE Olivier et Bernard PUDAL, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », dans O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I.

Sommier (Dir.), *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2010.

FLEURY Sarah, « L'insertion par l'activité économique : genèse d'une politique de l'emploi », dans M. Loriol (Dir.), *Qu'est-ce que l'insertion?: entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 55-74.

FOUGIER Eddy et Johanna SCHMIDT-JEVTIC, « France et Allemagne : des systèmes partisans en forte mutation », dans C. Demesmay et M. Glaab (Dir.), *L'avenir des partis politiques en France et en Allemagne*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Espaces politiques », 2009, p. 43-60.

FRAISSE Laurent, « Utilité sociale et économie solidaire : un rapport ambivalent au cœur de la reconfiguration des régulations publiques », dans X. Engels, M. Hély, A. Peyrin et H. Trouvé (Dir.), *De l'intérêt général à l'utilité sociale: la reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation citoyenne*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2006, p. 101-113.

FRAISSE Laurent, « Les enjeux d'une action publique en faveur de l'économie sociale et solidaire », dans J.-L. Laville, G. Carvalho de Franca Filho, J.-P. Magnen et A. Medeiros (Dir.), *Action publique et économie solidaire: une perspective internationale*, Ramonville Saint-Agne, Erès, coll. « Collection "Sociétés en changement" », 2005, p. 335-364.

FRÈRE Bruno, « Faire de l'économie alternative et solidaire, une veille histoire », dans B. Frère et M. Jacquemain (Dir.), *Résister au quotidien ?*, sans lieu, 2013, p. 189-221.

FRÈRE Bruno, *Le nouvel esprit solidaire*, Paris, France, Desclée De Brouwer, impr. 2009, 2009.

FRÈRE Bruno, *L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique: contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires*, Thèse de doctorat, Liège, Belgique, France, Belgique, Institut des sciences humaines et sociales, 2006.

FRETEL Julien, « Quand les catholiques vont au parti », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 155, n° 5, p. 76-89.

GARDIN Laurent, *Les initiatives solidaires: la réciprocité face au marché et à l'État*, Ramonville Saint-Agne, Erès, coll. « Collection "Sociétés en changement" », 2006.

GAUTHIER François, « L'éthique romantique et l'esprit du consumérisme », *Revue du MAUSS*, n° 44, 17 décembre 2014, p. 53-67.

GAUTHIER Jean-Paul, « Génération Banlieue ... en marche », *À Faire*, n° 11, 1992, p. 4.

GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154.

GEORGI Frank (Dir.), *Autogestion, la dernière utopie: [colloque, 14-15 juin 2001, Paris]*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIXe et XXe siècles », n° 60, 2003.

GEORGI Frank, *L'invention de la CFDT 1957-1970: syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, sans lieu, Editions de l'Atelier, 1995. Google-Books-ID: CHoICk14QAEC.

GILLET Jean-Claude, « Introduction », dans J.-C. Gillet, M. Mousel, J.-C. Gillet et Amis de Tribune socialiste (Dir.), *Parti et mouvement social: le chantier ouvert par le PSU*, Paris, L'Harmattan : Les Amis de Tribune socialiste, 2011, p. 14-25.

GILLET Jean-Claude, Michel MOUSEL, Jean-Claude GILLET et AMIS DE TRIBUNE SOCIALISTE (Dir.), *Parti et mouvement social: le chantier ouvert par le PSU*, Paris, L'Harmattan : Les Amis de Tribune socialiste, 2011.

GINISTY Bernard, « Libres propos en vue d'une future charte du REAS », *À Faire*, n° 13-14, p. 8.

GODIN Henri, *Le levain dans la pâte*, Paris, France, Editions ouvrières, 1947.

GOETHE Johann Wolfgang von, *Les affinités électives*, P. Du Colombier (trad.), Paris, Gallimard, coll. « Collection Folio », n° 1237, 1993.

GOFFMAN Erving, *Stigmate: les usages sociaux des handicaps*, A. Kihm (trad.), Paris, France, Dir. de Minuit, DL 1975, 1975.

GONTCHAROFF Georges, « Développement local. Petite généalogie historique et conceptuelle », *Territoires*, n° 431, octobre 2002, p. 5-19.

GONTCHAROFF Georges et Dominique FRAGER, *D'un mandat municipal à l'autre: Colombes 1995-2001, Colombes 2001-2007 : bilan et perspectives*, Paris, ADELS, 2000.

GORZ André, *Métamorphoses du travail: critique de la raison économique*, Paris, Gallimard, coll. « Collection Folio Essais », n° 441, 2004.

GRANSTEDT Ingmar, *L'impasse industrielle*, Paris, France, Seuil, DL 1980, 1980.

GRANSTEDT Ingmar, « Opération analyse des besoins : remarques et propositions », *À Faire*, n° 3, 1990, p. 17.

GROUPEMENT POUR LA RECHERCHE SUR LES MOUVEMENTS FAMILIAUX, *Faire des militants: stratégies de formation de la JOC au MPF ; suivi de Pour un bilan du GRMF*, M. Chauvière et B. Duriez (Dir.), Villeneuve-d'Ascq, France, Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux, 2006.

GUILLEMARD Anne-Marie, « De la retraite mort sociale à la retraite solidaire »,

Gérontologie et société, n° 102, 1er avril 2009, p. 53-66.

HABERT Benoît, « Hervé Hamon, Patrick Rotman, La deuxième gauche : histoire intellectuelle et politique de la CFDT », *Mots*, vol. 10, n° 1, 1985, p. 229-231.

HAJJAT Abdellali, « Retour sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1304, 1er octobre 2013, p. 151-155.

HAMEL Pierre, « Développement local : une nouvelle culture politique », *Espaces Temps*, vol. 43, n° 1, 1990, p. 43-49.

HAMMADI Razzy, *L'économie sociale et solidaire: au coeur de l'autre économie*, Paris, L'Encyclopédie du socialisme, 2011.

HAMON Hervé et Patrick ROTMAN, *La deuxième gauche: histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, France, Éditions du Seuil, DL 1984, 1984.

HARDY Jean-Pierre, « De l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire en passant par l'économie alternative et solidaire : modeste contribution à une histoire… », sur *http://www.autogestion.asso.fr*, http://www.autogestion.asso.fr/wp-content/uploads/2012/09/de-l-ES-%C3%A0-l-ESS-1.pdf, mis en ligne le 7 juin 2012, consulté le 21 février 2017.

HATCHUEL Georges et Bertrand CHOKRANE, « La dynamique sociale des seniors », *CREDOC*, vol. 135, coll. « Consommation et modes de vie », mai 1999.

HATZFELD Hélène, « Le PSU : voies et bifurcations d'une redéfinition du politique pour aujourd'hui », dans J. Sauvageot (Dir.), *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXIe siècle? [actes du colloque, Centre International de Cerisy, 15 et 16 mai 2011]*, Rennes, Presses Univ. de Rennes, coll. « Collection "Essais" », 2013, p. 49-70.

HAYES Graeme et Sylvie OLLITRAULT (Dir.), *La désobéissance civile*, Paris, SciencesPo, Les Presses, 2013.

HÉLY Matthieu, *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », 2009.

HÉLY Matthieu, « L'économie sociale et solidaire n'existe pas », *laviedesidees.fr*, 11 février 2008 (en ligne : http://www.laviedesidees.fr/L-economie-sociale-et-solidaire-n.html, consulté le 20 février 2017).

HÉLY Matthieu, « À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire », *Sociétés contemporaines*, n° 69, p. 125-147.

HÉLY Matthieu et Fanny DARBUS, « Travailler dans l'économie sociale et solidaire : aspirations, représentations et dispositions. Une étude auprès des adhérents de l'association Ressources solidaires », *Recma*, n° 317, 2010, p. 68-86.

HÉLY Matthieu et Pascale MOULÉVRIER, « « Économie sociale et solidaire » : quand les sciences sociales enchantent le travail », *Idées économiques et sociales*, n° 158, 15 novembre 2012, p. 30-41.

HERSENT Madeleine et Arturo PALMA TORRES, « Introduction », dans M. Hersent et A. Palma Torres (Dir.), *L' économie solidaire en pratiques*, Toulouse, Erès Editions, 2014, p. 7-14.

HEURGON Marc, *Histoire du PSU. 1. La fondation et la guerre d'Algérie, 1958-1962*, Paris, Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1994.

HONNETH Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, P. Rusch (trad.), Paris, Gallimard, 2013.

HUGHES Everett Cherrington, *Men and their work*, Westport, Conn, Greenwood Press, 1981.

HUNZINGER Chloé, « Sur Henri Michaux et Poteaux d'angle - La Revue des Ressources », *larevuedesressources.org*, 15 mars 2003 (en ligne : http://www.larevuedesressources.org/sur-henri-michaux-et-poteaux-d-angle,109.html, consulté le 20 février 2017).

IHADDADENE Florence, « De l'instruction militaire à l'éducation populaire, que reste-t-il de l'objection de conscience dans le service civique ? », *Mouvements*, n° 81, 19 février 2015, p. 107-115.

ION Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Paris, Colin, coll. « Collection "Individu et société" », 2012.

ION Jacques (Dir.), *Le travail social en débat[s]*, Paris, Découverte, coll. « Alternatives sociales », 2005.

ION Jacques, « Militant, militantisme », dans A. Akoun et P. Ansart (Dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Robert : Seuil, coll. « Collection Dictionnaires Le Robert/Seuil », 1999.

ION Jacques, *La fin des militants?*, Paris, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, coll. « Enjeux de société », 1997.

ION Jacques, Spyros FRANGUIADAKIS et Pascal VIOT, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, coll. « Collection CEVIPOF/Autrement », 2005.

ISRAËL Liora, « L'usage des archives en sociologie », dans S. Paugam (Dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 167-185.

JACOB Jean, *Les sources de l'écologie politique*, Condé-sur-Moireau, Arléa-Corlet, coll. « Collection Panoramiques », 1995.

JACQUEMAIN Marc et Pascal DELWIT (Dir.), *Engagements actuels, actualité des engagements*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, coll. « Science politique », n° 9,

2010.

JACQUIOT Pierre, « Comparaison des processus de formation et de diffusion du mouvement écologiste en RFA et en France », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 123, 5 février 2008, p. 217-244.

JEANNEAU Laurent et Sébastien LERNOULD, *Les nouveaux militants*, Paris, Petits matins, coll. « Essai », n° 12, 2008.

JÉROME Vanessa, « La politisation de l'économie solidaire par Les Verts », *Mouvements*, n° 79, 23 septembre 2014, p. 148-154.

JUHEM Philippe, « Effets de génération », dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 188-197.

JUHEM Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 131-153.

KAUFMANN Jean-Claude, « L'expression de soi », *Le Débat*, n° 119, 1er janvier 2011, p. 116-125.

KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, *L'implicite*, Paris, France, A. Colin, DL 1986, 1986.

KERNALEGENN Tudi, « Le PSU laboratoire de l'écologie politique », dans N. Castagnez, L. Jalabert, M. Lazar, Centre d'histoire de Sciences po et Institut universitaire de France (Dir.), *Le Parti socialiste unifié: histoire et postérité : actes du colloque*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 253-264.

KERNALEGENN Tudi et François PRIGENT, « Conclusion », dans *Le PSU vu d'en bas: réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 337-348.

KERNALEGENN Tudi et François PRIGENT, « Introduction », dans T. Kernalegenn, F. Prigent et G. Richard (Dir.), *Le PSU vu d'en bas: réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 15-25.

KERNALEGENN Tudi, François PRIGENT et Gilles RICHARD (Dir.), *Le PSU vu d'en bas: réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2009.

KESLER Jean-François, « Conceptions et pratiques politiques des chrétiens de gauche », dans Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (Dir.), *Faire des militants: stratégies de formation de la JOC au MPF ; suivi de Pour un bilan du GRMF*, Villeneuve-d'Ascq, France, Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux, 2006, p. 285-292.

KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste: les minorités qui ont rénové le P.S*, Toulouse, Privat, coll. « Bibliothèque historique Privat », 1990.

KEUCHEYAN Razmig, « Choix rationnel », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 108-116.

KITSCHELT Herbert, « La gauche libertaire et les écologistes français », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 3, 1990, p. 339-365.

KOKOREFF Michel, « L'imaginaire social de la Marche de 1983 », *Africultures*, n° 97, 9 février 2014, p. 28-42.

KORKUT Ece, « La Pragmatique et l'Implicite », *Synergie Turquie*, vol. 1, 2008, p. 153-159.

LADSOUS Jacques, « Les espaces éducatifs : Éducation nationale, éducation populaire », *Vie sociale*, n° 2, p. 91-97.

LAGROYE Jacques, *La vérité dans l'Église catholique: contestations et restauration d'un régime d'autorité*, Paris, Belin, 2006.

LAGROYE Jacques (Dir.), *La politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2003.

LAGROYE Jacques, Bastien FRANÇOIS et Frédéric SAWICKI, *Sociologie politique. 6e édition revue et augmentée*, Paris, Presses de Sciences Po [u.a., 2012.

LAHIRE Bernard, *Portraits sociologiques : dispositions et variations individuelles*, sans lieu, Nathan, 2002.

LAMBERT Bernard, « Quand un paysan chrétien devient marxiste », dans Esprit (Dir.), *Les Militants d'origine chrétienne ...*, Paris, France, Esprit, 1977, p. 70-75.

LAVILLE Jean-Louis, *Histoire et actualité de la sociologie économique : une mise en perspective d'apports francophones*, Laboratoire de Sociologie du Changement des Institutions, 2002.

LAVILLE Jean-Louis, « Chapitre I. Économie et solidarité : esquisse d'une problématique », dans *L'économie solidaire: une perspective internationale*, Paris, France, Desclée De Brouwer, 1994, 1994, p. 9-89.

LAVILLE Jean-Louis (Dir.), *L'économie solidaire: une perspective internationale*, Paris, France, Desclée De Brouwer, 1994, 1994.

LAVILLE Jean-Louis, *Les services de proximité en Europe: pour une économie solidaire*, Paris, France, Syros-Alternatives, impr. 1992, 1992.

LAVILLE Jean-Louis et Antonio David CATTANI (Dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, 2008.

LAVILLE Jean-Louis et Bernard EME, « Économie Solidaire (2) », dans J.-L. Laville et A.D.

Cattani (Dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, 2008, p. 303-312.

LAVILLE Jean-Louis, Jean-Philippe MAGNEN, Genauto C. DE FRANÇA FILHO et Alzira MEDEIROS (Dir.), *Action publique et économie solidaire: une perspective internationale*, Ramonville Saint-Agne, Erès, coll. « Collection "Sociétés en changement" », 2005.

LAVILLE Jean-Louis et Renaud SAINSAULIEU, « Les fonctionnements associatifs », dans J.-L. Laville et R. Sainsaulieu (Dir.), *Sociologie de l'association: des organisations à l'épreuve du changement social*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. « Sociologie économique », 1997, p. 271-303.

LAVILLE Jean-Louis et Renaud SAINSAULIEU (Dir.), *Sociologie de l'association: des organisations à l'épreuve du changement social*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. « Sociologie économique », 1997.

LAVILLUNIÈRE Éric et Jean-Philippe MAGNEN, « L'autre économie : un projet alternatif aux modèles dominants », dans Collectif MB2 (Dir.), *Pour une économie alternative et solidaire*, Paris, France, 2002, p. 21-37.

LE BÉGUEC Gilles, « Partis politiques et groupements de jeunesse », *Histoire@Politique*, vol. 4, n° 1, 2008, p. 1-13.

LEBLANC Henri, « Le lancement, c'est bientôt ! », *À Faire*, n° 10, 1991, p. 4.

LECHIEN Marie-Hélène, « Des militants de la « cause immigrée » », *Genèses*, vol. no50, n° 1, 2003, p. 91-110.

LEFEVRE Pierre, « La démocratie participative et le projet urbain », in ADEME/ARENE, ANNALES DU CYCLE DE CONFÉRENCES Novembre 2004 à Juin 2005, 3e édition 2004-2005, Paris, ADEME/ARENE, 2006 », dans *ADEME/ARENE, ANNALES DU CYCLE DE CONFÉRENCES*, sans lieu, ADEME/ARENE, 2004, vol. 3ème édition, p. 43-49.

LEGOFF Frédérique, « Lorsque les stratégies d'empowerment épousent les trajectoires. L'aide à l'emploi dans les organismes communautaires au Québec », dans I. Astier et N. Duvoux (Dir.), *La société biographique : une injonction à vivre dignement*, sans lieu, L'Harmattan, 2006.

LESCHI Didier, « Mai 68 et le mouvement lycéen », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 11, n° 1, 1988, p. 260-264.

LÉVESQUE Benoît, « La sociologie économique : genèse, actualité et évaluation », *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*, n° 33, 1er avril 2006 (en ligne : http://interventionseconomiques.revues.org/737, consulté le 20 février 2017).

LINDENBERG Daniel, « À gauche de la gauche », dans *Histoire des gauches en France, Volume 2, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, La Découverte, sans lieu, coll.

« Sciences humaines et sociales », n° 217, 2005, p. 119-134.

LINHART Virginie, *Le jour où mon père s'est tu*, Paris, Points, 2010.

LIPIETZ Alain, *Pour le tiers secteur: l'économie sociale et solidaire: pourquoi, comment*, Paris, Documentation française : Découverte, coll. « Cahiers libres », 2001.

LORTHIOIS Jacqueline, « Économie alternative », dans J.-L. Laville et A.D. Cattani (Dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, 2008, p. 190-200.

LORTHIOIS Jacqueline, *Le diagnostic local de ressources : aide à la décision*, ASDIC (Dir.), Mâcon, Dir. W, 1996.

LORTHIOIS Jacqueline, « Bâtir ensemble le chapiteau de l'économie alternative et solidaire ». Intervention introductive aux débats du congrès constitutif de REAS, *À Faire*, n° 15, 1993, p. 5.

LÖWY Michaël, *Rédemption et utopie - Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, Paris, Harmattan, 2009.

LÖWY Michael, « Qu'est-ce que l'écosocialisme ? », dans M. Löwy (Dir.), *Écologie et socialisme*, Paris, Syllepse, coll. « Collection Écologie & politique », 2005.

LÖWY Michael, « Le concept d'affinité élective chez Max Weber », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 127, 1er juillet 2004, p. 93-103.

LÖWY Michael, *La guerre des dieux: religion et politique en Amérique latine*, S.l., Editions du félin, 1998.

LULEK Michel, *Scions ... travaillait autrement?: Ambiance bois, l'aventure d'un collectif autogéré*, Valence, Repas, 2009.

MACAIRE René, *Pour une politique de l'avenir humain: essai sur la socialisation*, Paris, L'Harmattan, 1996.

MACAIRE René, *La Mutance: clef pour un avenir humain*, Paris, France, Dir. l'Harmattan, 1989.

MAHÉ Alain, *Histoire de la Grande Kabylie: XIXe-XXe siècles: anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Saint-Denis, Bouchène, coll. « Bibliothèque d'histoire du Maghreb », 2001.

MAILLOCHON Florence, « Pourquoi l'analyse des réseaux ? », dans S. Paugam (Dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 187-206.

MANDON Thierry et Alain VIDALIES, « Mettre des limites au travail précaire », *À Faire*, n° 3, 1990, p. 20-21.

MATHIEU Lilian, « Engagement associatif, militantisme politique : entre parcours individuels et évolutions structurales », *www.villagillet.net*, 4 novembre 2013 (en ligne :

http://www.villagillet.net/fileadmin/Contenus_site/Tickets/Evenement/TEXTES/ME13/MATHIEU_lesassociationsetlevitementdupolitique.pdf, consulté le 20 février 2017).

MATHIEU Lilian, *La démocratie protestataire: mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Nouveaux débats », 2011.

MATHIEU Lilian, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante », *Sociologie*, N°3, vol. 1, 21 octobre 2010, p. 303-318.

MATHIEU Lilian, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, no 27, n° 2, 2005, p. 147-161.

MATHIEU Lilian, *Comment lutter: sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, coll. « Collection La discorde », n° 20, 2004.

MATONTI Frédérique et Franck POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 155, n° 5, p. 4-11.

MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, A. Colin, coll. « Collection U Sociologie », 2010.

MAYER Sylvie et Jean-Pierre CALDIER (Dir.), *Le guide de l'économie équitable : commerce équitable Nord Sud, Nord Nord, coopératives, mutuelles, associations, économie sociale et solidaire, grande distribution, altermondialisation*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 2007, 1 vol. Couv. ill. en coul. 21 cm. En appendice, choix de documents. 2007 d'après la déclaration de dépôt légal.

MÉDA Dominique, *Le travail*, Paris, Presses universitaires de France, 2015.

MÉDA Dominique, *Qu'est-ce que la richesse?*, Paris, Flammarion, 2000.

MERCHIERS Jacques, « Y a-t-il des dispositions morales ? », *L'Année sociologique*, vol. 54, n° 2, 1er août 2007, p. 455-481.

MICHAUX Henri, *Poteaux d'angle*, Paris, Gallimard, 2006.

MIGNOT André et Michel de SAINT PIERRE, *Le Ver est dans le fruit*, Association Credo (Dir.), Paris, France, la Table ronde, 1978.

MURET Jean-Pierre (Dir.), *Économie solidaire et collectivités locales. Un développement programmé*, Fédération des élus écologistes, sans lieu, coll. « Collection – Les Cahiers de la fédération », n° 8, 2001.

MUXEL Anne, « L'engagement politique dans la chaîne des générations », *Projet*, vol. 316, n° 3, 2010, p. 60.

MUXEL Anne, « Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement », *Empan*, vol. 50, n° 2, 2003, p. 62-67.

MUXEL Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2001.

NICOLAS-LE STRAT Pascal, « Faire politique latéralement : la fonction intermédiatrice du récit », *Revue Multitudes*, n° 45, 2011, p. 192-197.

NONJON Magali, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix*, n° 70, février 2005, p. 89-112.

OLLITRAULT Sylvie, *Militer pour la planète: Sociologie des écologistes*, sans lieu, Presses universitaires de Rennes, 2015. Google-Books-ID: QvgSCwAAQBAJ.

OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 105-130.

OLSON Mancur, *Logique de l'action collective*, M. Levi (trad.), Bruxelles; [Paris]; [Le Plessis-Pâté, Dir. de l'Université de Bruxelles ; Diff. Sodis ; Diff. ToThèmes, 2011.

OUTREQUIN Philippe, Anne POTIER et Patrice SAUVAGE, *Les Entreprises alternatives*, Paris, France, Syros, 1986.

PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire: événements et socialisation politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Sociétés en mouvement », 2014.

PAGIS Julie, « La politisation d'engagements religieux », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 1, 17 mars 2010, p. 61-89.

PARIGAUX Denis, *L'Eglise et la classe ouvrière: l'Action catholique et la CFDT : le sens d'un engagement politique*, Paris, France, Selio, 1987.

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, *Vivre, produire et travailler autrement : éléments de programme autogestionnaire*, sans lieu, Éditions SYROS, 1978.

PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol. 31, n° 1, 1990, p. 3-22.

PAUGAM Serge (Dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

PÉCHU Cécile, « « Laissez parler les objets ! ». De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », dans P. Favre, O. Fillieule et F. Jobard (Dir.), *L'atelier du politiste: théories, actions, représentations*, Paris, Découverte, coll. « Collection "Recherches." Série "Territoires du politique" », 2007, p. 59-78.

PÉCHU Cécile, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 73-103.

PÉCHU Cécile, Olivier FILLIEULE et Lilian MATHIEU, « Pourquoi un dictionnaire des

mouvements sociaux ? », dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 13-15.

PELLETIER Denis, « Introduction. Les “chrétiens de l’autre bord” », dans D. Pelletier et J.-L. Schlegel (Dir.), *À la gauche du christ: Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2012, p. 7-14.

PELLETIER Denis, *La crise catholique: religion, société, politique en France, 1965-1978*, Paris, Payot, 2002.

PELLETIER Denis, « Le militantisme chrétien à l’épreuve de l’idée missionnaire », dans P. Bréchon, B. Duriez et J. Ion (Dir.), *Religion et action dans l’espace public*, Paris, France, 2000, p. 29-43.

PELLETIER Denis et Jean-Louis SCHLEGEL (Dir.), *À la gauche du christ: Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

PERRET Bernard et Guy ROUSTANG, *L’Economie contre la société: affronter la crise de l’intégration sociale et culturelle*, Paris, Ed. du Seuil, 2001.

PEYRE Vincent et Françoise TÉTARD, *Des éducateurs dans la rue: histoire de la prévention spécialisée*, Paris, Découverte, coll. « Alternatives sociales », 2006.

PHILIPPE RICHÉ, « De L’ALDEA au REAS », *À Faire*, n° 13-14, 1992, p. 17.

PILLET Antoine, *Le marketing social et solidaire: comment les entreprises de l’économie sociale et solidaire peuvent mettre en oeuvre, sans perdre leur âme, des méthodes marketing originales*, Pantin, L’AMI, 2006.

PIRON Jonathan, « Pacifisme, non-violence et droit international : les partis verts et le recours à la force », *Green European Journal*, vol. 10, mars 2015 (en ligne : http://www.greeneuropeanjournal.eu/pacifisme-non-violence-et-droit-international-les-partis-verts-et-le-recours-a-la-force/, consulté le 21 février 2017).

PLANTET Joël, « ANEJI, les éducateurs souhaitent-ils son retour », *Lien social*, n° 449, sans date (en ligne : http://www.lien-social.com/ANEJI-les-educateurs-souhaitent-ils-son-retour, consulté le 21 février 2017).

PONTY Janine, « Les étrangers et le droit d’association au XXe siècle », *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, vol. 69, n° 1, 2003, p. 24-25.

POUJOL Geneviève, « Éducation populaire: une histoire française », *Hermès, La Revue*, n° 2, 2005, p. 126–130.

PRÉVOT Maryvonne et Christophe LECLERCQ, « La ZAC du Courghain à Grande-Synthe (59) : discours témoin ou espace témoin? », *Lieux Communs*, n° 13, 2010, p. 95-114.

PROUVOST Jacques, « Les courées à Roubaix », *Revue du Nord*, vol. 51, n° 201, 1969,

p. 307-316.

PUCHEU René, « Ceux qui on cru réussir », dans Esprit (Dir.), *Les Militants d'origine chrétienne*, Paris, France, Esprit, 1977, vol. 4-5, p. 11-27.

PUTNAM Robert D., « Bowling Alone : le déclin du capital social aux État-Unis », dans *Le capital social: performance, équité et réciprocité*, Paris, France, Éditions la Découverte : MAUSS, 2006, p. 35-50.

RAISON DU CLEUZIOU Yann, « De mai 1968 à Mai 68 dans l'Ordre dominicain Processus d'événementialisation et reconfiguration d'une institution », sans lieu, 2009.

RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait: le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, Paris, La Découverte, 2016.

RENÉ RÉMOND, « Conclusion », dans B. Waché (Dir.), *Militants catholiques de l'ouest: de l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 247-252.

RENOU Gildas, « Sociabilité(s) », dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, France, Sciences Po, les Presses, DL 2009, 2009, p. 502-510.

RÉSEAU DE L'ÉCONOMIE ALTERNATIVE ET SOLIDAIRE et MOUVEMENT DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES RÉCIPROQUES DE SAVOIRS (Dir.), *Rencontres travail social, changement social, économie solidaire, 9-10 octobre 1996, [Pantin]*, Paris, Dir. ETC « Témoignage chrétien », 1997.

RICHÉ Philippe et Patrice SAUVAGE, « ALDEA, in À Faire n°1, mai 1989, p. 11 », *À Faire*, n° 1, 1989, p. 11.

RICHOU Françoise, « La J.O.C. : Une pédagogie de l'engagement », dans M. Chauvière et B. Duriez (Dir.), *Faire des militants: stratégies de formation de la JOC au MPF ; suivi de Pour un bilan du GRMF*, Villeneuve-d'Ascq, France, Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux, 2006, p. 21-28.

RICHOU Françoise, *La Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C): genèse d'une jeunesse militante*, Paris, L'Harmattan, coll. « Collection Logiques sociales », 1997.

RICHOU Françoise, « Apprendre à combattre: l'engagement dans la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (1927-1987) », *Le Mouvement Social*, n° 168, p. 51-82.

ROBI MORDER, « Les comités d'action lycéens », *Les Cahiers du Germe*, n° 22-23-24, 2002 (en ligne : http://www.germe-inform.fr/?p=2158, consulté le 20 février 2017).

ROCARD Michel, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Paris, France, Dir. du Seuil, 1969.

ROCHEFORT-TURQUIN Agnès, *Front populaire, « socialistes parce que chrétiens »*, Paris,

Editions du Cerf, coll. « Sciences humaines et religions », 1986.

ROS Élodie, « Des militants de la décroissance. Les nouveaux militants de l'économie alternative, rupture de références et similitude d'engagement », *L'Information géographique*, vol. 76, n° 1, 3 mai 2012, p. 28-41.

ROUBAN Luc, « L'univers sociopolitique des fonctionnaires français », *Pouvoirs*, n° 2, 2006, p. 39–54.

ROUSSEAU André, « L'Action catholique ouvrière », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 44, n° 1, 1982, p. 70-71.

ROUSSEAUX Francis, « Parcours chorégraphique dans l'espace a-touristique de la baie de Tunis », *L'Espace géographique*, tome 34, n° 3, 2005, p. 267-276.

ROUSTANG Guy, « Quelle économie alternative », *Réseau espérance*, n° 13-14, novembre 1982, p. 35-38.

ROUX Adrien, *50 ans de démocratie locale: comment la participation citoyenne s'est laissée endormir, pourquoi elle doit reprendre le combat*, Gap, Yves Michel : Adels, coll. « Société civile », 2011.

RULLIÈRE Sonia, « Géographies militantes d'Attac », *Hérodote*, n° 113, 1er septembre 2005, p. 152-173.

RUTY Erwan, « Femmes : 30 ans de luttes oubliées dans les quartiers (épisode 1) », *Journal officiel des Banlieues*, 12 août 2014 (en ligne : /journal-officiel-des-banlieues/memoire/femmes-30-ans-de-luttes-oubliees-dans-les-quartiers-episode-1, http://www.presseetcite.info/journal-officiel-des-banlieues/memoire/femmes-30-ans-de-luttes-oubliees-dans-les-quartiers-episode-1, consulté le 21 février 2017).

SALMON Christian, *Storytelling: la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits: postface inédite de l'auteur*, Paris, La Découverte, coll. « La Découverte poche Essais », n° 293, 2008.

SAUVAGEOT Jacques (Dir.), *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXIe siècle? [actes du colloque, Centre International de Cerisy, 15 et 16 mai 2011]*, Rennes, Presses Univ. de Rennes, coll. « Collection "Essais" », 2013.

SAUVAGEOT Jacques, « Présentation », dans J. Sauvageot (Dir.), *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXIe siècle? [actes du colloque, Centre International de Cerisy, 15 et 16 mai 2011]*, Rennes, Presses Univ. de Rennes, coll. « Collection "Essais" », 2013, p. 9-16.

SAWICKI Frédéric, « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », dans J. Lagroye (Dir.), *La politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2003, p. 123-146.

SAWICKI Frédéric et Johanna SIMÉANT, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol. 51, n° 1, janvier 2009, p. 97-125.

SAWICKI Frédéric et Johanna SIMÉANT, « La sociologie de l'engagement militant : un champ de recherches à décloisonner », Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, de Lille, IFRESI-CERAPS-CLERSE, 2006.

SCARAFIOTTI Simone, « Ils en ont parlé... », *Solidarité Emploi Bulletin n°1*, avril 1986, p. 8.

SECRÉTARIAT D'ETAT À L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE, *Dynamiques solidaires: 301 projets d'économie solidaire*, Paris, Ministère de l'emploi et de la solidarité, 2000.

SIMÉANT Johanna, « Un humanitaire "apolitique" ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », dans J. Lagroye (Dir.), *La politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2003, p. 163-196.

SIMÉANT Johanna, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 47-72.

SIMÉANT Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences po, 1998.

SIMÉANT Johanna, « Socialisation catholique et biens de salut dans quatre ONG humanitaires françaises », *Le Mouvement Social*, n° 227, p. 101-122.

SINGER Paul, « Économie Solidaire (1) », dans J.-L. Laville et A.D. Cattani (Dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, 2008, p. 292-293.

SINTOMER Yves, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques*, n° 50, 27 juin 2013, p. 13-34.

SINTOMER Yves, « Délibération et participation : affinité élective ou concepts en tension ? », *Participations*, n° 1, 10 octobre 2011, p. 239-276.

SIRINELLI Jean-François, « Des « copains » aux « camarades » ? », *Revue historique*, n° 626, p. 327-343.

SOHNN Anne-Marie, « La jeunesse, un mouvement social ? (1955-1975) », dans M. Pigenet et D. Tartakowsky (Dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France: de 1814 à nos jours*, Paris, Découverte, 2012, p. 555-562.

SOULAGE Vincent, « L'engagement politique des chrétiens de gauche, entre Parti socialiste, deuxième gauche et gauchisme », dans *À la gauche du christ: Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2012, p. 425-456.

SPURK Jan, « La gouvernance ou le règne de la raison instrumentale », *L'Homme et la société*, n° 199, 7 octobre 2016, p. 21-46.

TÉTARD Françoise, « L'ADELS dans les années soixante : une animation nationale de l'autogestion locale », dans F. Georgi (Dir.), *Autogestion, la dernière utopie: [colloque, 14-15 juin 2001, Paris]*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIXe et XXe siècles », n° 60, 2003, p. 287-308.

TILLY Charles, *La France conteste: de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1986.

TISSOT Sylvie, « Reconversions dans la politique de la ville : l'engagement pour les « quartiers » », *Politix*, n° 70, février 2005, p. 71-88.

TISSOT Sylvie, « Introduction. Les reconversions militantes », dans S. Tissot, M.-H. Lechien et C. Gaubert (Dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, PULIM, coll. « Sociologie et sciences sociales », 2005, p. 9-20.

TRAN Émilie, « Les élites », *Sciences humaines*, n° 156, 1er janvier 2010, p. 26.

TRANCART Danièle, « Les inégalités régionales en matière d'éducation : capital social et performances institutionnelles », dans A. Bévort et M. Lallement (Dir.), *Le capital social: performance, équité et réciprocité*, Paris, Découverte, coll. « Collection "Recherches". Série Bibliothèque du M.A.U.S.S », 2006.

VILBROD Alain, *Devenir éducateur: une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, coll. « Collection "Logiques sociales" », 1995.

VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, *Le pouvoir gris: sociologie des groupes de pression de retraités*, 1re éd, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », 2003.

VOITURIEZ Agnès, « La mobilisation de bénévoles dans le cadre du REAS », *À Faire*, n° 21-22, 1995, p. 40-41.

WACHÉ Brigitte (Dir.), *Militants catholiques de l'ouest: de l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

WACQUANT Loïc, « L'habitus comme objet et méthode d'investigation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 184, 25 août 2010, p. 108-121.

WACQUANT Loïc J. d, « Corps et âme [Notes ethnographiques d'un apprenti-boxeur] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 80, n° 1, 1989, p. 33-67.

WEBER Max, *L' éthique protestante et l'esprit du capitalisme: suivi de Les sectes protestantes et l'esprit du capitalisme*, Paris, Pocket, coll. « Agora », n° 6, 1998.

WERQUIN Jean, *Thérèse Cornille et « Claire amitié »*, Paris, Editions du Cerf, coll. « Epiphanie », 1992.

WILLAIME Jean-Paul, *Sociologie du protestantisme*, 1re éd, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je », n° 3725, 2005.

WINOCK Michel, « Le refus du cléricalisme », dans J. Julliard (Dir.), *Pour une histoire de la deuxième gauche: hommage à Jacques Julliard: Bibliothèque nationale de France, 7 mars 2007*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2008.

YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant », *Politix*, n° 70, p. 137-167.

YSMAL Colette, « Transformations du militantisme et déclin des partis », dans P. Perrineau et M. Abélès (Dir.), *L'Engagement politique: déclin ou mutation?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

Annexes

Liste des entretiens

Numéro entretien	Date Entretien	Nom	Prénom	Année de naissance	Âge en 1992	Fonction au REAS	Structure ESS
0	décédé en 2003	Célestin	Georges	1915	77	Membre fondateur	PIVOD, Amis de À Faire
1	14/06/11	Riché	Philippe	1928	64	Membre fondateur de l'ALDEA et du REAS	Solidarité emploi, ALDEA, réseau espérance, NEF
2	01/02/12	Pillet	Antoine	1928	64	Membre du conseil de surveillance du REAS	PIVOD, Amis de À Faire, les pôles d'économie solidaire
3	01/06/12	Lecomte	Bernard	1928	64	Membre	Les Amis de À Faire
4	29/02/12	Hafidi-Vitany	Jacqueline	1928	64	membre du conseil de surveillance du REAS	chantiers de la création
5	02/02/12	Bouju	Claude	1929	63	Membre	Point-tiers, PIVOD
6	06/06/12	Abiven	Roger	1931	61	Membre	Correspondant local du REAS en Bretagne
7	31/05/12	Duchateau	Claude	1936	56	Membre	REAS, solidarité emploi, CIGALE
8	24/08/15	Garrigues	Bernard	1937	55	Correspondant local	REAS 48, NEF, Terre de liens, MB2
9	26/08/15	Foret	Christiane	1939	53	Membre	REAS, Mb2, culture et liberté, ALDEA
10	06/06/11	Carliez	Dominique	1941	51	Membre	Garrigue, CIGALE, service d
11	03/02/12	Ginisty	Bernard	1941	51	Vice-président du REAS	REAS, maison des chômeurs
12	16/04/12	Dreuille	Annie	1941	51	Membre	Maison des chômeurs de Toulouse
0	décédé	Tartier	Daniel	1943	49	Membre fondateur du REAS	Solidarité Emploi, REAS
0	décédé en 2009	Poliautre	Daniel	1944	48	membre du conseil de surveillance du REAS	EDA (Environnement nvironnement et Développement Alternatif), MRES (Maison régionale de l'environnement et des solidarité)
13	16/06/12	Gomez	Rosita	1945	47	Membre du conseil de surveillance du REAS	membre du conseil de surveillance du REAS
14	11/05/12	Granstedt	Ingmar	1946	46	Chargé d'étude ALDEA, chargé de mission Solidarité Emploi	Solidarité emploi, ALDEA
15	22/07/15	Berger	Annie	1946	46	Membre ALDEA, membre REAS	ALDEA, REAS,ADSP, ARDES
16	09/05/12	Mata	Jean	1946	46	Membre de l'ALDEA, fondateur du REAS	ALDEA, REAS, les nouveaux Robinsons, la NEF,
17	24/05/12	Granger	Benoit	1947	45	Membre	REAS, France Active
18	05/07/15	Taconnet	François	1948	44	Membre	ALDEA, REAS, Garrigues, Réseau Espérance
19	27/06/15	Dif	Gilbert	1948	44	Membre	REAS, Mb2,
20	20/10/09	Gautier	Jean-Paul	1948	44	Membre fondateur du REAS	ALDEA, REAS, Autonomie et solidarité, CIGALE
21	02/06/11	Archimbaud	Aline	1948	44	Présidente du REAS	Solidarité Emploi, REAS
22	15/06/09	Lorthiois	Jacqueline	1948	44	Co-présidente du directoire du REAS	ALDEA, REAS,
24	30/01/12	Hincelin	Daniel	1948	44	Membre du conseil de surveillance du REAS, correspondant local	Cre Entreprendre, Solidarité Emploi, France Initiative; cigale, audace, sol, terre de liens; NEF; caisse solidaire du nord
25	11/06/12	Tytgatt	Christian	1948	44	Membre fondateur du REAS	ALDEA, REAS, Autonomie et Solidarité
26	11/05/12	Scaraffiotti	Simone	1948	44	Membre fondatrice	Solidarité Emploi, REAS, revue A Faire
27	12/06/12	Bouchard	Christiane	1948	44	membre du conseil de surveillance du REAS	REAS, CIGALE, RTES
28	03/12/13	Dughera	Jacques	1948	44	membre du conseil de surveillance du REAS	REAS, CIGALE, ALDEA
29	18/11/09	Sauvage	Patrice	1948	44	Fondateur et président de l'ALDEA, fondateur REAS	ALDEA, REAS
30	30/05/12	Ferrenq	Patrick	1949	43	Membre et de Solidarité Emploi	Ouvrons le Débat, Solidarité Emploi
31	21/06/15	Lancry	Jean-Pierre	1950	42	membre	Solidarité Emploi Lyon
32	05/11/09	Gomel	Bernard	1952	40	Membre fondateur du REAS, Solidarité Emploi	Solidarité Emploi, REAS
33	09/06/11	Archimbaud	Jacques	1952	40	Fondateur du REAS, directeur du REAS	REAS, Solidarité Emploi, Aldea
34	17/02/12	Meunier	Jeanne	1952	40	Dernière présidente du REAS	APEAS, PILES, CERFICSE, UNADEL, Airelles
35	29/06/09	François	Bernard	1953	39	Proche du REAS	ADSP, CEMEA, crèche parentale
36	28/02/12	Nicol	Olivier	1954	38	Membre fondateur du REAS,	ALDEA, REAS, CIGALE, A Faire
37	16/04/12	Frommelt	Etienne	1955	37	Membre fondateur	AMESUD, REPAS, solidarité emploi, ALDEA
38	22/04/12	Chrétien	Didier	1956	36	Membre	Culture et Liberté, MDS, STAJ, Oxalis, Foyer ruraux, ADELS
39	01/06/12	Pineau	Jean-Marc	1958	34	Membre	Solidarité Emploi Clermont-Ferrand, CIGALE, Chôme'actif, MNCP, café Ivre, Biau jardin
40	08/06/12	Ascencio	Serge	1958	34	Membre	REAS, Solidarité Emploi, comité Vélo, alphabétisation dans une association turque économie d'énergie
41	06/10/12	Ifri	Malik	1960	32	Génération banlieue	FAJQ, Les Craignos, APES
0	décédé	Delgrange	Bouziane	1961	31	Génération banlieue	FAJQ, Les Craignos, APES
42	26/03/12	Azoug	Nadia	1964	28	Membre fondateur du REAS, Génération Banlieue	Génération Banlieue, SOS ça bouge, Y a d'la Banlieue dans l'air
43	07/09/15	Cartieaux	Claire	1964	28	Membre et salarié	REAS 35
44	11/12/13	Leblanc	Henri	1965	27	Fondateur REAS, Chargé de génération banlieue,	ALDEA, REAS
45	20/07/15	Amokrane	Salah	1965	27	Génération banlieue	les motivés, la maison des chômeurs de Toulouse, Les Motivés, le Tactikollectif
46	08/10/15	Mullard	Pascal	1965	27	Membre	Mb2, Espace et développement
47	22/10/09	Antoine	Emmanuel	1966	26	Fondateur et salarié	ALDEA, REAS, quatre mats développement, neuronnexion
48	11/10/13	Raoult	Véronique	1966	26	Membre et salarié	REAS, ALDEA
49	24/04/11	Lavilunière	Eric	1967	25	Fondateur REAS	REAS, association des correspondants locaux
50	06/06/15	Magnen	Jean-Philippe	1967	25	Membre	correspondant local du REAS
51	17/12/13	tchetcheapea	Didier	1967	25	Génération banlieue	Génération Banlieue, Comité Thomas Claudio, Association AGORA, MIB
52	08/09/15	Dacheux	Eric	1967	25	Membre	MB2, ACL, REAS 35, RIUESS
53	05/09/15	Jambut	Marie-Thérèse	1968	24	Membre et salarié	Pôle ESS de Châteauroux, MRJC
54	23/08/15	Manoury	Lucile	1969	23	Membre	membre du REAS, collège coopératif, MB2, sociétaire du REAS
55	29/02/12	Chemouri	Touria	1970	22	Membre	génération banlieue, FAJQ Lille, mutualité française
56	19/02/12	Vuidel	Patrice	1971	21	Membre et salarié	objectif emploi, MJS, CFDT, CMR, CCFD
57	12/09/15	Kanarek	Sébastien	1975	17	Membre	AGIR Lorraine, Association des correspondants locaux, MB2

Grille d'entretien

I] Données sociologiques générales

- Quelle est la profession de vos parents et de vos grands-parents?
- Vos parents ou d'autres membres de votre familles ont-ils milité dans des associations?
  - Des partis politiques?
  - Des syndicats?
- Vos parents ont-ils un engagement politique?
- Quelle est la confession de vos parents? De vous-même?
- Avez-vous eu une éducation religieuse?
- Quelle est votre date de naissance?
- Quelle est votre situation professionnelle actuelle?
- Pouvez-vous décrire votre Parcours scolaire?
- Pouvez-vous résumer votre Parcours professionnel?

II] L'économie solidaire

- Comment avez-vous connu l'économie solidaire? A quelle date?
- Quelle est votre définition de l'économie solidaire?
- Qu'est-ce qui vous a motivé à participer au mouvement de l'économie solidaire?
- Quels réseaux d'économie solidaire connaissez-vous?
- Comment avez-vous pris contact avec les réseaux REAS, ALDEA ou Solidarité Emploi?
- Quel a été votre rôle au sein de ces réseaux?
- Comment y avez-vous participé?
- Qu'est-ce que ces réseaux vous ont apporté?
  - À titre personnel?
  - Dans le cadre de votre pratique militante?
- Quel est votre engagement dans l'économie solidaire en dehors de ces réseaux?
- Pouvez-vous me décrire la manière dont vous vous êtes engagé dans l'économie solidaire?
- Cet engagement est-il toujours d'actualité?
- Quelles sont les pratiques que vous avez mis en œuvre au sein de la ou les initiatives solidaires auxquelles vous avez participé?
- Avez-vous été une personne « moteur » dans les initiatives auxquelles vous avez participé?
- Quels réseaux militants, confessionnels, amicaux, locaux, politiques... que avez-vous mobilisé pour mettre en œuvre ou développer vos activités dans l'économie solidaire?
- Que retenez-vous de votre expérience dans le mouvement de l'économie solidaire?

III] Parcours militant

- Avez vous d'autres pratiques collectives en dehors de l'économie solidaire?
  - Pouvez-vous les décrire brièvement?
- Avez-vous été engagé politiquement?
  - Dans un parti politique? Lequel ou lesquels
  - Dans un syndicat? Lequel ou lesquels
- Aujourd'hui, êtes-vous engagé dans des associations?
  - Lesquelles?

    - Quel est votre rôle?
- Aujourd'hui, êtes-vous engagé dans des actions collectives?
    - Lesquelles?
    - Quel est votre rôle?
- Avez-vous participé à des mouvements de jeunesse? (type JOC, JEC, MRJC, JCF, MJS...)?
    - Si oui, pensez-vous qu'ils ont influencé votre parcours militant?
- Êtes-vous impliqué dans des actions ou des collectifs à proximité de chez vous?
- L'ancrage local des engagements militants est-il important pour vous? Si oui, pourquoi?
- Ces engagements antérieurs ou actuels ont-ils, selon vous, un lien avec votre militantisme au sein de l'économie solidaire?
- A titre personnel, à quoi attribuez-vous votre motivation à l'engagement au sein de l'économie solidaire?
- De nombreux militants des premiers réseaux de l'économie solidaire (REAS, ALDEA, Solidarité Emploi) ont des liens avec les « chrétiens de gauche ».
    - Êtes-vous d'accord avec cette affirmation?
    - Vous-même, vous sentez vous proche de cette catégorie de militants ?
- De nombreux militants des premiers réseaux de l'économie solidaire (REAS, ALDEA, Solidarité Emploi) ont des liens avec la nébuleuse de la « deuxième gauche » (PSU...).
    - Êtes-vous d'accord avec cette affirmation?
    - Vous-même, vous sentez vous proche de cette nébuleuse?
- Comment définiriez-vous votre militantisme?
    - Quelles sont les valeurs importantes pour vous?
    - Quelles sont les pratiques que vous avez mise en avant dans votre parcours?
- Que souhaitez vous dire de votre engagement qui vous tient à cœur?

Observation, remarques libres :

Liste des sigles

Sigle	Association
AC !	Agir ensemble contre le chômage
ACJF	Association catholique de la jeunesse française
ACL	Association des correspondants locaux
ACO	Action catholique ouvrière
ADELS	Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale
ALDEA	Agence de liaison pour le développement de l'économie alternative
ANEJI	Association nationale des éducateurs de jeunes handicapés
ANGI	Association de la nouvelle génération immigrée
APES	Acteurs pour une économie solidaire Nord-Pas-De-Calais
ATTAC	Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
CCFD	Comité catholique contre la faim et pour le développement
CCSC	Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs
CEDETIM	Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale
CEDIAS	Centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociale
CEMEA	Centres d'entrainement aux méthodes d'education active
Cimade	Comité inter-mouvements auprès des évacués
CINAM	Compagnie d'études industrielles et d'aménagement du territoire
CML	Comité des mal-logés
CMR	Chrétien en milieu rural
DAL	Droit Au Logement
FAJQ	Fédération des associations des jeunes des quartiers de Lille
FFACE	Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants
LDH	Ligue des droits de l'homme
MAN	Mouvement pour une alternative non-violente
MHGA	Mouvement de l'habitat groupé autogéré
MJC	Maison des jeunes et de la culture
MNCP	Mouvement national des chômeurs et des précaires
MRAP	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
MRJC	Mouvement rural de jeunesse chrétienne
RESF	Réseau éducation sans frontières
SNC	Solidarité nouvelle face au chômage
SNL	Solidarité nouvelle face au logement
	Économie solidaire
ADEL	Agence pour le développement de l'économie locale
ADSP	Agence pour le développement des services de proximité
APEAS	Agence provençale de l'économie alternative et solidaire
ARDES	Association régionale pour le développement de l'économie solidaire en Normandie
CESIF	Collectif pour l'économie solidaire en Île-de-France
CIGALEs	Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire
CRIDA	Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie
DLC	Développement local communautaire
EAS	Économie alternative et solidaire
ES	Économie solidaire
ESS	Économie sociale et solidaire
EVE	Entreprendre et vivre ensemble
FADLC	Formateur d'agent de développement local communautaire
GIEPP	Groupement pour l'initiative et l'élaboration de projets professionnels
IRES	Inter-réseaux de l'économie solidaire
LEA	Liberté d'entreprendre autrement
MAAFORM	Maison des associations, des alternatives et de la formation
MB2	Collectif issu de l'Association des correspondants locaux (ACL)
MDS	Mouvement pour un développement solidaire
MES	Mouvement de l'économie solidaire
PILES	Pôle d'initiatives locales d'économie solidaire
PIVOD	Prospective, Innovation, Valorisation, Opportunité, Disponibilité
PLESS	Pôle local d'économie solidaire
REAS	Réseau pour une économie alternative et solidaire
REEAS	Réseau européen pour une économie alternative et solidaire
REPAS	Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires
RERS	Réseaux d'échanges réciproques de savoirs
RTES	Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire
SEL	Système d'échange local
TOES	The Other Economic Summit

Sigle	Organisation politique et syndicale
AJS-OCI	Alliance des jeunes pour le socialisme - Organisation communiste internationaliste
AREV	Alternative rouge et verte
CAL	Comité d'action lycéen
CECOP	Confédération européenne des coopératives de production et de travail associé
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGT	Confédération générale du travail
CNSTP	Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans
CSCV	Confédération syndicale du cadre de vie
EELV	Europe Écologie – Les Verts
FGA	Fédération pour une gauche alternative
FGDS	Fédération de la gauche démocrate et socialiste
FLN	Front de libération nationale
FNSP	Fédération nationale des syndicats paysans
GAM	Groupe d'action municipale
GOP	Gauche ouvrière et paysanne
GP	Gauche prolétarienne
JAC	Jeunesse agricole catholique
JCF	Jeunesse communiste française
JEC	Jeunesse étudiante chrétienne
JOC	Jeunesse ouvrière chrétienne
LCR	Ligue communiste révolutionnaire
LO	Lutte ouvrière
MARC	Mouvement d'action et de recherche critique
MJS	Mouvement des jeunes socialistes
MLP	Mouvement de libération du peuple
MRP	Mouvement républicain populaire
OCT	Organisation communiste des travailleurs
ORA	Organisation révolutionnaire anarchiste
PCF	Parti communiste français
PCMLF	Parti communiste marxiste-léniniste de France
PCR	Parti communiste révolutionnaire
PCR(ml)	Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste
PRG	Parti radical de gauche
PS	Parti socialiste
PSA	Parti socialiste autonome
PSU	Parti socialiste unifié
RPR	Rassemblement pour la République
SUD	Union syndicale Solidaires
UDF	Union pour la démocratie française
UJC-ML	Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes
	Autre sigle
BAFA	Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers
COB	Commission des opérations de bourse
CPE	Contrat première embauche
CSTS	Comité supérieur du travail social
DBMOF	Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français
DEFA	Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation
ENA	Ecole nationale d'admistration
FASILD	Fond d'action sociale pour les immigrés
FCPR	Fond commun de placement à risque
GMRF	Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux
HLM	Habitation à loyer modéré
IEP	Institut d'études politiques
ONG	Organisation non gouvernementale
SCIC	Société coopérative d'intérêt collectif
SCOP	Société coopérative de production
UES	Union d'économie sociale
ZAD	Zone à défendre

Liste des partis politiques auxquels les militants du REAS ont adhéré

Nom du parti	**Date création/ date dissolution**	**filiation**	**Place sur l'échiquier politique**
PS (Parti Socialiste)	1905 -	SFIO	Socialistes
PCF (Parti Communiste Français)	1920 -	SFIO	Communistes
Lutte Ouvrière	1939 -	Groupe Barta	Trotskistes
MRP (Mouvement républicain populaire)	1944 - 1967	J.O.C.	Démocrates chrétiens - centristes
CAD (centre d'action démocrate)	1958 – 1959	Mendésiste	Radicaux de gauche
PSU (Parti Socialiste Unifiés	1960-1989	PSA / CFDT	Autogestionnaires
PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France)	1967 – 1985	MCF	Maoïstes
MARC (Mouvement d'action et de recherche critique)	1968 – 1976	CFDT/PSU	Autogestionnaires
PCR (Parti communiste révolutionnaire)	1974 – 1983	PCMLF	Maoïstes
Les Verts / EELV (Europe Ecologie – Les Verts)	1984 -	PSU	Ecologistes
AREV (L'Alternative rouge et verte)	1989 – 1998	PSU	Ecologistes autogestionnaires
Les Alternatifs	1998 -	AREV	Ecologistes
Front de Gauche	2009 -	PCF/Parti de Gauche	Gauche antilibérale

Association des membres associés	objet	origine	source
Culture et liberté	éducation populaire	Culture et Liberté s'est constitué en 1970 à l'initiative du CCO (Centre de Culture Ouvrière) et du MLO (Mouvement de Libération Ouvrière). C'est pourquoi, aujourd'hui, le mouvement se situe au carrefour des actions des mouvements ouvriers, du monde syndical et des mouvements d'Education Populaire.	http://www.culture-et-liberte.asso.fr/
Fédération des Cigales	financement solidaire	Créer au sein ALDEA. Club d'investissement solidaire qui fonctionne sur des collectifs locaux et qui finance des projets de proximité dans le champ de l'économie solidaire.	http://cigales.asso.fr/
MRJC	mouvement d'éducation populaire	Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne suite de la JAC (jeunesse agricole chrétienne). Association de jeunes mobiliser sur les questions sociales touchant la jeunesse (emploi, logement…) et sur des questions liées à la ruralité et l'agriculture.	http://www.mrjc.org/
ADIE	organisme de microcrédit	l'Adie voit le jour en 1989 grâce à Maria Nowak, économist et suite à sa rencontre avec le professeur Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006, fondateur de la Grameen Bank.	www.adie.org/
Confédération Paysanne	syndicat paysan	Fondé notamment par Bernard Lambert ancien de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne)	www.confederationpaysanne.fr/
Garrigue	financement solidaire	fondé par ALDEA et les cigales. capital risque des cigales. Permettre aux cigales de financer des projets à plus haute hauteur	www.garrigue.net/
Agora	Association de quartier	Ancien comité Thomas Claudio dans le quartier du Mas du Taureau à Vaux-en-Velin créé à la suite des émeutes en septembre 1990	
Pivod	appui au créateur d'entreprise	créé en 1986 regroupe des cadres retraités d'entreprise qui proposent leur soutien et leur appui à des porteurs de projets	pivod.voila.net/
Solidarités Nouvelles face au chômage	association de chômeurs	Créé en 1985 par Jean-baptiste de Foucault. AU départ membre du réseau associés. Membre du REAS mais pas fondateur.	snc.asso.fr/
Artisan du Monde	Association de commerce équitable	cofondé par emmaüs en 1974. C'est le premier acteur de commerce équitable en France	www.artisansdumonde.org/
Mouvement national des chômeurs et des Précaires	association chômeur	fondé en 1986 pour faire suite au syndicat de chômeur créé par Maurice Pagat en 1981	http://www.mncp.fr
Comité chrétien de Solidarité avec les chômeurs	association de chômeurs	Né en 1984 suite à l'appel du « syndicat des chômeurs » et à la publication du texte « pour de nouveaux modes de vie » de l'épiscopat français. Participe à la création de la première maison des chômeurs avec Maurice Pagat.	http://ccscfrance.com/
Comité de liaison des énergies renouvelables		Créé en 1984. Ce comité a pour objectif de promouvoir les énergies renouvelables et la maitrise de l'énergie.	http://www.cler.org/
Ange des Récollets	squat artistique dans l'ancien couvent des récollets	Squatt artistique qui a existé de 1992 à 2002. Premier squatt d'artiste officiellement attribué provisoirement à des artistes. Cependant, le grand projet de centre d'art alternatif n'est pas autorisé par l'État. Ce projet a été soutenu par Gilles Deleuze, Felix Guattari et Jean-Pierre Faye.	http://www.paris-historique.org/sitephp/liste.php
Centre des jeunes dirigeants	club d'entrepreneurs	Donne des définitions économiques et des conseils dans les pages de la revue du REAS *A Faire.* Crée en 1985 par des cadres et des dirigeants d'entreprise inscrit dans la promotion de *« projet citoyen et collectif »*	http://www.cjdes.org
Réseaux d'échanges et de savoirs	mouvement d'éducation populaire	Réseau qui fonctionne sur le partage de savoirs sur le principe que chacun a un savoir à partager, chacun est suceptible de recevoir un savoir. La première exépérience date de 1971.	http://www.rers-asso.org/
CFDT des chambres de commerce	syndicat	affilié à la CFDT. Ce syndicat s'adresse aux personnels des Chambres de Commerces et de l'Industrie	http://www.cfdt-cci.fr/
Fédération des Mutuelles de France	Mutuelle	Fédération de mutuelle. A noter que les Mutuelles de France sont toujours impliquées dans l'économie solidaire. Ainsi, elles participent au forum social mondial de 2003 à Saint-Denis.	http://www.mutuelles-de-france.fr/articles_detail/TWpF/historique/
Coorace	association d'action sociale	COORdination des associations d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi. Réseau d'association d'aide aux chômeurs et fédération nationale des associations intermédiaires qui mettent à disposition de particuliers pour des services de proximité des personnes en difficultés sociales	http://www.coorace.org
Alternatives Économiques	Journal	Crée en 1980 par Denis Clerc. Journal qui traite des questions économiques et sociales avec un point de vue « néo-keynesien » sur l'économie.	http://www.alternatives-economiques.-fr
Revue « Collectif »	Journal	revue fondée par des personnes de la CFDT qui a donné naissance au syndicat collectif. « la revue Collectif qui, pendant dix ans (1986-1996), unissait dans une réflexion commune des syndicalistes CGT, CFDT, FO, FEN puis FSU, SUD et Groupe des dix puis Solidaires, ainsi que des chercheurs et universitaires. » Son but es d'intervenir sur la question des mutations du synidcalisme.	https://syndicollectif.wordpress.com/2015/03/22/la-revue-collectif-une-histoire-syndicale-1987-1991/
AILF	Association d'éducation populaire	Association des informaticiens de langue française fondée en 1981. Elle a pour but de faire la promotion de la langue française dans le domaine de l'informatique.	http://ailf.chez.com
Association Nationale pour une Protection sociale alternative	collectif pour une sécurité sociale pour tous	Milite pour une sécurité sociale alternative pour tous depuis 1986	http://anpsa.org
CRIDA	laboratoire	laboratoire centre d'étude qui regroupe des chercheurs ayant participer à la revue Autogestion. Spécialisé dans l'économie solidaire.	http://www.crida-fr.org/
Journal « terminal »	Journal	Crée en 1980. « Terminal est une revue de réflexion critique sur les mutations de la société à partir de la question des nouvelles technologies de l'information et du développement d'Internet ».	http://terminal.revues.org/?lang=fr

Résumé bibliographique de Jacques Archimbaud

Résumé des trajectoires professionnelles et militantes - Jacques

Dates	Parcours scolaire et professionnel	Parcours politique et associatif
1962-1969	Lycée Lamartine à Mâcon.	1968-1969 Coordination nationale des Comités d'action lycéens (CAL).
1969-1970	Prépa au lycée du Parc à Lyon Viré du Lycée pour « tenue, comportement et assiduité incompatibles avec la présence en classe préparatoire ».	Premiers contacts avec les maoïstes.
1970-1973	Intègre, puis quitte l'IEP Paris dans lequel il ne se retrouve pas. Maîtrise de philosophie sur Georges Politzer[1] à Nanterre. Parallèlement, exerce plusieurs petits boulots alimentaires : librairie, hôtellerie, automobile.	Activiste « de Vive la révolution » et de « La Cause du peuple ».
1973-1979	Sous un nom d'emprunt, exerce différents boulots ouvriers dont monteur de grues au Havre (où Aline exerce comme professeur du secondaire).	Présent sur tous les conflits et points chauds de la période : accident de la mine à Liévin, antinucléaire, grèves ouvrières, mouvement des Sonacotra, marée noire, comités de chômeurs. Rejoint Front rouge qui sort de la clandestinité pour devenir le PCR-ML.[2]
1979	Service militaire dans les troupes de marine.	Participe au réseau des comités de soldats (Ancre rouge).
1981-1983	Fin de la période de l'établissement. Arrivée de la gauche au pouvoir Professeur de lycée professionnel en Seine-Saint-Denis.	Fin du PCR-ML. Création avec Aline de SOS Emploi 19° issu des premiers comités de chômeurs.
1984-1989	Professeur de lycée professionnel à Aubervilliers et responsable d'un centre municipal de formation pour des « publics en difficulté ».	Création de Solidarité Emploi. Création de la FGA.[3]
1989-1990	Professeur de lycée professionnel.	Rapprochement avec l'ALDEA dont il devient le dernier président. Multiplication des outils financiers alternatifs Premier contre-sommet des peuples les plus pauvres : TOES 89.
1990-1997	Professeur de lycée professionnel. Fonde et anime la maison des alternatives à Pantin.	Création du REAS qui essaime sur tout le territoire. Adhésion aux Verts en 1992.

[1] Philosophe marxiste français d'origine hongroise, fusillé en 1942 au Mont-Valérien.

[2] Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste.

[3] Fédération des gauches alternatives.

	Directeur général du REAS.	
1998-2002	Conseiller technique de Dominique Voynet au ministère de l'Écologie, puis auprès d'Yves Cochet.	Fin de son implication dans le REAS – après l'échec de sa tentative d'imposer un compagnon de gauchisme à la tête du réseau.
2002-2006	Intégration dans le corps des professeurs agrégés. Professeur de lycée en Seine-Saint-Denis, puis collaborateur parlementaire de Dominique Voynet.	Dans la minorité interne des Verts. Fonde le site gauches.net dont la vocation est « de définir des passerelles au sein de la gauche et entre la gauche et le mouvement social ».
2008-2010	Directeur de l'Observatoire régional des déchets d'Île-de-France (ORDIF).	Participe à l'instauration de la majorité « Duflot » dans Les Verts.
2008-2011	Directeur de cabinet de Dominique Voynet à la mairie de Montreuil.	Militant du parti Les Verts.
2011		EELV, dirigeant du Bureau exécutif des Verts.
2012-2013	Directeur-adjoint cabinet de Cécile Duflot, ministre du Logement et de l'Égalité des territoires.	Figure parmi les initiateurs de la Fondation pour l'écologie politique.
2013-2016	Vice-président de la Commission nationale du débat public.	Quitte la direction des Verts et le parti pour se rapprocher de l'Union des démocrates et des écologistes (UDE).

Résumé bibliographique d'Aline Archimbaud

Résumé des trajectoires professionnelles et militantes - Aline

Dates	Parcours scolaire et personnel	Parcours politique et associatif
1967-1968	Hypokhâgne au lycée Édouard Herriot de Lyon.	Premiers contacts avec les comités Vietnam. Participe à la distribution du journal.
1968	Khâgne au lycée Édouard Herriot de Lyon.	Première manifestation le 13 mai 1968. Fréquente les cours de Jeannette Colombel.
1969-	Intègre l'ENS Fontenay (à forte tradition gauchiste)	Fréquente plusieurs mouvements post-soixante-huitards. Intègre différents comités de base.[1]
1970-1975	À la sortie de l'ENS, nommée professeur de français au Havre.	Participe au parti maoïste Humanité rouge qui deviendra le PCR.
1975-1981	Nommée professeur de français en Seine-Saint-Denis.	Militante au PCR. Création de SOS Emploi 19 pour lutter contre la fermeture de la SOPAD[2] avec la PCR, puis Union dans les luttes.
1981-1983		Fin du PCR (ML) et participation à Union dans les luttes. Soutient la candidature d'Huguette Bouchardeau à l'élection présidentielle de 1981 avec le PCR.
1984-1992	Création d'un réseau en lien avec le lancement de Solidarité Emploi. Rencontre des alternatifs allemands.	Création de Solidarité Emploi et lancement de l'appel Création de la Fédération des gauches alternatives dont elle devient une des animatrices nationales. Soutien de la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988 avec la FGA.
1989-1992	Arrête le professorat pour devenir codéputée européenne.	Rapprochement avec l'ALDEA dont Jacques devient le président et création du REAS. Candidate sur la liste des Verts aux élections européennes comme personnalité d'ouverture.
1992-1994	Députée européenne en titre.	Création du REAS qui essaime sur tout le territoire dont elle devient la présidente du directoire. Adhésion aux Verts en 1992.
1994-1998	Professeur en Seine-Saint-Denis jusqu'à sa retraite en 2008.	Fin de son implication dans le REAS. Élue adjointe au maire de Pantin en 1995 à l'économie solidaire.
1999-2002		Trésorière nationale des Verts aux côtés de Dominique Voynet dans la minorité du parti. Deuxième de liste aux élections municipales de

[1] « Les comités d'action (CA) sont des groupements de base restreints de militants d'origines politique et syndicale diverses qui s'engagent dans une action commune en dépassant le stade des revendications traditionnelles par la tentative de mettre en place les conditions matérielles d'effectivité de la chose à réaliser sinon la chose elle-même sans médiation ». Source : http://grm.hypotheses.org/tag/groupe-de-recherches-materialistes.

[2] Source : http://www.des-gens.net/Non-a-la-fermeture-de-la-SOPAD.

		2001 à Pantin, élue deuxième adjointe au maire au développement économique. Candidate aux élections législatives de 2002 pour Les Verts.
2002-2011	Retraite de l'Éducation nationale en 2008.	Élue adjointe au maire de Pantin. Vice-présidente de la communauté d'agglomération Est-Ensemble en 2010.
2011-2014		Élue sénatrice de Seine-Saint-Denis en septembre 2011. Vice-présidente de la commission des affaires sociales et de la santé du Sénat. Démissionne de son mandat d'adjointe au maire et reste simple conseillère municipale de Pantin jusqu'en 2014.
2014-2015		Conseillère générale en remplacement de Claude Bartolone devenu président de l'Assemblée nationale. Suspend son adhésion à Europe Écologie – les Verts.
2015		Vice-présidente du mouvement Écologistes ! Secrétaire nationale aux affaires sociales et à la santé de l'Union des démocrates et des écologistes (UDE).

Résumé bibliographique de Claude Bouju

Résumé des trajectoires professionnelles et militantes – Claude Bouju

Dates	Parcours scolaire et professionnel	Parcours personnel et politique
1951	Diplôme d'éducateur de l'institut de psychopédagogie médico-social (IPPMS) de Montpellier[1]	
1952 - 1955	Éducateur au foyer de semi-liberté de Marcq-en-Barœul	1954 se marie. Il aura deux enfants.
1955 - 1959	Intègre le club de prévention aménagé dans un bistrot à Roubaix crée par Fernand Deligny[2]	Secrétaire du Syndicat du personnel et des cadres des centres de rééducation affilié à la CFTC.
1959 - 1962	Passe un CAP de Menuiserie. Entre comme éducateur – chef au centre d'observation « Sanderval » de Pierre Alloing[3]	
1962	Éducateur – chef à l'institut médico-pédagogique « La Moutte »	Secrétaire départemental puis en 1963, il devient secrétaire général de la commission nationale de coordination des syndicats départementaux public-privé de l'enfance inadaptée crée en 1962.
1963	Licencié suite à la suppression de son poste	Participe aux travaux d'élaboration de la convention collective de l'enfance inadaptée de 1966[4]
1963-1966	Quitte le domaine de l'enfance inadaptée et devient directeur des cinq MJC de la ville de Caen Obtient le diplôme d'État de conseiller d'éducation populaire (DECEP) puis le diplôme de directeur de MJC.	En 1965, il quitte la CFTC pour la CFDT
1966 - 1971	Prend la direction d'un IMP à Alençon et met en place le projet de construction de l'IME « Le Haut Éclair ». IL dirige aussi l'IMPro qu'il a mis en place et un SESSAD[5]	A partir de 1969, il devient secrétaire général puis vice-président de l'association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de l'Orne (ADSEA 61)
1971 - 1976	Crée et préside le Centre interdisciplinaire de recherche et d'étude à Alençon[6]	Préside l'association gestionnaire du foyer de semi-liberté « Jeunes Pommiers »

1 Crée en 1943 par le docteur Lafon, psychiatre, orienté vers la psychologie, la pédagogie, la médecine, la psychiatrie et le droit. Les CEMEA (Centres d'Entrainement aux Méthodes d'Education Active) y assurent les thématiques éducative. L'institut est en lien avec l'université de Montpellier. Source : http://www.fondation-itsrs.org/Avenir-de-la-formation-pour-le.html et http://www.atec-tours.com/servlet/com.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw?ID_FICHE=303&OBJET=0017&ID_FICHIER=2646.

2 Instituteur et précurseur de l'éducation spécialisée en France. Voir notamment : Vincent Peyre, Françoise Tétard, *Des éducateurs dans la rue* : *histoire* de la *prévention spécialisée*, Paris, La Découverte, 2006

3 Pierre Alloing est un des artisans de la création du diplôme d'État d'éducateur spécialisé. Source : Lettre du CNAHES, Supplément du n°44 - mars 2013.

4 Pour approfondir son rôle dans les négociations, voir notamment : le numéro 15 de l'institut de l'histoire social, IHS-CGT 44 - Mai 2015

5 Service d'éducation spécialisée et de soins à domicile.

6 Y sont proposées des stages et des conférences-débats à destination des travailleurs sociaux.

1976 - 1979	Quitte Alençon et redevient éducateur de prévention au centre Jacob à Paris et puis y devient thérapeute	
1979 - 1986	Succède au docteur Elisabeth Zucman à la direction de l'institut de formation et de perfectionnement d'éducateurs spécialisés (IFOPES) à Montrouge. Obtient en 1980 un Diplôme de psychologue clinicien obtenu à l'université Paris VII	
1986 - 1989	Prend la direction de l'institut de travail social et de recherche sociale (ITSRS) afin de mettre en place un institut régional de formation des travailleurs sociaux crée en 1987	
1989	Prend sa retraite	Adhère à l'association PIVOD[7]. Il s'y occupe de la formation. Il y rencontre Antoine Pillet qui l'oriente vers Jacques Archimbaud et son projet de REAS.
1992 - 1994		Milite au sein du REAS. Crée l'association Point Tiers et invente le concept d'intervenant volontaire.
1995 – 2001		Rencontre des problèmes de santé qui rendent difficile ses déplacements dans les locaux du REAS à la MAAFORM (93). Il s'investit alors dans un collectif de travailleurs sociaux situé à 50m de chez lui. Il y fait des supervisions, des groupes de travail...

7 « *Créée en 1986 par trois cadres supérieurs ou dirigeants d'entreprises à la retraite (Jean WERQUIN, Pierre BALU, Georges CELESTIN), avec l'objectif d'aider les créateurs de petite et micro-entreprise, domaine non couvert par les autres structures associatives existantes à l'époque* ». Source : http://www.pivod75.org/#!qui-sommes-nous/c1icb. L'association PIVOD est membre du REAS.

Résumé des caractéristiques sociologiques des 35-45 ans

Nom	Prénom	Date de naissance	âge en 1992	Fonction au REAS	Structure ESS	Parcours professionnel	Parcours scolaire	Origines familiales
Granger	Benoit	1947	45	Membre	REAS, France Active	Il a travaillé à la CFDT, puis a créer différents journaux sur l'entreprise. De1991 à 1997, appelé pour travailler à France Active. Par la suite, il publie deux livres, devient expert européen sur les entreprises et à 59 ans est recruté comme enseignant puis comme responsable du master entrepreuneriat à l'école de la CCI de Paris.	Diplômé de Science po Paris option droit et journalisme	Famille bourgeoise issue pour une partie de la noblesse auvergnate et pour l'autre de drapiers et de négociants de la Sarthe. Père directeur commercial d'une une grande entreprise spécialisée dans l'optique.
Archimbaud	Aline	1948	44	Présidente du REAS	Solidarité Emploi, REAS	Professeur de lettre dans un lycée général dans les quartiers populaires, d'abord au Havre puis en Seine-Saint-Denis à partir de 1975 et jusqu'à sa retraite en 2008.	Classe préparatoire à Lyon puis Normalienne	Son père est professeur, sa mère est directrice d'un lycée professionnel.
Bouchard	Christiane	1948	44	membre du conseil de surveillance du REAS	REAS, CIGALE, RTES	Assistante social puis travaille à la caisse d'allocation familiale du Nord	Formation d'assistante sociale	Parents instituteurs
Dif	Gilbert	1948	44	corresponda nt local	REAS, Mb2,	Pion , chauffeur-livreur, moniteur-éducateur, instituteur suppléant. Travail dans la formation autour des « stage Barre », formateur puis responsable d'une association de formation. Formateur à la photocomposition par ordinateur. Gère le secteur formation d'un centre social. Travail dans une scoop toujours dans le domaine social pendant 5 ans puis 3 ans dans l'éducation populaire. Travail dans le développement communautaire	Deug de sociologie en 1968. Préparation d'un DESS à l'IAE en gestion de personnel. Prépare un DECF (diplôme d'études comptables et financières)	père : employé dans le commerce (vendeur et représentant) Mère : secrétaire
Dughera	Jacques	1948	44	membre fondateur, administrate ur du REAS	REAS, CIGALE, ALDEA	Inspecteur du travail, Ancien secrétaire général du Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE) jusqu'en 2009, aujourd'hui chargé de mission économie solidaire à Lille Métropole, juriste à la CFDT puis Chargé du développement du Rtes	IEP paris, diplômé de l'ENA	Non renseigné
Gautier	Jean-Paul	1948	44	Membre fondateur du REAS	ALDEA, REAS, Autonomie et solidarité, CIGALE	Ingénieur chez CEGOS pendant 9 ans, puis, suite à un licenciement collectif, il fonde son entreprise d'ingénierie de la formation où il est toujours président du directoire.	ingénieur en art et manufacture, centralien	Père : employer de bureau, avant d'être mère au foyer, sa mère a été employée administrative.
Hincelin	Daniel	1948	44	membre du conseil de surveillance du REAS, corresponda nt local	Cre Entreprendre, Solidarité Emploi, France Initiative; cigale, audace, sol, terre de liens; NEF; caisse solidaire du nord	Travailleur social, puis lance projet insertion en lien avec mairie Besançon puis chargé de mission mairie de Besançon	formation à l'animation socio-culturelle.	parents agriculteurs en Seine et Marne
Lorthiois	Jacqueline	1948	44	Co-présidente du directoire du REAS	ALDEA, REAS,	Fonctionnaire au ministère de l'équipement, consultante spécialiste emploi avec Husson, puis consultante en développement local avec VAIRES puis chargé de mission à la DIES, a travailler auprès de Fabius quand premier ministre, travaille au cabinet du secrétariat d'état à l'économie solidaire. Aujourd'hui retour à la DIES	docteur en géographie urbaine, puis un DESS au CNAM puis science Po sous direction de Sainsaulieu	père ingénieur en mécanique des fluide, mère historienne, vient d'une grande famille bourgeoise
Sauvage	Patrice	1948	44	Fondateur de l'ALDEA	ALDEA, REAS, réseaux espérance	Intègre la direction de la prévision à sa sortie de l'ENA. Inspecteur des finances. Conseiller commercial à l'ambassade de France en Espagne. Mise en disponibilité pour créer l'ALDEA. Rapporteur général de la commission nationale d'évaluation du Revenu minimum d'insertion (RMI), de 1988 à 1991. Puis devient directeur de la mission régionale d'information sur l'exclusion de Rhône-Alpes. Depuis 2004, il est conseiller technique au secours catholique.	Étude d'économie à Amiens puis à Sciences Po Paris. Énarque	père ouvrier à EDF, mère au foyer
Scaraffiotti	Simone	1948	44	membre fondatrice	Solidarité Emploi, REAS, revue A Faire	Professeur de Lettres en lycée professionnel jusqu'à la retraire	Classe préparatoire à Lyon, étude de Lettres	Réfugiés Italien. Mère divorcée deux fois. Formation de secrétaire, puis femme de ménage...
Taconnet	François	1948	44	membre	ALDEA, REAS, Réseau Espérance	Gérant de son bureau d'étude sur le logement, Directeur ACEFTAA (logement des travailleurs migrants)	Ingénieur des Ponts et chaussées	Issu d'une famille bourgeoise du 16ème arrondissement de Paris
Tytgatt	Christian	1948	44	Membre fondateur du REAS	ALDEA, REAS, Autonomie et Solidarité	Formateur au CEMEA en « formation adaptation » sorte de VAE avant l'heure, puis suite à un licenciement économique, crée centre de formation destiné à accompagner des chômeur dans la création d'emploi. Salarié du GIEPP, sorte d'ALDEA régionale puis directeur général de la caisse solidaire du Nord jusqu'en 2003. Professeur associé à l'université de Valencienne jusqu'à sa retraite en 2008/	Après le bac, fait une école d'éducateur en alternance la première et la troisième année.	père employé dans le textile, mère au foyer
Viveret	Patrick	1948	44	membre REAS, inspirateur Jacques	REAS	Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, chargé de mission pour plusieurs ministère, philosophe, essayiste.	licence et capes de philosophie, doctorat à l'IEP de Paris.	un milieu ouvrier modeste et montagnard du côté de sa mère ; une famille de la petite bourgeoisie de la région parisienne du côté de son père
Ferrenq	Patrick	1949	43	Membre du REAS	Ouvrons le Débat, Solidarité Emploi	Éducateur spécialisé de 1972 à 2009 dans plusieurs associations ou organismes.	Bon élève au lycée.	père ouvrier membre du PCF et de la CGT. Milieu ouvrier modeste
Lancry	Jean-Pierre	1950	42	membre	Solidarité Emploi Lyon	Établi en usine au Havre pendant 7 ans. Formateur pour adultes venus des DOM-TOM à Lyon au sein de l'ANT (Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) puis responsable pédagogique. Directeur régional de l'ANT en Normandie. Chargé de mission ESS au conseil général de Seine-Maritime	Bac en 1968. Maîtrise de sociologie ethnologie. Auditeur libre d'Egard Morin au collège de France.	père tourneur fraiseur. Mère employé
Archimbaud	Jacques	1952	40	Président du directoire du REAS	REAS, Solidarité Emploi, Aldea	Professeur dans un lycée professionnel, Formateur à l'IMEPP, conseil technique au ministère de l' environnement, directeur de cabinet d'une grande ville, salarié du conseil régionale d'Ile-de-France	classe préparatoire à Lyon, passage à l'IEP Paris, Maitrise de philo à Nanterre, agrégé	mère postière, père manutentionnaire
Gomel	Bernard	1952	40	membre fondateur – dirigeant	Solidarité Emploi, REAS	Formateur en Afrique notamment dans le cadre du programme du PNUD (programme des nations unies pour le développement). Chercheur au Centre d'Etudes de l'Emploi depuis 1995. Travaille notamment de la politique de l'emploi.	Diplômé de l'Institut de Statistiques des Universités de Paris (ISUP) et docteur en statistiques,	
Meunier	Jeanne	1952	40	dernière présidente du REAS	APEAS, PILES, CERFICSE, UNADEL, Airelles	Psychologue, puis dirigeante APEAS, puis de nouveau psychologue à l'hôpital de la Timone	DEA à science Po	Mère styliste couturière et père restaurateur en Irlande puis père ouvrier, mère au foyer à leur venus en France.
François	Bernard	1953	39	proche	ADSP, CEMEA, crèche parentale	travailleur social, libraire, puis travaille dans les télés locales, permanent CEMEA, aujourd'hui consultant Alice concept dans l'audiovisuel	bac général	
Nicol	Olivier	1954	38	membre fondateur du REAS,	ALDEA, REAS, CIGALE, A Faire	Petits boulots dans les années 70. Puis, à 27 ans, travaille pour l' ETAT, la Stafaire puis le département avec les agriculteur sur l'aménagement foncier. Remembrement. la direction départementale des forêt du val d'oise puis de seine et marne.		père professeur et mère au foyer.
Frommelt	Etienne	1955	37	membre fondateur	AMESUD, REPAS, solidarité emploi, ALDEA	plombier puis travaille dans une CUMA et formateur au GRETA, puis crée AMESUD enfin, devient accueillant familial.	bac technique	Père : dessinateur industriel Mère au foyer
Chrétien	Didier	1956	36	membre	Culture et Liberté, MDS, STAJ, Oxalis, Foyer ruraux, ADELS	Éducateur puis enseignant puis charpentier et constructeur de bateau en bois puis formateur à Culture et Liberté. Aujourd'hui, consultant en développement local pour des communes ou des associations	étude de médecine, formation à la menuiserie	Père : menuisier, mère au foyer

Résumé des engagements des 35-45 ans

Nom	Prénom	Année de naissance	Âge en 1992	Fonction au REAS	Structure ESS	Engagement associatif ou collectif	Rapport chrétien	Formation chrétienne	Rapport Deuxième gauche	Parcours politique
Granger	Benoit	1947	45	Membre.	REAS, France Active.	Principalement au REAS et plus particulièrement dans Génération banlieue.	Famille catholique.	Lui-même au départ très proche JEC et action catholique.	Salarié deux ans de la CFDT. Proche de la Caisse des dépôts et de Claude Alphandéry.	Proche du PC puis du PS, mais pas d'engagement direct.
Archimbaud	Aline	1948	44	Présidente du REAS.	Solidarité Emploi, REAS, Cedetim, Gistu, Télérama, La Croix.	Fondatrice de Solidarité Emploi et du REAS. 1re adjointe au maire en charge de l'économie solidaire dès 1995.	Famille protestante.	A été à l'école du dimanche.	Famille de gauche politique protestante. Référence à Gramsci et aux alternatifs allemands rencontrés dans le château de Chantilly. FGA.	Humanité rouge, union dans les luttes, député européenne des Verts, trésorière des verts, sénatrice EELV.
Bouchard	Christiane	1948	44	Membre du conseil de surveillance du REAS.	REAS, CIGALEs, RTES.	Fondatrice des CIGALEs dans son entreprise, élue en chargé de l'économie solidaire à la mairie de Lille depuis 2001, présidente du RTES.	Parents militants amicale laïc	Militante JEC . Animatrice en centre d'été pour Emmaüs.	A monté section CFDT dans son institution.	Élue à Lille, membre d'EELV.
Dif	Gilbert	1948	44	Membre.	REAS, MB2.	Engagement auprès des personnes en fauteuil, membre de juriste solidarité (appui méthodologique et suivi de projet).	Mère catholique, se déclare agnostique. A rencontré Vie Nouvelle.	Éducation chrétienne jusqu'à la confirmation.	Intéressé par les GAM. A voté Rocard en 1981 quand il était candidat PSU.	Aucun engagement partisan. Se sent proche nébuleuse « deuxième gauche » mais pas d'adhésion. Refus de l'institution.
Dughera	Jacques	1948	44	Membre fondateur, administrateur du REAS.	REAS, CIGALEs, ALDEA.	Membre de l'ALDEA, dirigeant de la fédération des CIGALEs, professionnel du secteur.	Protestant. Ne se reconnaît plus du tout comme chrétien	Famille protestante.	MARC.	Proche EELV.
Gautier	Jean-Paul	1948	44	Membre fondateur du REAS.	ALDEA, REAS, Autonomie et solidarité, CIGALEs.	Il remplace un ami du Crédit mutuel à l'AG de l'ALDEA. Il en devient tout de suite un administrateur. Inventeur des CIGALEs, fondateur de Garrigue, d'Autonomie et Solidarité. Il est un des « idéologues » du mouvement.	Issu d'une famille catholique, se définit lui-même comme catholique modéré.		Membre du PSU.	Un engagement au PSU.
Hincelin	Daniel	1948	44	Membre du conseil de surveillance du REAS, correspondant local.	CRE-entreprendre, Solidarité Emploi, France Initiative, CIGALEs, Audace, Sol, Terre de liens, NEF, Caisse solidaire du Nord.	Créateur CRE-entreprendre, membre d'une CIGALE, a tenté création d'un SOL à Besançon.	Parents catholiques. Lors de l'entretien, ne connaît pas ce réseau chrétien, puis le reconnaît.			Aujourd'hui plus proche Front de Gauche.
Lorthiois	Jacqueline	1948	44	Co-présidente du directoire du REAS.	ALDEA, REAS.	Membre de l'ALDEA qu'elle rejoint suite à sa rencontre dans les cabinets ministériels avec Patrick. Fondatrice et membre très active du REAS jusqu'à la fin. Administratrice de l'ADELS.	Famille catholique. Pendant ses études, travaille dans un lycée catholique grâce au réseau de ses parents.		Proche PSU et tous les réseaux deuxième gauche.	Aujourd'hui à EELV.
Sauvage	Patrice	1948	44	Fondateur de l'aldea	Aldea, REAS	Animateur des réseaux espérance, initiateur de l'ALDEA, fondateur de Démocratie et Spiritualité. L'arche de Lanza del Vasto	Famille chrétienne. séjours à Taizé,	devenu diacre		proche PS et Verts
Scaraffiotti	Simone	1948	44	Membre fondatrice.	Solidarité Emploi, REAS, revue A Faire.	Fondatrice de Solidarité Emploi et du REAS, rédactrice de la revue A Faire.	Mère élevée chez les curés mais comme divorcée, plus eu le droit d'aller à l'Église. Famille paternelle « grenouille de bénitiers ».	A fait sa communion et le catéchisme.	PCR.	Membre du PCR, partie mao mais pas pro- chinois, aujourd'hui proche EELV.
Taconnet	François	1948	44	Membre.	ALDEA, REAS, Garrigue, Réseau Espérance.	ASETAL en 1989. Création d'Habitat solidaire avec le DAL et la fondation Abbé Pierre. Président du directoire de Garrigus avant Dominique Carliez. Au CA de Finanso.l	Se reconnaît une foi chrétienne en rupture avec toute institution.	Famille chrétienne.	Proche PSU sans y adhérer.	Aucune adhésion politique. Se sent de gauche.
Tytgatt	Christian	1948	44	Membre fondateur du REAS.	ALDEA, REAS, Autonomie et Solidarité.	Fondateur du GIEPP qui réunit chômeurs et cadres d'entreprise, fondateur des CIGALEs dans le Nord-Pas-de-Calais, fondateur d'Autonomie et solidarité et de la Caisse solidaire du Nord.	Famille chrétienne. Parents engagés dans le militantisme chrétien à la CFTC et la JOC.	père militant, jamais permanent, à la CFTC puis à la CFDT, président régionale de la CFDT, puis représentant à la caisse régionale d'assurance maladie. congrès d'Épinay un mandat au conseil municipal de Roubaix de 77 à 83 d'élu local PS, Mère à la JOC où elle a rencontré son mari. Élevé dans la religion	Engagement à la CFDT jusqu'en 2003, puis à la CGT sans y militer.	À lutte ouvrière puis au PSU révolutionnaire jusqu'en 1973. Carte chez les Verts depuis 1992 même s'il dit ne plus s'y retrouver.
Viveret	Patrick	1948	44	Membre REAS, inspirateur Jacques.	REAS.	Membre du MDS, créateur de la monnaie SOL, et du rapport Reconsidérez la richesse.	Famille chrétienne. Se définit lui-même comme chrétien et met en avant l'apport de la spiritualité dans son parcours de vie.	Membre dirigeant de la JEC.	PSU, MARC.	Pas d'engagement partisan aujourd'hui membre fondateur du collectif Roosevelt.
Ferrenq	Patrick	1949	43	Membre du REAS.	Ouvrons le débat, Solidarité Emploi.	Il a créé avec des militants syndicaux un espace de rencontres « Ouvrons le débat ». Participation à la création de Cigale, participe au lancement du Pôle d'économie solidaire.	Père membre du PC et de la CGT mais chrétien.	Va au catéchisme. Et reconnaît avoir été imprégné des valeurs de l'Évangile.	Voit au sein du groupe REAS en Indre beaucoup d'anciens du PSU. Le Pôle d'économe solidaire a été monté en lien avec des militants des MRJC. La chargée de mission du pôle est elle-même issue des MRJC. Membre de la CFDT en 72, puis à SUD en 2000	Membre du PC MLF puis du PC ML, un temps chez les Verts puis aujourd'hui au Front de Gauche proche de la FASE.
Lancry	Jean-Pierre	1950	42	Membre.	Solidarité Emploi Lyon.	Participe à deux revues intersyndicales *RESISTER* et *Collectif.* Création de Solidarité Emploi en région lyonnaise de 1985-1990. CIGALE, président Régie quartier Rouen. Agence de l'ESS de Normandie. AMAP, Accorderie, etc.	Père membre du MRP, mère catholique sociale Parents engagés au Secours catholique.	Formé à la JEC. Se définit comme catho de gauche avant 1968.	Militant CFDT et PSU.	Lycéen en 1968 à Paris. PSU de 69 à 71 puis rentre dans l'extrême gauche à Révolution Lligue, PSU…), puis fusion avec des gens de l'OC-GOP devenu l'OCT (dirigeant des luttes extérieures en usine). FGA puis comité Juquin, Union dans les luttes. Adhère aux Verts en 1987. Conseiller municipal de Rouen en 1995. Militant syndical à la CFDT puis à la CGT. Aujourd'hui membre du conseil fédéral d'EELV.
Archimbaud	Jacques	1952	40	Président du directoire du REAS.	REAS, Solidarité Emploi, ALDEA.	Fondateur de Solidarité Emploi, président de l'ALDEA, directeur du REAS.	Famille catholique. Mère militante d'origine chrétienne engagée notamment autour de la condition des femmes, proche planning familial.	Reconnaît la tradition catholique de sa famille comme constitutive (entre autres).	Mère militante féministe au PSA, PSU et au FGDS, militante contre la guerre d'Algérie.	Membre d'un comité d'action lycéen. Groupe mao de la gauche prolétarienne avec July en 1974, PCR, FGA, EELV. A été établi.
Gomel	Bernard	1952	40	Membre fondateur et dirigeant.	Solidarité Emploi, REAS.	Président de Solidarité Emploi, membre influent du REAS.	A été membre de la JEC.	Membre de la JEC.	CFDT, LIP.	Secours rouge à Lille, comité de lutte notamment pour le Chili, LIP et contre le programme electro-nucléaire français,
Meunier	Jeanne	1952	40	Dernière présidente du REAS.	APEAS, PILES, CERFICSE, UNADEL, Airelles.	Fondatrice APEAS, créatrice des PILES.	Famille catholique irlandaise, proche Petits Frères des pauvres.	Famille chrétienne.	Membre du CERFISE à Marseille, proche UNADEL.	Élue EELV, mouvement féministe, Film et jeunesse (proche PCF).
François	Bernard	1953	39	Proche.	ADSP, CEMEA, crèche parentale.	Administrateur de l'ADSP, aujourd'hui fondateur ACPES, représentant économie solidaire à la CRESS IDF et membre du MES	Famille catholique.	Membre de la JOC	Proche PSU.	Un temps militant Vert, proche EELV, a été établi.
Nicol	Olivier	1954	38	Membre fondateur du REA.	ALDEA, REAS, CIGALEs, A Faire.	Objecteur de conscience, rédacteur A faire, membre d'une CIGALE	Parents catholiques, lecteurs du *Nouvel Observateur.*	Membre de la JEC dans les années 1970.	PSU, MARC.	
Frommelt	Etienne	1955	37	Membre fondateur.	AMESUD, REPAS, Solidarité Emploi, ALDEA.	A créé AMESUD, puis très investi dans le réseau REPAS, quitte AMESUD et crée FAMIDAC (spécialisé dans l'accueil familia)l, actionnaire des éditions REPAS.	Parents chrétiens.	Éclaireur unioniste (proche UCJF) et proche JOC pas dans dimension confessionnelle mais pour l'état d'esprit.		Pas d'engagement politique.
Chrétien	Didier	1956	36	Membre.	Culture et Liberté, MDS, STAJ, Oxalis, Foyers ruraux, ADELS.	Fondateur du MDS, animateur ESS en Bretagne. Administrateur de Culture et Liberté, administrateur de l'ALDELS.	Parents qui se sont rencontrés au MRJC. Mère qui organisait des camps scout.	Famille de culture chrétienne.	Beaucoup d'amis anciens du PSU. Administrateur de l'ALDELS.	Membre actif d'EELV, au lycée engagement dans le mouvement non-violent, comité chilien.

Résumé des engagements de plus de 45 ans

Prénom	Année de naissance	Âge en 1992	Fonction au REAS	Structure ESS	Engagement associatif ou collectif	Rapport chrétien	Formation chrétienne	Rapport Deuxième gauche	Parcours politique
Georges	1915	77	Membre fondateur.	PIVOD, Amis de *A Faire.*	Réseau Économie et Humanisme, fondateur de Baticoop et de PIVOD.	Famille chrétienne. A pensé à devenir prêtre entre 1948 et 1950. Membre d'un groupe de réflexion biblique.	Débute une démarche pour devenir prêtre en 1948 avant d'y renoncer en 1950.		
Philippe	1928	64	Membre fondateur de l'ALDEA et du REAS.	Solidarité Emploi, ALDEA, Réseau Espérance, NEF.	Réseau non-violent , réseau Garaudy, NEF, AIRE, réseau des associations anti-nucléaire… Proche réseau Vie Nouvelle, responsable du Réseau Espérance et de la pensée de René Macaire	Se définit comme chrétien à la recherche d'une spiritualité ancrée dans la vie.	Famille chrétienne.		Participe à la candidature de Garaudy en 1981, proche des Verts.
Antoine	1928	64	Membre du conseil de surveillance du REAS.	PIVOD, Amis de *A Faire*, Pôles d'économie solidaire	NEF, PEKEA, Commerce Equitable LOBODIS, SOS Amitié	Se revendique comme chrétien. Proche des réseaux chrétiens et des anthroposophes de la NEF.	Famille chrétienne.	Gauche mendétiste	Gauche mendétiste, aujourd'hui proche EELV.
Bernard	1928	64	Membre.	Les Amis de *A Faire.*	CINAM, GRAD-S, le monde du développement, président d'Économie et humanisme entre 1980 et 1981	JEC, proche de Lebret, trois de ses frères sont prêtres.	Formation d'ingénieur à la Catho de Lille.		Travaille surtout en Afrique à partir de 1973.
Jacqueline	1928	64	Membre du conseil de surveillance du REAS.	Chantiers de la création.	Association EPITEAS, relais à Tour du REAS, milite aujourd'hui proche des décroissant et dans des associations de soutiens aux sans papier et RESF. Participe à une multitude de blog essentiellement sur les questions économique et sur les questions sociales	Découvre à 17 ans que ses parents sont juif, a épousé un musulman.	Aucune.		Aucun engagement politique et n'en veut pas. Uniquement engagement dans des associations, mais proche des alternatifs.
Claude	1929	63	Membre.	Point-Tiers, PIVOD.	CFTC, CFDT, Associations d'éducateurs ou liées à l'enfance inadaptée	Se revendique chrétien.	Catéchisme, scoutisme, formation au collège jésuite d'Évreux.	Proche PSU	Amis au PSU à Caen, aujourd'hui suit EELV.
Roger	1931	61	Membre.	Correspondant local du REAS en Bretagne.	Fondateur de nombreuses associations : CIGALEs, Cofides Nord-Sud, AE2D, Peuple solidaire, association anti-nucléaire, Jardin bio, coopérative bio Kerbio, association de solidarité avec le Brésil Parkavskazol. Militant CFDT	Membre de l'ACO, de la JOC, engagé dans les activités de sa paroisse, REAS, « la laïcité autrement ».	CSF, formé à la JOC aujourd'hui toujours à l'ACO.		Membre des Verts, conseiller municipal de Brest.
Claude	1936	56	Membre.	REAS, Solidarité Emploi, CIGALEs.	fondateur et principal animateur de Solidarité Emploi Roumois , impliqué dans la réaction d'un collectif des acteurs de la solidarité d'Evreux, aujourd'hui engagé à Grenoble dans une association d'hébergement d'urgence fondé par un prêtre ouvrier	A été très jeune à la JOC dans le Nord, engagé dans sa paroisse dans des groupes de solidarité.	Formé à la JOC.		Pas d'engagement politique. Conseiller municipal PS à Évreux, mais pas longtemps.
Bernard	1937	55	Correspondant local.	REAS 48, NEF, Terre de liens, MB2.	A la retraite, engagement au REAS suite à un questionnement sur le développement local. En 1992, devient également correspondant local de la NEF jusqu'en 2012. Proche de Terre de Liens. Correspondant local du REAS, il intègre le collectif MB2.	Père très engagé au sein de la JOC qui sera localement hébergée dans la maison familiale. Père militant CFTC. Après la Seconde Guerre mondiale, ses parents sont tous deux candidats sur des listes MRP.	Issu d'une famille chrétienne.	Militant CFDT	Militant à la CFDT ; il a été secrétaire général de l'UD de Lozère. Il devient ami avec Eugène Descamps. Adhésion au PS en 1971 jusqu'à son exclusion suite à son opposition à Georges Frèche.
Christiane	1939	53	Membre.	REAS, MB2, Culture et liberté, ALDEA.	Création d'une association pour personne IMC, participation RERS, de nombreux engagements bénévoles, juriste et solidarité, dialogue et humanité, le CRID pour citer les derniers engagement	Parents catholiques non pratiquants.	Issu d'une famille chrétienne, aucune formation confessionnelle.	Intéressé par les GAM.	Aucun engagement partisan. Refus de toute forme d'institutionalisation.
Dominique	1941	51	Membre.	Garrigue, CIGALEs, service d	Fondateur de Service D, association de service aux particuliers à la Défens. En 1995, crée une CIGALE, président de Garrigue à partir de 1997 et animateur du REAS à la même époque. Également engagé au SNC, membre d'un groupe Vie Nouvelle. SNC	Se revendique chrétien. Spécialiste de la philosophe Simone Weil à qui il a consacré un ouvrage.	Formation dans un collège jésuite. Études de théologie vers 40 ans.	Adhérent du PSU	Groupe AGIR du PS dans cadre réflexion sur l'emploi, député suppléant de MIchel Bérégovoy (PS) à Rouen, adhérent du PSU.
Bernard	1941	51	Vice-président du REAS.	REAS.	PARTAGE, proche d'André Gorz et de Maurice Pagat, directeur de *Témoignage chrétien*, fondateur d' ATTAC et président de la Maison des chômeurs de Toulouse, membre du conseil de surveillance de la NEF. Proche de la fondation de France et de France Active, Démocratie et Spiritualité	Se revendique comme chrétien.	Famille chrétienne qui « compte plusieurs évêques ».		
Annie	1941	51	Membre.	Maison des chômeurs de Toulouse.	Proche de Pagat et de partage, militante du CCSC, fondatrice de la Maison des chômeurs de Toulouse (la 1re) . Proche de la Semaine Sociale. Toujours très engagée dans les réseaux chrétiens.	Se revendique militante chrétienne, participe à Diaconat 2013.	Famille chrétienne. Expérience, dans sa jeunesse, d'institutrice à la mission catholique des Pères blancs en Afrique.		Pas d'engagement politique. Proche des militants de gauche et notamment des Motivés à Toulouse.
Daniel	1943	49	Membre fondateur du REAS.	Solidarité Emploi, REAS.	Membre actif de Solidarité Emploi dès sa création, fondateur d'un café culturel alternatif « Le Limonaire » à Paris à partir de 1987.	Protestant, président, trésorier, secrétaire... de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE) (d'obédience protestante). Missionnaire en Afrique pour l'Église réformée.	Étude de théologie à l'Université de Strasbourg.		Président de l'UNEF de Strasbourg, puis de l'AGFES Passe rapidement au PS.
Daniel	1944	48	Membre du conseil de surveillance du REAS.	EDA (Environnement et Développement alternatif), MRES (Maison régionale de l'environnement et des solidarités.)	Fondatrice de plusieurs associations environnementales dans le Nord-Pas-de-Calais. En 1983, fonde l'association EDA (Environnement en faveur du développement durable). Présidente MNE (Maison de la nature et de l'environnement) en 1996.	Formée, via la JOC, au «Voir, Juger, Agir » des cathos sociaux, à Roubaix.	Formation à la JOC.	adhérente CFDT	Adhésion au PCF en 1974 dont elle rend sa carte. Reconnue comme écologiste, elle est élue adjointe à la maire de Lille en 2001 en charge du développement durable. Fonde une section CFDT à la Redoute en 1963.
Rosita	1945	47	Membre du conseil de surveillance du REAS.	Membre du conseil de surveillance du REAS.	Membre d'un habitat autogéré à Arcueil, monte avec d'autres une entreprise d'insertion, fondatrice Objectif Emploi à Saint-Denis.	Parents anarchistes, n'a pas eu d'éducation chrétienne, militant espagnols à la CNT. Famille révolutionnaire, un grand-père dirigeant de la CNT en 1910.	Aucune.	Proche du PSU et de la CFDT	Proche PSU anarchiste des milieux autogestionnaires et de la CFDT. Membre des jeunesses libertaires jusqu'à ses 17 ans.
Ingmar	1946	46	Chargé d'études à l'ALDEA, chargé de mission Solidarité Emploi.	Solidarité Emploi, ALDEA.	Fondateur de la Ligne d'Horizon, proche de Illich, Pierre Ganne, François Partant et François de Ravignan. Proche réseau Economie et Humanisme notamment à travers sa femme, membre d'une association d'alphabétisation toujours aujourd'hui. Héritier avec sa femme du témoignage du père jésuite Pierre Gane, dont ils tentent de diffuser la pensée. A écrit un livre sur Etty Hillesum. Co-animateur de l'Université populaire franco-suédoise.	Se revendique chrétien.	Parents suédois de tradition protestante convertis au catholicisme. Études de théologie début 1990, pendant cinq ans à la Catho de Lyon avec une demi-bourse du diocèse de Lyon.	Proche MRP	Proche du MRP, pas d'engagement politique.
Annie	1946	46	Membre ALDEA, membre REAS.	ALDEA, REAS, ADSP, ARDES.	Participe avec son mari à l'animation d'une MJC à Caen, participe à des initiatives citoyennes, ateliers communautaires, etc., à Cergy. En 82-83 participe à des rencontres de l'ALDEA. À partir de 1986 participe au réseau des Régies de quartier. En Normandie, fonde un réseau de service de proximité avec l'aide du CRIDA et de l'ADSP. Présidente de l'ADSP pendant dix ans. Participe à la création d'un réseau régional d'économie solidaire (ARDES). En 88-89, rencontre le REAS et y participe surtout parce qu'il s'agit d'amis (notamment Jacqueline Lorthiois). Participe ensuite à l'Inter-réseaux d'économie sociale, puis du MES.	Parents catholiques conservateurs. Se reconnaît comme chrétienne.	A fréquenté la JEC.	Adhérente PSU	Adhérente du PSU en 1964, puis au PS (dans la lignée de Rocard) qu'elle quitte rapidement. Plus d'adhésion partisane par la suite. Un mandant d'élue sur une liste d'Union de la gauche (PS, Verts, PCF, PRG).
Jean	1946	46	Membre ALDEA, fondateur du REAS.	ALDEA, REAS, les nouveaux Robinsons, la NEF.	Rencontre l'ALDEA, fonde son entreprise de conseil en gestion à destination des entreprises alternatives suivi au sein de l'ALDEA, devient président et dirigeant des nouveaux Robinsons, intègre le conseil de surveillance de la NEF, CFDT.	Parents catholiques qui ont rejeté l'Église suite à son engagement dans la guerre d'Espagne. Proche de la NEF et notamment des anthroposophes. Se dit intéressé par la dimension spirituelle de l'humanisme.	Aucune.	Adhérent CFDT	A monté une section CFDT dans sa première boite même si ça ne dure que 4 ans, il le met beaucoup en avant dans l'entretien. Proche du PSU. nouvel adhérent EELV, avant pas d'adhésion à un parti politique.

Résumé caractéristiques sociologiques des plus de 45 ans

Nom	Prénom	Date de naissance	âge en 1992	Fonction au REAS	Structure ESS	Parcours professionnel	Parcours scolaire	Origines familiales	région
Célestin	Georges	1915	77	Membre fondateur	PIVOD, Amis de À Faire	Acutaire jusqu'en 1948, puis cadre au crédit coopératif jusqu'en 1957 et enfin membre du CINAM jusqu'à sa retraite en 1982. PDG du CINAM jusqu'en 1970. En parallèle conseiller en planification sociale à l'ONU jusqu'en 1970.	Bac philo et bac de sciences, licence de mathématique et licence de droit. Diplôme d'actuaire. A passer et manqué le concours d'entrée à polytechnique	Mère polonaise, père antillais actuaire dans différents pays.	IDF
Riché	Philippe	1928	64	Membre fondateur de l'ALDEA et du REAS	Solidarité emploi, ALDEA, réseau espérance, NEF	Géologue, spécialiste du pétrole; enseignant à l'ENSPM jusqu'en 1979 (retraite), école d'application de polytechnique	Ingénieur géologue	Famille bourgeoise	IDF
Pillet	Antoine	1928	64	Membre du conseil de surveillance du REAS	PIVOD, Amis de À Faire, les pôles d'économie solidaire	Conseil d'entreprise en marketing chez Unilever, puis dans une société d'étude. retraite en 1988	Ingénieur polytechnique	Famille de la bourgeoisie industrielle du 19ème siècle dans le chocolat.	IDF
Lecomte	Bernard	1928	64	Membre	Les Amis de À Faire	Ingénieur, consultant sur les questions de développement	Ingénieur à la catho de Lille	Famille d'industriels textile à Roubaix	IDF ?
Hafidi-vitanyi	Jacqueline	1928	64	membre du conseil de surveillance du REAS	chantiers de la création	Travail de secrétariat puis refus de monter de grade et de s'installer dans un emploi fixe. Derniers postes, à la direction des relations économiques extérieures de l'Etat comme secrétaire du conseiller commercial auprès de l'ambassade de France grâce auquel elle a habité dans différents pays...	Diplômée d'HEC « génération cresson »	Mère issue d'une famille immigrée russe, père immigré hongrois.	Centre-Val de Loire
Bouju	Claude	1929	63	Membre	Point-tiers, PIVOD	Éducateur puis directeur d'un IRTS,créateur du premier syndicat des éducateur à la retraite en 1989	Formation 'institut de psycho-pédagogie médico-sociale de Montpellier puis une formation de psychologue clinicien	Bourgeoisie de Rouen, père ingénieur centralien dans les industries.	IDF
Abiven	Roger	1931	61	Membre	Correspondant local du REAS en Bretagne	Marin puis prof d'électronique dans un IUT à Brest	Formation à l'électronique, école de la marine à 14 ans	Père paysan	Bretagne
Duchateau	Claude	1936	56	Membre	REAS, solidarité emploi, CIGALE	Chef d'atelier dans la papeterie puis cadre	Autodidacte	Père responsable dans une usine de métallurgie, chef d'atelier	Normandie
Garrigues	Bernard	1937	55	Correspondant local	REAS 48, NEF, Terre de liens, MB2	Début sa carrière dans la fonction publique hospitalière comme commis à l'hôpital jusqu'à occuper un poste de directeur. Il devient ensuite directeur de l'office du tourisme de Lozère. A la retraite en 1990.	A 15 ans, ses parents l'incite démarrer un apprentissage, il essaiera plusieurs concours et sera reçu à l'école des apprentis mécaniciens de l'armée de l'air où il obtiendra un brevet supérieur de mécanicien. Curieux et doué pour les études, il va les poursuivre tout au long de sa vie. Il démarre ainsi une formation d'ingénieur en organisation au CNAM en 1991 et obtient un doctorat de géographie en 2004.	Père conducteur de train à la SNCF. Mère au foyer issue d'une famille bourgeoise.	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Foret	Christiane	1939	53	membre	REAS, Mb2, culture et liberté	Débute comme secrétaire avant de devenir animatrice et travailleuse sociale. Elle devient ensuite formatrice auprès d'intervenants sociaux, agent de développement puis cheffe de projet dans le développement social urbain. Travail dans l'insertion par l'activité économique	Étude commerciale, DEFA (diplôme d'état aux fonctions d'animation) puis un DUAS (diplôme universitaire d'animation socioculturelle), reprise d'étude pour obtenir un DHEPS (diplôme des hautes études en pratiques sociales) puis un diplôme supérieur de travail social). Une maîtrise en développement social. Formation d'agent local du développement communautaire proposé par le REAS	Parents issus de milieu pauvres devenus artisans. Père menuisier, mère couturière	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Carliez	Dominique	1941	51	Membre	Garrigue, CIGALE, service d	Carrière d'ingénieur à EDF – GDF; responsable de la branche réseau innovation. Retraite en 1995	Étude d'ingénieur à l'école nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique puis étude de théologie	Famille bourgeoise	IDF
Ginisty	Bernard	1941	51	Vice-président du REAS	REAS	Philosophe, directeur d'un IRTS, spécialiste de l'enfance inadapté, conseiller technique au centre d'étude prospective, 13 ans directeur de l'OCPA PROMOFAF (aujourd'hui UNIFAF) puis directeur d'une coordination de filières d'écoles de travailleurs sociaux que deviendra l'AFORT puis UNAFORIS	Docteur en philosophie sous la direction de Georges Bataille	Famille bourgeoise	Bourgogne
Dreuille	Annie	1941	51	Membre	Maison des chômeurs de Toulouse	Secrétaire de direction dans une structure de prise en charge de l'enfance inadaptée puis directrice de la maison des chômeurs de Toulouse. Retraite en 1995	Bac philo, étude de droit (niveau licence) séminaire sur l'anthropologie des geste	Père chef d'une entreprise commerciale	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Tartier	Daniel	1943	49	membre fondateur du REAS	Solidarité Emploi, REAS	Théologien et philosophe. Enseignant en Afrique de français et philosophie. Travail dans le développement social des quartiers. En 1987 devient gérant d'un bar à Paris. Peintre	Étude de théologie à Strasbourg	Non renseigné	IDF
Poliautre	Daniel	1944	48	membre du conseil de surveillance du REAS	EDA (Environnement nvironnement et Développement Alternatif), MRERS	A travaillé à la redoute. En 1980, secrétaire du vice président du conseil général en charge du cadre de vie et de l'environnement.	Non renseigné	Père ouvrier dans le textile	Nord de France
Gomez	Rosita	1945	47	Membre du conseil de surveillance du REAS	REAS, Objectif Emploi	Démarre comme secrétaire chez un dentiste pour financer son école de commerce, 6 ans à la COFACE comme assistante de direction et en démissionne. Suite à une maladie et à son divorce, elle devient directrice de colonies de vacances, puis travaille dans un club de prévention, devient chargé de mission à objectif emploi à Saint-Denis,	École de commerce, reprise d'étude par une maîtrise à paris 8, puis un DSTS option recherche en travail social	Parents réfugiés espagnol. Père ébéniste menuisier en Espagne, coiffeur en France	IDF
Granstedt	Ingmar	1946	46	Chargé d'étude ALDEA, chargé de mission Solidarité Emploi	Solidarité Emploi, ALDEA	Consultant indépendant expert dans les questions de division du travail.	Doctorat à l'IEP de Lyon. Maîtrise de théologie à la Catho de Lyon	Père diplomate suédois. Mère au foyer également suédoise.	Auvergne-Rhône-Alpes.
Mata	Jean	1946	46	Membre de l'ALDEA, fondateur du REAS	ALDEA, REAS, les nouveaux Robinsons, la NEF,	Dirigeant d'une filature de laine, comptable dans une petite entreprise puis chez un maroquinier de luxe , consultant en gestion, dirigeant des nouveaux Robinsons, coopérative de vente de produits bio.	Bac puis étude de mathématique, d'espagnole (niveau licence), étude de comptabilité au CNAM	Parents réfugiés espagnols, père coiffeur en Espagne et ouvrier en usine en France, mère femme de ménage	IDF
Berger	Annie	1946	46	membre ALDEA, membre REAS	ALDEA, REAS,ADSP, ARDES	Formation des migrants, responsable dans le développement social des quartiers, formation de travailleurs sociaux dans le développement local, responsable d'un centre d'information sur le droit des femmes.	Étude de psycho-sociologie à Nanterre.	Parents ouvriers	Normandie

Résumé des caractértistiques sociologiques des moins de 35 ans

Nom	Prénom	Date de naissance	âge en 1992	Fonction au REAS	Structure ESS	Parcours professionnel	Parcours scolaire	Origines familiales	région
Ascencio	Serge	1958	34	membre du REAS	REAS, Solidarité Emploi, comité Vélo, alphabétisation dans une association turque économie d'énergie	Créé un bureau d'étude d'audit énergétique dans le sud de la France, puis suite à sa fermeture et à une venue en Alsace, salariés de la fédération nationale des usagers de la bicyclette, aujourd'hui chargé de mission vélo à la communauté urbaine de Strasbourg	Bac en 76, classe préparatoire pendant 3 ans, Un DESS sur les énergies à Jussieu puis école d'Ingénieur des Mines de Strasbourg (ENGEES)	père syndicaliste policier, secrétaire général SNTP, très militants. Mère au foyer	A lsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
Pineau	Jean-Marc	1958	34	membre	Solidarité Emploi Clermont-Ferrand, CIGALE, Chôme'actif, MNCP, café Ivre, Biau jardin	infirmier psychiatrique puis parcours varié dans différentes association d'économie solidaire ou culturelle, acteur, voyageur., aujourd'hui travaille deux jours par semaine en psychiatrie et le reste du temps le consacre à des activités plus choisies.	formation d'infirmier pour le reste autodidacte	issus d'une famille d'agriculteurs de Vendée.	Auvergne-Rhône-Alpes.
Ifri	malik	1960	32	génération banlieue	FAJQ,	Travail dans un club de prévention. A travaillé dans le PILE. Salariés de l'APES, Directeur d'une compagnie culturelle (musiques du monde)	Un DEFA d'éducateur spécialisé Master en développement local et en économie solidaire	père, militant FLN à Wazemmes	Nord de France
Delgrange	bouziane	1961	31	génération banlieue	FAJQ, Les Craignos	responsable de l'action culturelle de Lille ainsi que du Comité Lillois d'Aide aux Projets . Puis Chargé de mission Comité de bassin d'emploi de Lille. Formateur à l'école des animateurs sociaux		mère militante dans le quartier Moulins à Lille.	Nord de France
Azoug	Nadia	1964	28	membre	Génération Banlieue, SOS ça bouge, Y a d'la Banlieue dans l'air, CEMEA,	Animatrice puis directrice d'un centre de loisir municipal, Directrice du service jeunesse d'une ville banlieue parisienne, animatrice au CEMEA, intervenante à l'IUT	bac général, DEFA (diplôme d'animation)	Père cafetier puis gérant d'un petit hôtel meublé, mère au foyer	IDF
Cartieaux	Claire	1964	28	membre et salarié	REAS 35, REAS 48,	Après des petits boulots de caissière, puis devient formatrice en gestion comptabilité dans un centre de formation pour adulte. A la suite d'une année sabbatique, elle découvre le REAS et devient salariée du REAS 35 agent de développement local. Travaille pour le pôle de développement de l'économie solidaire en Auvergne avec EriC Lavilunière notamment sur le mise en place de RERS, de SEL ainsi que sur la création d'entreprise d'insertion dans une démarche coopérative dans le domaine du bois. Puis travaille pour la CECOP puis l'areoise à Bruxelles De 1995 à 2012, salariée du pôle d'économie solidaire de Redon. Entame une reconversion de thérapeute en systémie	DUT en Gestion des entreprises et des administrations. Suit la formation Agent de développement local communautaire dispensée par le REAS en parallèle, elle prépare et obtient un Diplôme de Hautes études en Pratiques Sociales (DHEPS) au collège coopératif	Parents agriculteurs. Des sœurs très engagées dans « mai 1968 »	Bretagne
Amokrane	salah	1965	27	génération banlieue	les motivés, la maison des chômeurs de Toulouse, Les Motivés, le Tactikollectif	Alternance de statut militant et salarié dans l'association Vitécri puis au sein de Tacktikollectif dont il est salarié depuis 2000. Aujourd'hui, directeur de l'association Tactikollectif. Quelques années comme fonctionnaire territorial au conseil général de la Haute-Garonne.	Bac. En formation continu, un master en développement local puis un master pro de direction de projet culturel.	père ouvrier du bâtiment, mère assistante maternelle, femme de ménage puis femme au foyer	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Leblanc	Henri	1965	27	membre, salarié	ALDEA, REAS	responsable de la société de gestion Alterfi, aujourd'hui chef de projet à la ville des Mureaux	Bac C, étude de biologie à Orsay		IDF
Mullard	Pascal	1965	27	membre	Mb2, Espace et développement	éducateur sportif, formateur en insertion professionnelle, animateur, aujourd'hui « Psychopraticien, Auteur, Animateur »	formation d'animateur et de directeur de centre de vacances	?	Bourgogne Franche Comté
Antoine	Emmanuel	1966	26	fondateur du REAS	ALDEA, REAS, quatre mats développement, neuronnexion	objecteur de conscience à l'ALDEA, puis salarié du REAS. Crée Quatre Mâts développement, structure d'accompagnement de porteur de projet ESS, aujourd'hui responsable chez Minga (réseau de commerce équitable)	étude de maths et de physique	Mère : bibliothécaire, père : haut fonctionnaire au ministère de l'environnement,	Nord de France
Raoult	Véronique	1966	26	membre et salarié	REAS, ALDEA	De 1987 à 1989, attachée de presse de l'ALDEA pour la préparation du TOES 89, de 1990 à 1991, chargée de communication pour le REAS. De 1992 à 1993, attachée de presse l'agence de communication Logicone, 1994, chargée du développement de la clientèle en éducation et environnement,pour l'Agence Verte, chargée de communication évenementielle pour la SCET (groupe caisse des dépots), 1996 à 2007, directrice de la communication Université de Cergy-Pontoise, 2007-2012, directrice de la communication université Pierre et Marie Curie ; 2012-2015 ; Directrice de Cabinet université Versailles Saint-Quentin, 2015 directrice déléguée en charge du développement fondation UVSQ, depuis janvier 2016, directrice générale fondation UCSQ	De septembre 1974 à juin 1981, collège d'Orsay, septembre 1981 à juin 1982 seconde au Lycée Saint-Sulpice Paris, de septembre 1982 à juin 1984, Première et Terminale A1 au Lycée Saint-Michel de Picpus à Paris, Deug de sciences de la nature (1984-1986) à Paris 11 Orsay, de 1989 à 1988, école française des attachés de presse et des professionnels de la communication (EFAP), 1995-1996 Licence de développement social urbain à l'université Paris 10 Nanterre, 1997-1998, DESS hypermédia, communication, information à l'université Paris 8 Saint-Denis,	Mère orthophoniste, fille d'un général français Père : universitaire	IDF
Dacheux	Eric	1967	25	membre	MB2, ACL, REAS 35	A suivi la formation FADLC. Carrière universitaire démarré à l'IUT de Roanne puis à l'Université de Clermont Ferrand où il est professeur de communication spécialisé dans la communication des structures d'économie solidaire.	Thèse en science de la communication	père ouvrier, mère assistante sociale.	Auvergne-Rhône-Alpes.
Lavilunière	Eric	1967	25	fondateur REAS	REAS, association des correspondants locaux	objecteur de conscience à l'ALDEA, puis salarié du REAS. Part s'installer dans le 48 où travaille dans une mission locale puis crée une ferme auberge avec deux autres couples, travaille dans un GRETA sur la mobilisation des ressources locales, puis dans un GIE, puis part travaillé à Bruxelles dans le réseau économie solidaire, aujourd'hui travaille dans une structure d'économie solidaire au Luxembourg spécialisée dans la finance solidaire au niveau européen. Chargé de direction de l'Institut européen pour l'économie solidaire	bac scientifique, DEUG d'animation soioculturel, maitrise d'économie sociale, thèse sur le gouvernement du développement local	père employé dans une raffinerie de pétrole. Fonde ensuite un foryer rural. Maire de sa commune	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Magnen	Jean-Philippe	1967	25	membre du REAS	correspondant local du REAS en Bourgogne, Mb2, espace et développement	Travaille deux ans comme commercial puis co-fonde et dirige de l'association Espace et développement (insertion socio-professionnelle) puis consultant économie solidaire et formateur depuis 2002. Depuis 2008, psychothérapeute	BST commercial. DESS de développement local. Formation de psychothérapeute en 2007	père PDG d'une entreprise d'électricité dans la Moselle Mère assistante sociale	Bourgogne Franche Comté
Tchetche apea	Pierre-Didier	1967	25	membre génération banlieue	comité Thomas Claudio, association AGORA	Travail pour un bureau d'étude Pour Voir de Lyon, travail sur mise à plat structure sociale et socioculturelle de Grenoble y fait des enquêtes. Lorsque son contrat prend fin (1998), postule comme chef de projet à Grenoble d'abord en remplacement puis définitivement. En 2003, passe au service de la politique de la ville au conseil général de l'Isère.	démarre des études de droit après le bac qu'il abandonne pour s'investir dans le comité Thomas Claudio. Étude de droits de l'Homme à l'institut des droits de l'Homme à la Catho de Lyon jusqu'au Master 1. Diplôme IEP de Grenoble (DEA).	parents militants de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Famille qui a participer aux guerres pour défendre la France d'où un attachement à la république accompagné d'une revendication de justice et d'indépendance. Instituteur en Côte d'Ivoire, travaille en France à partir des années 1960, fait des études pour devenir docteur en psychologie, retour début 1980 enseignant à l'école nationale supérieure en Côte-D'Ivoire. Mère reste en France avec ses enfants, aide soignante à l'hôpital	Auvergne-Rhône-Alpes.
Jambut	Marie-Thérèse	1968	24	membre et salarié	Pôle ESS de Châteauroux, MRJC, MB2	Débute sa carrière comme animatrice dans des camps du MRJC, puis éducatrice avant d'êtres salariée au sein du MRJC chargée des jeunes travailleurs salariés et du partenariat sur les alternatives (notamment avec le REAS). Puis en 1997, salariée du Pôle local d'économie solidaire de Châteauroux (par le REAS puis directement par la ville) pendant 9 ans, puis installation avec son compagnon dans une ferme pour faire de la viande de chèvre.	Après un BAFA puis un BAFD, elle fait un DUT d'animation socio-culturelle puis suite à une nouvelle expérience professionnelle fait une formation pour préparer le diplôme d'éducateur spécialisée. Suite à son emploi au pôle d'économie solidaire, fait une VAE et poursuit un Master pro à l'université de Valencienne en développement local et économie solidaire.	Parents agriculteurs militants de la JAC où ils se sont rencontrés. Père responsable national de la JAC.	Centre-Val de Loire
Manoury	Lucile	1969	23	correspondant local	membre du REAS, collège coopératif, MB2	emploi du collège coopératif de provence puis consultante dans son propre bureau d'étude spécialisé dans l'ESS et le développement local, après uen expérience de mi-temps à la CRESS PACA, mi-temps d'enseignement, contrat PASTE à l'université d'Avignon	Deug de lettre moderne, puis étude de sciences et techniques audiovisuelles, DEA de science politique à Paris 8 portant sur le REEAS.	père fonctionnaire, directeur régional de la formation professionnelle. Mère : professeur de français puis documentaliste	Provence Alpes Cote d'Azur
Chemouri	Touria	1970	22	membre	génération banlieue, FAJQ Lille, mutualité française	Salariée des FAJQ, Chargé de mission aux mutualités française, puis administratrice, chargé à l'association des élus santé et territoire. Aujourd'hui collaboratrice parlementaire pour une sénatrice EELV	bac général, puis un master en développement local dans un second temps.	père peintre en bâtiment, mère au foyer	Nord de France
Vuidel	Patrice	1971	21	salarié du REAS	objectif emploi, MJS, CFDT, CMR, CCFD	chargé de mission du premier pôle d'économie solidaire en région parisienne, chargé de mission à objectif emploi, aujourd'hui consultant spécialiste du développement local et de la question du temps	maitrise de développement local, master de gestion, formation au développement local proposé par le REAS à Paris XII	père : professeur de lettre Mère : infirmière	IDF
Kanarek	Sébastien	1975	17	membre	AGIR Lorraine, Association des correspondants locaux, MB2	Bénévole puis salarié d'AGIR Lorraine structure ESS membre du REAS. En 2010, AGIR Lorraine devient la SCIC LORAGIR et s'oriente vers la promotion et le développement du numérique. Il en est le gérant.	BTS comptabilité gestion	Père mineur Mère commerçante (magasin de jouets)	A lsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

Résumé des engagements des moins de 35 ans

Nom	Prénom	Année de naissance	Âge en 1992	Fonction au REAS	Structure ESS	Engagement associatif ou collectif	Rapport chrétien	Formation chrétienne	Rapport Deuxième gauche	Parcours politique
Ascencio	Serge	1958	34	Membre du REAS.	REAS, Solidarité Emploi, comité Vélo, alphabétisation dans une association turque, association pour les économie d'énergie.	Découvre les questions liées aux économies d'énergie dans le cadre de ses études, coopération en Martinique, militant de l'usage du vélo, militant puis salarié d'Écologis sur des écoquartiers à Strasbourg.	Mère catholique mais n'est allé qu'une ou deux fois au catéchisme. Par contre, très intéressé par la philosophie des antroposophes. Ses enfants sont scolarisés dans une école Steiner.	Famille de culture chrétienne.	Proche de l'Alternative rouge et verte (AREV) dans les années 1980, proche des écologistes, du PSU.	Aujourd'hui proche EELV.
Pineau	Jean-Marc	1958	34	Membre.	Solidarité Emploi Clermont-Ferrand, CIGALEs, Chôme'Actif, MNCP, café Ivre, Biau jardin.	Engagement dans les radios libres, les mouvement non violent, 1er directeur de la Maison des chômeurs de Clermond-Ferrand, a également travaillé dans plusieurs associations.	Se définit comme agnostique. Des parents chrétiens mais absolument pas militants.	Famille de culture chrétienne.	Membre d'ATTAC.	Adhérent chez les Verts dès les années 1980 qu'il a quittés il y a deux ans pour le Parti de Gauche. Un peu en retrait aujourd'hui.
Ifri	Malik	1960	32	Génération banlieue.	FAJQ, Les Craignos, APES.	Fondateur des Craignos (association de jeunes du quartier Wazemmes à Lille), membre de l'APES (association régionale d'économie solidaire dans le Nord) . Participe à la campagne « j'exige, je vote ».	Parents algériens de culture musulmane.	Aucune.		En 1984 sur la liste PS aux municipales comme « personnalité d'ouverture », militant EELV, candidat aux législatives. Conseiller municipal EELV à Villeneuve d'Ascq et depuis 2008 conseiller à Lille Métropole. Père militant du FLN
Delgrange	Bouziane	1961	31	Génération banlieue.	FAJQ, Les Craignos, APES.	pilier de l'association Les Craignos, qui agit tant dans le social, que dans le sport ou la culture. A créer plusieurs association comme « construire insertion », et plus récemment, porte parole de l'apes NPDC jusqu'au moins en 2006. créateur de Cap Humanitaire qui a pour but d'appuyer des porteurs de projet dans l'international	Issu d'une famille immigrée maghrebine.			Élu municipal, de 1995 à 2001, dans l'équipe de Pierre Mauroy, étiqueté Solidarité quartiers.
Azoug	Nadia	1964	28	Membre.	Génération banlieue, SOS ça Bouge, Y a d'la Banlieue dans l'air, CEMEA.,	Participe à la création et l'animation de « Bondy SOS ça Bouge », participe à la création du festival « Y a d'la Banlieue dans l'air », participe à la Marche pour l'égalité en 1983.	Parents algériens de culture musulmane. Parents militants de la 7e Wilaya (section française du FLN).			Militante des droits civiques dans les années 1980, adhérente EELV depuis 2008, conseillère régionale EELV, adjointe au maire EELV.
Cartieaux	Claire	1964	28	Membre et salariée.	REAS 35.	Fortement marqué par l'engagement autour de mai 1968 de ses sœurs. Devient par exemple végétarienne. Jeune engagée dans des associations de jeunes pour les jeunes autour des loisirs proche de ce que pouvait faire le MRJC sans y appartenir (car peu implanté dans cet endroit) Salariée puis administratrice du REAS 35, aujourd'hui engagée dans la ZAD de Notre Dame des Landes, participé au développement des Cigales en Bretagne et Pays de la Loire, lien avec PEKEA	Parents chrétiens, sœurs élevées dans des écoles catholiques.	Catéchisme. Se reconnaît une certaine proximité avec les manières de faire du MRJC dans les associations de jeunes qu'elle fréquente.	A pu identifier un certain nombre de personnes qui ont participé à cette mouvance dans le cadre de son mémoire de DHEPS sur les parcours de vie des membres du REAS 35.	Pas d'appartenance politique. Se définit comme anti-capitaliste.
Amokrane	Salah	1965	27	Génération banlieue.	La Maison des chômeurs de Toulouse, Les Motivés, le Tactikollectif.	Frère des deux chanteurs de Zebda, il s'occupe de la partie plus militante du groupe, il participe aujourd'hui au Forum social des quartiers populaires.	Parents de culture musulmane, gendre d'une militante chrétienne du CCSC.	Aucune.	Déclare rencontrer régulièrement des militants de la deuxième gauche mais surtout des chrétiens de gauche dans son parcours associatif.	Adhérent deux ans au JCF de 1979 à 1980. Parents militants locaux du FLN puis père militant local du PCF et mère militante de l'amical des locataires. tête de liste aux élections municipales de 2001 sur une liste citoyenne. Conseiller municipal d'opposition de Toulouse de 2001 à 2008
Leblanc	Henri	1965	27	Chargé de Génération banlieue.	ALDEA, REAS.	Objecteur de conscience à l'ALDEA, puis salarié du REAS en charge de génération banlieue. Syndicaliste lycéen au sein de l'UNEFID. Co-secrétaire UNEF pendant 2 ans. Mobilisation contre la loi Devaquet. Adhésion aux Verts en 1988. Membre du CNIR des verts, participa ainsi à la campagne européenne de Juqauin en 1989.				Adhésion aux Verts en 1988. Longtemps responsable départemental d'EELV dans le Val d'Oise.
Mullard	Pascal	1965	27	Membre.	MB2, Espace et développement.	Objecteur de conscience. Crée la pôle d'économie solidaire de Dijon avec Jean-Philippe Magnen	Aucune formation chrétienne mais n'est pas fermé à la question spirituelle.			père syndicaliste. Aucun engagement politique
Antoine	Emmanuel	1966	26	Fondateur du REAS.	ALDEA, REAS, Quatre mats développement, neuronnexion.	Objecteur de conscience à l'ALDEA puis salarié du REAS, consultant à Quatres mats développement, aujourd'hui président de Minga.	Père membre du Club de Rome, fondateur du Comité 21.	Père qui se reconnaît comme militant chrétien		Un temps membre des Verts.
Raoult	Véronique	1966	26	Membre et salariée.	REAS, ALDEA.	Participe au mouvement étudiant de 1986.	Études dans un lycée catholique.	famille chrétienne		Membre de LUNEF. Secrétaire régional des Verts IDF. Fin de son militantisme chez les Verts autour de l'an 2000.
Dacheux	Eric	1967	25	Membre.	MB2, ACL, REAS 35, RIUESS.	Engagement dans les mouvements non-violents, a créé une CIGALE à Roanne (finalement transformée autrement), proche d'Europe 99 d'Egard Morin, engagement dans des associations locales.	Parents catholiques. Père qui a fait le séminaire pour être prêtre ouvrier (projet avorté par la suppression de ce statut par l'Église). Grands-parents maternels très pratiquants.	A fait sa communion. Discutait avec le prêtre de sa paroisse dans un « club de discussion » animé par ce dernier dans la continuité des discussions entamées autour de la préparation de la communion.	Pas concerné. Père adhérent du PCF dont il a été exclu, mère au PS.	Adhésion un an aux Verts sans aller à aucune réunion. Adhérent du SNESSUP, un mandat de conseiller municipal d'opposition dans son village.
Lavilunière	Eric	1967	25	Fondateur REAS	REAS, association des correspondants locaux.	Salarié du REAS chargé de l'association des correspondants locaux du REAS, aujourd'hui animateur du réseau RIPESS et du RIUESS.			Mouvance des objecteurs de conscience et du mouvement non-violent.	Membre de EELV.
Magnen	Jean-Philippe	1967	25	Membre du REAS.	Correspondant local du REAS.	Militant associatif, œuvre pour la mise en place de politiques publiques d'économie solidaire dans la ville de Nantes notamment, aujourd'hui toujours présents dans les réunions nationales et européenne liée à l'économie solidaire. une quinzaine d'années dans le milieu associatif, comme salarié et bénévole, dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, de l'insertion sociale et professionnelle, du sport (dont le handisport) et encore de l'environnement. Participe à la fondation de son père. Engagement association de basket pendant 15 ans.	Parents en rupture avec l'Église catholique. Il n'est pas baptisé.	Aucune.		Militant EELV depuis dix ans, élu à Nantes, membre du bureau exécutif d'EELV aujourd'hui.
Tchetcheapea	Didier	1967	25	Membre Génération banlieue.	Génération banlieue, Comité Thomas Claudio, Association AGORA, MIB.	engagement suite aux émeutes de Vaulx-en-Velin au Mas du Taureau qui suivent le décès de Thomas Claudio. Participation à la création du comité Thomas Claudio qui deviendra l'association AGORA pour s'élargir notamment aux questions économiques. Membre de « Diverscités » et du MIB. Président du Forum social des quartiers. Collectif « Pas sans nous », fondateur du Collectif des Quartiers Populaires…	Études à la Catho de Lyon.	Participe aux réunions JEC à Saint-Etienne dans le cadre de l'aumonerie où il loge sans être engagé directement dans la JEC ou la JOC.		Aucune adhésion partisane. Candidat Europe Solidaire.
Jambut	Marie-Thérèse	1968	24	Membre et salariée.	Pôle ESS de Châteauroux, MRJC.	Engagement très tôt dans les MRJC (ses parents sont militants l'ancêtre du MRJC, la JAC. Au CA pendant 4 ans du CRESOL (sorte de REAS régional pour la région centre), Actuellement engagé à Artisan du Monde, dans la monnaie locale du Berry, membre d'accueil paysan.	Parents catholiques engagés à la JAC.	Membre et salariée du MRJC. Aujourd'hui proche des membres du CMR (Chrétien en milieu rural équivalent de l'ACO pour le milieu rural) .	Proche Confédération paysanne dont son compagnon a été un membre actif mais dont ils sont aujourd'hui éloignés. Père responsable national de la JAC.	Adhérente de la Confédération paysanne. Pas d'adhésion à un parti politique.
Manoury	Lucile	1969	23	Correspondant local.	Membre du REAS, collège coopératif, MB2, sociétaire du REAS.	Suite à expérience avec des jeunes dans les Quartier Nord de Marseilles, décide de faire des études de sciences politiques, après le REAS, impliqué dans le MB2 et dans la création d'association sur le territoire rural où elle habite : un SEL, un RERS, une crèche parentale, l'association culturelle d'éducation populaire qu'elle préside pendant 4 ans AVEC (10 salariés) : http://www.aveclagare.org/	Père anarchiste, mère juive. Parents définis comme « intellectuels de gauche ».	Aucune.	Proche ATTAC et Nouvelle Donne.	Adhésion aux Verts en 2009 pas renouvelée. Se sent proche Nouvelle Donne et Attac sans y être miltiante.
Chemouri	Touria	1970	22	Membre.	Génération banlieue, FAJQ Lille,	Usager puis militante de l'association Les Craignos à Lille. Militante et salariée de la Fédération des associations des jeunes de Quartier de Lille (FAJQ).	Lorsqu'elle travaillait à la Mutualité française, a été conviée à un pèlerinage à Lourdes. Famille de culture musulmane.			Pas d'appartenance politique. Se dit de gauche.
Vuidel	Patrice	1971	21	Salarié du REAS.	Objectif emploi, MJS, CFDT, CMR, CCFD.	Objecteur de conscience au REAS.	Parents chrétiens de gauche, militants au CCFD, trois oncles curés.			Militant au MJS, responsable départemental du MJS, adhérents EELV, adjoint au maire EELV, candidat aux législatives.
Kanarek	Sébastien	1975	17	Membre.	AGIR Lorraine, Association des correspondants locaux, MB2.	Trésorier du MB2, impliqué dans de nombreuses associations sportives et culturelles notamment autour du théâtre sans occuper des postes importants en leur sein. Salarié dans une structure issu ESS.	Parents catholiques. Baptisé et marié à l'Église mais pas plus.	Aucune.	Ne se sent pas concerné.	Pas d'adhésion partisane, se dit de gauche. Trois mandats municipaux dont un comme 1er adjoint de son village de 2500 habitants dans la liste d'un maire affilié au PCF. Père délégué CGT, décrit les participations aux manifestations enfant (barbecue devant la mine).

POTEAUX D'ANGLES pour la naissance et le développement du Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire

1er Congrès du REAS – Pantin – 11, 12 & 13 décembre 1992.

Dicussion à l'angle d'un poteau

1 Emergences & Confluences

L'Economie Alternative et Solidaire se présente comme un ensemble ouvert d'espaces micro-sociaux, de pratiques, de réalisations, d'activités et d'entreprises, repérables sous des vocables divers (économie volontaire, autonome, solidaire, communautaire...) dans la plupart des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique.

Une particularité de cette mouvance est d'être plutôt née en dehors des grandes institutions. Plusieurs composantes en sont facilement repérables en France :

- l'installation de communautés dans des zones en voie de désertification, porteuses des valeurs et contre-valeurs culturelles de "vivre et travailler au pays", de "changer sa vie", des thématiques de "révolutions minuscules" dans lesquelles on peut discerner sans peine des éléments anticipateurs de l'écologie.

- l'émergence des entreprises alternatives et des outils financiers de proximité, critiques des contre-effets de la grande organisation, de la surconsommation de l'économie productiviste, chargée d'une nouvelle approche de l'économie.

- les réalisations solidaires d'urgence des Associations de chômeurs et d'action contre la précarité, des premières structures d'insertion, contestataires des limites ou des contradictions des dispositifs publics d'assistance et de formation.

- le mouvement des populations des banlieues (jeunes, femmes, immigrés...), vecteur dans les années 80 de la culture du métissage, du mélange, du développement local communautaire.

- de même, l'expérience acquise par ceux qui ont agi dans le cadre des relations entres les pays du Nord et du Sud et se sont engagés dans la coopération, ont été utiles pour diffuser l'esprit et les méthodes de création de micro-projets en France même.

Sont ainsi apparues des milliers d'initiatives dont certaines ont été éphémères mais dont beaucoup aussi se sont consolidées, ont essaimé et constituent, par exemple en matière d'agriculture, d'environnement, de communication, de formation, d'artisanat, de santé ou de commerce, un tissu non négligeable.

***

A ces composantes initiales tendent à s'ajouter, sous l'effet des évolutions sociales et de la crise des

représentations politiques majoritaires :

- des expériences de rénovation et d'innovation dans les mouvements associatifs trop souvent réduits à un rôle de redistribution des fonds d'Etat.

- des mutations de certaines formes de syndicalisme agricole qui proposent d'intégrer la crise planétaire et écologique dans l'approche des problèmes de production, de préservation du patrimoine, de qualité et de revenu.

- des réalisations de la mouvance du développement territorial, insatisfaits du processus par lequel la décentralisation s'est petit à petit réduite à un simple aménagement des pouvoirs des notables locaux.

- des tentatives, encore minoritaires, dans les pratiques du syndicalisme salarié, pour refuser le choix entre opposition protestataire et gestion technocratique ou opportuniste, aussi inefficaces l'une que l'autre face aux mutations du travail et de l'activité dans nos sociétés.

Le champ ainsi décrit offre la triple originalité d'être composé de plusieurs générations, d'être riche d' appartenances et d' origines sociales variées, au carrefour de plusieurs histoires et cultures militantes.

2 Valeurs & Portée

Dans ce champ, et malgré leur dispersion, fonctionnent des éléments de repérage auxquels, de manière intuitive, s'identifient les différents acteurs de l'Economie Alternative et Solidaire et qui lui donnent une personnalité particulière :

En premier lieu, des valeurs fortes, fondées sur le respect d'autrui, inséparables les unes des autres :
– ***La solidarité :*** aucun individu, aucun groupe, aucune collectivité ne peut agir sans peser les conséquences de son activité sur les autres et, au-delà, sur toute la société et la planète. L'intelligence des interdépendances, le rejet des égoïsmes et des sectarismes s'alimentent mutuellement.

– ***L'autonomie :*** chaque personne, chaque unité de base, chaque territoire doit pouvoir aller au bout de ses potentialités propres, disposer de la capacité maximum à agir avec ses moyens, limiter sa dépendance, conquérir une souveraineté optimale.

– ***L'égalité :*** les inégalités liées au hasard, aux situations, à l'histoire, à l'âge ou à la nature, les différences inévitables et souhaitables, ne doivent pas se transformer en domination, en oppression, en exclusion : il n'y a pas de hiérarchie a priori entre individus, sexes, nations ou cultures. La parités s'impose comme un droit.

– ***Le partage :*** à l'opposé des mécanismes d'hégémonie et de prolifération, doivent être valorisées la diffusion et l'adaptation des savoir faire. Il faut partager non seulement les excédents, les bénéfices et la consommation, mais aussi le travail, le temps et le risque.

La recherche de qualité et l'excellence ne prennent du sens que dans la coopération et dans l'échange.

Ces valeurs, que les militants de l'économie alternative et solidaire essaient de faire vivre et fructifier dans leurs pratiques, sont aux antipodes des modèles dominants pour lesquels l'éthique, la politique et le social sont considérés dans le meilleur des cas comme des correctifs ou des régulateurs à postériori. Elles s'inscrivent dans des tentatives pour maintenir constamment ouverte la question du sens, dans l'économie mais aussi dans la technologie et dans la science. Elles réinterpellent la notion de progrès et élargissent les critères traditionnels de rationalité en y réintroduisant notamment des facteurs de responsabilité vis-à-vis des interêts de la vie sur notre terre et des droits des générations futures.
A partir de ces valeurs, l'Economie Alternative et Solidaire prend toute sa place dans les recherches pour l'émergence d'une nouvelle culture du changement social.

Elle se conçoit comme partie intégrante des mouvements qui entendent changer non pas le mais les pouvoirs.

Elle entend faire admettre et protéger les revendications individuelles et sociales de dissensus : elle reconnait comme légitime que certains puissent vouloir vivre immédiatement autrement que sur la base de la norme la plus répandue, pour autant que cela ne génère aucune nouvelle forme d'oppression ou de souffrance.

Mais elle raisonne pour elle-même dans une perspective majoritaire ; autrement dit, elle se place, sur le "marché démocratique du débat d'idées", par la force de conviction et par l'exemplarité, comme porteuse de solutions d'ensemble utiles pour la société.

Soucieuse du degré maximum possible de non-violence, elle assume la conflictualité qu'engendrent domination, exploitation, oppression et rupture du lien social.

Un de ses apports réside dans les processus cumulatifs qu'elle met en oeuvre.

Son propos est, à chaque moment, d'aller aussi loin que faire se peut avec les potentiels de changement et de transformation présents dans la population, de les cristalliser en dynamiques et en réalisations, de stabiliser des positions, de les faire admettre comme amorces de propositions globales, d'engager à partir de là de nouveaux redéploiements...

3 Intuitions & Pistes d'orientation

Dans ce cadre, et quoique sans homogénéité spontanée, le patrimoine des intuitions ou des idées agitées par les mouvances de l'Economie Alternative et Solidaire est loin d'être négligeable. Trois chemins balisent bien la démarche intellectuelle dans laquelle elles évoluent et donnent d'ores et déjà lieu à des expérimentations ou des innovations auxquelles elles contribuent.

● Changer le travail

Le travail, salarié ou non, étant placé par les systèmes marchands au centre des identités sociales, son appropriation est devenue l'objet d'une course effrénée dont les effets sont désormais extraordinairement contre-productifs. Sont exclus et précarisés ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent en accepter les normes; ceux qui le peuvent sont insécurisés et enfermés sur leur poste et craignent de perdre leur emploi. Se multiplient les tensions nées de la compétition hiérarchique et des discriminations irrationnelles par l'âge ou le sexe; l'espace urbain et les territoires subissent la subordination des doubles flux de la marchandise et du travail; certains sont suroccupés, d'autres mis en jachère; les temps et les savoirs sont captés, achetés, enrôlés. Les technologies se durcissent. Voilà les symptômes de plus en plus graves d'un mal-être collectif où le prix humain à payer pour la croissance et la productivité immédiate s'avère de plus en plus insupportable.

Comment imaginer qu'on puisse évoluer sans profondes remises en cause ? Dans les années à venir, la place du travail rémunéré ne pourra qu'être relativisée. Il faudra bien en venir à le partager, à le déconnecter de l'accès au revenu et de à la consommation, et cela autrement que par les mille formes actuelles d'assistance.

La pluriactivité, l'essaimage enrichiront le mode d'insertion à l'emploi. Il pourra en résulter une recomposition des temps et de l'alternance entre emploi, formation, activité, repos, loisirs, des formes innovantes d'échange des postes de travail et de mobilité professionnelle. Ainsi entamera-t-on peut-être la réduction de l'écart qui s'est creusé en dignité, en statut et en revenus entre ceux qui ont trop de travail et ceux qui n'en ont pas ou plus, entre l'activité reconnue et celle qui ne l'est pas (temps domestique, bénévolat,...).

● Compter autrement

Le modèle productiviste n'est parvenu à un haut degré apparent de performance économique qu'en tirant des traites sur le Nord comme sur le Sud de la planète et l'avenir de ses enfants. Ses coûts écologiques et sociaux sont écrasants. Une partie du monde est épuisée, assommée par la faim et par la guerre.

Les marchés de la santé, de la drogue, de l'armement, de l'immobilier, révèlent par l'absurde l'immoralité de ce système où la réussite entrepreneuriale des firmes et des cartels se paye trop souvent de la souffrance, de la douleur et de la mort, parfoie de la folie...

A terme, une façon différente de produire des biens et des services de meileure qualité, un autocontrôle de la consommation, la réparation et la prévention des dégâts du progrès, le rééquilibrage du développement du monde imposent aux sociétés humaines de prendre réellement en compte la totalité des effets, présents ou différés, de leurs activités. Il importera sans doute de plus en plus de relativiser la comptabilité par unité de production prise isolément, de reterritorialiser le calcul des coûts, de réinternaliser les effets d'aval chaque fois que cela sera possible. Les grands agrégats de la comptabilité nationale devront eux-mêmes être recomposés. De nouveaux critères indicateurs sont à inventer. Dans le même esprit, la fiscalité deviendra forcément de plus en plus lourde pour les activités génératrices de chômage, de maladie, d'insécurité ou de dégâts écologiques, et modulée par les groupes qui tentent de les "économiser" et de les prendre en compte dans le calcul des prix, comme c'est le cas des entreprises qui essaient de fonctionner sur d'autres critères.

● Renforcer la démocratie économique

L'Economie Alternative et Solidaire développe la citoyenneté :

Ses outils et méthodes facilitent l'accès des individus ou des groupes à l'Entreprise et au capital, élargissent le contrôle des producteurs et des consommateurs sur le contenu du travail, l'utilité sociale, la valeur des produits et les technologies; ils s'efforcent de promouvoir l'égalité et la responsabilité de réduire les écarts (entre les sexes, entre les revenus, entre conception et execution...); ils proposent aux habitants une meilleure maîtrise des flux, des circuits de décision et de l'argent (profit, investissements, fiscalité, épargne). L'émergence d'un troisième secteur d'utilité sociale, comme composante nouvelle d'une véritable économie mixte, figure parmi les concrétisations possibles de la démocratie économique. Mais celle-ci suppose un effort considérable de rénovation du syndicalisme, des modèles de management dans les entreprises, des pratiques économiques des collectivités locales ainsi que des activités associatives. Par la valorisation de ses réussites, l'Economie Alternative et Solidaire peut être un facteur actif et exemplaire de ces évolutions.

● Mobiliser les territoires et leurs habitants

Les modèles majoritaires de pratiques économiques banalisent les espaces et les localisations; ils dispersent les spécificités, dissolvent les collectifs d'appartenance; ils uniformisent, standardisent, repèrent, discriminent et pénalisent les écarts à la norme. Les représentations qu'ils diffusent comme exemples à suivre sont négat-

rices des identités, des sources ou de l'histoire des lieux, des groupes et des individus.

L'Economie Alternative et Solidaire soutient l'idée qu'il faut au contraire valoriser et donc réhabiliter les ressources et les particularités des territoires comme celles des groupes sociaux, particulièrement lorsqu'ils sont en voie d'enfermement ou de relégation. La réintroduction de la mémoire, l'identification des origines, l'inventaire des savoir-faire, y compris quand ils ne semblent pas directement économiques, la promotion d' événements culturels et des rencontres qui développent la capacité d'initiatives et de réalisations collectives, voilà des composantes des pratiques alternatives en matière d'économie, dont témoigne l'expression "développement local communautaire" en dépit de certaines ambiguïtés (par communauté librement choisie ou confirmée, d'appartenance ou de relations). Elles ne limitent pas l'acte d'entreprendre à la création de la structure ou de l'outil, mais tendent, en renforçant leur capacité d'action et d'ouverture, à multiplier le nombre des groupes capables de contribuer au bien commun.

4 Limites & Prise de conscience

Issue de pratiques et de mouvances diversifiées, porteuses de valeurs fortes et de thématiques innovantes, l'Economie Alternative et Solidaire a cependant manqué depuis plusieurs années de visibilité, d'organisation, de lieux et de moments repérés d'échanges et de débats, de moyens pour agir.

Plusieurs conséquences négatives résultent de ces limites, parmi lesquelles :
- la faiblesse de la tradition écrite, la dispersion de la littérature théorique, l'absence d'un programme construit.
- le maintien de l'expérimentation sur des produits de petite taille et donc un certain degré d'enfermement sur la micro-activité.
- la difficulté à accumuler des moyens en capital et en ingénierie, qui ont amené les entreprises à demeurer sur des créneaux à contenu technologique trop modeste, et à ne pas contribuer suffisamment à la recherche ou à la promotion de l'innovation scientifique et technologique alternatives, par exemple en matière d'énergie, d'habitat ou de santé.
- l'extériorité par rapport à l'entreprise, aux salariés, au syndicalisme. De ce fait, l'Economie Alternative et Solidaire a été plus réputée pour sa capacité à faire naître du nouveau qu'à réformer de l'ancien. Elle fait parfois "ailleurs" plus qu'"autrement".

Son image est donc plus celle d'un laboratoire d'innovation que d'un ferment crédible de propositions globales et politiques.

Dans ces conditions, l'Etat et les organisations du management social ont toujours plus ou moins tenté d'intégrer à leur propre thématique tel ou tel aspect des intuitions portées par la mouvance ou d'autres groupements d'innovation.

L'insertion par l'économique, les Travaux d'Utilité Collective, le développement local, le RMI, les services de proximité, le temps partiel sont peut-être et, bien sûr à des degrés divers, les avatars de ce processus de détournement. Demain peut être l'environnement, l'écologie.

Le positionnement des pratiques alternatives par rapport aux grandes Institutions s'en est toujours trouvé affecté, oscillant entre ruptures et collaboration, distance et partenariat, brouillant au fond la nature de la relation qui doit être politique et contractuelle.
A la suite de l'organisation de TOES 1989, à partir du rapprochement entre l'ALDEA et Solidarité Emploi, ont émergé progressivement plusieurs idées pour opérer une tentative de dépassement de ces limites :
- l'idée de ***passer du prototype au transfert élargi***, de l'expérimentation à l'appropriation par le mouvement social des thèmes et des valeurs d'une autre économie.
- l'idée de ***regrouper des moyens, de mutualiser des compétences*** pour donner aux pratiques alternatives plus de surface, plus de capacité à s'affronter à des enjeux de grande échelle.
- l'idée de ***synthétiser les acquis de la réflexion***, de les mettre en forme, de les diffuser comme propositions soumises à un large débat au delà des militant(e) de l'Economie Alternative et Solidaire.
C'est de ces trois idées que naît le présent Réseau.

5 Un Réseau coopératif de Citoyenneté économique

Dans le projet du REAS, pas de démission des acteurs locaux au profit d'un centre supposé savoir, pas d'orthodoxie théorique imposée, pas d'organisation plaquée, pas d'outil qui finit par l'emporter sur ses utilisateurs et s'opposer à son objet initial. Pas d'appareil coûteux et contreperformant.
Par le passé, des mouvements et des fluidités vivantes se sont figés en rigidité bureaucratique, en expertise technocratique : Ils servent de contre-modèles. Notre projet se veut au contraire fédératif, préservant la pluralité, les différences de style, d'histoire, de temps, permettant à chacun de donner à ses préoccupations plus d'impact et d'écho au delà de sa propre sphère d'influence.
Il s'appuie sur plusieurs centres de dynamisme et d'impulsion, permet les échange décloisonnés (principe de transversalité), développe l'expression et l'écoute (principe d'interactivité). Il accorde une place aussi grande aux relations entre ses membres (principe d'horizontalité) qu'à la relation entre local et national. Il est

attentif à contruire une solidarité qui évite toute dépendance et toute subordination.
Il s'efforce d'intégrer aussi des légitimités variées, de façon égalitaire, de telle façon qu'elles se renforcent les unes les autres : légitimité par le territoire, légitimité par la spécialisation, légitimité par la spécialisation, légitimité par la maîtrise de l'outil, légitimité par l'apport intellectuel et culturel.

L'ambition du REAS est de devenir un véritable Réseau Coopératif d'Initiatives Economiques de Citoyens :
- Réseau coopératif de mise au point d'outils et de services à usage des participants et de leur environnement : conseil en création d'entreprises, financement, assurances, protection sociale.
- Réseau coopératif de consommateurs et d'échanges de savoirs : circulation des personnes, des technologies innovantes, évaluation réciproque, entraide, troc, rassemblement d'informations, autoformation collective.
- Réseau coopératif d'initiatives locales et nationales : promotion de réalisations et de produits, appels et campagnes médiatiques de solidarité et d'épargne, communication grand public à destination de la population. Génération Banlieue, Madiakar 2000, seront ainsi les précurseurs d'opérations d'une certaine ampleur. Au centre de ces initiatives, bien sûr, celles qui peuvent promouvoir un autre rapport à l'argent et à l'économique. ***A terme, une ambition : la réunion des conditions pour l'émergence d'une Banque Alternative.***
- Réseau coopératif de reflexion, de production et de diffusion d'idées permettant de donner un contenu plus concret, plus programmatique et donc plus efficient aux intuitions de l'Economie Alternative et Solidaire.
- Réseau coopératif de solidarité, de médiation et d'influence : appui aux mouvements allant dans le sens des alternatives de changement social, coopération technique avec ces mouvements (exemples : logement, commerce équitable, environnement, initiatives économiques de femmes, reconversion des usines d'armement, cultures ...), promotion de propositions auprès des pouvoirs publics, contacts avec les entreprises de l'économie traditionnelle.
C'est un réseau ouvert : il participe aux efforts pour une Europe de la Grande Solidarité, attentive au Sud et à l'Est. Il est demandeur d'échanges et de partenariat avec les confédérations syndicales, par exemple, sur l'utilisation des Fonds Salariaux et sur les changements du travail, tout comme avec les structures de l'économie sociale officielle que sont les grandes mutuelles et coopératives.

Le choix de l'Union d'Economie Sociale et de la Coopérative comme formes appropriées d'organisation de cette ambition, n'obéit bien sûr pas au hasard :
- elles maintiennent l'indépendance des participants, établissent leur responsabilité économique, juridique et financière au niveau où ils l'ont décidé.
- elles favorisent la solidarité et la mobilisation de tous autour des projets de l'un des membres.
- elles permettent d'accumuler, d'épargner, de se constituer un patrimoine au fur et à mesure des avancées communes et donc de mieux gérer les risques liés à la recherche et à l'innovation.
- elles autorisent un fonctionnement démocratique dans lequel on pondère de façon équitable les facteurs "nombre" et "poids économique", on parvient à une représentation plurielle pour l'établissement d'un contrat périodiquement décidé par le congrès.

Le niveau local est évidemment le plus à même d'inventer ses formes d'organisation les plus appropriées : UES locales, associations d'associations, boutiques financières, associations de développement local, fédérations, figurent parmi celles déjà pratiquées et dont les seuls critères contraignants sont ceux du pluralisme, de la démocratie et du respect des points de repère communs.

6 Appel

La tâche paraît immense et relever du pur volontarisme ! Qui niera que tout, dans nos sociétés, décourage l'action économique et l'entreprise, quand elles ne sont portées ni par l'appât du gain, ni par celui de la notoriété et des pouvoirs ? Qui niera que les impasses des idéologies traditionnelles, les abandons, les capitulations ou les crimes auxquelles certaines d'entre elles ont abouti, n'aient entrainé un formidable recul des valeurs collectives d'intérêt général, l'inhibition du faire et la dictature des mangeurs d'espoir ? Mais les années qui se sont écoulées ont également vu naître d'autres militantismes, d'autres relations de individus à la société, d'autres façons de faire. De nouveau, la jeune génération permet que de plus anciennes, renouant avec des expériences d'un autre temps mais porteuses des mêmes aspirations, apportent leur contribution aux projets des temps qui courent.
Le Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire peut être un des espaces de renaissance de l'initiative, un outil des mémoires qui se projettent dans l'avenir, un carrefour original où se croisent, se recoupent et s'enrichissent des trajectoires ou des aventures venues à priori de loin les unes des autres.
Lieu et moyen de l'économie reconciliée et réappropriée, il ne remplira un aspect essentiel de sa fonction - renouer des liens dans une société qui se morcelle - que s'il reste ouvert au neuf et s'il trouve un style original.
Il convient pour cela que tous ceux qui pensent se reconnaître dans ces "poteaux d'angles" (H.Michaux) contribuent à sa naissance, à son développement et à son rayonnement.

■ Pantin, le 3 décembre 1992.

STATUTS

Article 1 : Forme - Les adhérents aux présents statuts, ainsi que toute autre personne qui acquièrerait ultérieurement la qualité d'associé, constituent une union d'économie sociale, société anonyme coopérative à capital variable, à conseil de surveillance et directoire, qui est régie par le titre 3 de la loi sur les sociétés du 24 juillet 1867, la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, la loi du 20 juillet 1983 concernant certaines activités d'économie sociale, la loi du 12 juillet 1985 concernant certaines dispositions relatives aux Unions d'Economie Sociale, le décret du 23 mars 1967 et les présents statuts.

Article 2 : Objet - L'Union, par la coopération entre et pour ses membres, a pour objet la création et l'exploitation de services communs aux associés en vue de développer leurs activités en matière de communication, de gestion, de recherche, d'expérimentation et de réflexion, d'offres de services communs, de développer la synergie entre les réseaux des différentes associations et en particulier de développer le réseau des acteurs de l'économie alternative et solidaire, et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

Article 3 : Dénomination sociale - La société a pour dénomination " RESEAU DE L'ECONOMIE ALTERNATIVE ET SOLIDAIRE " société anonyme coopérative à capital variable, à conseil de surveillance et directoire, déclarée en Union d'Economie Sociale.

Article 4 : Siège social - Le siège social de la société est fixé au 61, rue Victor Hugo 93500 Pantin. Le siège social peut

être déplacé sur décision du conseil de surveillance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire.

Article 5 : Durée - La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Elle est prorogeable dans les conditions fixées par la loi.

Article 6 : Le capital social est variable. Le capital social

initial est fixé à la somme de 10 000 FF divisé en 100 actions de 100 FF chacune, numérotées de 1 à 100. Les actions sont sous forme nominative.

Article 7 : Le capital peut augmenter :

- par des souscriptions complémentaires, effectuées par les associés et libérées immédiatement, soit par l'emploi de leur droit sur la répartition des bénéfices ou résultant d'un accord de participation, soit par l'affectation à la création de nouvelles parts sociales, décidées par l'assemblée des associés, des répartitions de bénéfices revenant à ces associés.

- après accord du conseil de surveillance et sous réserve de ratification de la prochaine assemblée des sociétaires, par toute souscription effectuée par des associés.

Le capital peut être réduit par la démission, l'exclusion, le décès, l'interdiction, la faillite, la liquidation de biens, le règlement judiciaire ou la déconfiture des sociétaires. Toutefois, il ne pourra être réduit en dessous du quart du montant le plus élevé atteint depuis la constitution de la société, ni en dessous du montant de l'article 6.

La cession d'actions à un tiers est soumise à l'agrément de l'assemblée ordinaire des sociétaires qui suit la demande dans les conditions fixées par la loi.

Article 8 : L'admission en qualité de sociétaire est prononcée par le conseil de surveillance sous réserve de ratification de la prochaine assemblée des sociétaires.

En cas de retrait ou d'exclusion d'un sociétaire le directoire dispose d'un délai de 5 ans pour rembourser les actions, sans intérêts.

Chaque associé dispose d'une voix à l'assemblée générale.

Article 9 : Les assemblées ordinaires de sociétaires sont tenues et délibèrent dans les conditions déterminées par la loi, selon les questions qui leurs sont soumises. La majorité est fixée au 2/3 des présents et représentées. L'assemblée des associés délibère valablement à partir de la moitié des sociétaires, présents ou représentés regroupant 1/4 des parts sociales.

L'admission ou l'exclusion d'associés sont soumises à l'assemblée ordinaire dans les conditions de quorum et de majorité applicables aux assemblées extraordinaires fixées à l'article 12.

Article 10 : Les assemblées extraordinaires sont tenues et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont compétentes pour modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Le quorum pour que l'assemblée délibère valablement est de 2/3 des associés présents ou représentés regroupant la moitié des actions, la majorité est de 2/3 des voix. Aucun sociétaire présent ne peut porter plus de deux pouvoirs.

Dans le cas ou l'assemblée ne réunirait pas les conditions de quorum, une seconde assemblée peut être convoquée par lettre individuelle simple envoyée 6 jours avant cette seconde assemblée.

Les délibérations deviennent alors valables dans les conditions de majorité fixées pour l'assemblée ordinaire des sociétaires, mais ne peuvent porter que sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

Article 11 : Le conseil de surveillance peut rédiger un règlement annexe, approuvé par l'assemblée générale, définissant les rapports entre l'union et les sociétaires.

L'assemblée générale peut modifier ce règlement annexe.

Article 12 : La société est dirigée par un directoire composé de un à cinq membres, choisis parmi les actionnaires ou non. Les membres du directoire sont désignés par le conseil de surveillance pour une durée de 1 à 6 ans.

Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Article 13 : Le conseil de surveillance est composé de 3 à 12 membres nommés par l'assemblée générale ordinaire, ils sont désignés parmi les associés.

Leur mandat est de 1 à 6 ans, toutefois les premiers membres sont désignés pour une durée de 3 ans. Ils sont rééligibles.

L'assemblée ordinaire peut les révoquer à tout moment.

La durée de leur mandat s'achève à l'issue de l'assemblée ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice.

Cette assemblée doit se réunir dans les six mois qui suivent la clôture des comptes de l'exercice.

Le conseil de surveillance élit un président et un vice-président dans les conditions déterminées par la loi.

Le conseil de surveillance assure le contrôle de la gestion assurée par le directoire. En cas de différend entre le directoire et le conseil de surveillance sur la répartition de leurs pouvoirs, le directoire saisit l'assemblée des actionnaires qui tranche. Il autorise le directoire à accorder les cautions, avals et garanties.

Article 14 : L'union peut admettre des tiers non associés à bénéficier des services qu'elle offre ou à participer à la réalisation d'opérations qu'elle entreprend.

Article 15 : Chaque exercice social a une durée de douze mois; il commence le 01 janvier et finit le 31 décembre.

Article 16 : Le contrôle de la société est effectué par un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant, nommés pour six exercices, par l'assemblée générale; leurs fonctions expirent après l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice; ils sont rééligibles.

Article 17 : S'il résulte des comptes de l'exercice tels qu'ils sont approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un excédent d'exploitation, l'assemblée générale après dotation des réserves légales répartit les sommes disponibles sur un ou plusieurs postes de réserves ou fonds de développement. Elle peut servir un dividende, dans la limite légale du taux en vigueur. Elle peut attribuer sous forme de subvention une fraction soit à d'autres coopératives, soit à des unions ou fédérations de coopératives ou associations d'intérêt général ou professionnel.

Article 18 : En cas de liquidation, l'actif net qui subsiste après paiement du passif et remboursement des parts sociales est dévolu par l'assemblée des associés à une ou plusieurs sociétés coopératives ou fédération de sociétés coopératives ou union de sociétés coopératives, à une personne morale de droit public, ou à une œuvre d'intérêt général, associative, coopérative ou professionnelle ne poursuivant pas un but lucratif.

manifeste pour une autre économie

Lorsqu'un problème nous résiste malgré d'énormes efforts de recherche, nous devons mettre en doute ses données premières. L'imagination est alors plus importante que la connaissance.
Albert Einstein

Le problème qui résiste, c'est celui de la faim.
faim du corps, dans les pays du tiers-monde, présente aussi dans nos pays, mais cachée et niée,
faim d'être, dans une société où l'ultime référence est l'argent,
faim exploitée, devenue le marché du siècle.

Nous n'acceptons pas cette faillite et mettons en doute ses données premières:
dogme de la *loi du marché* des riches, dont les déséquilibres seraient miraculeusement corrigés,
mythe de l'*état providence*, dont la sollicitude pourvoirait au bonheur de tous,
foi en la *société d'abondance*, au bout d'une longue route pavée des vertus du travail, du progrès technologique, de l'exploitation intensive des ressources naturelles, sous l'éclairage unique de la rentabilité financière,
fatalité du *surarmement* pour préserver, à l'ouest comme à l'est, le pouvoir des nantis...
Mirage de la compétition, réalité de l'exclusion

Nous nous sentons capables de participer à la construction d'un autre monde. Nous voulons imaginer une terre où chacun retrouve la liberté de *conduire son destin* et participe à l'économie de son environnement.

Certains vivent déjà cette *utopie*, qui devient ainsi *réalité*.
Dans de tels lieux, accessibles à tous, l'argent n'est pas le maître, mais l'instrument,
la *valeur individuelle* n'est pas confondue avec la richesse matérielle, les diplômes ou la position sociale, mais est reconnue dans la faculté d'être et de partager,
le *travail* n'est pas l'obligation de gagner sa subsistance, mais le moyen de *se développer* en contribuant à la vie du groupe, en harmonie avec les forces de la nature,
l'*efficacité* n'est pas le fruit amer de la compétition et de l'exclusion, mais le résultat tant de l'effacement des intérêts particuliers que de l'*imagination* dans la simplicité des moyens,
l'*activité économique* ne concourt pas à la prolifération des besoins, mais répond à la nécessité et à l'attente des hommes.

Nous nous situons dans cette perspective.
Nous participons à la création et au développement de nouvelles entreprises en leur apportant des ressources humaines et financières.
Nous poursuivons l'analyse critique des modes de production actuels, et la recherche de propositions alternatives concrètes.

ALDEA, juin 1984.

ROLE ET PLACE DU CORRESPONDANT LOCAL

Le Correspondant local du REAS agit au niveau du département, du pays, de la ville ou du quartier.

Sa légitimité étant reconnue par le Réseau, il (elle) en utilise le sigle et peut intervenir en son nom auprès de l'ensemble des partenaires auxquels il a affaire. Il adhère et cotise à l'Association Nationale des Correspondants locaux.
Porteur des valeurs de l'Economie Alternative et Solidaire, il identifieles réalisations et les projets locaux qui vont dans le même sens. Il les écoute, engage le dialogue, et leur propose les services et outils existants du Réseau. Il adapte, si possible, ces derniers aux situationslocales et contribue, si nécessaire, à en créer d'autres.

Il s'efforce dans la mesure du possible de mettre en relation entre elles les initiatives repérées, dans un réseau de proximité dont les formes peuvent varier, et dont le but est la mutualisation des savoirs et des ressources.

Le cas échéant, il les met en contact avec d'autres, de nature analogue et pouvant être connues par l'intermédiare du Réseau National. Il fait circuler les informations sur des expériences existantes dans d'autres secteurs, domaines ou territoires.

Il fait connaitre au Réseau lui même les leçons et acquis qui se dégagent de ces pratiques locales.

Il participe dans la mesure de ses disponibilités et opportunités locales, aux campagnes nationales du Réseau.

Il fait lui même les leçons et acquis qui se dégagent de ces pratiques locales.

Il diffuse les supports de communication du Réseau, et s'occupe de promotion de A FAIRE et de la Lettre du REAS, auxquels il contribue par des articles et envois d'informations. Il est présent aux réunions régionales ou nationales de correspondants, étant entendu que le rythme, de ces dernières ne peut être supérieur à deux par an.

Il bénéficie d'un accés aux services du Réseau : conseil à la création d'entreprises, conseil au montage d'outils financiers, d'assurance ou de protection sociale, Réseau Européen, commissions thématiques, réseaux de relations institutionnelles. Il reçoit les informations nécessaires à la conduite de son action locale en faisant appel soit aux structures d'animation nationale, soit aux autres correspondants avec lesquels il a un accès direct, soit aux membres associés. A terme, le Réseau dvra mettre en place dans ce but un système de fiches thématiques, et de communication rapide.

Il s'inscrit dans le travail de reflexion, de recherche, et d'autoformati du REAS.

■ Texte adopté par L'A.G. de l'association des correspondants locaux

POUR UNE ÉPARGNE SOLIDAIRE !

Malgré leurs difficultés, les banlieues sont riches... riches de l'attachement des habitants à leur quartier, de l'amitié, de projets et d'initiatives individuels et collectifs.

Les habitants des banlieues revendiquent leur droit d'agir sur leur cadre de vie. La vie de la cité passe par l'activité économique qui s'y développe, la présence de commerces et de petites entreprises, la création d'emplois...

... C'est pourquoi nous vous proposons aujourd'hui de participer à la campagne Génération Banlieue.

Soyons ensemble les artisans d'une nouvelle citoyenneté des banlieues!

Qu'est ce que le Fonds Commun de Placement à Risque Génération Banlieue?

Un outil financier conçu pour soutenir la création d'entreprises dans les banlieues. Son objectif est la création de commerces ou de petites entreprises, afin de redynamiser le tissu social des banlieues et de créer des emplois. L'animation du Fonds sera assurée par les associations de quartiers, réunies en Comité d'investissement. C'est donc un outil financier démocratique qui rend aux acteurs de ces associations une part d'autonomie et leur donne de nouvelles responsabilités.

Ce Fonds de 5 millions de francs sera constitué par l'épargne de souscripteurs individuels, associatifs et d'entreprises. Il s'agit d'un placement à long terme, et non d'un don. L'argent confié pour une durée minimale de 5 ans permettra de créer des activités économiques viables et non d'assurer des produits financiers en spéculant.

La valeur de votre épargne sera essentiellement liée à l'évolution des entreprises soutenues. Il ne s'agit donc pas d'investir à fonds perdus, mais bien d'assurer la pérennité de l'épargne qui nous est confiée et de réduire la distance entre le monde de l'économie et la vie quotidienne. Pour que le capital soit un peu plus au service de l'individu et non l'inverse!

Soyez les premiers à faire travailler votre épargne de manière solidaire dans Génération Banlieue!

S'investir dans Génération Banlieue, c'est:

- fournir des moyens à ceux qui agissent au cœur de l'exclusion dans les villes,
- développer une nouvelle relation à l'épargne, plus solidaire envers ceux qui sont exclus de la société de consommation,
- s'engager dans un mouvement de citoyens fondé sur la solidarité et la conviction qu'ensemble nous pouvons durablement promouvoir une véritable alternative pour le développement des banlieues,
- bâtir ensemble la cité de demain, plus juste, plus solidaire, plus belle... en un mot plus humaine.

La campagne Génération Banlieue est lancée à l'initiative de:

AGORA Tél: 72 04 57 35
Vaulx-en-Velin, 69

S. O. S. ça Bouge - Bondy, 93
Tél: 48 49 06 04

VITECRI - Toulouse, 31
Tél: 61 47 25 78

La Fédération des Associations de Jeunes des Quartiers - Lille, 59
Tél: 20 54 02 07

Le Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire - Pantin, 93
Tél: 49 15 04 03,

et soutenue par la Direction Interministérielle à la Ville, la Direction Population et Migration (Ministère des Affaires Sociales), le Fonds d'Action Sociale, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Fonds Social Européen.

COUPON REPONSE

à renvoyer à Génération Banlieue - 61 rue Victor Hugo 93 500 - PANTIN.

Particulier ☐ Association ☐ Entreprise ☐ Autre ☐

Nom, Prénom: .....

Raison Sociale: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville: .....

Tél: ..... Fax: .....

Je suis intéressé (e) par l'initiative Génération Banlieue et désire recevoir sa lettre d'information mensuelle.
Je souhaite diffuser l'information autour de moi. Merci de me faire parvenir ..... dépliants d'information.

CHARTE EN VUE DE LA CONSTITUTION DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT A RISQUE

" Génération Banlieue "

Les représentants de six groupes locaux, indépendants, et les associations de l'économie alternative et solidaire se sont rencontrés à deux reprises, en mars et en mai de cette année, pour examiner ensemble l'hypothèse de la constitution d'un outil financier d'appui aux projets portés par des collectifs dans les banlieues.

Le dialogue a été chaleureux et extrêmement productif : partant d'un constat commun sur la situation dans les périphéries des villes grandes ou petites, nous sommes également tombés d'accord sur la façon de procéder pour monter un outil indépendant, démocratiquement géré, apte à faire surgir et mûrir des dizaines d'initiatives économiques, capable de redonner espoir à des individus ou des groupes mal pris en compte par les dispositifs ou les acteurs traditionnels.

Un travail est en cours pour définir un comité de parrainage, trouver un partenaire bancaire, définir en fonction des règles en vigueur une stratégie de collecte et de communication, pour cet outil qui sera une grande première en France. D'autres informations seront données sur cette opération. Nous publions ci-dessous la charte adoptée par les initiateurs. Si en tant que groupe local, vous souhaitez participer au travail de montage, écrivez à A FAIRE.

Une certaine idée de la banlieue est à la une.

Experts, sociologues, journalistes, devant l'urgence et les catastrophes annoncées, produisent aujourd'hui sur le mal vivre dans les villes, des diagnostics (souvent onéreux), des analyses (savantes) et des images. Le pire et le meilleur s'y mélangent. Le vrai et le fantasme s'y côtoient.

Simultanément intervient la décision publique : les dispositifs sont annoncés. L'argent paraît couler à flot, et pas forcément à bon escient ni au bon endroit... Les préfets, les fonctionnaires sont sur le pont. Les élus s'inquiètent au moindre signe d'agitation.

Et pourtant, il y a chez les militants et les associations locales, las souvent d'avoir tiré la sonnette d'alarme devant le chômage massif, l'urbanisation délirante, l'échec scolaire, l'arrogance d'une certaine police, des sentiments très mitigés.

De l'amertume :

Faut-il vraiment des voitures renversées, des hypermarchés en flammes, symboles des marchandises inaccessibles, faut-il vraiment des jeunes assassinés, pour avoir de loin en loin l'impression de pouvoir exister et de se faire entendre ?

De l'inquiétude :

Saura-t-on une fois écouter les populations concernées et ceux qui connaissent bien le terrain, ou va-t-on encore, pour ne déranger ni les habitudes ni les pouvoirs en place, passer à la moulinette bureaucratique de la décision partenariale, les projets innovants les plus dynamiques, portés par les groupes les plus actifs, et ne retenir que le triste tryptique "boîtes aux lettres repeintes - animation - stages de formation" ?

> « Contrairement aux stéréotypes, il existe là de l'amitié, de la chaleur humaine, un attachement des habitants à leurs quartiers »

Va-t-on comprendre enfin que l'exclusion, résultat de tant de facteurs économiques, sociaux, urbains, est aussi une question de dignité et d'image pour des centaines de milliers de personnes écartées du travail, de la consommation, de la décision et finalement de la citoyenneté ?

Heureusement, en contrepoint à ces questions, demeure l'**espoir**.

Contrairement aux stéréotypes (banlieue = violence = drogue = délinquance), il existe là de l'amitié, de la chaleur humaine, un attachement des habitants à leurs quartiers. Ils y vivent depuis longtemps, ils y vivront longtemps encore; de ce fait, il sont les premiers intéressés par l'amélioration de la qualité économique, sociale et civique de leur environnement. Ainsi dans les cités les plus délabrées, dans les zones les plus reculées, résistent des initiatives variées et créatives; là un festival, ici un centre de loisirs, là des pratiques sportives et culturelles, là encore de l'entr'aide scolaire ou familiale, ailleurs des services à domicile, de la confection ou de l'artisanat.

A l'abri de ces réalisations, naissent et sont discutés des centaines de projets, auxquels l'expérience de la vie; tout comme le métissage, donnent une exceptionnelle potentialité de qualité, de modernité et de durée.

Il est possible, à partir de ces initiatives et de ces projets, de recréer des liens sociaux, des relations économiques, des victoires et pourquoi pas même un peu de bonheur...

Plusieurs conditions sont nécessaires pour cela :

• qu'on leur laisse l'indépendance dont ils ont besoin, et qu'on fasse confiance à ceux qui les portent, quel que soit leur style.

• qu'on leur donne, non les moyens d'exister, mais les outils pour qu'ils conquièrent par eux-mêmes une autonomie et un enracinement durables.

C'est pourquoi nous unissons nos efforts et nos moyens pour aider ces projets à ne plus dépendre complètement des guichets, des humeurs, des réseaux d'influence, des lenteurs, des rigidités.

Nous décidons de créer le Fonds Commun de Placement à Risque "Génération Banlieue".

Dans l'esprit de l'Economie Alternative et Solidaire, nous nous engageons dans la constitution d'un premier instrument financier d'une certaine taille. Certes, il ne va pas à lui tout seul résoudre les problèmes posés, mais il entend susciter par l'exemplarité, la naissance de nombreuses opérations similaires ou fondées sur les mêmes valeurs.

Il s'agit de rassembler, par appel à la solidarité dans l'opinion, et cela auprès de 5 à 10 000 personnes, une somme de plusieurs millions de francs.

Cette somme, renouvelée et étendue à d'autres appels à souscription, servira au financement en capital de projets économiques portés par des groupes dans les banlieues.

Seront appuyés en priorité ceux qui peuvent apporter une contribution positive à l'inclusion de groupes marginalisés, au dialogue intercommunautaire et intergénérationnel, à la protection des populations fragilisées (et particulièrement, des enfants, confrontés trop tôt à la dureté des problèmes d'adultes), à l'amélioration de l'habitat, et des équilibres écologiques, au développement de services conviviaux de proximité, à la réparation d'objets et à la production de biens durables, à l'innovation technologique artistique et culturelle.

« Ainsi, symboliquement, et comme dans un clin d'œil, l'argent dont ils sont les prisonniers et les otages, pourra-t-il pour une fois fonctionner comme un média collectif de plaisir et de solidarité »

Bref, à ceux qui contribuent à la reconstitution des relations entre les personnes, des échanges économiques, des tissus locaux déchirés par la pauvreté et le chacun pour soi.

Cette somme, selon les règles légales en vigueur, en liaison avec le partenaire bancaire que nous aurons choisi, sera gérée par une société constituée à cet effet, transparente et démocratiquement organisée. L'utilisation des fonds collectés sera décidée par des représentants des groupes initiateurs. Nous faisons ainsi le pari que la démocratie peut articuler mieux que la démarche technocratique, la qualité économique et l'Utilité Sociale.

L'expertise, militante et professionnelle, convoquée pour l'évaluation des projets, aura autant pour fonction le choix, la promotion et le suivi des meilleurs que l'aide et le conseil aux plus faibles pour qu'ils s'améliorent et se renforcent mutuellement.

Nous en appelons enfin au soutien de personnalités reconnues, pour qu'elles nous prêtent non seulement leur nom, mais aussi leur temps, leurs compétences et leurs réseaux d'influence : c'est notre façon à nous de réduire un peu de la distance sociale qui marque tant ce pays.

Ainsi, forts de l'espace reconquis et de la reconnaissance qui s'en suivra, pourrons-nous travailler sur une base de stricte égalité et de respect mutuel, avec toutes les structures, institutions, collectivités territoriales ou entreprises qui, intéressées par notre démarche, sauront y voir un plus.

Ainsi la discussion pourra-t-elle reprendre sur des bases plus saines sur l'utilisation des fonds publics et de la fiscalité. Ainsi les conditions pourront-elles être réunies pour une véritable collaboration avec les entreprises qui aille au-delà du sponsoring misérable "casquette-chapeaux de papier".

Ainsi, symboliquement, et comme dans un clin d'oeil, l'argent dont ils sont les prisonniers et les otages, pourra-t-il pour une fois fonctionner comme un média collectif de plaisir et de solidarité.

Paris,
le vendredi 10 mai 1991 20h

Salah Amokrane (Association VITECRI - Toulouse)
Emmanuel Antoine (ALDEA)
Aline Archimbaud (Solidarité Emploi)
Jacques Archimbaud (ALDEA)
Mohamed Barkat (Association Jeunes Avenir Décines)
Kamel Boumendjel (Association AGORA - Vaulx en Velin)
Ahmed Bousbaï (FIDE - "Formation Insertion Développement Emploi" - Ile de France)
Romuald Caristan ("Cinevillages" - Pas de Calais)
Lakhdar Daoui (Association Exit - Vénissieux)
Jean-Pierre Dardaud (Frères des Hommes)
Jean-Paul Gautier (ALDEA)
Djamel Kelfaoui ("SOS ça bouge" - Bondy)
Christian Valadou ("ASTOLABE" - Gagny)

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

OL/NG
Réf. : OLLTALTE
N° COB : 005364

COB

Monsieur Henri LEBLANC
Président du Directoire
SOCIETE ALTERFI
61 avenue Victor Hugo
93500 PANTIN

Service
des Placements

Paris, le 13 JUIL. 1994

Monsieur le Président,

Vous avez récemment communiqué à la Commission des opérations de bourse les informations relatives à la société de gestion "ALTERFI" afin d'obtenir l'autorisation de gérer le fonds commun de placement à risques "GENERATION BANLIEUE" en cours de constitution.

L'étude de ce dossier amène les deux remarques suivantes :

- en premier lieu, l'attribution des responsabilités de gestion au sein de la société est confuse. En effet, de nombreuses décisions de gestion qui relèvent des organes sociaux de la société de gestion sont, d'après votre projet, du ressort du comité d'investissement : choix et suivi des investissements, définition des conditions de cessions des participations, ouverture et fermeture des périodes de souscriptions du FCPR.

Or, un comité d'investissement ne peut avoir qu'un rôle consultatif et de conseil en investissements. Il ne peut en aucun cas s'arroger des prérogatives dévolues par la réglementation aux dirigeants de la société de gestion.

- d'autre part, les personnes en charge de la gestion du FCPR, Messieurs ACHOUR et ROGER, ne possèdent pas les qualifications requises par la Commission en matière de gestion de portefeuille.

L'intervention au sein de l'équipe de gestion d'un spécialiste de ce secteur, qui pourrait être mis à disposition par l'établissement dépositaire, permettrait de pallier à ces inconvénients.

- enfin, la Commission souhaite que l'objet social de la société de gestion, précisé à l'article 2 des statuts, ne concerne que la gestion de FCPR. Dès lors, je vous demande de bien vouloir me faire parvenir une lettre d'engagement par laquelle vous vous engagez à tenir une assemblée générale extraordinaire pour changer l'article 2.

Par conséquent, en l'état actuel de ce dossier, la Commission n'est pas en mesure d'autoriser la création de la société ALTERFI, ni l'agrément du FCPR "GENERATION BANLIEUE" tant que les conditions décrites ci-dessus ne seront pas remplies.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Le Chef de Service

François DESPORTES

COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE
39/43 quai André Citroën 75739 Paris cedex 15 Tél : 40 58 65 65 Télex : Cobpari 205238 F Télécopieur : 40 58 65 00

Atelier N° 13

Déclaration Du Directoire Du Reas

Les conditions écrites mises par la COB à l'agrément du FCPR Génération Banlieue sont inacceptables sur la forme et sur le fond. Elles interviennent de plus après de longues tractations où surgissaient chaque semaine de nouvelles exigences.

Sur la forme, elles posent le problème du statut de cet organisme, qui en l'espèce, se livre à une interprétation discutable des textes de loi et de ses propres recommandations.

Sur le fond, elles mettent en cause, sous le prétexte fallacieux de professionnalisme, la possibilité pour des structures solidaires, animées par des citoyens compétents, de gérer directement des OPCVM. Il s'agit d'une captation et d'un détournement de démocratie, contraire à la tradition républicaine et à nos Institutions.

Le REAS souhaite que les choses ne restent pas en l'état. Les arguments qui lui sont opposés aujourd'hui seront demain opposés à d'autres et visent à créer un précédent, notamment par rapport à la perspective d'émergence d'une banque solidaire. Le REAS envisage toute disposition pour porter le débat et le litige sur le terrain du droit et d'une clarification si nécessaire de la loi sur ces questions. Il appelle ses amis, ses partenaires, ses alliés et tous ceux qui sont attachés à l'hypothèse de l'Economie Solidaire, à soutenir son action, difficile, qui s'apparente au combat du pot de terre contre le pot de fer.

Il demande à la COB de réexaminer le dossier afin de donner une suite favorable au travail entrepris depuis 30 mois par des dizaines de personnes et d'associations.

* * *

En attendant, comme position de repli, le REAS participera à la société de capital-risque Génération Banlieue, créée ce jour-même par les Associations de Banlieue pour financer des projets de création d'activités dans les quartiers avec les sommes déjà recueillies et celles à venir qu'il espère nombreuses et importantes.

Il propose à ses partenaires de maintenir solidairement la société Alterfi, qui doit être en état de fonctionner dans la perspective d'une avancée juridique et politique du dossier COB.

* * *

Le REAS estime que la campagne Génération Banlieue est un succès qui montre les ressources de solidarité et d'imagination existant dans notre pays. C'est dans un appel à l'initiative, aux réseaux de citoyenneté et à la solidarité, que réside une partie des solutions aux crises en cours dans les banlieues.

D'ores et déjà, et outre les pouvoirs publics (DIV, FAS-DPM, Commission de l'Union Européenne, Caisse des dépôts) qui ont rendu possible cette action, nous remercions les Associations de Banlieue, qui par un intense travail, ont permis de constituer un très important réseau d'épargnants solidaires.

Le REAS assume dans ce dossier deux types d'erreur, de nature politique :

1/ Avoir cru que le dossier ne poserait à la COB que des problèmes d'ordre technique : à l'évidence, d'autres questions sont en jeu.

2/ Avoir proposé la constitution d'un outil financier nouveau, exigeant d'atteindre un certain seuil de collecte sans appel public à l'épargne, nécessitant une Société de Gestion, alors que le réseau de petits épargnants solidaires était à constituer de A à Z. En somme, nous avons cumulé les difficultés.

Cependant ce risque est fondamentalement lié à tout processus d'innovation et d'insertion : seuls peuvent ironiser ceux qui fonctionnent, dans des bureaux confortables, à l'abri de puissantes Institutions, par ailleurs elles-mêmes non à l'abri d'erreurs.

La constitution de FCPR et d'OPCVM reste un objectif important pour le REAS. Un FCPR constitue un outil original car, davantage que les SCR, il facilite une participation véritable des utilisateurs à sa gestion. En ce sens, il anticipe sur le concept de la Banque des Citoyens et des Régions.

La discussion du Congrès devrait aussi permettre un échange sérieux et approfondi sur le type d'outils financiers alternatifs que nous voulons, sur les rythmes du possible et les objectifs que nous nous fixons.

Nous appelons donc à la plus large participation à ce moment de clarification et de bilan.

Jacques Archimbaud
19 octobre 1994

Atelier N° 13 (suite)

Lettre d'Aline Archimbaud au Président de la C. O. B.

(Lettre restée sans réponse)

Pantin,
le 25 juillet 1994

Monsieur Saint-Geours
Président de la Commission
des Opérations de Bourse
39-43, Quai André Citroën
75739 Paris - Cedex 15

Monsieur le Président,

Nous avons déposé un dossier de demande d'agrément pour la Société de Gestion d'OPCVM ALTERFI et la création d'un Fonds Commun de Placement à Risques auprès de vos services le 29 mars 1994, dossier qui a subi depuis, à leur demande, diverses modifications et compléments.

Je souhaite aujourd'hui attirer votre attention sur ce dossier particulier qui, par ses objectifs de solidarité et de soutien à la création d'emplois, se différencie des OPCVM classiques.

Le FCPR Génération Banlieue se donne pour objet le soutien à la création et au développement d'entreprises dans les quartiers en difficulté. Il associe des investisseurs éthiques qui souhaitent donner une portée sociale à leur placement financier, à des associations et acteurs de ces banlieues qui luttent contre l'exclusion et ont choisi de soutenir le développement d'initiatives, notamment économiques, dans leurs quartiers.

Cette rencontre a été permise par le Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire qui bénéficie des compétences et d'une expérience de dix années dans le soutien et l'accompagnement à la création de petites entreprises. Ce réseau, qui privilégie la « plus-value sociale » de ce type d'initiatives, a créé les Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne (Cigales), a permis le lancement des sociétés de capital-risque Garrigue et Autonomie & Solidarité, et compte à son actif l'aide à la création de plusieurs centaines d'entreprises.

Soutenir les ressources en émergence, les hommes, les compétences et les idées qui naissent dans ces quartiers, écrasés par le chômage, marqués par une image dégradée, est une priorité pour les acteurs réunis autour de Génération Banlieue.

Les promoteurs réunissent les compétences, les ressources humaines et financières et la volonté de relever ce défi. Ils cherchent, aujourd'hui, à se doter d'un outil, le Fonds Commun de Placement à Risques, leur permettant de mettre en oeuvre cette action solidaire, avec le soutien de la Banque Française de Crédit Coopératif en tant que dépositaire.

Après plusieurs mois de procédures, nous nous inquiétons, aujourd'hui, de l'avancée de ce dossier et de la compréhension par vos services de notre démarche. Nous ne pensons pas contrevenir à la protection des épargnants en répondant à leur demande de placements plus solidaires et en nous appuyant sur les compétences de personnes ayant une réelle pratique de soutien à la création d'entreprises.

La réponse effectuée par Monsieur Desportes le 13 juillet 1994, indiquant que la COB n'était pas en mesure d'autoriser la création de la Société de Gestion ALTERFI ni de donner l'agrément au FCPR Génération Banlieue, risquerait, si elle se traduisait par de nouveaux retards d'instruction et de nouveaux délais de réponses, de nuire gravement à l'action entreprise par des centaines de personnes dans une logique de citoyenneté. Elle ne nous paraît plus, en outre, correspondre à l'esprit des recommandations formulées à juste titre par la COB pour des opérations voisines.

Vous sachant attentif à des initiatives proches, répondant aux mêmes attentes que Génération Banieue, comme les SCR Herrikoa et Autonomie & Solidarité, je sais que vous serez sensible à l'intérêt de notre démarche.

J'ai donc l'honneur de vous demander s'il vous est possible personnellement, d'accorder à ce dossier non de la bienveillance mais une attention particulière.

Espérant que ce dossier aboutira favorablement, je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Aline Archimbaud
Présidente du Conseil de surveillance du R.E.A.S.
Présidente du Conseil de surveillance d'ALTERFI
Ancienne Députée Européenne

Lettre de Jean-Paul Gautier à Aline Archimbaud
(Concernant la Commission des Opérations de Bourse)

Jean-Paul GAUTIER
4, rue des Trois Frères
Paris, 75018 PARIS
Paris, le 16 août 1994
Madame A. ARCHIMBAUD
Présidente du Conseil
de Surveillance
ALTERFI
61, rue Victor Hugo
93500 - Pantin
Objet : Lettre COB OL/NG
Réf. : OLLTALTE
N° COB : 005364

Madame la Présidente,

J'ai eu communication d'une copie de la lettre citée en référence, datée du 13 juillet 1994, adressée par le chef de service de la Commission des Opérations de Bourse François Desportes au président de notre directoire, Henri Leblanc. J'y relève plusieurs incohérences :

- incohérence entre la première remarque de l'auteur et sa conclusion ; en effet, si un chef de service de la COB peut déclarer au nom de celle-ci qu'elle "n'est pas en mesure d'autoriser...", les organes sociaux d'une société de droit privée peuvent bien déléguer comme bon leur semble, dans les limites fixées par les lois et les règlements en vigueur - c'est-à-dire, notamment, publiés - des fonctions de "choix et suivi des investissements, définition des conditions de cession des participations, ouverture et fermeture des périodes de souscription d('un) FCPR" ; ce n'est pas parce qu'une grande banque nationalisée a connu des pertes importantes du fait de délégations mal contrôlées que des limitations peuvent ainsi être imposées à une autre société , ou bien il s'agit d'un cas de discrimination dû - par exemple- à la petite taille de notre société ;

- incohérence entre le premier et le second alinéas de la première remarque de l'auteur ; en effet, la "confusion" accusée par l'auteur porte sur l'"attribution de responsabilité de gestion au sein de la société" alors qu'il accuse également le comité d'investissements de "s'arroger des prégogatives dévolues par la règlementation aux dirigeants de la société de gestion" : si l'attribution de responsabilité est établie par les statuts, elle ne relève pas d'une usurpation ;

• l'article 124 de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 dispose que "Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus ... Les dispositions des statuts limitant les pouvoirs du directoire sont inopposables aux tiers." ; cela signifie que la société ne peut se prévaloir d'une telle limitation à l'égard de tiers qui seraient lésés par la société, sans plus ; je n'ai pas connaissance d'autres textes interdisant au directoire de suivre telle ou telle recommandation (d'un consultant, d'un salarié, d'un comité ad hoc etc.) ;

• de plus, les statuts d'ALTERFI stipulent qu'un membre du directoire participe aux travaux des comités d'investissement et que le directoire décide en dernier ressort;

• enfin, si une société de gestion peut déléguer l'intégralité de la gestion d'un ou de plusieurs fonds à un tiers extérieur à la société à condition d'en avoir clairement et publiquement explicité les modalités [1], elle peut, à fortiori, organiser dans ses statuts une délégation interne, restant sauve la clause selon laquelle "la responsabilité du délégant reste entière vis-à-vis des investisseurs, en particulier en cas d'irrégularités ou de fautes lourdes." [2].

- incohérence entre la seconde remarque de l'auteur - "deux membres du directoire ne possèdent pas les qualifications requises par la Commission en matière de gestion de portefeuille" - et le "souhait" de la Commission de voir limiter l'objet social d'ALTERFI à la gestion de Fonds Communs de Placements à Risques, à l'exclusion de toute autre forme d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières ; en effet, la gestion de portefeuille, dans ses aspects complexes qui réclament, sinon une

qualification, du moins une certaine expérience, tient par définition une place restreinte dans les FCPR en général et, a fortiori, dans les FCPR intéressant ALTERFI ;

• ALTERFI est en droit d'obtenir de la Commission les spécifications des "qualifications requises" et des méthodes utilisées pour évaluer un individu à leur égard;

• l'article 12 de la loi 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières et portant création des fonds communs de créances dispose que "la société de gestion a pour objet exclusif de gérer des sociétés d'investissement à capital variable, des fonds communs de placement (...)" et ne fixe donc aucune limitation (3) ni ne prévoit de précision à apporter par décret, a fortiori par règlementation d'un niveau inférieur ;

• le "souhait de la Commission" se transforme sous la plume de l'auteur en "demande (comminatoire) de lettre d'engagement" ;

- incohérence entre le palliatif de l'insuffisance mentionnée par l'auteur dans le second alinéa de sa seconde remarque et les efforts constants réalisés par la Commission en vue de réduire la confusion dans l'attribution des responsabilités de gestion des OPCVM entre leur société de gestion et leur dépositaire [4] ; selon quelles modalités , quel agent du dépositaire serait agréé par la Commission ?

- incohérence entre le palliatif de l'insuffisance mentionnée par l'auteur dans le second alinéa de sa seconde remarque et sa première remarque ; en effet, l'auteur introduit ici la notion d'"équipe de gestion" qui, inconnue de la loi, des règlements et des statuts d'ALTERFI, ne peut qu'introduire la confusion ;

- incohérence enfin entre la conclusion apportée par l'auteur et les textes législatifs et règlementaires qui, à ma connaissance, ne prévoient en aucun lieu la nécessité d'autorisation de la Commission pour la création d'une société de gestion d'OPCVM.

Dans ce contexte, la question de la date de dépôt des "informations relatives à la société de gestion ALTERFI" ne mérite même pas d'être soulevée. Il faut remarquer toutefois qu'il ne s'agit pas pour ALTERFI "d'obtenir l'autorisation de gérer le fonds commun de placement à risque", mais d'obtenir l'agrément du fonds comme le prévoit la loi 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières et portant création des fonds communs de créances, et comme le souligne la Commission des Opérations de Bourse en son rapport annuel pour 1989 (page 179).

Je ne peux donc que m'étonner d'un tel courrier et de son contenu. Ou il correspond réellement à la Commission et celle-ci ne peut que très rapidement redresser ses incohérences ou il ne reflète que l'opinion de son auteur et je m'interroge alors sur ses mobiles. Tant par son fond que par sa forme, ce courrier semble tellement écrit par un ignorant que, n'étaient les circonstances, j'en viendrais aisément à songer à un canular.

Je souhaiterais par ailleurs que notre dépositaire nous (directoire et conseil de surveillance, compte tenu des circonstances pénibles auxquelles nous sommes confrontés) tienne au courant de ses entretiens avec ou de ses démarches auprès de la Commission des Opérations de Bourse, concernant le Fonds Génération Banlieue.

J'ai également pris connaissance de la réponse adressée en date du 18 juillet par Henri Leblanc, le président de notre directoire et du courrier que vous avez adressé en date du 25 juillet au président de la Commission des Opérations de Bourse. En tant que membre du conseil de surveillance, je n'ai pas à me prononcer sur celle-là et le débat sur celle-ci interviendra, j'en suis sûr, lors de la prochaine réunion de notre conseil.

Je pense que nous serons peut-être amenés, s'il se confirmait que la Commission des Opérations de Bourse tente d'exercer un diktat sur ALTERFI et Génération Banlieue, d'une part à céder - contraints et forcés, compte tenu des délais - et d'autre part à rendre publiques ces avanies, avant même d'examiner les voies de recours judiciaire. Auparavant toutefois, il me semble nécessaire de transmettre au plus haut niveau de la Commission des Opérations de Bourse nos observations techniques et, à notre tour, les questions qui en découlent et auxquelles la Commission ne peut refuser de répondre dans un délai convenable.

Salutations distinguées.

---

[1] Commission des Opérations de Bourse 23ème rapport au Président de la République 1990 - journaux officiels 1991 - paragraphe 1080 page 242.

[2] Loc. cit. page 243

[3] L'article 40 de la même loi exclut de fait la gestion des fonds comuns de créances (réservée à des sociétés spécialisées).

[4] Voir à ce sujet en particulier Commission des Opérations de Bourse 22ème rapport au Président de la République 1989 - Journaux officiels 1990 - page 194.

MANIFESTE

DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE

Le profit ne peut être la finalité unique de l'activité économique.

Dominée par le capitalisme financier, l'économie, dopée par les nouvelles technologies, les progrès fulgurants du commerce mondial, la surmultiplication des échanges financiers, tend à se libérer de toute contrainte sociale au nom de la compétitivité. Elle produit des richesses impressionnantes mais très inéquitablement réparties. Elle crée des emplois mais génère aussi précarité, insécurité et parfois exclusion des personnes. Elle ignore des besoins individuels et collectifs pressants s'ils ne lui semblent pas assez rentables. Elle fait dépendre l'avenir des hommes, leur emploi, leur revenu, leur rôle dans la cité, de décisions prises souvent sous la pression d'impératifs financiers.

Peut-on redonner du sens à notre engagement personnel et à notre vie collective ? Peut-on recréer un triangle vertueux entre l'emploi, la cohésion sociale et la démocratie participative ? Peut-on permettre aux plus fragiles de vivre dignement de leur travail sans dépendre des prestations d'assurance ? Nous en sommes convaincus. Nous pensons que l'économie solidaire constitue une résistance puissante à l'individualisme marchand qui mine la société et une capacité d'influence sur l'économie de marché.

L'économie solidaire existe, nous la pratiquons tous les jours et nous aspirons à son développement rapide, ce qui suppose qu'elle soit portée par un élan collectif et que des dispositions concrètes encouragent sa réussite. Tels sont les buts de ce manifeste.

Qu'est-ce que l'économie solidaire ? C'est un mouvement qui regroupe des milliers d'initiatives locales pour produire, consommer, employer, épargner et décider autrement. Les entreprises solidaires se battent sur le marché comme les autres et doivent donc être performantes. Mais en plus, elles emploient des personnes exclues ou qui risquent de l'être ; elles fournissent des services individuels à des personnes aux revenus modestes, elles assurent des services collectifs pour mieux vivre ensemble, elles mettent en œuvre des formes de gouvernance démocratique. Produisant à la fois de la valeur ajoutée marchande et de la valeur sociale elles sont soutenues par des ressources mixtes, conjuguant le paiement par les clients, les aides nationales et locales et des engagements personnels bénévoles.

Certaines activités de l'économie solidaire sont bien connues : entreprises adaptées aux personnes handicapées, logement des exclus, éducation populaire, aide aux personnes, accès aux loisirs pour les plus démunis, recyclage, protection de l'environnement. Mais depuis trois décennies, face à la montée des exclusions, des domaines nouveaux ont été explorés. L'insertion par l'activité économique, qui remet au travail des chômeurs de longue durée, emploie désormais entre 250 000 et 300 000 personnes. Le commerce équitable vient soutenir les petits producteurs du tiers-monde. Des femmes immigrées se lancent ensemble dans la production de services. Des régies de quartiers se créent dans des cités où la rentabilité n'est pas assurée, etc.

L'économie solidaire est présente partout où l'on promeut la recherche du bien commun, l'emploi des plus défavorisés. C'est une économie de proximité en pleine expansion, dont les emplois ne peuvent être délocalisés. Elle est fille de deux longues traditions, celle du mouvement ouvrier et celle de l'économie sociale (mutuelles, coopératives, associations) avec lesquelles elle partage une commune aspiration à une société d'hommes libres et égaux en droits. Elles se conjuguent et se soutiennent mutuellement. Ainsi, les banques, les assurances mutualistes, les caisses de retraite, etc. sont des acteurs importants du financement de l'économie solidaire qui prend souvent le statut juridique de l'économie sociale.

A la veille d'échéances électorales importantes, nous voulons braquer les projecteurs sur ce vaste « tiers secteur » ; il n'a pas la visibilité du CAC 40 mais il occupe un nombre considérable de salariés que ne recrutent ni le secteur public ni le secteur privé. Nous aspirons à son développement rapide, ce qui suppose un élan collectif et des dispositions concrètes pour encourager sa réussite. Notre objectif ? Doubler son champ en cinq ans pour renforcer l'emploi, la cohésion sociale et la démocratie participative. Pour ce faire, voici dix propositions concrètes.

1. Citoyens, vivez solidaires

Investissez-vous dans toutes les initiatives soucieuses de l'Homme et de l'environnement. Faites appel au commerce équitable qui rémunère les producteurs à leur juste prix. Participez aux groupements de consommateurs et de producteurs et privilégiez ainsi les circuits courts du producteur au consommateur. Adressez-vous aux entreprises de services, de production, de recyclage (vêtements, électroménager, etc.) qui emploient de nombreuses personnes en risque d'exclusion ou des handicapés. Réconciliez l'acte de consommation avec le désir de solidarité. Donnez un sens solidaire à votre épargne. Donnez de votre temps à ceux qui en ont besoin.

2. Salariés, épargnez solidaire

Depuis 2001, vous pouvez confier une partie de votre rémunération à des fonds salariaux solidaires créés dans les grandes entreprises ou dans des groupements d'entreprises. Leur montant global a déjà doublé entre 2004 et 2005. Une fraction de ces fonds – 5 à 10% - est investie dans des entreprises solidaires, pourcentage sur lequel l'épargnant retrouve son capital initial mais renonce à ses intérêts. Cette capacité d'investissement solidaire pourrait atteindre 200 millions d'euros d'ici à cinq ans. Il est possible d'aller bien au-delà. A deux conditions : assurer sa promotion et améliorer la réglementation.

3. Etudiants, actifs, syndicalistes, militants associatifs, devenez entrepreneurs solidaires

Préparons les candidats à ces métiers difficiles en leur proposant des formations de qualité, en les accompagnant dans leur projet. Ce sont là des défis décisifs : point d'entreprises sans entrepreneurs qualifiés.

4. Collectivités publiques, achetez solidaire

La loi permet de faire exécuter une partie des marchés publics de l'État, des collectivités locales, des bailleurs sociaux par des entreprises solidaires. Mais ces clauses sociales sont souvent ignorées par manque de volonté politique mais aussi de compréhension mutuelle. Mettez en place des facilitateurs qui concilient les contraintes techniques des donneurs d'ordre et les capacités opérationnelles des entreprises solidaires du bâtiment, des travaux publics, de l'entretien des espaces verts, du nettoyage, de la surveillance, de la restauration…

5. Régions, contribuez au développement de l'économie solidaire

Fortes de votre double compétence en développement économique et en formation, appuyez les opérateurs qui orientent et accompagnent les porteurs de projets à travers les maquis administratif et financier. Facilitez le débat démocratique autour de leurs projets. Organisez l'allocation des aides régionales au démarrage du projet et les soutiens durables à leur mise en œuvre. Assurez une évaluation périodique des résultats obtenus. Veillez à consacrer 15% de votre budget d'action économique à l'économie sociale et solidaire en passant contrat de projet avec l'Etat et en travaillant étroitement avec les départements et les communes.

6. Départements, appuyez-vous sur l'économie solidaire pour employer les personnes en grande difficulté

Au-delà de l'impératif moral de leur redonner une place dans la société, tout démontre que le soutien à l'économie solidaire est un investissement rentable pour les finances publiques. En retrouvant un travail, ces personnes deviennent des producteurs de richesses et donc d'impôts et de cotisations sociales.

7. Financiers, prenez des risques sur l'économie solidaire

La Caisse des Dépôts en a la tradition et les banques mutualistes le font de longue date, parce que c'est conforme à leur vocation sociale et qu'elles y gagnent des clients stables. Les réseaux de finance solidaire, comme France Active, savent placer l'épargne solidaire dans des projets dont la viabilité a été expertisée et confortée. Le capital-risque solidaire n'en est qu'à ses débuts. Toutes les banques peuvent prouver qu'elles sont socialement responsables : l'inscription de leurs actions en ce sens dans leur rapport annuel influencerait leur notation.

8. Entreprises, coopérez avec l'économie solidaire

Les entreprises solidaires ne sont pas des concurrentes mais des partenaires qui peuvent donner du sens à votre engagement social et conforter votre ancrage territorial. Engagez avec elles toute forme de coopération par recours à leurs services et à leur personnel ou en passant des marchés de co-traitance et de sous-traitance. Encouragez et abondez la participation de vos salariés à l'épargne salariale solidaire. Tout ceci vaut particulièrement pour les entreprises de l'économie sociale qui peuvent nouer de fructueux partenariats avec l'économie solidaire.

9. Syndicats, impliquez-vous dans l'économie solidaire

Développez l'épargne salariale solidaire dans les entreprises. Sensibilisez les institutions représentatives des salariés (comités d'entreprise, etc.) aux initiatives de l'économie solidaire. Enfin, soyez novateurs pour que les salariés des entreprises solidaires aient les mêmes possibilités de représentation que ceux des entreprises classiques.

10. A l'État enfin de lancer un Plan en faveur de l'économie solidaire et de le respecter

Cette économie se développe par l'expérimentation, le bénévolat, et l'initiative locale. Mais, elle a aussi besoin de la solidarité nationale, ce qui la rend très vulnérable aux changements incessants des directives publiques. C'est pourquoi l'État doit définir un cadre juridique souple et stable, soutenir l'économie solidaire par des aides à la personne, par des co-financements des initiatives des Régions et des Départements, qui s'inscriraient très naturellement dans les contrats de projets pluriannuels en cours de négociation. Il doit aussi veiller à la pérennité et au développement de l'économie solidaire en se portant garant, à long terme, des financements qui lui sont destinés.

L'économie solidaire de proximité a l'ambition, non pas bien sûr de remplacer l'économie de marché, mais de s'attaquer aux problèmes des plus démunis et aux besoins individuels et collectifs délaissés par le marché et l'État. A travers cette solidarité active, nous voulons manifester notre résistance à la fatalité, et notre confiance dans le progrès social et la démocratie. Cette ambition vaut aussi pour l'Europe et pour le monde. L'Europe ne peut se construire sur les seules forces du marché. Elle aspire à plus de solidarité, avec des résultats jusqu'ici contrastés et fragiles. L'équilibre économique mondial est menacé s'il ne prend pas la voie de relations équitables et s'il ne se résout pas à ménager et à partager les ressources.

À nos concitoyens qui redoutent de perdre toute prise sur leur futur et sur l'avenir de leurs enfants, nous envoyons un message de confiance : l'économie solidaire est créatrice de nouveaux emplois et porteuse de grands espoirs.

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

Denis CLERC	Alternatives Economiques
Gaby BONNAND, Commission Exécutive	CFDT
Anousheh KARVAR	CFDT
Agnès NATON, Bureau Confédéral	CGT
Jean-Christophe LE DUIGOU	CGT
Pierre-Yves CHANU	CGT
Patrick PEUGEOT, Président	CIMADE
Jean-Louis LAVILLE, Professeur	CNAM – CNRS
Pierre ROSANVALLON, Professeur	Collège de France
Claude ALPHANDERY, Président	CNIAE
Isabelle ANTHONIOZ GAGGINI, Présidente	Corse Active
Daniel COHEN, Economiste, Professeur	Ecole Normale Supérieure
Michel WIEVIORKA, Sociologue	EHESS
Martin HIRSCH, Président	EMMAUS France
Nicole MAESTRACCI, Présidente	FNARS
Jean-Pierre WORMS	FONDA
Philippe LEMOINE, Président	Forum d'Action Modernités
Christian SAUTTER, Président	France Active
Edmond MAIRE, Président	France Active, Société d'Investissement
Louise EVENO	Mouvement Economie Solidaire
Madeleine HERSENT	Mouvement Economie Solidaire
Thierry PECH	République des Idées
Christiane BOUCHART	Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire
Jean-Baptiste DE FOUCAULD, Président	Solidarités Nouvelles face au chômage
Isabelle LAUDIER, économiste	
Catherine BARBAROUX	
Hugues SIBILLE	

SIGNER LE MANIFESTE

Index

Index des tableaux et encadrés

Titre du tableau ou de l'encart	N°	Page
Récapitulatif des principales informations concernant la création du REAS.	1	105
Liste des auteurs présents dans la bibliographie « officielle » du REAS	2	121
Rapport au PSU par classe d'âge	3	171
Exercice d'un mandat d'élu par classe d'âge	4	171
Résumé des trois générations	5	175
Encadré 1 - La création de la Caisse Solidaire du Nord	1	203
« Militants » versus « Mutants » selon l'œuvre de René Macaire	6	221
Encadré 2 - L'expérience de LIP, l'*exemplum* des luttes du PSU	2	276
Encadré 3 - Portrait de Jean-Philippe Magnen	3	346
Encadré 4 - La Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme de 1983 et Convergence 84	4	371
Encadré 5 - Portrait de Nadia Azoug	5	378

Index des illustrations et graphiques

Titre illustration	N°	Page
Répartition du corpus par type de rôle dans l'organisation	1	162
Catégories socioprofessionnelles des militants du REAS et de la France en 2012	2	163
Catégories socioprofessionnelles des militants et de leur famille	3	164
Niveau de qualification des militants du REAS et de la France en 2012	4	165
Répartition des militants par région	5	166
Premier parti d'adhésion	6	167
Premier parti d'adhésion en fonction des classes d'âge	7	170
Degré d'engagement dans la culture chrétienne par classe d'âge	8	172
Catégories socioprofessionnelles par classe d'âge	9	173
Catégories socioprofessionnelles des familles par classe d'âge	10	173
Dernier diplôme obtenu par classe d'âge	11	174
Premier organigramme du REAS	12	177
Place dans l'organisation par groupe d'âge	13	178
Répartition des trois générations dans l'organigramme du REAS	14	186
Comparaison des PCS des militants de 35-45 ans et de leur famille	15	263
Niveau du dernier diplôme obtenu par les militants de 35-45 ans	16	264
Type d'emploi occupé par les militants de 35-45 ans à l'époque du REAS	17	268
Premier parti d'adhésion des militants de 35-45 ans	18	273
Parti actuel d'adhésion des militants de 35-45 ans	19	274
Degré d'implication dans la culture chrétienne des 35-45 ans	20	283
Répartition des rôles au sein du REAS des plus de 45 ans	21	304
PCS des familles des militants de plus de 45 ans	22	306
PCS des plus de 45 ans	23	307
Niveau de diplôme des plus de 45 ans	24	308
Degré d'implication dans la culture chrétienne des plus de 45 ans	25	309
Partis politiques fréquentés par les plus de 45 ans	26	316
Nombre de militants ayant exercé au moins un mandat d'élu par classe d'âge	27	317
Comparaison des PCS des jeunes militants et de leur famille	28	330
Dernier diplôme obtenu par les jeunes militants du REAS	29	335
Enfants de parents militants par classe d'âge	30	355
Nombre de militants élus au moins une fois par classe d'âge	31	358
Adhésion partisane des jeunes militants avant et après leur engagement au REAS	32	364

Index des dessins

Titre du dessin	N°	Page
Caricature qui illustre l'article « « Économie sociale et solidaire » : quand les sciences sociales enchantent le travail »	1	26
Dessin 2: réalisé par Charly-N et Djanf	2	82
Caricature de Charly-N et Djanf	3	95
Caricature illustrant le bulletin n°1 de Solidarité emploi daté d'avril 1986	4	99
Dessin paru dans A Faire n°7 du 1er trimestre 1991	5	192
Extrait de l'ouvrage d'Étienne Davodeau, *Les mauvaises gens*, p.70	6	213
Extrait de l'ouvrage d'Étienne Davodeau, *Les mauvaises gens*, p.63	7	215
Illustration parue dans *Nouvelles pratiques pour une gauche alternative*, n°4 de mars 1987	8	242
Caricature des ressources humaines dans l'économie solidaire	9	340
Le « Lotoentrepreneur » - Caricature de Tonvoisin et Djanf	10	351

Index des photos

Légende des photos	N°	Page
Discussion sur les outils financiers lors d'une journée d'été	1	132
Photo prise lors du congrès du REAS	2	133
Photo prise à la Maaform	3	134
Fête clôturant une rencontre du REEAS	4	207
Moment de convivialité	5	208
Portrait d'Aline Archimbaud	6	230
Portrait de Jacques Archimbaud	7	230
Jacques Archimbaud à la tribune du colloque "Vivre le partage du temps, de l'emploi et de l´argent » en 1995 à Toulouse	8	254
Aline Archimbaud dans une manifestation de soutien aux Roms en mai 2013	9	257
Photo de l'occupation de l'usine LIP	10	276
Portrait de Claude Bouju	11	292
Les jeunes de Génération Banlieue	12	328
Portrait de Jean-Philippe Magnen	13	346
Échanges dans la cour de la MAAFORM à Pantin (93)	14	353
La marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, le 15 octobre 1983	15	371
Jacques Archimbaud et Nadia Azoug	16	378